AVERTISSEMENT

La thèse présentée ici est la digitalisation de celle qui est parue en 1983 (300 exemplaires. Aucun changement n'a été effectué. Par contre, la pagination ne correspond pas à celle de l'original. *Celle-ci figure dans le texte entre crochets et en couleur bleue*. Exemple : [125] signifie que le texte figurant *au-dessus* de ce repère (et ceci jusqu'à remonter au repère [124]) correspond à la page 125 de l'original. Toute citation devra se référer à la pagination originale.

La thèse est consultable aux bibliothèques :

- De l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris)
- De l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
- De l'Université de Paris-Sorbonne (centrale)
- De l'Université de Paris-Cujas (droit)
- De l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
- De l'Université de Bordeaux II (sociologie)
- De l'Université de Bordeaux III (centrale)
- De l'Université de Toulouse-le-Mirail (centrale)
- De l'Université de Pau (Lettres et Droit)
- De l'Université de Québec à Montréal (centrale)
- De la Casa de Velazquez de Madrid
- De l'Université Complutense de Madrid (sociologie)
- De l'Université Autonome de Barcelone (Sciences sociales)
- De l'Université Publique de Navarre (Pampelune)
- De l'Université du Pays Basque à Bilbao (Leioa)
- De l'Université de Deusto (Bilbao)
- De l'Université du Pays Basque à Saint-Sébastien
- De l'Université du Pays Basque à Vitoria
- Municipale de Saint-Sébastien
- De la Députation de Guipúzcoa
- Universitaire de Bayonne (Lettres et Droit)
- Municipale de Bayonne
- Du Musée basque de Bayonne

Pour télécharger le texte complet de la thèse, cliquer ici
Pour télécharger seulement un chapitre, cliquer sur son titre ci-dessous

Remerciements
Carte
INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : DES FUEROS AU PREMIER NATIONALISME BASQUE

CHAPITRE I : FUEROS, INSTITUTIONS ET SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE BASQUE

CHAPITRE II : UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT

CHAPITRE III : CRISE DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE ET GUERRES CARLISTES
- 1- Deux conceptions du monde
- 2- Crise de la société traditionnelle basque
- 3- Guerres carlistes et chute de la société traditionnelle basque

CHAPITRE IV : DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE, APPARITION ET CONSOLIDATION DU TYPE DE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE EN PAYS BASQUE
- 1- Les germes de la société industrielle
  - 1) Apparition d'une bourgeoisie industrielle
  - 2) Les mines de fer
- 2- Décollage et consolidation de l'industrie basque
  - 1) Accumulation
  - 2) Investissement
  - 3) Repères démographiques
- 3- La polymorphie du développement capitaliste en Pays Basque
  - 1) L'oligarchie
  - 2) La bourgeoisie autonomiste

CHAPITRE V : DU NATIONAL
- 1- Aveuglement : définitions empiriques et politico-institutionnelles de la nation
  - 1) Approches essentialistes
  - 2) Approche institutionnelle
- 2- Nouvel éclairage: la nation, matrice d'un social-historique
  - 1) A la base du national
  - 2) Corollaires
- 3- Apparition du nationalisme en Pays Basque

CHAPITRE VI : LE PREMIER NATIONALISME BASQUE
1- Un nationalisme ethnique
1) La race
2) La langue
3) Le territoire
2- Une célébration xénophobe
1) La *maketania*, source de crise
2) Les *maketos*, une race abjecte
3) Une solution : l'isolement
3- La "doctrine basque"
1) Ruralisme et refus de la société industrielle : un nationalisme réactionnaire
2) Un modernisme développementiste
3) Indépendantisme et régionalisme
4) Le nationalisme d'avant-guerre : une démocratie chrétienne autonomiste poussée par un populisme indépendantiste

CHAPITRE VII : PATRIE CONTRE CLASSES
1- Repères
2- Marxisme et question nationale
3- Les socialistes face au nationalisme basque
4- Les nationalistes basques face au socialisme
1) Le socialisme, une doctrine *maketa*
2) Le nationalisme et la tradition basque, antithèses du socialisme
5- Un profond divorce

CHAPITRE VIII : STATUTS D'AUTONOMIE ET GUERRE CIVILE EN PAYS BASQUE
1- Les statuts d'autonomie (1930-1936)
1) Le statut d'Estella (1931) ou l'union autonomiste et catholique face à un État centraliste et laïc
2) Le statut plébiscité (1933) ou le choix de la légalité républicaine
3) Le statut de 1936 ou l'autonomie de la dernière heure
2- La guerre civile et ses conséquences immédiates en Pays Basque
1) La situation en Pays Basque le jour de la constitution de son premier gouvernement
2) Le premier gouvernement autonome basque
3) La défaite et l'exil
4) Les conséquences de la guerre civile en Pays Basque

DEUXIÈME PARTIE : DU NOUVEAU NATIONALISME AU MOUVEMENT BASQUE

CHAPITRE I : VINGT ANS
1- Répression
2- Déception et prostration
3- Industrialisation et immigration
4- Une nouvelle génération
5- Faire

CHAPITRE II : E.T.A. OU LE NATIONALISME RÉVOLUTIONNAIRE
1- Un activisme à la recherche d'une stratégie
1) Rapprochement avec le mouvement ouvrier
2) Abandon de la définition essentialiste de la nation basque et changement d'attitude envers les immigrés
3) L'adoption de la lutte armée
4) Éloignement puis condamnation de la bourgeoisie basque
2- Le nationalisme révolutionnaire
1) Un divorce complet
2) Une alliance tactique
3) Une fusion totale
3- Euskadi, colonie de l'Espagne. Euskadi, "Cuba de l'Europe"
1) Une identification stratégique
2) Une situation coloniale
3) Un effort d'adaptation
4- Euskadi, latitude 43° nord - longitude 2° ouest, ou la fin de l'illusion tiers-mondiste
5- La scission de 1970 : E.T.A. V et E.T.A. VI
1) La dérive d'E.T.A. VI et son éclatement
2) E.T.A. V ou le trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle E.T.A.
6- La nouvelle E.T.A.
1) Une nouvelle approche du binôme lutte nationale - lutte sociale
2) La recrudescence de la lutte armée
3) Nouvelles contradictions
7- Les scissions de 1974 : L.A.I.A., E.T.A. militaire et E.T.A. politico-militaire
1) La scission du Front Ouvrier d'E.T.A.
2) E.T.A. militaire
3) E.T.A. politico-militaire

CHAPITRE III : LA FABRICATION DES REBELLES (1960-1977)
1- Une répression générale et non discriminatoire au sein des provinces basques
2- Une répression discriminatoire en regard des autres provinces de l'État espagnol
3- Une société souterraine
1) Une société clandestine
2) Une société transgressive

CHAPITRE IV : LE NOUVEAU NATIONALISME BASQUE
1- La possibilité d'apparition d'une forme d'existence inédite du national basque
2- Une identité nouvelle, une identité transgressive
3- "L'effet E.T.A."

CHAPITRE V : L'INTÉGRATION DES IMMIGRES ET LEUR PARTICIPATION AU MOUVEMENT NATIONAL
1- Un changement d'attitude
1) Des nationalistes envers les immigrés
2) Des immigrés envers les nationalistes et les natifs
2- Le nationalisme : un raccourci pour une adaptation gratifiante et l'expression d'un mécontentement diffus
3- Renteria

CHAPITRE VI : L'APRES-FRANQUISME EN PAYS BASQUE
1- Repères sociologiques
2- Repères historiques

CHAPITRE VII : QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENT OUVRIER
1- Le mouvement ouvrier basque durant le franquisme
1) Quatre types de lutte
2) Classe et nation (1) : E.T.A. ou le mirage d'une rupture révolutionnaire
3) Classe et nation (2) : pour une libération de la société basque, ou la face cachée du mouvement basque
2- Le mouvement ouvrier basque dans l'après-franquisme

CHAPITRE VIII : QUESTION NATIONALE ET NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX
LE CAS DE LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE
1- Historique
2- Ez, ez, ez !" : un mouvement de défense locale (1974-1976)
3- Transition : du local au national, ou l'explosion de la lutte anti-nucléaire en Pays Basque
4- "Lemoniz ala Euskadi !" : un mouvement offensif de protestation démocratique et une exigence de souveraineté nationale et populaire (1977-1980)
5- "Lemoniz, ez ! E.T.A., bai ! goma dos, mas !" : du mouvement total au rapport de force historique (1980-1982)

CONCLUSION : L'ECLATEMENT DU MOUVEMENT BASQUE

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES
1- Discours du 8/06/1937 de J.M. de Areilza
2- La torture en Pays Basque : cinq témoignages (1975-1982)
3- Historiogramme d'E.T.A. (1958-1982)
4- Déclaration de principes de la Commission Ouvrière Provisoire de Guipuzcoa (1966)
5- Une semaine à Renteria 1977)
6- E.T.A. face aux élections législatives de juin 1977
7- La Commission de Défense d'une Côte Basque Non Nucléaire face à l'enlèvement puis la mort de l'ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lemoniz
8- Résultats des cinq élections générales de l'après-franquisme en Pays Basque

ÉCOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENTS SOCIAUX EN PAYS BASQUE SUD

par

FRANCIS JAURÉGUIBERRY

Thèse de doctorat en sociologie
présentée et soutenue le 20 décembre 1983

Composition du jury :
M. Pierre BIRNBAUM, Professeur à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
M. Pierre NORA, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
M. Alain TOURAINE, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

ÉCOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENTS SOCIAUX EN PAYS BASQUE SUD

par

FRANCIS JAURÉGUIBERRY

Thèse de doctorat sous la direction du Professeur Alain Touraine

Paris, 1983

À ma mère

eta

nere aitaren orroitzapenean

REMERCIEMENTS

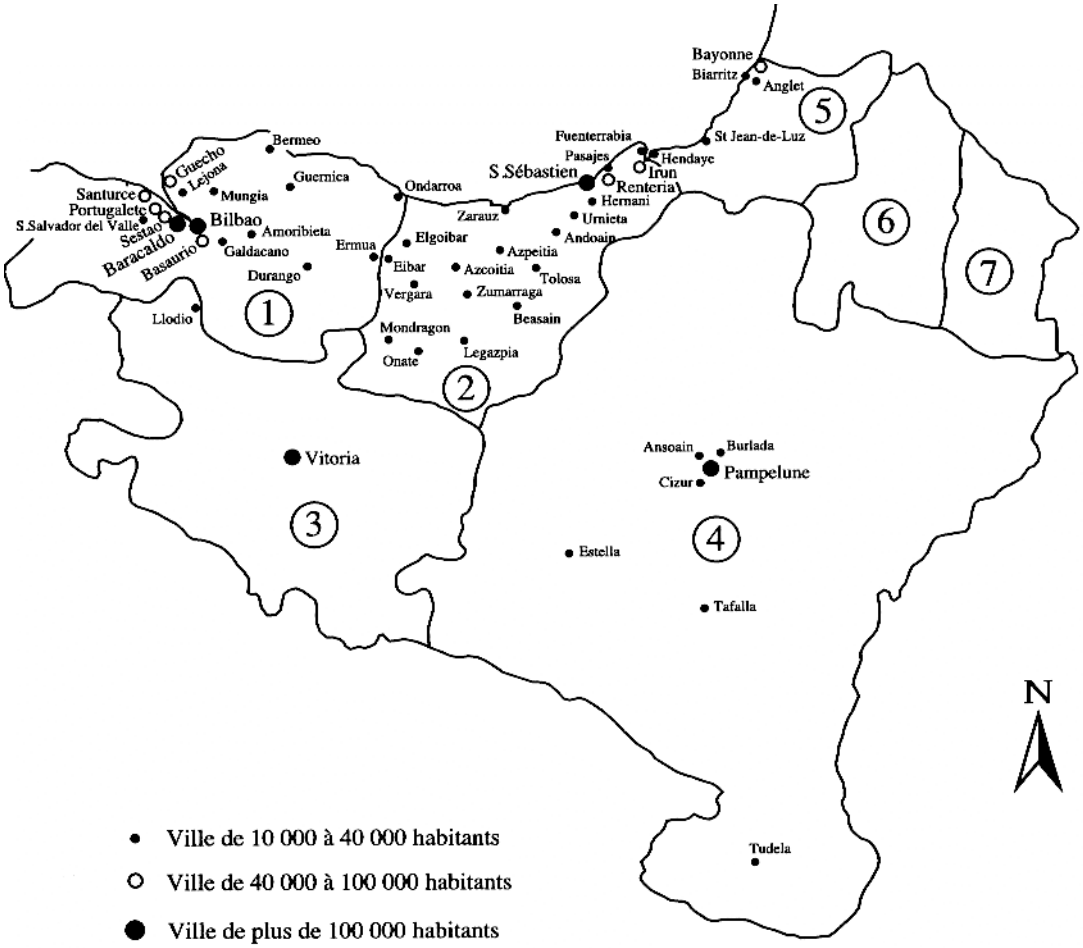
Nombreux sont ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont aidé à la réalisation de ce travail : qu'ils trouvent ici l'expression de notre gratitude la plus reconnaissante.

Nos remerciements s'adressent plus particulièrement à Maya Bovard, Francois Dubet, Jany Faurie, Alfonso Perez Agote, Louis Quéré, Alain Touraine, Michel Wieviorka, ainsi qu'aux 73 personnes qui ont bien voulu accepter d'être interviewées et de répondre à des questions parfois indiscrètes.

Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans l'aide financière de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (Paris), du Département d'Education, Université et Recherche du Gouvernement basque (Vitoria-Gasteiz), et de la Casa de Velázquez (Madrid) : qu'ils en soient ici sincèrement remerciés.

[3]

LES SEPT PROVINCES BASQUES



PAYS BASQUE SUD (Etat espagnol)	① BISCAYE	2.217km2	1.181.401hts
	② GUIPUZCOA	1.997km2	692.986hts
	③ ALAVA	3.047km2	260.580hts
	④ NAVARRE	10.421km2	507.367hts
PAYS BASQUE NORD (Etat français)	⑤ LABOURD	800km2	189.309hts
	⑥ BASSE-NAVARRE	1.284km2	30.048hts
	⑦ SOULE	785km2	17.341hts
	TOTAL PAYS BASQUE	20.551km2	2.879.032hts

[4]

INTRODUCTION

La « question nationale » déroute. Le nationalisme basque déconcerte, dérange même parfois par son allergie aux clichés. Soupçonné avant la Guerre Civile de transformer le Pays Basque en « Gibraltar du Vatican », il est, au cours des années soixante, applaudi ou dénoncé pour vouloir ériger ce même pays en « Cuba de l'Europe ». Présenté quelques années plus tard comme le fer de lance de la lutte anti-franquiste, le voici de nos jours accusé de déstabiliser la jeune démocratie espagnole (la « question basque » devenant alors le « problème basque »). Taxé d'intégriste, il se révèle en fait complètement divisé et singulièrement ouvert aux idéologies extérieures… Nous pourrions multiplier ces paradoxes qui font chaque fois écho à des affirmations trop hâtives. Plutôt qu'y répondre, celles-ci ne font qu'amplifier, en le reformulant, la « question basque ».

Politiquement déconcertant, le nationalisme basque n'est guère plus saisissable au niveau culturel. Ainsi, à peine plus d'un tiers de l'électorat nationaliste parle la langue basque : où est donc la fameuse « surdétermination linguistique », si chère à certains au moment de rendre compte du « fait basque » ? Quant à ceux qui tenteraient des « explications ethniques », les statistiques leur rappelleront à bon escient que moins de la moitié de la population actuelle descend de celle qui peuplait le Pays Basque avant son industrialisation (1880). Ici aussi, les faits s'avèrent bien récalcitrants aux clichés… [5]

Il faut pourtant bien « couvrir » le Pays Basque, où pas une semaine ne s'écoule sans que plusieurs attentats soient, phénomène unique en Europe, applaudis par une partie de la population ; où le mouvement pour la ré-appropriation d'une langue quasi perdue prend des allures de mobilisation générale ; où la lutte anti-nucléaire est de loin la plus dynamique d'Europe ; où l'utopie révolutionnaire définie à la fin des années soixante est toujours aussi vivace ; où la torture existe encore ; où plus de 66 % de l'électorat est nationaliste.

L'ampleur de ces phénomènes d'un côté, et l'impossibilité de leur donner une explication à la fois globale et rapide de l'autre, conduit la plupart du temps les commentateurs de la « question basque » à des simplifications abusives où le

sensationnel côtoie de profondes digressions sur le « mystère basque » et de plates descriptions folkloriques.

Ce travail est un effort de présentation et d'analyse du mouvement national basque et de ses relations avec les mouvements sociaux. La complexité du thème et sa nécessaire projection simultanée sur les axes synchronique et diachronique d'analyse nous a amené à adopter une approche pluridisciplinaire, à la fois sociologique et historique, parfois économique. L'axe autour duquel pivote cette approche se veut suffisamment rigide pour pouvoir traverser l'ensemble des discours rapportés et des situations décrites afin de s'ancrer dans la base des rapports sociaux et historiques qui les produisent[1]. Car tel est l'enjeu de ce travail : reconstruire la dialectique des forces, tensions et rapports socio-historiques derrière l'ordre emboîté des faits, tout en relevant les orientations culturelles dans lesquelles elle se noue. En particulier, le « sens », l'« explication » du mouvement national basque dans ses différentes étapes n'apparaîtra qu'à partir du moment où, délaissant toute vision essentialiste, ou au contraire purement historiciste, il sera rapporté au système d'action qui le produit, autrement dit à l'ensemble des relations sociales et historiques dont il émane et dont il s'agira de déterminer la structure. [6]

L'étude de cette structure nous conduira à distinguer deux grandes périodes : celle du premier nationalisme basque (1re partie), et celle du « nouveau nationalisme » qui permettra le dégagement de ce que nous appellerons le « mouvement basque » (2e partie).

L'évolution sociale, économique et politique totalement différente des trois provinces basques comprises dans l'Etat français nous a contraint à limiter ce travail aux quatre provinces basques du sud (Etat espagnol). [7]

---

[1] La grande pauvreté de la bibliographie en français sur le nationalisme basque nous a amené à développer parfois ces descriptions plus que nous ne l'aurions voulu. Parmi cette bibliographie, deux exceptions doivent cependant être signalées : la tentative de synthèse historique de l'ex-député de Herri Batasuna, Francisco Letamendia (*Les Basques, un peuple contre les Etats*, Paris, 1976, Editions du Seuil), et la thèse de doctorat en Sciences politiques de Jean-Claude Larronde sur l'idéologie du fondateur du nationalisme basque, Sabino de Arana Goiri (*Le nationalisme basque, son origine et son idéologie dans l'œuvre de Sabino Arana Goiri*, Bordeaux, 1972, inédite en français).

PREMIERE PARTIE

DES FUEROS AU PREMIER NATIONALISME BASQUE

CHAPITRE I – FUEROS, INSTITUTIONS ET SOCIETE TRADITIONNELLE BASQUE

CHAPITRE II – UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT

CHAPITRE III – CRISE DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE ET GUERRES CARLISTES

CHAPITRE IV – DEVELOPPEMENT CAPITALISTE, APPARITION ET CONSOLIDATION DU TYPE DE SOCIETE INDUSTRIELLE EN PAYS BASQUE

CHAPITRE V – DU NATIONAL

CHAPITRE VI – LE PREMIER NATIONALISME BASQUE

CHAPITRE VII – PATRIE CONTRE CLASSES

CHAPITRE VIII – STATUTS D'AUTONOMIE ET GUERRE CIVILE EN PAYS BASQUE

[8]

PREMIERE PARTIE, CHAPITRE I

FUEROS, INSTITUTIONS ET SOCIETE TRADITIONNELLE BASQUE

« Ici, la collectivité est tout et l'individu rien. »
Ramon Ortiz de Zarate[1]

Pour les panégyristes de la nation basque, celle-ci « fut de tout temps libre et absolument indépendante »[2]. Les Basques « aînés des peuples d'Europe »[3] et dont « l'origine, très mystérieuse, se perd dans la nuit des temps »[4], ne cessèrent d'être libres que contraints par la force militaire de « l'impérialisme espagnol »[5] à la fin de la première Guerre Carliste. La loi du 25 octobre 1839[6], sanctionnant la défaite [9] de « l'armée basque »[7], « annexa » alors les provinces basques, les forçant à « n'être plus qu'une des parties de la nation la plus décadente et abjecte de l'Europe » et à « subir son joug »[8]. L'historiographie nationaliste continue ainsi : jusqu'à cette « date fatidique »[9], « vivait au nord de la péninsule (ibérique) une race singulière, en rien similaire à celles qui formaient la nation espagnole, ni à celles qui peuplaient la terre que l'on appelle aujourd'hui France. Une race qui, aussi loin que l'on remonte dans son existence, n'avait jamais connu de joug étranger. Un peuple numériquement réduit,

---

[1] Député *fueriste* (défenseur des *Fueros* : cf. plus loin) aux Cortès espagnoles pour la ville de Vitoria (Alava), Ramon Ortiz de Zarate (1817-1883) fut l'un des principaux précurseurs du nationalisme basque. Voir en particulier sa série d'articles intitulés « hiruak bat » (parue au cours du premier semestre 1867 dans la revue *Semenario Católico Vasco-navarro*) où il en appelle à « l'unité et à l'agitation patriotique » des quatre provinces basques espanoles et à « la fraternité » avec trois provinces basques françaises, et qui contient les principaux mythes sur lesquels se baseront les postérieures lectures nationalistes de l'histoire du Pays Basque (en particulier la liberté et l'égalité primitive des Basques).

[2] Sabino Arana Goiri, *Bizcaya por su independencia*, 1892, p. 111. L'ensemble des textes publiés par Sabino Arana Goiri ont été regroupés dans un gros volume *Obras completas* (Bayona Buenos-Aires, 1965, Ed. Sabindiar-Batza) auquel nous renverrons tout au long de ce livre. Sabino Arana Goiri fut l'instigateur incontesté du nationalisme basque à la fin du XIXe siècle. Sur sa vie et son œuvre, voir Jean-Claude Larronde, *Le nationalisme basque, son origine et son idéologie dans œuvre de Sabino Arana Goiri*, thèse de doctorat en sciences politiques, Bordeaux, 1972, inédite en français.

[3] Jean-Louis Davant, *Histoire du Pays Basque*, Bayonne, 1972, Ed. Goiztiri, p. 11.

[4] *Ibid*, p. 9.

[5] *Ibid*, p. 36.

[6] Article I : « Les *Fueros* des Provinces vascongadas et de Navarre sont confirmés tant qu'ils ne portent pas préjudice à l'unité constitutionnelle de la monarchie. »

[7] Jean-Louis Davant, *Histoire du Pays Basque*, *op. cit.*, p. 36.

[8] Arana Goiri, « El 25 de Octubre de 1839 », in *Bizkaitarra* (premier périodique nationaliste basque, premier numéro le 8 juin 1893), n° 13, 31/09/1894, *Obras completas*, pp. 383-384.

[9] « Date qui doit susciter dans notre cœur la haine la plus implacable envers l'Espagne », *Ibid.*, p. 381.

certes, mais libre de tout pouvoir étranger, souverain législateur et gouverneur de lui-même »[10]. C'est « devant l'ambition de l'Espagne et ses projets de conquête de la vieille nation biscaïenne que les habitants de cette dernière élirent un chef en cas de guerre avec l'étranger (…). De là (888) date la forme seigneuriale de la Biscaye » qui devint ainsi « république seigneuriale ». « C'est par pur accident qu'un des Seigneurs de Biscaye, Jean III, hérita, en 1379, de la couronne d'Espagne. Une même personne jouissait donc désormais de deux titres : celui de Seigneur de Biscaye et celui de Roi d'Espagne ». Mais cela ne changea pas grand-chose au « fonctionnement politique de l'Etat » : « le pouvoir législatif demeurait constitué par les *Juntas Generales* des représentants de tous les villages de la République d'où émanaient les *Fueros* », les « lois de la nation »[11]. Selon cette interprétation, le seigneur de Biscaye, désormais Roi d'Espagne, n'avait donc pas d'attributions gouvernementales : « simple fonctionnaire de la République biscaïenne, et non souverain, il ne légiférait, ni de gouvernait. La République pouvait le destituer quand elle le voulait, par simple caprice ou pour motifs profonds »[12]. Son seul rôle consistait à diriger les armées et, dans une certaine mesure, à faire respecter [10] la justice. Il devait jurer de respecter les *Fueros* sous l'arbre de Guernica, symbole de l'indépendance de la Biscaye[13].

Bien que différente dans l'agencement des événements, la lecture de l'histoire des autres provinces basques par les nationalistes débouche sur des conclusions identiques : le Roi d'Espagne n'était seigneur ou roi de ces provinces que par accident. Il n'y exerçait aucun pouvoir et n'avait d'autres prérogatives que celles que lui dispensaient les *Juntas Generales*, seul pouvoir législatif et réel gouvernement des « Etats basques ». Pour les nationalistes, les *Fueros* basques, « lois créées par le peuple basque pour lui-même dans son état d'indépendance innée »[14], « codes nationaux »[15], n'ont par ailleurs absolument rien à voir avec ce que désigne le même terme dans d'autres régions d'Espagne. Seule la « stupide et ridicule idée fixe de tous ceux qui ne savent pas un atome d'histoire à ce sujet et qui totalement myopes, n'arrivent pas à voir au-delà des cinq lettres composant le mot *fuero*, permet de considérer la Biscaye

---

[10] Arana Goiri, « El partido carlista y los Fueros Vasko-navarros », 1897, *Obras completas,* p. 1071.

[11] Arana Goiri, « Bizcaya por su independencia », *op. cit.*, pp 136-137 et « El partido carlista y los Fueros Vasko-navarros », *op. cit.*, p. 1709.

[12] Arana Goiri, « El partido carlista y los Fueros Vasko-navarros », *op. cit.*, p. 1075.

[13] *Ibid*, p. 1709. Les *Fueros* biscaïens furent effectivement avalisés et confirmés par Isabel en 1483 et Ferdinand en 1476, Charles Quint en 1526, Felipe II en 1585, Felipe III en 1602, Felipe IV en 1621, Carlos II en 1667, Felipe V en 1702, Fernando VI en 1751, Carlos III en 1760, Carlos IV en 1781 et Fernando VII en 1814.

[14] Arana Goiri, « El partido carlista y los Fueros Vasko-navarros », *op. cit.*, p. 1701.

[15] Arana Goiri, « Atentado foral », in *Bizkaitarra* n°11, 29/06/1894, *op. cit.*, p. 308.

comme une des régions de l'Espagne, la comparant en droit avec elles, et plus spécialement avec la Catalogne »[16]. « Lorsque nous parlons des *Fueros* catalans, *Fueros* aragonais, etc., nous n'entendons pas, avec ces *fueros*, la même chose que lorsqu'on parle des *Fueros* basco-navarrais. Ceux-là sont des lois obtenues ou conservées par concession, ceux-ci sont des lois créées, légitimées et maintenues par ceux qui en jouissent avec faculté libre et souveraine. Ceux-là constituent des législations spéciales, ceux-ci sont des législations nationales. Ceux-là sont des codes régionaux, ceux-ci sont des codes nationaux. Le pouvoir légitime espagnol est libre d'abolir, de réduire, de modifier ou d'amplifier les premiers ; il ne peut toucher les seconds, si ce n'est pour des motifs internationaux. »[17] [11]

En réalité, ces différences étaient bien loin d'exister : durant les règnes des Rois Catholiques et de la Maison d'Autriche, la majeure partie du territoire espagnol demeure régie par de telles institutions, vestiges de l'organisation politique propre aux différents territoires s'étant fédérés dans la couronne d'Espagne. L'unité *rex-regnum* définissait alors l'organisation politique du Royaume. Roi et traditions ne faisaient qu'un, le premier étant garant des secondes et vice-versa. L'avènement des Bourbons (Felipe IV), après une longue guerre de succession, rompra cette continuité et signifiera la mise en place forcée d'une politique d'unification du Royaume[18]. Indéniablement influencée par le modèle absolutiste et centralisateur français, cette politique se soldera, entre autres choses, par la suppression de tous les *fueros* exceptés, précisément, ceux des trois provinces basques et de la Navarre[19]. Ce n'est qu'à partir de cette date que l'on peut réellement parler de la singularité juridique des *Fueros* basco-navarrais dans leur relation à la couronne d'Espagne.

Si les opinions divergent au moment d'interpréter leur dimension politique, tout le monde semble d'accord pour reconnaître qu'ils émanent, comme tous les *fueros*, du droit coutumier. Et nous faisons nôtre la définition qu'en donne Francisco Elias de Tejeda[20] : « Il s'agit de coutumes élevées au statut de normes ayant valeur de loi », à

---

[16] Arana Goiri, « De la politica de Bizkaia », in *Pliegos historico-politicos*, *Obras completas,* p. 74, note 1.

[17] Arana Goiri, « El partido carlista y los Fueros Vasko-navarros », *op. cit.*, p. 1701.

[18] Ainsi, Felipe V, dans son décret de dérogation des *Fueros* d'Aragon exprimait-il, en 1711, son désir de « réduire tous ses royaumes à l'uniformité des mêmes lois, us, coutumes et tribunaux, tous également inspirés par les lois de Castille ». (Rapporté par Juan Jose Solazabal Echavarria, *El primer nacionalismo vasco*, San Sebastian, 1979, Ed. Haramburu, p. 279).

[19] Ceux de Valence seront supprimés en 1707, d'Aragon en 1711, de Catalogne en 1715 et de Mallorca en 1717. La raison officielle sera l'appui qu'apportèrent ces régions au prétendant autrichien contre le Bourbon.

[20] *El senorio de Vizcaya*, Madrid, 1963, Ed. Minautoro, p. 33.

condition d'ajouter aussitôt que ces coutumes n'acquièrent leur entière valeur de loi que dans la mesure où elles sont reconnues par le Roi.

Nous sommes évidemment ici en complet désaccord avec les historiens nationalistes qui ne voient par exemple dans le serment du Roi au *Fueros* qu'un acte d'allégeance face à des *Juntas* souveraines[21]. [12] Le Roi, ni ne doit allégeance aux *Fueros-Juntas*, ni ne *dicte* la loi. Il la *fait*. C'est seulement dans la mesure ou le Roi jure de respecter la *coutume* que celle-ci devient *loi*, et c'est réciproquement dans la même mesure que son corps en vient à incarner le Royaume. Il ne s'agit rien de moins, par cette opération, que de fonder la légitimité ultime de la loi en la rapportant à un lieu radicalement distinct et distant de la société, lieu d'une parole, mythique ou religieuse, en vertu de laquelle les hommes d'alors se pensent et la société s'ordonne.

Pendant longtemps, ce lieu fut celui, en Pays Basque, des traditions. Traditions ancestrales collant à tous les objets, transcendant toutes les situations et puisant leur légitimité et leur vérité dans un temps mythique, celui des ancêtres. Ce n'est qu'au fur et à mesure où une centralité patente et palpable de ce lieu fut recherchée que le corps du roi se chargea de sa signification irradiante et sacrée. Le Roi fait dès lors non seulement partie de la tradition, mais l'incarne et l'assied. Il est la bouche par laquelle parle cette altérité fondamentale, fondatrice de l'ordre des choses et dispensatrice de sens.

À l'origine de l'opérativité de ce dispositif : le régime de l'imaginaire et de l'économie symbolique des sociétés traditionnelles, rapportant constamment l'ordre social à un ordre transcendant pour le penser. De telle façon que le social n'est jamais appréhendé à partir du social lui-même, mais toujours conçu et informé depuis un lieu radicalement autre : Dieu et les traditions ancestrales, par définition inaltérables et intouchables, hors de portée de l'action des hommes[22]. [13]

Le degré d'historicité d'une telle société est tout aussi faible que la distance qui sépare sa reproduction de sa production. Et lorsque cette dernière apparaît sous les traits

---

[21] Ainsi, le Père Bernardio de Estella qui, dans son *Historia vasca* (Bilbao, 1931), écrivait : « Les *Juntas* obligeaient les rois à donner leur consentement (…) ; le Roi de Castille était en quelque sorte un Seigneur feudataire soumis au Seigneur féodal qui étaient dans ce cas les *Juntas*. »(rapporté par Solazabal Echavarria, *El primer nacionalismo vasco, op. cit.*, p. 222). Ou encore, le nationaliste Jésus de Galindez qui affirmait : « En Pays Basque, dont la démocratie est aussi vieille que la race, le pouvoir législatif a toujours relevé des *Juntas*, jamais du monarque… Ce qui est fondamental, c'est la *Junta*, l'assemblée des représentants du peuple. C'est elle qui affiche la souveraineté, c'est elle qui légifère, c'est elle qui gouverne. » (*El derecho vasco*, Buenos Aires, 1947, p. 14 et pp. 23-24, cité par Solazabal Echavarria, *El primer nacionalismo vasco, op. cit.*). Plus près de nous, en 1980, Jose Lasa Apalategui avance que « rien ni personne n'étaient au dessus du peuple, c'est lui seul qui « exerçait sa souveraineté au parlement au moment de faire les lois générales, par et à travers ses délégués et mandataires » (*El pueblo vasco, democracia testiga de Europa*, Zauraz, 1980, édité par l'auteur).

[22] Sur cette « dette du sens » et pour une réponse au « pourquoi ? » que rétrospectivement son existence suscite, voir l'article de Marcel Gauchet, « La dette du sens et les racines de l'Etat », in *Libre* n° 2, 1977.

de l'innovation, elle renvoie moins à une praxis pensée en tant que telle, ou au pouvoir de la société de produire son devenir, qu'à des signes dont l'interprétation se fait sur le même mode que celui qui sert, par exemple, à rendre compte des bouleversements naturels, c'est-à-dire en termes de dons ou de malédictions émanant de l'Autorité transcendante.

Le temps, sans être absolument circulaire comme dans certaines sociétés primitives, est loin d'être linéaire, tendu vers le futur. Il n'y a pas de projection de la société dans l'avenir pour la penser comme « œuvre à réaliser » : elle n'est pas perçue comme sujet historique. Il s'agit plutôt d'un temps spiral dont l'augmentation de l'excentricité reste imperceptible aux membres de la société, de telle sorte que celle-ci leur semble se reproduire toujours égale à elle-même. L'abondance des rites dans la société traditionnelle basque rend bien compte de cette perception cyclique du temps[23].

Dans ces conditions, parler, comme le font encore aujourd'hui certains nationalistes basques, de démocratie, d'assemblées souveraines et à légitimation intra-sociale à propos d'institutions d'avant le XIXe siècle, nous apparaît être un placage grossier de catégories de pratiques politiques et sociales contemporaines sur une période historique dont le mode de gestion du sens interdisait précisément les prémisses de l'apparition de telles pratiques[24]. [14]

Il faut certes convenir que tout porte à opérer de telles projections : la noblesse universelle des Basques rappelle l'égalité des personnes privées, les délibérations et modes de représentation des *Juntas* ressemblent à ceux d'une assemblée législative, les deux évoquent la démocratie. Mais ces ressemblances, qui faisaient écrire à Aranzadi que la démocratie existait bien en Pays Basque « cinq, dix, Dieu sait combien de siècles avant que la Révolution (française) nous enseigne à être libre »[25], ne doivent pas nous aveugler. Prenons par exemple la fameuse noblesse universelle des Basques. Qu'en est-il réellement ?

---

[23] Pour une bonne description de quelques-uns de ces rites, voir Julio Caro Baroja, *Los vascos*, Madrid, 1971 (4e éd.), Ed. Istmo, chapitre 22.

[24] Sur le plan analytique, de telles approches s'interdisent ainsi toute démarche autre qu'évolutionniste ou événementielle et restent en particulier imperméables au changement appréhendé comme mutation, comme passage d'un type de société à un autre. Par exemple, et pour s'en tenir aux *Fueros*, la défense de ceux-ci par les populations locales au XVIIe ou au XVIIIe siècle est interprétée de la même façon que leur érection en cheval de bataille par les premier nationalistes de la fin du XIXe, c'est-à-dire en termes de défense d'une souveraineté nationale. Les différences relevées sont alors attribuées aux « événements » ou, suivant les cas, à la figure des personnages… Et ce, alors qu'il s'agit en fait de phénomènes totalement hétérogènes entre eux car, si les successives mobilisations en faveur des *Fueros* basques possèdent bien un référent commun, elles n'en relèvent pas moins de réalités sociales et historiques éminemment distinctes. Leur signification profonde n'apparaîtra qu'à partir du moment où les systèmes d'action et les économies de sens social qui les ont produites seront élucidés.

[25] *La nacion vasca, op. cit.*, p. 72.

Celle-ci est incontestablement reconnue dans les *Fueros* basques. Ainsi, la loi 16 du titre I du *Fuero* de Biscaye dit textuellement : « Déclarons que tous les natifs et habitants du Señorio de Biscaye, Terre pleine, Villes, Encartaciones et Durangueses sont solennellement nobles et jouissent donc de tous les privilèges réservés aux nobles. » Cette disposition est valable pour les autres provinces basques[26]. On ajoute généralement à cette égalité juridique le fait qu'une grande partie des paysans étaient alors propriétaires de leur terre[27], pour nous offrir la vision d'un El Dorado basque peuplé d'individus libres et égaux, maîtres de leur devenir[28].

Contre cette fiction, Alfonso de Otazu y Llana nous décrit un tout autre climat : « Si on analyse une série de contrats de fermage, pour l'année 1750 et dans la zone d'Azpeitia (Guipúzcoa), on s'aperçoit rapidement que les fermiers étaient soumis à des conditions qui rappellent beaucoup les corvées. [15] Ainsi, si on prend n'importe quel fermier du Majorat de Loyola, celui-ci devait commencer par payer la dîme au patron de l'église (qui dans ce cas était le Seigneur de Loyola lui-même), puis donner une quantité fixe en espèces qui grevait sa production. Ensuite il devait travailler pour le propriétaire (le Seigneur de Loyola), lui faire du charbon de bois, surveiller ses pépinières, lui planter des arbres, ou transporter la moitié de la récolte de pommes de l'année à la place que son administrateur lui signalerait, etc. » Plus loin, il nous rapporte comment un autre *jauntxo*[29] (celui d'Arrazubio) était dispensé de toute contribution aux dépenses publiques « en vertu des us et coutumes de temps immémorial s'attachant à la dite maison et à ceux qui y ont vécu et qui y vivent », et se demande de « combien les autres habitants du village devaient augmenter leur impôt à l'heure de compenser, par leur apport, le privilège de non-contribution du villageois le plus distingué : le seigneur »[30].

De son côté, Julio Caro Baroja nous montre combien « certains services de caractère particulier » que devait le fermier au propriétaire « paraissaient indiquer quelque chose de plus qu'un simple contrat de location ». Ainsi, dans certains villages

---

[26] Elle est par exemple reconnue en Guipúzcoa par le titre II du chapitre II de ses *Fueros* (1696).

[27] Ce qui était loin d'être le cas, même si la proportion de petits propriétaires est élevée. Pour la Biscaye, Emiliano Fernandez de Pinedo (« El campesino parcelario vasco en el feudalismo, siglos XV-XVIII », in *Saioak, revista de estudios vascos*, n° 1, 1977, p. 137) évalue, pour l'année 1704, à 50 le pourcentage des paysans propriétaires de leur exploitation. Les pourcentages issus du recensement de 1860 en Espagne sont les suivants : Biscaye 35,69 %, Guipúzcoa 27, 55 % et Alava 50, 55 %.

[28] Ainsi, Aranzadi qui écrivait : « L'organisation sociale de tout le peuple basque se fondait alors en une égalité à laquelle tous ceux qui viennent la prêcher ici et aujourd'hui (allusion aux socialistes) ne rêvent même pas. », *La nacion vasca, op. cit.*, p. 61.

[29] « Petit seigneur local » en langue basque.

[30] Alfonso de Otazu y Llana, *El igualitarismo vasco : mito y realidad*, San Sebastian, 1973, Ed. Txertoa, pp. 389-393 (citant un texte de 1567 concernant le majorat d'Idiaquez).

des Encartaciones (Biscaye), le fermier « avait l'obligation de travailler pour le propriétaire un certain nombre de jours par an, en seul échange de la nourriture ou d'un solde très modique, de laver ses chariots, de lui faire du charbon de bois pour la moitié du prix courant, etc. Choses que l'on considérait ailleurs comme des prestations seigneuriales ou des corvées »[31].

Ces pratiques ne sont pas des cas isolés et l'on pourrait multiplier les témoignages : elles sont plutôt monnaie courante. Mieux, il faut affirmer, contre le mythe de l'égalité primitive des Basques, qu'elles font intégralement partie du mode d'organisation de la société traditionnelle basque. La forme des institutions juridico-politiques globales de celle-ci, les *Fueros*, a trop longtemps focalisé les esprits et les recherches[32] qui, la plupart du temps, en se contentant d'en faire une lecture au pied de la lettre, détournent l'attention des réalités sociales d'alors. On ne doit pas se laisser abuser par la notion de noblesse universelle des Basques. Cette égalité juridique ne conduit pas *ipso facto* à l'égalité de personnes [16] privées[33] qui entreraient, suivant le schème démocratique, en concurrence dans un champ médiatisé par des discours porteurs de sens pour déterminer leur devenir commun. Entre elles : toute l'épaisseur de l'histoire et l'avènement de la modernité.

Jusqu'au XIXe siècle, la société basque est éminemment rurale, les villes sont peu importantes (par exemple, Bilbao ne compte, en 1806 que 10 050 habitants)[34]. La population, répartie de façon relativement homogène sur tout le territoire[35], se consacre, pour la grande majorité, à une polyculture élevage destinée à l'autoconsommation[36]. Les méthodes de travail sont traditionnelles, souvent archaïques, l'accumulation extrêmement faible si ce n'est nulle. Autour de cette base de petits exploitants agricoles, gravitent quelques petits commerçants, des artisans[37], les *jauntxos* (vivant des rentes que leur procure la location de fermes) et le clergé, important en Pays Basque. Les gros

---

[31] Julio Caro Baroja, *Los vascos, op. cit.*, pp. 220-221.

[32] Ce qui est historiquement bien compréhensible, concentrées qu'elles étaient à prouver ou à infirmer l'indépendance primitive des Provinces basques.

[33] Au sens où l'entendaient les révolutionnaires français, c'est-à-dire en tant que « simples et purs êtres humains ».

[34] En 1800, la Navarre compte 226.467 habitants, la Biscaye 112.371, le Guipúzcoa 106.552 et l'Alava 70.000. Sur l'évolution démographique du Pays Basque, voir infra.

[35] Les deux provinces maritimes ont cependant une densité de population nettement plus élevée que les deux autres : 56 habitants/km^2 pour le Guipúzcoa et 51 pour la Biscaye contre 21 pour l'Alava et la Navarre (chiffres pour 1800).

[36] Ou, sur la côte, à la pêche artisanale.

[37] Les métiers du fer sont importants vue l'existence de gisements à ciel ouvert en Biscaye. Leur marché dépasse de loin les Provinces basques.

marchands et manufacturiers sont concentrés dans les villes qui demeurent peu liées au reste de la province.

Le premier espace dans lequel se trouvent insérés les individus est l'*etxe*[38]. Chacun de ses habitants (on en compte en général un dizaine : la famille élargie[39]) a bien conscience de ses droits et devoirs envers les *etxeko asturak* (coutumes de l'*etxe*). [17] Le chef de la maison (qui, vu le droit d'aînesse, peut aussi bien être une femme qu'un homme) n'est jamais que le dépositaire de ces coutumes[40]. « Institution de base, unité politique et unité économique, véritable entité du monde exerçant ses droits et imposant des devoirs qui dépassent la personnalité éphémère de ses possesseurs »[41], l'*etxe* joue un rôle primordial dans le maintien des traditions.

L'enfant grandit dans un esprit communautaire très vif, centré sur les lieux géographiques que sont d'abord l'*etxe* puis, plus tard, les paroisses, villages ou vallées qui constitueront ses espaces de référence. Tous les ethnologues s'étant penchés sur la société traditionnelle basque sont d'accord pour souligner la grande importance de la notion de voisinage. Celle-ci renvoie à un ensemble de normes strictes, d'obligations symboliques que chaque *auzo* (voisin) se doit de respecter. Rarement la connaissance géographique des individus dépasse le territoire du village ou celui de la vallée : « En général, le chemin a toujours été mal considéré par l'homme de la campagne. »[42]

L'espace ainsi délimité est loin de constituer un espace public d'où l'on pourrait dégager une sphère publique au sens où l'entend Jürgen Habermas, c'est-à-dire constituée par des personnes privées faisant un usage de leur raison en un Public médiatisé par un discours conducteur de sens[43]. C'est pourtant la fiction qui anime la

---

[38] Le vocable *etxe* ne doit pas être saisi ici dans sa traduction littérale, à savoir « maison », mais signifie de façon plus large la maison *et* les coutumes s'y rattachant.

[39] Ce qui frappe immédiatement, dans l'architecture traditionnelle basque, c'est la grande dimension des fermes.

[40] Le droit d'aînesse est une des lois fondamentales de l'*etxe*. À la mort de l'*etxeko jaun* ou de l'*etxeko andre* (maître ou maîtresse de maison) l'aîné(e) devient automatiquement maître(sse), les cadets étant contraints de se mettre à son service ou de s'exiler. Il faut à la fois y voir une évidence économique (les parts issues du partage des propriétés -dans leur immense majorité de faibles dimensions- n'auraient pas permis l'autosuffisance) et un mode de régulation démographique dans un pays où la densité de population par rapport aux surfaces agricoles utiles est élevée (pays très montagneux). Mais y voir aussi, lorsque tout au long du XIXe siècle la société traditionnelle luttera contre sa désagrégation, une arme contre le changement : les cadets les plus « perturbateurs » seront ainsi « auto-exclus »…

[41] Ph. Veyrin, *Les Basques du Labourd, Soule et Basse-Navarre. Leur histoire et leurs traditions*, Bayonne, 1947, p. 257.

[42] Julio Cajo Baroja, *Los Vascos, op. cit.*, p. 228. Ce même auteur rapporte un peu plus loin (p. 231) une idée alors populaire dans les campagnes basques suivant laquelle « la fin du monde surviendrait lorsqu'il y aurait une quantité énorme de carrefours (intersections de chemins) et une taverne dans chaque maison », et cite plusieurs exemples de villages ayant refusé que des routes, nouvellement tracées, passent « par chez eux ».

[43] Cf. Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, 1978, Ed. Payot.

plupart des historiens du Pays Basque au moment d'interpréter les dimensions sociales et politiques des *anteiglesias*. [18]

L'*anteiglesia* désigne à la fois un ensemble de population, soudé en une même communauté par les liens de voisinage ci-dessus évoqués, et le territoire sur lequel cet ensemble vit[44]. On pourrait traduire *anteiglesia* par paroisse. Le nom *anteiglesia* vient du fait que les habitants des villages se réunissaient devant l'église (*ante iglesia*) pour désigner celui ou ceux qui auraient la charge de les représenter aux *Juntas Generales* de la province. Le caractère d'assemblée et le mode délibératif de ces réunions rappellent à s'y méprendre les rouages démocratiques modernes. Mais, comme pour la noblesse universelle, il nous faut dépasser cette ressemblance trompeuse : l'*anteiglesia* n'est pas un réceptacle où règnerait l'*aufklärung*, où les problèmes, l'organisation, la teneur du pouvoir seraient discutés suivant le principe de publicité tel que le décrit Habermas. Il s'agit bien plutôt d'un espace de représentation où chacun exhibe publiquement son statut et son rang.

L'économie du sens alors en vigueur, toujours transcendé depuis un lieu radicalement autre et intouchable (la Tradition, la Religion…), rendant impossible toute interprétation du social à partir de lui-même, l'inégalité de statut, les hiérarchies et les relations de pouvoir et d'exploitation s'y rattachant, ne font pas directement sens vers l'injustice. *Mieux : injustice il y aurait si les règles de la tradition étaient transgressées*. Pour que de tels rapports de pouvoir et d'exploitation cessent d'apparaître « naturels » et que l'exercice de la domination politique puisse être socialement légitimée par une opinion publique (processus impliquant la mise en place de toute une série de médiations-représentations de cette opinion : fondement des institutions politiques modernes), il faudrait qu'une distance entre pouvoir et public (le Public) puisse apparaître.

Dans son archéologie de la Publicité, Jürgen Habermas montre comment l'apparition de la sphère publique est liée au dédoublement qui s'opère, tout au long du XVIIe siècle, entre sphère familiale et domaine public. Celui-ci se révélant, en négatif, face à ce lieu d'intimité que devient la famille dont les membres sont désormais censés maintenir, de façon autonome, [19] des relations « purement humaines », c'est-à-dire dégagées de toute transcendance autre que leur subjectivité (épanchement d'une intimité fondamentale). Ce « dégagement de l'intime » suscite à son tour celui d'une « ébauche de sphère publique », « terrain d'exercice d'un raisonnement public fonctionnant encore en vase clos », où « les personnes privées analysent et critiquent entre elles les expériences personnelles qu'elles font au sein de leur nouvelle sphère

---

[44] Avec la suppression des *Fueros*, les *anteiglesias* seront remodelées en *terminos municipales* (communes).

privée »[45]. C'est de la « subversion » de cette ébauche par l'irruption qu'y fait ce qui va désormais relever du « domaine public » que naîtra la sphère publique proprement dite : la « chose publique » devient sujet de discussion entre personnes privées.

On est loin, avec l'*etxe*, de l'enclenchement d'un tel processus. Ses membres s'y définissent moins par leur personnalité, leur sentir et leur agir, que par leur statut et leur rang dans une hiérarchie sociale figée ; moins par leur subjectivité, leur « humanité », que par leur référence constante aux principes transcendants (« vieilles lois », tradition et religion) qui les fondent dans leur identité. Le pas par lequel un des membres de l'*etxe* en franchit le seuil ne l'introduit pas dans un espace d'intimité à partir duquel il pourrait en venir à se penser comme personne privée et morale. Il l'introduit simplement dans cet espace social de reproduction de base des moyens de vie/survie que demeure l'*etxe* dans l'économie domestique d'alors. Pas de prémisses ici sur lesquelles une distinction privé/public puisse peu à peu se former. Les divers registres de la pratique sociale demeurent profondément liés entre eux et constamment rapportés au principe de référence unique qui les informe (tradition-religion). Dans ces conditions, on voit mal comment le pouvoir en tant que tel, le mode d'organisation de la communauté (*anteiglesia*, vallée) et les normes sociales qui en régissent le fonctionnement pourraient devenir l'objet de discussions.

Le mode de désignation du représentant du village aux *Juntas Generales*, présenté comme démocratique avant la lettre, est à ce propos significatif. Celui-ci n'est pas élu après une joute d'arguments privés au sein du public de l'*anteiglesia* d'où se dégageraient, soit un consensus, soit une majorité dont il serait porteur. Il s'agit bien plutôt de désigner le meilleur [20] représentant[46] de la communauté, de la Tradition, des « us et coutumes » du village, pour aller les défendre aux *Juntas* de façon à ce que rien ne change, ou, tout au moins, ne soit bouleversé. Parallèlement, les conditions requises,

---

[45] Jürgen Habermas, *L'espace public, op. cit.*, p. 40.

[46] Le ou les meilleurs représentants : dans environ 60 % des cas, il y a un représentant par *anteiglesia* ou par ville, dans les 40 % restant, deux, exceptionnellement trois (pour plus de détails concernant la Biscaye voir Gregorio Montreal, *Las Institutiones Publicas del Señorio de Vizcaya*, Bilbao, 1974, Publicaciones de la Excma Diputacion de Vizcaya, pp. 242-243). On aurait pu penser que, dans le cas où la représentation du village était multiple, chaque délégué représenterait un « courant d'opinion » différent qu'il ferait valoir aux *Juntas*. Ce serait oublier que chaque village ou ville n'y disposait que d'un vote, nous rappelant encore une fois que l'*anteiglesia* n'a alors de sens qu'appréhendé dans sa monolithique unité. Si, par extraordinaire, les représentants d'un même village n'étaient pas d'accord entre eux, leur vote était tout simplement annulé...

dans de multiples cas, pour être éligible, mettent définitivement fin au mythe de « l'égalité des Basques d'avant la suppression des *Fueros* »[47].

Les *Juntas*, plusieurs fois évoquées, sont les assemblées générales, au niveau de chaque province, au cours desquelles les représentants des diverses *anteiglesias*, vallées et villes, se réunissaient pour statuer sur les *Fueros*[48]. Présentées par les panégyristes nationalistes de la *lagi zarra* (vieille loi = traditions = *Fueros*) comme de véritables parlements légiférants, il nous semble qu'il faille plutôt y voir les lieux où était tentée l'harmonisation des divers us et coutumes très localisés [21] des *anteiglesias*, vallées ou villes, en des normes et lois générales valables pour l'ensemble de la province.

Ces lois ne sont pas redevables d'une opinion publique de laquelle émanerait le principe de leur légitimité et de leur rationalité. Leur légitimité, elles la tirent du poids de la tradition doublée, au niveau des *Juntas*, de la transcendantale parole du Roi. Dans ces conditions, la question de leur rationalité ne se pose même pas, entendu que les principes de leur fondement demeurent hors de portée des individus.

Contrairement à ce que pensait Sabino Arana Goiri, le Pays Basque n'était pas, du temps des *Fueros*, « une démocratie » et ne possédait pas une « constitution politique dans laquelle, le peuple, véritable législateur de lui-même, exerçait sa souveraineté »[49], pas plus que « les *Juntas Generales*, réunissant les représentants de tous les peuples de la République (sic), (n') étaient le pouvoir législatif »[50]. Appliquer comme il le fait (et comme le feront à sa suite des générations d'historiens nationalistes

---

[47] Ainsi, pour être éligible comme représentant de Renteria (Guipúzcoa), il fallait posséder cent mille maravedis en biens fonciers (ordonnance de 1606). À Portugalete (Biscaye), trente mille maravedis, toujours en biens fonciers, étaient exigés. À Azpeitia, Oyarzun, Hernani (Guipúzcoa), il fallait posséder « des milliers » (la définition d'un millier par l'ordonnance de Saint-Sebastien de 1621 -rapportée par Solazabal, *op. cit.*, p. 240- nous permet de nous faire une idée sur le nombre de ceux qui pouvaient prétendre à être ainsi désignés : « représentent un millier : une maison entière avec ses terres, ciels et airs ; ou une pommeraie de plus de cent pommiers espacés les uns des autres de dix coudes ; ou encore une vigne de (…) », nombre que A. de Otazu (se basant sur Gurruchaga), *op. cit.*, p. 358, évalue pour Hernani et durant le XVIIIe siècle à moins de 1 % de la population... En Biscaye, à partir du XVIIe siècle, il est nécessaire de savoir lire et écrire en romance, ce qui, de fait, exclut la majorité de la population qui ne parle alors que la langue basque. Le représentant de l'*anteiglesia* d'Ibarranguela, en 1625, et ce celles de Lejona, Guecho, Sopelana et Fica, en 1628, seront par exemple expulsés des *Juntas Generales* pour « ne même pas comprendre le roman » (il semble cependant que cette mesure n'ait pas été toujours aussi scrupuleusement appliquée. Ainsi, aux *Juntas Generales* de 1704, le *Corregidor* se verra obligé de nommer un traducteur afin « d'être sûr d'être bien compris de tous » : Gregorio Montreal, *Las Institutiones Publicas del Señorio de Vizcaya, op. cit.*, p. 348).

[48] Les intervalles entre deux assemblées sont très inégaux. On peut cependant dégager une moyenne de une à deux réunions par an, durant généralement un ou deux jours (voir Gregorio Montreal, *Las Institutiones Publicas del Señorio de Vizcaya, op. cit.*, pp. 377-381).

[49] Sabino Arana Goiri, « Bizcaya por su independencia », 1890, *op. cit.*, p. 123.

[50] « El partido carlista y los fueros vasco-navarros », polemica, 1897, *op. cit.*, p. 1165 ; voir aussi pp. 1154-56.

basques) des catégories de la pratique politique propres au système démocratique moderne pour rendre compte du fonctionnement de la société traditionnelle basque, est le meilleur contresens historique que l'on puisse faire[51].

Les caractères de la démocratie, fondant à la fois sa modernité et son originalité, dérivent précisément de la coupure radicale[52] qu'elle opère avec les principaux vecteurs des pratiques et organisations sociales propres aux sociétés traditionnelles. Alors qu'une société démocratique se caractérise par le renouvellement constant de l'interrogation qu'elle porte [22] sur elle-même au travers des scissions qui la traversent et au moyen du débat et de la libre collusion d'intérêts différents ou opposés, la société traditionnelle basque, conglomérat mal cimenté de communautés de base obsédées par leur solidarité organique, continue de se penser par rapport à un ordre transcendant, toujours déjà donné, qui ne cesse de l'informer et de l'asseoir dans son opiniâtre reproduction. Alors qu'une société démocratique se fonde sur l'axiome de l'existence première d'individus libres et égaux, initialement autonomes et décidant librement, par « un contrat d'association », de l'ordre politique, la société traditionnelle basque repose sur la primauté absolue du collectif, de l'organique, du tout sur chacun.

Ainsi, ce ne sont pas des individus ni le peuple compris comme association d'êtres originellement indépendants qui sont représentés aux *Juntas Generales* : ce sont des entités collectives entendues dans leur monolithique unité[53]. Les *Juntas* ne sont pas les lieux de représentation des tensions et divisions du corps social où s'affronteraient de façon centrale les arguments de groupes issus de la similitude d'intérêts privés pour contrôler l'organisation et le changement social. Elles sont l'endroit de dissolution des éventuels litiges et frictions entre ces communautés, et de fonte des diverses innovations dans le même moule de la tradition. *Il ne s'agit pas de produire dans la division, mais de reproduire dans l'unité*. [23]

---

[51] Ainsi, Jean-Louis Davant trouve-t-il le moyen d'écrire (en 1972 !) : « Les idées de la Révolution française étaient en réalité mises en pratique chez nous de temps immémorial. » (*Histoire du Pays Basque, op. cit.*, p. 35). Sur l'omniprésence du mythe de la démocratie primitive des Basques, voir en particulier Manuel de Munoa, *La democracia vascongada y las democracias modernas*, San Sebastian, 1905, sans Ed. et José de Aristimuno, *La democracia en Euzkadi*, Buenos-Aires, 1942, Ed. Ekin (1° éd. 1935).

[52] Ce, au niveau analytique. Historiquement, il s'agit bien plutôt d'un processus lié, en particulier, au dégagement progressif de l'individu, à la longue gestation d'une sphère publique et à la sécularisation du pouvoir.

[53] Par exemple, Bilbao, qui comptait au début du XIX^{e} siècle environ 10 % de la population biscaïenne, ne disposait que d'un vote aux *Juntas Generales* alors que les *anteiglesias* de Jeméin et de Marquina-Echeverria, atteignant à elles deux tout juste 1 % de la population, disposaient chacune d'un vote : ce qui compte, ce n'est pas le nombre d'individus représentés, c'est l'entité communautaire.

PREMIERE PARTIE, CHAPITRE II

UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT

En l'espace d'un siècle, la collectivité basque va passer de ce type de société traditionnelle, autour duquel elle était majoritairement organisée fin XVIIIe, au type de société industrielle qui la définira début XXe. L'étude, même si elle est ici restreinte au minimum, de ce changement et des fantastiques mutations qui l'accompagneront, nous semble indispensable pour comprendre l'apparition et la teneur du premier nationalisme basque. C'est en effet dans ce climat de bouleversements sans précédent et d'expérimentations sociales inédites qu'il naîtra.

Mais avant de procéder à cette étude, nous voudrions affiner quelques-uns de nos outils analytiques. En effet, à remonter ainsi l'histoire, nous risquons de nous laisser submerger par l'abondante littérature historique - détour obligé - ayant trait au sujet et à la période considérés. La quasi-totalité de ces écrits regorgent de témoignages d'acteurs, ou de descriptions d'événements et de situations censés en expliquer la conduite. C'est ici qu'il nous faut prendre du champ. Car de telles approches ne sont pas seulement traversées par une vision de l'histoire, mais supposent aussi, dans la plupart des cas, une représentation implicite de la société. Or celle-ci se révèle profondément anti-sociologique : il s'agit toujours d'expliquer des conduites sociales, soit par le sens qu'en donnent les acteurs eux-mêmes, autrement dit de rapporter leur discours, soit en référence à une conjonction de faits, de situations ou d'événements définis en dehors des rapports [24] sociaux. Si la première démarche relève plutôt du journalisme[1], la seconde a prétention scientifique : rendre compte de la conduite des acteurs à partir de « faits objectifs ». L'effort porte alors sur le dégagement des « principes » ou des « lois » régissant la marche de la société.

Si provocateur que cela puisse paraître, nous ne voyons pas de différence entre la doctrine des premiers nationalistes basques, expliquant l'existence du nationalisme basque par celle d'une race basque (l'histoire basque étant alors réduite à la lente montée, à travers les siècles, du « subconscient racial » (Sabino Arana Goiri), et une certaine orthodoxie marxiste l'attribuant, comme tout fait social, à un effet induit de l'évolution des forces productives. Une même logique, une même vision de l'action so-

[1] Encore qu'une partie de la sociologie contemporaine, développant une théorie stratégique de la société, n'en soit pas si éloignée. Car, au fond, une même vision de la société, réduite à son changement et produit de « purs acteurs », est à l'œuvre.

ciale, les sous-tendent, fruit d'une lecture du social à partir d'un foyer de sens méta-social, comme si « l'objectif » pouvait expliquer le « subjectif », ou le « structurel » le « super structurel ».

La première tâche du sociologue sera donc de se prémunir contre tout danger de « contagion » au moment où, épluchant ces textes et documents (matière première de son travail sur le passé), il tentera de traverser les discours rapportés et les situations décrites pour y découvrir, cachés dans leur texture, les rapports sociaux qui les produisent. Car tel est l'enjeu : reconstruire la dialectique des forces, tensions et rapports sociaux derrière l'ordre emboîté des faits, tout en révélant les orientations culturelles, la gestion du sens dans lesquelles elle se noue. Les conduites des acteurs cessent du même coup d'apparaître comme pures volontés ou comme entièrement déterminées, pour être définies par les rapports sociaux dont elles deviennent un des termes. Sous-tendant cette approche : la représentation de la société comme système autoproducteur, dont Alain Touraine a analysé les tenants et les aboutissants[2]. [25]

« Les hommes font leur histoire », « la société se produit ». À l'origine de ce « travail », le « retournement » qu'opère la société sur elle-même, et dont *l'historicité* mesure l'amplitude. Cet éloignement, cette distance que l'énorme faculté des hommes de pouvoir symboliser leur expérience rend possible, est avant tout repérable par :

1) Les rapports qu'entretient l'homme avec la matière, autrement dit la définition qu'il se fait de la nature, ici nommée *modèle de connaissance* (par exemple la science).

2) Le prélèvement d'une partie du produit consommable et son investissement nommés *mode d'accumulation*.

3) La saisie culturelle, la représentation que se fait la société de sa propre activité, définissant un champ culturel dans lequel se combinent les rapports sociaux. Cette réflexion de la société sur son propre travail est nommée *modèle culturel*.

Mais cette première scission de la société d'avec elle-même, qui lui permet donc de se reproduire en se réfléchissant, n'est pas séparable d'une seconde qui la traverse dans son entier pour la partager en deux. Car une partie va toujours vouloir s'identifier à l'historicité et s'en approprier les orientations pour les répandre sur toute la surface du social suivant ses propres valeurs et intérêts. Cette partie de la société constitue la *classe dirigeante*. L'autre partie, la *classe populaire*, bien que participant à l'historicité, n'en dirige pas la mise en œuvre concrète : elle en subit bien plutôt l'entreprise dirigée qui devient le fonctionnement de la société. Entre ce dernier, entre les valeurs de l'ordre social immédiat et les orientations générales de l'historicité, on

---

[2] Pour ce qui suit, on se reportera à Alain Touraine, *La production de la société*, Paris, 1973, Ed. du Seuil, et plus particulièrement aux trois premiers chapitres.

voit donc comment, « comme un coin entre les deux, sont enfoncés les rapports et la domination de classe »[3].

Cette représentation de la société se révèle précieuse au moment d'analyser les tensions d'un type de société, même si son historicité semble, comme dans le cas de la société traditionnelle basque, très faible. Bien que les formes de son organisation sociale et culturelle tendent, on l'a vu, à se confondre avec les orientations de son historicité, des rapports de classe n'en existent pas moins. La classe populaire n'y est pas seulement dominée. Elle en vient à contester, comme durant la seconde *matxinada* (révolte populaire) de 1766, l'interprétation [26] que font les *Jauntxos* (classe dominante) de la tradition (modèle culturel).

Ceux-ci, outrepassant le statut et les prérogatives que leur confère la tradition, tentent de la traduire de façon à, par exemple, modifier les formes du mode d'accumulation en leur faveur. Mais, si ces tensions et luttes entraînent bien des *transformations* au sein de la société, il n'y a pas pour autant *mutation* dans les orientations de l'historicité. S'il y a bien parfois contestation de la *gestion* du modèle culturel, celui-ci n'est, en tant que tel, jamais remis en cause : *la tradition demeure la référence obligée des classes sociales*.

Alors, comment rendre compte du fantastique bouleversement que va connaître la collectivité basque en l'espace d'un siècle ? Comment comprendre que cette même collectivité, semblant obsédée par sa reproduction, en vienne à produire de telles mutations ? Une représentation systémique de la société interdit de penser que celle-ci, à un moment donné de son histoire, puisse ainsi produire de l'altérité par génération spontanée, « le même ne peut pas devenir l'autre »[4]. L'impulsion du changement est nécessairement exogène.

À l'origine résident toujours des stimulations extérieures au système de départ. Pour que celles-ci en viennent à perforer les mécanismes de régulation sociale en place, il faut que l'agent qui les porte soit suffisamment fort et même porteur de violence pour les imposer. Ce qui nous renvoie, dans la plupart des cas, à l'État. Par les ouvertures qu'offrent ces perforations, s'infiltrent d'abord dans un secteur de la vie sociale (souvent le secteur économique), puis dans son ensemble, des pratiques et des comportements inédits. Leur nouveauté va court-circuiter les principaux mécanismes d'intégration sociale incapables de les assimiler, et provoquer leur crise. Mais ils ne sont pas seulement porteurs de crises pour l'ancien système, auquel cas la société serait vouée à la décadence ou à sa simple désarticulation. Ils renferment aussi les germes de la

---

[3] Alain Touraine, *La production de la société, op. cit.*, p. 59.

[4] Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, 1978, Ed. du seuil, p. 136.

nouvelle société. L'accélération et la généralisation de ces nouvelles pratiques, la redéfinition des formes d'accumulation qu'elles entraînent, vont se solder par la mise en place de modèles de régulation, de contrôle et de participation sociale inédits, partie visible de l'iceberg des profondes mutations socioculturelles qui les accompagnent. [27]

Pour éviter la confusion que la notion de changement pourrait créer (en désignant aussi les aménagements et transformations provoqués par les relations de classe à l'intérieur d'un type de société), Alain Touraine réserve le mot de *développement* pour désigner « l'ensemble des actions qui fait passer une collectivité d'un type de société à un autre »[5] cette définition, en mettant l'accent sur le fait que ce sont bien des actions, donc des pratiques sociales, qui produisent le développement, écarte définitivement toute vision spontanée ou naturaliste du changement. Mais elle soulève le problème de savoir qui va stimuler et diriger le développement et comment.

Ce ne peut être, on l'a vu, des forces sociales se situant à l'intérieur d'un type de société. La logique d'action portant les agents du développement n'est en effet plus redevable d'une analyse du système social et de ses tensions, puisque l'enjeu n'est pas de s'en approprier les orientations, mais précisément de les dépasser et de conduire à un autre type de société. Il nous faut donc abandonner l'habitude d'appréhender l'ensemble des conduites sociales à partir d'un même foyer de sens pour les distribuer sur au moins deux axes d'analyse :

- l'axe synchronique, qui est celui de l'analyse du système social, et en particulier de l'étude des rapports de classe,

- l'axe diachronique, qui est celui de l'analyse du changement historique, et sur lequel doit donc être lu l'ensemble des mécanismes faisant passer une collectivité d'un type de société à un autre.

La construction de l'un ne va pas sans l'autre. Mais l'axe synchronique demeure la base sur laquelle l'axe diachronique élève sa perpendicularité, les deux formant, en quelque sorte, les axes d'abscisse et d'ordonnée sur lesquels tout phénomène social peut être projeté. Il est plus difficile de se situer sur le premier, car il fait appel à des constructions sociologiques jamais immédiatement observables, tandis que le second, lui, se réfère toujours à un ensemble géographique et historique concret, directement tactile. C'est précisément cette immédiateté qui, dans bien des cas, déroute et amène à focaliser l'analyse sur les actions émanant de l'agent de représentation et de direction de cet ensemble « qui ne peut [28] être nommé que l'État »[6]. Une définition de celui-ci

---

[5] Alain Touraine, *Les sociétés dépendantes*, Paris, 1975, Ed. Duculot, p. 9. Pour ce qui suit, voir l'ensemble de cet ouvrage, le chapitre VII de *La production de la société, op. cit.*, et, plus récemment, « Les luttes historiques de l'Etat » in *La voix et le regard, op. cit.*, pp 133-177.

[6] *Op. cit.*, p. 136.

comme étant d'abord le représentant d'une entité politique et l'agent central des changements historiques pouvant l'affecter écarte tout risque de confusion. En particulier celui de ne percevoir l'ordre social qu'à travers le prisme étatique.

La façon dont s'effectue le changement dépend, quant à elle, de l'agencement, chaque fois original, des différents éléments qui le composent[7] et dont les séquences sont nommées *mode de développement*. Cependant cet agencement n'est ni spontané, ni automatique : « Chacun des éléments peut apparaître isolément et entraîner des conséquences spécifiques qui se transforment aisément en forces de décomposition sociale. La crise peut conduire à la décadence; la stimulation extérieure au départ de capitaux et d'hommes vers des lieux nouveaux; l'investissement peut devenir accaparement et la participation peut entrer en conflit avec l'investissement. »[8] Ce qui nous renvoie à la nécessaire existence d'une force animée par une logique et une volonté d'intégration.

Cette force constitue l'élite dirigeante. Son but est d'orienter, diriger, au besoin provoquer les divers bouleversements dont est l'objet la collectivité avec laquelle elle s'identifie pour en maîtriser le développement. Cette élite dirigeante agit à partir de l'Etat qui est l'agent légal et souverain du changement historique à l'intérieur de ses frontières, et représentant de la collectivité au nom duquel il parle à l'extérieur. Cependant, tel n'est pas toujours le cas : il peut arriver qu'une élite dirigeante oeuvre en dehors de l'Etat et même contre lui dans la mesure où la collectivité avec laquelle elle s'identifie ne se reconnaît pas non plus dans cet État. On verra combien ce divorce est important au moment d'étudier les mouvements de libération nationale.

L'explication la plus couramment admise, au moment de rendre compte de la chute des principaux fondements de la société traditionnelle [29] basque, consiste à la faire dériver des conséquences des Guerres Carlistes[9] et principalement de la perte du

---

[7] Ceux-ci, évoqués plus haut, sont :

1) Les stimulations extérieures, introductrices d'inédit,
2) La crise des mécanismes d'intégration et de reproduction sociale antérieurs,
3) Un investissement nouveau, et enfin,
4) L'émergence de nouvelles formes de participation sociale.

Les deux premiers permettent de quitter le système de départ, les deux derniers de gagner celui d'arrivée.

[8] *Op. cit.*, p. 142.

[9] A l'origine de ces guerres : la querelle de succession suscitée par la mort de Ferdinand VII. D'un côté, le frère de Ferdinand, Don Carlos, défendu par la réaction absolutiste. De l'autre, Marie-Christine, veuve du roi et régente de leur fille Isabelle, appuyée par les Modérés et les Libéraux. Ces guerres seront avant tout régionales. Seuls, le Pays Basque, la Catalogne et la région du Maestrazgo seront touchés par la première (1833-1839). Le prétendant carliste s'étant déclaré le champion des traditions et des privilèges locaux contre le libéralisme et le centralisme, leur population ralliera massivement son camp. La seconde (1872-

camp carliste dans laquelle s'était massivement rangée la population basque. Ces guerres, en déstabilisant la production économique de base, en relativisant les repères et obligations symboliques, en créant de nouveaux modes de solidarité et de mobilisation heurtant les anciens et surtout en se soldant par la suppression brutale des *Fueros*, symboles et garants de la tradition, auraient, avec leur cortège de drames et de violences, conduit la société traditionnelle à la crise.

Tous ces faits sont incontestables et leur incidence indéniable. Mais nous ne pensons pas qu'ils expliquent les origines de la crise. Ils l'ont bien plus précipitée que provoquée. Mieux : *c'est, semble-t-il, moins les contrecoups des Guerres Carlistes qui permettent de rendre compte de la crise et de la chute de la société traditionnelle que l'inverse*[10]. Lorsqu'éclatent ces guerres, un mal la ronge de l'intérieur depuis déjà longtemps. Un mal dont les symptômes n'auront cessé, tout au long du XVIII^e siècle et en ce début du XIX^e, d'annoncer une issue fatale.

Écrire cela, et en particulier énoncer que le changement eut une origine avant tout interne à la collectivité basque, semble en totale contradiction avec ce qui a été dit jusqu'ici du changement et de la société traditionnelle. On a vu combien cette dernière était close, fonctionnant d'abord à la reproduction, rejetant l'innovation lorsque celle-ci n'était pas directement assimilable par ses canaux de communication et digestible par ses principes d'organisation. On ne peut y chercher l'origine des profondes mutations qui l'affecteront. À la charnière de deux types de société, à la racine du changement social, réside toujours une cassure, une rupture provoquée par une altérité « radioactive » pour l'ordre ancien. [30]

Cette apparente contradiction est levée, dès qu'on cesse de confondre *société traditionnelle basque* et *collectivité basque*. La première renvoie à un *type de société*, à un *système social* et à son *fonctionnement*. Elle renvoie à une analyse synchronique. La seconde se réfère, elle, à un *ensemble géographique et historique concret* : le Pays Basque, qui ne se confond jamais avec le type de société autour duquel il est, à un moment donné de son histoire, majoritairement structuré. Son analyse se place sur l'axe diachronique.

Est donc ici rejeté le cliché dominant d'une communauté basque soudée autour de son fonctionnement et de ses valeurs. Appréhender le Pays Basque comme une collectivité en devenir historique, c'est-à-dire dans son changement, revient à mettre l'accent non pas sur le fonctionnement du type de société qui, sociologiquement, le définit en priorité, mais sur les agents et forces qui, à la fois pressés par des stimulations

---

1876) se limitera aux provinces basques et sera avant tout un soulèvement fueriste (voir plus loin).

[10] Cf. infra, p. 41.

extérieures et freinés par la pesanteur des systèmes de reproduction intérieurs, ont voulu maîtriser et orienter son développement[11].

Si on pose que ce ne sont ni les « agressions » ou « l'impérialisme » espagnol (Guerres Carlistes, version nationaliste), ni « l'inéluctable marche de l'histoire » (version évolutionniste), pas plus que « des causes naturelles » (par exemple, les mauvaises récoltes du premier tiers du XVIIIe, souvent évoquées, version naturaliste), ou encore « l'évolution des forces productives » (version marxiste), qui peuvent d'abord permettre de rendre compte de la perte d'hégémonie des principaux vecteurs de l'organisation socioculturelle de la société traditionnelle basque et de sa crise ; si on attribue plutôt celle-ci à des stimulations avant tout internes à la collectivité basque (entité géographique), cela revient alors à dire que cette dernière enfermait des lieux suffisamment distincts et autonomes par rapport [31] au type de société traditionnelle pour qu'à un moment donné, émetteurs de stimulations au changement, ils en viennent à provoquer la déstabilisation et la crise de ce type de société.

Ces lieux, ce sont les villes. Avant tout, Bilbao et Saint-Sébastien. Il ne s'agit cependant pas de remplacer une dialectique territoriale (Pays Basque/Espagne), ou mécanique (évolution des forces productives), par une autre de même nature (ville/campagne). Ce qui importe ici, ce n'est évidemment pas la dimension géographique des villes, mais le fait qu'elles furent historiquement les lieux d'émergence et de développement de nouvelles forces sociales. Forces sociales porteuses de logiques d'action et de modalités de socialisation, de perception de l'espace et du temps, de connaissance du social et de la nature, etc. inédites, dont la consolidation entraînera à terme la faillite de la société traditionnelle, asphyxiée qu'elle sera par tant d'altérité et de nouveauté.

L'étude des modalités de passage de la collectivité basque, du type de société traditionnelle autour duquel elle était majoritairement organisée fin XVIIIe, au type de société industrielle qui la définira début XXe, autrement dit, du mode de développement qu'elle connaîtra, nous renvoie donc prioritairement au repérage :

- des forces sociales ayant provoqué ce développement : principalement la bourgeoisie marchande et manufacturière des deux principales villes du pays, (dont une

---

[11] On voit donc comment l'*élite* dirigeante peut en venir à entrer en conflit avec la *classe* dirigeante. C'est ici que l'analyse diachronique croise l'analyse synchronique. Et ceci à au moins deux niveaux : celui de l'hétérogénéité sociétale de la collectivité historique considérée : plus elle sera grande et plus les agents étatiques ou l'élite dirigeante devront intervenir, et celui des rapports de classe du type sociétal dominant : plus ils seront définis par la contestation de la classe populaire face à la direction de la classe dirigeante, et plus les modes d'action de l'Etat auront de chances d'être associés à ceux de la classe dirigeante (au contraire, plus les rapports de reproduction l'emporteront sur les rapports de production, autrement dit plus les rapports de classe seront définis par la défensive de la classe populaire face à la domination de la classe supérieure, et plus l'autonomie de l'Etat sera grande).

partie se muera, au cours de la seconde moitié du XIXe, et principalement à Bilbao, en une bourgeoisie industrielle),

- des forces sociales liées à la société traditionnelle et parmi lesquelles on peut distinguer la classe dominante (autrement dit les *jauntxos*, appuyés sur le principal agent d'intégration sociale qu'était le clergé), et les classes populaires (c'est-à-dire l'ensemble des fermiers, petits propriétaires, pêcheurs, etc.). La première moulant habilement ses discours et pratiques, destinés à préserver l'ordre ancien, garant de sa domination, dans les multiples conduites de réaction et de défense que provoquera le changement chez les secondes.

Dans la lutte sourde qui opposera ces deux grands blocs, résident, à nos yeux, les soubassements sociaux des principaux événements historiques que connaîtra le Pays Basque tout au long des XVIIIe et XIXe siècles, et avant tout de la dramatique ampleur qu'y prendront les Guerres Carlistes. [32]

Par ailleurs, si on ne perd pas de vue l'existence de ces deux blocs au moment de faire la généalogie du nationalisme basque, on s'apercevra qu'un des traits saillants de celle-ci réside dans la prise en charge quasi constante de la politique centraliste et pro-Etat espagnol en Pays Basque par les forces sociales les plus dynamiques (bourgeoisie développementiste) et, à l'opposé, l'enfermement de plus en plus désespéré des masses liées à l'ancien régime dans un ethnocentrisme visant la préservation d'identités socioculturelles propres. Prise en charge et enfermement rendent compte pour une large part, et comme nous essayerons de le démontrer plus loin, des contenus et formes réactionnaires du premier nationalisme basque. [33]

PREMIERE PARTIE, CHAPITRE III

CRISE DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE ET GUERRES CARLISTES

I- DEUX CONCEPTIONS DU MONDE

« Quel monde que celui des villes, où l'homme pense seulement à défaire ce qui est fait, et à charger le perpétuel cours des choses ! »

Miguel de Unamuno[1]

« C'est d'ici, depuis ce Bilbao de nos péchés, que se répandent toutes les pestes qui tuent la Biscaye. »

Sabino Arana Goiri[2]

Faut-il brûler Bilbao ? Tout au long du XVIIIe et même d'une bonne partie du XIXe, la question a couru dans les campagnes biscaïennes. Bilbao c'est la ville, la modernité, la plupart du temps le non-connu dans l'entrevu : l'incarnation et la projection de l'altérité et de l'inédit. Il en va de même pour Saint-Sébastien en Guipúzcoa.

---

[1] *Paz en la guerra*, 1897, in *Obras completas*, Madrid, 1951, Ed. Afrodisio Aguado, tome II, p. 130.

[2] « El caciquismo », in *Baserritarra* n° 13, 25/07/1897, *Obras completas*, p. 1346.

Ports marchands, l'activité commerciale de ces deux principales villes basques demeure, jusqu'au XVIIIe, peu liée au faible marché intérieur des [34] provinces dont elles sont les capitales. Le commerce de Bilbao, source de sa richesse, repose par exemple quasi exclusivement sur l'exportation de laine (en provenance de Castille et en direction des ports nord-européens) et de l'importation, en retour, de produits manufacturés destinés à la même Castille[3].

Si les échanges économiques de ces villes avec leur province demeurent assez faibles, ceux qu'elles entretiennent avec l'étranger sont, proportionnellement, denses. Navigateurs, gros commerçants, étudiants et voyageurs vont faire partager leurs réflexions, nées du contact répété avec d'autres cultures et d'autres possibles, au reste des populations citadines. Celles-ci en viendront à prendre du champ par rapport aux réseaux d'obligations symboliques de la société traditionnelle, s'émancipant ainsi peu à peu de ses principaux mécanismes de régulation sociale. Parallèlement, à mesure que l'activité commerciale se développe et que la population citadine augmente, les relations directes de reconnaissance statutaire se perdent. L'homme de la rue a de plus en plus affaire à des inconnus, à des individus inclassables, produits de l'urbain[4].

Un nouveau modèle de sociabilité permettant le contact et l'échange entre « non-connus » apparaît peu à peu, mettant l'accent sur les catégories juridiques de la vie sociale. Celles-ci ne relèvent plus, comme les principes organisationnels en vigueur dans la société traditionnelle, d'une instance transcendante : elles deviennent produit d'une prise grandissante des individus sur les cadres de l'organisation sociale et culturelle. La tradition et le religieux font place à la raison comme fondement des normes, l'espace public naissant devenant lieu d'expression de celle-là et de légitimation de celles-ci. Cette nouvelle vision du monde est accompagnée et renforcée par les échos de la philosophie des Lumières, répercutés par quelques Basques éclairés[5]. [35]

---

[3] « Ni l'offre, ni la demande de la société rurale biscaïenne n'étaient la cause de l'existence de l'activité commerciale de Bilbao (…) le commerce n'a pas intégré un marché local, et une preuve essentielle de cela réside dans la permanence de l'organisation de l'exploitation agricole comme polyculture de subsistance (…). Commerce et agriculture étaient intégrés dans un quasi stable-equilibrium. » (Juan Jose Laborda Martin, « El arranque de un largo protagonismo : la recuperacion comercial de Viscaya a comiencos del siglo XVIII », in *Saioak* n° 2, 1978, p.155.

[4] Voir Richard Sennet, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, 1979, Ed. du Seuil, pp. 49-5O.

[5] La plupart du temps il s'agit de riches héritiers ayant fait leurs études à l'étranger.

Cette attitude inédite face à la réalité est par exemple bien repérable dans les idées que défend la Real Sociedad Vascongada de Amigos del Pais (créée en 1765). Ses membres veulent, à l'image des techniques décrites dans l'Encyclopédie (dont ils sont souscripteurs), intégrer et rationaliser l'activité sociale et économique en Pays Basque autour du principe d'efficacité. Son fondateur, De Munibe e Idiaquez, fera paraître une étude pour « moderniser et rationaliser l'agriculture » en Guipúzcoa (1763), Elhuyar faisant de même pour les mines de fer de Somorrostro en Biscaye (1783). Entre les fins et les moyens, plus d'interférences dues à la pesanteur des valeurs et des traditions : seule l'action instrumentale, produit de la Raison, compte désormais.

On mesure la distance grandissante qui sépare ces modernes des bases sur lesquelles repose la société traditionnelle, dénotant bien l'hétérogénéité sociologique de la collectivité basque d'alors. D'un côté, la société traditionnelle, et de l'autre, des noyaux urbains relativement isolés du reste du pays, appartenant désormais pleinement d'un autre type sociétal mais demeurant cependant dépendants des institutions de la première. D'un côté les *Fueros*, mécanismes de régulation sociale, symboles et garants de la continuité, relevant, comme l'ensemble de l'activité sociale, d'un principe unique de référence, et de l'autre, la distinction croissante des registres de la pratique sociale et la régulière sécularisation du pouvoir accouchant en particulier de pratiques institutionnelles et juridiques inédites, produits de la volonté de rationaliser la domination politique.

C'est précisément à ce niveau (institutionnel), qu'auront lieu les premiers heurts ouverts entre les villes et leur province. Les *Fueros* apparaissant de plus en plus aux premières comme autant d'entraves à leur développement. À l'origine réside chaque fois, soit la violation manifeste des *Fueros* par les villes (*contra-Fueros*), soit leur désir affiché de passer outre. Par exemple, la *matxinada* de 1718 (révolte populaire des *anteiglesias* proches de Bilbao contre cette ville) sera suscitée par l'absence de réaction des principaux notables de la ville (bourgeoisie marchande) face à un décret royal de 1717 visant à transférer les douanes sur la côte (*contra-fuero*)[6]. Les insurgés descendront sur Bilbao aux cris [36] de « mort aux traîtres ! ». Traîtres à quoi ? Aux *Fueros*, à la tradition ! Comme l'indique bien Juan Jose Laborda Martin, « cela n'a pas

[6] Les *Fueros* basques fixaient les douanes sur l'Ebre, faisant ainsi des provinces basques une vaste zone de libre-échange et de contrebande.

été une protestation contre les signes et les symboles de la richesse ou de la supériorité sociale : elle (la *matxinada*) a été une punition contre ceux qui avaient été trop loin, rompant l'ordre traditionnel dans lequel tous étaient insérés »[7]. Il en ira de même pour la *zamacolada* de 1804 (révoltes contre le projet d'imposer le service militaire obligatoire[8]).

L'évolution de la question des douanes, un des principaux points de friction entre les villes et leur province, rend bien compte de la détérioration croissante des relations entre la bourgeoisie urbaine et les classes rurales, ainsi que de la lente gestation espagnoliste de la première, alors que les secondes s'enfermeront de plus en plus dans du localisme. Si les ruraux ne cesseront d'appuyer les *Fueros*[9], les marchands et manufacturiers des villes passeront, en moins d'un siècle, d'une discrète absence de réaction à un décret royal (1717), à la question de savoir si, « face à l'extraordinaire situation de ce pays (basque), qui, à l'encontre de tous les systèmes connus, en conserve un qui laisse libre accès aux (marchandises) étrangères et taxe (les siennes) à l'entrée du reste du royaume (d'Espagne), il faut maintenir ce système (*Fueros*) qui détruit le commerce (…), s'il faut continuer à sacrifier l'existence des classes commerçantes et industrielles à la conservation des pratiques de ce pays (basque), ou (au contraire), sacrifier quelques-unes de ces pratiques à la [37] conservation des commerçants et industriels »[10]. Car la « véritable cause de la stagnation (du commerce et de l'industriel est que nos produits ne soient pas admis à l'intérieur du reste du royaume. Alors que les autres puissances nous ferment leurs portes (...), que celles de notre propre royaume le

---

[7] *Op. cit.*, p.179.

[8] Les *Fueros* basques dispensaient les habitants des provinces basques du service militaire.

[9] En particulier une partie de la classe dominante qui bénéficiait très largement de la disposition forale relative aux douanes. Profitant de la non-taxation des produits à l'importation, elle stockait régulièrement du blé en provenance de France pour, lorsqu'une crise de subsistance se déclarait (déficit chronique en céréales des deux provinces atlantiques), soit le revendre au prix fort, soit s'attribuer de nouveaux privilèges. De telles pratiques donnèrent lieu aux rares oppositions de classe déclarées au sein du système social traditionnel, et en particulier à la *matxinada* de 1766.

[10] Ville de Saint Sébastien, Memoria justificada de lo que tiene espuesto y pedido la ciudad de San-Sebastian par el fomento de la industria y comercio de Guipuzcoa, Imprenta de Ignacio Ramon Baroja, introduccion, p. II et p. 144. Entre temps, la même bourgeoisie de Saint-Sébastien avait applaudi l'éphémère décision prise par le pouvoir central de transférer les douanes sur la côte et la frontière franco-espagnole au cours du « Trieno liberal » (1820-1823).

demeurent (closes) (…), on est confiné dans ce recoin, incapables de soutenir une industrie de quelque importance que ce soit »[11].

Derrière les plaintes des marchands et manufacturiers des villes, il faut lire le long dégagement et la sûre distanciation de la société civile par rapport au pouvoir, l'éclatement de la cohésion liant jusqu'alors l'ensemble des activités sociales à l'appareil de domination et à la hiérarchie sous le même mode de légitimation d'ordre divin et traditionnel. En particulier, l'activité économique prend-elle du champ par rapport aux principes englobant de la tradition, échangeant son hétéronomie pour la construction de sa propre sphère, ontologiquement suffisante à elle-même, et dont les principes en viennent, précisément à heurter l'ancien mode de légitimation.

Les forces sociales (bourgeoisie) impulsant un tel élan vont faire de plus en plus pression sur les *Juntas* pour qu'elles prennent un minimum en compte leurs revendications. Devant leur refus réitéré[12], c'est naturellement vers le roi d'Espagne qu'elles se tourneront pour faire entendre leurs voix : n'est-il pas finalement le représentant du corps du [38] royaume à l'étranger (et donc de l'intérêt de ses membres), et l'agent d'intégration et d'ordre à l'intérieur de ses frontières ? Mais, ce faisant, ces forces ne se pensent plus comme rouages de la « grande machine » hiérarchique (dont l'État n'est jamais qu'un élément) mais se positionnent désormais face au pouvoir, face à l'État, révélant en cela une sphère inédite du social, pour la première fois dédouanée de toute transcendance. Dans ce nouveau face à face, l'économie se charge du même coup d'une dimension politique visant à faire accepter par l'État des décisions émanant de la société civile elle-même. L'Etat n'est plus appréhendé comme « main de Dieu sur terre », mais comme le principal agent du changement sur lequel il s'agit de faire

---

[11] *Ibid*., p. 66.

[12] Le ton qu'emploieront les *Juntas generales* pour rejeter les demandes (ci-dessus évoquées) de Saint-Sébastien est à ce propos significatif et révèle bien l'abîme qui sépare la province et ses institutions de sa capitale : « La prétention de la Ville et de la Junte de commerce de Saint Sébastien est inadmissible tant pour son fond que pour la manière sinistre et peu décente avec laquelle elles parlent de nos vénérés *Fueros*, us et coutumes (…). Les *Juntas generales* préviennent lesdites corporations qu'elles devront à l'avenir s'abstenir de formuler quelque proposition que se soit qui puisse s'opposer, ou bien même diverger, avec nos inappréciables institutions. » (Compte rendu des *Juntas generales* réunies à Azpeitia les 18-20 Août 1831, in Appendice III de *Memoria justificada ..., op. cit*., p. 45).

pression à partir de positions nées d'expériences concrètes d'un réel désormais pensé dans sa suffisance même[13].

Au moins deux points fondamentaux méritent d'être soulignés dans le processus d'émergence de cette première société civile en Pays Basque. D'une part, elle est l'œuvre d'une classe sociale bien définie, la bourgeoisie marchande, et aura donc spontanément tendance à être modelée suivant les valeurs et intérêts de cette classe. La première société civile basque ayant existé est une société civile bourgeoise. D'autre part, les bornes géographiques choisies pour la circonscrire sont d'entrée confondues avec les frontières de l'État espagnol[14], *renvoyant ainsi à la perception d'un soi social-historique espagnol et non basque (ce qui nous amènera à dire plus loin que le premier nationalisme en Pays Basque fut espagnol et non basque)*. En effet, le plus cher désir de la bourgeoisie qui impulsait le développement était [39] alors « d'espagnoliser (son) commerce et (son) industrie »[15]. « Liberté complète et sans restriction pour le commerce intérieur : tel est notre principe. (D'une telle décision) bénéficierait beaucoup notre manufacture et encore beaucoup plus quand, en l'espagnolisant, il nous sera donné de l'étendre à l'ensemble de la péninsule, parce que, pour l'instant et entre autres choses, nous y sommes considérés comme des quasi-étrangers. »[16] *On voit donc comment, historiquement, la partie la plus dynamique et innovatrice de la population basque a été portée non pas à s'identifier avec la collectivité basque, le « peuple basque », mais, comme elle le dit elle-même, à « rentrer dans la grande famille espagnole »*[17].

Le long dégagement de cette première société civile en Pays Basque n'est pas isolé. Dans le reste du royaume, d'autres espaces sociaux, libérés des traditions et

---

[13] La principale tâche étant dès lors de chercher les lois régissant intrinsèquement ce réel. Dans cette brisure de la totalité englobant l'action des hommes et l'idée qu'ils s'en faisaient, un des éclats, l'économique, va à son tour être rapidement érigé en totalité explicative.

[14] A la question « comment conserver et développer nos manufactures? », la Junte de commerce de Saint-Sébastien répond : « *En l'espagnolisant*, car elles n'ont pas de débouchés autres que l'Espagne et ses dépendances. *Il est nécessaire de les faire espagnoles* ; ainsi on parviendrait à interdire (l'accès des marchandises) étrangères ou (tout au moins) à les taxer de telle façon que la concurrence nous soit favorable. » (in *Memoria justificada…, op. cit.*, p. 30 ; souligné par nous).

[15] *Memoria Justificada…, op. cit.*, introduccion, p. 3.

[16] « Exposicion del Ayuntamiento y junta de Comercio de San Sebastian a la provincia en los Generales que celebro en la misma ciudad por el mes de Julio de 1831 », in Appendice n° 1 de *Memoria justificada…, op. cit.*, pp 5 et 26.

[17] *Ibid.*, p. 15.

hiérarchies totalisantes, se constituent, fruits de processus semblables. Reconnaissant les mêmes symboles et partageant les mêmes repères pour se nommer nation, on aurait pu penser que l'ensemble allait ériger (à l'instar des révolutionnaires français) le peuple espagnol en peuple souverain, symboliquement uni face à un Etat dont le mode de légitimation allait par là même radicalement changer. Mais la révolution espagnole n'aura pas lieu. La majorité des citoyens espagnols continueront de se noyer dans la masse des sujets du roi, des traditions et des hiérarchies. Ces premières sociétés civiles ne se fondront pas dans cet espace de liberté unique, marquant l'avènement de la modernité qu'aurait pu figurer la nation espagnole face aux pesanteurs du passé. Isolées, elles demeurent au contraire comme assiégées par celui-ci.

L'avortement de ce grand élan collectif et fondateur aura des conséquences transcendantes dans l'histoire espagnole. *En particulier, la non formation d'un État-nation espagnol*, c'est-à-dire d'une communauté politique au nom de laquelle un pouvoir aurait pu se dire et se légitimer, et face auquel, en retour, la formation sociale espagnole aurait pu se penser [40] symboliquement une comme œuvre à accomplir. Absence laissant le champ libre à l'émergence d'autres pôles identificatoires et avant tout aux nationalismes périphériques.

En Pays Basque, les marchands restent des marchands et les manufacturiers des manufacturiers. Certes, la consolidation de leur système d'action, en répandant partout une même vision et les mêmes pratiques marchandes, produit de grands bouleversements, en particulier la mise en crise de la société traditionnelle. Mais ceci ne nous autorise pas à confondre système d'action d'une classe sociale et stratégie de développement d'une élite dirigeante. Ces marchands et manufacturiers ne cherchent pas à intégrer les différents éléments constitutifs du changement pour définir et impulser une dynamique et un contrôle du développement. Ils tendent plus simplement à intégrer un marché suivant leurs intérêts immédiats de classe sociale, sans se soucier des dégâts qu'ils peuvent ainsi occasionner dans la société traditionnelle. Cette distinction permet de cerner une donnée qui se révélera de prime importance pour la compréhension de l'histoire sociale tout au long du XIX^{e} siècle : *l'absence d'une véritable élite dirigeante basque dans une situation de transformation et de bouleversements sociaux et historiques sans précédent*.

II- CRISE DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE BASQUE

> « À peine né, le libéralisme tua les *Fueros* : naissance de l'un et mort des autres sont des faits quasi simultanés. »
>
> Artur Campion[18]

Les *Juntas* ont beau protester, le mal gagne peu à peu le corps dont elles sont la tête, minant partout les fondements du système social traditionnel. L'inadmissible[19], car inassimilable, c'est avant tout la mise dans le circuit commercial du bien qui précisément n'avait pas le prix pour les paysans : la terre. [41]

On mesure encore mal les fantastiques bouleversements que ce phénomène a entraînés. Le passage de la terre d'une valeur d'usage à une valeur d'échange, son insertion dans le système marchand en voie de complète généralisation, ne signifie pas seulement la rupture d'un équilibre économique déjà précaire. C'est aussi et surtout la déstabilisation du système culturel traditionnel dans lequel les identités étaient forgées et l'appartenance sociale définie.

L'efficacité de ce système, on l'a vu, reposait sur l'actualisation constante, le rappel obsessionnel de la tradition, fondement du lien social. Renvoyant à un réseau serré de repères et d'obligations symboliques, le respect des normes et la conformité aux rôles institués garantissaient tant l'appartenance à la communauté que la reconnaissance par tous de l'identité de chacun. Celle-ci n'était pas liée à la personnalité, à la subjectivité propre des acteurs, mais au rôle, au statut, à la position que leur dictait la tradition. Statuts et rôles qui étaient à la fois « révélés » et extériorisés par la pratique planifiée d'objets, de lieux intrinsèquement chargés de significations propres, textes

---

[18] « Discurso en el circulo regional traditionalista de Pamplona, 29 de mayo de 1892 », in *Discursos politicos y literarios de Arturo Campion, Bilbao*, 1976, Ed. La Gran Enciclopedia Vasca, p. 54.

[19] Cf. note 10.

toujours déjà écrits dont le contenu demeurait inchangeable. Dispositif dans lequel l'espace et son support, la terre, jouaient des rôles primordiaux.

En particulier réglaient-ils l'ensemble du système relationnel (normes et conventions) lié au voisinage, notion si importante en Pays Basque. Par exemple, en cas de maladie ou de difficultés financières, ce n'était pas le degré d'affinité ou d'amitié qui importait au moment de demander de l'aide, mais la notion d'espace : au premier voisin d'intervenir dans ces cas. Dans d'autres (certaines cérémonies religieuses), au voisin le plus proche sur le chemin de l'église de s'acquitter de certaines tâches très précises, etc. À l'église, dans les processions, à table, la place de chacun était bien définie, exhibant aux yeux de tous le statut de celui qui l'occupait, de même que la pratique de certains territoires nommait ceux qui les vivaient[20]. La tradition, l'identité, le sens semblaient coller aux objets et se fonder sur quelque chose de patent, d'incontournable, d'intouchable : l'espace, la Terre-mère. [42]

Or, c'est justement à cet espace, base donc d'identité et de sociabilité, que de riches citadins ou *jauntxos* enrichis vont toucher. Animés par un esprit physiocratique ou refroidis par les difficultés rencontrées par les manufacturiers, ils vont investir la terre ou augmenter la rente agraire. La plupart de ces propriétaires habitant les villes, ce n'est pas un paiement en nature qui les intéresse, mais en monnaie. D'où l'obligation pour les fermiers de passer d'une production tournée vers l'auto-consommation à celle destinée à la vente, ce qui débouchait sur une nécessaire spécialisation (céréales) et bousculait par là même les traditions. Une situation, inimaginable quelques années plus tôt, apparaît alors : la nécessité, pour ces nouveaux paysans, de procéder à l'achat de certaines denrées nécessaires à leur survie. Fin XVIII^{e}, un grand nombre de petits propriétaires se verront dans l'obligation d'hypothéquer leur *etxe* pour, début XIX^{e}, être finalement contraints de la vendre. On imagine le désarroi et le ressentiment qui s'accumulent alors dans les campagnes contre les nouveaux propriétaires, ces nouveaux maîtres qui, « bien qu'invisibles, rentrent dans les villages au son de la conquête »[21].

---

[20] Le nom par lequel se désignaient les habitants d'un même village ou d'une même vallée n'était pas le nom de famille mais celui de l'*etxe* ou du lieu où ils vivaient. Etymologiquement, tous les noms propres basques sont des noms de lieux.

[21] Unamuno, *Paz en la guerra, op. cit.*, p. 92.

Plus que jamais, le mal, c'est la ville et le libéralisme qu'incarneront quelques années plus tard les *Belzak* [22].

Une série d'événements historiques, externes à la dialectique des forces proprement basques, va brusquement accélérer ce mouvement et précipiter la crise. Il s'agit des guerres. D'abord celle de convention contre la République française, en 1794, et dont le principal théâtre d'opération fut le Pays Basque, puis celle contre Napoléon (1808 à 1813), enfin les révoltes au début du *trieno liberal* (1821). À chaque fois, les villages devront faire face tant aux frais de participation aux efforts de guerre qu'à ceux de reconstruction. Le seul moyen de rembourser les dettes contractées sera de procéder à la vente de biens communaux. Vente encouragée par la politique réitérée de *desamortisacion*[23] de l'État central : décrets de 1813, 1815, 1833, ceux de Mendizabal en 1836, et enfin la *desamortisacion* générale de Pascual Madoz en 1855. [43]

Dans l'immense majorité des cas, ce seront les mêmes riches qui profiteront des difficultés des campagnes pour augmenter leur patrimoine tout en prêchant le libéralisme et en répandant partout les mêmes pratiques marchandes. Cette appropriation de biens jusqu'alors communs va entraîner la perte de nombreux petits paysans. En effet, l'équilibre économique de l'*etxe* reposait souvent sur l'existence de ces communaux qui permettaient de bénéficier gratuitement de pâturages, de réserves de bois et parfois même des produits de cultures communes. On mesure les conséquences économiques que leurs parcellisation, vente et *enclosure* provoqueront. Mais cela se traduira aussi par la disparition des nombreuses règles et conventions qui en fixaient les modes de jouissance, pratiques ancestrales se reproduisant régulièrement au rythme des saisons et marquant tant un mode d'appréhension du temps et de l'espace qu'un lieu de solidarités vécues.

C'est tout un monde qui s'écroule, créant ainsi d'énormes blancs dans la sociabilité locale que rien ne remplace, si ce n'est une sensation de vide et de

---

[22] « Les noirs » en langue basque. Terme par lequel les partisans de la société traditionnelle, regroupés dans le camp carliste, désigneront les libéraux durant les Guerres Carlistes.

[23] Procédure par laquelle l'Etat déclara bien public les propriétés ecclésiastiques. En échange de la promesse de garantir les revenus du clergé et de prendre en charge le financement de l'ensemble des institutions religieuses, il put ainsi vendre une grande partie des biens fonciers de l'EgIise et diminuer sa dette. La *desamortisacion* des biens communaux eu lieu à la même époque, ce qui ne manquera pas (si besoin était) de renforcer le lien clergé-paysans dans les campagnes basques en les poussant dans un même élan anti-libéral.

déréliction. Par tous ses pores, la société traditionnelle commence alors à suer les toxines de sa crise : suicides, émigration, délinquance. Elle a beau se refermer sur la défense désespérée et intransigeante de ses *Fueros*, elle n'en est pas moins mortellement touchée : la déstabilisation complète du système économique sur lequel elle reposait, en rendant anachronique et caduc tout un ensemble de normes et de valeurs désormais incapables d'appréhender une réalité qui lui échappe, l'a condamnée à mort.

III- GUERRES CARLISTES ET CHUTE DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE BASQUE

> « La plainte du malade n'est pas le nom de sa maladie. »
>
> José Ortega y Gasset[24]

Lorsqu'éclate, à la mort de Ferdinand VII, la querelle de succession, c'est l'ensemble des provinces basques, excepté les noyaux urbains, enclaves libérales, qui se soulèvent au cri de « vive Carlos ! » [44] Mais si ce cri, à l'instar de la plainte du malade, exprime bien la maladie, il ne la nomme pas pour autant ni n'en révèle la nature. Sa manifestation, pathétique on le verra, peut subjuguer. Mais elle n'explique rien. Jamais les paysans, artisans ou *jauntxos* ne se sont passionnés pour les manœuvres de cour au point de se battre pour elles. C'est moins la personne du Prétendant qu'ils défendent que la société traditionnelle, c'est-à-dire leur mode de vie, leurs coutumes, leur façon de voir et d'appréhender le monde, un monde qui précisément perd de son sens, s'en va au fur et à mesure que le libéralisme se fortifie.

Qu'ils le fassent les armes à la main signale au moins trois choses : d'abord l'acuité et l'ampleur de la crise, ensuite que, malgré l'importance de cette crise, la société traditionnelle demeure suffisamment forte pour se durcir autour de sa défense[25], enfin que la nature de cette résistance pointe à son tour l'absence d'un véritable agent du

---

[24] *España invertebrada*, Madrid, 1957, Ed. Revista de occidente, p. 53.

[25] Mais l'intransigeance avec laquelle elle y procède rappelle trop la force et l'énergie du désespoir. C'est en ce sens que son adhésion massive à Don Carlos est pathétique : pensant, par un cri guerrier conjurer le mal, l'écho lui renverra son arrêt de mort.

changement ou d'une véritable élite dirigeante en Pays Basque qui aurait peut-être pu éviter ce tragique dénouement.

L'État central, quasi inexistant après les péripéties du début du siècle et en proie à en moyenne deux *prononciamentos* par an, se révèle incapable d'impulser une véritable politique de développement sur son territoire, et encore moins en Pays Basque où les *Fueros* demeurent malgré tout autant d'obstacles à son éventuelle application.

Par ailleurs, il faut bien se rendre compte que l'action d'une élite dirigeante basque aurait été rendue extrêmement difficile par les conditions dans lesquelles s'effectue ce changement. Du côté de la société de départ qui, crispée sur son mode de reproduction, s'avère d'entrée incapable, face aux impulsions externes, de sécréter la moindre innovation. Innovation qui aurait peut-être pu, en modernisant certains secteurs de la société, contribuer à jeter un pont entre les deux systèmes sociaux. Au lieu de s'entrouvrir un minimum au changement, elle se renferme sur la défense de ses dogmes. Du côté de la société d'arrivée qui, en étendant son système marchand [45] à l'ensemble de la collectivité, prolétarise, c'est-à-dire « libère » les individus de leurs outils de travail sans pour cela leur offrir encore la moindre possibilité de reconversion. Cette société d'arrivée n'est en effet pas une société industrielle en voie de développement, demandeuse de main d'œuvre. C'est une société marchande dont le commerce et « l'industrie » (manufactures) stagnent ou tout au moins sont absolument inaptes à résorber le nombre croissant de déracinés qui arrivent alors sur le marché.

Entre l'accélération de la crise de la société traditionnelle (résultant structurellement de l'extension du système social marchand à la collectivité basque et conjoncturellement des conséquences de trois guerres) et l'éclosion de la société industrielle en Pays Basque (seule capable de fixer à nouveau ces régiments de déracinés) réside plus d'un demi-siècle. Un demi-siècle vide d'élite dirigeante et plein de désarroi, de crises et d'anachronismes. Ici réside, à nos yeux, l'explication des Guerres Carlistes en Pays Basque. La ligne de front séparant les deux camps durant ces guerres ne matérialisera pas seulement le rapport des forces armées en présence, mais bien plus l'abîme résidant entre deux types sociétaux, deux modèles culturels, deux visions du monde que rien ne permet plus désormais de concilier[26]. Il s'agit avant tout d'un

[26] Le positionnement géographique de la ligne de front traduit bien cet aspect des choses : le camp carliste occupe les campagnes basques, siège de la société traditionnelle, tandis que les libéraux tiennent

phénomène de résistance d'une société menacée dans son être même, c'est-à-dire dans sa manière de se penser, de se dire et d'agir face à un nouvel ordre de choses inacceptable. Les Guerres Carlistes sont l'ultime crispation d'un monde fissuré dont les lézardes ne laissent entrevoir que l'orphelinat de ses membres.

La lecture nationaliste visant à faire passer ces guerres pour des guerres nationales basques ne manifeste à nos yeux que l'exigence commune à tout nationalisme de recomposer l'histoire en fonction des nécessités du présent : prouver que la nation et le patriotisme qu'elle suscite ont existé de tout temps[27]. De nos jours encore, ces guerres sont présentées comme [46] de véritables « luttes pour l'indépendance nationale » ayant opposé une « armée populaire basque » à « l'impérialisme espagnol »[28]. *Mais ces guerres ne pouvaient pas être nationales. Le dispositif national repose en effet sur des prémisses contre lesquelles se battaient précisément les partisans basques de Don Carlos.*

Alors qu'ils luttaient pour la pérennité de leurs traditions, faites de « toujours déjà là », « toujours déjà dit » dans le cadre étriqué de communautés de base, le dispositif national implique à l'opposé une perception dynamique et globale de la société[29]. Son avènement passe par le déroulement du temps cyclique (dans lequel s'enferme la société traditionnelle pour se reproduire) sur un axe linéaire où les énergies sont chaque fois plus tendues vers le futur, vers la figure d'une société à réaliser.

Mais, si ces guerres ne furent en rien nationales, il n'en demeure pas moins qu'elles ont incontestablement favorisé l'accumulation de phénomènes dont la somme se révélera rétrospectivement constituer un excellent humus dans lequel pourra éclore et se développer le premier nationalisme basque. D'abord, en précipitant la crise de la société traditionnelle : le remboursement des dettes contractées pendant la première Guerre Carliste ne fera qu'accélérer la vente des communaux, la mise dans le circuit commercial des biens familiaux, etc.[30] Ensuite, en provoquant un sentiment de

---

les principales villes.

[27] Traduction basque de cette exigence : « L'histoire du pays Basque se résume dans une lutte constante des Basques pour une indépendance toujours menacée par ces mêmes puissances qui deviendront la France et l'Espagne. » Ekin, été 1967.

[28] Jean-Louis Davant, Histoire du Pays B asque, op. cit., pp. 36, 150 et 152.

[29] Cf. infra, première partie, chapitre V.

[30] Cf. paragraphe précédent.

frustration face à la perte des *Fueros* : ceux-ci n'ont cessé entre les deux guerres d'être dépréciés par le pouvoir central[31] avant d'être définitivement abolis le 16 juillet 1876 à la fin de la seconde Guerre Carliste. [47] Enfin, en favorisant le dégagement d'un sentiment (alors encore diffus) de commune appartenance basque : en provoquant de grands mouvements de populations à l'intérieur du pays, ces guerres locales vont en effet permettre à beaucoup de partager une même langue, de mêmes coutumes, de mêmes traditions au-delà de leur village ou vallées exiguës. Et ce, face au caractère nettement étranger, des troupes libérales[32]. Du coup, une dimension inédite et bien plus globale de l'identité s'esquisse chez les villageois : *lo vasco*.

La fameuse prédiction « je reviendrai ! » lancée par Don Carlos[33] sous forme d'imprécation contre ses vainqueurs ne se réalisera jamais. Entre temps son principal appui, les Basques, qui auront tant donné pour sa cause en croyant défendre leurs intérêts et mode de vie, auront, pour une large part, cessé de vivre et de penser la réalité et la vérité de leur présent suivant les dogmes de la société traditionnelle. Déjà, celle-ci s'apprête à être béatifiée « société idéale » par les premiers nationalistes... [48]

---

[31] On assiste coup sur coup à : l'établissement définitif des douanes sur la côte et la frontière française (1841) ; la généralisation aux provinces basques de l'organisation judiciaire commune à tout le royaume (1841) ; la suppression du *pase foral* qui permettait jusqu'alors aux provinces basques de discuter l'application des lois et dispositions du Gouvernement espagnol sur leur territoire (1841) ; la généralisation de l'organisation municipale, substituant en cela l'organisation forale (1845 et 1847) ; et enfin la généralisation aux provinces basques de la loi sur l'éducation, ôtant en particulier le droit aux corporations forales de nommer les maîtres d'école pour lesquels obligation était jusqu'alors faite de savoir le basque (1856).

[32] En effet, si la quasi-totalité des troupes carlistes en Pays Basque était basque, il en va fort différemment pour les libéraux. N'ayant réussi à former qu'un seul bataillon basque (celui de Bilbao), les troupes libérales sont essentiellement composées d'Espagnols d'autres provinces et surtout des « volontaires » anglais, français et portugais (environ 20.000 hommes) dont la principale caractéristique, aux yeux de la population locale (et en dehors du fait qu'ils se battent pour « le mal »), est de parler une langue étrangère et de se comporter en Pays Basque comme en pays conquis.

[33] À son passage de la frontière pour se réfugier en France, le 28 février 1876.

PREMIERE PARTIE, CHAPITRE IV

APPARITION ET CONSOLIDATION DU TYPE DE SOCIETE INDUSTRIELLE EN PAYS BASQUE

À maints égards, 1876 peut être considérée comme une date clef dans l'histoire du Pays Basque : perte définitive des *Fueros*, intégration des provinces basques dans l'unité de l'État espagnol et marginalisation de la société traditionnelle. À un niveau plus sociologique, et au regard des forces s'étant combattues au cours des Guerres Carlistes, on aurait pu penser que la défaite du Camp carliste signifierait le positionnement hégémonique du système social marchand au sein de la collectivité basque.

Mais tel ne fut pas le cas. 1876 représentera bien plutôt le point d'inflexion à partir duquel le développement d'un nouveau type de société, la société industrielle, va brusquement apparaître. À peine arrêté, le tumulte des champs de bataille va être remplacé par celui des hauts-fourneaux, des laminoirs et des chaînes sans fin des mines et des industries biscaïennes.

Il aura presque suffi d'un siècle à la collectivité basque pour passer d'une société traditionnelle à une société industrielle[1]. [49] Entre les deux : les dramatiques épisodes des deux Guerres Carlistes (société traditionnelle contre société marchande) qui ne profiteront en définitive qu'à un autre système social d'arrivée, la société industrielle[2].

---

[1] Il nous faut nuancer cette affirmation. Ce n'est pas l'ensemble, loin s'en faut, de la collectivité basque qui se retrouve, au début du XXe siècle, structuré autour du type de société industrielle : une bonne partie continue de répondre du type social marchand ou même de la société traditionnelle. Cette répartition sociologique entre types sociétaux est géographiquement repérable : primitivement concentré autour de la Ria de Bilbao, le développement industriel se répandra ensuite (premier quart du XXe siècle) dans le reste de la Biscaye et surtout en Guipúzcoa. Les deux provinces intérieures, l'Alava et la Navarre, attendront, elles, les années 50 pour effectuer leur industrialisation tardive. Cette distinction dans la configuration socio-économique des provinces basques se révélera précieuse au moment de comparer leur comportement politique respectif. Ce chapitre, consacré à l'apparition et à la consolidation de la société industrielle aura donc essentiellement trait à la Biscaye et, dans une moindre mesure, au Guipúzcoa.

[2] Avant tout en ce que la perte de la société traditionnelle face au système marchand se soldera par l'unification du marché espagnol, la suppression des *Fueros* et la prolétarisation primitive en Pays Basque.

I- LES GERMES DE LA SOCIETE INDUSTRIELLE

La subite et fantastique industrialisation de la Biscaye à partir de 1876 demeure incompréhensible tant qu'on se borne, comme c'est encore trop souvent le cas, à faire fonctionner cette date comme point d'origine. Si l'industrialisation démarre alors si vite, c'est que ses fondements existaient *déjà* avant la seconde Guerre Carliste. Deux aspects essentiels doivent être retenus. D'une part, l'apparition d'une bourgeoisie industrielle basque dès la première Guerre Carliste et, d'autre part, l'existence d'un minerai de fer de qualité exceptionnelle dans le sous-sol biscaïen qui se révélera de première importance pour l'industrie britannique. De la combinaison du premier aspect, endogène à la collectivité basque, et du second, exogène à celle-ci, résultera le mode de développement que connaîtra la Biscaye au cours du dernier quart du XIXe siècle.

1- Apparition d'une bourgeoisie industrielle

Celle-ci se révèle à partir du moment où le capital n'est plus investi, comme dans la société marchande, pour permettre une meilleure circulation des marchandises (bateaux, matériel roulant, aires de stockage, etc.) ou une spécialisation des productions (par exemple dans les campagnes), mais pour permettre une organisation collective et rationnelle du travail (concentration au sein d'une même fabrique, division et répartition des tâches, etc.), base de l'augmentation de la productivité et de l'extraction de la plus-value[3]. Peu importe finalement l'importance des fabriques : ce qui compte ici, c'est l'*esprit* avec lequel est investi le capital.

Or, c'est bien cet esprit-là qui, bouleversant le présent dans sa tension vers l'avenir, animera les Epalza, Mazas et Arellano au moment où, en 1841, ils créent la première entreprise sidérurgique moderne en Biscaye (la « Santa Ana de Bolueta »). [50] C'est bien de cet esprit-là qui révolutionne les méthodes de travail traditionnelles pour les refondre en une organisation sans cesse renouvelée, dont fera preuve la famille Ybarra pour, à partir de 1846, exploiter la fabrique « Nuestra señora de la merced de Guriezo ». Et c'est déjà marquée par l'obsession du siècle à venir, productivité et profit, qu'elle constituera une société (« Ybarra Hermanos y compania ») pour fonder, en 1854

[3] Voir Karl Marx, *Le capital*, principalement le tome II du livre premier.

et sur des bases totalement modernes pour l'époque, la fabrique de « Nuestra señora del Carmen »[4] et participer, en 1857, à la création de la Banque de Bilbao.

Dans chaque cas[5], il s'agit d'un recyclage, à un moment donné, de capitaux commerciaux suivant une logique inédite : l'investissement industriel[6]. La généalogie de ce recyclage est certainement à chercher dans les contacts répétés qu'avaient ces commerçants avec les pays nord-européens alors en cours d'industrialisation. Même si le poids de cette fraction de la bourgeoisie basque demeure très faible jusqu'à la fin de la seconde Guerre Carliste, il est sociologiquement de prime importance : *il marque rien moins que la naissance de la société industrielle en Pays Basque*.

2- Les mines de fer

L'existence du minerai de fer biscaïen était connue de temps immémorial. Ses principaux gisements, repérables sur une vaste zone (d'environ 25 par 5 km) à l'ouest de Bilbao, la plupart du temps situés en terre communale, avaient été exploités de façon artisanale jusqu'à la fin de la première Guerre Carliste. La vente du minerai (par l'intermédiaire ou non d'une classe de marchands) à une multitude [51] de petites *ferrerias* (forges)[7] dispersées sur la côte permettait (comme ailleurs les forêts ou pâturages communaux) d'améliorer sensiblement le niveau de vie de certaines *anteiglesias*. Le *Fuero* biscaïen interdisait formellement l'exportation du minerai de fer à l'étranger « sous peine de confiscation de la moitié des biens ou de bannissement de la

---

[4] Qui emploie déjà, en 1866, 480 ouvriers.

[5] Pour prendre une autre branche que la sidérurgie, on peut par exemple indiquer la création, en 1841, de la première fabrique espagnole de papier sans fin, « La Esperanza », impulsée par de gros commerçants de Saint-Sébastien : Brunet, Tantonat et Guardamino (voir Fernando Garcia de Cortazar y Manuel Montero, *Historia contemporanea del Pais Vasco*, San Sebastian, Txertoa, 1980, pp 81-82).

[6] Sur la biographie des principaux promoteurs industriels, voir Manuel Gonzalez Portilla, *Los origenes de la sociedad capitalista en el Pais Vasco*, *op. cit.*, pp. 73-78, qui conclut une partie de son travail en écrivant : « En résumé, la création de la sidérurgie moderne et de son développement postérieur fut intrinsèquement unie au capitalisme mercantile, aux grands commerçants et banquiers de la fin du XVIIIe et première moitié du XIXe siècle, dont le capital commercial fut la source de financement et les commerçants les fondateurs. Dans notre cas, le passage du capitalisme commercial au (capitalisme) industriel sidérurgique est un fait évident. » (p. 78)

[7] Celles-ci ne résisteront pas, fin XVIIIe - début XIVe, à la concurrence étrangère. Si l'on en compte 94 en 1776 et encore 75 en 1789, elles ne seront plus que 51 en 1847, 14 en 1870 et 4 en 1880 (dénombrement établi par Alfonso de Churruca, *Mineria, industria y commercio en el Pais Vasco*, San Sebastian, Biblioteca Vascongada de los amigos del Pais,1951, p. 20).

personne qui s'y livrerait »[8]. Comme ailleurs, les *desamortisaciones* du début du XIXe se solderont par l'accaparement privé, au profit de quelques privilégiés, des biens communaux, ici les mines. Vers 1850, la quasi-totalité de celles-ci était désormais propriété privée.

Une conjonction de facteurs, totalement exogènes à la dynamique des forces sociales basques, va permettre à ces nouveaux propriétaires[9] d'accumuler en quelques années une somme colossale de capitaux. En 1856, Henry Bessemer invente une méthode pour obtenir par voie directe de l'acier en grande quantité, permettant ainsi de réaliser de grandes économies par rapport aux procédés traditionnels. Cependant, cette méthode nécessite l'emploi d'un minerai de fer à très faible teneur en phosphore (l'hématite). Seuls deux bassins miniers sont alors capables de fournir un tel minerai dans les quantités que requiert l'industrie européenne (et principalement la britannique) : celui de Bergslagen en Suède et le biscaïen. Une série d'avantages[10] désignera ce dernier comme le plus rentable. [52]

C'est alors le début d'une véritable ruée de capitaux étrangers pour l'exploiter. En 1870, la société « The Bilbao River and Cantabrion Railway Co. Ltd » est constituée pour construire un chemin de fer de 22 km entre les mines de Galdames et le port (capitaux anglais). Un an après, c'est au tour de « Luchana Mining Co. » (capitaux anglais). En 1873, de la « Orcanera Iron Ore Co. » et en 1876 de la « Société franco-belge des mines de Somorrostro ». Ces deux dernières se révéleront être les deux plus importantes sociétés minières. Elles louent leurs gisements à la famille Ybarra qui en est propriétaire[11] et qui participe pour 25 % du capital de chaque société[12]. En 1872, on

---

[8] Fuero de Biscaye, Loi XVII du titre I.

[9] Il est important de noter qu'une partie de ceux-ci était déjà animée par un esprit d'entreprise industrielle. Car la façon quasi immédiate et totale avec laquelle elle investira les capitaux, amassés grâce à l'exportation du minerai de fer, dans l'embryon d'industrie locale fera tache d'huile. En ce sens, la famille Ybarra, à la fois propriétaire de mines, d'une des premières fabriques sidérurgiques modernes, et investissant les capitaux obtenus grâce aux premières dans la seconde, fait figure de paradigme.

[10] Outre sa faible teneur en phosphore et sa grande homogénéité, le minerai biscaïen possédait une loi métallique très riche (50-60 %). De plus, les gisements étant (contrairement aux suédois) très proches de la côte et du port de Bilbao (environ10 km), les investissements à fournir en infrastructure étaient minimes. Enfin, la quasi-totalité des mines étaient à ciel ouvert (sur les 10 164 mineurs employés en 1912, seulement 857 étaient affectés en galerie).

[11] En 1890, 45,5 % du minerai extrait provenait de leurs mines (M. Gonzalez Portilla, *Los origenes de la sociedad capitalista en el Pais Vasco*, *op. cit.*, t. I, p. 46).

dénombre déjà huit compagnies et trois ans plus tard, elles sont 22 avec un capital de 2 678 412 livres sterling[13]. La production minière commence alors à expérimenter une forte hausse : de 89 912 tonnes en 1866 à 201 825 en 1869, et à 403 142 en 1871[14]. [53]

La parenthèse de la seconde Guerre Carliste va momentanément interrompre cette progression (chute à 34 296 tonnes en 1875). Mais le pli est marqué, et le fait que la quasi-totalité de cette production soit destinée à l'exportation montre bien l'anachronisme des *Fueros* et l'incapacité des *Juntas* à les faire respecter.

II- DECOLLAGE ET CONSOLIDATION DE L'INDUSTRIE BASQUE

1- Accumulation

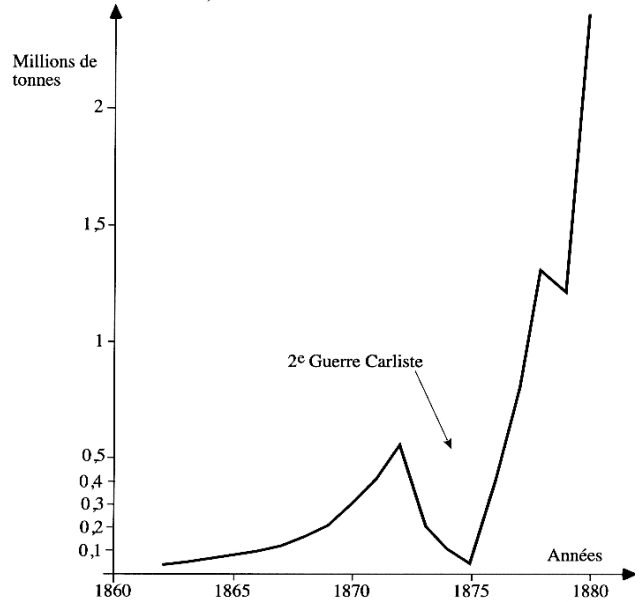
Les *Fueros* supprimés, plus aucune entrave juridique ne freine désormais l'exportation du minerai de fer à l'étranger. Dès 1876, l'infrastructure minière,

---

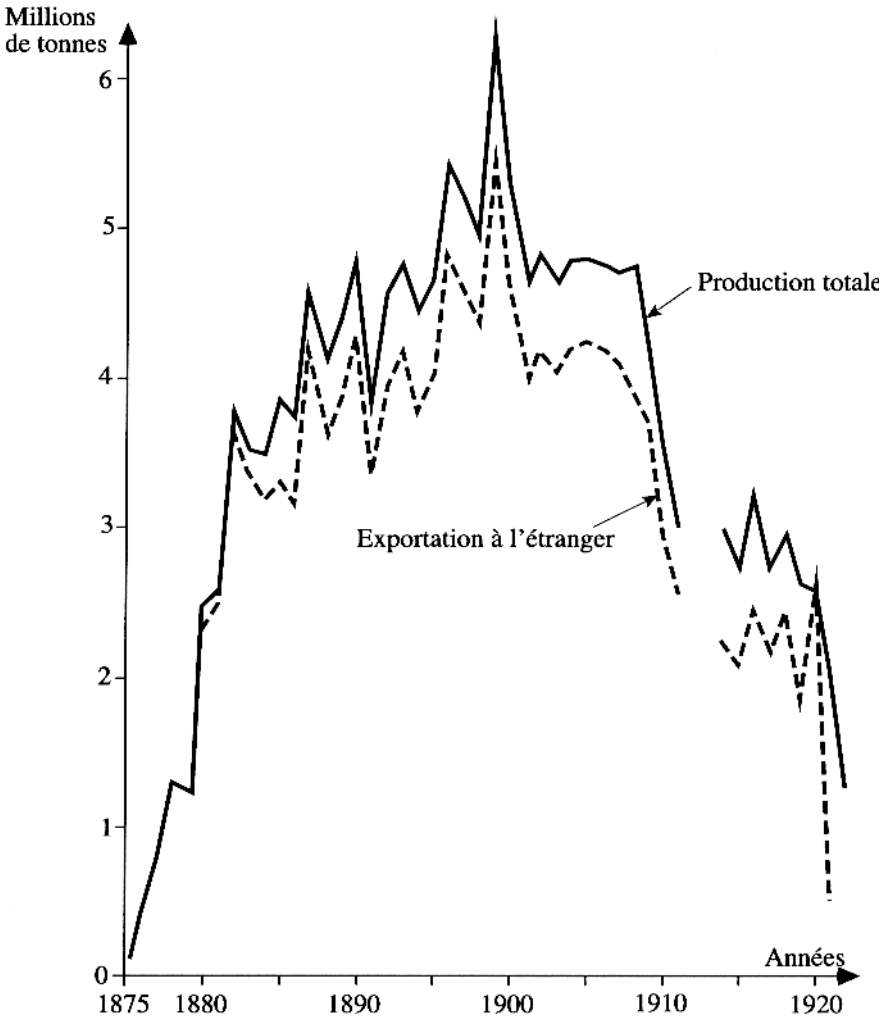
[12] La première est patronnée par les entreprises « Dowlais Iron Co », « Consett Iron Co » (anglaises) et « Fried Krupp » (allemande). La seconde par la « Société de Lemain », la « Société de Montetaire » (françaises) et la « Société Cockerill » (belge) (M. Gonzalez Portilla, *op. cit.*, t. I, p. 41).

[13] M. W. Flinn, « British Steel and Spanish Ore : 1891-1914 » in *Economic History Review*, vol. VIII, n° 1, 1955-56, p. 87 (cité par J. P. Fusi, *Politica obrera en el Pais Vasco 1880-1923*, Madrid, 1975, Ed. Turner, p. 18).

[14] Production du minerai de fer biscaïen jusqu'en 1880 (graphique établi après recoupement des chiffres fournis par Ramon Adan de Yarza, *Descripcion fisica y geologica de la provincia de Viscaya*, Madrid, Ed. M. Tello,1892, p. 165, par Juan Jose Solazabal, *El primer nacionalismo vasco, op. cit.*, p. 87 et par Juan Pablo Fusi, *Politica obrera en el Pais Vasco 1880-1923*, *op. cit.*, pp. 17-18) :



endommagée par la guerre, est réparée et les investissements reprennent aussitôt. La production passe de 400 000 tonnes en 1876 à 1 303 300 en 1878. Elle atteint 4 795 876 tonnes en 1890 et connaît son apogée en 1899 avec 6 004 364 tonnes. *Entre 1878 et 1900, 89,3 % de cette production est exportée*. Le principal client est l'Angleterre qui absorbe environ 70 % de l'exportation, soit 63 % de la production[15]. Les autres acheteurs sont l'Allemagne et la Hollande (20 %) puis la France, la Belgique et l'Italie (10 %). [54]



[15] Le minerai biscaïen représente alors entre 65 et 75 % du total des importations en minerai de fer qu'effectue la Grande-Bretagne.

Entre 1876 et 1900, les bénéfices obtenus grâce à l'exportation du minerai atteignent, selon les calculs de M. Gonzalez Portilla, le chiffre de 560 millions de pesetas, dont environ 53,2 % vont directement dans les mains de la bourgeoisie biscaïenne et 46,6 % aux compagnies étrangères. À ces bénéfices, il faut ajouter ceux que la participation basque dans les capitaux des sociétés étrangères rapporte à leurs actionnaires[16]. [55]

En résumé, les bénéfices obtenus par la bourgeoisie biscaïenne grâce à l'exportation du minerai de fer se situeraient (pour la période 1876-1900) aux alentours de 335 millions de pesetas[17], soit environ 60 % des bénéfices totaux[18].

2- Investissement

Le fait que de somptueux palaces soient alors construits dans l'*Ensache* de Bilbao ou à Neguri[19] et que de dispendieuses réceptions s'y succèdent ne doit pas nous conduire à penser que s'épuisent ainsi les fantastiques bénéfices ci-dessus évoqués. Ceux-ci seront en fait bien moins destinés à la consommation et à des dépenses ostentatoires qu'à ce qui était entre-temps devenu le grand projet de cette nouvelle bourgeoisie : *l'industrialisation de la Biscaye*.

Deux facteurs, évoqués dans le paragraphe précédent (« les germes de la société industrielle »), vont prendre ici toute leur importance. D'abord, l'existence d'une culture industrielle en Pays Basque. Bien que modestes, des industries existent dès la fin de la première Guerre Carliste en Biscaye et Guipúzcoa. Leurs propriétaires extraient leurs bénéfices non pas d'une rente ou d'une spéculation marchande, mais de l'exploitation rationnelle de la force de travail, source de plus-value. Les excellents résultats

---

[16] Comme par exemple les 25 % que détient la famille Ybarra dans les sociétés « Orconera » et « Franco-Belge ».

[17] M. Gonzalez Portilla, *Los origenes…*, *op. cit.*, p. 87.

[18] Pour la période 1901-1913, ce chiffre atteindra 65 % et le capital ainsi amassé par la bourgeoisie biscaïenne 317 millions de pesetas. De plus, à partir de 1890, ces bénéfices seront multipliés par la constante dévaluation de la peseta par rapport à la livre sterling (entre 15 et 57 % pour la période 1892-1905). La cote du minerai était en effet fixée en livres, alors que les principaux coûts (en particulier les salaires) l'étaient en pesetas. Mécanisme se soldant par des « sur-bénéfices » constants pour la bourgeoisie biscaïenne (ceux-ci ne descendront jamais au-dessous de 30 % pour la période 1897-1905).

[19] Lieux de résidence de l'oligarchie biscaïenne à Bilbao (nouvelle ville) et à 8 km de celle-ci, sur la rive droite du Nervion.

qu'atteindront ces premiers industriels vont rapidement amener les nouveaux « millionnaires des mines » à adopter ce modèle d'investissement.

Ensuite, les compagnies étrangères (et avant tout les anglaises) n'apportent pas seulement des capitaux (sous forme d'infrastructure) pour exploiter les mines mais peut-être surtout une façon de concevoir la division [56] et l'organisation du travail motivée par les impératifs d'une efficacité supérieure et d'une meilleure rentabilité. Les mines cessent alors de représenter, pour leurs propriétaires, de simples sources de rente pour devenir, en quelque sorte, de véritables « laboratoires à ciel ouvert », lieux d'apprentissage de méthodes qui devaient constituer à la fois le suc de la productivité et de l'exploitation de l'homme par l'homme[20].

Envoyant leurs fils faire leurs études d'ingénieurs ou de gestion en Angleterre, les nouveaux millionnaires, désormais animés par une véritable éthique industrielle, investiront alors massivement dans ce qui deviendra en quelques années une sidérurgie moderne, véritable locomotive de l'industrialisation du Pays Basque[21]. En 1880 est inaugurée la fabrique « San Francisco de Mudela » qui, un an après, produit déjà 35 974 tonnes de fonte (600 ouvriers en 1901). Deux ans plus tard (1882), la famille Ybarra (toujours elle) impulse la création de la société « Altos Hornos de Hierro y Aciero de Bilbao » avec un capital de 12 500 000 pts et le « désir de créer dans cette région, qui a déjà donné tant de preuves de son amour pour l'industrie, un établissement à la hauteur des premiers en Europe »[22]. La même année, et avec le même capital (12 500 000 pts), est constituée la société « La Viscaya » dont la production atteindra 110 000 tonnes en 1891 (2400 ouvriers en 1891 et 2700 en 1901). Ces entreprises dominent alors le secteur métallurgique par la modernité de leurs techniques et de leurs organisations. En 1896, elles produisent 77 % de la fonte espagnole. « Altos Hornos de Bilbao » fabrique en exclusivité l'acier Bessemer et assure la totalité de la production des rails de l'Etat

---

[20] Malgré la multiplication du nombre de mineurs par plus de dix (de 1 150 en 1868 à 13 150 en 1901) et l'épuisement progressif des veines les plus riches et faciles d'accès, la production annuelle du mineur biscaïen passe, pour la même période, de 134 à 601 tonnes.

[21] 76 % du capital réel investi en Biscaye entre 1876 et 1900 provient des bénéfices miniers (Gonzalez Portilla, *Los origenes…*, *op. cit.*, t. I, p. 29).

[22] *Memoria de Altos Hornos y Fabricas de Hierro y Acero de Bilbao, 1882*, Bilbao, 1899, p. 6 (cité par Gonzalez Portilla, *Los origenes…*, *op. cit.*, t. I, p. 115). A cette fin, les meilleurs ingénieurs et organisateurs européens sont requis pour sa construction et mise en marche. La Société employait 1 850 ouvriers en 1891 et 2 850 en 1901.

espagnol, tandis que « La Viscaya » et « San Francisco se Mudela » fournissent 71 % des fers et aciers élaborés[23]. Autour de ce pôle, toute une industrie de transformation va être mise sur pied. [57] En 1901, il existe en Biscaye 27 grandes entreprises sidéro-métallurgiques et navales, 67 usines et ateliers de fonderie, de construction et de réparation de bateaux, d'armes, etc.[24]

Malgré les énormes coûts en investissement que cette brusque industrialisation suscite[25], l'ensemble des capitaux ne s'y épuise pas. Sous les conseils de leurs amis anglais, les industriels basques transforment alors leur surplus en *capitaux financiers* : c'est la création de la banque basque qui allait dès lors dominer le secteur bancaire espagnol. Jusqu'en 1890, il n'existait que le « Banco de Bilbao », fondé en 1857 et directement lié aux premiers industriels (les Ybarra, Epalza, etc.), mais en 1891 est crée le « Banco de Commercio » (qui, en cinq ans, quadruple son actif), puis les banques de « Viscaya », « Hispano-americano », « Central » et « Urquijo ». En 1919, « l'hégémonie des Basques sur le capital financier péninsulaire est écrasante : des six grandes banques de l'État espagnol (Bilbao, Viscaya, Hispano-americano, Urquijo, Central et Español de Credito), seule cette dernière n'est pas liée, directement ou indirectement, au capitalisme basque »[26]. En 1922, les réserves de la banque basque représentent 50,7 % de celles de l'ensemble des banques espagnoles[27].

De multiples petits capitaux commerciaux vont alors être associés à des emprunts accordés par ces grandes banques pour être investis dans ce que nous pourrions appeler la seconde vague d'industrialisation en Pays Basque. C'est en effet une véritable fièvre industrielle qui, entre temps, a embrasé la bourgeoisie basque.

---

[23] Gonzalez Portilla, *Los origenes…*, *op. cit.*, t. I, p. 149.

[24] Parmi celles-ci, on peut citer : la « Basconia S. A. » (sidérurgie fine, 300 ouvriers), la « Chavarri Petrement y Cia » (construction métallique, 500 ouvriers), « Euskalduna » (chantiers navals, 400 ouvriers), « Talleres de Zorroza » (construction métallique, 270 ouvriers), « Echeverria » (fabrique de clous, 230 ouvriers), « Iberia S. A. » (sidérurgie fine, 410 ouvriers), « Aurrera S. A. » (fabrique de tubes, 110 ouvriers), « Aberly y Cia » (sidérurgie, 200 ouvriers), « La Camera S. A. » (fabrique d'armes, 225 ouvriers), etc. (les nombres d'ouvriers correspondent à l'année1901).

[25] Proportionnellement à la composition organique du capital industriel catalan, la part déboursée par les industriels basques en capital constant est bien plus importante que celle destinée au capital variable. Le textile, base de l'industrie catalane nécessita finalement peu d'investissement en regard des énormes sommes absorbées par la sidérurgie lourde biscaïenne. Sans l'investissement des bénéfices miniers, le Pays Basque n'aurait jamais atteint une telle puissance industrielle.

[26] Ortzi, *Historia...*, *op. cit.*, p. 145.

Émerveillée par la façon inédite de dégager des profits [58] grâce à l'organisation et à l'exploitation rationnelle du travail, celle-ci va massivement investir dans de petites industries. Ce mouvement est particulièrement repérable en Guipúzcoa en début de ce siècle, et rend bien compte du modèle d'industrialisation de cette province. Contrairement à la Biscaye, c'est moins la main-d'œuvre qui se déplace vers le capital que l'inverse. Celui-ci se fixe sous la forme de petites unités de production là où les concentrations de populations sont les plus importantes, c'est-à-dire dans les gros villages, remontant peu à peu les vallées. La plupart du temps de faible taille, n'employant qu'exceptionnellement plus de 100 ouvriers, ces fabriques ou ateliers sont surtout consacrés à la production de biens de consommation à partir des lingots d'acier fournis par la sidérurgie lourde de Bilbao. En 1924, le Guipúzcoa comptait 140 usines sidéro-métallurgiques employant en moyenne 41 ouvriers[28]. Cependant, d'autres secteurs se développent aussi : le papier (2465 ouvriers en 1915, 60 % de la production espagnole en 1922), le textile, le mobilier et surtout l'armement[29].

3- Repères démographiques

La brusque industrialisation de la Biscaye va se traduire, au niveau démographique, par un accroissement sans précédent de la population : en moins de cinquante ans, celle-ci passe du simple au double[30]. Les plus fortes augmentations affectent évidemment les zones minières et industrielles, transformant en quelques années seulement de paisibles petits villages ruraux de la *margen izquierda* (rive gauche du

---

[27] Gonzalez Portilla, *Los origenes..., op. cit.*, t. II, p. 129.

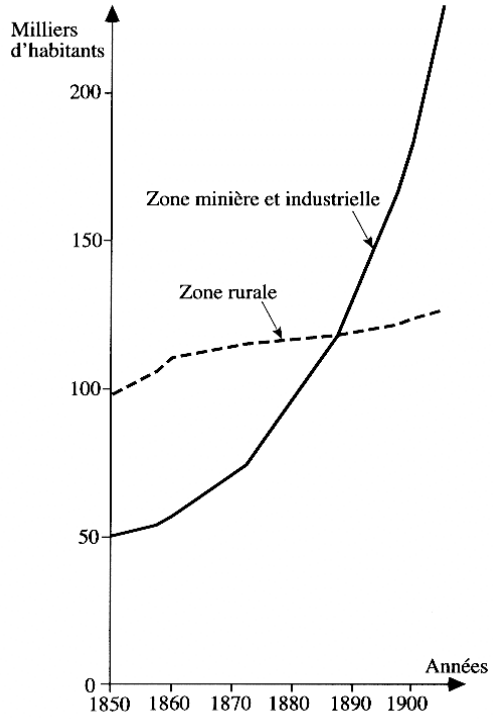
[28] Beltza, *El nacionalismo vasco de 1876 a 1936*, Hendaye, 1974, Ed. Mugalde, p. 105.

[29] Activité traditionnelle à Eibar, ce secteur expérimente une croissance rapide à partir de 1900. Le nombre de fabriques passe de 5 en 1895 à 105 en 1930. Hormis les cinq plus importantes (entre 100 et 400 ouvriers), elles n'emploient en moyenne qu'un nombre restreint d'ouvriers (entre 25 et 30).

[30] De toutes les provinces de l'Etat espagnol, la Biscaye devient ainsi la province la plus dense en population. Elle est aussi celle qui subit la plus forte hausse de population durant le dernier quart du XIXe siècle : 47,76 % alors que cette hausse n'est que de 24,22 % pour Barcelone, 20,97 % pour Madrid, 19,93 % pour Huelva et 19,70 % pour Tolède.

Nervion, fleuve traversant Bilbao) en conglomérats urbains bâtis à la hâte, où s'entassent dans la noirceur et l'âpreté des hauts-fourneaux, les nouveaux forçats de l'industrie. [59] Par exemple, entre 1857 et 1900, les populations de Gallarta et San Salvador Del Valle (zone minière) passent respectivement de 1 172 à 8 853 et de 722 à 6 748 habitants. Celles de Sestao, Barracaldo et Errandio (zone industrielle) de 304 à 10 833, de 2 695 à 15 013 et de 1 628 à 6 385. Et la capitale Bilbao de 17 923 à 83 306...

Évolution de la population biscaïenne (1850-1900)



(graphique établi d'après les chiffres fournis par J.J. Solazabal, *op. cit.*, pp.48-49).

Ces fantastiques augmentations ne sont bien sûr pas imputables aux seuls excédents de la population biscaïenne, ni même à une redistribution géographique de celle-ci. Elles sont pour l'essentiel dues à l'arrivée massive d'immigrés, provenant d'autres provinces espagnoles et attirés par l'industrialisation[31]. Dans la zone industrielle, le pourcentage de ces immigrés ne cesse d'augmenter : 23,71 en 1877,

[31] Pour cette période, ceux-ci proviennent essentiellement des provinces limitrophes : Alava, Santander, Navarre, Logroño, Burgos et Asturies.

33,62 en 1807 et 39,70 en 1900 et dépasse même 50 dans certains cas. Nous verrons plus loin combien ce phénomène jouera un rôle clef dans la formulation du premier nationalisme basque.

Bien qu'importante, l'augmentation de la population du Guipúzcoa reste faible en regard de celle de la Biscaye. Elle ne deviendra réellement notable qu'à partir de la « seconde vague d'industrialisation », autrement dit du début du siècle. Quant aux deux provinces intérieures, demeurées à l'écart de la révolution industrielle, leur population

	Biscaye		Guipuzcoa		Alava		Navarre		Total
années	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.
1857	160 579	73	156 494	83	96 398	31	297 422	28	710 893
1860	168 205	76	162 547	84	97 934	32	299 654	29	728 340
1877	189 954	86	167 207	85	93 538	30	304 184	29	754 883
1887	235 659	107	181 845	96	92 915	30	304 122	29	814 541
1897	290 665	130	191 822	99	94 622	31	302 978	29	880 087
1900	311 361	141	195 850	103	96 385	31	307 669	29	911 265
1910	349 923	159	226 684	120	97 181	32	312 235	30	986 023
1920	409 550	184	258 557	129	98 668	32	329 875	32	1 096 650
1930	485 205	218	302 329	151	104 176	34	345 883	33	1 237 593

stagne.

[61]

III- La polymorphie du developpement capitaliste en Pays Basque. Ses consequences politiques et sociales

Synthétiquement, l'agencement de trois grandes séquences définit le mode de développement au terme duquel la collectivité basque va se retrouver, au début du XXe siècle, majoritairement structurée autour du type sociétal industriel. A l'origine, la transformation de capitaux commerciaux en capitaux industriels, se traduisant par l'apparition des premières fabriques où l'organisation et la direction du travail sont désormais motivées par la soif de profit et la visée de progrès de leurs propriétaires. Mouvement marquant l'avènement de la société industrielle en Pays Basque. Puis, l'énorme et soudaine accumulation, par une poignée de propriétaires, de bénéfices obtenus grâce à l'exportation massive du minerai de fer biscaïen. Bénéfices quasi simultanément investis dans l'implantation d'une métallurgie lourde bouleversant les paysages économiques et sociaux de la Biscaye. Enfin, à l'ombre de cette métallurgie

lourde, le rapide développement d'une métallurgie de transformation et la multiplication de petits ateliers dont les produits seront, la plupart du temps, destinés à la consommation locale.

De ces trois séquences (1 = apparition de l'esprit industriel, 2 = implantation d'une métallurgie lourde, 3 = développement d'une petite et moyenne métallurgie de transformation), c'est incontestablement la seconde qui constitue le cœur du développement industriel basque. D'abord, parce que, en impulsant 2, les précurseurs de 1 s'y dissolvent (exemple type : la famille Ybarra). Ensuite parce que 3 dérive toujours de 2 : soit parce que la production de ses fabriques dépend des matières premières fournies par les usines issues de 2 (métallurgie intégrale), soit parce que les capitaux ayant permis l'amorce de 3 sont constitués grâce à des prêts financiers issus de 2, dans tous les cas parce que l'esprit d'initiative industrielle des promoteurs de 3 est directement ou indirectement lié à la « fièvre industrielle » répandue par 2. Enfin, ce sont les magnats de 2 qui conduiront le changement en intégrant ces séquences en un même mode de développement.

Ce *mode de développement* doit être qualifié de *capitaliste*, car ce sont bien des capitalistes (c'est-à-dire des détenteurs de capitaux) autochtones qui l'ont dirigé. Ce développement n'est ni le produit des Anglais, ni davantage l'œuvre de l'État espagnol. Les premiers ont simplement permis une accumulation primitive et inspiré, par leurs méthodes et techniques, les principaux bénéficiaires de cette accumulation. Quant au second, qui demeurait la chasse gardée de classes dont tant l'origine, les intérêts, que la manière de concevoir le monde restaient liés à un type de société pré-industrielle, on voit mal comment il aurait pu impulser ce changement[32]. [62] *Bien qu'indéniablement provoqué par des stimulations externes, le développement industriel en Pays Basque fut*

[32] L'Espagne est alors un pays éminemment agricole. Entre 1840 et 1870, les centres manufacturiers d'Andalousie chutent les uns après les autres, réduisant cette région à devenir la chasse gardée des propriétaires latifundiaires. Entre 1870 et 1900, c'est au tour de la Castille et du Léon de connaître une des plus sombres pages de leur histoire économique. La seule classe susceptible d'impulser un mouvement d'industrialisation du pays, la bourgeoisie industrielle catalane se heurtera (au cours de sa seule tentative réelle pour prendre le pouvoir et transformer la société espagnole - « la gloriosa » 1868 -) aux pesanteurs et à la puissance de l'oligarchie agraire et de l'armée. Plus tard, consciente de sa faiblesse au niveau national et apeurée par les premières révoltes ouvrières et les échos qu'y rencontrent la première Internationale, elle renoncera à impulser une véritable révolution bourgeoise pour s'allier, à la restauration (1874), avec l'oligarchie terrienne et instaurer le *turno politico*.

avant tout l'œuvre des capitalistes basques eux-mêmes. C'est en tout cas eux et eux seuls qui le dirigeront.

Il s'ensuit que la bourgeoisie industrielle basque doit, durant toute cette période, être appréhendée sous deux angles : en tant qu'*élite dirigeante* réglant les modalités du développement, et en tant que *classe dirigeante* du système social d'arrivée (société industrielle)[33]. Mais, si toute la bourgeoisie industrielle basque, actrice des trois séquences évoquées ci-dessus, constitue bien la *classe dirigeante* de la société industrielle basque, seule une minorité de celle-ci peut être qualifiée d'*élite dirigeante*. *La direction du changement* [63] *va en effet être monopolisée par un nombre restreint d'acteurs* : une partie de la haute bourgeoisie issue de 2 et formée par le groupe très homogène de quelques familles dont les noms, Chavarri, Ybarra, Echeverria, Urquijo, etc., reviennent régulièrement dans les conseils d'administration des principales sociétés industrielles et des banques. Cette élite sera ici nommée *oligarchie industrielle* dans la mesure ou elle fera tout, tant pour asseoir sa suprématie et son hégémonie sur l'ensemble des autres secteurs de la population, que pour modeler la structure sociale et économique du pays suivant ses intérêts et ses visées.

1- L'oligarchie industrielle

La paternité du bouleversement industriel du Pays Basque lui revient sans conteste[34]. Nous voudrions simplement indiquer ici combien la forme du développement qu'elle va impulser la conduira à prendre des positions politiques réactionnaires,

---

[33] Distinction renvoyant analytiquement à deux lectures :
- une lecture synchronique faisant apparaître, à travers l'étude des principaux mouvements sociaux (mouvement ouvrier/patronat), l'opposition dialectique des forces sociales face à l'enjeu de toute société industrielle : la maîtrise, l'organisation et la direction du travail.
- une lecture diachronique s'attachant, elle, à montrer, à travers l'étude des principales luttes opposant élite du changement et masses exclues du contrôle des transformations les affectant, les formes concrètes du développement.

[34] A la mort d'un des plus grands oligarques industriels, Victor Chavarri, les socialistes eux-mêmes écrivaient (dans *La lucha de clases* du 7 avril 1900, n° 287) : « Ce fut un génie, un véritable génie industriel (…). Avec deux douzaines d'hommes comme lui (…) l'Espagne aurait facilement été sortie du retard industriel dans lequel elle se trouve ; la production nationale aurait reçu un grand élan et, dans toutes les sphères de l'activité sociale, on noterait les signes de la vie moderne. » Mais, plus loin : « La Biscaye en était venue à être son fief. Députations et mairies étaient dans leur quasi-totalité à ses ordres. Ce fut un véritable tyran, un exploiteur forcené (…). De Chavarri, nous pourrions dire (…) : homme nous te détestions, industriel nous t'admirions. » (cité par Javier Corcuera, *Origenes, ideologia y organizacion del nacionalismo vasco 1876-1904*, Madrid, 1979, Ed. Siglo XXI, p. 251).

révélera son nationalisme espagnol et exacerbera son anti-régionalisme basque. Une brève analyse de sa politique industrielle nous aidera à cerner ces positions.

Il ne s'agit pas cependant de procéder à une lecture économiste de la réalité, comme si un seul de ses secteurs, l'économique, déterminait les autres, et en particulier quelque chose d'aussi subjectif que le nationalisme. De fait, l'identification culturelle et affective de ces oligarques à l'Espagne existait déjà bien avant l'industrialisation du pays. Dans leur quasi-totalité, ceux-ci sont en effet issus de la classe des gros commerçants de Bilbao dont nous avons déjà souligné les tendances unionistes et les affinités culturelles avec la Castille. Les investissements massifs qu'ils réalisent au début de la décennie 80 dans la métallurgie lourde sont faits dans l'optique de fournir leur traditionnel marché : le Royaume d'Espagne entendu comme entité unie et l'étranger. *A aucun moment, au cours de la planification de ces investissements, il n'est question de se limiter au Pays Basque*. [64] Non pas, comme s'accorde à le souligner la plupart des analystes de l'économie basque, parce que l'énormité des investissements et de la production appelait un vaste marché que le Pays Basque était loin d'offrir, *mais parce que l'optique primitive d'un vaste marché avait entraîné d'énormes investissements*.

Jusqu'à la fin de la décennie 80, près de la moitié de la production de la sidérurgie biscaïenne est destinée à l'étranger (en 1880, 63 % de la production de lingots de fer est exportée)[35]. Logiquement, l'oligarchie demeure libérale et libre-échangiste tout en essayant de susciter l'augmentation de la demande intérieure.

Deux facteurs vont, au début des années 90, faire dévier cette politique économique, la faisant passer d'un libre-échangisme prôné à un protectionnisme et un nationalisme économique exacerbés. Le premier a trait à la crise internationale (90/92) qui se solde, pour le secteur concerné, par une chute d'environ 25 % du prix du lingot d'hématite. Le second dérive de la découverte de nouveaux procédés (Thomas et Martin-Siemens) permettant de produire de l'acier par voie directe quel que soit le type de minerai utilisé : la dépendance de l'industrie sidérurgique internationale envers les hématites, source de la richesse biscaïenne, est rompue. L'exportation de lingots de fer produits par la sidérurgie basque chute alors de 371 382 tonnes pour le quinquennat

[35] Le tonnage des exportations passe de 3 511 en 1880 à 115 359 en 1887.

1885/1890 à 214 165 pour 1891/95 et 174 467 pour 1896/1900[36]. Le manque à gagner pour les maîtres de forges biscaïens est énorme.

S'ils veulent rentabiliser leurs investissements, une seule issue s'ouvre à eux : la protection et la pénétration du marché espagnol. « Pour que l'industrie sidérurgique puisse se développer convenablement, l'obtention du marché national lui est indispensable (…). Une solution urgente à la situation aujourd'hui tellement précaire de cette industrie doit être apportée sans perdre un instant en prenant bien en compte que le marché national lui est indispensablement nécessaire. Car si elle continue d'en être privée comme actuellement, les conditions de production seront telles qu'elles conduiront fatalement à sa ruine complète. »[37] En effet, le marché espagnol demeurait alors largement ouvert aux produits étrangers[38]. [65]

Pour lutter contre cet état de fait, l'oligarchie industrielle basque va tout tenter pour faire adopter par l'État une politique protectionniste[39]. En particulier, elle ne va pas hésiter longtemps à renier son libéralisme pourtant traditionnel pour, à l'instar de son chef de file Victor Chavarri, passer brusquement en bloc au parti conservateur, celui-ci s'étant fait le chantre du protectionnisme[40]. C'en est alors définitivement fini des potentialités que pouvait représenter cette classe sociale pour impulser une révolution bourgeoise et démocratique en Espagne. Au contraire, elle va désormais appuyer un État profondément conservateur, faisant en cela alliance avec l'aristocratie terrienne

---

[36] Gonzalez Portilla, *Los origenes..., op. cit.*, t. I, p. 144.

[37] Exposition faite par les sidérurgistes basques au Congrès des députés le 21 novembre 1894 (cité par Javier de Ybarra y Berge, *Politica nacional en Vizcaya*, Madrid, 1948, Instituto de Estudios politicos).

[38] Ainsi, la quasi-totalité du matériel ferroviaire roulant était-elle, jusqu'à cette date, achetée à l'étranger.

[39] A la suite d'un meeting (où une immense inscription « L'Espagne pour les Espagnols » préside l'assistance) tenu en décembre 1893, les principaux industriels fondent la « Liga Vizcaïna de Productores » qui se révélera bientôt être le principal lobby économique en Espagne.

[40] Le fils de l'un de ceux-ci, Javier de Ybarra y Berge (qui, significativement dédicace son livre à son père « qui symbolisa ceux qui créèrent l'industrie biscaïenne et ceux qui défendirent l'unité nationale espagnole »), explique ainsi ce passage : « Par le hasard du destin, le Parti libéral, tant enraciné à Bilbao où on le considérait comme le symbole de l'esprit qui anima les défenseurs del Sitio contre les carlistes (…) cessa de s'intéresser à cette production (industrie biscaïenne). Par contre, Canovas Del Castillo se fit le défenseur de la politique nationale dans la question des traités de commerce et dans la bataille protectionniste. Pour ce motif, les portes biscaïennes, autrefois hermétiquement fermées au Parti conservateur, s'ouvrirent une à une, la préférence de la Biscaye délaissant ainsi le libéralisme pour le conservatisme. » (En filigrane : c'était bien l'oligarchie qui en détenait les clefs…) in *Politica nacional… op. cit.*, pp. 181-182.

espagnole[41]. Décalquant les pratiques politiques de leurs nouveaux alliés, les magnats de l'industrie et de la finance basque vont se muer localement en de véritables *caciques*. N'hésitant pas à employer ouvertement des méthodes scandaleuses (chantages, intimidations, achats de vote, trucage des listes électorales), ils vont accaparer la quasi-totalité des postes exécutifs à pourvoir, pervertissant ainsi les systèmes électoraux de médiation politique péniblement institués quelques années auparavant. [66]

Désormais à l'abri de la concurrence étrangère[42], les maîtres de forges basques vont bien se garder, au moment de se partager le marché espagnol, d'entreprendre une compétition entre eux. Ils vont au contraire procéder à la cartellisation totale du secteur, créant à cette fin (en février 1897) le Syndicat Sidérurgique regroupant les douze principales usines sidérurgiques produisant, à elles seules, 99% de l'acier et du fer espagnol[43].

À partir de cette date, la poignée de familles qui contrôle et domine tant l'industrie lourde et la finance que la politique locale, mérite sans restriction aucune la dénomination d'*oligarchie*. Elle délaisse peu à peu le caractère offensif dont elle avait

---

[41] Cette alliance de classes (appartenant à des systèmes sociétaux distincts mais cherchant toutes deux la protection d'un Etat suffisamment fort pour consolider leur domination mise en question par des mouvements sociaux (révoltes paysannes en Andalousie et premières grèves générales en Biscaye (1890 et 1892) n'est pas seulement politique mais aussi matrimoniale : paquets d'actions s'échangeant allègrement contre particules nobiliaires...

[42] Par exemple : au télégramme adressé par la Ligue Biscaïenne des Producteurs (2/8/96) au Président du conseil des ministres Canovas : « Nous considérons que si les chemins de fer nécessitaient l'aide de l'Etat, la situation précaire de l'industrie sidérurgique exige de façon encore plus évidente une protection résolue de l'Etat qui puisse favoriser ce qui constitue le nerf des nations modernes et le fondement de leur puissance, ceci étant à l'heure actuelle une question de patriotisme », le Gouvernement conservateur répond par la loi protectionniste du 7/8/96 sur tout le matériel ferroviaire, offrant ainsi l'ensemble de ce marché aux sidérurgistes basques (texte du télégramme cité par Ybarra y Berge, *Politica nacional… op. cit.*, p. 188). Quelques années plus tard, ceux-ci se réjouiront de la façon dont, « grâce à la politique protectionniste, à la dérogation de quelques tarifs concernant les chemins de fer (…), l'Espagne a extraordinairement prospéré. » (message adressé par la Ligue biscaïenne des Producteurs au Congrès le 5/1/1902 et rédigé par Pablo de Alzola y Minondo (principal idéologue de l'oligarchie industrielle et financière basque) (*Colleccion de discursos y articulos*, Bilbao, 1903, imp. de la Casa de Misericordia).

[43] Suite à la constitution de ce cartel, et sans qu'aucune contestation (essentiellement celle de la moyenne et petite bourgeoisie industrielle basque) puisse réellement se faire entendre, le prix du lingot de fer passe en l'espace d'un mois (entre janvier et février 97) de 72 à 97 pesetas... Devant les succès d'une telle politique monopoliste, les principales usines sidérurgiques fusionnent en 1901 pour constituer la Société « Altos Hornos de Vizcaya », avec un capital nominal de 32 750 000 pesetas. Au début du siècle, elle produit 67 % de la production espagnole de lingot de fer, 99 % de celle d'acier Bessemer, 64 % de celle d'acier Siemens et 67 % de celle d'acier laminé (Gonzalez Portilla, *Los origenes..., op. cit.*, t. 2, p. 42). Entre 1902 et 1914, les bénéfices de la Société « Altos Hornos de Vizcaya » représentent 80 % de ceux réalisés dans l'ensemble du secteur, la désignant ainsi comme l'entreprise industrielle la plus rentable (et de loin) de l'Etat espagnol.

fait preuve quelques années auparavant pour s'enfermer dans une position surtout défensive, cherchant à préserver ses fantastiques prérogatives à l'ombre d'un Etat fort face aux luttes sociales que le type même de développement qu'elle dirige [67] ne cesse d'engendrer. Identifiant clairement son avenir avec celui du marché espagnol, de plus en plus étroitement liée à l'État (protectionnisme, achats de l'administration, des armées, répression des mouvements sociaux, etc.[44]), elle en viendra rapidement à assimiler les progrès de son industrie et de ses finances à du patriotisme et s'opposera à tout projet d'autodétermination des provinces basques. Devant les dangers que représenteront pour ses intérêts tant le mouvement ouvrier que le nationalisme basque, elle applaudira l'arrivée au pouvoir de Primo de Ribera pour, quelques années plus tard, financer, appuyer et participer très directement au régime franquiste sous lequel elle connaîtra son âge d'or.

Dans sa préface au livre *Politica nacional en Vizcaya* de Javier de Ybarra, Rafael Sanchez Mazas, un des principaux idéologues de cette oligarchie, décrit de façon on ne peut plus explicite les résultats de ce qu'il nomme lui-même « la politique des familles » : « Elle permit d'abord de sauver l'unité même de l'Espagne, d'éviter que Bilbao et la Biscaye ne deviennent la tête d'un séparatisme qui s'étendrait aux trois provinces et à la Navarre (…), ensuite, elle permit de vivifier extraordinairement (…) l'économie nationale en réussissant à lier par de vastes et fortes attaches (…) l'économie biscaïenne à l'économie générale espagnole, créant ainsi l'obstacle décisif des intérêts à toute manœuvre séparatiste, enfin, elle créa par la lutte qu'elle mena contre les séparatistes et les rouges (…) une école aguerrie de patriotisme. »[45]

2- La bourgeoisie autonomiste

Nous avons évoqué comment, à la suite du boom industriel de la Ria de Bilbao, s'était formée une seconde vague d'industrialisation. Contrairement aux grandes entreprises extractrices et métallurgiques détenues par l'oligarchie, il s'agit, dans la presque totalité des cas, de petites et moyennes entreprises n'employant qu'exceptionnellement plus de cent ouvriers. Le capital de départ est toujours faible et

---

[44] Sur tous ces points, voir les éloquentes compilations des lettres envoyées par la Chambre de commerce et d'industrie de Bilbao au Gouvernement central dans ses *Mémorias* annuelles.

[45] P. 7 de la préface du livre cité.

provient, soit d'emprunts contractés auprès des banques appartenant à l'oligarchie, soit du réinvestissement de capitaux commerciaux [68] ou coloniaux, soit encore de la simple transformation de petites entreprises artisanales en ateliers industriels. Le savoir-faire et l'initiative technique sont bien souvent à l'origine de leur création. Il n'est pas rare de voir, en pleine expansion industrielle, deux ou trois artisans ou même ouvriers s'associer pour promouvoir de petites unités de production. Contrairement aux grandes entreprises de Bilbao, celles-ci sont disséminées sur tout le territoire, particulièrement en Guipúzcoa. Leur main-d'œuvre est autochtone. Pour une large part, celle-ci demeure liée à l'*etxe* : on continue à y dormir, à y manger et à participer aux travaux agricoles. Le salaire que les cadets rapportent ainsi remplace, d'une certaine façon, les avantages que procurait la jouissance des communaux. La petite entreprise industrielle n'est pas vécue ici comme une intrusion menaçante. Au contraire, au terme d'une longue période de déstabilisation, de crise, de désarroi et d'exil, celle-ci apparaît comme un moyen inédit d'enrayer le déclin de régions entières (les vallées). Les premiers à être engagés sont les membres de la famille élargie, puis les habitants du village. Tout le monde se connaît. Le patron est avant tout celui qui permet d'avoir un poste de travail. La plupart du temps il sait et parle le basque, demeure attaché à la culture traditionnelle et participe aux principales activités du village (messe, parties de pelote, fêtes, etc.)

Dans ces conditions, et en l'absence d'une tradition de lutte ouvrière et d'une conscience de classe, les conflits sociaux au sein de ces entreprises sont quasi inexistants. Par contre, une même velléité anti-oligarchique et anti-socialiste, cimentée par une même sensibilité culturelle basque semble unir patrons et ouvriers[46].

La généalogie de cette petite et moyenne bourgeoisie industrielle rend bien compte de ses principales dimensions : à la fois dynamique et entreprenante, et liée à la culture et aux traditions basques. [69] Il ne nous semble pas hasardeux d'émettre l'hypothèse qu'une grande partie de cette bourgeoisie aurait pu impulser un nationalisme progressiste doublé d'un populisme développementiste. Tant son identification avec le

---

[46] Union répondant à la non moins « anti-naturelle » alliance implicite entre les socialistes du PSOE et les partis monarchiste et de droite au cours des élections entre 1918 et 1923. Inquiétés par le surprenant succès des nationalistes en 1918 (cinq députés sur six en Biscaye, présidence de la Députation, mairie de Bilbao) ils vont en effet se répartir les districts électoraux, les socialistes ne se présentant pas dans ceux où « la Liga » (coalition monarchiste) a des chances de l'emporter et inversement. Comme quoi, la lutte nationalistes/anti-nationalistes semble alors supplanter, au moins électoralement, tout autre type de lutte, même pour le PSOE et pour l'oligarchie.

Pays Basque que son désir de mobiliser et de diriger ses forces vives tout en préservant les principales données culturelles du pays le laissait à penser. Mais ces deux rôles, que l'ensemble des nationalistes aurait, d'une façon ou d'une autre, voulu lui voir jouer, ne seront jamais réellement les siens.

Pour être nationale, une bourgeoisie doit en effet clairement identifier son devenir avec celui d'une communauté géographique et agir en conséquence. Son projet de développement social doit en particulier s'inscrire dans le cadre de l'*indépendance* du pays. Généralement, ce projet s'articule autour de trois grandes tâches : l'intégration d'un espace économique national, l'obtention ou la consolidation d'institutions politiques propres visant à faire reconnaître et respecter la souveraineté de la nation, et le développement de la culture nationale. La petite et moyenne bourgeoisie basque, la seule qui soit potentiellement nationale, se révélera incapable de réellement assumer ces tâches.

Économiquement, elle demeure, dans sa majorité, *dépendante* de l'oligarchie (voir plus haut). Elle ne dispose donc ni du pouvoir, ni de la latitude économique nécessaire pour mener à bien la première tâche (intégration d'un espace économique basque). Seule une claire option indépendantiste lui aurait peut-être permis de la remplir. Une lecture purement nationaliste l'aurait en effet conduit à rejeter l'oligarchie comme une classe ennemie de la nation (puisque anti-nationaliste basque et pro-espagnole) et donc de se baser sur le sentiment national du peuple basque pour la déloger de la place dirigeante qu'elle occupait. Mais c'eût été faire alors preuve d'une grande audace politique : à la fois jouer à quitte ou double avec la direction du mouvement national, s'engager dans un bras de fer économique totalement inégal avec l'oligarchie et prendre le risque de voir se transformer un conflit politique avec l'État espagnol en un conflit militaire qui se serait très certainement révélé désastreux pour le pays.

Rien ne portait par ailleurs cette bourgeoisie à une telle audace : ayant toujours fait preuve d'une grande modération politique, *ses intérêts de classe ne l'ont jamais poussée à un combat indépendantiste mais autonomiste*. [70] Ses aspirations visent l'obtention d'une autonomie élargie du Pays Basque au sein d'un État multinational,

fédéral et moderne, et non pas l'indépendance et la rupture totale des liens avec l'Espagne[47].

Enfin, *le contenu et l'orientation du premier nationalisme lui échappent complètement*. Comme on le verra plus loin, celui-ci est produit par des classes moyennes urbaines, xénophobes et effrayées par les effets perturbateurs induits par la brusque industrialisation de la Ria de Bilbao. Entre l'apparition de ce premier nationalisme et le moment où cette bourgeoisie a pu atteindre une substantielle suffisance lui permettant d'élaborer un projet politique propre, il existe un *décalage chronologique* pendant lequel le premier nationalisme n'aura cessé de se développer et d'incarner le fait national basque.

En somme, *cette bourgeoisie est une bourgeoisie qui arrive trop tard pour remplir son rôle d'acteur central d'un développement national*. Économiquement, elle arrive après que l'oligarchie a réalisé la révolution industrielle et reste dépendante de la direction que celle-ci donne au développement du pays. Politiquement, elle arrive trop tard pour diriger une révolution bourgeoise déjà pervertie par l'oligarchie et encore trop tard pour donner un contenu moderne et progressiste a la nation basque dont la « définition » a déjà été dictée par des couches sociales déstabilisées par la révolution industrielle. Culturellement, elle ne peut prendre le risque de s'affronter avec le clergé et les premiers intellectuels nationalistes promoteurs d'une culture basque profondément passéiste et réactionnaire, et elle doit s'épuiser à l'ouvrir aux réalités du moment. C'est en somme une bourgeoisie des Lumières anachronique, incapable et frustrée, parce que venue trop tard, de réaliser la grande tâche qui lui incombait : diriger une révolution bourgeoise et démocratique fondatrice d'une nation basque moderne. Dans ces conditions, il semble qu'il faille moins parler d'une bourgeoisie nationale et indépendantiste que d'une bourgeoisie régionale et autonomiste. [71]

Pas plus qu'elle ne peut être qualifiée de véritablement nationale, cette bourgeoisie ne sera populiste. Bien qu'indéniablement populaire et ne cessant de se

---

[47] Elle suit en cela la bourgeoisie catalane. Tant les relations de plus en plus étroites qu'elle entretient avec la Lliga de Catalunya, l'appui qu'elle apportera à la politique de Francesco Cambo, que la pression qu'elle exercera au sein du PNV pour que celui-ci se présente aux élections aux Cortés de 1918 (jusqu'ici considéré par le PNV comme un « parlement étranger ») montre bien que son projet de départ n'est pas l'indépendance du Pays Basque mais son autonomie. Par la suite, sa politique statutaire (aux côtés de la bourgeoisie catalane) confirmera son rôle de bourgeoisie périphérique (et alternative) espagnole aux dépens de celui de bourgeoisie centraliste basque (pour un aperçu de cette politique et de l'idéologie qui

baser, dans son effort de noyautage du mouvement national, sur le passé pour prédire un avenir meilleur, elle sera en effet très loin de partager l'utopie qui animait par exemple les populistes russes (1860-1880) de passer directement d'une organisation communautaire traditionnelle à une organisation sociale moderne et égalitaire, très loin aussi d'être portée, comme les dirigeants populistes latino-américains, par une vaste mobilisation visant à rejeter hors des frontières les agents perturbateurs de l'harmonie nationale (le « capitalisme international ») pour assurer un développement égalitaire et le progrès de la nation.

Ce qui aurait pu correspondre à l'*obscina* russe (les *anteiglesias*) a depuis longtemps cessé d'être en Pays Basque. Pas de masses encore insérées dans les cadres d'une organisation traditionnelle à « agiter » et à mobiliser vers une société post-capitaliste : la société traditionnelle n'est plus et les masses nationalistes sont avant tout des masses urbaines. Impossible de vouloir leur faire sauter le stade capitaliste : elles y sont déjà. Ce n'est qu'en se prononçant clairement pour l'indépendance et donc en devenant pleinement nationale que cette bourgeoisie aurait pu porter le mouvement national basque vers une forme de populisme : mobiliser la nation contre l'oligarchie désignée à la fois comme étrangère, élite, source de déstabilisation et frein au progrès et promouvoir une politique résolument populaire d'intégration et de développement national. Il lui manquera à la fois l'audace historique nécessaire et l'appareil d'État dont ont pu bénéficier les populismes latino-américains et africains.

Coincée entre une oligarchie dominante, un État centraliste arrogant et un nationalisme basque culturel et réactionnaire (voir plus loin), attaquée par les socialistes (voir plus loin), numériquement et économiquement encore faible et ne disposant d'aucune expérience politique, cette bourgeoisie n'avait guère une grande latitude d'action. Elle optera finalement, au niveau étatique, pour une politique d'alliance avec l'autre bourgeoisie périphérique (la catalane) en vue de préparer un modèle de développement capitaliste « alternatif » à celui [72] de l'oligarchie et de construire un État ibérique fédéral moderne respectueux des droits historiques des nations qu'il renferme et, au niveau local, pour une politique de noyautage du premier nationalisme (PNV) afin de s'assurer l'hégémonie au sein du mouvement national en profitant de sa vaste

---

la sous-tend, cf. infra, chap. VI).

base populaire, ceci dans l'espoir, l'État fédéral institué, de prendre la direction des affaires du pays. [73]

DU NATIONAL

> « Ces façons de prendre les gens à la gorge et de leur dire : Tu parles la même langue que nous donc tu nous appartiens, ces façons-là sont mauvaises. La pauvre humanité, qu'on traite un peu trop comme un troupeau de moutons, finira par s'en lasser. »
>
> Ernest Renan[1]

Qu'est-ce que la nation ?

Si l'on excepte l'approche marxiste qui, en dernière analyse, assimile la nation à « une des multiples facettes de l'idéologie bourgeoise » ou se contente, sans autre procès, de l'intégrer comme épiphénomène dans une stratégie globale[2], la quasi-totalité des réponses s'ordonnent autour d'une vision empirique de l'objet : la nation y figure toujours une collectivité réelle. Soit qu'on la rapporte à la collection des citoyens se reconnaissant dans un État (qui se charge d'en homogénéiser la texture), soit qu'on se réfère à une identité, une essence nationale, basée sur des traits différenciateurs.

Nous voudrions brièvement montrer que ces deux visions se révèlent non pas « fausses » mais incapables d'épuiser la signification du fait national dans sa généralité (§ I). Hypothèse sera faite que celui-ci relève non pas de plusieurs *mais d'un seul*

---

[1] *Discours et conférences*, Paris, 1922, éd.. Calman-Lévy, p. III.

[2] Pour la discussion de cette approche, voir infra, pp. 191-195.

principe dont on s'efforcera d'ébaucher les contours (§ II) et dont l'épure sera précisée à travers l'analyse de l'apparition du nationalisme en Pays Basque (§ III). [74]

I- AVEUGLEMENTS : DEFINITIONS EMPIRIQUES ET POLITICO-INSTITUTIONNELLES DE LA NATION

1- Approche essentialiste

Ici, la nation est considérée comme une communauté de langue, de culture, de race, de territoire, etc. Ce sont des traits empiriques, perçus comme objectivement différenciateurs qui soudent leurs possesseurs en une même *Volksgemeinschaft*, une même « communauté de la nation ».

La tâche de l'analyste, à la recherche d'une définition générale de la nation, consiste alors à tenter d'isoler les divers « ingrédients » entrant dans la composition de chaque nation particulière pour les synthétiser ensuite en une formule générale et « chimiquement pure ». Formule dont devrait en retour dépendre l'ensemble des nations prises séparément.

Mais là commencent les querelles de chapelles : quels traits « objectifs » seront finalement considérés comme pertinents au moment d'établir la vérité sur l'objet étudié ? Quel sera le nombre de critères nécessaires pour en cerner la réalité ? Faut-il s'en tenir à 5, s'arrêter à 7 ou aller jusqu'à 11 ? Faut-il établir une hiérarchie entre eux ? Le repérage des innombrables discordances et valses-hésitations que ces questions suscitent (et dont nous ne ferons pas l'inventaire ici[3]) trahit, d'entrée de jeu, la vanité d'une telle entreprise : l'élaboration d'un concept universel et *a priori* de la nation, basé sur une vision purement essentialiste de celle-ci, semble bien plus relever de l'alchimie que de la science.

Car, quand bien même une unanimité se ferait sur les critères à retenir, quelle attitude adopter face à une collectivité qui, bien qu'étant tout entière traversée et animée par de fortes velléités nationales, n'entrerait cependant pas dans les cadres du concept préalablement défini ? Faudrait-il lui dénier le qualificatif de nation ? Et si oui, où résiderait alors l'opérativité d'une telle construction? Son invalidité devient patente lorsqu'est tenté, à l'inverse, l'étalonnage de toutes les collectivités répondant, elles, aux

---

[3] Pour cela, voir la classique *Qu'est-ce qu'une nation?* (conférence d'E. Renan faite à la Sorbonne le 11 mars 1882, in *Discours…, op. cit.*) dont les arguments ne cesseront d'être repris et enrichis par la suite.

critères retenus. Sont alors taxées de « nationales » des formes de communautés (Tribus, Cités, Empires, etc.) demeurées, de toute évidence, étrangères à la dynamique nationale. [75]

Mais ces contradictions, et les contorsions dialectiques auxquelles mène leur tentative de résolution, pèsent peu en regard de l'attrait dont dispose une telle démarche : celui de toute approche d'un phénomène socio-historique à partir de garants ou de référents méta-sociaux ou anhistoriques ; la réalité sociale, les attitudes et actions sociales étant perçues comme reflets subjectifs d'une réalité objective et transcendante qu'il s'agit alors de cerner[4].

La quasi-totalité des approches du mouvement national basque relève, en dernière analyse, d'une telle vision : l'existence de celui-ci dérive toujours de celle de l'Ethnie basque. Ethnie basque, langue basque, culture basque *donc* mouvement basque. Il ne s'agit évidemment pas de nier l'existence de tels traits spécifiques qu'au demeurant une lancinante ronde de monographies ethnographiques, succédant aux savantes analyses séro-anthropologiques du début du siècle, ne cesse de nous rappeler. Mais ceux-ci ne nous apprennent rien sur le fait national lui-même. Car si l'origine des Basques et de leurs traits spécifiques « se perdent dans la nuit des temps »[5], l'apparition de constructions, revendications, attitudes, au total d'actions sociales et historiques liées par une commune référence à la nation basque sont, elles, historiquement datées : elles ont à peine plus d'un siècle.

Les discours nationalistes, et plus généralement les discours s'énonçant au sein du mode de sociabilité nationale dans lequel nous vivons, ne doivent pas faire illusion au moment d'établir l'historicité du fait national. Que ceux-ci aient la commune particularité de faire de la nation une entité incréée, procédant d'une identité foncière pour tous, est un fait. Qu'ils éclosent dans la bouche de certains acteurs définis par des

---

[4] Les démarches visant à rendre compte de la reviviscence ou de l'apparition, au cours des années 60, de mouvements nationaux au sein de l'Etat français en termes de réactions face à des crises régionales provoquées par les réaménagements et restructurations économiques français répondent finalement de la même logique. Ces mouvements sont en effet réduits à n'être que des épiphénomènes, des réponses à des situations entièrement prédéterminées et dont la dialectique échappe de toutes façons aux acteurs (voir par exemple P. Alliès : *L'Occitanie et la lutte des classes*, Montpellier, 1972, éd. Maspéro ou R. Dulong, *La question bretonne*, Paris, 1975, éd. A. Colin).

[5] J. L. Davant, *Histoire du Pays Basque, op. cit.*, p. 9.

rapports sociaux et historiques marquant le point d'origine de ces discours en est un autre.

De ces deux ordres de fait, nous ne pourrons avoir accès au second qu'au prix d'un [76] effort permanent de distanciation face au premier. Car il nous faut choisir. Soit continuer à parler et à faire des analyses sur le social à partir du/dans le référentiel national lui-même : la forme nationale de nos sociétés apparaissant comme « naturelle », « ayant fait ses preuves »[6] et demeurant, pour les sociologues eux-mêmes « le cadre privilégié dans les limites duquel ils éprouvent le besoin de formuler les problèmes »[7]. Soit rompre ce cercle « d'évidence sociale » (qui, comme toute évidence *a priori* procède finalement d'une tautologie masquant les conditions de sa production) pour appréhender la nation non plus comme une entité première ou « toujours déjà donnée », mais comme un produit d'un système d'action et de constructions qu'il s'agira alors d'identifier.

Entre la personnalité, l'être d'une collectivité, et l'image de nation qu'elle se donne réside toute l'épaisseur de la conscience et de l'imaginaire, autrement dit du sens. On pressent donc déjà ici combien la problématique nationale nous éloigne d'une arithmétique de traits « objectivement différenciateurs » pour nous rapprocher de la question de la production du sens et de l'identité sociale.

2 - Approche institutionnelle

Ici la nation figure l'idée de communauté mystique des citoyens face à l'État, l'ensemble des individus moraux habitant à l'intérieur des frontières de l'État et y communiant dans l'esprit des mêmes lois. À la question « qu'est ce qu'une nation ? », Sieyes répond : « un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature »[8]. C'est donc en regard de la loi commune et de son opérateur et garant, l'État, qu'est appréhendée la nation. Pas d'appartenance à la nation, pas de nation sans loi commune[9]. On voit combien la nation des révolutionnaires français [77] est ici

---

[6] C. Wright Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, 1977, éd. Maspéro, pp. 138-140.

[7] *Ibidem*.

[8] Emmanuel Sieyes, *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?*, Paris, 1888, Ed. de la Société de l'Histoire de la Révolution Française, p. 31 (1re éd. 1789).

[9] Ce qui permet à Sieyes d'en exclure la noblesse et le clergé : les prérogatives de ceux-ci ne répondant

grosse de revendications démocratiques : figurant l'unité mystique des citoyens libres et égaux devant la loi, elle s'insurge contre les privilèges. Se fondant par et en regard de la loi, la nation figure en retour sa seule légitimité. Plus de légalité en dehors de sa volonté, elle devient sujet de la souveraineté[10]. Par un jeu de miroir continu, l'État et la nation ne cessent de se dire et de fonder l'autre : l'État-nation est né.

C'est un lieu commun que d'opposer cette vision, dont la nation française incarnerait l'archétype, à celle qui a été évoquée plus haut et dont le meilleur exemple serait la nation allemande. Celle-ci, à la recherche des traits empiriques fondant la *Volksgemeinschaft*, celle-là, liant de façon indissociable nation et État[11]. Dans ce dernier cas, la nation n'acquiert de sens que réfléchie dans le miroir de l'État, sa définition et ses dimensions s'épuisant dans le reflet que lui offre celui-ci. Comme si, privée de miroir, elle cessait d'exister, devenait pure fiction.

Décapant cette vision de tout faux-fuyant, l'approche contemporaine qu'en fait Mario Albertini[12] fait figure de paradigme. Bien qu'éludant (dans la mesure où elle renonce, dans son énonciation originelle, à fonder la nation sur des traits physiques) les écueils auxquels n'échappent pas les explications essentialistes, elle demeure cependant incapable de cerner le national en dehors de l'Etat, de lui définir une problématique et un champ qui lui soient spécifiques : la nation n'existe qu'en regard de l'État. « Les grandes nations actuelles sont le résultat de l'extension forcée, par l'Etat, à tous les citoyens, d'une langue et de la propagation imposée de l'idée, même si elle ne correspond pas tout à fait à la réalité, de l'existence de mœurs uniques »[13]. En dernière analyse, « la nation est (donc) l'idéologie de l'État, bureaucratique centralisé »[14], l'idéologie de l'obsédant travail d'homogénéisation, d'objectivation et d'unification que

---

pas de la loi commune auquel est soumis le Tiers Etat, « ils peuvent bien être une charge pour la nation mais ils n'en font pas partie » (p. 31), « tout ce qui n'est pas du Tiers ne peut pas se regarder comme étant de la nation » (p. 32).

10 « La volonté nationale est l'origine de toute légalité. », *ibidem*, p. 54.

11 « La nation, c'est-à-dire l'Etat » (Simone Weil, *l'enracinement*, Paris, 1949, Ed. Gallimard, p. 129). Lorsque Marcel Mauss nous parle des attributs de la Nation : « Elle a sa monnaie, son change, son crédit ; elle a ses douanes, ses frontières (…) » (« La nation » in *L'année sociologique*, 1953/54, p. 594), que fait-il si ce n'est penser, lui aussi, la nation comme Etat ?

12 « L'idée de nation » in *Annales de philosophie politique*, n° 8, 1969.

13 *Ibidem*, p. 11.

14 *Ibidem*, p. 13.

l'État n'a de cesse [78] de développer sur son territoire. L'État créerait en définitive ce au nom de quoi il parle et agit… Parfait cercle tautologique ne laissant pas le moindre interstice pour s'en dégager et permettre d'avoir un regard sur le national en dehors de la logique étatique.

Est ainsi commise, selon nous, la même erreur réductionniste qui traverse les démarches essentialistes. Car, que dire des populations se reconnaissant comme nations, se nommant ainsi, mais n'ayant pas d'État ni de lois propres ? Que dire des élans nationaux portés par les différents peuples prisonniers de l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1918, de la nation polonaise entre 1815 et 1918, de la nation irlandaise avant 1922, etc.? Si cette démarche nous informe bien de quelques-unes des dimensions du fait national, et en particulier se révèle fort pertinente au moment d'étudier les rapports entre État et nation — et plus spécialement de mesurer combien le thème de la démocratie y est directement lié[15] — elle demeure malgré tout incapable de rendre compte du fait national dans sa généralité, de lui aménager une problématique qui lui soit propre et qui puisse l'appréhender dans son entier.

II- NOUVEL ECLAIRAGE : LA NATION, MATRICE D'UN SOCIAL-HISTORIQUE[16]

Dans leur incessante et obstinée tentative de vouloir ramener la nation à du réel, ces approches et « explications » ne nous informent finalement que d'une chose : du caractère fondamentalement fuyant et insaisissable de la nation. S'évanouissant au moment même où l'on pense la cerner dans sa supposée détermination empirique, il semble qu'elle ne soit efficace qu'en tant que fiction, figure imaginaire. Comme si, point de mire irradiant, elle ne fonctionnait qu'à l'adhésion aveugle. De fait, la seule chose que l'on connaisse d'elle, c'est la tension perpétuelle qu'elle engendre ou suscite.

---

[15] Voir infra.

[16] L'expression est de Louis Quéré (prise dans *Usages mineurs du référentiel national*, communication faite à l'UQAM le 4 avril 79, Montréal). Notre dette envers lui dépasse de loin cet emprunt : nous lui devons les contours de la problématique du fait national telle qu'elle est exposée ici. Celle-ci recoupe par ailleurs en plusieurs points celle que vient de développer Marcel Gauchet dans son article « Des deux corps du roi au pouvoir sans corps. Christianisme et politique », in *Le débat* n° 14 et 15, 1981. Bien que dans des termes différents, Michel Freitag ébauche aussi une même démarche dans *Théorie marxiste et réalité nationale. Autopsie d'un malentendu*, ronéoté sans date, UQAM.

Prévenu des impasses auxquelles mènent immanquablement les approches tentant de définir la nation comme objet empirique, il est temps de cesser de [79] les écouter dans leurs explications pour les regarder dans leur tentative, temps de les ériger elles-mêmes en objet d'étude en se demandant si elles ne font pas partie intégrante du dispositif national lui-même.

Car, épuisés les paradigmes réificatoires de la réalité nationale, force est de se plier à l'évidence : la nation n'existe que comme produit de tout un ensemble de discours et de pratiques sociales que l'on désignera désormais comme *le national*. National dont le travail semble précisément consister à faire de la nation une entité première, objective et irréductible, et à masquer ainsi la dimension fondamentalement instituante de ces discours et pratiques en les pervertissant en de simples émanations d'une réalité perçue comme incréée, « toujours déjà donnée », point de référence unique et indépendant d'eux. Double travail donc au registre du national : production et consolidation constante de l'idée de nation, et occultation non moins constante et simultanée de ces opérations.

C'est ainsi, qu'en fin de compte, discours nationalistes et discours sur la nation se recoupent : les deux partent en effet d'un même présupposé implicite : elle existe ! Soit comme réalité tangible, soit comme objet à cerner. Le seul fait de chercher à le définir en posant la question « qu'est-ce que la nation le présume, et participe donc par-là même au renforcement de la croyance en la nation comme réalité empirique incréée.

Sous peine de retomber dans les impasses auxquelles mènent les différentes réponses à cette question, il nous faut donc changer de problématique. Ne plus questionner la nation en soi mais le national. *Autrement dit cesser d'appréhender la nation comme une donnée naturelle pour l'approcher comme produit à rapporter aux opérations qui le fondent. Cesser de considérer le fait national comme émanation d'un réel prédéterminé pour le replacer dans son historicité.*

Rien dans la forme de nos sociétés ne nous autorise à parler, à leur sujet, de sociétés post-nationales. Plus que jamais *nation* est le nom qu'elles se donnent dès qu'on les interpelle sur leur être et identité. On n'a jamais tant parlé au nom (et) de la nation et si peu questionné ce qui pouvait la fonder ou la rendre nécessaire. La nation demeure une réalité objective et tangible. Ce n'est donc pas, pensons-nous, la tenue d'une supposée position post-nationale qui nous fournit l'éloignement nécessaire à l'existence

d'un regard sur le national, plongés que nous sommes dans la sociabilité nationale qui continue de nous immerger. [80]

Cet éloignement, ce sont les historiens et les ethnologues qui nous l'offrent par leurs travaux sur les formes de cohésion des groupements pré-nationaux. Des travaux qui, en dégageant et tentant de cerner au plus près les mécanismes qui commandaient la production du sens social au sein de ces groupements, permettent de rompre avec le dogme de l'a-temporalité de la nation. L'imaginaire collectif et l'organisation symbolique qui traversaient ces groupements pour les fonder et les conforter dans leur identité (tribus, cités, empires, etc.) nous révèlent en effet, par leur altérité même aux principales caractéristiques du fait national, *l'historicité de celui-ci*. Au regard de la manière dont ces groupements se percevaient, se pensaient et se nommaient, la nation perd de son évidence et de son universalité. Elle se fragilise, cesse de s'étaler dans sa tangibilité pour ne plus figurer qu'une des façons par laquelle tout groupement humain est astreint à ramener l'indétermination des repères marquant son identité sous peine de désagrégation.

Qu'est-ce qui différencie alors, par-delà leurs particularités propres, l'ensemble des sociétés nationales des groupements les ayant précédés ? Quel schisme dans la façon de penser la cohésion de leur être collectif, définissant la totalité et l'appartenance sociale s'est-il produit, rendant nécessaire l'invention d'une telle forme collectivité ? Essentiellement la rupture de la dépendance de l'ici-bas envers l'au-delà, autrement dit le dédouanement de la société des justifications méta-sociales et d'ordre divin de son organisation, le rapatriement des raisons et des fins de l'ordre social dans les limites du social lui-même, le « retournement de la société sur elle-même » (Touraine). Rupture dévoilant l'espace dans lequel le pouvoir des hommes sur l'ordre du monde apparaît pleinement. Rapatriement libérant l'organisation sociale des principes transcendants auxquels elle était jusqu'alors assujettie. Retournement permettant de penser désormais la société comme œuvre à accomplir, sujet et produit d'elle-même.

Cette rupture, ce retournement, s'accompagne d'un basculement du temps. « Tourné jadis vers le passé, il s'oriente à un degré toujours plus grand vers l'avenir, transformant un monde passéiste en un monde futuriste, un monde où l'on ne cherchait qu'à reproduire ce qui fut, à imiter respectueusement les exemples véhiculés par la tradition, à se conformer à une [81] coutume immémoriale, en un monde où la plus

haute estime revient à l'innovation, à l'inédit (…), où les anticipations importent plus que les habitudes et les attentes plus que les souvenirs »[17].

L'ensemble de ce changement est ici appréhendé comme un moment théorique et évidemment pas historique : ce fantastique bouleversement dans l'économie du sens social ne se fait pas du jour au lendemain, de façon uniforme pour l'ensemble d'une population donnée[18]. Il s'agit d'un long processus couvrant parfois plusieurs siècles et au cours duquel la lente sécularisation du pouvoir, la longue gestation d'une sphère publique, le dégagement progressif de l'individu et l'autonomisation des vecteurs de l'activité sociale joueront des rôles décisifs. Ce qui importe ici n'est pas de souligner l'*évolution*, le changement dans la continuité, mais la *rupture* ; c'est de cerner analytiquement l'instant théorique ramassant à lui seul l'ensemble du changement. Car c'est précisément ce bouleversement sans précédent dans l'image que se font les hommes de la créativité, dans leur façon d'appréhender la réalité, qui, selon nous, rend totalement compte de l'avènement du fait national, de son originalité et de sa généralité par-delà les formes singulières de son existence.

1- A la base du national

En effet, dès l'instant[19] où les hommes en viennent à penser et à assumer la production de leur propre système de production, pointant ainsi l'instauration d'un social-historique pour la première fois ontologiquement suffisant à lui-même, c'est le problème de la dimension, des bornes marquant les limites de la société qui apparaît. La question de « l'arpentage » de ce « territoire social » qui s'ouvre désormais aux hommes comme terrain à modeler ne s'était jusqu'alors jamais posé ainsi. En interdisant l'instauration de la distance nécessaire à tout « regard sur » ou en pensant cette distance comme *no man's land* désignant une frontière infranchissable entre l'ici-bas vécu et l'au-delà justificateur de ce vécu, [82 la gestion du sens des sociétés ou groupements près-nationaux n'avait jamais permis son visionnement. Tout alors se tenait : à la fois les communautés de base (totalité closes suffisantes à elles-mêmes) et leur insertion dans

---

[17] Krzysztof Pomian, « La crise de l'avenir », in *Débat* n° 7, décembre 1980, pp. 12-14.

[18] Qu'au demeurant on ne peut jamais définir par son état sinon, tout au plus, par la tendance dominante qui prévaut à un moment donné en son sein.

[19] Encore une fois, il s'agit ici de la condensation théorique d'un processus historique.

l'ordre du monde qui les déterminait. L'organisation du cadre de l'existence collective des individus, autrement dit les institutions et les espaces y correspondant, n'était jamais questionnée comme produits de l'activité humaine mais toujours pensée dans sa dépendance à un ordre transcendant. Mais, dès le moment où cette distance de la société à elle-même (l'historicité) en vient à être pensée comme praxis, où donc l'activité humaine tend à devenir réflexive à elle-même sans autre justification, c'est la question de ses dimensions qui se pose : agir qui, où et comment ?

Le « qui » renvoie à la détermination d'un « nous », le « où » à celle d'un territoire, et le « comment » à celle d'institutions propres, produits du « nous » et s'étirant sur tout l'espace du territoire déterminé. *Le national n'est rien d'autre que la réponse à ces questions au moment où la société se constitue en unités particulières, se circonscrit, se dit pour se faire, se produire et agir*. Nation est le nom propre que chacune de ces unités se donne alors, soi social historique particulier et tout à la fois universel dans la mesure où chacune renferme la prétention de condenser à elle seule l'universalité de l'action humaine. *Le national apparaît alors comme l'opération de dispersion de signes (symboles) visant à clôturer et à nommer cet espace social concret sur lequel aura désormais prise le collectif des hommes qui s'en sentiront sujets*.

Il faut distinguer deux temps dans cette clôture. Un temps générique, procédant de l'exigence de la mise à vue de l'historicité qui somme le social de se nommer pour se produire, et celui, toujours singulier, par lequel cette exigence (ramener l'indétermination des bornes du social de façon à avoir prise sur lui) est satisfaite par le choix, *a priori* totalement arbitraire, de repères destinés à faire sens. *Ces deux temps définissent le fait national dans sa généralité ; le second, pris isolément, en rend compte dans ses modalités particulières que sont les nationalismes*.

La nature des repères, des symboles choisis pour cette opération est totalement indéterminée : pourquoi, dans certains cas s'agit-il de la race, dans d'autres de la langue, de la culture ou du territoire et dans d'autres encore de la loi, de la religion, etc.? *Ce qui importe ici (au moment de rendre compte du fait national dans sa généralité) n'est pas le contenu de ces symboles mais leur urgence, leur « réquisition » obligatoire par le social dès lors que celui-ci se circonscrit lui-même pour se produire*. [83] Leur choix n'est cependant jamais le fruit du hasard mais correspond toujours à la cristallisation de

croyances partagées dans des conditions sociales et historiques précises, datées et à chaque fois uniques[20].

Mais un second travail national accompagne toujours celui que nous venons d'évoquer. Son but est de rendre les principales dimensions du premier opaques à ceux qui l'accomplissent. *Pour être efficace, l'opération de dispersion des symboles destinés à borner le soi social historique que devient la nation ne doit en effet jamais apparaître comme pratique instituante*. Sous peine de perdre toute efficience, les symboles choisis ne peuvent être pensés comme produits d'un processus social. Ils doivent au contraire briller dans leur faculté intrinsèque à provoquer une adhésion totale et irréfléchie. Pour que les modalités et fins de l'organisation de la société puissent être discutées et pensées comme produits purement sociaux, il faut que les repères de l'espace social particulier (la nation) dans lequel celle-ci (la société) semble s'incarner paraissent évidents, aillent de soi, procèdent d'une entité foncière. Sans quoi, l'action sociale fait automatiquement place à des rapports inter sociaux dont le principal enjeu sera précisément la fixation (respect par tous) de ces repères[21]. L'action socio-historique, visant la production du social par lui-même, ne peut donc se déployer qu'au sein d'un espace social concret, d'un champ, d'une « matrice » (L. Quéré) dont les contours ne posent pas question.

S'ils veulent avoir prise sur lui, les hommes doivent pouvoir parcourir cet espace social aussi sûrement que la terre qu'ils foulent. [84] D'où l'incessant travail visant à métamorphoser les symboles le bornant en déterminations « naturelles », anhistoriques, hors de portée des hommes[22].

---

[20] On peut cependant cerner quelques constances dans ce choix, par exemple la langue. Qu'elle soit perçue comme une dimension fondamentale de la nation ne doit pas étonner. Deux individus parlant la même langue auront d'entrée plus de facilité à construire un espace public commun et donc de chance à s'identifier à de mêmes symboles que deux personnes dans l'impossibilité de communiquer. Chez les premiers, il y a quelque part accord implicite sur quelque chose faisant lien entre les deux, partage d'un « même » faisant spontanément signe vers une appartenance commune. La langue n'en revêt pas pour autant le statut de fondements empiriques de la nation. « Communauté d'expérience » (A. Bauer, *op. cit.*, pp. 236-237), elle se révèle simplement comme un des éléments clefs des espaces sociaux concrets se créant lorsque cette expérience en vient à être pensée comme produit de l'activité humaine.

[21] La violence joue ici un rôle primordial. Violence fondatrice que des générations d'inventeurs d'histoires nationales s'empresseront de faire oublier.

[22] D'où aussi l'ouverture de l'effarante perspective de vouloir ramener l'unité symbolique de la nation à une unité réelle, marquant l'avènement de l'illusion du Peuple empiriquement Un et annonçant la dérive totalitaire (voir infra).

Dans cette opération de réification, de recherche de tangibilité des fondements de la nation, la race, la langue, le territoire, « l'histoire », etc. jouent des rôles primordiaux. On comprend désormais pourquoi la quasi-totalité des définitions de la nation tentent de la cerner comme entité naturelle, prédéterminée. Ce qui précède permet aussi, espérons-nous, de saisir pourquoi ces définitions et approches ne peuvent aller jusqu'au bout de leur logique sans s'exposer et se heurter à la contradiction entre leur croyance et la réalité à moins, évidemment, de forcer cette dernière. Construction sociale, la nation ne fonctionne finalement que dans sa dimension méta-sociale. Modalité de l'apparition et du développement de l'action collective dans sa forme sociale-historique, de l'historicité comme praxis, rien ne permet d'en prédire le dépérissement.

A un moment donné, le social se clôt donc sur lui-même, se circonscrit en unités particulières pour se nommer, se faire et agir. Mais agir comment, et agir qui ?

2- Agir comment ?

Par l'État ! Pas de nation sans *désir* d'État. Nation et État sont les deux faces d'une même monnaie frappée par la mise à vue de l'historicité. L'élan par lequel la société se projette désormais dans l'avenir pour penser son organisation et son changement implique en effet deux choses : d'une part, qu'elle puisse se nommer, se reconnaître, et d'autre part qu'elle dispose d'un lieu, à la fois immanent et séparé d'elle, à partir duquel elle puisse à la fois se voir, s'apparaître, et s'agir (c'est-à-dire mettre en œuvre et gérer son ordre et son changement). Lieu donc de pouvoir.

La première exigence renvoie, on l'a vu, a la nation. La seconde à l'État. Mais pas plus qu'il n'est engendré par la nation, l'État ne crée la nation. [85] L'un comme l'autre sont les dimensions que se donne la société dès qu'elle cesse d'être pensée dans sa transcendantale et hétéro-détermination. Les deux sont corrélatifs du même mouvement par lequel le social se clôt sur lui-même pour se dire et s'agir. Cela ne veut pas dire que l'État n'existait pas avant. Mais, de la même façon que la nation se distingue de l'ensemble des formes d'existences collectives l'ayant précédée, l'État moderne se différencie des formes de pouvoirs centraux antérieurs. Ceux-ci fondaient leur légitimité sur des systèmes de représentation ou sur des croyances dont le point commun résidait dans la dépossession dernière des hommes à fixer les raisons et les

fins de l'ordre social. Celui ou ceux qui détenaient le pouvoir n'étaient jamais perçus comme hommes à part entière mais toujours comme réceptacles de la parole divine, agents des traditions ou intercesseurs auprès des ancêtres. L'État n'acquiert sa modernité que lorsque la fixation de ces fins et raisons est définitivement attribuée à l'homme lui-même. L'État apparaît alors comme le moyen par lequel la nation va pouvoir s'apparaître et se mirer, se penser et s'ordonner ainsi que se dire et se faire respecter en regard des autres nations.

La grande affaire devient alors celle de l'objectivation du pouvoir, de la « juridification » de la société, celle du dégagement d'un contrat, d'un pacte par lequel les membres de la nation acceptent de déléguer certains de leurs droits individuels à la communauté en échange de l'assurance que le pouvoir n'agira que dans l'exacte mesure des prérogatives qu'un tel pacte lui octroie et que la loi sera valable pour tous. En définitive, il s'agit là de l'instauration des médiations politiques entre les individus se reconnaissant dans la nation et l'État.

Hélas, ces interrogations, et leurs réponses sans cesse reformulées et renouvelées par le débat marquant tant l'institution de l'État de droit séculier que l'avènement de la démocratie, ne sont pas les corollaires obligés de la mise à vue de l'historicité. À leur place et à celle de la dualité réglant les rapports entre pouvoir souverain et droit des individus peut prévaloir, dans l'euphorie prométhéenne née du dégagement de l'ordre social des transcendances méta-sociales, l'illusion de pouvoir se passer de toute forme de transcendance (y compris donc juridique). Illusion drainant la fiction d'une société enfin retrouvée, réconciliée et s'accordant spontanément avec elle-même, dans une entreprise totalement transparente sans autre forme de procès. Illusion procédant de l'obsédante tentation de l'un, de « ce que la division sociale soit réductible, le conflit effaçable, et [86] résoluble la différence entre pouvoir et société »[23].

Si, dans le premier cas, la nation va progressivement fortifier son unité symbolique en regard de l'État, elle va devoir, dans le second, se perdre dans la recherche de la puissance expressive de son essence, de ses racines lui permettant, dans une contraction forcée, d'accoucher de son unité empirique. Refusant le miroir de l'État en niant toute distance focale entre pouvoir et société elle va, à la place de ce face à face

---

[23] Marcel Gauchet, « La logique de la politique » in *Critique* n° 329, octobre 1974, pp. 910-911.

tant fondateur que légitimateur, devoir halluciner son immanence et son unité empirique, échangeant en cela « la légitimité d'un État fondé sur le droit pour la vitalité d'un peuple nourri par l'amour de la patrie » et troquant « le contrat État citoyens pour l'auto-institution du peuple et les impératifs patriotiques ou sociaux de la collectivité »[24].

Confondant le nécessaire *bornage symbolique* de la nation (qui permet aux hommes d'agir sur les vecteurs d'un espace collectif dont ils se sentent membres et sujets) avec son *repérage empirique*, obsédés par la référence au même, absorbés par la construction d'un puissant « Nous » communautaire, les stakhanovistes de l'un et de l'essence vont rejeter toute altérité à l'extérieur de la nation, substituant l'opposition du dedans et du dehors à la dialectique du pour et du contre. Indispensable à la célébration du *Nous-dedans*, la différence par rapport à l'*Autre-dehors* n'aura de cesse d'être cultivée et exacerbée, en particulier dans ses dimensions les plus directement accessibles : les traits physiques. Référence accompagnée la plupart du temps de la fâcheuse équation : exaltation du Nous = dépréciation de l'autre. Nous, la Race des Élus face à eux, les *Nibelungs*.

Dans cette tension identificatrice, l'Etat est appréhendé comme l'expression de l'idéal communautaire, de la « volonté du peuple ». Cœur de la nation, il se charge, en irriguant son corps, d'ordonner la moindre de ses molécules autour de l'impératif de l'un dans un sang toujours plus homogène et libre de toute impureté. L'ensemble des membres de la nation semble ainsi condamné à vivre au rythme de son battement, dépendants qu'ils se croient de sa vitalité. [87]

État-nation démocratique et nation État totalitaire, telles sont les deux formes extrêmes d'identité et d'existence qu'ont données les hommes à « la société » dès qu'ils ont cessé de penser son ordre en référence à l'omniprésence et l'omniscience d'une altérité méta-sociale.

3- Agir qui ?

« Le peuple ! » Les discours légitimatoires de l'Etat font chorus à nous assourdir : la souveraineté de l'État réside dans le Peuple! Mais le Peuple qui ? La

---

[24] Blandine Barret-Kriegel, *L'Etat et les esclaves*, Paris, 1979, éd. Calmann-Lévy, pp. 172-173 et p. 183.

réponse à cette question dépend toujours de celle donnée implicitement ou explicitement, à la précédente, autrement dit de la façon dont est pensée et traduite dans les faits la scission qu'instaure la société avec elle-même pour se dire et s'agir. Dès lors qu'elle ne mesure plus l'infranchissable gouffre entre l'au-delà et l'ici-bas, entre la société et ses fondements divins ou ancestraux, cette distance peut être pensée, objectivée ou niée.

Le plus grave danger réside évidemment lorsqu'elle est niée. Niée, comme on l'a vu plus haut, au nom de l'Un, du fantasme d'une société transparente à elle-même qui s'ordonnerait spontanément autour de son immanence. Perçue comme un corps organique, la nation ne peut alors se diviser en parties entrant en concurrence pour déterminer la politique à tenir par l'État, pas plus que pour se nouer dans une opposition dialectique dont l'enjeu serait les orientations de l'historicité. Au lieu de cela, le mirage du Peuple Un.

L'idéal communautaire remplace alors les débats, et le *volksgeist* asphyxie l'*aulfklärung*. Consubstantiel à la nation, censé en incarner l'intérêt général, le pouvoir n'a plus à être objectivé, son lieu n'a pas besoin d'être circonscrit, et ses prérogatives instituées et contrôlées. Au demeurant, ce sont les notions mêmes de pouvoir et d'individus qui se dissolvent tandis que les frontières marquant l'autonomie de chacun s'estompent. Cellules du corps de la nation, ces derniers ne semblent plus exister que par et pour elle, alors que le pouvoir en figurerait la tête : le Peuple peut se mettre en marche[25]… [88]

Mais ce sont du même coup l'ensemble des médiations politiques entre pouvoirs et individus qui sont passées sous silence, laissant en cela champ libre à l'accaparement de celui-ci par un individu ou une caste s'autoproclamant oracle de la nation. À la différence du Monarque ou de l'Empereur, son pouvoir n'est plus lié à une transcendance (celle des traditions, divine ou juridique) : dans le déni de la loi et dans le délire de l'un, « la volonté du peuple se transforme en arbitraire du despote »[26]. Abolir la

---

[25] Nous verrons dans la seconde partie (voir par ex. p. 206) combien ce mythe totalitaire sera présent dans les mouvements de libération nationale du tiers-monde où « hommes et femmes, jeunes et vieux, dans l'enthousiasme s'engagent dans un véritable travail de force en se proclamant esclaves de la nation ». (Franz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, 1970, éd. Maspéro, p. 57).

[26] Barret-Kriegel, *L'Etat et les esclaves*, *op. cit.*, p. 181. Dans son réquisitoire contre le totalitarisme soviétique, Claude Lefort montre comment une même logique traverse le communisme qui « précipite

distance, c'est toujours s'interdire la différence. Réciproque immédiate : pas de luttes sociales, pas de mouvements sociaux sans distance préalable entre pouvoir et société. Et en définitive (contre les inconscients appelant trop facilement au dépérissement de l'État), pas de mouvements sociaux sans espace de liberté, sans délimitation du lieu du pouvoir et mise en place de mécanismes visant à en contrôler les prérogatives, *autrement dit sans démocratie et sans État de droit*. Ce qui, en retour, semble désigner une terrible loi de l'histoire que nous tenterons de cerner tout au long de ce travail : *lorsque la nation ne peut se mirer comme unité symbolique dans un État tenu à distance d'elle-même par un système de lois et des mécanismes de représentation, elle est obligée, d'une manière ou d'une autre, de produire son unité « à l'immanence », de se perdre dans la recherche de son essence, de ses racines, de s'abîmer dans son empirisme. Le symbolique force alors le réel, l'essence éclipse le politique et l'expression supplante la représentation*.

Dans cette quête de tangibilité jamais assouvie et d'idéalisation de la communauté, le « Nous » évince toute autre détermination individuelle ou collective, le culte de l'Un n'a de cesse de gommer et d'abolir toute division sociale. Obsédé par la dimension communautaire et empirique de la société, ce nationalisme est l'ennemi des mouvements sociaux, ennemi de la démocratie, ennemi des libertés individuelles. [89]

III- APPARITION DU NATIONALISME EN PAYS BASQUE

Comme tout nationalisme, le premier nationalisme en Pays Basque est apparu lorsqu'une partie de la population a cessé de penser et de vivre la réalité et la vérité de son présent ainsi que le principe de son ordre en référence à une altérité méta-sociale garante et fondatrice du sens ; lorsque, dédouanée de toute transcendance hétéronome à l'activité des hommes, une sphère inédite du social désormais ontologiquement suffisante à elle-même a pu se dégager.

---

dans une classe toute la créativité sociale, assigne à l'histoire un seul cours, la rapporte à un sujet et rabat au plan de la réalité empirique du mode de production et de ses transformations la signification de tous les événements, des conflits, des institutions (…) » (*L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, 1981, éd. Fayard, p. 146. voir aussi du même auteur *Eléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, 1979, éd. Gallimard). Sur l'épaulement mutuel de ces deux logiques (communisme et nationalisme) dans les nationalismes révolutionnaires, voir infra, pp. 191-195.

Historiquement nous avons vu comment cette mutation fut d'abord portée en Pays Basque par la bourgeoisie urbaine. C'est elle qui, la première, rompra avec la totalité liant jusqu'alors l'ensemble des activités humaines et leurs représentations sous un même mode de légitimité d'ordre divin ou traditionnel. C'est elle qui, la première, fit l'expérience d'un réel social pensé dans sa suffisance même et dont il s'agissait dès lors d'élucider la nature et de découvrir les lois. C'est enfin elle qui, la première, fit la nécessaire expérience du bornage d'un espace social, le plus ample possible, dont elle pourrait se sentir membre, sujette et actrice : la nation. Tant le quotidien de cette bourgeoisie (échanges avec la Castille et le Léon, statut d'Espagnol à l'étranger, incessantes démarches auprès de la bureaucratie royale, pratique quotidienne du castillan, etc.) que ses intérêts économiques (unification et protection d'un marché le plus vaste possible) vont l'amener spontanément à confondre les bornes de cet espace social avec les frontières de l'État espagnol, *renvoyant ainsi à la perception d'un soi social-historique espagnol et non basque : le premier nationalisme en Pays Basque fut espagnol et il en sera ainsi jusqu'à la fin du XIX^e^, date d'apparition du premier nationalisme basque*.

Ce dernier n'est en rien le produit de la société traditionnelle, le « subconscient du peuple basque », « la doctrine des ancêtres et du sang basque »[27]. Il ne naît pas à la campagne, ni « sur les sommets des plus hautes montagnes basques, berceau de notre race »[28], ni dans les *Anteiglesias* mais à la ville, plus précisément à Bilbao où il demeurera confiné plusieurs années avant de s'étendre au reste du pays. Comme tout nationalisme, il est lui aussi [90] historiquement daté et lié à l'opération de dispersion de symboles destinés à borner un espace social-historique propre à des acteurs au moment où ceux-ci se dégagent des totalités et hiérarchies englobant jusqu'alors leur réel et le sens de leur vécu. Entre les fondements de la société traditionnelle et les prémisses du national réside le plus total divorce, une coupure radicale.

Mais alors, pourquoi, à un moment donné, l'insertion « dans le social historique » ne s'effectue-t-elle plus par les mêmes canaux, ceux qui ont permis à la bourgeoisie marchande (et même, plus généralement, à d'autres couches urbaines :

---

[27] Arana Goiri « Las pasadas elecciones », in *Baseritara* n° 5, 30/05/1897, *Obras Completas,* p. 1290.

[28] Arana Goiri, « Efectos de la invasion », in *Baseritara* n° 11, 11/07/1897, *Obras Completas,* p. 1329.

petits commerçants, métiers de lettres, etc.) de se sentir espagnols? Pourquoi, à un moment donné, d'autres symboles, totalement différents, sont-ils requis pour circonscrire un soi social-historique distinct ? Pourquoi la nation, cet être mystique censé, dans sa particularité même, ramasser l'universalité de l'action humaine, se nomme-t-elle désormais Euskadi et non plus Espagne ?

Répondre à ces questions revient à délaisser la dimension génétique du national pour cerner *les formes particulières* (c'est-à-dire les nationalismes basque et espagnol) qu'il acquiert alors en Pays Basque. Le nationalisme espagnol étant la première modalité concrète d'existence du national en Pays Basque et prétendant donc logiquement à l'exclusivité du lien social, c'est en termes de rapport de force qu'il convient d'appréhender l'éclosion et le développement du premier nationalisme basque. Rapport de force d'abord souterrain entre symboles espagnols et symboles basques puis ouvert et déclaré dès lors que ces derniers en arrivent, pour de larges secteurs de la population basque, à spontanément faire signe vers le dégagement d'une communauté historique propre et distincte de l'Espagne. Le Pays Basque s'apparente alors à quelque chose de l'ordre de l'évidence auquel l'appartenance ne pose pas question alors que l'Espagne se transforme dans le même temps en quelque chose de l'ordre de l'indifférence ou du rejet, ne produisant qu'une identité négative.

Historiquement, l'apparition de ce clivage se situe à l'intersection de deux paramètres fondamentaux. D'une part, la faiblesse congénitale et endémique du nationalisme espagnol, brisé dans son élan par l'inexistence d'un État-nation espagnol, c'est-à-dire d'une communauté politique au nom de laquelle un pouvoir aurait pu se dire [91] et se légitimer et face auquel, en retour, la formation sociale espagnole aurait pu se penser symboliquement une. D'autre part, les dimensions et facultés particulièrement performantes et pertinentes du premier nationalisme basque à traduire et à mythiquement résoudre (par l'obtention de l'indépendance l'Euskadi) tout un ensemble de déséquilibres, crises et conflits provoqués par l'exceptionnelle accélération et brutalité du développement économique expérimenté en Pays Basque au cours du XIX^{e} siècle. [92]

LE PREMIER NATIONALISME BASQUE

I- UN NATIONALISME ETHNIQUE

« La nation, c'est la race. »

Joala[1]

N'ayant pas d'État dans lequel elle puisse se mirer comme unité symbolique pour se nommer et actualiser son identité, la nation basque sera obligée de construire son unité « à l'immanence », de façon empirique. Dans la recherche forcenée de traits différenciateurs à laquelle s'adonnent les premiers nationalistes pour prouver la tangibilité et l'originalité de la nation basque, ce ne seront ni le territoire, ni les coutumes, pas plus que la langue qui joueront le principal rôle mais le sang, la race.

Le fondateur du nationalisme basque sera à ce propos on ne peut plus explicite : « Peuple et nation sont des vocables qui se réfèrent à la race. »[2] « Si notre race disparaissait de ces montagnes et que dans celles-ci et avec le nom de Pays Basque se constituait la confédération de ses six États et que chacun d'eux se régisse avec la tradition de notre race, avec notre langue et même avec nos coutumes et caractères, ce Pays Basque ne serait pas notre Patrie. »[3] [93]

Dogme que les principaux porte-parole du premier nationalisme ne cesseront par la suite de réaffirmer. Ainsi, Joala en 1901 : « Nation et Race sont, rigoureusement parlant, synonymes »[4], Evangelista de Ibero en 1906 : « Qu'est-ce que le nationalisme basque ? Le système politique qui défend le droit de la race basque à se régir et à s'autogouverner (…) avec une indépendance absolue en regard des autres races. Quelle est la base de ce système ? La distinction qui existe entre la race basque et les autres

---

[1] Pseudonyme de Jose de Arriandiaga (un des principaux idéologues du nationalisme basque du début du siècle), in La Patria n° 9, 22/12/1901.

[2] « Efectos de la invasion », in *Baseritarra* n°11, 11/07/1897, *Obras Completas*, p. 1326, note 1.

[3] *Ibid*., p. 1328, note 2.

peuples de la terre »[5], Luis Eleizalde en 1911 : « Le noyau de la Nation, c'est la race. »[6], ou Engracio de Aranzadi en 1918 : « Les quatre fondements de la nation sont : l'ethnique, unique substance de la nation ; la langue, pensée de la race ; les Institutions, actions de la race ; le Territoire, lieu dans lequel la race se meut. »[7]

On peut se demander pourquoi, au moment de choisir[8] le principal symbole[9] censé fonder la nation basque, les premiers nationalistes ont désigné la race. Rien dans le passé des Basques n'avait auparavant trahi une quelconque inclination pour l'affirmation et l'exaltation raciale. Jusqu'alors, la seule manière de signifier leur différence (c'est-à-dire d'implicitement définir la « basquitude ») s'était basée sur leur langue, l'euskara[10]. [94]

Mais au moment où le premier nationalisme apparaît, à peine plus de la moitié de la population des provinces basques pratique l'*euskera*. Si celui-ci demeure la langue usuelle pour la quasi-totalité de la population des provinces situées sur le versant septentrional des Pyrénées (Biscaye, Guipúzcoa, ainsi que les trois provinces du Pays Basque français), seule une minorité le sait sur le versant méridional (Alava et la majeure partie de la Navarre[11]). Ériger la nation basque sur l'*euskera*, c'est *ipso facto* en exclure près de la moitié de la population et renoncer aux territoires historiques d'Alava et de Navarre : solution irrecevable. Aussi les nationalistes ne considèreront l'*euskera* que comme *moyen* de différenciation et d'affirmation nationale (voir plus loin).

---

[4] In *La Patria*, n° 9, 22/12/1901.

[5] *Ami vasco*, Buenos Aires, 1957, Ed. Ekin, p. 33 (première édition en 1906 à Bilbao).

[6] *Raza, lengua y nacion vasca*, Bilbao, 1911, Ed. Elexpuru Hnos.

[7] *La nacion vasca*, Bilbao, 1931, Ed. Verdes Achirica, p. 22 (première édition en 1918).

[8] Il n'y a pas à proprement parler de choix mais adhésion. Croyance et subjectivité président ce moment particulier du national et non pas raison et objectivité (cf. Chapitre précédent).

[9] Symbole et non pas réalité spontanément irradiante de sens comme le croient les nationalistes. Le symbole est avant tout une convention entre deux êtres leur permettant de se reconnaître et leur signifiant une commune appartenance. En voulant figer le symbolique dans l'empirique pour s'en tenir à lui, le nationalisme, dans son délire de réification, force le réel.

[10] En *euskera*, « basque » (adjectif signifiant l'appartenance à la communauté basque) se dit euskaldun, c'est-à-dire « celui qui parle le basque », « étranger » se disant *erdaldun*, c'est-à-dire « celui qui parle une autre langue : être basque, c'était parler le basque.

[11] Pourcentages de la population parlant l'*euskera* en 1868 : la quasi totalité en Guipuzcoa, Basse-Navarre et Soule, entre 80 et 90 % en Biscaye et Labourd, environ 20 % en Navarre et 12 % en Alava (recoupement des chiffres fournis par Luis Nuñez, *Opresion y defensa del euskera*, San Sebastian, 1977, Ed. Txertoa, p. 26, et par l'Euskaltzaindia-Académie de la langue basque).

Il en va de même pour les coutumes et plus généralement pour la culture. Impossible de dégager un fond commun suffisamment fort dans lequel tous les Basques puissent se reconnaître pour fonder l'unité de la nation. Au contraire, les coutumes et pratiques culturelles demeurent éclatées et hétéroclites, chaque village, vallée ou canton, maintenant jalousement les siennes. Ce n'est que bien plus tard, lorsque le sentiment d'appartenance nationale aura supplanté les appartenances locales qu'une culture nationale verra le jour.

Quant au territoire, il ne pouvait pas non plus jouer ce rôle : le choisir comme fondement de la nation serait revenu à désigner comme basque l'ensemble de la population habitant les provinces historiques, et en particulier le grand nombre d'immigrés attirés par l'industrialisation récente de la Biscaye et contre l'implantation desquels s'insurgent précisément les premiers nationalistes : le territoire ne jouera strictement aucun rôle dans la définition de la nation basque[12].

La seule donnée, le seul trait apparaissant comme « objectivement » et suffisamment différenciateur aux premiers nationalistes pour fonder [95] *la nation, c'est la race*, « la race, âme et substance de la nation »[13]. Une fois démontrée l'originalité raciale du peuple basque, son droit à l'autodétermination lui est *ipso facto* attribué car « chaque race a une âme distincte. Et chaque âme sa législation, sa Patrie, son État (…). D'où le fait qu'il doit y avoir autant de frontières, de législations, de Patries, d'États ou de nations que de races existantes »[14].

1- La Race

« Avant tout et surtout, la nation nous parle de naissance, d'origine et de sang. Les nations nous parlent de races, des grands groupes de familles constitués par leur unité de sang (…). »[15] Parmi ces « grands groupes de famille », la race basque dispose d'une « indéniable originalité », son « extraordinaire singularité est telle qu'on l'appelle

---

[12] Ce qui montre bien le schisme symbolique résidant entre le système identificatoire à l'oeuvre dans la société traditionnelle, où l'espace et le territoire jouaient des rôles primordiaux, et celui qui accompagne le dégagement du national.

[13] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 28 et p. 41.

[14] Joala, *Repuesta a un espanolista. Primera parte*, Mexico, 1904, Ed. Elizalde, pp. 125-126.

[15] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 20.

race île (*raza isla*) »[16] et « cette distinction est tellement évidente qu'un homme de bon sens et possédant une culture moyenne ne pourrait la nier »[17].

Cependant, les nationalistes ne chercheront pas à définir et à cerner de façon expérimentale les dimensions empiriques de la race basque. Bien que faisant souvent référence à des recherches anthropologiques menées (la plupart du temps par des étrangers) pour tenter de dégager un « type basque »[18], ce n'est pas sur la distinction de traits physiques qu'ils se baseront pour prouver l'originalité et la singularité de la race basque mais sur la langue.

Pour eux, celle-ci demeure en effet la meilleure façon de définir une race : « comment se manifeste l'identité ou la diversité de race? [96] Par l'identité ou la diversité des langues, de telle façon que plus la différence résidant entre les langues de deux nations est grande et plus la différence de race qui les sépare l'est aussi. Ainsi, l'espagnol diffère-t-il du chinois plus que du russe et du russe plus que du français. »[19] « La différence de race se prouve par la différence de langue. »[20] « La langue basque diffère radicalement de toutes les autres, la race basque diffère donc aussi de toutes les autres. » « Si les Basques appartenaient à la race latine, le latin serait leur langue, comme elle est celle des Italiens, des Français, des Espagnols, des Roumains et des Portugais. S'ils appartenaient à la race germanique, le germain serait leur langue comme elle est celle des Suédois, et ainsi de même pour les autres races. Mais cela saute aux yeux que la langue basque n'est ni latine, ni germanique, ni slave, ni celtique, ni non plus incluse dans aucun des groupes ou familles auxquels se réduisent les langues restantes. Aussi, force est-il d'admettre que la race basque est distincte des autres races. »[21]

---

[16] *Ibidem*, p. 52.

[17] De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 33.

[18] « D'éminents anthropologues ont démontré que la race basque diffère de toutes celles qui peuplent la terre. » (De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 18). Ne pas oublier qu'en cette fin du XIX^{e}, une bonne partie des anthropologues étaient occupés à compléter le « tableau racial » de l'humanité et que la notion de race était singulièrement en vogue.

[19] De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 16.

[20] *Ibidem*, p. 33.

[21] *Ibidem*, pp. 33-34.

Mais, si l'*euskera* « permet de définir génétiquement la race basque », loin s'en faut pour que tous les descendants de la « grande famille basque » le parlent. Dès lors, comment reconnaître ceux qui appartiennent à la race basque et ceux qui n'y appartiennent pas ? Par le nom. « Que faut-il regarder pour connaître la Patrie d'un individu ? La Race à laquelle il appartient ou, ce qui revient au même, le nom qu'il porte. »[22] Pour les nationalistes, le nom est le moyen le plus sûr et le plus immédiat pour déterminer la race et par conséquent la nation d'un individu. Car « qu'on le veuille ou non, un Lizarraga sera toujours un Basque (…), un Beaumont toujours un Français, un Taparelli un Italien, un Merry un Anglais, un Sanchez un Espagnol, un Schiller un Allemand, etc. »[23] : « Le nom de famille est le sceau de la race. »[24] [97]

2- La langue

Dans la mise en scène de la nation, la conception étroitement raciale des premiers nationalistes ne laisse jouer qu'un rôle subalterne à la langue : celui de signe de l'originalité raciale (et par voie de conséquence, nationale). Peu importe, à la limite, que cette langue soit encore parlée ou non. Le principal, c'est que quelques-uns la sachent ou même qu'elle demeure consignée dans des dictionnaires et des livres de grammaire de telle façon que sa singularité puisse être vérifiée, et par là même celle de tous ceux qui portent un nom basque. Car « le nom et le sang restent immuables quelle que soit la langue parlée par leur porteur ». La perpétuation de la langue basque importe peu, elle peut disparaître ou pas, cela ne changerait rien car, « si on la supprimait et la remplaçait par une autre, la nation resterait la même »[25].

L'*euskera* a définitivement joué, dans un temps originel et génétique son principal rôle, celui de révéler l'originalité raciale de ceux qui portent des noms dont il constitue la trame. Intrinsèquement, le fait de parler l'*euskera* ne signifie plus désormais grand-chose et en tout cas pas l'appartenance à la nation basque : « Dire que la langue est la nationalité serait une grave erreur. Elle est une des qualités de la nation, mais pas

---

[22] *Ibidem*, p. 26.

[23] *Ibidem*, p. 26.

[24] « Un nacionalista », « Maketenia y maketismo », in *Bizkaitarra* n° 20, 2/02/1895.

[25] Arana Goiri « Efectos de la invasion », in *Baseritara* n° 11, 11/07/1897, *Obras completas*, p. 1327.

sa substance »[26]. « Si une Biscaye forale et *euskaldun* (parlant basque) était possible avec la race *maketa*[27], sa réalisation serait la chose la plus odieuse du monde, la plus vile aberration, l'évolution politique la plus inique et la fausseté la plus fantastique de l'histoire. »[28] « Si l'on nous donnait à choisir entre une Biscaye peuplée de *maketos* parlant uniquement le basque et une Biscaye peuplée de Biscaïens parlant uniquement le castillan, nous choisirions sans hésiter (le second cas), car la substance biscaïenne [98] avec des accidents exotiques qui peuvent être éliminés et substitués par les naturels est préférable à une substance exotique avec des propriétés biscaïennes (...). »[29]

La pratique de l'*euskera* n'est donc pas fondamentale pour les premiers nationalistes basques. Cette pratique est purement instrumentalisée dans le but de préserver l'essentiel *qui n'est pas la langue en elle-même mais la race*. Au demeurant, n'importe quelle autre langue, du moment qu'elle soit originale et fondamentalement distincte du castillan, pourrait jouer ce rôle de « bouclier de la race » face à « l'invasion espagnole »[30] : « Il est aussi important pour les Biscaïens de parler leur langue nationale que de ne pas l'enseigner aux *maketos*. Le grand moyen de nous préserver de la contagion des Espagnols et d'éviter le croisement des deux races n'est pas le fait de parler basque en soi ou toute autre langue mais la différence de langage. Si nos envahisseurs se mettaient à apprendre le basque, nous devrions alors abandonner celui-ci, archiver méticuleusement sa grammaire et son dictionnaire, et nous dédier à parler le russe, le norvégien ou quelque autre langue inconnue d'eux, et ce tant que nous serons sujets de leur domination. »[31] Car « grand dommage à la Patrie font cent *maketos* qui ne savent pas l'*euskera*, mais plus grand dommage encore lui fait un seul *maketo* qui le sait »[32].

---

[26] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 41.

[27] Terme dépréciatif par lequel les Espagnols étaient désignés par les premiers nationalistes basques.

[28] Arana Goiri, « Los invasores », in *Bizkaitarra* n° 4, 17/12/1893, *Obras completas*, p. 197.

[29] Arana Goiri, « Errores Catanalistas », in *Bizkaitarra* n°16, 31/10/1894, *Obras completas*, p. 404.

[30] Arana Goiri, « Epilogo », in *Bizkaitarra* n°18, 31/12/1894, *Obras completas*, p.432.

[31] Arana Goiri, « Errores Catanalistas », *Bizkaitarra* n°16, 31/10/1894, *Obras completas*, p. 404 (souligné par nous).

[32] Arana Goiri, « La patria », in *Baseritarra* n° 8, 20/06/1897, *Obras completas*, p. 1307.

3- Le territoire

Pas plus que la langue, le territoire n'incarne la nation, n'en définit la substance. S'il demeure bien le « berceau de la race basque », il n'en constitue pas pour autant un des fondements : « Il est lamentable de croire que la terre est un des éléments essentiels et constants de la Patrie. »[33] « Si tu crois que la Patrie est le sol que tu foules, tu ne sais pas ce qu'est la Patrie (…). »[34] Le Territoire ne peut pas être facteur de nationalité car « comment comprendre que ses lignes, ses contours puissent créer le droit [99] à la vie d'un peuple ? Comment admettre que les nationalités puissent ainsi surgir de la terre comme des melons sur des isthmes, péninsules et continents ? »[35].

« En aucune façon le fait d'être né sur le territoire qu'occupe une nation ne suffit pour se réclamer de celle-ci. Un Nègre ou un Malais, bien qu'étant né au centre de Paris, ne sera jamais Français et un Fernandez ou un Gonzalez ne pourra jamais se dire Basque, bien qu'ayant vu le jour dans les montagnes les plus reculées du Guipúzcoa. »[36] De même qu'il n'est pas nécessaire de connaître le lieu de naissance de quelqu'un pour savoir s'il appartient à telle ou telle famille », il importe peu de connaître le lieu de résidence et de naissance d'un individu pour déterminer sa nationalité : « on n'est pas de la famille de Juan parce qu'on est né dans la maison de Juan mais parce qu'on est son fils ou son parent. »[37]

Ainsi, il importe peu aux premiers nationalistes « d'avoir une Biscaye libre ici, entre ces montagnes, ou bien autre part »[38]. Car « une nation peut abandonner son territoire pour s'établir ailleurs sans que sa personnalité n'en pâtisse le moins du monde »[39] : « Euskerria [sic] notre patrie, serait tout autant Euskerria située dans les contreforts des Pyrénées et (au bord) du Golfe de Biscaye que transférée sur une île du

---

[33] Arana Goiri, « Vulgaridades », in *Bizkaitarra* n°18, 31/12/1894, *Obras completas*, p. 426.

[34] Arana Goiri, « Areitz Orbelak », in *Bizkaitarra* n° 28, 16/06/1895, *Obras completas*, p.614.

[35] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 47. Au demeurant rien dans le relief, le paysage et le climat ne permettait de dégager un archétype d'espace basque, les immenses plaines navarraises et d'Alava, au climat semi-continental, n'ayant que peu à voir avec les vallées escarpées et verdoyantes des provinces atlantiques. Jamais les premiers nationalistes ne tenteront de problématiser le territoire comme élément différenciateur de la nation basque.

[36] De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 24.

[37] *Ibidem*, p. 26.

[38] Arana Goiri, « La pureza de la raza », in *Bizkaitarra* n° 24, 31/03/95, *Obras completas*, p. 546.

Pacifique ou sur les côtes des Grands Lacs africains. »[40] Inversement, « si on nous donnait une Biscaye libre mais peuplée par la race espagnole, ce ne serait jamais la vraie Biscaye, si ce n'est sur les cartes (…). Il ne resterait plus que le nom de Biscaye et le territoire (…). Et, dans ce cas, il vaudrait mieux qu'un tremblement de terre fasse disparaître ce territoire (…) »[41]. [100]

II- UNE CELEBRATION XENOPHOBE

Cette fermeture de l'identité nationale sur la race aura pour conséquence immédiate la partition de la population en deux blocs : d'un côté, les Basques, les frères de race, les fils de la nation, et de l'autre, les Espagnols, les immigrés, la *maketania*. Nous verrons plus loin combien la mise en place de cette dialectique, opposant un Nous à un Eux, affectera directement le développement des mouvements sociaux en Pays Basque. Contentons-nous pour l'instant d'en cerner le contenu et les dimensions.

1- La *maketania*, source de crise

L'essentiel de l'argumentation des premiers nationalistes consiste à imputer tous les maux dont pâtissent les Basques aux Espagnols. D'abord, bien sûr, la perte des Fueros : ce sont les Espagnols qui, par la force et la violence, ont supprimé l'indépendance et les libertés basques. Ensuite, « le plus grand fléau qui se soit abattu sur nous (…), l'immigration »[42], ne cesse d'engendrer le crime[43], la violence[44], la pauvreté[45] et l'immoralité[46]. [101]

---

[39] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 47.

[40] Arana Goiri, « Vulgaridades », in *Bizkaitarra* n° 18, 31/12/1894, *Obras completas*, p. 426.

[41] Arana Goiri, « La pureza de la raza », in *Bizkaitarra* n° 24, 31/03/95, *Obras completas*, p. 546. Voir aussi « Efectos de la invasion », in *Baseritarra* n° 11, 11/07/1897, *Obras completas*, p. 1328, note 2.

[42] Arana Goiri, « Los chinos en Euskerria », in *El correo vasco* n° 98, 10/08/1899, *Obras completas*, p. 1780.

[43] « Suivant les statistiques, 95 % des crimes perpétués en Biscaye sont commis par des Espagnols, et 4 des 5 % restant par des Biscaïens espagnolisés. » (Arana Goiri, « Que somos », in *Bizkaitarra* n° 29, 30/06/1895, *Obras completas*, p. 628).

[44] En particulier la violence ouvrière au cours des grèves : « S'il n'y avait pas de *maketos* en Biscaye, il

Enfin, crime des crimes, les Espagnols menacent l'ultime défense des Basques, la race elle-même : « Les Espagnols pénètrent d'abord à titre d'amis dans les familles, puis d'amis, ils en viennent à être parents (…), alors les mauvais points de vue gagnent et étouffent le sentiment moral, la malice a raison de la volonté, l'erreur de la vérité, la corruption de la pureté, le vice de la vertu, et le mal du bien. »[47]

2- Les *maketos*, une race abjecte

Il fallait s'attendre à ce que la construction purement raciale de la nation basque, doublée d'une conception aussi manichéenne des distorsions de la société basque, déborde sur une dépréciation des Espagnols. Aucune distinction n'est établie au sein de ceux-ci : « Le *maketo* : voici notre ennemi ! Et je ne me réfère pas à une classe déterminée de *maketos*, mais à tous en général. Tous les *maketos*, qu'ils soient aristocrates ou plébéiens, bourgeois ou prolétaires, sages ou ignorants, bons ou mauvais, tous sont ennemis de notre patrie (…). »[48]

Alors que « le Biscaïen est intelligent et adroit pour toutes sortes de travaux, l'Espagnol est court d'intelligence et manque d'habileté pour les tâches les plus simples. Questionnez n'importe quel entrepreneur et vous saurez qu'un Biscaïen, à temps égal, fait autant de travail que trois *maketos* réunis. Le Biscaïen est travailleur (…), l'Espagnol paresseux et fainéant (…) il n'entreprend rien, ne risque rien, ne vaut rien. Alors que le Biscaïen dégénère au contact de l'étranger, l'Espagnol nécessite de temps en temps une invasion étrangère pour le civiliser (…). C'est à peine si l'Espagnol se lave

---

n'y aurait pas de grèves. Celles-ci trahissent moins une lutte d'intérêts et d'idéaux qu'une lutte de race, une lutte entre peuples (…) dûe à la haine qu'ils (les *maketos*) ressentent envers nous (…). Il s'agit (pour eux) de ruiner Bilbao et la Biscaye. » (« La huelga general. Odio sangriento », in *Aberi* n° 17, 25/08/1906).

[45] « Par leur présence, (les *maketos*) font baisser les salaires. Ainsi, alors qu'on gagnait cinq auparavant, on doit désormais se contenter de trois pour le même temps de travail (…). Le paysan basque qui descend à la ville, à la mine, à l'usine le fait par nécessité et cherche du travail pour pouvoir vivre. Il tombe alors sur une invasion (de *maketos*) (…), et doit se conformer avec un salaire ridicule. » (Arana Goiri, « Los chinos en Euskerria », in *El correo vasco* n° 98, 10/08/1899, *Obras completas*, p. 1781).

[46] « La dégénérescence des coutumes de notre peuple est due, sans aucun doute, à l'épouvantable invasion des *maketos* qui amènent avec eux le blasphème et l'immoralité. » (Arana Goiri, « Que caridad! », in *Bizkaitarra* n° 10, 24/05/1894, *Obras completas*, p. 296). Voir aussi Arana Goiri, « Nos vamos civilizando », in *El Correo Vasco* n° 13, *Obras completas*, pp 1678-1679.

[47] Arana Goiri, « Efectos de la invasion », *op. cit.*, p. 1329.

[48] Arana Goiri, « Nuestros moros », in *Bizkaitarra* n° 4, 17/12/1893, *Obras completas*, p.196.

une fois dans sa vie et se change une fois par an (…) »[49]. « À leur allure répugnante, on distingue au premier coup d'œil les *maketos*. »[50] « Ce sont des gens incultes, brutaux et efféminés. »[51] [102]

Aux yeux du principal instigateur du premier nationaliste basque, cette description n'est en rien animée par une velléité raciste et péjorative : « Nous n'insultons pas le peuple espagnol, nous ne voulons offenser personne : nous voulons simplement sauver notre patrie. »[52] « Si nous publions la dégradation du caractère espagnol, c'est pour que le (peuple) basque puisse voir comment la cause de son rabaissement moral réside dans son contact avec le peuple (espagnol). Cette description est nécessaire et inévitable pour éviter la mortelle contagion et sauver nos frères, notre famille, notre patrie. »[53]

En effet, les Basques se rendront alors compte que « le salut de la société basque, sa régénération actuelle et son espérance dans le futur résident dans l'isolement le plus absolu, dans le rejet de tout élément étranger, dans l'exclusion rationnelle et pratique de tout ce qui ne porte pas, imprimé avec des caractères fixes et indélébiles, le sceau d'une originalité nettement basque (…) »[54]. Car « il suffit que les Espagnols ou *maketos* s'en aillent du territoire pour que tout danger soit évité »[55].

3- Une solution : l'isolement

« La société basque se perd par son contact avec les Espagnols. Pour sauver ses membres, il est nécessaire de l'isoler aujourd'hui dans tout ce qui est possible. Pour sauver ceux qui viendront, il faudra l'isoler demain de façon absolue, par le moyen de l'indépendance politique. »[56] Celle-ci obtenue, les immigrés, « outre le fait que leur

---

[49] Suivent deux pages de descriptions, toutes aussi insultantes pour les Espagnols. (Arana Goiri, « Que somos », in *Bizkaitarra* n° 29, 30/06/1895, *Obras completas*, pp. 627-628).

[50] Arana Goiri, « Caridad! », in *Bizkaitarra* n° 19, 20/01/1895, *Obras completas*, p. 438.

[51] Arana Goiri, « Extranjerizacion », in *El correo vasco* n° 67, 10/08/1899, *Obras completas*, p. 1761.

[52] Arana Goiri, « Efectos de la invasion », in *Baseritarra* n° 11, 11/07/1997, *Obras completas*, p. 1331.

[53] *Ibidem*, p. 1331.

[54] Arana Goiri, « Extranjerizacion », *op. cit.*, p. 1761.

[55] Arana Goiri, « Los congresos catolicos de Espana », in *Bizkaitarra* n°16 31/10/1894, *Obras completas*, p. 408.

[56] Arana Goiri, « Efectos de la invasion », *op. cit.*, p. 1331.

nombre serait très réduit, viendraient en tant qu'étrangers et seraient toujours isolés des naturels du pays dans toutes les relations sociales (…) »[57]. Les Basques seraient ainsi enfin libérés de « l'influence pestiférée des *maketos* »[58]. [103]

En attendant, « il faut isoler les *maketos* dans toutes les dimensions de la vie sociale. Ainsi, la vie de ceux qui sont établis dans les villages de l'intérieur et dans les *anteiglesias* deviendra insupportable et celle de ceux qui résident dans cette malheureuse zone du Nervion (région de Bilbao) presque impossible »[59].

« Pour travailler à la conservation de la race, il faut empêcher (…) les mariages des Basques avec des individus de races étrangères. »[60] Il faut « tous se regrouper sous une même bannière, fonder des sociétés purement basques, écrire des journaux basques, créer des théâtres basques, des écoles basques, (…) »[61] : il faut fortifier une communauté basque imperméable aux *maketos*.

À cette fin, plusieurs organisations nationalistes sont alors créées. Il s'agit de « capillariser » la société basque afin de lui injecter le sang chaud des, « devoirs envers la patrie »[62]. Parmi ces organisations, on peut citer : le Parti Nationaliste Basque créé en 1895, l'*Eusko Gaztedi* (jeunesse basque, 1904), l'*Euzkaltzale Bazuna* (diffusion de l'*euskera*, 1910), la Solidarité des Ouvriers basques (syndicat nationaliste, 1911), les *Mendigoixales* (société sportive et montagnarde, 1912), l'*Emakume Abertzale Batza* (organisation des femmes patriotes, 1922), l'*Eusko Nekazarien Bazkuna* (syndicats agricoles, 1933), etc., sans oublier les *Batzokis*, fantastique moyen de propagande et d'existence de la communauté nationaliste[63].

---

[57] *Ibidem*. Un « programme nationaliste en matière de race » est exposé par Arana Goiri dans l'article « La pureza de la raza », in *Bizkaitarra* n° 24, 31/03/1895, *Obras completas*, p. 546.

[58] Arana Goiri, « Los invasores », *Bizkaitarra* n° 4, 17/12/1893, *Obras completas*, p. 197.

[59] Arana Goiri, « Nuestros moros », *op. cit.*, p. 196.

[60] « Non pas que le mariage d'une seule jeune personne avec un étranger soit une grande perte pour la race, mais si des centaines, des milliers de mariages similaires se font, vous comprendez facilement qu'il faudra peu de siècles pour qu'une race aussi peu nombreuse (que la basque) disparaisse complètement. » (De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 29).

[61] Arana Goiri, « Regeneracion », in *El correo vasco* n° 8, 11/06/ 1899, *Obras completas*, p. 1674.

[62] Pour la description détaillée de ces devoirs, cf. De Ibero, « Deberes para con la Patria », in *Ami vasco, op. cit.*, pp 29-32.

[63] Il s'agit de locaux servant tant de sièges au PNV que de centres récréatifs où les nationalistes peuvent se retrouver, discuter, jouer aux cartes, boire et manger dans une ambiance « purement basque ».

L'accès des immigrés à ces organisations est évidemment impensable. Si, malgré l'idéologie qui y est professée quelques doutes subsistaient, il suffit de se reporter à leurs statuts : la plupart du temps, un ou plusieurs noms basques est expressément requis pour y adhérer. [104]

Au fur et à mesure que le nationalisme se développe, des réunions et manifestations de plus en plus importantes, symboles de l'union et de la force du peuple basque, sont organisées. Ainsi, la manifestation de l'*Aberri Eguna*[64] du 27 mars 1932 rassemble 65 000 personnes à Bilbao, celle du 16 mars 1933 60 000 à Saint Sébastien, celle du 1er avril 1934 50 000 à Vitoria. Les symboles nationaux, drapeaux, écussons, manière de s'habiller (*lequeitiana*[65], *Txapela*[66]) sont exhibés, le nom d'Euskadi scandé, l'hymne basque repris, etc. Comme le souligne bien Jean Claude Larronde, « les nationalistes allaient bâtir un monde à eux, à l'écart de l'atmosphère espagnole qui « envahissait » le Pays Basque, monde ayant son héros (Arana Goiri), sa terminologie officielle, ses valeurs »[67].

III- LA « DOCTRINE BASQUE »

1- Ruralisme et refus de la société industrielle : un nationalisme réactionnaire

Le programme social des premiers nationalistes est avant tout réactionnaire : « Le nationalisme biscaïen n'est pas une politique révolutionnaire qui demande des nouveautés. C'est une politique du retour qui veut faire revenir à son antique et légitime état de liberté un peuple qui l'a perdu contre sa volonté. »[68] La société idéale, fraternelle et non conflictuelle dont rêvent les nationalistes n'a pas à être imaginée puis créée : elle est une des dimensions intrinsèques de la nation basque : « Les mots sacrés de justice et d'égalité sont incrustés de façon indélébile dans l'histoire de notre race, dans la doctrine

---

64 Jour de la Patrie Basque.

65 Veste basque traditionnelle.

66 Béret basque.

67 *Le nationalisme basque..., op. cit.*, p. 311.

68 Arana Goiri, « Minuta », in *Bizkaitarra* n° 11, 29/06/1894 (souligné par nous).

de nos ancêtres, dans le drapeau nationaliste. »[69] Il suffit de « rétablir la nation dans sa dignité » pour que l'Eldorado basque redevienne une réalité. Pour ce faire, il s'agit de gommer les effets produits par les bouleversements de ce « siècle d'ignominie »[70] (le XIXe), et d'abord l'industrialisation [105] qui, en attirant des « hordes de *maketos* », « rompt de façon impie les modes de notre constitution »[71].

S'adressant aux industriels, Arana Goiri écrit : « Avec cette invasion *maketa*, dont une grande partie est venue sur nos terres à cause de vous, pour exploiter vos mines et pour vous servir dans vos usines et dans le commerce, avec cette invasion *maketa*, vous êtes en train de pervertir la société biscaïenne car commet le crime celui qui attire avec lui des immondices (les *maketos*) qui ne présageaient que des calamités : l'impiété, toutes sortes d'immoralités, le blasphème, le crime, la libre-pensée, l'incrédulité, le socialisme, l'anarchisme… Tout cela est votre œuvre ! »[72] Et... « cela ne suffit pas aux capitalistes biscaïens : (non seulement) l'âme du Biscaïen est ainsi corrompue, mais il leur (aux industriels) faut aussi qu'il abandonne son corps à la misère et à la faim pour entretenir l'étranger »[73].

Face à la « vision d'horreur » qu'offre « Bilbao *maketanisé* », « au ciel couvert de la fumée de ses fabriques et à l'atmosphère saturée d'acide sulfurique »[74], Arana Goiri en vient à souhaiter la disparition de ce sur quoi se basa le développement industriel biscaïen. « Si les choses doivent demeurer telles quelles, tant que les montagnes biscaïennes recèleront de fer, plût à Dieu qu'elles s'affaissent dans un abîme et que ses mines disparaissent sans laisser de trace ! »[75] À la violence, aux désordres, à la pollution, à la « soif de l'or » et à « l'esprit phénicien » que crée l'industrialisation et surtout face aux « nuées de *maketos* » qu'elle attire et qui « tombent sur les mines, les

---

69 Arana Goiri, « Las pasadas elecciones », *op. cit.*, p. 1290.

70 Titre d'un article d'Arana Goiri in *El correo vasco* du 7/07/1899, *Obras completas*, p. 1708.

71 Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 60.

72 Arana Goiri, « Caridad! », in *Bizkaitarra* n° 19, 20/01/1895, *Obras completas*, p. 441.

73 *Ibidem*.

74 Arana Goiri, « Somos espanoles? », in *Bizkaitarra* n° 4, 17/12/1893, *Obras completas,* p. 186 et « La cultura de Bilbao », in *Bizkaitarra* n° 17, 22/08/1897, *Obras completas*, p. 1388.

75 « Caridad! », *op. cit.*, p. 441.

usines et sur tous les travaux qui se présentent pour les occuper »[76], est opposée la société rurale basque. [106]

« Berceau de la race basque », restée à l'écart des « dégradations *maketas* », « respectueuse des traditions et des lois de nos ancêtres », la société rurale représente l'ultime bastion d'un Eldorado basque, l'ultime vestige d'un âge d'or qu'il s'agit de restaurer : « Si la Biscaye avait été pauvre et n'avait jamais possédé autre chose que champs et troupeaux, alors nous serions tous patriotes et heureux. »[77] « Les véritables fils de notre race, ceux en qui la Patrie peut uniquement espérer le secours, ce sont les paysans, les Basques des campagnes. »[78] Ce sont eux qui incarnent le mieux *lo vasco* (la basquitude) et le système social qui correspond au « génie de la race basque » : une société fraternelle et non conflictuelle faite de petits propriétaires égaux, jaloux de leur indépendance et respectueux des traditions.

Le ruralisme constitue un des éléments centraux de l'idéologie des premiers nationalistes basques[79]. Apparemment, rien ne semble donc distinguer ce mouvement, arc-bouté sur la défense de la société rurale et traditionnelle pour mieux résister aux tensions et conflits que l'urbain et l'industrialisation provoquent, de celui qui anima les deux Guerres Carlistes. Entre les deux réside pourtant le fossé qui sépare une société pré-nationale d'une société nationale, une société traditionnelle d'une société moderne.[80] [81] [82] [83]

En effet, même si ce nationalisme ne cesse de magnifier le passé, il n'en demeure pas moins une idéologie fondamentalement liée à la modernité. Et si l'on cesse de se laisser enfermer dans les sophismes par lesquels il se dit, on s'aperçoit rapidement qu'il n'émane en rien de la société traditionnelle et qu'il demeure totalement étranger aux problèmes des paysans. *De la société traditionnelle et du monde rural, les premiers*

---

[76] Arana Goiri, « Los chinos de Euskerria », *op. cit.*, p 1781.

[77] Arana Goiri, « Caridad! », *op. cit.*, p. 441.

[78] Arana Goiri, « Las pasadas elecciones », in *Baseritarra* n° 5, 30/05/1897, *Obras completas*, p. 1289.

[79] Significativement, le second périodique nationaliste s'intitule *Baseritarra* (« le paysan » en *euskera*).

[80] Pas de note

[81] idem

[82] idem

[83] idem

nationalistes n'ont qu'une vision mythique et détachée des réalités. Il faut chercher les causes de son apparition non pas à la campagne, mais à la ville. Le ruralisme est avant tout une idéologie urbaine. Durant toute la période d'élaboration de cette idéologie, les nationalistes demeurent calfeutrés dans les villes, singulièrement à Bilbao. [107]

D'extraction généralement carliste, appartenant aux couches moyennes urbaines (voir plus loin), voyant leurs prérogatives et prestiges piétinés par les nouveaux riches industriels ou contraints de tomber dans la grande masse des salariés, les premiers nationalistes vivent négativement les bouleversements qu'entraîne le boom industriel biscaïen. Désorientés par un monde dont le rythme leur échappe, menacés dans leur statut, dépossédés de l'initiative et du contrôle du changement qui les affecte, vivant l'arrivée massive d'un prolétariat immigré comme une agression, ils vont se replier sur une défense communautaire et égalitariste antonyme du cosmopolisme alors affiché par l'oligarchie triomphante.

Mais, au-delà de leur discours et à l'inverse des combattants du camp carliste, *il ne s'agit pas pour eux de défendre un type de société (la société traditionnelle), mais d'en fuir une (la société industrielle)*. C'est dans cette fuite que le passé, et le support qui était le sien (la société rurale), sont réinvestis comme refuge. Les premiers nationalistes (petits employés, professions libérales, et plus tard notables en perte de vitesse) ne sont les acteurs centraux d'aucun des types sociétaux autour desquels s'articule alors la collectivité basque. Ils se situent plutôt à leur jointure. Classes gonds, elles sont particulièrement sensibles à la chute d'un passé auquel elles n'appartiennent déjà plus et aux difficultés d'un futur qu'elles ne comprennent encore pas. Incapables de construire un véritable projet d'avenir ou de se mobiliser autour d'une utopie de type populiste, elles vont, dans un mouvement frileux n'osant pas imaginer un futur inédit, se crisper sur la défense nostalgique d'un âge d'or qui n'a jamais existé.

Face à une élite dirigeante dédaigneuse et corrompue, à un prolétariat en grande partie étranger au Pays et vécu comme source de troubles et de violence, face à l'anachronisme des relais traditionnels du pouvoir, à la faillite de la culture locale, au désarroi et à la crise, le nationalisme va proposer à ces couches sociales un pôle identificatoire transcendant toutes les causes de leur malaise : la nation. Celle-ci, dans la communion d'une identité partagée et dans l'espoir de renouer avec un passé mythique,

va mobiliser toutes les énergies frustrées par la forme particulièrement violente de développement qu'expérimente alors le Pays Basque. [108]

Il ne faut pas s'étonner que dans un monde où l'éphémère côtoie désormais le relatif et où la personnalité et l'identité sont broyées au nom d'impératifs jamais atteints, la race soit choisie pour borner cette communauté-fuite, cette communauté-refuge : elle est et demeure. Face aux tensions, conflits et incertitudes du présent les nationalistes vont halluciner une antithèse rassurante : le retour au temps béni où la grande communauté des frères de race, des fils de la nation, vivait en harmonie, unie autour de ses traditions.

Ce nationalisme ne renferme à proprement parler pas de projet social : il se contente d'être réactionnaire, c'est-à-dire de réagir négativement face à un présent inacceptable et de le fuir en se réfugiant dans un passé reconstruit de toutes pièces en fonction de désirs présents frustrés.

2- Un modernisme développementiste

Tel n'est pas le comportement d'une nouvelle classe ascendante : la bourgeoisie non-monopoliste, déjà désignée comme autonomiste[84]. Elle ne se situe pas à la charnière de deux types sociétaux : elle appartient à part entière, et au même titre que l'oligarchie ou que le prolétariat, au type de société industrielle qui se consolide alors en Pays Basque. Elle n'est pas, comme les classes moyennes urbaines fondatrices du premier nationalisme basque, ballottée et déconcertée par le changement. Même si la direction de celui-ci demeure monopolisée par l'oligarchie, elle y participe directement. Son action, pleine de projets, est tout entière traversée par le désir de mettre en œuvre son savoir et son expérience pour transformer le présent et bâtir le futur. Il n'y a qu'à mesurer l'énergie avec laquelle elle consolide et développe son industrie pour se rendre compte que *ce n'est pas la réaction qui la définit mais l'action*. Contrairement à celui des premiers nationalistes, son regard n'est pas tourné vers le passé, mais vers le futur.

Le repérage de la généalogie de cette bourgeoisie nous a permis de mettre l'accent à la fois sur son ancrage populaire, sur son dynamisme et son modernisme[85]. Face au monopolisme et au caciquisme de l'oligarchie qui, jalouse de ses prérogatives,

---

[84] Voir supra, pp. 68-73.

[109] devient chaque jour plus réactionnaire et fomentatrice de révoltes ouvrières, les deux dimensions principales de cette bourgeoisie (ancrage populaire et modernisme) vont se fondre en un même projet visant à mobiliser l'ensemble du peuple basque autour d'un développement harmonieux et équilibré du pays. La figure centrale de la société à venir serait le petit et moyen entrepreneur industriel, à la fois empreint de culture basque et ouvert aux réalités de son époque.

On est ici loin des divagations bucoliques des premiers nationalistes. Pour cette bourgeoisie, « la patrie nationale des Basques est une démocratie industrielle et commerçante, travailleuse, active et riche »[86]. La revue d'art et essais *Hermes* que cette bourgeoisie financera entre 1917 et 1922 est un parfait reflet de son modernisme. Il s'agit d'échapper au folklorisme étroitement localiste et imbu de romantisme pour, au contraire, « ouvrir l'art basque à toutes les facettes de la modernité ».

C'est que pour elle le combat national basque n'est nullement synonyme de xénophobisme. Il s'inscrit au contraire dans la lutte générale des peuples pour leur autodétermination, en particulier celle des Irlandais et des Catalans. Les relations avec ces derniers sont de plus en plus étroites. De fait, un même projet anime la bourgeoisie catalane et la partie de la bourgeoisie basque dont il est ici question. Face à l'archaïsme de l'État et de la société espagnole et face à l'impossibilité de les transformer dans l'immédiat en un État fédéral et démocratique qui répondrait à une société développée et démocratique[87], il s'agit de mobiliser les deux nations périphériques dans un effort de modernisation. En un second temps et à partir d'elles, sera postérieurement tentée la transformation de l'ensemble de la Péninsule. Les nationalismes périphériques ne sont pas ici synonymes de réaction et de repli sur soi mais au contraire de progrès et d'ouverture. « Le commerce, l'industrie, l'activité mercantile (du Pays Basque), son génie entrepreneur peuvent servir de modèle à la passivité castillane. Son génie pratique et son jeune idéalisme, triomphant du faux idéalisme qui le portait de désastre en

---

[85] Ibidem.

[86] Jesùs de Sarria, *Ideologia del nacionalismo vasco*, Bilbao, 1918, Ed. Verdes, p. 63.

[87] Voir supra, p. 72.

désastre, peut constituer l'appui et même l'étoile qui guidera le propre peuple espagnol dans ses futures entreprises. »[88] [110]

Attaquée par l'oligarchie et les socialistes, frustrée de la définition de la nation basque, cette bourgeoisie ne se sentira cependant pas les forces nécessaires pour reconstituer de toutes pièces un nouveau parti nationaliste. Elle optera d'entrée pour une politique de noyautage de celui qui existait déjà. Pour elle, « le PNV doit se faire à l'idée que s'il ne s'applique pas à ôter de son sein traditions caduques, intempérances et intolérances aujourd'hui tout simplement insupportables et incompréhensibles, il cessera de se fortifier pour au contraire s'affaiblir lentement, consumé par l'anémie qui gagne tout corps qui, enfermé dans des modèles trop étroits, ne parvient pas à se réaliser (…) »[89]. Les nationalistes doivent cesser « d'être des hommes divorcés avec la réalité »[90] pour au contraire « s'y immerger le plus tôt possible[91].

Au fur et à mesure que cette bourgeoisie se renforcera, son poids au sein du PNV ne cessera d'augmenter. Ce qui n'ira pas sans tensions ni sans conflits, les idées défendues quelques années auparavant par Sabino Arana Goiri (et en particulier celle liée au désir d'obtention de l'indépendance totale du Pays Basque) demeurant le centre idéologique autour duquel se mobilisent encore la majorité des nationalistes.

3- Indépendantisme et régionalisme

C'est précisément cette idée, celle de l'indépendance du Pays Basque et de la rupture totale des liens avec l'Espagne, qui constituera la pierre d'achoppement à la politique de noyautage menée par cette bourgeoisie au sein de PNV. Elle n'arrivera jamais à créer l'unanimité autour de ses thèses autonomistes : il existera toujours un secteur prompt à rappeler le dogme *sabiniano* (de Sabino Arana Goiri) de l'indépendance.

Pour cette bourgeoisie qui très vite s'octroiera les postes clefs du PNV (elle contrôle sa direction dès 1915), « la politique du tout ou rien [111] est néfaste et

---

[88] Eduardo de Landeta, « El bizkaitarrismo », in *Hermes* n° 13, sp.

[89] De Landeta, « El bizkaitarrismo frente a las realidades del momento actual », in *Hermes* n° 55, p. 14.

[90] De Landeta, « El problema bizkaitarra », in *Hermes* n° 5, p. 326.

[91] De Landeta, « El bizkaitarra frente… », *op. cit.*, p. 14.

équivaut à se bander les yeux face à la réalité »[92] : « Les liens unissant l'Espagne au Pays Basque sont profonds et anciens, rien ne sert de les nier. »[93] « Le PNV, par une réconciliation sincère avec la réalité, doit définitivement abandonner sa vie idéaliste, formuler une déclaration franche et catégorique de légalité et rendre publique une condamnation de toute idée séparatiste. »[94] « La reconstruction de la nation basque ne se fera pas en dehors ni même séparément de l'Espagne, mais avec elle et en son sein. Parce que (…) le concept de nationalité est un concept complètement distinct de celui d'État et que, prenant les choses telles qu'elles sont réellement et telles que nous les présente l'histoire (…), le problème biscaïen s'inscrit et rentre dans celui de l'État espagnol, en union personnelle avec son chef, aujourd'hui le roi, par des pactes solennels, garants de la personnalité politique, de l'âme et de la vie propre de la nation basque. En un mot : Euzkadi à l'intérieur de l'Espagne, oui. Mais avec sa propre personnalité pleinement reconnue et avec sa liberté. »[95] Dans le « nouvel État Ibérique, démocratique et plurinational » dont rêve cette bourgeoisie, « Euskadi ne sera pas un concept opposé à celui d'Espagne, mais synonyme de liberté compatible avec l'unité de l'État »[96].

Si le ciment « autonomie » permet, par son ambiguïté même[97], de lier la majorité des nationalistes dans un même Parti, il va cependant s'avérer incapable d'y maintenir les plus radicaux, les partisans de l'indépendance absolue. Pour ces derniers, le « déviationnisme » dont fait désormais preuve la direction du PNV est inadmissible. Il faut, [112] « en défense de la pureté doctrinale »[98], revenir à l'orthodoxie sabinienne.

---

92 De Landeta, « El idealismo y el ideal bizkaitarra », in *Hermes* n° 30, p. 234.

93 De Sarria, *Ideologia del nacionalismo vasco*, *op. cit.,* p. 47.

94 De Landeta, « El bizkaitarrismo frente… », *op. cit.*, p.14.

95 De Landeta, « El problema… », *op. cit.*, p. 328.

96 De Sarria, *Ideologia del nacionalismo vasco*, *op. cit.,* p. 10, et Kizkitza, « La politica indigena », in *Euskadi* du 11/11/1917.

97 En rappelant aux régionalistes que « l'autonomie n'est pas séparatisme » tout en disant aux partisans de l'auto-détermination que « l'autonomie est un pas vers l'indépendance ».

98 Titre d'un article ouvrant les hostilités entre autonomistes et indépendantistes au sein du PNV. Cet article parut dans *Aberi* n° 49 (organe de la Jeunesse Basque) le 22/12/1917. A partir de cette date, ce périodique devînt le principal moyen d'expression et de propagande des indépendantistes (d'où le qualificatif d'*aberianos*) dont le chef de file fut longtemps Gudari (pseudonyme d'Elias Gallastegui).

Face à ceux qui affirment que « le nationalisme n'est pas séparatisme », les *aberrianos* (de *aberri* : patrie) ou *sabinianos* se déclarent, à l'instar du *Maestro*[99], « être franchement et essentiellement séparatistes »[100] et « aspirer à l'indépendance absolue d'Euskadi »[101]. Les divergences et l'animosité des protagonistes sont telles qu'une scission du mouvement national semble inévitable. Elle se produira effectivement après quatre ans d'escarmouches au cours du mois d'août 1921. Les autonomistes demeurent au sein de la Comunion Nacional Vasca[102], tandis que les indépendantistes reconstituent le PNV. À la fin de la dictature de Primo de Rivera, synonyme de répression du mouvement national basque (et singulièrement du PNV), les deux parties se réconcilient le 16 novembre 1930 autour d'une tactique statutaire s'inscrivant dans une stratégie d'autodétermination et fusionnent en un même PNV. L'union n'est cependant pas totale : une minorité, en désaccord avec le caractère éminemment confessionnel du PNV, fonde quelques jours plus tard l'Accion Nacionalista Vasca (A.N.V), parti nationaliste laïc dont le but est l'obtention (au sein d'un État fédéral espagnol) de « l'autodétermination d'une Euskadi moderne et démocratique où la justice sociale devra être instaurée »[103]. Chaque fois plus à gauche, l'ANV prendra des positions nettement socialisantes à la veille de la Guerre Civile et adhérera au Front Populaire [113] en 1936. Bien que numériquement réduit, et avec une influence quasi nulle en dehors de Bilbao, ce parti représentera néanmoins la seule tentative réelle (mais bien tardive et extrêmement minoritaire) d'ouverture du mouvement national basque d'avant-guerre au socialisme[104].

L'union de tous les autres courants du nationalisme basque au sein d'un même PNV sera quant à elle de courte durée. La désormais classique scission entre indépendantistes et autonomistes réapparaîtra en effet bien vite à la suite de l'échec du

---

[99] Qualificatif élogieux par lequel les indépendantistes désignaient Arana Goiri qui, quelques années plus tôt, avait écrit que « le nationalisme est du séparatisme » (in *Bizkaitarra* n° 8, *Obras completas*, pp. 267-268).

[100] « Es preferible », in *Aberi* n° 1 (3ème époque), 29/11/1919.

[101] « Esos no son sabinianos », in Aberi n° 14, 28/02/1920.

[102] Nom qu'avait pris le PNV en décembre 1916 pour bien montrer « qu'expression de tout un peuple, (il était) plus qu'un parti ». Cette idée était depuis quelques années déjà partagée : voir par exemple l'article « El nacionalismo no es un partido », in *Euzkadi* n° 5, 5/02/1913.

[103] Voir le manifeste (dit « de la Saint André ») de l'ANV (30 novembre 1930).

[104] L'ANV fait de nos jours partie de la coalition indépendantiste Herri Batasuna (voir plus loin).

Statut d'Estella[105]. Le secteur le plus radical, essentiellement composé de jeunes et des anciens dirigeants *aberrianos*, se regroupera autour de la revue *Jagi-jagi* (organe des Mendigoixaleak) et ne cessera, jusqu'à la guerre civile, de harceler la direction du PNV, la sommant d'adopter une politique nationaliste plus radicale.

4- Le nationalisme basque d'avant-guerre : une démocratie chrétienne autonomiste poussée par un populisme indépendantiste

La politique suivie par la bourgeoisie non-monopoliste et autonomiste au sein du mouvement national basque sera globalement un succès. Au niveau de la revendication nationale, le mouvement, à l'exception d'une minorité (Jagi-Jagi), perd son caractère radical pour « s'engager dans une direction raisonnable qui satisfait tout le monde »[106], c'est-à-dire une politique de pression pacifique (mais constante et très ferme) sur l'État espagnol en vue d'obtenir un statut d'autonomie élargi, présenté à la base nationaliste comme « le premier pas vers la pleine autodétermination du Pays Basque ». Dans le domaine social, le mouvement abandonne peu à peu le passéisme qui le caractérisait au départ pour, comme le désirait quelques années plus tôt De Landeta, « s'ouvrir aux réalités du moment ». [114]

Dans son effort pour moderniser le PNV, la bourgeoisie autonomiste va bien se garder de heurter de plein fouet le nationalisme réactionnaire. Elle va au contraire emprunter ses principaux canaux d'expression idéologique pour le faire fléchir dans la direction voulue. La démocratie égalitariste des petits propriétaires terriens, si chère aux premiers nationalistes, est simplement complétée puis remplacée par celle des petits industriels. Le fond égalitariste et individualiste, « intrinsèque à la race », reste le même. L'anti-industrialisme du départ n'est pas brutalement condamné mais habilement orienté vers une critique des excès de l'oligarchie « égoïste et espagnoliste », accusée d'avoir provoqué « l'invasion *maketa* ». Le caractère confessionnel du PNV est accepté et même renforcé, etc.

---

[105] Le texte de ce premier statut d'autonomie, approuvé par l'immense majorité des maires basques, et qui octroyait une quasi-indépendance aux quatre provinces basques, fut rejeté par les Cortès espagnoles, le 25 septembre 1931, pour cause d'inconstitutionnalité (voir plus loin).

[106] In *Euzkadi* n° 3362, 25/08/1923 (sans titre).

Durant ce glissement du mouvement national vers « l'acceptation des réalités » (le système capitaliste), la bourgeoisie autonomiste n'apparaît jamais en tant que classe, mais se présente toujours comme petits propriétaires, fils du peuple, dont le but est de contribuer à ce que la nation basque retrouve son harmonie. En prenant appui sur ce que le passé recèle de meilleur (« l'héritage de la race »), chacun doit participer à l'effort général pour construire une société basque moderne « où collaboreront la petite bourgeoisie des villes, les ouvriers des campagnes et le prolétariat des cités (…) et où le pouvoir naîtra de la volonté populaire collective et exprimera l'aspiration : un gouvernement du peuple, émanant du peuple et pour le peuple »[107].

Cet appel à la mobilisation et à l'union, aux accents parfois populistes, ne débouche cependant jamais sur un véritable projet de transformation de la société. Il semble bien au contraire qu'en prônant l'alliance de classes sous couvert d'harmonie, il ne vise qu'à asseoir les intérêts de classe de la bourgeoisie et à perpétuer le système capitaliste[108].

Mais, à force de détourner les regards du passé pour les diriger vers l'image d'un futur meilleur, à force de dénoncer l'oligarchie dans ses abus et dans son capitalisme sauvage et égoïste, le discours de la bourgeoisie [115] autonomiste va être pris au mot : une partie des nationalistes, certes minoritaire mais très agissante, va se regrouper derrière l'utopie d'une Euskadi réellement égalitaire et débarrassée une bonne fois pour toutes du capitalisme.

Pour eux (et ils rejoignent ici Arana Goiri dont ils se réclament), le capitalisme est un produit « exotique » : « C'est l'esclavage politique d'Euskadi qui apporta aux Basques l'esclavage social du travailleur. »[109] Mais, contrairement aux premiers nationalistes, et c'est en cela que ce mouvement peut être qualifié de populiste, il ne s'agit pas de fuir le capitalisme en s'enfermant dans un passé mythique, mais de le dépasser en construisant un futur différent. Pour la première fois, on assiste au

---

[107] Ramon de la Sota Aburto (dirigeant du PNV et chef de file incontesté de la bourgeoisie autonomiste), « El nacionalismo vasco y sus posibilidades para el futuro », in *Euzkadi* n° 3175, 16/01/1923.

[108] Par exemple, et significativement, l'auteur de la précédente citation, De la Sota, est le propriétaire des chantiers navals Euskaldunak employant plus de 2 500 ouvriers.

[109] Gudari, « Hombres y pueblos libres », in *Jagi-Jagi* n° 78, 25/08/1934.

dégagement d'une grande utopie : celle d'aller au-delà du capitalisme par l'obtention de l'indépendance nationale. Cette dernière permettra en effet d'expulser l'oligarchie, « la lie de notre peuple »[110]. « La nouvelle patrie en finira alors avec le capitalisme espagnoliste de ces magnats. »[111] Ensuite, « à mesure que le capitalisme perdra du terrain devant la mobilisation populaire, l'harmonie sociale basque apparaîtra »[112]. À la place du capitalisme, « il faudra recourir à l'imagination de notre race »; « le peuple devra se baser sur les méthodes égalitaires, communautaires et démocratiques de notre race pour (gommer) les effets de l'impérialisme et du capitalisme et construire l'avenir juste et digne dont nous rêvons tous »[113]. Il ne s'agit cependant que d'un populisme bien timide, tenu à bout de bras par la revendication indépendantiste. C'est en effet par elle que l'idée d'un post-capitalisme est introduite. Une idée qui n'arrivera jamais à s'imposer face à la « doctrine basque » majoritaire.

Celle-ci, essentiellement formulée par la bourgeoisie autonomiste, se présente comme « la voie du juste milieu, de la raison et de l'équilibre ». Elle condamne à la fois « les excès du capitalisme » (repérable dans les agissements de l'oligarchie) « l'illusion du socialisme » (« qui ne correspond en rien aux attentes de notre peuple ») et « l'utopie infantile » des indépendantistes populistes. [116]

La crise du capitalisme monopoliste au début des années 1930[114], ainsi que l'échec du modèle d'État centraliste et autoritaire (chute de Primo de Rivera) confortera la petite et moyenne bourgeoisie dans son projet de développement d'une industrie « à l'échelle de l'homme » où les équilibres et le respect des droits de chacun seraient assurés. Elle rejoint en cela l'idée largement partagée par la base du PNV selon laquelle les grandes concentrations industrielles sont néfastes. En suscitant l'espoir d'obtenir l'autonomie à très brève échéance, elle coupe parallèlement l'herbe sous les pieds des populistes indépendantistes qualifiés d'irresponsables.

---

110 « Toque de alarma », in *Jagi-Jagi* n° 13, 17/12/1932.

111 « Nacionalismo y capitalismo », in *Jagi-Jagi* n° 7, 29/10/1932.

112 « Pero tambien a los capitalistas! », in *Jagi-Jagi* n° 113, 17/12/1932.

113 *Ibidem*.

114 Celle-ci touche très durement l'oligarchie industrielle biscaïenne : la production de fer passe de 5 517 000 tonnes en 1930 à 1 760 000 en 1933, les exportations de lingots de fer en 1933 n'atteignent pas le quart de celles de 1930. Les bénéfices des Altos Hornos de Vizcaya chutent (en millions de pesetas) de 11,2 en 1930 à 4,1 en 1934 (Tuñon de Lara, *La España del siglo XX*, Barcelona, 1977, Ed. Laia, p. 368 et

Quelques années après le putsch franquiste qui empêchera de savoir ce qu'aurait donné une telle politique, le Président du premier gouvernement autonome basque, José Antonio Aguirre, présentait ainsi le versant social de ce qu'il appelait lui-même la « doctrine basque » : « Avec l'autonomie, nous pensions implanter un système social original et pratique au sein du peuple basque. Nous pensions que (…), si le travailleur avait une participation effective dans les bénéfices de la production, nous aurions fait un grand pas vers la paix sociale (…). »[115] C'est à cette fin que le PNV propose un plan de « participation des travailleurs au capital » grâce à la distribution de parts proportionnelles aux bénéfices enregistrés. Avec ce projet, les nationalistes « pensaient concilier la liberté et l'initiative de l'entrepreneur avec l'association du travail, ruinant les abus de l'exploitation »[116].

En 1941, dans l'espoir que nourrissaient encore les nationalistes de reprendre le pouvoir, le même Aguirre écrivait : « Notre programme facilitera l'accès du travailleur au capital, aux bénéfices, à la co-administration des entreprises (…), administrations dont les travailleurs étaient jusqu'alors écartés au grand préjudice de la paix et de la justice (…). Ce programme est animé par la ferme espérance que cette initiative fera régner [117] dans peu de temps une plus grande harmonie entre tous les éléments de la richesse. Le Gouvernement (basque), comptant sur l'assentiment populaire et grâce à son appui chaque jour plus fort, agira de façon à ce que des réformes sociales, qui étaient jusqu'alors précédées de tumultueuses manifestations, soient réalisées au milieu de la compréhension générale d'un peuple qui aura su harmoniser dans sa pensée l'intérêt supérieur de la collectivité avec le souci de causer le moins de préjudices possible aux intérêts privés surtout quand ceux-ci sont, comme c'est si souvent le cas chez nous, le fruit de nombreuses années de travail. »[117] En somme, il s'agissait de mettre en application la « doctrine basque d'aide au peuple et de respect des droits légitimes du propriétaire »[118] dans l'unité d'une communauté autonome. [118]

---

p. 387).

[115] Jose Antonio Aguirre y Lecube, *El sentido democratico, el sentido social y el de la libertad de los pueblos en los momentos actuales*, 28 août 1942, *Obras completas*, San Sebastian, 1981, Ed. Sendoa, tome III, p. 185.

[116] Ibidem, pp. 186-187.

[117] *Ibidem*, tome II, p. 852.

[118] *Ibidem*, tome II, p. 874.

PREMIERE PARTIE, CHAPITRE VII

PATRIE CONTRE CLASSES

I- REPERES

Même si elle en accompagne l'avènement, la nation « n'appartient » pas à la société industrielle, pas plus du reste qu'à la société marchande. Elle renvoie avant tout à un problème historique lié à l'ensemble des opérations par lesquelles « la société », à un moment de l'histoire, se circonscrit en unités particulières pour se dire, se faire et agir (voir supra, chap. V). Intrinsèquement, ces opérations ne relèvent donc en rien du mode de fonctionnement des types sociétaux, elles se situent sur un plan totalement différent.

Mais cette distinction ne doit pas dispenser de l'étude des relations entre ces deux types de problèmes. Au contraire, nous pensons que plus cette distinction sera clairement établie (en particulier par le positionnement de la question nationale sur un axe diachronique d'analyse, perpendiculaire à l'axe synchronique sur lequel doivent être décryptés les mouvements sociaux) et plus cette étude aura de chances d'être pertinente.

Un des points d'intersection des deux axes sur lesquels se projettent nation et mouvements sociaux a pour nom démocratie. C'est à partir de ce point singulier que nous choisissons d'aborder les rapports entre question nationale et mouvement ouvrier.

Pas de mouvements sociaux (tout au moins dans l'acception positive que nous avons donnée de ce concept au début du chapitre II) sans espace [119] de liberté, sans autonomie de la société civile, sans délimitation du lieu du pouvoir et mise en place de mécanismes visant à en contrôler les prérogatives. Pas de mouvements sociaux donc sans ouverture du système politique, sans État de droit, sans démocratie.

Toutes les questions nationales surgissent à partir du moment où une nation se sent ou se voit frustrée de son État. Soit que celui-ci soit supprimé par la force (invasion, annexion militaire), soit que son dégagement soit empêché (colonisation, minorités nationales). À la clef réside toujours un problème historique et politique.

L'équation, pour peu que l'on continue à lire les relations entre question nationale et mouvements sociaux à partir du point démocratie, semble alors facile à résoudre : pas

de mouvements sociaux sans démocratie, pas de démocratie sans État de droit, donc pas de mouvements sociaux ou tout au moins marginalisation de ceux-ci au sein des collectivités se reconnaissant comme nation luttant pour l'obtention ou le rétablissement d'un État propre, c'est-à-dire privilégiant nécessairement à l'union contre la division[1].

Bien qu'il faille sans doute nuancer cette affirmation, force est de constater qu'elle définit centralement l'ensemble des relations entre question nationale et mouvements sociaux dans les multiples situations historiques qui ont été marquées, tout au long de ce siècle, par des luttes d'affirmation et de libération nationales. L'affirmation politique unitaire d'une collectivité portée par une vaste mobilisation nationale tend toujours à éliminer ses divisions internes, s'exposant en cela aux multiples tentations totalitaires. De quelques idéologies qu'elles se réclament, les mobilisations nationales parlent en effet toujours au nom l'Un face aux autres.

II- MARXISME ET QUESTION NATIONALE

Cette dialectique reste imperméable au marxisme. Son combat vise non plus l'approfondissement et le balisage de la distance séparant société civile et État, mais son abolition. Pour Marx, l'Etat n'est qu'un instrument de domination créé par la bourgeoisie pour museler et modeler la société suivant ses intérêts. Face à cette logique répressive, la suprématie du social (dont les tenants et aboutissants résident [120] dans la dialectique des forces productives) doit être rétablie. L'homme abstrait que désignent les institutions étatiques doit laisser la place à l'homme concret, produit de rapports sociaux concrets. La logique immanente au mode de production capitaliste apparaîtra alors en pleine clarté, précipitant la bourgeoisie vers sa perte et annonçant l'instauration du communisme. Dans ces conditions, la nation, qui en appelle à une identité collective commune et à un mode de solidarité historique transcendant celui de classe, ne peut être abordée que négativement par le marxisme.

Aspirant à une totalité cognitive de la réalité à partir de l'étude de l'évolution des forces de production, hermétique donc à la dimension symbolique de la société, le marxisme n'a de choix qu'entre nier la question nationale (« Il n'y a pas de nations,

[1] Peu importe ici la généalogie et le mode de reproduction de la conscience nationale. Ce qui compte, c'est son « évidence » et son poids.

aujourd'hui surtout… il n'y a pas que des classes »[2]) ou l'intégrer comme un épiphénomène secondaire dans son système interprétatif (nationalisme = fausse conscience ou idéologie de classe) et sa stratégie d'action (« le droit d'autodétermination se voit chez Marx subordonné aux exigences de l'évolution générale dont la lutte des classes prolétariennes constitue la force motrice principale »[3]).

Cette impossibilité congénitale du marxisme d'entrevoir la question nationale autrement que sous le mode du rejet ou de l'opportunisme sera en Pays Basque aggravée par les conditions d'apparition et de développement tant du nationalisme que du mouvement ouvrier et du socialisme. En effet, bien que leurs dirigeants se soient efforcés de les dissocier, mouvement ouvrier et socialisme sont dès le départ intimement liés en Biscaye. Les premières sociétés de défense ouvrières, les premières revendications, les premières grèves, bref les premières manifestations du mouvement ouvrier en Biscaye sont le produit de la rencontre d'un prolétariat surexploité avec une poignée d'agitateurs socialistes. Il n'y a qu'à comparer [121] les noms des premiers leaders syndicaux et des dirigeants du PSOE pour se rendre compte qu'il s'agit des mêmes.

Or, prolétariat organisé et militants socialistes ont pour caractéristique d'être étrangers au pays. Environ 80 % des mineurs, premier foyer du mouvement ouvrier en Biscaye, sont des immigrés. Ceux-ci représentent par ailleurs 58 % des manœuvres et ouvriers spécialisés des grandes entreprises métallurgiques biscaïennes du début du siècle[4]. L'instigateur du socialisme en Biscaye et principal leader du mouvement ouvrier, Facundo Perezagua, est quant à lui originaire de Tolède et fut en 1885 dépêché par la direction madrilène du PSOE pour implanter celui-ci en Biscaye. *Dès le départ donc, mouvement ouvrier, lutte de classe et socialisme sont en Biscaye identifiés avec l'immigration*.

Si on ne perd pas de vue que le contenu du premier nationalisme basque est essentiellement ethnique et racial, interdisant *ipso facto* toute tentative d'intégration des

---

[2] Jules Guesde (1882), cité par Georges Haupt, Michael Lowy et Claudie Weil, *Les marxistes et la question nationale*, Paris, 1974, Ed. Maspéro, p. 31.

[3] Karl Kautzky, *Die Befreiung der Nationen*, Stuttgart, 1917, Ed. Dietz, p. 9 (cité par Haupt, Lowy et Weil, *op. cit.*, p. 18). Pour une étude détaillée de la position de Marx et Engels sur la question nationale, voir Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Paris, 1975, Ed. Gallimard.

[4] Alors que 77,6 % des industriels, propriétaires et rentiers sont natifs du pays (Javier Corcuera, *Origenes,*

immigrés au mouvement national, si on ne perd pas de vue que celui-ci sera par la suite noyauté par une bourgeoisie paternaliste pesant de tout son poids pour en faire un mouvement opposé à la lutte de classe, il n'est même pas nécessaire de faire appel à une étude théorique sur le marxisme et la question nationale, sur le national et les mouvements sociaux, pour comprendre le type de relations qui allaient présider aux rapports entre nationalistes et socialistes en cette fin du XIX^{e} et ce début du XX^{e} : « Entre le génie basque et le socialisme, réside une répulsion absolue et irréductible »[5].

ideologia...op. cit., pp 77-81).

[5] Arturo Campion, « La personalidad *euskera* en la historia, el derecho y la literatura », conférence donnée à Bilbao, le 27 avril 1901 (*in Discusos… op. cit.*, p. 139).

III- LES SOCIALISTES FACE AUX NATIONALISTES

« Toutes les armes nous paraissent bonnes pour les combattre. »

La lucha de clases[6]

Lorsqu'on connaît le « tarif » des « indemnités » pour les amputations dues aux accidents du travail dans les mines biscaïennes à la fin [122] du XIXe siècle (vers 1890) : « Pour deux jambes : 40 duros, pour deux bras : 20, pour deux mains : 10 »[7], et qu'on sait que certains n'hésitèrent pas à s'amputer volontairement volontairement de quelques doigts pour échapper ainsi à l'enfer de la mine et toucher quelques compensations[8], on peut aisément se faire une idée des conditions de travail et du degré d'exploitation qui pouvaient régner dans ces nouveaux bagnes industriels. Grâce à l'incessant travail des premiers socialistes, la simple conscience d'exploité et les révoltes instinctives de ces nouveaux forçats vont rapidement se transformer en conscience de classe et en combat politique : le bassin minier constituera le premier bastion socialiste en Biscaye.

Les premiers nationalistes basques, qui ne cessent d'insulter les immigrés en les accusant de tous les maux, de réclamer leur départ et ne rêvent que d'un retour en arrière, ne sont pour les socialistes que des « déséquilibrés racistes » en total anachronisme avec les réalités du moment. À l'heure où « tout tend à s'universaliser », où « l'esprit du siècle tend à faire disparaître les frontières et à la formation d'une seule famille humaine »[9], « parler de petite patrie et vouloir conserver une langue régionale (…) est la plus grande idiotie (que l'on puisse faire) »[10].

---

[6] *La lucha de clases* n° 100, 29 août 1896. *La lucha de clases* fut l'hebdomadaire des socialistes biscaïens d'octobre 1894 à juin 1937.

[7] Rapporté par Beltza (qui cite le leader socialiste Perezagua), *El nacionalismo vasco... op. cit.*, p. 56.

[8] Entretien personnel avec un ancien mineur, août 1980, Gallarta.

[9] « Bizkaitarrismo », in *La lucha de clases* n° 305, 11/08/1900.

[10] « Bizkaitarrismo », in *La lucha de clases* n° 362, 7/09/1901.

« Les frontières n'ont d'autre fin que de soutenir les privilèges des capitalistes des nations contre les masses déshéritées (…). Ce désir de résurrection médiévale de petites patries et de se particulariser avec des langues et cultures régionales n'est qu'un obstacle au progrès et ne fait rien d'autre que d'approfondir les différences entre les peuples. Nous combattons et combattrons toujours toute tendance séparatiste et tout esprit régionaliste qui sont dans le fond une même chose car, après tout, ces mouvements ne servent qu'à éloigner le peuple du chemin sur lequel l'amènent fatalement les phénomènes économiques et qui débouche sur le socialisme révolutionnaire. »[11] [123]

« Le séparatisme aujourd'hui, comme le patriotisme hier ne sont que des cartes jouées en leur temps par les exploiteurs pour que les masses continuent à être enchaînées par la dépendance économique. »[12] « Tout ceci ne sert qu'à introduire des rancœurs entre les peuples et est une œuvre infâme. »[13]

« Nous combattons le nationalisme basque et celui des Catalans parce qu'ils ne tendent qu'à établir haine et rivalité entre les hommes en les éloignant du véritable chemin de la liberté humaine, laquelle ne pourra pas être atteinte en multipliant les frontières, mais bien au contraire en les faisant disparaître toutes, en abolissant la propriété privée des moyens de production et en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. »[14]

Pour les socialistes, les nationalistes basques « sont totalement à contre-courant de l'histoire »[15] : « Ce sont quatre fous »[16], « des êtres généralement tenus pour déséquilibrés »[17], « des barbares prêchant l'ignoble folie d'un régionalisme enfermé sur l'égoïsme local et la sotte vanité raciale par un mur fait des sédiments les plus bas de l'âme humaine »[18]. La doctrine nationaliste n'est qu'une « franche et barbare régression à la tribu, à l'âge de pierre (...) et n'a d'autre fin que de fomenter la haine féroce contre les

---

[11] « Patria chica y patria grande », in *La lucha de clases* n° 263, 21/10/1899.
[12] « El por que del separatismo », in *La lucha de clases* n° 260, 30/09/1899.
[13] « Los regionalistas », in *La lucha de clases* n° 261, 7/09/1899.
[14] « El separatismo y los socialistas », in *La lucha de clases* n° 258, 16/09/1899.
[15] *Ibidem*.
[16] « Nobleza? », in *La lucha de clases* n° 256, 2/09/1899.
[17] « El por que del separatismo », in *La lucha de clases* n° 260, 30/09/1899.

maketos (…), une doctrine qui ne peut prospérer au sein d'aucun peuple si ce n'est entre sauvages »[19].

Face à « ces pauvres fous, ou plutôt simples d'esprit qui se prennent pour des surhommes et pensent pouvoir persuader les gens qu'il n'existe rien au-delà de la terre basque »[20], les socialistes doivent affirmer avec force que « les travailleurs n'ont qu'une patrie : le monde »[21]. [124] « Face à la politique de races, de nations, de régions, face aux idioties et misères du protectionnisme, face à la patrioterie (*patrioteria*) et aux anti-*maketos*, face à tout cela, le socialisme doit promouvoir le plus ample cosmopolitisme, la mobilisation la plus grande possible de l'ouvrier, la lente invasion des peuples les uns par les autres. »[22]

Alors que les nationalistes pensent que « le prolétariat espagnol est l'ennemi racial de l'ouvrier basque, de la richesse et de la prospérité de la Biscaye »[23] et « qu'entre les deux réside une muraille infranchissable »[24], les socialistes en appellent à une solidarité de classe transcendant les différences raciales : « Tout le monde sait que l'ouvrier basque subit le même sombre sort que ses frères de travail originaires d'autres régions et que le cœur des uns et des autres bat (au rythme) d'un même sentiment confraternel et d'une même haine envers ceux qui les exploitent de façon inhumaine, qu'ils soient ou non leurs compatriotes. »[25] « Contre la mesquinerie des petites patries, les ouvriers lèvent l'internationale ouvrière. »[26] Contre « les très grandes prisons, pleines de prisonniers, pleines de travailleurs que sont les nations : le socialisme international ! Voilà notre indépendance ! Voilà l'émancipation de tous les êtres humains ! »[27]

---

[18] « Régionalisme chinesco », in *La lucha de clases* n° 167, 18/12/1897.
[19] « Nobleza? », in *La lucha de clases* n° 256, 2/09/1899.
[20] « Bizkaitairrismo », in *La lucha de clases* n° 362, 7/09/1901.
[21] « Bizkaitarrismo », in *La lucha de clases* n° 305, 11/08/1900.
[22] « Politica de razas », in *La lucha de clases* n° 126, 27/02/1897.
[23] K, « Nacionalismo, comunismo », in *Euskadi* n° 3363, 26/08/1923.
[24] J. de E., « Temas obreros. Contumacia », in *Euskadi* n° 3364, 28/08/1923.
[25] « Bizkaitarrismo », in *La lucha de clases* n° 362, 7/09/1901.
[26] « Ese es el camino », in *La lucha de clases* n° 264, 28/10/1899.
[27] « Polonia y Vizcaya », in *La lucha de clases*, 23/05/1903.

Au lieu de s'évertuer « par des efforts ridicules » à sauver l'*euskera*, « ce malade tuberculeux qui dépérit irrémédiablement et en est à son dernier stade »[28], « il faut promouvoir une langue universelle pour [125] que nous nous comprenions tous »[29], car « si la bourgeoisie a intérêt à diviser le prolétariat suivant les langues et les nations pour en diminuer la force, le prolétariat, lui, ne peut que tirer profit de l'abolition des frontières »[30].

Les ouvriers n'ont absolument rien à attendre de la principale revendication des nationalistes (le rétablissement des *Fueros*), car « de quels avantages les travailleurs jouissaient-ils avec ceux-ci ? Nous voudrions bien que tous ceux qui ne cessent à tout moment de nous parler des libertés basques comme du suprême bien perdu nous le disent (…). Les salaires étaient plus bas que les actuels et l'ouvrier était tout aussi démuni qu'aujourd'hui »[31]. De fait, « ces bons us et coutumes de la race sont ceux qui ont permis aux industriels basques de (commencer) à exploiter de façon barbare les ouvriers »[32]. « Être exploité par un patron basque, allemand, anglais ou chinois est exactement la même chose. »[33] L'indépendance de la Biscaye n'apportera absolument rien de plus aux travailleurs car « la Biscaye libre sera la Biscaye d'aujourd'hui, la Biscaye capitaliste, et elle n'aura pas avancé d'un pouce sur le chemin du bonheur »[34].

En définitive, les travailleurs n'ont donc rien à attendre du nationalisme, si ce n'est qu'il divise la classe ouvrière et fomente la haine entre les peuples, faisant le jeu des capitalistes[35]. « Dans le grand combat que doit livrer le progrès contre la barbarie de l'exclusivisme local, les socialistes se placent au premier rang. Les deux pôles sont ici le dénommé bizkaitarrisme d'un côté et le socialisme de l'autre. Plus celui-ci s'améliore et

---

[28] J. Fresnedo, « Mi grano de arena », in *La lucha de clases* n° 366, 5/10/1901. Article écrit en éloge à Unamuno qui prononça des paroles similaires au cours de son discours du 26 août aux jeux floraux de Bilbao 1901 (« Peuple Basque! Cette langue que tu parles, l'*euskera*, est en train de disparaître avec toi. Cela n'a pas d'importance car, comme toi, il doit disparaître. Dépêche-toi de le tuer et de l'enterrer avec honneur et parle espagnol! »).

[29] « Bizkaitarrismo, in *La lucha de clases* n° 362, 7/09/1901.

[30] « Patria chica y patria grande », op. cit.

[31] « Los regionalistas », in *La lucha de clases* n° 261, 7/10/1899.

[32] « Patria chica y patria grande », in *La lucha de clases* n° 263, 21/10/1899.

[33] « Polonia y Vizcaya », in *La lucha de clases*, 23/05/1903.

[34] *La lucha de clases* n° du 30/08/1902.

[35] « Les nations sont des produits historiques formés avant tout et surtout pour servir les intérêts de la bourgeoisie. » (« Que es la nacion? », in *La lucha de clases* n° 200, 6/08/1898).

s'élève (…) et plus celui-la diminuera. »[36] « Le contrepoids le plus puissant que puisse avoir le nationalisme [126] en Biscaye aujourd'hui (…) est dans les masses prolétariennes. »[37] « Nous le disons tel que nous le pensons : vu les circonstances actuelles, nous voudrions un gouvernement qui interdise les Jeux Floraux où on exalte les coutumes d'une région au détriment des autres, un gouvernement qui interdise la littérature régionale et qui en finisse une fois pour toutes avec les dialectes et toutes les langues différentes de la langue nationale. »[38] « Si nous avions autorité pour cela, nous rassemblerions tous ces partisans de la petite patrie et nous les conduirions, réalisant en cela un acte humanitaire, à l'hôpital psychiatrique de Bermeo. »[39]

IV- LES NATIONALISTES BASQUES FACE AUX SOCIALISME

« Entre eux et nous une muraille infranchissable.
Entre eux et nous, un ruisseau de sang. »

J. de K.[40]

Les diatribes socialistes ne feront qu'asseoir les nationalistes dans leurs convictions : le socialisme est une doctrine *maketa*, ennemie du peuple basque.

1- Une doctrine maketa

[36] Unamuno, « Por la Patria universal », in *La lucha de clases* n° 367, 12/10/1901.
[37] Déclaration de Prieto (député socialiste de Bilbao) aux Cortès le 13/02/1920 (rapporté par Fusi, *Politica obrera... op. cit.*, p. 393).
[38] « Los regionalistas », in *La lucha de clases* n° 261, 7/10/1899.
[39] « Bizkaitarrismo, in *La lucha de clases* n° 362, 7/09/1901.
[40] « Temas obreros. Contumancia », in *Euskadi* n° 3364, 28/08/1923. J. de K. : le Président Leizaola nous a dit qu'il s'agissait certainement du syndicaliste de ELA, Juiz de Ercilla. Iker de Guallastegui pense

« Le parti socialiste se compose encore aujourd'hui quasi exclusivement de *maketos*. C'est à peine si on peut y dénombrer une douzaine de Basques (…). Et comment en serait-il autrement ? (…) Faudrait-il s'unir et s'associer à la lie du peuple *maketo*, si corrompu dans les villes et avili dans les campagnes ? L'étrange de l'affaire, c'est qu'il y ait un seul ouvrier basque parmi les socialistes. »[41] « Les propagandistes, fauteurs et partisans de ces idées (socialistes), opprobre [127] de la Biscaye, sont les étrangers, les nomades de l'immigration servile. Ceci est la dernière invasion de l'étranger que nous subissons. Et de la même façon qu'avec ses vagues de détritus ethniques, masse hybride de Celtes abâtardis, de Latins décadents et de Maures corrompus, ils intentent à la pureté de notre race et à l'intégrité de notre physionomie typique, ils prétendent (…) nous faire encore plus de mal, nous empoisonner l'âme avec l'idéal grossier d'esclaves envieux. »[42]

2- Le nationalisme et la tradition basques, antithèses du socialisme et de la lutte de classe

« Le nationalisme basque est dans le devoir absolu de répudier de son sein la lutte de classe. »[43] « S'il y a une œuvre anti-nationaliste, c'est bien celle qui prône la lutte de classe. Le nationalisme, et encore plus le nationalisme basque, ne peut être une doctrine de classe. Et surtout, ce ne peut être une doctrine qui porte en soi la lutte de classe. »[44] « Le nationalisme ne peut s'incliner vers une classe ou vers une autre, sous peine d'exclure l'autre (…). Sa mission est d'harmoniser. »[45] « Il doit contenir, comme squelette du corps national de demain, tant les ouvriers que les patrons, les riches que les pauvres, les grands bourgeois que les petits-bourgeois et le prolétariat, les patrons que les employés. Comme germe d'un État futur, tous doivent rentrer en lui. »[46]

---

quant à lui au célèbre polémiste nationaliste Jemein Kepetin (« Ceferino »).

[41] Arana Goiri, « Las pasadas elecciones », in *Baseritarra*, n° 5, 30/05/1897, *Obras Completas*, p. 1289.

[42] Campion, « La personalidad *euskera* en la historia, el derecho y la literatura », *Discusos… op. cit.*, p. 139.

[43] J. de K., « Temas obreros. Lucha de clases », in *Euskadi* n° 3365, 29/08/1923.

[44] « Ni con unos, ni con otros », in *Euskadi* n° 3362, 25/00/1923.

[45] J. de K., « Temas obreros. Lucha de clases », in *Euskadi* n° 3365, 29/08/1923.

[46] *Ibidem*.

Alors que « toute l'action sociale du (nationalisme basque) tend en premier lieu à la conservation de la race, et que tout y est subordonné »[47], « l'internationalisme ou pseudo humanisme aspire à fondre toutes les races humaines en seul cloaque, effaçant ainsi l'ensemble des caractères nationaux (…) »[48]. « Plus qu'une lutte de classe, le socialisme [128] pratique à Bilbao une lutte de race. »[49] Pour les nationalistes, il est clair que le socialisme veut la disparition de la spécificité basque[50].

Le déclenchement et le déroulement des grèves ouvrières, exclusivement menées par les socialistes, sont régulièrement l'occasion, pour les nationalistes, de dénoncer la « tyrannie socialiste qui va jusqu'à menacer de mort les ouvriers qui veulent travailler et ne pas appartenir aux sociétés de résistance »[51]. « Si les ouvriers basques rejettent ces sociétés (syndicats) c'est parce qu'elles sont les ennemies déclarées de la langue, des coutumes, et des libertés basques, c'est parce qu'elles aspirent à la refonte de toutes les patries en une seule. Un ouvrier basque, amant de lui-même et de l'histoire de sa race, ne peut rejoindre ces sociétés : il y perdrait sa dignité de Basque. »[52] « Il ne peut s'enthousiasmer pour les idées de ceux qui professent que la propriété est du vol et que les frontières n'existent pas. »[53]

Les chocs entre « grévistes *maketos* et travailleurs basques »[54] se font de plus en plus fréquents et violents, les injures aussi. Contre celles que les socialistes adressent aux ouvriers basques qui refusent de faire grève, les nationalistes répliquent à la fin décembre 1911 par une grande manifestation « des ouvriers basques contre le socialisme ». Le compte-rendu de cette « grandiose manifestation patriotique » est une occasion de rappeler la doctrine basque : communion nationale et union des classes face

---

[47] Aranzadi, *La nacion vasca, op. cit.*, p. 238.

[48] De Ibero, *Ami vasco, op. cit.*, p. 22.

[49] « Circulo de estudios vascos. Octava conferencia : necessidad del accion social », in *Bizkaitarra* n°113, 18/03/1911.

[50] Les provocations des socialistes ne feront que conforter les nationalistes en ce sens. Voir, par exemple le discours d'Unamuno aux Jeux Floraux de Bilbao en 1901 : « Peuple basque, tu es un peuple qui est en train de disparaître. Tu dois disparaître! Tu gênes la vie de la société universelle. Tu dois mourir en transmettant la vie qui te reste au peuple qui t'assujettit et t'envahit ».

[51] *Bizkaitarra* n° 99, 12/11/1910 (sans titre).

[52] « Circulo de estudios vascos. Octava conferencia : necessidad del accion social », in *Bizkaitarra* n°113, 18/03/1911.

[53] « Los obreros vascos », in *Bizkaitarra* n° 87, 20/08/1910.

à la lutte des classes. « À cette manifestation accoururent non seulement les ouvriers manuels, mais aussi ceux qui ne l'étaient pas, des employés, des patrons. On assista à la véritable démocratie, la belle démocratie basque, à l'union du riche et du pauvre, du patron [129] et de l'ouvrier, encore plus admirable en ces temps où un projet exotique (le socialisme) sème la haine. L'ouvrier basque fut injurié et, pour sa défense et avec lui, défile son patron, proclamant bien haut et de façon éloquente que pour les Basques l'inégalité sociale n'est pas un obstacle pour que les deux éléments travaillent unis et luttent étreints par le même amour de la patrie. »[55]

V- UN PROFOND DIVORCE

Aveuglés par leur idéologie et leurs espérances (« Aux Biscaïens, il suffit que les Espagnols ou *maketos* s'en aillent de leur territoire, pour que tout soit réglé »[56]), les nationalistes ne peuvent cependant pas ne pas voir que le poids du socialisme ne cesse d'augmenter dans la société basque et que des ouvriers basques, y compris d'anciens nationalistes, commencent à rejoindre le rang des socialistes[57]. Si, jusqu'alors, les nationalistes s'étaient contentés de déprécier les socialistes et d'en appeler à l'unité de tous les Basques « face à leurs coups de main »[58], il s'agissait désormais de les contrecarrer, « de leur opposer une digue et une force qui puisse désamorcer celle dont ils font preuve durant les périodes de grève »[59]. Il s'agissait de contre-attaquer sur leur terrain privilégié : celui de la classe ouvrière elle-même.

Durant l'hiver 1910, l'idée se précise à travers toute une série d'articles parus dans *Bizkaitarra* : « Les grèves tellement odieuses dont nous subissons si souvent, et

---

[54] Arana Goiri, « Sucesos », in *Bizkaitarra* n° 12, 21/07/1894.

[55] « Gloriosa manifestacion », in *Bizkaitarra* n° 158, 6/01/1912.

[56] Arana Goiri, Los congresos catolicos de España », in *Bizkaitarra* n° 16, 31/10/1894, *Obras Completas*, p. 400.

[57] Le cas le plus fameux étant celui de Tomas Meabe, jeune leader nationaliste et ami personnel d'Arana Goiri, qui passera en 1901 au PSOE, créera les Juventudes Socialistas et deviendra un des principaux dirigeants du socialisme en Bizcaye.

[58] Durant la grève générale de juillet à septembre 1910, les nationalistes lancent par exemple, au moyen de leur hebdomadaire *Bizkaitarra*, une souscription pour venir en aide aux « bons travailleurs basques forcés de faire grève » (voir les n° 88, 89, 90 et 91 et en particulier l'article « la huelga forzada » du n° 91).

[59] « A los obreros vascos », *Bizkaitarra* n° 91, 19/09/1910.

pour notre plus grand mal, les conséquences, et qui entraînent avec elles la ruine du commerce et de l'industrie, [130] et les naufrages qui en résultent, font penser à un remède sérieux, immédiat et efficace : l'idée d'une association (des ouvriers basques)(…). Nous pourrions ainsi livrer bataille au socialisme, tellement funeste pour la Biscaye. »[60]

Le 23 juillet 1911, la Solidaridad de Obreros Vascos (SOV) est créée[61]. Les premières mobilisations et manifestations menées par le syndicat n'ont qu'une cible : les socialistes. C'est par exemple la toute récente SOV qui organise la grande manifestation anti-socialiste de décembre 1911 dont il a déjà été question[62]. Quelques années plus tard, Aitzol (pseudonyme du célèbre polémiste nationaliste Jose de Aristimuño) parlera de la SOV en ces termes : « En Pays Basque, le socialisme est éminemment anti-basque. Il est positivement certain, bien que ses dirigeants l'occultent discrètement pour ne pas éloigner les Basques de ses files, qu'un des points de son programme vise la destruction graduelle des caractéristiques raciales d'Euskadi (…) Pour contrecarrer et, mieux, arrêter complètement la marche du socialisme en Euskadi, il est nécessaire de fomenter et de développer une grande organisation ouvrière basque qui, en dehors du fait qu'elle soit confessionnelle, soit nettement basque, avec des caractéristiques profondément raciales et soit basée sur le fondement de notre nationalité basque. Mais heureusement, nous n'avons rien à inventer. Ce magnifique organisme confessionnel et basque existe : la SOV. Contre l'internationalisme utopique du socialisme, une organisation ouvrière nettement et totalement basque. »[63]

Face au caciquisme et au monopolisme de l'oligarchie espagnoliste, et face au socialisme *maketo* : l'alliance de tous les Basques derrière la doctrine basque d'un développement harmonieux et sans conflit, [131] alliant progrès et traditions. Face à la division et à la conscience de classe : l'union et la conscience de race. « À la guerre de

---

[60] « Associacion de obreros vascos », in *Bizkaitarra* n° 90, 10/09/1910.

[61] Au cours de son second congrès (avril 1933) elle changera de nom pour devenir Euzko Langileen Alkartasuna-Solidaridad de los Obreros Vascos (ELA-STV). Depuis, ce syndicat (qui, après beaucoup de changements, est aujourd'hui majoritaire en Pays Basque), est communément appelé ELA.

[62] Il s'agit alors de montrer aux socialistes « nos ennemis éternels, ceux qui n'ont, rien à perdre en cette terre qui n'est pas la leur et dont ils veulent cependant se rendre maîtres en nous étouffant », « la force et la détermination des basques » et « leur faire comprendre qu'il y a des limites à ne pas dépasser » (article signé par la SOV « A los vascos », in Bizkaitarra n° 157, 30/12/1911).

[63] « El socialismo internacional y el obrero vasco », in *El dia* 19/07/1931 (cité par Elorza, *Ideologias del*

race que nous ont déclarée les syndicats exotiques (UGT et CNT) et les profiteurs des ouvriers basques (l'oligarchie), nous répondrons nous aussi par la guerre de race pour défendre nos droits d'ouvriers basques libres. »[64] Aussi, est-ce par exemple très logiquement que la SOV du port de Pasajes (Guipúzcoa) se félicite en 1933 « qu'en accord avec elle, les patrons (basques) soient en train de remplacer des Galiciens (syndiqués à l'UGT) par des ouvriers du pays. Voici comment, alors que les sages ne savaient comment remédier à ce foyer de rébellion, la SOV, sans tambour ni trompette, est en train de réaliser une œuvre admirable »[65]. Car « ce n'est pas au moyen de la lutte de classe que les ouvriers basques peuvent espérer améliorer leur situation, mais au moyen de l'union des classes »[66].

Derrière l'activité de la SOV réside toute la pensée du premier nationalisme basque : la lutte de classes, les conflits, l'exploitation, etc. sont le produit de la conjonction du caciquisme égoïste de l'oligarchie basque (qualifiée de « traître à sa patrie et profondément espagnoliste ») et de l'immigration (qualifiée elle de « hordes de *maketos* dégénérés et perfides »). Que le peuple basque s'unisse pour débarrasser le corps social basque de ces deux parasites, et celui-ci, en rétablissant les institutions de sa race, retrouvera sa félicité.

À la veille de la Guerre Civile, la classe ouvrière est en Pays Basque profondément divisée. D'un côté, les syndicats socialistes, majoritairement composés d'ouvriers immigrés, pour qui la nation basque et encore plus le nationalisme basque ne sont qu'un instrument de la bourgeoisie pour asseoir sa domination de classe, de l'autre côté, la SOV, [132] à la base quasi exclusivement autochtone, pour qui le bonheur des ouvriers basques et plus généralement de tous les Basques passe nécessairement par la libération nationale et donc par l'union de classe[67].

---

nacionalismo vasco, San Sebastian, 1978, Ed. Haranburu, p. 276).

[64] SOV, « Trabajadores! Leed y reflexionad » in *El dia* 23/04/1932 (cité par Elorza, *Ideologias del nacionalismo vasco, op. cit.*, p. 286).

[65] « El porvenir social vasco », in *Euskadi* n° 6289, 2/02/1933.

[66] « El plena huelga », in *Bizkaitarra* n° 142, 9/09/1911. « Ce que désire précisément la SOV, c'est que les ouvriers et les patrons travaillent unis, chassant cette haine de classe répandue par le socialisme » (« La huelga général », in *Bizkaitarra* n° 144, 30/09/1911).

[67] En 1933 et en Biscaye, la quasi totalité des mineurs et la grande majorité des ouvriers sidérurgistes sont syndiqués à l'UGT, ce qui représente environ les 2/3 du prolétariat biscaïen. La SOV est quant à elle établie dans les petits ateliers métallurgiques et dans les chantiers navals appartenant à Ramon de la Sota (leader du nationalisme basque). En Guizpuzcoa, où les grosses entreprises font exception, la SOV

Politiquement, l'ANV et le Parti Communiste représenteront les deux seules (et bien tardives) tentatives de jeter un pont par-dessus l'abîme séparant le socialisme du nationalisme basque. Nous avons déjà évoqué l'effort tout à fait isolé et minoritaire des nationalistes de l'ANV. Le PC entreprendra le sien au début des années 30 sous l'injonction de l'Internationale Communiste. Cet effort, extrêmement volontariste, débouchera sur la création, en avril 1935, d'un Parti Communiste d'Euskadi s'étendant aux quatre provinces basques et dont un des buts est « la reconnaissance du droit inaliénable de la nation basque à disposer d'elle-même, droit pouvant aller jusqu'à sa séparation complète de l'État espagnol oppresseur et se traduire par la constitution d'un État d'Euskadi indépendant »[68].

« Cela ne veut pas pour autant dire que les communistes basques sont nationalistes, ou séparatistes. »[69] Effectivement, ce n'est pas une motivation nationale qui les anime mais une stratégie de classe. Appliquant les recommandations de l'Internationale Communiste à la lettre, il s'agit pour eux de capter la force du mouvement national pour le canaliser dans la voie de la révolution prolétarienne mondiale : « Tous les mouvements des pays opprimés en vue de leur indépendance renferment des possibilités révolutionnaires qu'en tant que communistes nous ne pouvons ni ne devons dédaigner. Il faut au contraire les utiliser afin de transformer le pays soumis, bastion de la bourgeoisie et du cléricalisme (comme c'est le cas en Euskadi), en allié du prolétariat révolutionnaire afin de vaincre l'ennemi commun, le capitalisme impérialiste international. »[70] Dans ces conditions, [133] l'origine essentiellement artificielle et le caractère instrumental de l'intérêt des communistes basques envers le nationalisme doivent être soulignés. La tentative de rapprochement des deux termes communisme et nationalisme n'est en rien le produit d'une dialectique sociale et politique interne à la collectivité basque où tout tend au contraire à les séparer. Il faut plutôt y voir l'impact de la stratégie de l'Internationale Communiste, via

---

compte alors 15 000 affiliés tandis que l'UGT n'en a que 8 000. Dans cette même province, et à la même date, l'Eusko Nekazarien Bazkona (syndicat agricole basque) regroupe environ les 2/3 des familles paysannes.

[68] In *Euskadi roja* (hebdomadaire des communistes basques ayant paru de mars 1933 à octobre 1934, et de décembre 1935 à septembre 1937), n° 31, 20/06/1936.

[69] In *Euskadi roja* n° 3, 14/12/1935.

[70] « El problema nacional vasco a traves del marxismo » in *Euskadi Roja* n° 9, 27/05/1933.

Madrid : ce n'est pas en Pays Basque que la décision de créer le Parti communiste d'Euskadi a été prise, mais à Madrid[71].

Mais, quelles que soient la nature exacte et la valeur de l'effort des communistes pour rapprocher le nationalisme basque de la lutte de classe ouvrière, leur tentative, vu le poids de leur parti, influera bien peu sur la réalité du moment[72]. L'ANV et le PC ne seront finalement que les exceptions confirmant la règle définissant les relations d'avant-guerre entre nationalisme basque et socialisme : le plus profond des divorces. [134]

---

[71] Dans deux articles très bien documentés (« Communismo y cuestion nacional en Cataluña y Euskadi (1930-1936) : un analisis comparativo », in *Saioak Revista de estudios vascos* n° 1, 1977, et « movimiento obrero y cuestion nacional en Euskadi (1930-1936) » in *Estudios de historia contemporanea del Pais Vasco*, ouvrage collectif, San Sebastian, 1982, Ed. Haramburu), Antonio Elorza nuance cette vision des choses en montrant comment quelques communistes basques avaient auparavant, dans leur critique du « social chauvinisme d'un PSOE incapable de seulement regarder le nationalisme basque », déjà tenté de montrer la « charge révolutionnaire » que pourrait représenter la revendication nationale basque dès lors qu'on s'efforçait de l'arracher à la mainmise de la bourgeoisie et du clergé local. Cependant, l'auteur reconnaît qu'il ne s'agissait là que de quelques voix très faibles et isolées qui, sans les directives de l'Internationale Communiste, seraient certainement restées sans effet.

[72] L'historique scission communiste de 1921 fut de faible importance en Pays Basque : l'immense majorité des militants restèrent au sein du PSOE. Un mois avant sa constitution en Parti Communiste d'Euskadi, la Fédération basco-navarraise du PC espagnol ne comptait que 563 affiliés.

STATUTS D'AUTONOMIE ET GUERRE CIVILE EN PAYS BASQUE

Le 2 août 1931, plus de 74 % du corps électoral catalan (99 % de oui parmi les votants) plébiscitait le statut d'autonomie catalan. Un an après, le 9 septembre 1932, les Cortès espagnoles l'approuvaient à leur tour (par 314 voix contre 24), rendant ainsi effective son application (le 14 septembre). Pendant ce temps, que faisaient les Basques ? Ils se chamaillaient… Après bien des péripéties, qui se solderont entre autres par l'abandon du processus d'autonomie par la Navarre, ils ne se prononceront définitivement pour un statut d'autonomie que le 5 novembre 1933. Il faudra cependant attendre encore près de trois ans pour que les Cortès espagnoles se décident enfin à l'entériner le 1er octobre 1936, soit en pleine Guerre Civile.

Celle-ci mit rapidement fin aux espoirs autonomistes. En effet, neuf mois plus tard, l'ensemble du territoire basque était sous la botte franquiste… Il va sans dire que cette guerre meurtrit profondément le Pays basque. Le seul nom de Guernica suffit à en rappeler la cruauté. Son histoire dépasserait de loin les limites du présent travail[1]. Aussi, seuls ses faits les plus marquants et ses principales conséquences seront ici signalés. [135]

I- LES STATUTS D'AUTONOMIE (1930-1936)

1- Le statut d'Estella (1931), ou l'union autonomiste et catholique face à un État centraliste et laïc

Nous avons vu comment, sitôt la chute de Primo de Rivera, la totalité des forces nationalistes basques (exceptée la petite minorité de l'ANV) s'était regroupée autour d'une stratégie autonomiste en une même organisation politique, le PNV. L'avènement

[1] Nous renvoyons pour cela à G. L. Steer, *El arbol de Guernica*, Madrid, 1978, Ed. Felmar ; Hugh Thomas, *La guerra civil española*, Paris, 1967, Ed. Ruedo Ibérico ; Jose Antonio de Aguirre, *De Guernica a Nueva York, pasando por Berlin*, in *Obras Completas, op. cit.* ; Maximiano Garcia Venero, *Historia del nacionalismo vasco*, Madrid, 1968, Ed. Nacional ; ainsi qu'à A. de Lizarra, *Los vascos y la Republica española. Contribucion a la historia de la Guerra Civil,* Buenos Aires, 1944, Ed. Ekin ; Ortzi, *Historia de Euskadi, op. cit.* ; et au recueil de témoignages *La guerra en Euskadi* de Juan Maria et Juan Carlos Jimenez de Aberasturi, Barcelona, 1978, Ed. Plaza James.

de la II[e] République espagnole, en offrant aux régions la possibilité d'obtenir un statut d'autonomie, allait bientôt définitivement canaliser la revendication nationaliste en une politique de pression statutaire visant à obtenir de Madrid un maximum de pouvoir[2].

Le statut d'Estella (Navarre) fut le résultat de la première grande offensive statutaire des nationalistes basques. Le 14 avril 1931, deux jours seulement après les élections qui sonnèrent le glas de la monarchie[3], et le jour même de la proclamation de la II[e] République, Jose Antonio Aguirre, leader nationaliste et futur président du gouvernement basque, convoquait, pour le 17 du même mois, l'ensemble des maires basques à Guernica en vue d'y proclamer (à l'instar des Catalans à Barcelone) une République basque au sein d'une République fédérale espagnole. L'armée empêcha par la force cette réunion. Mais le mouvement était lancé. Il se fortifiera durant tout le printemps 1931 et, début mai, se sent suffisamment solide pour charger la Société d'Etudes Basques de rédiger le texte d'un statut d'autonomie en vue de le soumettre à Madrid. Le 31 du même mois, soit en un temps record, celle-ci rend public son projet. Ce dernier équivaut de fait a ériger les trois provinces basques et la Navarre [136] en un État quasi indépendant : seuls, la politique étrangère, la monnaie, les postes et télécommunications, les douanes, le droit commercial et pénal, la propriété industrielle et intellectuelle et le choix du mode de représentation du Pays Basque aux Cortès espagnoles continuaient de relever du pouvoir de l'État central[4].

D'entrée, républicains et socialistes refusent de se joindre à ce mouvement. Pour eux, celui-ci ne constitue qu'une « réponse réactionnaire, cléricale et séparatiste » aux « propositions progressistes » de la II[e] République. Malgré quelques gestes d'ouverture dans leur direction, les nationalistes renoncent bien vite à chercher un appui parmi eux.

---

[2] Le 17 août 1930, l'ensemble des forces antimonarchiques s'étaient réunies à Saint Sébastien pour signer un pacte scellant leur unité stratégique en vue de renverser la monarchie et de définir les principales orientations de la politique du futur gouvernement provisoire. Parmi ces dernières figurait, bien que les nationalistes basques fussent absents de cette réunion, le droit à l'autonomie des trois régions historiques, la Catalogne, le Pays Basque et la Galice.

[3] En Pays Basque, ces élections furent celles du triomphe des nationalistes et des carlistes qui obtinrent 1328 conseillers contre 562 pour les républicains, 457 pour les monarchistes, 156 pour les socialistes et 12 pour les communistes. Il faut toutefois noter, qu'excepté en Navarre, les républicains et les socialistes gagnèrent toutes les mairies des villes basques de plus de 6000 habitants.

[4] On peut lire l'intégralité du texte de ce statut dans Manu Escudero et Javier Villanueva, *La autonomia des Pais Vasco desde el pasado al futuro*, San Sebastian, 1976, Ed. Txertoa, p. 190 et s.

De fait, on voit mal comment un réel dialogue aurait pu s'instaurer entre des forces qui, on l'a vu, maintenaient des relations aussi tendues.

Se détournant des républicains et des socialistes, les nationalistes cherchent immédiatement à s'attirer la sympathie des carlistes. En effet, ces derniers représentent alors certainement, avec leur catholicisme exacerbé et leurs velléités fuéristes, la force politique la plus proche du PNV et donc la plus susceptible d'en appuyer les revendications. Les deux amendements au texte du statut, proposés le 7 juin par le PNV, contribueront à sceller l'alliance des deux forces : le 10 du même mois, les carlistes approuvent le statut[5].

Les choses vont alors très vite : une réunion de l'ensemble des 528 maires des quatre provinces basques est convoquée pour le 14 juin à Estella (en Navarre). Les républicains, les socialistes, les communistes, et les nationalistes de l'ANV boycottent la réunion au cours de laquelle [137] 427 des 480 maires présents ratifient le statut[6]. Quelques jours plus tard, nationalistes et carlistes forment une coalition en vue de se présenter unis aux élections à l'Assemblée Constituante espagnole qui doivent avoir lieu le 28 juin. La propagande électorale de la coalition s'organise du Statut d'autonomie et de la défense de la religion. Au lendemain des élections, son triomphe est total : sur les 24 députés du Pays Basque, 15 y appartiennent[7]. Ces députés forment un groupe parlementaire, la Minorité Parlementaire Basco-Navarraise. À l'inverse du Pays Basque, le reste de l'Espagne a très largement voté pour la gauche républicaine et laïque[8] : on devine par avance le type de rapports qui allait prévaloir entre la Minorité Basco-Navarraise et la majorité de l'Assemblée constituante…

---

[5] Le premier de ces amendements portait de 2 à 10 le nombre d'années de résidence en Pays Basque nécessaires pour obtenir la citoyenneté basque. Le second réservait les relations avec le Vatican comme matière exclusive de l'Etat basque. Ces deux amendements provoquèrent un tollé général parmi les républicains et les socialistes, et l'opposition déclarée du petit secteur des nationalistes laïcs regroupés au sein de l'ANV.

[6] Ces 427 maires représentaient environ 70 % de la population basque. Après cette réunion, ce statut sera communément appelé Statut d'Estella.

[7] Soit 8 nationalistes, 5 carlistes et 2 catholiques indépendants, contre 6 républicains et 3 socialistes.

[8] Les socialistes obtinrent 116 sièges ; les radicaux, 90 ; les radicaux-socialistes, 56 ; Esquerra Republicana, 36 ; Accion Republicana, 26 ; la droite libérale républicaine, 22 ; l'ORGA, 15 ; Au Service de la République, 16 ; la Minorité Basco-Navarraise, 15 ; les Agraires, 26 ; la Lliga Regionalista, 3 ; les libéraux démocrates, 4 ; les monarchistes, 1 ; et enfin les Fédéraux et Divers d'extrême gauche, 14.

Le 22 septembre, 420 maires basques, accompagnés des 15 députés de la Minorité, remettent le texte du statut d'Estella au Président du Gouvernement provisoire, Niceto Alacala Zamora, dans l'espoir que les Cortès l'examinent dans les plus brefs délais. À peine trois jours plus tard, ceux-ci déclarent le statut anti-constitutionnel : ils viennent en effet de voter un amendement constitutionnel instituant les relations avec le Vatican comme domaine exclusif de l'État central. Les rapports entre la Minorité et le Gouvernement provisoire deviennent alors de plus en plus tendus. Les principaux points de divergence ont trait à la question religieuse et à la forme de l'État. Le 15 octobre, après avoir affirmé : « Nous avons atteint la limite de nos concessions. La Constitution qui va être approuvée ne peut être la nôtre »[9], les 15 députés de la Minorité Basco-Navarraise quittent les Cortès. Moins de deux mois plus tard, le 9 décembre 1931, la nouvelle Constitution espagnole est promulguée. Son Article I définit l'Etat espagnol [138] comme un « État intégral », et son article 26 spécifie que « l'Etat, les régions, les provinces et les municipalités ne devront ni maintenir, ni favoriser, ni aider économiquement les Eglises, Associations et Institutions religieuses » : le statut d'Estella avait définitivement vécu.

2- Le statut plébiscité (1933), ou le choix de la légalité républicaine des nationalistes et l'opposition des Carlistes et de la Navarre

Plutôt que de s'enfermer dans une opposition intransigeante, et de voir ainsi sa politique autonomiste compromise pour plusieurs années (avec, comme conséquence interne, la menace d'une radicalisation incontrôlable de sa base : voir *Jagi Jagi*), la direction du PNV va opter, dès l'impasse d'octobre 1931, pour un rapprochement progressif avec le Gouvernement espagnol.

L'alliance des nationalistes avec les carlistes avait certes permis d'unir les trois provinces basques et la Navarre autour d'une même revendication nationale basque. Mais les débordements carlistes sur la question religieuse[10] sont, les nationalistes le sentent bien désormais, inacceptables pour le Gouvernement. Par ailleurs, si cette

---

[9] Rapporté par Manuel Tuñon de Lara, *La España del siglo XX*, Barcelona, 1981 (1° édition. 1966), Ed. Laia, tome II, p. 325.

[10] En janvier 1932, des heurts très violents opposent des intégristes carlistes à des socialistes. Ces heurts se soldent par trois morts à Bilbao et, deux mois plus tard, deux autres morts à Pampelune.

alliance s'était révélée forte, et parfois enthousiaste, durant la montée de la revendication statutaire (printemps et été 1931), les failles, provoquées par le choc d'octobre avec le Gouvernement, s'agrandirent rapidement pour laisser apparaître les divergences idéologiques ayant toujours existé entre le nationalisme basque et le carlisme. Juan Pablo Fusi[11] nous rappelle quelques-unes d'entre elles : « Pour les carlistes, la réintégration des *Fueros* signifiait simplement la restauration des institutions basco-navarraises antérieures à 1839, comme fondement de l'unité du Royaume d'Espagne, tandis que pour les nationalistes, la réintégration forale supposait la restauration de la souveraineté basque. Dépouillé de la rhétorique fueriste, le carlisme n'était rien d'autre qu'un régionalisme traditionnel, la simple restauration (…) des *Fueros* des quatre provinces. Il n'envisageait absolument pas, et n'avait jamais envisagé, la création de l'État autonome basque qui constituait la principale aspiration du nationalisme ». Les priorités politiques étaient par ailleurs distinctes : « Le nationalisme voulait l'autonomie basque et était disposé à accepter [139] la légitimité de la République pour l'obtenir. Le carlisme, lui, n'accepta jamais la légalité républicaine, mais contribua au contraire de façon décisive, et ce dès le début, à la destruction de la nouvelle démocratie espagnole »[12].

Il convient d'ajouter à cela une remarque plus sociologique : contrairement aux deux provinces maritimes, et dans une moindre mesure à l'Alava, la Navarre n'avait pas connu de révolution industrielle. En 1930, près de 80 % de sa population active était encore employée dans l'agriculture. Encore enserrés dans les mailles de la société traditionnelle, n'ayant été déstabilisés ni par l'industrialisation ni par les conséquences de la seconde Guerre Carliste (la *ley paccionada* de 1841 étant respectée par Madrid), les Navarrais sont restés, dans leur immense majorité, de fervents partisans du carlisme.

La mort, en octobre 1931, du prétendant carliste Don Jaime de Borbon n'arrangera pas les choses. Le secteur le plus réactionnaire, le plus unioniste et le moins pro-basque, appuyé par les caciques navarrais et andalous, prend alors la direction du mouvement carliste. Le retour aux Cortès des députés nationalistes et leur vote en faveur d'Alcala Zamora comme président de la République rompirent définitivement, le 10 décembre 1931, la minorité Parlementaire Basco-Navarraise et, par voie de

---

[11] *El problema vasco en la II° Republica*, Madrid, 1979, Ed. Turner, pp. 88-89.

conséquence, l'alliance entre les nationalistes et les carlistes. On assistera dès lors à l'acceptation progressive, par les premiers, de la légalité républicaine, et au rapide rejet, par les seconds, de la politique autonomiste.

Soucieux de ne fermer aucune porte à l'autonomie[13], conscients de l'impasse à laquelle mènerait un refus de collaboration avec la République, et de plus en plus sceptiques sur l'intérêt de s'allier avec les carlistes désormais totalement intégristes et anti-légalistes, les nationalistes acceptent, début décembre, de participer à une commission de rédaction d'un nouveau statut d'autonomie dans laquelle ils se retrouveront minoritaires[14]. Tandis que cette commission continue à se réunir, les assemblées [140] séparées des maires des quatre provinces, prévues par le décret du 8 décembre, ont lieu le 31 janvier 1932 : partout, y compris en Navarre, le principe d'un statut unique triomphe[15].

À la fin mai 1932, la rédaction du statut est terminée. Comparé à celui d'Estella, le nouveau statut est évidemment plus modeste. Il n'est plus question d'État basque mais de « noyau politico-administratif autonome ». Son Article IV stipule que le pouvoir basco-navarrais devra s'exercer « en accord avec la constitution de la République », l'armée ne relève plus de lui et, bien sûr, les relations avec le Vatican demeurent matières exclusives de l'État central. L'étendue de l'autonomie est cependant très vaste, en particulier l'ensemble du régime économique (y compris la levée des impôts), l'ordre public, l'enseignement à tous les niveaux (y compris l'Université), la santé et l'assistance

---

[12] *Ibidem*.

[13] Le Gouvernement venait, le 6 novembre, de reconnaître le droit aux quatre provinces basques de négocier un statut d'autonomie.

[14] La constitution de cette commission (à laquelle les carlistes refusèrent de participer) relevait de décret du 8 décembre par lequel le gouvernement central spécifiait les conditions à remplir pour l'obtention du statut d'autonomie basque :
1) Constitution d'une commission de rédaction du statut composée par l'ensemble des forces politiques basques.
2) Assemblées séparées des maires des quatre provinces pour décider si le statut sera unique ou non.
3) Dans le cas d'un accord sur un statut unique, réunion de l'ensemble des maires basco-navarrais pour voter le statut.
4) Référendum populaire en Pays Basque.
5) Approbation par les Cortès espagnoles.

[15] 423 des 549 maires basco-navarrais, représentant environ 90 % de la population, votèrent en faveur du statut unique. C'est en Navarre que le résultat fut le moindre : seulement 160 des 229 maires navarrais, soit environ 65 %, de la population se prononcèrent pour.

sociale, les institutions de droit privé, le patrimoine public, etc., dépendent exclusivement du pouvoir basque.

Une réunion de l'ensemble des maires des quatre provinces est aussitôt convoquée pour le 19 juin à Pampelune afin de se prononcer sur le statut. Hormis quelques républicains navarrais et les carlistes, qui condamnent ce statut « laïc et athée », l'ensemble des forces politiques basques appuie le projet.

Il convient de s'interroger sur le soutien des socialistes jusqu'alors si distants de la revendication nationale et si enclins à la condamner. Il faut certainement y voir la prise de conscience qu'un gouvernement démocratique ne pouvait de toute façon plus faire l'économie d'une autonomie basque. Les nationalistes venaient en effet de remporter les dernières élections et leurs mobilisations étaient chaque fois plus nombreuses [141] et plus vastes. Il était désormais impossible de continuer à les traiter de « quatre fous » et de « xénophobes barbares ». Le PSOE, sous la direction de son leader local Indalecio Prieto, va rapidement changer d'attitude et adopter une politique de « désamorçage de la revendication nationale par l'autonomie ». L'axe de cette politique est de capitaliser politiquement la satisfaction que l'octroi d'une autonomie, par un gouvernement de gauche, pourrait provoquer. Gauche républicaine et obtention de l'autonomie doivent apparaître intimement liées. Le but évident de l'opération est de déposséder le PNV de ses principaux arguments, et donc de sa base électorale, tout en contrôlant à chaque instant le processus d'autonomie[16]. Le voyage d'Alcala Zamora en Pays Basque, orchestré courant septembre 1932 par Prieto (entre-temps devenu Ministre des Travaux Publics) sera l'illustration parfaite de cette politique : tandis que le gouvernement de gauche de la République est présenté comme le seul capable de comprendre, d'accepter et d'octroyer une autonomie au Pays Basque (l'exemple catalan étant constamment cité pour le prouver), le PSOE ne cesse de rappeler son « attachement et ses convictions éminemment autonomistes ». Les « effusions autonomistes » entre Prieto, leaders Basques et Catalans, à l'occasion de la signature, le 14 septembre à Saint-Sébastien, du statut d'autonomie catalan, marqueront certainement l'apogée de cette politique.

---

[16] Il faut sans doute ajouter à cela la crainte du PSOE de laisser sur sa gauche le monopole de la défense autonomiste au PC qui vient de se prononcer pour l'autodétermination d'Euskadi.

Au cours de la réunion du 19 juin, la Navarre, dont la principale force politique demeure le carlisme, abandonne le processus d'autonomie. Les résultats du vote des 550 maires basco-navarrais sont les suivants[17] :

	oui au statut		non au statut		abstention	
	n° maires	% habitants	n° maires	% habitants	n° maires	% habitants
Biscaye	110	94,2	1	0,2	6	5,6
Guipúzcoa	84	95,2	2	1,9	3	2,9
Alava	51	88,9	11	3,5	15	7,5
Navarre	109	38,7	123	53,0	35	8,3
Total	354	79,2	137	14,6	59	6,0

[142]

Les profondes divergences entre socialistes et nationalistes ne sont pas pour autant effacées. Bien au contraire, elles réapparaîtront de façon on ne peut plus aiguë durant le dernier trimestre 1932 et les deux premiers trimestres 1933 avec, comme conséquence immédiate la paralysie du processus d'autonomie. Le Gouvernement, peut-être dans l'espoir de « républicaniser » (comme l'écrit Juan Pablo Fusi[18]) les provinces basques avant de leur donner l'autonomie, va se lancer, dès le début du mois d'octobre 1932, dans une dangereuse politique de répression du mouvement nationaliste. Plusieurs dizaines de militants sont arrêtés et emprisonnés, des *batzokis* fermés, la presse nationaliste la plus radicale poursuivie, certaines mairies nationalistes sanctionnées pour avoir hissé le drapeau basque en solitaire, etc. Les socialistes ne font alors rien pour empêcher cette répression et, fin octobre, de très violents heurts les opposent aux nationalistes, faisant plusieurs victimes à Bermeo et San Salvador Del Valle (Biscaye). La décision du Gouvernement de dissoudre la Congrégation des jésuites (très implantée et respectée en Pays Basque où est né son fondateur), et celle du conseil municipal de Bilbao (à majorité républicaine et socialiste) de détruire un monument de la ville dédié au Sacré-Cœur, contribueront, si besoin était, à envenimer les choses. Les chocs verbaux, et souvent physiques entre « fanatiques religieux et

[17] Les pourcentages ont été arrondis.

[18] *El problema vasco…, op. cit.*, p. 94.

xénophobes » et « athées déracinés » semblent renvoyer aux calendes grecques tout projet d'autonomie. Le 2 mai, la brutale dissolution d'une manifestation de femmes nationalistes suscite de nouvelles protestations et un appel à la grève générale de la part de la SOV. Quelques jours plus tard, on dénombre deux nouvelles victimes…

Les esprits vont heureusement se calmer au cours des mois de juin et juillet et, après maintes palabres, une réunion des maires des trois provinces ayant accepté le statut de1932 est convoquée pour le 6 août à Vitoria. Le texte du statut, qui est exactement le même hormis la suppression du mot Navarre, y est définitivement approuvé : 239 voix pour, 28 contre, et 15 abstentions. La date du 5 novembre est alors fixée pour le référendum populaire prévu par le décret du 8 novembre 1931. Tandis que le PNV, l'ANV et les républicains appellent à voter pour, [143] le PSOE laisse libre choix à ses militants et sympathisants. *Les partisans du statut d'autonomie l'emportent de manière éclatante : 96,58 % des suffrages exprimés, soit 84,05 % du corps électoral basque (12,73 % d'abstention) se prononce pour l'autonomie*.

3- Le statut de 1936 ou l'autonomie de la dernière heure

Un mois plus tard, le 19 novembre 1933, de nouvelles élections législatives sont convoquées[19]. Partout la droite triomphe : les nouvelles Cortès sont désormais constituées de 217 députés de droite, 99 de gauche, et 156 du centre. En Pays Basque, le PNV réussit le meilleur score de son histoire en remportant 14 des 17 sièges à pourvoir dans les trois provinces ayant plébiscité le statut[20].

Si le nouveau gouvernement Lerroux se montra, en un tout premier temps, favorable au statut, il apparut bien vite que les Cortès, désormais dominées par une droite crispée sur la défense de l'unité nationale, n'étaient absolument pas disposées à se prononcer en faveur d'un statut décidé sous le précédent gouvernement. Le *bieno negro* espagnol fut aussi celui de l'autonomie basque. Pendant deux ans, les divergences entre

---

[19] Durant tout l'été 1933, le pays fut secoué par de fortes mobilisations et de très nombreuses manifestations de mécontentement (habilement récupérées par la droite) en raison des effets désastreux suscités par les retombées de la crise mondiale en Espagne. Alcala n'eut d'autre solution que de dissoudre l'Assemblée. L'agitation générale, en cet été 33, ne fut certainement pas étrangère à l'arrêt de la répression en Pays Basque et au redémarrage du processus d'autonomie : le gouvernement sentit bien qu'il n'avait guère intérêt à continuer de s'aliéner aussi les Basques.

[20] En Navarre, ses résultats sont beaucoup plus modestes : à peine 9 % des voix face aux quelques 70 % du bloc des droites dont l'immense majorité est carliste.

la majorité des Cortès et les parlementaires du PNV seront, la plupart du temps, quasi-totales. Ces derniers abandonneront du reste le Parlement le 12 juin 1934. Durant l'été et l'automne 1934, de véritables révoltes, secondées par le boycott de l'ensemble des mairies basques, ont lieu face au désir du Gouvernement de réformer les *conciertos economicos*. Environ 300 personnes sont alors emprisonnées, dont 47 maires nationalistes et 53 conseillers municipaux, la presse nationaliste est interdite, réduite au silence ou condamnée à payer des amendes, etc. [144]

Toutefois, ne désespérant pas que ces Cortès puissent voter le statut, les parlementaires nationalistes les réintègrent le 5 novembre, donnant de surcroît comme preuve de bonne volonté leur vote de confiance au gouvernement Lerroux. Ce geste contribuera certes à relancer les travaux de la commission chargée d'examiner le texte du statut. Mais les choses traîneront en longueur, et le Parlement sera dissous avant que ce texte n'y soit débattu. De nouvelles élections législatives sont convoquées pour le 16 février 1936.

Obnubilée par le danger séparatiste, la droite n'aura su, ni discerner la volonté légaliste (avec, à la clef la reconnaissance implicite de l'unité de l'État espagnol) du PNV, ni apprécier son caractère religieux et sa propension à l'ordre et à la stabilité qui en faisait un parti plus que modéré. Au lieu de chercher un terrain d'entente avec lui afin (pourquoi pas ?) d'en faire un relais de sa politique en Pays Basque, elle va le pousser dans l'opposition avec des déclarations souvent virulentes et des actes inconsidérés (tentative de suppression des *Conciertos économicos* et du Statut catalan). À la fin du *bieno negro*, les nationalistes n'ont dorénavant plus aucune raison d'espérer quoi que ce soit de plus de la droite que de la gauche espagnole.

Ceci explique sans doute le fait que la victoire du Front Populaire ne provoque aucun mécontentement parmi les nationalistes[21], désormais disposés à « bénir la main, quelle qu'en soit la couleur, par laquelle arrivera le statut »[22]. Cette attitude de sympathie désabusée d'un côté et, de l'autre, l'inclusion du vote du Statut dans les points

---

[21] Celui-ci triomphe partout en Espagne. Les nouveaux Cortès sont composés de 257 députés de gauche, 57 du centre, et 139 de droite. En Pays Basque, le Front Populaire, le bloc des droites, et le PNV obtiennent environ 1/3 des voix chacun, tandis qu'en Navarre, les carlistes continuent à monopoliser l'échiquier politique (70 %).

[22] Manuel de Irujo, député nationaliste, 26/12/1935 (rapporté par lui même in *La guerra civil en Euskadi antes del estatuto*, Madrid, 1978, Ed. E.D.).

programme du Front Populaire, ne doit cependant pas conduire à penser que nationalistes et socialistes se jettent alors dans les bras les uns des autres. Une grande méfiance, née du passé, règne au contraire entre eux, chacun campant sur ses positions, décidé à ne lâcher que le minimum nécessaire pour éviter de nouveaux affrontements et un divorce fatal. [145]

Le 16 avril 1936, une nouvelle commission d'examen du statut, présidée par Prieto et comprenant plusieurs nationalistes, dont Aguirre, est constituée. Le 29, elle commence ses travaux « dans l'espoir d'en finir le plus tôt possible ». Le 18 juillet, le soulèvement militaire la surprend en pleine délibération. Après quelques semaines d'interruption, les travaux reprennent à un rythme accéléré. Le Gouvernement n'a plus aucun intérêt à faire traîner les choses : l'appui et la résistance du Pays Basque sont vitaux pour la République. Fin septembre, le statut est prêt[23]. Il est soumis aux Cortès. Le 6, ceux-ci l'approuvent définitivement : le Pays Basque, amputé de la moitié de son territoire et en pleine guerre civile est autonome.

II- LA GUERRE CIVILE ET SES CONSEQUENCES IMMEDIATES EN PAYS BASQUE (1936-1939)

1- La situation en Pays Basque le jour de la constitution de son premier gouvernement (7 octobre 1936)

En Navarre, le soulèvement contrôle tout de suite l'ensemble de la province. Après l'abandon de la voie statutaire et la mort de Don Jaime, le carlisme allait rapidement muer, sous la direction du comte de Rodezno, en un véritable mouvement de conspiration contre la République. Une organisation paramilitaire, les Requetes, était mise sur pied et armée par la Junte Suprême du mouvement installée à Saint-Jean-de-Luz[24]. Celle-ci prépare ensuite minutieusement le soulèvement avec le Général Mola,

---

[23] Malgré plusieurs modifications, visant toutes à restreindre le pouvoir basque, ce statut demeure, pour l'essentiel, identique à celui de 1933. La principale nouveauté réside dans les dispositions transitoires dont la première prévoit que « tant que dureront les circonstances anormales induites par la Guerre Civile, le Pays Basque sera administré par un gouvernement provisoire avec toutes les prérogatives établies par le présent statut ». (voir l'intégralité du texte de ce statut dans Manu Escudero et Javier Villanueva, *La autonomia des Pais Vasco... op. cit.*, p. 235 et ss.).

[24] Plusieurs dirigeants requetes avaient auparavant suivi des stages de formation militaire en Italie fasciste de Mussolini, qui avait par ailleurs avancé un million et demi de pesetas et promis de fournir

Commandant de la place de Pampelune et principal instigateur de la sédition. Dès l'aube du 18 juillet, *requetes* et militaires factieux contrôlent la capitale et, le lendemain, l'ensemble de la province. La répression [147] est immédiate et terrible (à tel point que l'évêque de Pampelune, fasciste convaincu, s'en émeut). Plus de 6000 personnes, dont une bonne partie de nationalistes, sont assassinées ou exécutées sans jugement au cours de l'été 1936.

En Alava, l'alliance du colonel Alonso Vega et de Jose Luis Oriol, leader de la droite locale, permet aux factieux de rapidement s'emparer de la quasi-totalité de la province. Plusieurs centaines de personnes réussissent cependant à se réfugier en Biscaye.

En Guipúzcoa, les militants de gauche, essentiellement ceux du PC et de la CNT, parviennent à isoler les militaires factieux dans leur caserne. Ceux-ci se rendent finalement le 28 juillet. Aussitôt après une Junte de Défense, composée des PSOE, PNV, PC, CNT, et ANV est constituée. C'est elle qui tente de coordonner l'effort des différents bataillons spontanément formés par les principaux partis politiques et syndicats. Et ici réside une des deux grandes faiblesses (la seconde étant le manque d'armement) de la défense militaire du camp républicain en Pays Basque : ni les hommes, ni la bonne volonté ne font défaut, mais, non seulement chacun s'organise de son côté sans réelle coordination avec ses alliés, mais, plus grave, soupçonne ces derniers de noirs desseins. Méfiance en particulier des socialistes envers les nationalistes[25] [147] et de ces derniers envers la CNT[26]. Mais comment imaginer que ces

---

10 000 fusils, 10 000 bombes et 200 mitrailleuses au Mouvement.

[25] « Durant tout le temps que dura la campagne de Guipúzcoa, nous avons vécu dans la crainte perpétuelle de ce que les dirigeants du PNV passent du côté du Maure (camp franquiste). Heureusement, le Maure fut toujours pire que nous, les mauvais. » (Miguel de Amilibia, député PSOE en 1936, *La guerra... op. cit.* p. 39). Cette crainte était selon nous injustifiée. Certes ce n'est pas de gaîté de cœur que les nationalistes se retrouvent dans le même camp que les « brûleurs d'églises » : « ceux-ci sont très mauvais, mais ceux qui viennent en face (les franquistes) sont encore pires » (mot de Manuel de Irujo, député P N.V en 1936 et futur ministre de la République, rapporté par Amilibia, *La guerra... op. cit.* p. 32). Les nationalistes n'avaient en effet guère le choix. Mais leur fidélité à la République ne fut pas pour autant uniquement déterminée par la conjoncture historique : ils avaient largement eu le temps de se rendre compte, au-delà de son anti-basquisme viscéral, du caractère totalitaire et anti-démocratique de l'extrême droite espagnole. Dès le lendemain du soulèvement, le Conseil suprême du PNV faisait savoir que « ses principes le conduisaient à se ranger résolument et sans équivoque parmi ceux qui défendent le civisme et la République, ceci en accord avec le régime démocratique et républicain qui fut le propre de notre peuple durant ses siècles de liberté » (note du 19/07/1936 de l'Euzkadi Buru Batzar (Conseil suprême) du PNV).

[26] Soucieux du maintien de l'ordre et de préserver son image de « parti responsable et catholique », le

frères ennemis d'hier puissent fraterniser du jour au lendemain ? Que les bataillons Karl Marx, Rusia, Bakounine des miliciens, et Arana Goiri ou Euskal Indar des nationalistes acceptent de se fondre spontanément en un même corps d'armée[27] ? L'unité ne pouvait venir que d'en face, et elle se fera effectivement. Au combat.

Celui-ci ne tarde pas : début août, le général Mola décide de lancer ses troupes sur Irun afin de couper le front nord de tout contact avec la France. Les premiers bombardements ont lieu. Irun tombe le 3 septembre. La Junte de Défense décide alors d'évacuer Saint-Sébastien, indéfendable, qui tombe 10 jours après. Le front se stabilise alors à environ 15 km a l'ouest de la ville.

En Biscaye, aucune tentative de soulèvement n'a lieu : l'armée demeure fidèle a la République, et la population est quasi unanimement de son côté. [148]

2- Le premier gouvernement autonome basque

Les dispositions transitoires du statut d'autonomie voté le 6 octobre par les Cortès espagnoles, prévoyaient « l'élection d'un Président du gouvernement provisoire basque par l'ensemble des conseillers municipaux pouvant librement voter malgré la situation actuelle ». Le lendemain même, soit le 7 octobre 1936, Jose Antonio de Aguirre, député et leader du PNV obtient l'équivalent de 291 571 voix contre moins de 100 pour son rival Ramon Madariaga. Aussitôt, un gouvernement d'unité nationale, largement dominé par le PNV, est constitué. En dehors de la Présidence et du Ministère de la Guerre (occupés par Aguirre), les Ministères de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, de la Justice et de la Culture reviennent au PNV ; [148] ceux du Travail, de l'Industrie et des Affaires Sociales au PSOE ; celui des Travaux Publics au PC ; celui du Commerce et du Ravitaillement à Izquierda Republicana ; celui de la Santé à Union Republicana ; et enfin celui de l'Agriculture à l'ANV. Les anarchistes et les indépendantistes de Jagi Jagi ne sont pas représentés.

PNV ne supporte pas les débordements de la CNT. Après l'exécution sommaire de plusieurs prisonniers, le PNV parvient à faire désarmer un bataillon CNT.

[27] La dichotomie de ces termes trahit bien celle qui existait alors parmi les combattants : d'un côté les miliciens du Front Populaire (avec leurs rivalités internes, surtout celle qui est entre le PC et la CNT), et de l'autre les *gudaris* (combattants en basque). Ce n'est que plus tard, lorsque l'Armée basque sera

Coupé par la zone franquiste de la République, le Gouvernement basque va gérer de façon totalement indépendante le morceau de territoire qui lui reste. Son premier souci est de « respecter et de garantir les droits individuels et sociaux de tous les citoyens basques et, en conséquence, la libre pratique des confessions et associations religieuses, la sécurité de ses membres et de ses biens »[28]. À cet égard, les moindres débordements visant, comme dans le reste de l'État espagnol, à occuper les usines, à collectiviser les entreprises, à persécuter le clergé ou à exécuter sans jugement les séditieux, sont immédiatement réprimés par la *Ertzaina*, la police autonome mise sur pied par le Ministre de l'Intérieur, Telesforo de Monzon, en remplacement des *guardias civiles* et *guardias de asalto* dissoutes.

Conformément à la « doctrine basque », le Gouvernement cherche ensuite à « développer une politique de franche avance sociale, à promouvoir l'accès des travailleurs au capital, aux bénéfices, et à la co-administration des entreprises »[29]. L'approvisionnement et la répartition des vivres sont aussi une de ses principales préoccupations : la Biscaye et la partie du Guipúzcoa encore sous sa juridiction, provinces industrielles aux surfaces agricoles utiles extrêmement réduites, mais dont les densités de population sont les plus fortes de l'Etat, ne peuvent en aucun cas nourrir leurs populations, accrues par l'arrivée de près de 100 000 réfugiés. Un trafic maritime avec l'Angleterre, le Mexique et la France est alors organisé et parvient à parer au plus pressé. Enfin, la défense du territoire est bien sûr la priorité principale.

Théoriquement, l'ensemble des forces armées basques dépendent de l'Etat-Major de l'Armée du Nord (englobant les Asturies, la province de Santander et le Pays Basque). Pratiquement, elles sont totalement indépendantes et sous les ordres du Président Aguirre. [149] L'Armée basque (*Euskal gudarostea*) ne commence à se structurer que fin 1936. Le gouvernement ouvre des Académies d'Infanterie, d'Artillerie et de Génie Militaire, chargées de former des officiers capables d'encadrer les quelque 30 000 hommes de l'Armée basque répartis en 46 bataillons. Dans l'optimisme qui accompagne sa formation (le front étant stabilisé depuis la fin de l'été), une offensive, destinée à libérer l'Alava (et à desserrer l'étau franquiste menaçant Madrid), est

---

constituée que tous prendront le nom de *gudaris*.

[28] Fragments du discours d'investiture de José Antonio de Aguirre, le 7 octobre 1936.

[29] *Ibidem*.

organisée dès la fin du mois de novembre 1936. L'attaque se concentre sur Villareal, à 10 km au nord de Vitoria. Après quatre jours de bataille acharnée malgré une infériorité de feu dramatique, les Basques sont obligés de se replier le 5 décembre, laissant sur le terrain plus de 800 morts et emmenant quelque 4000 blessés. Dès lors, l'attitude de l'Armée basque sera exclusivement défensive.

3- La défaite et l'exil

Après son échec de fin 1936 devant Madrid, Franco avait besoin de frapper un grand coup. En février 1937, l'offensive sur le Pays Basque est décidée. Celui-ci représente un intérêt capital pour le camp franquiste, tant pour sa richesse industrielle que pour l'incidence diplomatique que sa chute ne manquerait pas de provoquer. Il était en effet difficile de traiter les Basques d'« assassins athées », de « comploteurs marxistes » ou d'« anarchistes sanguinaires ». Par leur catholicisme, leur modération, leur souci de l'ordre et leurs convictions démocratiques, ils suscitaient au contraire de la sympathie à l'étranger, surtout parmi les démocrates-chrétiens, et apportaient ainsi indirectement à la République un appui dont elle n'aurait pas bénéficié autrement. En faisant passer par la force le Pays Basque dans le camp de la « Croisade », Franco se donnait les moyens de couper définitivement la République de la communauté catholique internationale.

À la fin mars, des dizaines de milliers de tracts sont lâchés sur Bilbao : « J'ai décidé de terminer rapidement la guerre dans le nord. Tant la vie que les biens de ceux qui se rendront, s'ils ne sont pas coupables d'assassinats, seront respectés. Mais si la reddition n'est pas immédiate, je raserai la Biscaye jusqu'à n'en rien laisser, à commencer par ses industries de guerre. Je dispose des moyens pour le faire. Signé : Général Mola ». Quelques jours plus tard, le 31 mars 1937, le plus terrible bombardement jusqu'alors connu dans [150] l'histoire militaire du monde avait lieu : la petite ville de Durango était systématiquement bombardée, pendant plus d'une heure et demie. 248 personnes étaient tuées (dont 14 religieuses et 2 prêtres), et plusieurs centaines blessées. Il semble qu'une nouvelle « technique », visant à terroriser la population et à démoraliser les combattants, ait été expérimentée[30].

[30] Plus tard, Goering reconnaîtra qu'il s'était agi là d'un « banc d'essai ».

Privée d'aviation et d'armement lourd, l'Armée basque résiste cependant, souvent de façon héroïque (voir les descriptions de G. L. Steer, correspondant du *Times* en Pays Basque, *El arbol de Guernica, op. cit.*). Les quelques 10 000 Italiens des brigades Flèches noires et 23 de marzo, appuyés par plus de 150 avions allemands de la Légion Condor sont alors appelés à la rescousse. Devant l'opiniâtre résistance des basques, qui reprennent souvent la nuit des positions perdues pendant le jour, Franco n'hésite pas à demander aux Allemands de reproduire l'horreur du 31 mars. Le 26 avril, la ville sainte des Basques, Guernica, est rasée par la Légion Condor. On dénombre 1654 personnes tuées et 889 blessés. La stupeur provoquée par la nouvelle du bombardement se mue bientôt en messages de solidarité et de sympathie envers les Basques et la République. Mais les armes n'arrivent pas… Bilbao est soumis à un blocus maritime total, et la famine menace.

Progressivement, le front se resserre autour de la ville protégée par sa mythique « ceinture de fer »[31]. Bombardés et mitraillés à longueur de journée par les *Heinkel* et *Junker* allemands, privés de tout renfort, et se partageant avec parcimonie les dernières munitions, les *gudaris* tiennent encore jusqu'au début juin. Mais le 12, « la ceinture de fer » cède. Le tragique exode d'environ 150 000 personnes commence alors vers Santander[32]. Malgré les directives de la République, le Gouvernement basque se refuse à pratiquer la politique de la terre brûlée. Il protège au contraire jusqu'au dernier moment l'industrie biscaïenne des tentatives de sabotage [151] de la part de certains militants de l'UGT et de la CNT. Le 19 juin, les franquistes occupent Bilbao. À bout de force, désormais coupée des forces républicaines des Asturies, et peu désireuse de se battre en dehors du Pays Basque, l'Armée basque se rend le 26 août aux Italiens.

Tandis que le Président Aguirre et une partie de son Gouvernement s'installent à Barcelone et tentent, grâce à leurs relations internationales, d'aider au maximum la République, le reste du Gouvernement basque s'efforce d'organiser au mieux l'exil de milliers de Basques. Bien qu'environ 10 000 femmes et enfants aient été évacués fin mai 1937 dans le nord et le centre de la France, que l'Angleterre ait accepté d'accueillir

---

[31] Il s'agit en fait de fortifications construites durant le printemps 37 et dont « l'invulnérabilité » était surtout mise en avant par les franquistes (parfaitement au courant de ses déficiences) afin de faire de la prise de Bilbao une victoire militaire retentissante.

[32] Une fois cette province tombée (fin août), la grande majorité de ces exilés rejoindra le Pays Basque.

4000 enfants basques et l'URSS 1200, la majorité des réfugiés basques se trouvent, fin 1937, en Pays Basque Français.

Dès 1936, le gouvernement avait ouvert un « Consulat d'Euskadi » à Bayonne. C'est à partir de là, et de sa « Délégation du Gouvernement basque » à Paris, qu'il coordonne ses divers services d'aide aux réfugiés basques. Un hôpital militaire de 800 lits est installé à Biarritz, un internat accueille 980 enfants à Saint-Jean-Pied-de-Port, et une résidence pour les veuves des *gudaris* et les femmes des grands blessés est installée à Anglet. Une publication *Eusko Deya* est envoyée deux fois par semaine à l'ensemble des exilés. Ces réalisations sont possibles grâce à l'appui de la hiérarchie ecclésiastique basque et à l'aide du Front Populaire français. Une « Ligue Internationale des Amis des Basques », présidée par le cardinal Verdier et le Président de la Chambre des députés Herriot (un des membres les plus actifs était François Mauriac) canalise l'aide internationale vers le Gouvernement basque.

L'occupation de la France en mai 1939 par les Allemands réduira tous ces efforts à néant. La Délégation à Paris et le « Consulat » à Bayonne sont fermés. Ceux qui réussissent à s'échapper fuient au Mexique, au Venezuela et en Argentine. Les autres sont enfermés dans un camp de concentration à Gurs (Pyrénées-Atlantiques). Le Président Aguirre prend la clandestinité. Après un long périple à travers l'Europe, il débarque au Brésil à la fin août 1941 et, quelques mois plus tard, reforme son gouvernement à New York. [152]

4- Conséquences de la guerre civile en Pays Basque

Les statistiques exactes des pertes humaines et matérielles occasionnées par la guerre ne seront jamais connues. Les observateurs étrangers et la majorité des historiens s'accordent cependant pour avancer les chiffres globaux de 20 000 à 30 000 morts et de 45 000 à 50 000 exilés pour une population d'environ 1 300 000 habitants[33]. Les dommages matériels sont impressionnants et difficiles à évaluer. Il suffit de rappeler que le niveau de vie de 1936 en Pays Basque ne sera rattrapé qu'au début des années 50

[33] Nous sommes ici très loin des statistiques fournies par les nationalistes, par exemple celles d'Astilarra, *Historia documental de la guerra en Euskadi*, Mexico, 1941 (reprises par Manuelu Lipuzcoa, *La iglesia como problema en el Pais Vasco*, Buenos Aires, 1973, Ed. Ekin, pp 110-114), qui signalent 10 800 morts sur le champ de bataille, 15 200 morts dues aux bombardements, 21 780 exécutions et 150 000 exilés. Le recoupement des recensements de 1930 et de 1940 avec l'addition de la population des communes et

pour mesurer l'ampleur des dégâts. Plutôt que de tenter d'en dresser une liste, nous préférons attirer l'attention sur un autre type de conséquence : la profonde coupure historique que la guerre civile provoquera dans la continuité socio-politique basque.

D'abord et évidemment, coupure, comme pour tous les citoyens de l'État espagnol, avec la République, la démocratie, le régime parlementaire, les libertés civiques. Ensuite, coupure avec l'autonomie, l'auto-gouvernement, la promotion de la langue et de la culture basque. Mais aussi, et c'est sur ce point que nous voudrions insister, coupure avec les habitudes socio-politiques héritées du passé : en les bousculant aussi brutalement, la guerre allait sans le savoir engendrer les prémisses d'une nouvelle époque.

Inédit en effet de voir socialistes et nationalistes, frères ennemis d'hier, lutter côte à côte. Inédit d'entendre les socialistes crier « vive le Pays Basque libre », et des nationalistes vanter certains aspects de « l'idéal socialiste ». Certes les divergences ne s'éclipsent pas pour autant et continueront à s'exprimer, les soupçons et les ressentiments restant toujours vivaces[34]. Mais il est des moments où un vécu exceptionnel crée des liens plus forts que les idéologies. Ce sont ces moments-là que miliciens et *gudaris*, [153] d'abord séparés, vont ensuite partager dans la peur et la solidarité des tranchées sous les bombes, ou dans l'adversité de l'exil et de la répression.

La guerre civile, en suscitant l'expérience d'une même lutte, le partage d'une même souffrance, et l'élan d'une même solidarité, a indéniablement et très fortement, uni les Basques des deux provinces maritimes, et cela, quelles que soient leurs origines et leurs préférences politiques[35]. C'est dans le quotidien de cette unité, puis dans la révolte contenue et la solidarité silencieuse face à la répression franquiste de l'après-guerre que naîtra et grandira une nouvelle génération, celle qui n'aura pas connu les querelles d'hier et portera l'espoir d'un futur différent. [154]

---

villes basques en 1935 nous permet d'avancer un chiffre global de 80 000 à 90 000 morts et exilés.

[34] Cf. supra, note 25.

[35] Le pourcentage de franquistes est infime dans ces deux provinces. Par contre la guerre signifiera la coupure non moins radicale entre la Navarre et les trois autres provinces basques.

DEUXIEME PARTIE

DU NOUVEAU NATIONALISME AU MOUVEMENT BASOUE

CHAPITRE I – VINGT ANS

CHAPITRE II – ETA OU LE NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE III - LA FABRICATION DES REBELLES

CHAPITRE IV - LE NOUVEAU NATIONALISME BASQUE

CHAPITRE V - L'INTEGRATION DES IMMIGRES ET LEUR PARTICIPATION AU MOUVEMENT NATIONAL

CHAPITRE VI - A LA CROISEE DES CHEMINS : L'APRES-FRANQUISME

CHAPITRE VII - QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENT OUVRIER (2)

CHAPITRE VIII - QUESTION NATIONALE ET NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX. LE CAS DE LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE

[155]

VINGT ANS

I- REPRESSION

Si, au lendemain de la Guerre Civile, la répression est terrible sur tout le territoire espagnol, elle acquiert en Pays Basque une virulence et une dimension particulière. Elle ne touche pas uniquement ceux de l'autre camp, « les rouges », *mais l'ensemble de la population*. Les franquistes n'ont pas seulement combattu l'Espagne rouge (*España roja*), mais aussi l'Espagne éclatée (*España rota*). Or, que l'on additionne en Pays Basque « les séparatistes » aux « rouges », et l'on a la quasi-totalité de la population basque. Arithmétique qui se traduira pour le nouveau pouvoir par une politique qui ne cache pas son nom : une politique discriminatoire envers la population des provinces basques. Celle-ci est globalement taxée de « traître à la Patrie » et de « rebelle aux intérêts supérieurs de la nation », tandis que le Pays Basque est assimilé au « cancer du corps de la nation »[1].

Tout est alors mis en œuvre pour exterminer « la lèpre marxiste et séparatiste »[2] : les militants politiques, culturels et syndicaux [156] sont fusillés, emprisonnés ou exilés, l'ensemble des libertés et prérogatives accordées au Pays Basque par le statut d'autonomie de 1936 supprimées, les symboles et manifestations pouvant rappeler l'identité basque interdits et pourchassés. On assiste à de gigantesques autodafés de

[1] Paroles de Millan Astray (chef légionnaire de l'armée franquiste) au cours d'un acte officiel célébré le 12/10/1936 à Salamanca (rapporté par Ortzi, *Historia…, op. cit.*, p. 228).

[2] Déclaration de Lecanda le 1° mars 1940 à la Bourse de Bilbao (rapporté par Gregorio Moran, *Los españoles que dejaron de serlo*, Barcelona, Ed. Planeta, p. 97).

livres basques (sans même se soucier de leur contenu) devant les bibliothèques. Enfin, l'usage de l'euskera est strictement prohibé et pourchassé avec un acharnement insensé[3].

Cette répression est d'autant plus sauvage et féroce qu'elle constitue le seul type de légitimation du nouvel État en Pays Basque. Ses deux principales sources de légitimation, celles qui consistaient à le présenter comme le garant de l'ordre et de l'unité de la nation et comme le sauveur de la religion face aux « assassins et à l'athéisme rouge », sont totalement inopérantes en Pays Basque. En effet :

1) L'ensemble des forces politiques d'alors se sont accordées pour rendre hommage à la politique de maintien de l'ordre mise en œuvre par le premier Gouvernement basque durant la courte période où il exerça le pouvoir. Il empêcha tant les excès de l'extrême droite que ceux de l'extrême gauche et assura la paix civile de façon exemplaire. Les Basques, quelles que soient leur opinion politique et leur conviction autonomiste, sont unanimes sur ce point[4].

2) Alors que l'ensemble du clergé espagnol apportait, dès le début de la guerre civile, son soutien total à ce que Franco appela la « croisade », et lui fournissait ainsi son principal mode de légitimation[5], le clergé [157] basque, et avant tout le bas clergé dont la grande majorité était nationaliste, appuya en revanche le Gouvernement basque mené par les démocrates-chrétiens du PNV et, fait unique dans la péninsule, en vint ainsi à se ranger du côté républicain. En raison de cette prise de position exceptionnelle, le clergé basque fut, lui aussi, très durement frappé par la répression franquiste d'après-

---

[3] Ainsi, un ordre du Gouverneur civil de Biscaye ordonne-t-il (le 27/10/1948) « aux membres des familles propriétaires de tombes ou monuments funéraires où figurent des inscriptions en langue basque de retirer de telles épitaphes et de les remplacer par des inscriptions en castillan »…

[4] Ainsi, Mateo Mujica, l'évêque du Diocèse basque, écrira quelques années plus tard en exil : « Je déclare solennellement, et avec tout le poids de mon autorité épiscopale que (…) le Gouvernement et les autorités basques, alors plongées dans la frénésie et la haine déclenchées par la guerre, firent constamment preuve d'une évidente modération, d'esprit de justice, de sentiments d'humanité et de générosité, sans que les quelques excès commis de façon déplorable par des groupes incontrôlés ne puissent tacher sa noble conduite. »

[5] Dans une pastorale adressée le 1° juillet 1937 aux chrétiens du monde entier et signée par la totalité des évêques espagnols (exceptés l'évêque du Diocèse basque, regroupant les trois provinces basques autonomes : Biscaye, Guipúzcoa et Alava, et le Cardinal Vidal y Barraquer de Barcelone), l'épiscopat espagnol apporta son « total soutien » à la campagne de Franco, la convertissant ainsi en « croisade ». Le 28 août 1937, le Vatican reconnaissait l'Etat franquiste comme « seul et unique gouvernement de l'Espagne ».

guerre[6], ce qui disqualifia définitivement le nouveau pouvoir auprès des chrétiens basques.

Seule la force brute légitime l'État franquiste en Pays Basque : « L'Espagne une, grande et libre a triomphé et vaincu pour toujours cet horrible, sinistre et atroce cauchemar qui s'appelait Euskadi et qui était la résultante du socialisme d'un côté et de l'imbécillité *bizkaitarra* de l'autre (…) et pour toujours aussi disparaît la grande honte du clergé séparatiste, traître à la Patrie (…). Jusqu'à présent, les polémistes pouvaient se perdre en dialectiques stériles sur les prétendus droits de la Biscaye à s'autodéterminer et à avoir un gouvernement propre. À partir de maintenant il y a une raison qui supplante toutes les arguties historiques et plaidoiries paperassières : la raison du sang versé. La Biscaye est de nouveau un morceau de l'Espagne par pure et simple conquête militaire. Que cela soit bien clair : elle a été conquise par les armes. »[7] Chose que Jimenez Caballo exprimera de façon encore plus tonitruante le jour de la victoire définitive des troupes franquistes : « Le Pays Basque sait que nous ne l'avons pas récupéré par des élections à l'amiable : il sait que nous l'avons virilement conquis, avec des bottes de cavalier et une cravache à la main. »[8]

II- DECEPTION ET PROSTRATION

Pendant qu'une chape de plomb s'abattait sur le Pays Basque, son gouvernement en exil basait toute son activité sur la conviction qu'un régime né d'un putsch militaire et « proclamant bien fort son amitié [158] avec l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Salazar »[9], ne pouvait que tomber en même temps que les puissances

---

[6] 16 prêtres et curés basques furent exécutés, 278 emprisonnés et environ 1300 furent taxés « d'indésirables », exilés ou nommés dans des paroisses du reste de l'Etat espagnol (Beltza, *El nacionalismo… op. cit.* p. 231). Sur la répression du clergé basque, voir Juan de Iturralde, *La guerra de Franco, los vascos y la Iglesia*, San Sebastian, 1978, s. Ed, tome II, pp. 331-556.

[7] Discours de J. M. Areilza, nouveau maire de Bilbao nommé par Franco, le 8 juillet 1937 à Bilbao (voir le contenu i*n extenso* de ce discours en annexe).

[8] Rapporté par M. E. Lipuzcoa, *La iglesia como problema… op. cit.,* p. 110.

[9] Areilza, *discours du 8 juillet 1937, op. cit.* De son côté, Franco, au cours de deux discours prononcés en juillet 1937 et 1942 à l'occasion d'anniversaires du soulèvement, affirmait que « l'Espagne suivre(ait) l'exemple des régimes totalitaires comme l'Italie et l'Allemagne », et que « les Espagnols ne pouv(aient) rien attendre du système démocratique. Il n'y a pas d'autre régime valable en dehors du régime totalitaire » (rapporté par Lipuzcoa, *La iglesia como problema… op. cit.,* p. 109).

de l'Axe. Les Alliés, en intervenant en Europe, liquideraient aussi le régime franquiste, rétablissant ainsi la légalité républicaine, et par voie de conséquence, le Gouvernement basque autonome. Conforté dans ses positions par les excellents rapports que maintient le président Aguirre avec les Alliés, et plus particulièrement avec les États-Unis, le PNV néglige totalement la reconstruction du parti et l'organisation de la résistance à l'intérieur du pays. La condamnation, en juin 1945 (renouvelée en février et en décembre 1946), de l'Espagne franquiste par l'ONU, le rappel des ambassadeurs encore en poste à Madrid, la fermeture de la frontière franco-espagnole en mars 1946, tout cela semble donner raison au PNV. Convaincu qu'elle provoquerait l'intervention des Alliés, le gouvernement basque n'hésite pas à appeler à une grève générale début mai 1947. Le succès total de cette première démonstration anti-franquiste, unanime, suscite toute la sympathie et l'appui des syndicats étrangers. Mais les gouvernements, eux, ne bougent pas.

C'est qu'entre temps, le partage du monde en deux blocs avait eu lieu, changeant radicalement les données du problème. La guerre froide était en train de ruiner la stratégie du PNV et la doctrine Truman d'en balayer les illusions. Face à l'ennemi communiste, les puissances occidentales préféraient finalement s'accommoder d'un régime certes autoritaire mais garant de l'ordre et incontestablement anti-communiste, plutôt que de courir le risque de déstabiliser le sud de l'Europe en restaurant un gouvernement de gauche. Dès la fin de 1947, les premiers contacts entre les États-Unis et l'Espagne franquiste ont lieu. En février1948, la frontière franco-espagnole est rouverte, tandis que deux ans plus tard, en pleine Guerre de Corée, l'ONU annule les décisions prises en 1945 et 1946. En 1951, l'édifice de la Délégation basque à Paris est confisqué par les Autorités françaises et offert comme ambassade au régime franquiste. En 1952, les USA signent un traité bilatéral avec l'Espagne. La même année celle-ci rentre à l'UNESCO pour être finalement admise à l'ONU en 1955. La stratégie du Gouvernement basque avait définitivement échoué. [159]

Les militants nationalistes qui avaient échappé à la répression et qui constituaient les quelques rares réseaux de résistance de l'intérieur sont alors totalement désappointés et découragés. Depuis plus de dix ans, tout, absolument tout a été sacrifié à une stratégie d'intervention extérieure. En interposant cette stratégie entre les militants et leur quotidien (les empêchant ainsi de dégager à partir de celui-ci une stratégie

alternative), en minimisant totalement l'intérieur (ou en ne le mobilisant — exemple de la grève de 1947 — qu'en fonction d'impératifs extérieurs), en promettant chaque année que « celle-ci serait la bonne », la direction du PNV (où seules comptent les voix en exil) a peu à peu habitué l'intérieur à tout attendre d'elle. Et lorsque le feu des promesses alliées s'éteignit, plongeant les Basques dans la *noche negra* d'un quotidien hostile, répressif et désormais dénué de tout espoir, ce fut un véritable sentiment de déréliction qui s'empara des nationalistes.

A la répression qui, à l'intérieur du pays, parvint à décapiter le PNV de la quasi-totalité de ses cadres, et aux conséquences de l'échec de la stratégie du Gouvernement basque, il faut selon nous, ajouter une troisième donnée au moment de tenter d'expliquer l'état de prostration qui devait caractériser le mouvement national basque jusqu'à la fin des années cinquante : les bonnes affaires qu'était en train de réaliser une partie de la bourgeoisie non monopoliste qui, quelque dix ans auparavant, avait appuyé le PNV. Cela ne veut pas dire que cette bourgeoisie ait entre-temps renoncé à ses velléités autonomistes ou qu'elle se soit rangée, à l'instar de l'oligarchie, du côté des franquistes. Non. Mais durant toute cette période, elle profitera incontestablement des avantages que lui offrait le régime : un protectionnisme total qui lui livre un marché souvent vierge de toute concurrence, et une répression constante du mouvement ouvrier qui lui permet de fixer unilatéralement le montant des salaires et les conditions de travail. On comprendra que cette bourgeoisie, au moment de s'opposer au régime, ne fasse pas spécialement preuve de zèle. Les réflexions amères que ce comportement inspire alors à Javier de Landaburu, dirigeant en exil du PNV, prennent ici toute leur signification. « Mais nous devons dire toute la vérité : beaucoup de ces patrons basques qui, au fond de leur conscience, ont été et sont patriotes ont, depuis la Guerre Civile, acquis une seconde nature avec laquelle ils entrent en conflit tous les jours. Ils abominent le régime franquiste parce que la nature de son système les a obligés d'effectuer des calculs, des efforts, des dépenses et des immoralités contraires aux traditionnelles normes basques [160] de l'industrie et du commerce. Mais ils se félicitent aussi de ce que (ce même) régime ait favorisé l'audace des trafiquants, l'habileté des plus rusés et qu'il ait en même temps, par la loi pénale, évité les grèves ouvrières. Des industriels qui avant la Guerre, avec le Roi ou avec la République, étaient en difficulté ou en faillite peuvent aujourd'hui, après avoir opportunément tiré

profit de la situation, relever fièrement la tête et faire de substantiels bénéfices. Parmi les propriétaires et gérants de ces industries, il y en a qui, tout en continuant d'être patriotes, ne tiennent finalement pas beaucoup à ce que cette dictature commode fasse place à une Euskadi où un système basque et démocratique rétablirait la normalité dans la vie commerciale et industrielle. Pour certains d'entre eux la normalité est le bas salaire et le profit sans frein, la fraude et la complicité avec les fonctionnaires chargés du marché officiel. Le drame réside en ce que ces bourgeois patriotes désirent une Euskadi libre mais sans grève, sans émotion, sans faillite, avec un ordre social tel que l'actuel qui rappelle la paix des cimetières et où travailleurs et concurrents jouent le rôle des morts. »[10]

Si on ne perd pas de vue que le PNV d'avant-guerre était le produit de la rencontre du premier nationalisme avec cette même bourgeoisie, on possède le troisième facteur qui, ajouté à la répression et à la faillite de la stratégie gouvernementale basque, rend selon nous compte de l'apathie nationaliste durant les années cinquante.

Mais, pendant que l'oligarchie était au pouvoir, qu'une partie de la bourgeoisie autonomiste faisait de bonnes affaires et que les propagandistes nationalistes du passé se lamentaient sur un présent qu'ils n'avaient pas su ou voulu prévoir, ces vingt ans (1938-1958) étaient en train de préparer deux événements qui devaient par la suite révolutionner le nationalisme basque : un second boom industriel basque, provoquant une immigration sans précédent, et une nouvelle génération qui n'aura pas connu la guerre, mais aura grandi dans une ambiance de répression générale et dans une atmosphère de transgression clandestine. [161]

---

[10] *La causa del pueblo vasco*, Paris, 1956, s. Ed. , pp. 97-98.

III- INDUSTRIALISATION ET IMMIGRATION (2)

Encore protégée de la concurrence internationale par l'autarcie dans laquelle le régime franquiste a plongé l'Espagne, mais bénéficiant déjà de l'apport de capitaux étrangers par l'intermédiaire des banques qu'elle contrôle[11], l'industrie basque va, à partir du début des années 50, connaître un fantastique développement. Celui-ci confortera la Biscaye et le Guipúzcoa dans leur place de premières provinces industrielles de l'État espagnol, mais permettra aussi le décollage industriel foudroyant des deux provinces intérieures, l'Alava et la Navarre.

Entre 1962 et 1964, le taux d'accroissement annuel du Produit Intérieur Brut des quatre provinces est de 12,9 %, dépassant en cela le taux le plus élevé au niveau mondial qui est alors celui du Japon (12,4 %)[12]. La valeur dégagée est telle qu'entre 1955 et 1971, la Biscaye et le Guipúzcoa sont régulièrement première et seconde dans le classement annuel des provinces de l'État selon leur revenu par habitant, tandis que l'Alava et la Navarre sont toujours dans les dix premières. [162]

Position des provinces basques dans le classement général des 50 provinces de 1'État espagnol suivant leur revenu par habitant (1955-1971)[13] :

Provinces	1955	1957	1960	1962	1964	1967	1969	1971
Biscaye	1	1	1	1	1	1	2	2
Guipúzcoa	2	2	2	2	2	2	1	1

[11] Ces capitaux étrangers servent essentiellement à promouvoir l'implantation d'industries nouvelles (chimie, électronique) et à consolider le décollage économique de l'Alava et de la Navarre. L'industrie désormais traditionnelle (métaux et dérivés, construction navale, machine-outils, électricité et papier) reste la chasse gardée des capitaux basques (par exemple, le secteur sidero-métallurgique qui emploie en1965 environ 55 % de la population ouvrière du Guipúzcoa est autofinancé à plus de 70 %). Dans le domaine de l'autofinancement, il faut mentionner l'expérience originale du secteur coopérativiste. Impulsé à Mondragon (Guipúzcoa) en 1956 par quatre associés, il compte en 1980 113 coopératives employant près de 19 OOO associés. Essentiellement tourné vers la production d'électroménager (Fagor) et de machines-outils, le secteur possède une banque de crédit et de dépôts (Caja Laboral Popular) et de nombreuses écoles professionnelles (les coopératives forment elles-mêmes leurs associés). Ce mouvement est sans conteste la meilleure tentative d'application de la « doctrine basque » d'avant-guerre : tout le monde participe au capital, aux décisions, à la production et aux bénéfices. L'échelle des salaires est de 1 à 4 et 1'harmonie est censée présider les relations entre associés (voir Iñaki Gorroño, *Experiencia cooperativa en el Pais Vasco*, Durango, 1979, Caja Laboral Popular).

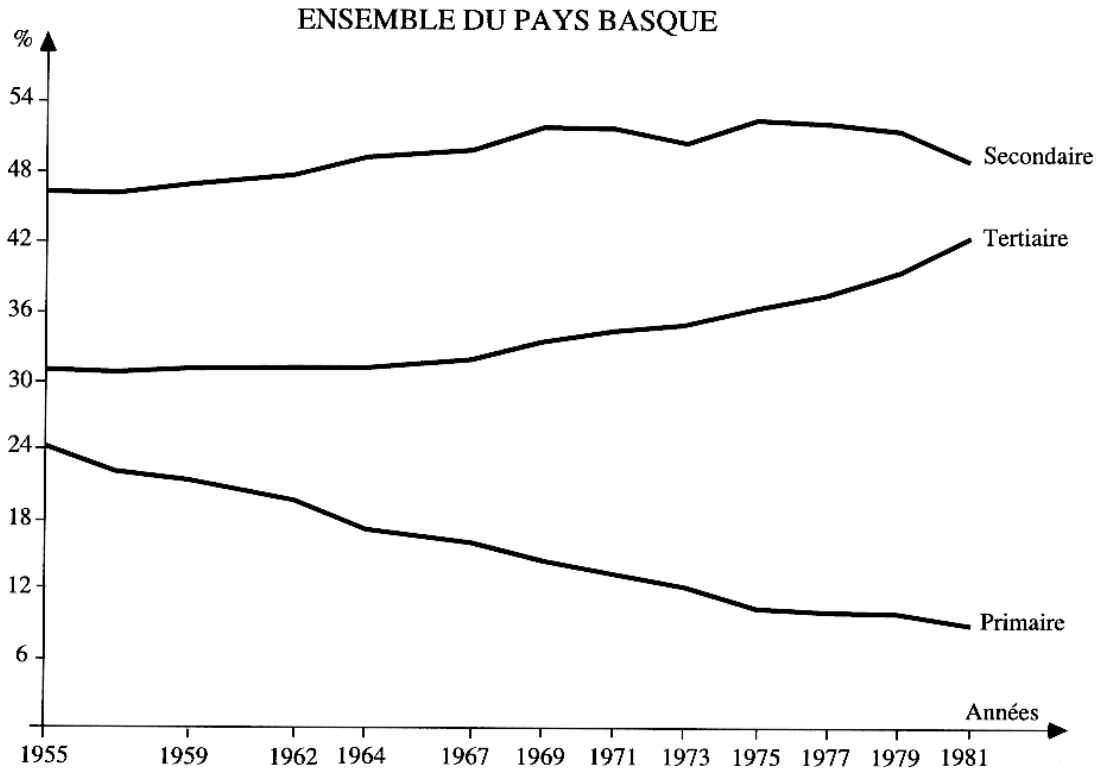
[12] 6,6 % pour les pays de la Communauté Européenne, et 4,70 % pour les Etats-Unis.

[13] Source : Service d'Etude et de Statistique du Banco de Bilbao.

Alava	5	5	3	6	5	5	3	3
Navarre	10	11	9	7	8	8	8	8

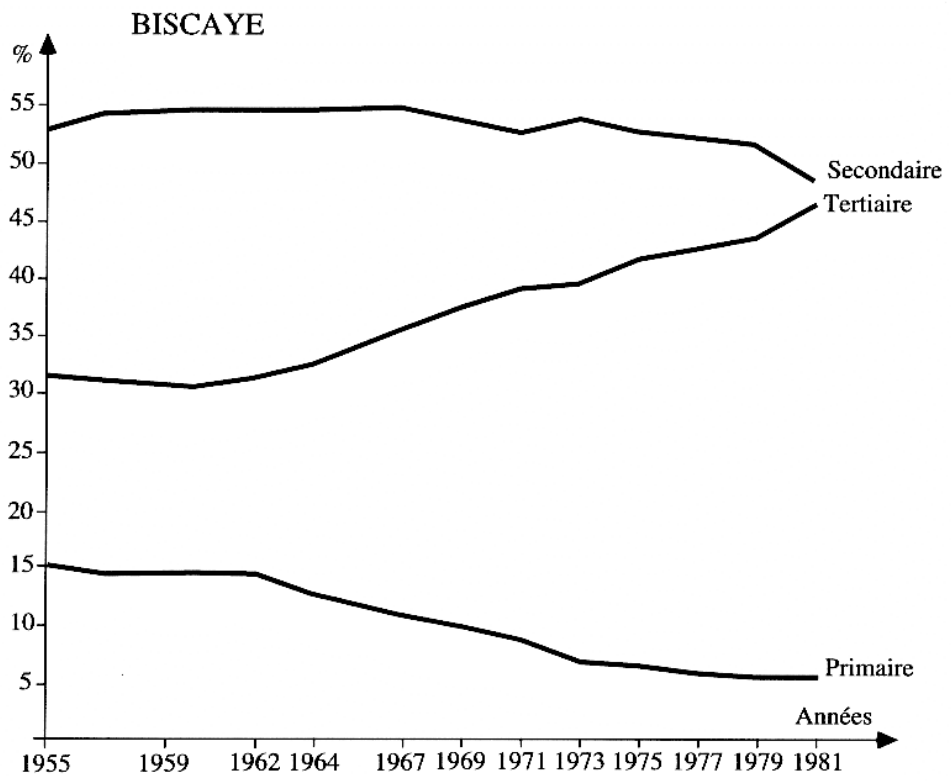
La distribution de la population active suivant les secteurs de production évolue évidemment en conséquence. C'est surtout en Alava et Navarre, en train de réaliser leur industrialisation, que les variations sont les plus importantes. Ainsi le pourcentage de la population active employée dans le secteur primaire passe-t-il en Alava de 31,5 % en 1955 à 8,3 % en 1977, tandis que, dans le même temps, celui du secteur secondaire passe en Navarre de 24,2 % à 45 %.

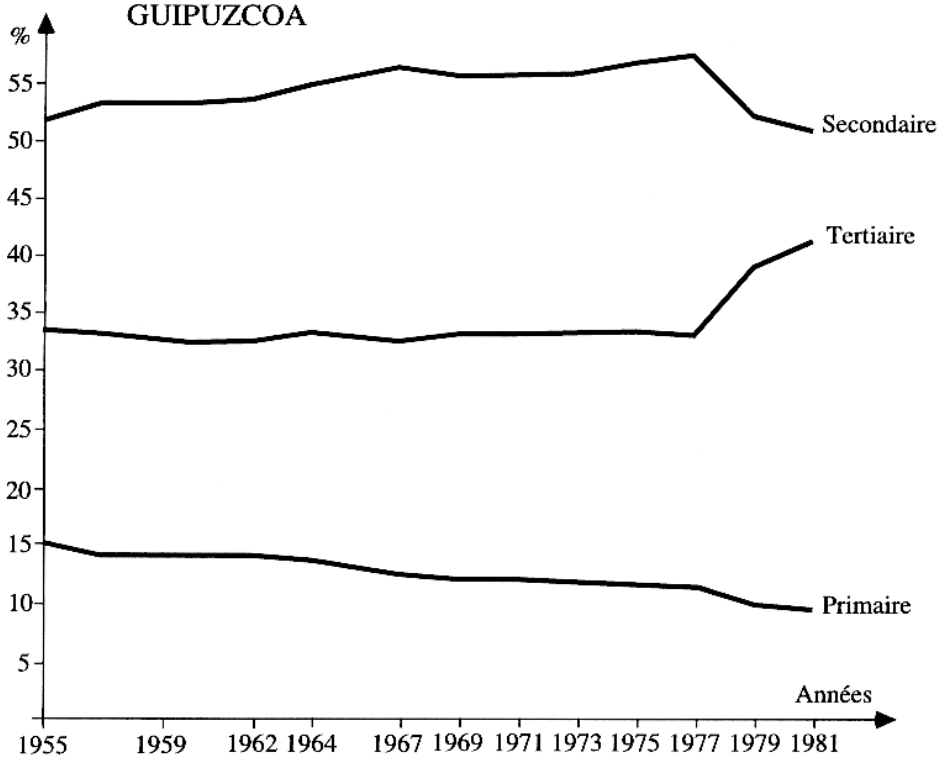
Distribution de la population active des provinces basques suivant les secteurs d'activité (1955-1981)[14] :

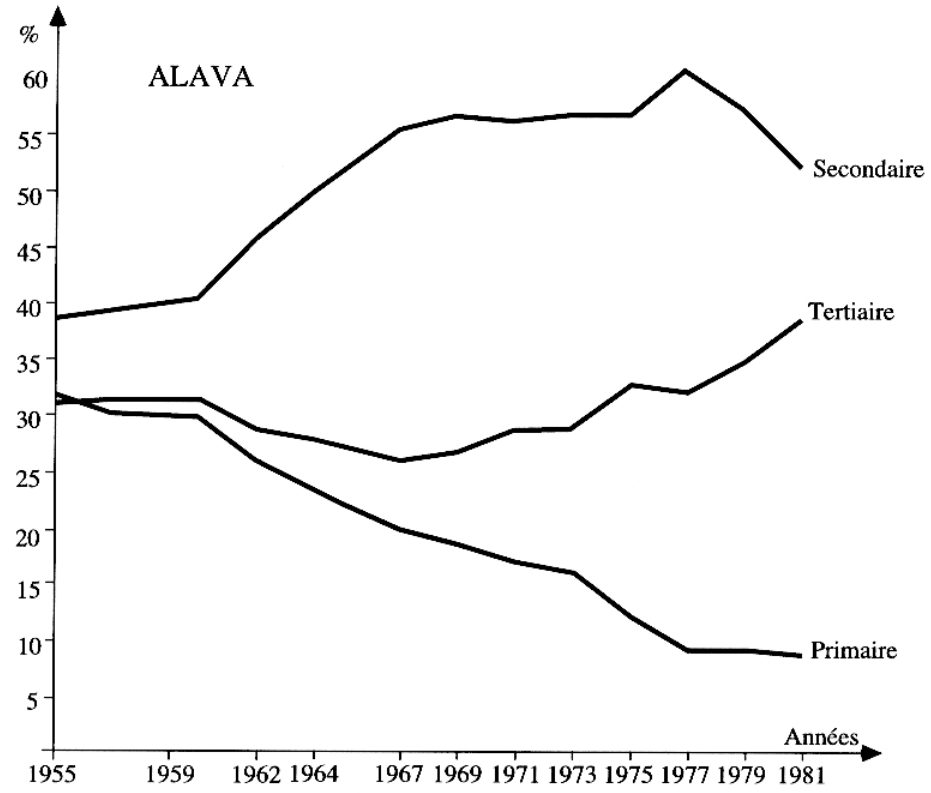


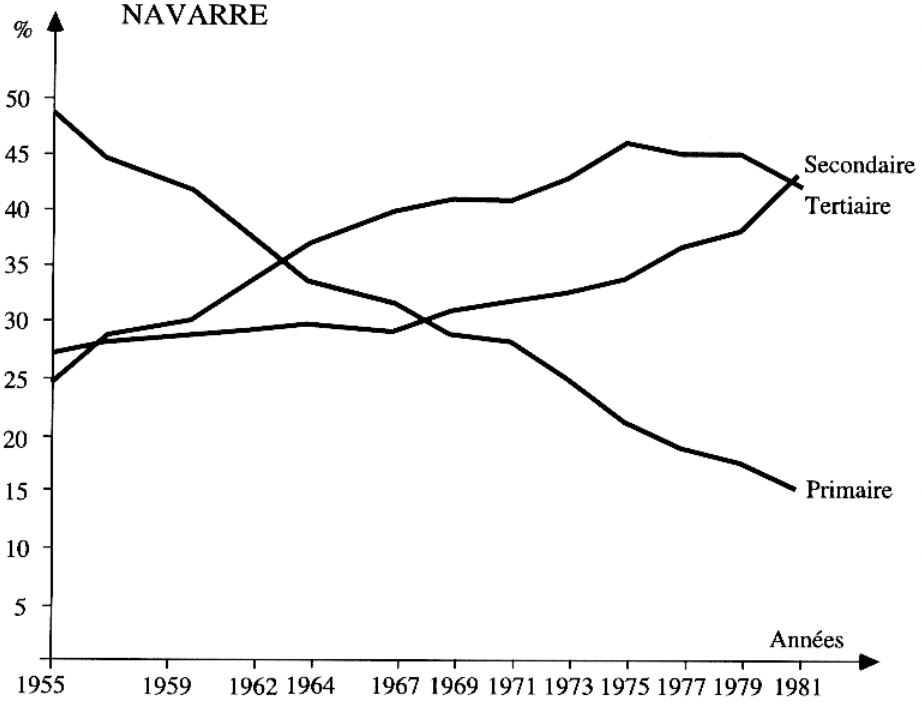
[163]

[14] Etabli d'après les chiffres fournis par le Service d'Etude et de Statistique du Banco de Bilbao pour la période 1955-1975, et par les Délégations provinciales de l'Instituto Nacional de Estadistica (INE) pour la période 1975-1981.


BISCAYE
%
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
Secondaire
Tertiaire
Primaire
Années
1955
1959
1962 1964
1967 1969 1971 1973 1975 1977 1979 1981


GUIPUZCOA
%
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
Secondaire
Tertiaire
Primaire
Années
1955
1959
1962 1964
1967 1969 1971 1973 1975 1977 1979 1981


%
ALAVA
60
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
Secondaire
Tertiaire
Primaire
Années
1955
1959
1962 1964
1967 1969 1971 1973 1975 1977 1979 1981


%
NAVARRE
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
Secondaire
Tertiaire
Primaire
Années
1955
1959
1962 1964
1967 1969 1971 1973 1975 1977 1979 1981

Ce second boom industriel, englobant cette fois les quatre provinces basques, va entraîner des bouleversements démographiques supérieurs à ceux, pourtant déjà tellement importants, que l'industrialisation de la Biscaye et du Guipúzcoa avait, à la fin du XIXe et au début du début XXe, declenchés[15].

En Biscaye

En 25 ans, la population biscaïenne double (de 569 188 habitants à 1 140 778 en 1975). Ce boom démographique est provoqué par un afflux d'immigrés attirés par l'expansion industrielle de la Biscaye et son niveau de vie, relativement élevé en regard des autres régions espagnoles. Les soldes migratoires connaissent une vertigineuse hausse à partir de 1950 (voir le tableau de la p. 169) à tel point qu'en dix ans (1955-1965), la Biscaye accueille autant d'immigrés qu'elle n'en a reçus durant le restant de ce siècle. L'essentiel de cette population se fixe dans la ceinture industrielle de Bilbao qui regroupe à elle seule 86 % de la population biscaïenne.

En Guipúzcoa

Ici aussi la population double en 25 ans (de 374 040 habitants en 1950 à 677 366 en 1975). Les données générales sont similaires à celles de la Biscaye : les soldes migratoires décollent à partir de 1950, et celui qui correspond aux années 1955-1965 absorbe à lui seul autant d'immigrés que ceux du reste de ce siècle. Cependant, en raison de la dispersion des centres industriels, les immigrés se répartissent de façon à peu près homogène sur tout le territoire de la province, phénomène accélérant et améliorant leur intégration à la population autochtone. En 1980, le taux d'urbanisation[16] de la province était de 80 %.

En Alava

Restée jusqu'alors à l'écart du développement industriel, cette province rejoindra rapidement, en effectuant à partir de 1950 une industrialisation sur les chapeaux de roue, la Biscaye et le Guipúzcoa dans leurs principales caractéristiques démographiques. Comme elles, 1'Alava double presque sa population en 25 ans et reçoit de très nombreux immigrés à partir de 1955. En 1975, son taux d'urbanisation est de 80 %. [166] Mais derrière ces chiffres se cachent des bouleversements

---

[15] Lorsque leurs sources ne sont pas expressément spécifiées, toutes les données quantitatives suivantes proviennent des Bulletins Mensuels de Statistique de l'INE.

[16] Pourcentage de la population vivant dans les villes de plus de 10. 000 habitants.

démographiques encore bien plus profonds que ceux de la Biscaye et du Guipúzcoa. En 25 ans, l'Alava réalise en effet ce que les deux provinces maritimes ont progressivement effectué en 80 ans. Ainsi, alors que, continuant leur lancée amorcée au début du siècle, les taux d'urbanisation et de ruralité[17] de la population biscaïenne passent respectivement durant la période 1950-1980 de 65 à 86 % et de 10 à 2 %, ceux qui correspondent à la population de l'Alava passent au cours de la même période de 44 à 90 % et de 42 à 2 % ! La migration intra-provinciale des campagnes vers la capitale est énorme, à tel point qu'en 1980, Vitoria regroupe à elle seule 80 % de la population, faisant de l'Alava la province la plus macrocéphale de l'État. En 25 ans, Vitoria multiplie par plus de trois sa population : de 52 206 habitants en 1950 à 170 870 en 1975.

En Navarre

Demeurée comme l'Alava à l'écart du développement industriel du début du siècle, la Navarre reste jusqu'en 1960 une province éminemment rurale. À cette date, le taux d'urbanisation de sa population n'est que de 28 %. 41, 4 % de sa population active est employée dans l'agriculture tandis que tout juste 30 % appartient au secteur secondaire. Depuis la fin du XVIII^{e} siècle, les soldes migratoires n'ont cessé d'être négatifs. Rien que pour le XX^{e} (jusqu'en 1960), le déficit est de - 102 262 habitants. Le décollage industriel de la province va, à partir de 1960, enrayer ce processus et même attirer une certaine immigration (1960-1970). En l'espace de 20 ans (1960-1980), la population active employée dans le secondaire passe de 30 % à 45, 8 % tandis que celle du secteur primaire chute de 41,4 % à 15,6 %. Durant la même période, le taux d'urbanisation de la province passe de 28 % à 51 %, alors que la capitale Pampelune et son nouveau ceinturon industriel doublent leur population (de 122 589 habitants en 1960 à 246 067 habitants en 1980). [167]

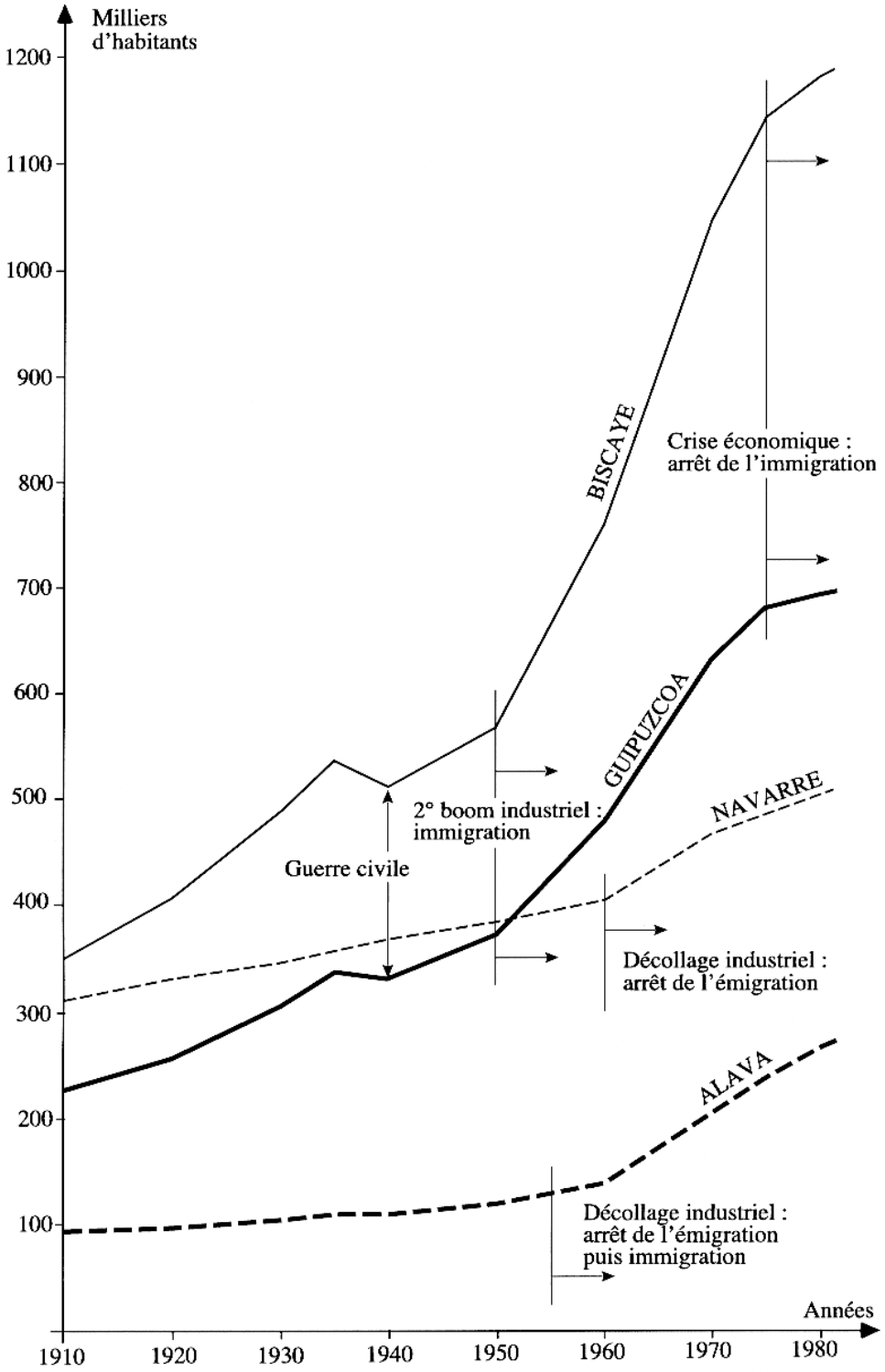
[17] Pourcentage de la population vivant dans des communes de moins de 2 000 habitants.

Évolution de la population dans les provinces basques (1930-1980)[18]

	Biscaye		Guipuzcoa		Alava		Navarre		Total
années	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.	dens.	pop.
1930	485 205	218	302 329	151	104 176	34	345 883	33	1 237 593
1940	511 135	229	331 753	166	112 876	36	369 618	35	1 325 382
1950	569 188	255	374 040	187	118 012	38	382 923	36	1 444 163
1960	759 383	341	478 337	239	138 934	45	402 042	38	1 778 696
1970	1 043 310	469	631 003	315	204 323	66	464 867	44	2 343 503
1975	1 140 778	512	677 366	339	234 842	76	481 967	46	2 534 953
1980	1 181 401	531	692 986	347	260 580	84	507 367	48	2 642 334

[18] Source : INE, Direccion de Estadistica del Gobierno Vasco et Diputacion Foral de Navarra.

EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LES PROVINCES BASQUES
(1910-1980)



Périodes	Biscaye	Guipuzcoa	Alava	Navarre	Total
1901-10	- 2 959	6 157	- 9 203	- 25 957	- 31 962
1911-20	18 997	8 174	- 7 293	- 12 486	7 392
1921-30	18 290	12 732	- 5 210	- 21 182	4 630
1931-40	- 1 350	9 964	2 650	- 2 305	8 959
1941-50	18 988	10 568	- 3 797	- 19 833	5 926
1951-60	96 399	48 754	7 073	- 20 499	131 727
1961-65	112 235	56 263	30 890	7 564	206 952
1966-70	36 569	8 582	11 657	10 563	67 371
1971-75	31 067	12 737	26 620	- 265	70 159
1976-80	- 15 679	- 16 356	4 208	3 342	- 24 485

Évolution des soldes migratoires des provinces basques (1901-1980)[19]

L'ampleur de ces bouleversements démographiques, et avant tout la très importante immigration des années 1950-1970, se traduit par une arithmétique qui ne peut qu'interpeller et questionner le nationalisme basque dans sa définition de la nation basque et sa politique envers les immigrés : *à partir de la fin des années 60, les Basques « ethniquement purs » (c'est-à-dire, suivant les critères du premier nationalisme, ayant leurs quatre grands-parents basques) deviennent minoritaires en Pays Basque*. [169]

Lieu de naissance des habitants des provinces basques en 1975 :

Lieu de naissance	Biscaye	Guipúzcoa	Alava	Navarre	Total	%
Dans la province	703 554	439 143	128 336	392 231	1 663 264	65,39
Dans une autre province basque	35 550	47 534	25 717	13 320	122 121	4,80
Total des natifs	739 104	486 677	154 053	405 551	1 785 385	**70,19**
En Espagne hors Pays Basque	403 084	182 837	81 229	75 822	743 472	29,22
Etrangers	6 637	4 235	1 115	2 963	14 950	0,59
Total immigrés	409 721	187 072	82 344	78 785	758 422	**29,81**

[19] *Idem*.

En 1975, 30 % de la population basque est donc « 100 % immigrée »[20]. Si on tient compte du fait que trois générations, issues de la première vague d'immigration (fin du XIXe) ont vu le jour en Pays Basque et que les immigrés des années 1950-1970 ont eu des enfants, on peut ajouter à ces 30 % un chiffre d'environ 25 % d'immigrés « à 50 % » (c'est-à-dire nés en Pays Basque et issus de parents, grands-parents ou arrière-grands-parents immigrés). *Moins de la moitié de la population basque actuelle descend donc de celle qui peuplait le Pays Basque avant son industrialisation (1880)*[21]. [170]

Si le nationalisme basque continuait à s'enfermer dans une définition essentialiste de la nation, plus de la moitié de la population serait taxée de « *maketa* » et en conséquence rejetée de la nation basque. Durant les années 60, le premier nationalisme basque devient « arithmétiquement » indéfendable.

IV- UNE NOUVELLE GENERATION

Comme tous les enfants, ceux des générations d'après-guerre grandirent dans un milieu complexe, fait d'ambiances et de temporalités différentes : la famille, l'école, le quartier, les jeux, etc. Les mosaïques individuelles, fruits de l'assemblage de ces multiples moments vécus, sont évidemment toutes différentes : autant de motifs que d'enfants. Mais si on prend suffisamment de recul pour les comparer toutes, une constante saute aux yeux : deux couleurs dominent. L'une, sombre avec laquelle sont « coloriés » les moments difficiles, froids, liés à l'obligation et aux règles qu'il faut respecter, et l'autre, vive, faisant par contraste ressortir les moments chauds où tout

---

[20] Parmi ces immigrés, 57 % proviennent de la Castille et du Léon, 13 % de l'Extramadure, 10 % de l'Andalousie, 10 % de la Galice et 10 % du reste de l'Espagne.

[21] Dans une étude statistique consacrée au Pays Basque, Iberplan établie en 1973 la terminologie suivante :
- Basque 100 % = né en Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en Pays Basque.
- Basque 75 % = né en Pays Basque et dont un des parents est aussi nés en Pays Basque.
- Basque 50 % = né en Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en dehors du Pays Basque.
- Immigré = né hors du Pays Basque et dont les deux parents sont aussi nés en dehors du Pays Basque.

En fonction de quoi, la population basque est ains répartie :
- Basque 100 % = 53 %
- Basque 75 % = 8 %
- Basque 50 % = 12 %
- Immigré = 27 %

semble permis. Entre elles, les traits secs et rigides des interdits et tout un dégradé de tons où se mêlent sanctions et récompenses.

Dans les milieux sociaux bien intégrés à la société globale, ces traits et tons paraissent continus : une leçon non sue, une dictée ratée, une équation non résolue se solderont à l'école par de mauvaises notes entraînant au sein de la famille les réprimandes des parents, pouvant se matérialiser par une interdiction de jeu, etc. Une sorte de continuité existe donc entre espaces institutionnels publics et espace familiale privé. Les zones d'interdits communiquent entre elles, formant un réseau stable et cohérent.

C'est précisément l'absence de cette continuité qui caractérise l'univers dans lequel grandissent les enfants basques de l'après-guerre. Alors qu'à l'école, il faut tous les jours chanter avec respect l'hymne fasciste (jusqu'en 1946 le bras tendu…), le début de sa diffusion à la radio déclenche immédiatement, au sein de la famille, le couperet d'un « on éteint cette cochonnerie ». Alors qu'à l'école, on enseigne aux petits Basques que « parler basque fait pleurer Jésus » (sic), leurs parents leur racontent comment « Jésus parle le basque ». Franco « sauveur de la Patrie et épée de Dieu » et Franco « assassin ». Prisonniers et exilés assassins et prisonniers et réfugiés héros, etc. Que la famille soit « rouge » ou « séparatiste », un même travail [171] est à l'œuvre : l'ouverture, dans l'univers de ces enfants qui auront vingt ans entre 1960 et 1970, d'une incolmatable fissure rompant les habituelles continuités et interdépendances des interdits.

Cette fissure laisse entrevoir le merveilleux pays des transgressions. Et d'entrée les enfants le font leur. Pays du jeu des écoutes, à la fois cérémoniales et magiques, de Radio Paris ou de Radio Euskadi[22], pays du rire des pieds de nez dans le dos des policiers, du défoulement des féroces *chistes* (histoires drôles) sur Franco ou la *Guardia Civile*, etc. Écouter Radio Paris, c'est la fête ! S'entendre dire qu'il faut étudier la « leçon d'éducation patriotique » (sic) parce qu'on « est bien obligé mais que c'est de la merde »,

---

Voir Iberplan, *Situacion y perspectivas del Pais Vasco-Navorro y Rioja*, Madrid, 1973, s. Ed., p. 4775. Tenant compte qu'un bon nombre de « Basque 100 % » de cette enquête sont petits ou arrières petits enfants d'immigrés, on obtient un chiffre sensiblement égal à celui que nos avançons.

[22] « Radios Londres » des Basques. Emettant depuis le territoire français, Radio Euskadi, appartenant au Gouvernement basque, sera fermée par ordre du Gouvernement français en 1954.

c'est réconfortant ! Le chaud des transgressions contre le froid des règles et de la discipline édictées par le Régime.

Certes, en fait de pays de la transgression, il vaudrait mieux parler de jardins encore individuels. Les enfants grandissent bien dans une ambiance faite de mille transgressions, mais celles-ci sont toujours furtives, secrètes, tues et ne donnent en tout cas pas lieu à une structuration des pratiques qui les soutiennent autour d'un projet et d'une stratégie commune. Provoquées par la sphère publique, ces pratiques appartiennent encore à la sphère privée.

Mais comment ne pas voir, dans les deux témoignages qui suivent, tout un symbole ? Celui de pratiques transgressives communes, bien qu'encore individuelles, des frères ennemis d'hier (socialisme et nationalisme), annonçant le long dégagement d'un espace commun de liberté[23]. « Je me rappelle ce premier mai (…) je ne sais plus, enfin vers 1960 (…). Mon père me dit : tu vois ici, dans cette poche (c'était la poche intérieure de sa veste) et bien, regarde ! Il y avait une petite faucille et un petit marteau (…). Je savais que c'était interdit (…). [172] Je crois que c'est un des plus beaux cadeaux que m'ait faits mon père. »[24] « Ma mère nous avait cousu un petit ikurriña dans la doublure de nos manteaux (…) et mon père me dit : quand tu croiseras les flics, pense à ce que tu as, et dis-leur merde tout bas (…). (N'oublie pas de) les regarder dans les yeux. »[25]

V- FAIRE

Ekin (« faire » en euskera) : tel est le nom que donnent quelques jeunes étudiants, les premiers représentants de cette nouvelle génération, au collectif d'étude

---

[23] Et celui de l'utopie qui allait marquer les vingt années à venir : la fusion du socialisme avec le nationalisme dans un même mouvement.

[24] *I 31*, 34 ans, Baracaldo, oct. 80. *I 31* fait partie des 73 personnes que nous avons interrogées au cours de l'automne 1980 et durant toute l'année 1981. Dans le cas où les interviewés ont ouvertement décidé de lier leur nom à un engagement politique, leur identité sera mentionnée. Dans les autres, l'anonymat sera préservé et l'âge (et éventuellement le lieu de naissance] de l'interviewé sera spécifié, le numéro d'ordre chronologique, la date et le lieu de l'interview faisant office de repère. La plupart de ces entretiens sont conservés sous forme de cassettes magnétiques.

[25] *I 7*, 26 ans, Saint-Sébastien, sept. 80.

qu'ils créent fin 1952[26]. Il s'agissait avant tout d'étudier l'histoire d'Euskadi et sa réalité à travers l'économie, la démographie, etc., ainsi que d'apprendre et pratiquer l'euskera. Face à l'apathie qui s'était emparée du mouvement national, face à l'agonie de l'euskera (que l'immigration massive de ces années-là rendait patente), « il fallait faire quelque chose »[27]. Et pour ces jeunes intellectuels, briser le mur de silence et de répression qui entourait tant l'histoire nationale que l'euskera, était la meilleure chose qu'on pût faire. Pendant quelques années, le collectif, très fermé et totalement clandestin, va exclusivement se consacrer à l'étude.

Après trente ans de mobilisation nationale ininterrompue en Pays Basque, on a du mal à s'imaginer le pas que représentait alors cette démarche. Dénicher, recopier, ronéotyper, transporter, etc. des textes interdits et dont la découverte eût immédiatement signifié la prison, se réunir périodiquement, c'était vraiment « faire quelque chose ». [173]

Mais la grande nouveauté de la démarche se situe ailleurs : il ne s'agit plus d'opposer une résistance passive au régime par des comportements individuels faits de mille petites transgressions privées, mais d'opposer une résistance active par une transgression collective.

---

[26] Ekin est en fait le nom de la « publication » (une dizaine d'exemplaires…) interne au collectif. Ce n'est que par la suite que ce collectif se désignera ainsi.

[27] *I 49*, Julen Madariaga (un des fondateurs et leaders d'Ekin et de la future ETA), Anglet, sept. 81.

Il n'est cependant pas question de révolutionner la pensée nationaliste. Hormis la question religieuse[28], les dogmes du nationalisme d'avant-guerre sont tous respectés. Ces jeunes, fils de famille appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie nationaliste, sont tout au contraire très respectueux du Gouvernement en exil et du grand Parti Nationaliste Basque. Et c'est très naturellement à lui qu'ils s'adressent lorsque, après quelques années d'études, ils se sentent suffisamment forts pour entreprendre une action de [174] plus grande envergure, notamment l'organisation et la formation de la jeunesse basque. La réponse du PNV est on ne peut plus décevante pour eux. Il ne faut pas se précipiter, faire des bêtises, risquer sa liberté... Le mieux serait qu'ils dissolvent leur organisation et qu'ils rentrent individuellement au PNV par l'intermédiaire de son organisation de jeunes *Eusko gaztedi* (« jeunesse basque ») EGI que le vieux parti tente alors de ressusciter.

Bien que totalement échaudés, c'est effectivement ce que font les militants d'Ekin au cours de l'année 1956. Ils se sentiront cependant très vite à l'étroit en son sein. Ils ne supportent ni la censure qu'exerce le PNV sur leurs publications, ni la sclérose qu'il leur impose. Mais c'est surtout le divorce chaque fois grandissant entre les directives émanant de la direction en exil du vieux parti, et les décisions que semble

---

[28] Ekin se définit comme aconfessionnel. Comment ne pas voir dans cette position la transgression conflictuelle de l'idéologie officielle et du principal mode de légitimation de l'Etat franquistee? Conflictuelle car si l'Eglise et en particulier sa hiérarchie, est rejetée comme « courroie de transmission du pouvoir fasciste », Ekin et plus tard ETA feront toujours preuve de sympathie pour le clergé basque. C'est que celui-ci ne cache pas, malgré la répression et les directives hiérarchiques, ses sentiments nationalistes. En 1960, 339 prêtres basques dénoncent « devant les Espagnols et devant le monde entier la politique qui règne aujourd'hui en Espagne. Une politique d'omission, d'oubli quand ce n'est pas de persécution acharnée des caractéristiques ethniques, linguistiques et sociales que Dieu nous donna, à nous autres Basques » *Mensaje de los sacerdotes vascos*, 30/05/1960 (voir le contenu *in extenso* de ce texte in F. Garcia et M. Montero, *Historia contemporanea del Pais Vasco*, San Sebastian, 1980, Ed. Txertoa, pp 179-182). En 1963, 500 curés et prêtres basques font parvenir au Concile Vatican II une lettre dénonçant la répression dont souffre le peuple basque et demandant la séparation de l'Eglise et de l'Etat (voir le contenu *in extenso* de cette lettre dans Lipuzcoa, *La iglesia como problema... op. cit.,* pp 191-192). Outre le fait qu'un nombre important des militants d'ETA soient d'anciens séminaristes, le clergé participe activement au mouvement de résistance nationale, par exemple en célébrant des messes pour chaque militant d'ETA tué par la police (celles dites sur tout le territoire basque à l'occasion de la mort de Xabier Etxebarrieta, premier militant d'ETA à être tué par la police en juin 1968, constitueront la première grande manifestation de soutien à ETA), en cachant des militants pourchassés et même en intégrant directement ETA. A partir de 1966, on compte en effet de nombreux prêtres parmi les membres actifs de cette organisation. Par exemple, deux des seize accusés du célèbre procès de Burgos de 1970 étaient des prêtres (ils seront respectivement condamnés à 50 et 12 ans de prison, allant en cela rejoindre de nombreux prêtres dans la déjà très fréquentée « Résidence sacerdotale pénitentiaire » de Zamora où, dit-on, les condamnés ne parlaient plus, à partir de 1968, que basque…). Enfin, ne pas oublier qu'en 1972, 71,3 % des habitants (dont l'âge est supérieur à sept ans) des provinces basques assistait de façon

leur dicter la réalité quotidienne qui provoquera l'historique scission du mouvement national basque. Emplis de nostalgie, les militants du vieux parti n'arrivent pas à poser leur regard, encore tourné vers le passé, sur ce présent que portent les jeunes contestataires.

Très vite, EGI se scinde en deux groupes : les inféodés au PNV d'un côté et ceux qui en contestent le dirigisme anachronique de l'autre. Les hostilités éclatent début 1958, la scission définitive se produit au printemps 1959. La majorité des militants d'EGI, regroupés autour des anciens d'EKIN, rompt alors les ponts avec le PNV. Après avoir hésité entre Aberri Ta Astakatuna (Patrie et Liberté) et Euskadi Ta Astakatuna (Euskadi et Liberté), ils optent pour le second sigle le 30 juillet 1959, soit 65 ans jour pour jour après la fondation du PNV par Sabino Arana Goiri. ETA est née. [175]

---

régulière à la messe dominicale (sur ce thème, voir Luis C. Nuñez Astrain, *La sociedad vasca actual*, San Sebastian, 1977, Ed. Txertoa, pp 65-71).

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE II

ETA OU LE NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE

I- UN ACTIVISME A LA RECHERCHE D'UNE STRATEGIE

« Les espérances du gouvernement basque, fondées, réalistes, d'une chute simultanée de Hitler, Mussolini et Franco, se sont, ô combien douloureusement, volatilisées. Toute une stratégie, alors logique, de « conserver » et « d'espérer », ainsi que de « compter sur le peuple » a progressivement perdu toute signification. Et aujourd'hui, 25 ans après le serment de Guernica[1], 16 ans après la chute de Hitler, et avec une génération qui n'a pas pu voter oui[2], tout a profondément changé. Tout sauf les structures de la direction du patriotisme basque. Et cela ne peut plus durer : l'heure d'un changement profond et vigoureux de la stratégie *abertzale* a sonné (…). Notre peuple a besoin d'une stratégie basque actuelle. »[3] [176] « Nous, les nationalistes basques de la jeune génération, celle qui a seulement connu la farce franquiste du syndicat vertical, la politique du nord, la « démocratie organique », les griffes d'Eymar et de ses sbires[4], la collusion monstrueuse des évêques avec le régime le plus abject et réactionnaire de la terre, et l'attente patiente que les Américains imposent enfin des élections libres à l'État

---

[1] Investiture de Jose Antonio de Aguirre comme Président du premier Gouvernement basque autonome.

[2] Au référendum du 5 novembre 1933 pour l'approbation du statut d'autonomie basque.

[3] Extraits d'une conférence donnée le 7 Octobre 1963 par un membre d'ETA (Txillardegui) au siège du Gouvernement basque à Paris à l'occasion du 25° anniversaire de celui-ci. Ce texte (tout comme nombre de documents cités ici, par exemple certains *Zutik* (organe central d'ETA), *Euskadi, Cuba de Europa*, les rapports *Paten kutzat* et *Nolaz ibili*, etc.) est quasiment introuvable. Seuls quelques très rares exemplaires ont été conservés par d'anciens militants. Le seul endroit où l'on puisse compulser l'ensemble des documents produits par ETA est, à notre connaissance, la bibliothèque privée des Pères bénédictins de Lazcano (Guipúzcoa). En 1978, les Editions Hordago de Saint-Sébastien ont entrepris la publication, en plusieurs volumes, de l'ensemble des publications d'ETA, de sa fondation à 1978, sous le titre générique de *Documentos*. 18 tomes sont parus, couvrant la période 1954-1977. Pour une lecture exhaustive des documents produits par ETA tout au long de son histoire, nous renvoyons donc aux *Documentos*.

[4] Il s'agit du colonel Enrique Eymar Fernandez chargé par Franco de combattre les « rebellions intérieures ». Il fera preuve d'un sadisme féroce au cours des interrogatoires des militants d'ETA

espagnol, nous croyons avoir compris. Et, à la différence de nos aînés, nous sommes décidés à changer de cap. »[5]

À première vue, rien ne distingue la poignée de militants d'Ekin des premiers *etarrak* (militants d'ETA)[6]. Il s'agit des mêmes hommes qu'une même soif d'action semble définir. Entre temps cependant, les tâches qu'ils s'étaient fixées quelques années auparavant ont été accomplies. Ils ont appris et pratiquent l'*euskera*, ils ont retrouvé, étudié et diffusé les textes nationalistes d'avant-guerre, et ils sont devenus de plus en plus attentifs a la réalité sociale qui les entourait. Les deux premières tâches les ont jetés dans les bras du PNV, la dernière les en a arrachés. ETA est à la fois le produit du nationalisme historique d'avant-guerre et du quotidien des années cinquante en Pays Basque.

Les militants d'Ekin et futurs *etarrak* n'ont jamais eu qu'une stratégie : réveiller le PNV, l'ouvrir aux réalités du moment et aux attentes quotidiennes des Basques de façon à « faire quelque chose », à changer ces réalités. Mais cette « stratégie » n'en est alors vraiment une qu'à l'intérieur du nationalisme. Même si elle est dictée par des motivations s'enracinant dans un quotidien qui le déborde, son horizon d'action s'est toujours limité aux frontières de la famille nationaliste. Les ponts avec le PNV coupés, ETA se retrouve vide d'une réelle stratégie. [177]

Au lendemain de la scission, l'organisation n'est pas, comme on ne cesse de le répéter alors, « orpheline du PNV », mais enfant perdue. Pendant au moins trois ans, ETA, qui se déclare « prête à libérer Euskadi » n'a en fait aucune espèce d'idée sur la stratégie à adopter à moyen et long terme pour y parvenir. Ce vide sera partiellement comblé par un grand volontarisme et un activisme qui caractériseront désormais ETA. Rétrospectivement, ces deux dimensions apparaissent déterminantes, tant pour l'avenir de cette organisation que pour celui du mouvement national basque dans son entier. Elles vont en effet conduire ETA à prendre un ensemble de positions totalement inédites au sein du mouvement national basque : un rapprochement de plus en plus étroit avec le mouvement ouvrier, au point qu'il débouchera sur l'utopie d'une fusion

---

(instauration de la torture systématique).

[5] « Neo-carlismo », in *Zutik* n° 5.

[6] Les premiers *cuadernos* (cahiers de formation) d'ETA ne sont que des compilations du bagage culturel et idéologique du PNV.

totale mouvement national-mouvement ouvrier ; un abandon de la définition essentialiste de la nation basque, qui entraînera un changement radical d'attitude envers les immigrés ; une réplique à la répression, qui la conduira à adopter la lutte armée comme moyen de lutte ; et enfin une distanciation puis condamnation globale de la bourgeoisie basque.

1- Rapprochement avec le mouvement ouvrier

Ce rapprochement n'est en rien le produit d'une réflexion théorique. Il faut plutôt y voir la conséquence de l'activisme et du volontarisme d'ETA d'un côté, et de la répression franquiste de l'autre. Au départ, ETA n'a aucune sympathie particulière pour la classe ouvrière. L'origine sociale de ses premiers militants (petite et moyenne bourgeoisie) et l'énorme influence qu'auront sur eux les textes idéologiques du nationalisme d'avant-guerre les conduisent au contraire à ignorer la lutte des classes[7], à considérer le marxisme [178] comme une vision a-nationale du monde et donc dangereuse pour le nationalisme basque[8], et à se prononcer sans réserve contre le communisme[9].

Jusqu'au début des années 60, donc pendant toute la période de gestation d'ETA, le mouvement ouvrier, décapité de tous ses dirigeants, rejeté dans la clandestinité et étouffé par la répression, demeure amorphe. Comme pour le mouvement national, c'est

---

[7] Pour asseoir son programme social, ETA continue alors à directement se baser sur la « doctrine basque » d'avant-guerre : « (dans une Euskadi indépendante), le progrès et la loi de solidarité seront capables d'imprimer l'harmonie et la collaboration de tous les membres de 1'entreprise (…). » (Cahier de formation d'ETA *Programa social y derechos sociales*, 1960).

[8] « Le marxisme est un dogmatisme antireligieux, une théologie antithéologique, un fascisme de gauche (…). Théoriquement progressiste, la politique communiste est en pratique réactionnaire. (Il n'y a qu'à voir) la politique des régimes communistes qui sont probablement ceux qui incarnent le mieux la philosophie de Marx (…). La problématique du marxisme est a-nationale, à la marge des nations ethniques. Ainsi, Marx (et tous les Partis Communistes) proposent la lutte à l'intérieur des Etats actuels, sans en questionner les frontières : avec un esprit certes internationaliste en théorie mais qui, en réalité, ne fait que renforcer les génocides actuels. » (Cahier de formation d'ETA *Marxismo*, 1962, pp. 1, 6 et 7).

[9] « Le Parti Communiste ne lutte pas pour l'indépendance des peuples. La vie d'une nation lui est indifférente (…). En cette heure décisive pour Euskadi, où nous jouons l'existence même de notre patrie, notre première aspiration doit être de sauver le basque, sauver l'âme basque. Aussi nous proclamons bien haut que toute force basque qui ne s'emploie pas à lutter prioritairement pour notre patrie est ennemie d'Euskadi. C'est pour cela qu'en ce moment, nous ne pensons à rien d'autre qu'à faire de la Résistance Basque. Pour ce qui est de notre position envers le communisme, elle est bien claire : même quand la liberté arrivera, nous ne pensons pas que l'être basque puisse se combiner avec l'être communiste. ETA condamne tout système totalitaire, fasciste ou communiste. » (« Patriotismo y communismo », in *Zutik* s/n., août 1962).

la génération d'après-guerre qui va prendre le relais. Courant 1962, de nombreuses grèves éclatent en Biscaye et Guipúzcoa, à tel point que, suite à la grande grève des métallurgistes de mai 1962, un état d'exception est décrété pour trois mois en Biscaye, Guipúzcoa et Asturies. La combativité des ouvriers et le grand élan de solidarité que leur mouvement suscite (en particulier parmi le clergé basque qui appuie les grévistes congédiés et organise des quêtes en leur faveur) impressionnent énormément les premiers militants d'ETA.

Face à l'inactivité du PNV, la détermination des ouvriers leur paraît exemplaire. L'intitulé de l'un des articles de l'organe central d'ETA (*Zutik*) est à ce propos significatif : « Les travailleurs du Guipúzcoa nous montrent le chemin. »[10] Il semble bien que les activistes d'ETA cessent alors d'entrevoir les [179] mobilisations ouvrières à travers le seul prisme de l'idéologie du premier nationalisme dont ils avaient hérité. Le climat de répression qui étouffe le Pays Basque, le volontarisme et la soif d'action des premiers *etarrak*, auront bien vite raison des vieux schémas dont ils n'ont, au demeurant, pas connu l'actualité concrète (le réel et profond divorce d'avant-guerre entre nationalistes et socialistes) : c'est presque « instinctivement » qu'ils participent aux mobilisations et à l'agitation sociale du mouvement ouvrier.

Dans le même temps, de nombreux jeunes ouvriers nationalistes entrent à ETA et lorsque, fin 1963, le principe d'une grève de solidarité (avec 52 ouvriers licenciés de leur entreprise à cause de leur participation aux grèves de l'année précédente) est décidé, ETA est directement associée au Comité de coordination qui appelle à un arrêt de travail pour le 7 octobre. Une violente répression s'abat alors sur l'organisation qui s'était entre temps attribué la paternité de la grève[11]. Plusieurs dizaines de militants sont arrêtés, et ceux qui parviennent à s'échapper deviennent permanents clandestins de l'organisation ou se réfugient à l'étranger.

Les militants d'ETA se retrouvent alors dans les mêmes prisons que les militants ouvriers, et les exilés se jettent avec enthousiasme sur les textes de ceux qui, en ce début des années 60, apparaissent (aux yeux de la jeunesse radicalisée des villes européennes dans lesquelles ces exilés trouvent refuge) comme les hérauts de l'histoire à venir et de la libération de l'homme : Che Guevara, Ho Chi Minh, Mao Tse Toung,

---

[10] « Los trabajadores guipuzcoanos enseñan el camino », in *Zutik* s/n, janvier 1962.

etc. Si la guerre civile avait jeté nationalistes basques et socialistes dans le même camp, ceux-ci n'avaient jamais réussi à taire les vieilles animosités et à combler l'abîme idéologique qui les séparait. Par contre, la répression franquiste, en provoquant ainsi la rencontre du nationalisme avec le socialisme chez des jeunes qui, eux, n'avaient pas connu la répulsion réciproque d'avant-guerre entre ces deux termes, était en train, pour la première fois en Pays Basque, de permettre la tentative de leur réelle synthèse en un même mouvement. Et de fait, dès 1963, libération nationale et libération sociale apparaissent déjà aux yeux d'ETA comme « les deux composantes indissociables du combat du peuple basque »[12] : « Pour nous, la libération nationale et la libération sociale d'Euskadi sont de purs aspects de la libération totale [180] que nous proposons pour les habitants d'Euskadi. »[13] « Notre mouvement patriotique a mis en relief notre ferme détermination de lutter sur un double front : celui de la libération nationale d'Euskadi et celui de la libération sociale des Basques face à l'oppression capitaliste. »[14] ETA définit alors clairement « les trois ennemis du peuple basque : la dictature personnifiée par Franco qui, au nom des principes du *movimiento*, annule toutes les libertés (…), le centralisme castillan, qui est une autre forme de la dictature de Madrid sur Euskadi (…), le capitalisme qui, profitant de la situation actuelle et de l'appui officiel, exploite les travailleurs (...) »[15].

Peu à peu, une terminologie jusqu'alors inconnue dans le mouvement national basque fait son apparition (classes sociales, révolution prolétarienne, impérialisme, bourgeoisie nationale, etc.) et d'abondantes citations de Marx, Lénine, Mao, etc., commencent à remplir les pages des publications *etarrak*. Un an plus tard (avril 1964), et pour la première fois de son histoire, ETA appelle le peuple basque à participer activement aux manifestations du premier mai, scellant ainsi de façon symbolique son rapprochement avec le mouvement ouvrier et le socialisme. Ce mouvement de convergence sera rendu d'autant plus facile qu'ETA avait entre temps opéré une véritable révolution dans le nationalisme basque : l'abandon de la race comme

---

[11] Voir *Zutik (especial)*, s. n., novembre 1963, p. 1.

[12] *Ibidem*.

[13] Cahier de formation d'ETA *Liberacion nacional y liberacion social*, 1963.

[14] *Zutik (especial)* s/n, novembre 1963.

[15] « Los obreros hemos comenzado la lucha", in *Zutik* n° 4, août 1962.

définition de la nation. Abandon qui, entre autres choses, entraînera un changement d'attitude radical envers les immigrés.

2- Abandon de la définition essentialiste de la nation basque et changement d'attitude du nationalisme envers les immigrés

La généalogie d'ETA (Ekin) nous montre que son nationalisme n'est pas, comme le premier nationalisme, un mouvement porté par une population agressée par un développement industriel brutal et apeurée par l'arrivée massive d'immigrés. Il n'est pas le produit d'une fuite et d'un enfermement aveugle dans une identité refuge, mais au contraire le fruit d'une dynamique volontaire et d'une ouverture aux réalités du présent. Pour les premiers *etarrak*, une nation n'est pas mais advient par la volonté de ses membres : « Dans le siècle présent, ni la race, [181] ni la langue, ni le passé historique, n'octroient à un peuple le droit d'être maître de lui-même et d'être libre (…). L'unique condition nécessaire pour constituer (une nation) est celle-ci : que nous le voulions. »[16]

Ce bouleversement dans la définition de la nation basque, qui n'est donc plus désormais fondée sur l'existence d'un « être » (essence) mais sur un « vouloir être » (volonté), n'est pas totalement surprenant si l'on ne perd pas de vue que ce nouveau nationalisme apparaît à un moment où « ceux qui revendiquaient la race pour fonder la nation basque étaient politiquement amorphes »[17]. De plus, il faut ajouter que le nazisme avait chargé la notion de race d'un tel discrédit que l'emploi même de ce terme était pratiquement devenu inutilisable. Enfin, nombre des fondateurs d'ETA n'étaient ethniquement pas basques mais immigrés[18].

Comme pour quasiment toutes ses prises de position de départ, c'est finalement et fondamentalement la volonté des acteurs qui, pour ETA, prime au moment de donner une définition de la nation basque. Sans cette volonté, explique ETA, la langue et la culture ethnique ne sont en elles-mêmes que « pur folklore » et la race « chimère réactionnaire et inutile »[19]. « Il faut vouloir et construire la nation basque » répètent les

---

[16] *Zutik (Caracas)* n° 14, 1961, p. 8.

[17] *Interview 49* (Julen Madariaga).

[18] Par exemple, un des fondateurs d'ETA, Jose Maria Benito del Valle et celui qui sera son principal idéologue pendant plusieurs années, Federico Krutwig Sagredo.

[19] L'apprentissage de l'*euskera* par les militants d'Ekin puis d'ETA est à ce propos paradigmatique : ce

etarrak. Ce n'est qu'à la lumière de cette volonté que les traits ethniques, essentiellement la langue, apparaissent comme fondements empiriques de l'identité nationale.

Cette définition inédite de la nation basque « qui situe ETA aux antipodes du racisme »[20], va lui permettre de porter un regard totalement nouveau [182] sur le problème des immigrés, et en particulier sur leur participation au mouvement national. « Notre lutte de libération ne se base pas sur des arguments de type raciste (…), et les nationalistes qui regardent avec mépris les travailleurs originaires d'autres terres méritent notre répulsion la plus énergique. »[21] « Nous sommes très loin de prétendre expulser les habitants non originaires du Pays Basque. Bien au contraire, nous croyons qu'ils ont droit, comme tout citoyen, à un poste dans la future société basque. »[22]

« Il y a en Euskadi des milliers d'ouvriers venus d'Espagne, et cela ne nous rend nullement racistes. C'est simple : les habitants actuels d'Euskadi, qu'ils soient ethniquement basques ou pas, sont pour nous les futurs citoyens basques. Les ouvriers qui travaillent en Euskadi constituent sans aucune discrimination la classe ouvrière basque. Il ne s'agit pas d'obtenir un Etat basque dans lequel ses habitants seront physiquement basques (noms de famille, etc.), mais d'obtenir un Etat basque dans lequel ses citoyens, étant totalement libres, pourront être totalement basques (…). Les immigrés pourront alors adopter librement la nationalité basque ou conserver celle de leur pays d'origine. Ce seront eux seuls qui décideront de leur destin (…). Nous ne mettons rien en face de rien. Nous luttons seulement contre l'oppression capitaliste en tant que nationalistes basques. »[23]

« Les travailleurs espagnols (résidant) dans notre pays sont, de la même façon que le peuple basque en général, certainement pour des raisons différentes, les victimes du désastre franquiste : ils sont obligés de quitter leur pays natal s'ils ne veulent pas

---

n'est pas parce qu'ils parlent basque qu'ils deviennent nationalistes, mais parce qu'ils sont nationalistes qu'ils veulent parler basque. Dans la construction de cette identité nationale, « c'est l'*euskera* qui représente le facteur essentiel » (Cahier de formation d'ETA *Personalidad nacional y patriotismo*, 1960).

[20] « Movimientos migratorios en Euskadi », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

[21] « Mas sobre la inmigracion », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

[22] « Movimientos migratorios en Euskadi », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

[23] « Hemos aprendido historia », in *Zutik* n° 18, février 1964.

mourir de faim. »[24] « En regard de l'amélioration de leur niveau de vie que leur résidence en Euskadi leur permet d'obtenir, ils sont disposés à payer un prix assez fort pour leur condition de néo-Basques. »[25] Par exemple celui d'adopter une attitude favorable à la lutte nationale et de respect envers la culture et la langue basque… [183]

En proclamant que « la revendication pour une justice sociale devra être intimement liée à la revendication pour une justice nationale », et que « jamais on ne devra permettre qu'une réclamation de justice sociale ne fasse pas partie intégrante de l'idéal de libération nationale », l'idéologue d'ETA pense « que la cause du peuple basque se transformera alors en un torrent qui entraînera tous les habitants du Pays (…) » et en particulier les immigrés. Ceux-ci « pourraient alors représenter un élément très actif dans la lutte de libération de la patrie basque, évidemment bien plus efficace que les bourgeois qui nous exploitent, bien que ceux-ci se disent basques et nationalistes. Ils (les immigrés) pourraient comprendre qu'un Pays Basque indépendant apporterait à tout le pays une amélioration de la situation économique et intellectuelle et se rendre compte, plus que personne, que la lutte de libération basque veut rompre les chaînes de l'oppression nationale et de l'oppression sociale »[26]. Ce rapprochement entre immigrés et natifs du pays « ne pourra que faire honneur au Peuple basque et apporter de grands avantages à la lutte de libération populaire et nationale d'Euskadi »[27].

On mesure les années-lumière qui séparent désormais les militants d'ETA des premiers nationalistes. ETA se pose du reste « la question de savoir dans quelle mesure la conduite (des nationalistes) n'a pas contribué à l'apparition de réactions négatives (de la part des immigrés) »[28]. « Si les relations entre les patriotes basques et les travailleurs immigrés ne sont pas aussi bonnes qu'elles devraient être, c'est avant tout et surtout dû à la politique néfaste de discrimination qui a jusqu'à présent été menée. Nous ne doutons pas que, tant la politique et la propagande de Franco que le discrédit dont nous souffrons de la part des mouvements et partis clandestins espagnols aient contribué à

---

[24] « Carta », in *Zutik* n° 12, Juillet 1963.

[25] Fernando Sarrailh de Ihartza (pseudonyme de Federico Krutwig Sagredo), *Vasconia*, Buenos-Aires, 1973, Ed. Norbait (1° édition en 1962), p. 282. Ce livre sera, durant toute cette période, l'un des plus lus par les militants d'ETA.

[26] Sarrailh de Ihartza, *Vasconia, op. cit.,* p. 282.

[27] « Carta a un coreano », in *Zutik* n° 12, février 1964.

envenimer ces relations. Mais la faute principale incombe à nous-mêmes, nous (les nationalistes) qui n'avons pas su faire disparaître chez les immigrés cette appréhension envers notre problème et gagner leur amitié, leur confiance. Parce que, de l'emploi méprisant de la parole *coreano* ou *maketo*, il ne fallait pas attendre autre chose. »[29] [184]

La barrière jusqu'alors infranchissable qui séparait les nationalistes des immigrés est ainsi levée. Là encore, la répression franquiste se chargera du reste[30].

3- L'adoption de la lutte armée

Jusqu'ici, le mouvement national basque n'avait jamais été violent. Même durant la dictature de Primo de Rivera, alors que les militants du PNV étaient pourchassés, il n'était jamais, semble-t-il, venu à l'idée des nationalistes de recourir à l'action violente pour se faire entendre. Durant la guerre civile, leur lutte armée fut totalement légale et légaliste : ce ne fut pas pour libérer la nation basque ni pour imposer leurs propres vues qu'ils eurent recours aux armes, mais pour défendre des institutions et un pouvoir politique issus du suffrage universel. C'est précisément imbus de cette légalité, et certainement trop sûrs de la justesse de leur cause, qu'ils placèrent toute leur confiance (et leur avenir…) dans « l'éthique démocratique » des Alliés alors perçus comme le bras vengeur de la justice internationale. Cette stratégie écarta du même coup une des principales alternatives de résistance qui se présentait à eux : la guérilla, les actions de sabotage et de harcèlement, la lutte armée clandestine. En optant pour la violence politique, ETA va donc, une fois encore, totalement innover dans le camp nationaliste.

Bien qu'ayant commencé à employer, de façon sporadique, la violence dès le début de son existence[31], ETA restera, suite à la terrible répression qui s'abattit sur elle après sa première tentative d'action armée d'envergure[32], près de trois ans sans

---

[28] *Ibidem*.

[29] « Mas sobre la inmigracion », in *Zutik* n° 11, mai 1963.

[30] Voir plus loin le chapitre consacré à l'étude de l'intégration des immigrés et à leur participation au mouvement national.

[31] Durant le printemps 1961, des bombes sont par exemple posées dans les bâtiments de la Délégation de la Police à Bilbao et dans ceux du Gouvernement Civil à Vitoria.

[32] Il s'agissait de faire dérailler, le 18 juillet 1961, un train conduisant à Saint-Sébastien d'anciens volontaires franquistes pour la célébration du soulèvement militaire de 1936. L'action échoua, mais la

commettre une seule action violente. [185] Durant toute cette période, elle s'emploiera à reconstituer son organisation, à former ses militants et à bouleverser l'idéologie nationale basque, mais en aucun cas à préparer une lutte armée. Et si, dans ses *Principes* issus de sa Première Assemblée (mai 1962), ETA se déclare de façon encore évasive « prête à employer les moyens les plus adaptés pour obtenir l'autogouvernement du Pays Basque », il faudra attendre encore près de deux ans pour qu'elle donne un nom au premier de ceux-ci : la lutte armée.

Comme pour son rapprochement avec le mouvement ouvrier, c'est, en dernière analyse, la répression franquiste qui la poussera à définitivement adopter ce type de lutte. La répression tout à fait disproportionnée d'octobre 1963[33] galvanisera en effet l'organisation. L'intense sentiment d'impuissance et de rage qui submerge alors les militants ayant échappé à la férocité de cette répression va définitivement les ancrer dans une certitude : « la seule chose que puisse entendre le pouvoir franquiste, c'est le bruit des mitraillettes et celui des bombes qui explosent »[34]. Dans le mois qui suit cette vague d'arrestations, les militants d'ETA rédigent un texte d'une cinquantaine de pages, *La guerre révolutionnaire*[35], qui constitue à la fois un manifeste en faveur de la lutte armée, une déclaration de guerre à l'Etat franquiste, et un manuel de formation militaire.

Ils y expliquent ainsi leur choix de la lutte armée : « Quand la politique a épuisé tous ses moyens, la juste guerre de libération s'impose (…). L'histoire politique des peuples met en évidence un fait bien concret et réel : le peuple qui a obtenu quelque chose par droit de conquête ne lâche jamais sa prise sans y être obligé par la force. D'autre part, l'histoire nous enseigne aussi que l'indépendance nationale dépend toujours de l'intérêt dont font preuve les soumis pour leur propre libération. Cet intérêt se démontre [186] évidemment par des actes, avec de la violence. C'est seulement ainsi que l'occupant arrivera à se convaincre que la poursuite de l'oppression est un non-sens qui coûte plus qu'il ne rapporte (...). L'opprimé devra lutter pour que son droit soit

---

répression fut féroce : il y eut plus d'une centaine d'arrestations. La plus grande partie des détenus fut torturée et condamnée à des peines de prison allant jusqu'à 25 ans.

[33] Le « délit » résidait dans le seul appel à un débrayage de dix minutes dans les usines et administrations…

[34] *Interview 49* (Julen Madariaga), *op. cit.*

[35] Après son approbation par la Troisième Assemblée d'ETA (en avril et mai 1964), ce texte réapparaîtra sous le titre de *La insurreccion en Euskadi* qui, depuis lors, le désigne.

reconnu, et il devra créer et faire reconnaître sa propre légalité par la force des armes. Non pas avec des déclarations platoniques (du style de celles que M. Leizaola[36] et compagnie ne cessent de faire depuis plus de vingt-cinq ans), mais avec du plastic et des mitraillettes précédés et accompagnés par des tonnes de propagande. »[37]

Deux mois plus tard, ETA précise ses positions : « Nous désirons tous le dialogue. Soit. Mais que faire lorsqu'une des parties refuse de se mettre au niveau de l'autre ? Nous ne voyons pas quel dialogue était possible entre les patriotes insurgés de Varsovie et ses tyrans nazis. Ni entre les vaillants citoyens de Budapest (...) et les chars soviétiques d'occupation. Ni entre la Résistance basque et la tyrannie d'occupation et de spoliation espagnole (...). Au lieu de faire des distinctions entre violence et dialogue, il s'agit bien plutôt de distinguer entre la violence du pouvoir et celle qui s'oppose à l'arbitraire de ce pouvoir, à la terreur militaire ou politique. Parce que le terrible de l'affaire est que, s'il est nécessaire d'être au moins deux pour qu'un dialogue s'instaure, il suffit de la volonté ou de la passion d'un seul pour que la violence se déchaîne. Le cas d'Euskadi n'est pas différent. Nous n'avons pas décidé, nous autres Basques, de la violence de notre politique de défense face à la violence de l'occupant tyrannique. On nous l'a imposée. Nous ne faisons qu'appliquer le très juste droit de légitime défense. Il suffit qu'une des parties se refuse à reconnaître la qualité de l'autre pour que tout dialogue soit impossible. Pour qu'un dialogue puisse être qualifié de tel, la garantie du droit de réplique et de défense doit exister. Le dialogue doit s'instaurer de l'un à l'autre, ce qui, en langage populaire se dit de toi à moi, et non de maître à esclave (...). Faut-il insister plus ? Faut-il donner plus de détails pour se convaincre que le dialogue entre l'Espagne (l'Un, le Maître) [187] et Euskadi (l'autre, l'esclave) est aujourd'hui complètement impossible ? (…). L'Espagne dialoguera avec nous lorsqu'elle n'aura pas d'autre moyen. Nous l'obligerons à nous reconnaître comme l'Autre. Comme la France jacobine dut le faire à Evian avec l'Algérie où, une fois de plus, la violence de légitime défense ouvrit les portes au dialogue. Pas avant. »[38]

---

[36] Nom du second président du Gouvernement basque en exil qui a remplacé, à sa mort (26 mars 1960), José Antonio de Aguirre.

[37] *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*

[38] « Dialogo o violencia », in *Zutik* n° 17, janvier 1964.

Trois semaines après la parution de ce texte, toute une série de bombes explosait dans divers bâtiments officiels du régime franquiste et les militants d'ETA commençaient à ne plus se déplacer qu'armés…

4- Condamnation de la bourgeoisie basque

Suivant en cela le nationalisme d'avant-guerre, ETA condamne d'entrée l'oligarchie industrielle basque. Espagnoliste, ayant historiquement toujours été opposée à quelque forme que ce soit de régionalisme basque, elle participe directement au pouvoir franquiste dont elle constitue un des piliers : « Actuellement la haute bourgeoisie basque ne peut s'opposer au pouvoir central pour la simple raison qu'elle en est une des parties intégrantes. En effet, la haute bourgeoisie basque a cessé d'être basque dans la mesure où elle s'est transformée en bourgeoisie monopoliste. En d'autres termes, les intérêts de la bourgeoisie monopoliste basque et ceux du peuple basque sont en complète contradiction les uns avec les autres »[39]. « Bien qu'ils soient nés en Pays Basque et qu'ils portent tous des noms basques, (ces oligarques) ne peuvent être, du point de vue d'une véritable dynamique nationale, considérés comme Basques. »[40]

Mais ce n'est qu'au bout de quelques années d'existence, et au fur et à mesure qu'elle opérera son rapprochement avec le mouvement ouvrier, qu'ETA précisera la distinction entre « nationalisme classique » ou « bourgeois » et « nationalisme populaire ». Alors que le premier, explique-t-elle, ne vise qu'à consolider et à perpétuer la domination d'une minorité de la nation (la bourgeoisie) sur son ensemble en se faisant passer pour le médium de l'esprit patriotique de tous, le second cherche au contraire à rompre cette identification pour charger la conscience nationale de tout un ensemble de revendications populaires. [188] « Si au début du siècle la bourgeoisie basque se révélait être la seule classe capable de mener à bien les aspirations (nationale) du peuple basque, faisant en cela du mouvement nationaliste basque un mouvement bourgeois (…), à mesure que le capitalisme basque s'intègre dans le système capitaliste mondial (…), l'activité nationaliste perd son caractère politique et se transforme chaque fois plus en folklore (…). C'est pour cela que la bourgeoisie basque est incapable de

---

[39] « ETA o la resistencia del pueblo vasco », in *Zutik* n° 21, Juin 1964.

[40] Sarrailh de Ihartza, *Vasconia, op. cit.,* p. 224.

réaliser les aspirations du peuple basque. »[41] Ses intérêts de classe l'éloignent chaque fois plus de la revendication nationaliste visant l'indépendance du Pays basque[42] : « Seule une classe, le prolétariat basque, pourra mener à bien cette entreprise. »[43]

Cette analyse est renforcée par l'inactivité du PNV qui ne tardera pas à être assimilé par ETA au nationalisme bourgeois[44]. « Ce qui est réellement en train de se passer, c'est que certains aspects de notre idéal, de notre doctrine politique, font du tort, gênent et attaquent beaucoup d'intérêts économiques et matériels qui, bien protégés par une couche de « nationalisme » (basque) existent en Euskadi. Ce qui véritablement les ennuie, c'est que nous proposions une révolution sociale en même temps qu'une libération nationale. Ils savent déjà qu'en proposant seulement une libération nationale, nous arriverions aux mêmes résultats que le nationalisme classique et bourgeois a obtenus ces dernières années : rien. Ils savent bien que s'en tenir au nationalisme classique revient à protéger leurs abondantes ressources économiques. »[45] Sous couvert de son « nationalisme classique » et de son appui discret au PNV, la « bourgeoisie nationale » ne fait finalement, pour ETA, que prolonger un *statu quo* qui lui profite amplement. [189]

En définitive, c'est l'ensemble de la bourgeoisie basque qui est condamnée par le « nationalisme populaire » d'ETA. Bien qu'une distinction soit faite entre la haute bourgeoisie monopoliste (oligarchie) et la petite et moyenne bourgeoisie industrielle (la « bourgeoisie nationale »), les deux concourent conjointement pour lui à l'exploitation du peuple basque. Sur le plan national, la première (oligarchie) est clairement pro-franquiste, espagnoliste et anti-basque, et la seconde (« bourgeoisie nationale ») n'a plus aucun intérêt de classe à l'autodétermination d'Euskadi. Sur le plan social, les deux exploitent de la même manière le prolétariat basque.

---

41 « ETA o la resistencia... », *op. cit.*

42 L'argumentation d'ETA se fonde ici sur l'analyse du comportement de la bourgeoisie autonomiste durant le franquisme, rejoignant sur le fond les remarques, déjà citées de Landaburu : cette « bourgeoisie nationale », bien qu'indéniablement attachée à la culture basque et à l'idée d'autonomie, est en train de faire de bonnes affaires et n'a qu'un intérêt sentimental et non matériel à ce que les choses changent.

43 « ETA o la resistencia... », *op. cit.*

44 « Le Parti Nationaliste Basque est un parti bourgeois. » (« ETA o la resistencia... », *op. cit.*).

45 « Definiciones », in *Zutik* n° 22, Juillet 1964.

C'est donc ce dernier, le prolétariat basque, et plus généralement « l'ensemble des couches populaires qui constituent la quasi-totalité du peuple basque »[46], qui a intérêt à promouvoir une lutte de libération nationale, celle-ci se chargeant du même coup des revendications sociales du peuple. « C'est précisément pour cette raison que la lutte du peuple basque pour son indépendance est objectivement une lutte révolutionnaire qui s'inscrit, en toute justice, dans le mouvement révolutionnaire mondial. »[47]

L'ensemble de ces positions, qui représentent l'originalité d'ETA au sein du nationalisme basque et autour duquel gravite, en l'absence d'une stratégie globale clairement définie, toute son activité, est donc le produit d'une dialectique purement interne aux forces sociales en présence au Pays Basque. Tant l'adoption de la lutte armée que le rapprochement du mouvement ouvrier ou la condamnation de la bourgeoisie sont nés de la réaction volontaire et du désir d'action d'une nouvelle génération ayant grandi dans une situation définie par la conjonction d'une oppression omniprésente et de l'inactivité des forces nationalistes traditionnelles.

Cependant, c'est sur une stratégie purement externe au Pays Basque qu'ETA calquera la sienne. Une stratégie née de luttes se déroulant sous d'autres latitudes, à des milliers de kilomètres de là, mais vers lesquelles, en ce début des années 60, tous les regards sont tournés : les luttes de libération nationale des pays du tiers-monde. Cette stratégie a un nom qui résumera désormais toute l'histoire d'ETA : *le nationalisme révolutionnaire*. [190]

---

[46] Ensemble qu'ETA ne tardera pas à baptiser « Peuple Travailleur Basque » (PTV).

[47] « ETA o la resistencia », *op. cit.*

II- LE NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE

« La lutte nationale est la forme suprême de la lutte de classe durant la période d'effondrement de l'impérialisme. »

Beltza[48]

En nous habituant dès la fin de la seconde guerre mondiale à exagérément user de la conjonction de coordination pour les désigner (mouvement de libération nationale *et* de libération sociale), les mouvements de libération tiers-mondistes allaient parvenir à nous faire oublier la sourde opposition qui avait jusqu'alors présidé les rapports entre nation et lutte de classe.

À tel point que cette conjonction devint elle-même très vite superflue : il fut entendu que, face au déploiement international de l'impérialisme, les luttes de libération nationale renfermaient une charge intrinsèque de révolution sociale. Pendant un quart de siècle, libération nationale et libération sociale apparurent ainsi comme les deux faces d'une même monnaie, le nationalisme révolutionnaire.

Ce retournement complet du socialisme vis-à-vis de la question nationale ne se fit évidemment pas du jour au lendemain. Au moins trois grands moments théoriques, correspondant approximativement à trois grandes périodes historiques, peuvent être dégagés : celui d'un divorce complet entre nationalisme et socialisme, celui d'une alliance purement tactique et casuelle, et celui enfin d'une apparente fusion totale.

1- Un divorce complet

Prononcé par les premiers socialistes, ce divorce est à la fois contemporain de la consolidation du type de société industrielle, du renforcement des États-nations européens, et des grandes conquêtes coloniales. Pour les premiers théoriciens socialistes, les nations sont avant tout une création de la bourgeoisie répondant au désir

---

[48] Pseudonyme d'Emilio Lopez Adan, un des principaux idéologues d'ETA et défendeur de la thèse colonialiste, « Notas para une teoria del nacionalismo revolucionario », in *Nacionalismo revolucionario*, ouvrage collectif, Ciboure, 1968, Ed. Hordago, p. 53.

d'unifier et d'homogénéiser un marché à l'intérieur des frontières d'États qui apparaissent comme de purs instruments de domination de classe. [191]

Certes, aux yeux des premiers théoriciens socialistes, la nation fut « utile » dans la mesure où, liée au combat que livra la bourgeoisie au féodalisme, elle contribua à rompre les hiérarchies et dépendances traditionnelles pour laisser place à une collection d'individus que seule leur condition de classe pouvait désormais unir ou diviser. Mais elle se révèle tout à fait dangereuse une fois que la victoire de la bourgeoisie est assurée. En effet, celle-ci signifie la mise en place définitive d'un nouveau mode de production : le capitalisme. Quel que soit le pays où il s'implante, celui-ci sécrète partout une même classe : le prolétariat. Les intérêts de ce dernier n'ont pas de frontières, ils sont partout les mêmes : « les prolétaires n'ont pas de patrie ». De l'union des différents prolétariats nationaux naîtra la force universelle capable d'abattre la bourgeoisie et d'ériger le socialisme : « l'Internationale sera le genre humain ».

Or, c'est précisément contre cet internationalisme prolétarien que semblent s'élever les nations. Celles-ci divisent là où il faut unir. En faisant vibrer « cette fausse conscience qu'est le patriotisme », la bourgeoisie se sert de la nation comme d'une arme pour combattre le socialisme, comme moyen d'aliéner les travailleurs, les entraînant dans une exaltation patriotique dangereuse et des guerres internationales afin de les dévier de la lutte révolutionnaire : les socialistes ne peuvent être qu'anti-nationalistes.

Quant à la conquête des colonies, elle ne peut qu'accélérer l'extension du mode de production capitaliste à toute la planète et donc précipiter la chute de la bourgeoisie. C'est en effet à travers le prisme de l'inéluctable succession des modes de production (devant irrémédiablement mener au socialisme) que Marx et Engels assistent au grand partage colonial de la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Pour eux, « l'expansion coloniale est un mal nécessaire » (Marx) qui, en repoussant la barbarie, répand et établit partout la civilisation occidentale et l'exploitation capitaliste donc les germes de la révolution socialiste. Plus vite l'unicité capitaliste du monde sera atteinte et plus tôt éclatera la révolution socialiste mondiale. Face à la contradiction principale et déterminante de l'avenir de l'humanité (prolétariat/bourgeoisie), les revendications nationales sont perçues par les pères du socialisme comme de simples « sentimentalismes » et « faiblesses émotives » (Engels) habilement exploités par la bourgeoisie. [192]

2- Une alliance tactique

C'est ce dogme que Lénine et la Révolution soviétique feront vaciller au début du XX^e siècle. Situé, si l'on peut dire, de l'autre côté de la barrière (pays asiatique, éminemment rural), Lénine va développer une tout autre vision. Contemporain de l'expansion définitive des puissances occidentales (voir les chapitres IV, V et VI de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*) et des premières luttes de libération nationale, il va se prononcer sans équivoque pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « Historique » ou pas, un peuple, dès lors qu'il en décide ainsi, a le droit de former un État national indépendant.

Les forces qui poussent à l'indépendance nationale sont certes distinctes de celles que définissent le mode de production capitaliste et la dialectique des classes sociales qui en découle (sans quoi, il n'y aurait qu'une nation et les prolétaires n'auraient effectivement pas de patries…). Mais, contre Rosa Luxenburg, et indirectement contre Marx et Engels, Lénine pense que ce n'est absolument pas une raison pour lutter contre elles. En effet, cautionner, au nom d'un internationalisme mécanique, le maintien par la force d'un peuple au sein d'un État multinational est la meilleure erreur que le socialisme puisse commettre.

Car, explique Lénine, une véritable union du prolétariat au niveau mondial ne sera possible et efficace que si elle est volontaire, donc établie en toute liberté. Condition qui, dans le cas d'une nation opprimée, a toutes les chances de ne pas se réaliser : le prolétariat de la nation dominée ayant en effet bien plutôt tendance à considérer le prolétariat de la nation dominante comme son ennemi que comme son allié. En conséquence de quoi le socialisme doit se prononcer sans détour pour le libre choix des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une véritable internationale prolétarienne ne pourra exister qu'entre prolétariats débarrassés des oppressions nationales qui ne font que les éloigner de la voie révolutionnaire.

Contre Marx et Engels, Lénine pense que les luttes d'indépendance nationale et de résistance face aux puissances occidentales, loin de freiner la marche de l'histoire (c'est-à-dire l'extension du mode de production capitaliste, prélude à la révolution socialiste), peuvent, au contraire, [193] contribuer à saper les bases de l'impérialisme. En contrariant ses desseins, ces luttes empêchent la dissimulation des contradictions capitalistes du centre par les remèdes de l'exportation des capitaux et de l'exploitation

internationale. Plus l'impérialisme sera dénoncé et harcelé par des luttes à l'échelle de la planète, et moins la bourgeoisie disposera de moyens pour enrayer l'inéluctable chute du système capitaliste.

Outre le fait que les mouvements nationaux soient reconnus, c'est donc une espèce de trait d'union qui est ainsi tracé entre socialisme et luttes de libération nationale. Mais ce trait d'union n'existe que dans l'exacte mesure où ces luttes se révèlent négatives pour l'ordre impérialiste : il n'est pas stratégique mais purement tactique.

3- Une fusion totale

C'est précisément ce trait d'union que les mouvements de libération tiers-mondiste vont bientôt changer en signe d'égalité. Partout où les luttes de libération nationale furent les plus acharnées, des États socialistes étaient implantés. Les mouvements d'indépendance ne se contentaient plus d'affaiblir l'impérialisme : ils instauraient le socialisme ! En liant de façon indissociable oppression nationale et impérialisme, le colonialisme avait immanquablement sécrété un même mouvement de libération totale. Les libérations nationales étaient désormais présentées non seulement comme libérations historiques et politiques, mais aussi sociales.

La démonstration est la suivante : par le pillage et l'embrigadement économique dont ils sont victimes aux seules fins de servir l'oligarchie impérialiste du centre, ces pays sont convertis en « nations prolétaires », en « peuples classe ». Leur libération nationale se convertit donc *ipso facto* en lutte de classe au niveau mondial. Le tiers-monde devient alors « zone de tempêtes », et les pays où les luttes de libération nationale sont les plus intenses « maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste ». Ce sont ces « peuples classe » qui portent désormais le flambeau de la révolution et du socialisme. Par un singulier renversement de perspective, ce sont eux qui, par leur lutte, devront embraser la vieille Europe et non plus, comme le pensaient les pères du socialisme, l'inverse. Convaincus, certains révolutionnaires des pays centraux n'hésitent du reste pas à partir pour la « zone des tempêtes »… [194]

Face à l'oppression de la culture coloniale, la culture populaire est exaltée comme synonyme de libération[49]. Face à une administration corrompue à la botte des colons et au service des capitalistes de la métropole, un État pour le peuple et capable de diriger l'industrialisation du pays suivant des principes anticapitalistes sera instauré. La libération sera totale. De la lutte naîtra « l'homme nouveau »...

III- EUSKADI, COLONIE DE L'ESPAGNE. EUSKADI, CUBA DE L'EUROPE[50]

1- Une identification stratégique

Chronologiquement, l'adoption par ETA d'une stratégie de libération nationale de type anti-colonialiste et tiers-mondiste n'est en rien le fruit d'un cheminement théorique, ni même celui d'une étude qui aurait conclu à la similitude de la situation socio-économique du Pays Basque avec celle des pays colonisés. Ceci ne viendra qu'après. Au départ, il s'agit plutôt d'une pure identification affective. Dans le désert de léthargie qu'est alors le mouvement national basque, la soif d'action des premiers *etarrak* va vite les conduire vers les oasis d'espérance et les réserves d'exemples que constituent, en ce début des années soixante, les luttes de libération tiers-mondistes. Quelques mois auparavant, les guérilleros de la Sierra Maestra venaient en effet de libérer Cuba, le FLN était en train d'arracher l'indépendance de l'Algérie à la France, le MPLA, d'offensives en offensives, rendait chaque jour plus problématique la présence des Portugais en Angola, etc. Il s'agissait dans chaque cas de mouvements de libération nés de la seule volonté d'une poignée de militants convaincus. « Comme nous », pensent les premiers *etarrak*… Chaque fois, la lutte de guérilla est employée pour combattre l'occupant et pour « conscientiser » la population. « Exactement ce que nous pressentions », opinent les *etarrak*… Il faut certes convenir que ces derniers n'avaient guère le choix sur le « marché intellectuel » mondial : les luttes nationales armées de type anticolonialiste et tiers-mondiste constituaient alors, en ce début des années soixante, [195] le seul modèle de nationalisme radical susceptible d'influencer la récente ETA. D'autre part, celle-ci naît au moment où ce modèle révolutionnaire, après

---

[49] Voir par exemple le chapitre IV (« Sur la culture nationale ») du livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, qui sera une des bibles des militants d'ETA.

[50] Titre d'un texte écrit en 1969 à la suite d'une interview de leaders d'ETA par deux journalistes italiens.

les victoires du Viêt-minh, des guérilleros cubains et du FLN algérien, est à son apogée et suscite le plus d'enthousiasme.

Au fur et à mesure qu'ETA découvre les luttes anti-colonialistes, c'est une véritable jubilation qui traverse ses militants. La stratégie de libération nationale des pays du tiers-monde répond apparemment point par point aux questions auxquelles leur pratique ne cessait de les renvoyer. Elle structure enfin en une vision globale et cohérente tout un ensemble de décisions auxquelles l'organisation avait presque malgré elle abouti.

Encore tiraillée entre la dichotomie historique nationalisme/ socialisme et l'élan qui la lie chaque jour davantage au mouvement ouvrier, ETA va trouver dans le nationalisme révolutionnaire tiers-mondiste la réponse théorique et pratique à ses hésitations : comme dans le cas des pays colonisés, pense-t-elle, le peuple basque est nationalement et économiquement opprimé par l'impérialisme (ici espagnol). Peuple classe (l'oligarchie et la plus grande partie de la bourgeoisie s'en étant auto exclues), sa lutte de libération nationale renferme donc, comme dans les pays du tiers-monde, une charge intrinsèque de combat anticapitaliste.

Tant l'exemple de la Chine et du Vietnam que celui de Cuba et de l'Algérie vont confirmer ETA dans son choix de la lutte armée comme moyen clef pour renforcer la conscience nationale du peuple et pour obliger l'ennemi à capituler ou à pactiser.

Bien que venant de globalement condamner la bourgeoisie basque, ETA ne pouvait cependant pas s'empêcher de trouver des côtés sympathiques au parti censé en représenter le secteur nationaliste (le PNV). Ici aussi, le nationalisme révolutionnaire tiers-mondiste, par la tactique de Front National qu'il expérimente, fournira à l'organisation une solution globale.

Cette immédiate identification stratégique (qui fera alors dire aux militants d'ETA que « si les pays du Tiers-monde n'avaient pas inventé le nationalisme révolutionnaire, ETA l'aurait certainement fait ») va concrètement se traduire par une application tout à fait mécanique des méthodes de lutte employée par ces mouvements. Ainsi : « Le cas d'Euskadi est similaire à celui de l'Algérie ou de l'Angola. Dominés par l'Espagne, nous ne pouvons espérer que ni Franco, [196] ni la monarchie ni la république espagnole nous octroient l'indépendance que nous exigeons. L'Espagne a trop d'avantages économiques pour qu'elle se résigne à perdre sa colonie. À moins que

nous l'y contraignions par la force. Partant de cette prémisse, il est évident que le chemin que nous devons suivre est identique à celui des Algériens ou des Angolais. Nous devons nous organiser pour pouvoir lutter 2, 3, 5, le nombre d'années qui sera nécessaire. Nous devons arriver à rendre Euskadi, colonie espagnole depuis 1839, ingouvernable par les Espagnols. »[51]

Abandonnant la notion de résistance qui désignait jusqu'alors ses actions, ETA les intègre désormais dans un vaste plan de libération nationale[52], plagiat des guerres révolutionnaires du tiers-monde. Trois étapes stratégiques sont alors distinguées par ETA. Une première étape de « défense stratégique » : « A ce niveau, les forces de guérilla préparent l'appui populaire. La propagande de toute sorte, l'information et l'agitation forment la première infrastructure clandestine. C'est l'étape de préparation et de « chauffage » de l'ambiance au sein du peuple. » Une seconde étape « d'équilibre » : « Nos forces installent un réseau de petites bases secrètes, étendant ses mailles dans les moindres recoins du pays. Les commandos se multiplient. La guérilla (urbaine et rurale) s'intensifie. Une partie du territoire commence, *de facto*, à être contrôlé par la guérilla et l'oppresseur se replie déjà dans les villes et les points forts. » Enfin, une troisième étape « d'offensive stratégique » : « Notre action psychologique redouble d'intensité. Des unités entières de combat opèrent déjà en plein jour. De grandes zones du territoire peut être la majeure partie sont déjà libérées et sous notre contrôle. L'oppresseur encaserné, le moral défait, complètement sur la défensive, est sur le point de capituler. Le moment propice arrive, le coup de grâce est porté et notre guerre de libération s'achève. »[53]

Des pans entiers de tactique des guerres révolutionnaires du tiers-monde sont plaqués sur Euskadi sans autre forme de procès. Ainsi : « Nous créerons dans chaque village d'Euskadi une mairie clandestine, avec ses maires et conseillers. Nous renforcerons nos finances avec des employés clandestins. [197] Nous aurons notre propre service d'information, notre police, nos hôpitaux de sang et d'urgence où nos militants blessés ou malades pourront être soignés, nos tribunaux clandestins, etc., la

---

[51] « Guernika y el futuro », in *Zutik* s/n, avril 1962.

[52] Ce changement de vocabulaire marque l'abandon définitif de toute référence au nationalisme d'après-guerre : la notion de résistance en était directement issue.

[53] *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 34.

liste serait interminable. »[54] Ou, encore plus évident : « La marche vers notre objectif commence au crépuscule. On l'atteint par petits groupes et par des chemins différents. La meilleure heure d'attaque est en général vers minuit, quand l'ennemi dort. L'obscurité est notre meilleure amie. Après l'attaque, nous disposons de toute la nuit pour nous éloigner rapidement de la zone dans laquelle l'action a eu lieu. Quelquefois, une attaque d'un poste secondaire est simulée. Celui-ci demande alors de l'aide à un poste principal. Quand celui-ci dépêche de l'aide, soit on attaque le poste principal sans défense, soit une embuscade est tendue au renfort (…). Attaquer, ramasser le butin de guerre, se disperser et disparaître pour se réunir à un point de rendez-vous préalablement établi. On doit marcher silencieusement, sans parler ni fumer, et sans lumière. »[55]

Ce n'est qu'après cette identification stratégique, et certainement à cause d'elle, qu'ETA en viendra à confondre la situation d'oppression culturelle, politique et économique dont pâtit Euskadi avec celle qui caractérise les pays colonisés.

2- Une situation coloniale

Pour ETA, la situation du Pays Basque est celle d'un pays colonisé. Il souffre :

a) D'une occupation militaire et d'une oppression policière quotidienne.

b) D'une négation culturelle : la situation dans laquelle se trouve la culture basque sous le franquisme correspond exactement à celle dont est victime, selon l'un des principaux théoriciens de la lutte anti-coloniale, Frantz Fanon, la culture d'un pays colonisé : « La culture nationale est, sous domination coloniale, une culture contestée dont la destruction est poursuivie [198] de façon systématique. C'est très rapidement une culture condamnée à la clandestinité »[56].

c) D'une dépendance politique, institutionnelle et administrative. Le Pays Basque ne dispose évidemment d'aucune latitude pour s'autogouverner, d'aucun droit, d'aucun moyen pour choisir la nature de ses institutions. Tout est au contraire entrepris pour gommer son existence politique. Par exemple, son territoire est fractionné en secteurs dont les habitants sont rattachés à ceux d'autres provinces de l'État au sein de

---

[54] *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 32 (plagiat du Viêt-minh).

[55] *La insurreccion en Euskadi, op. cit.*, p. 44 (plagiat de la tactique de guérilla cubaine).

« districts » (unités territoriales de base des différents ministères). Aucun de ces districts ne correspond à l'unité géographique du Pays Basque[57]. Quant à l'administration, sa direction est directement nommée par le régime franquiste et le pourcentage de Basques dans son personnel de base est très faible[58]. Ce qui permet à ETA d'assimiler celle-ci à une administration de type colonial.

d) D'une exploitation des richesses économiques en faveur de la « métropole ». Reprenant les arguments d'ETA, Jean-Paul Sartre les synthétise ainsi : « Les données officielles nous apprennent que l'Espagne se livre à un véritable pillage fiscal du Pays Basque. La fiscalité écrase les travailleurs. Elle est, en Guipúzcoa, la plus élevée de toute la péninsule (…). Les deux provinces industrialisées du Pays Basque paient au gouvernement étranger qui les exploite 4 milliards 338 millions 400 000 pesetas. L'État espagnol, par contre, dépense en Euskadi 774 millions de pesetas. Il vole donc 3 milliards 500 000 pesetas environ pour entretenir le désert castillan. Encore faut-il ajouter que la majeure partie des 734 millions « rendus » vont aux organes d'oppression (administration espagnole ou espagnolisée, armée d'occupation, police, tribunaux, etc.) [199] ou de débasquisation (l'université où l'on n'enseigne que la langue et la culture espagnoles). (…) Il faut remarquer par ailleurs que le taux d'augmentation des salaires a été, de 1955 à 1967 de 6,3 % par an pour l'Espagne, et seulement de 4,15 % pour Euskadi. Ainsi, en dépit de la sur industrialisation du pays nous retrouvons deux composantes essentielles de la colonisation classique : le pillage (fiscal ou autre) du pays colonisé et la surexploitation des travailleurs. »[59]

---

[56] *Les damnés de la terre*, Paris, 1961, Ed. Maspero, p. 167.

[57] Dans le domaine judiciaire, la Biscaye et l'Alava dépendent de Burgos ; au niveau universitaire, le Guipúzcoa et l'Alava dépendent de Valladolid et la Navarre de Saragosse ; au niveau religieux, l'Alava et la Biscaye dépendent de Burgos ; au niveau du commerce et de l'industrie, le Guipúzcoa et la Navarre sont séparés des deux autres provinces et rattachés à celle de Logroño ; etc.

[58] Il faut certainement chercher l'origine de cette attitude dans l'impopularité qui a accompagné la mise en place de cette administration à la fin des Guerres carlistes. En Pays Basque, elle eut toujours un arrière-goût d'imposition.

[59] Dans sa préface au livre de Gisèle Halini, *Le procès de Burgos*, Paris, 1971, Ed. Gallimard. Sartre se contente de reprendre ici les données les plus marquantes fournies par Krutwig huit ans auparavant dans le chapitre « Explotacion colonialista de Vasconia a manos de sus ocupantes » de *Vasconia, op. cit.*, pp. 177-185.

En conséquence de quoi, concluent les militants d'ETA, « la situation concrète du peuple basque est celle d'un peuple soumis au colonialisme »[60].

Si la IIIe Assemblée d'ETA (printemps 1964) avait été celle de l'adoption spontanée et aveugle de la stratégie tiers-mondiste (voir *La insurreccion en Euskadi*), la IVe (printemps 1965) sera celle de l'identification hâtive de la situation du Pays Basque à celle d'un pays colonisé au regard de l'apparente similitude des relations Pays Basque-Espagne avec celles qui lient les pays colonisés à leur métropole. Quant à la Ve Assemblée (fin 66—début 67), elle sera celle de la confection d'un singulier cocktail Sino-vietnamien qui servira de *doping* à ETA au moment où celle-ci entreprendra l'effort de vouloir adapter de façon pragmatique sa stratégie de « libération totale » (née des étapes antérieures) à la réalité concrète d'Euskadi.

3- Un effort d'adaptation

Le nom de ce cocktail pourrait être celui de « politique frontiste ». À Mao Tse Toung est emprunté son « moment stratégique » de front national unissant le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie nationale face à l'occupant impérialiste, et à Truong Chinh son articulation de la lutte de libération en quatre fronts : militaire, culturel, politique et économique.

Trente ans auparavant, Mao Tse Toung avait en effet expérimenté avec un succès total ce qui deviendra par la suite le modèle révolutionnaire des mouvements de libération tiers-mondiste : la stratégie dite « à deux temps ». En un premier temps, le prolétariat (la paysannerie) s'allie avec la bourgeoisie pour se libérer du joug de l'occupant. Dans cette lutte de caractère national, [200] les classes populaires, largement majoritaires, s'organisent, s'unifient, s'instruisent et tentent de gagner à leur position de classe une partie de la bourgeoisie. La fraternité dans un même combat est pour Mao Tse Toung un excellent moyen d'y parvenir. En un second temps, la victoire sur l'occupant acquise, les classes populaires se dressent contre la bourgeoisie, incapable de résister à l'armée populaire que la lutte contre l'occupant a permis de former. C'est en ne perdant pas de vue cette articulation fondamentale que Mao Tse Toung écrit : « Dans une lutte à caractère national, la lutte de classe prend la forme d'une lutte nationale, ce

---

[60] *Nacionalismo revolucionario, op. cit.*, p. 26.

qui explique l'identité de ces deux luttes (…). Est ainsi établie l'identité entre l'unité et l'indépendance au sein du front unique, et l'identité entre la lutte nationale et la lutte de classe. »[61] Si l'on ajoute enfin que l'ennemi national est une puissance impérialiste, il ne fait plus de doute que « la lutte nationale est éminemment révolutionnaire »[62].

Forte de cet exemple et convaincue que la situation coloniale du Pays Basque face à l'impérialisme espagnol est la même que celle de la Chine face au Japon, ETA, sitôt sa Ve Assemblée terminée, « lance un appel angoissé à tous les Basques sincères de quelque secteur politique qu'ils soient (…) pour l'union dans la lutte »[63] et se jette à corps perdu dans la campagne *BAI*[64] destinée à créer un FNV (Front National Basque). « *Batasuna*, unité de tous les patriotes pour obtenir l'objectif de tous les nationalistes : la liberté d'Euskadi. *Askatasuna*, liberté de tous les groupes et organisations patriotiques pour développer leur travail en commun, sans pour cela abandonner leurs propres programmes et théories sur le futur de notre peuple. *Indarra*, force immense que notre peuple opposera, par son front unique, à celle d'oppression et d'occupation. »[65] [201]

Pour ETA, il est clair que plus ce front sera vaste et fort, et plus la lutte contre l'impérialisme sera acharnée, plus les classes populaires[66] prendront conscience de leur force et du caractère intrinsèquement révolutionnaire de leur lutte. La chute du secteur de la bourgeoisie qui n'aura pas rejoint les positions révolutionnaires du peuple durant la lutte de libération nationale sera, l'indépendance acquise, rendue facile. En somme : une fidèle application de la politique frontiste des révolutionnaires du tiers-monde.

Mais le principal destinataire de cet appel, le PNV, n'y répond même pas… Bien qu'encore défendue pendant quelque temps (printemps 1968), la campagne BAI est peu à peu abandonnée par ETA, pointant ainsi l'échec cuisant de sa première tentative sérieuse d'adopter de façon pragmatique la stratégie tiers-mondiste de libération à la réalité du Pays Basque.

---

[61] Mao Tse Toung, « El problema de la independencia y autodecision dentro del frente unico », in *Obras escogidas*, Pekin, 1976, Ed. en lenguas extranjeras, tome II, p. 221.

[62] *Ibidem*.

[63] *Batasuna* (publication d'ETA), 1967.

[64] Bai, qui signifie oui en langue basque, est ici l'abréviation de Batasuna (unité), Askatasuna (liberté) et Indarra (force).

[65] *Zutik* n° 47, octobre 1967.

La seconde tentative, celle de structurer l'organisation suivant les quatre fronts de Truong Chinh[67] va connaître le même sort. Mais cette fois, les conséquences seront beaucoup plus graves pour ETA. En calquant son organigramme sur celui du Viêt-minh, celle-ci va littéralement éclater lorsque ses fronts seront confrontés à la pression des réalités socio-économiques du Pays Basque des années 60, si différentes de celles du Vietnam des années 50. Cet échec sera celui des thèses colonialistes et tiers-mondistes qui avaient permis à ETA, durant près de sept ans, de vivre le mirage d'être l'embryon d'une armée populaire de libération nationale de type tiers-mondiste et l'illusion de posséder une stratégie répondant aux deux tensions traversant la société basque (question nationale et lutte de classes) en les fondant théoriquement en un même mouvement de libération totale.

Pour Truong Chinh, l'existence du Front économique était directement liée à celle d'une armée populaire et à la nécessité de gérer de vastes zones territoriales déjà soustraites à l'occupant. Le Front économique était en quelque sorte le « ministère de l'Économie » de la résistance. Tel n'est évidemment pas le cas en Pays Basque. L'inexistence de zones libérées et le fait que ce soit le Front Militaire qui se charge de pourvoir aux nécessités financières de l'organisation (hold-up) met [202] directement en question l'utilité de ce front en Pays Basque. L'originalité d'ETA sera de le transformer alors en un Front Ouvrier destiné à attirer le prolétariat basque dans le Front National.

Si au départ les militants du Front Ouvrier, comme tous les *etarrak*, sont théoriquement convaincus que la lutte nationale basque est intrinsèquement révolutionnaire, que le renforcement du Front National conduira irrémédiablement le pays au socialisme et que « le nationalisme révolutionnaire basque porte chimiquement unis les composants révolutionnaires progressistes et les qualités nationales »[68], leur pratique va les amener à vivre de plus en plus difficilement le hiatus grandissant entre cette vision globale et stratégique d'ETA et la réalité dans laquelle ils sont insérés.

Au fur et à mesure que le Front Ouvrier prend de l'importance, s'implante et recrute au sein de la classe ouvrière, s'engage et participe aux mobilisations et luttes du

---

[66] Désormais globalement désigné comme Peuple Travailleur Basque.

[67] *El marxismo vietnamita*, México, 1972, Ed. Grijalbo.

[68] *Nacionalismo Revolucionario, op. cit.*, p. 29.

prolétariat[69], ses militants voient de moins en moins en quoi, concrètement, une alliance avec la petite bourgeoisie nationaliste ou la bourgeoisie non monopoliste est en soi révolutionnaire. Au contraire, une position de classe les conduit à souvent s'y affronter.

Cela ne veut pas dire qu'à l'instar du secteur « ouvriériste » qui provoqua la scission de 1966[70], les militants du Front Ouvrier renoncent en quoi que ce soit à leur nationalisme. Ils continuent au contraire à penser qu'une attitude patriotique conséquente, visant l'indépendance du Pays Basque, conduit nécessairement à une alliance de classes au sein d'un Front National. Ce dont ils doutent, c'est que ce Front National soit intrinsèquement révolutionnaire et qu'il conduise *ipso facto* au socialisme. D'où leur proposition de convertir ETA en Parti des Travailleurs Basques destiné à peser de tout son poids pour défendre les intérêts du prolétariat industriel au sein du Front national et tenter d'en devenir l'avant-garde[71]. Face à cela, [203] un autre secteur de l'organisation pense qu'au contraire ETA doit continuer à être une alliance de classes populaires et l'embryon du Front National[72].

Mais le fait que ce même secteur se pose la question de savoir : « Qu'est-ce qu'ETA ? Une organisation qui regroupe et représente les classes populaires basques contre les oligarchies espagnoles françaises et leurs agents ? Ou bien le parti du prolétariat basque pour faire la révolution socialiste en Euskadi ? » et soit convaincu que « ces deux rôles sont incompatibles pour une même organisation »[73] révèle, qu'au-delà des divergences, une même désillusion traverse l'ensemble de l'organisation : la nation basque, même si on en exclut l'oligarchie et la bourgeoisie anti-nationaliste, est loin d'être un peuple-classe.

C'est au contraire un ensemble de classes dont les intérêts divergent. ETA elle-même, sensée être l'avant-garde du peuple, n'apparaît plus que comme un « front de

---

[69] Par exemple celles de janvier et février 1969 pour lesquelles le Front Ouvrier engagera toute l'infrastructure d'ETA.

[70] Il s'agit de la première scission d'ETA. Ce secteur, très minoritaire, préconisait un front de classe au niveau de l'Etat espagnol. Il fut taxé « d'espagnoliste » par la majorité et expulsé d'ETA au cours de la première partie de sa Ve Assemblée. Deux ans plus tard, ses militants fonderont le Mouvement Communiste d'Espagne. Pour une étude détaillée de cette scission, nous renvoyons à Gurutz Jauregui Bereciartu, *Ideologia y estrategia politica de ETA*, Madrid, 1981, Ed. Siglo XXI.

[71] Proposition synthétisée dans le rapport *Nolaz ibili* (pour la Ve Assemblée d'ETA).

[72] Proposition synthétisée dans le rapport *Paten Kutzat* (pour la Ve Assemblée d'ETA).

[73] *Ibidem*.

classes nationalistes dans lequel marchent non seulement des individus mais des groupes sociaux qui n'ont aucun intérêt direct dans le socialisme »[74]. Il n'y a donc plus désormais aucune raison de penser que le combat national basque soit l'ombre d'une révolution socialiste.

Derrière ces interrogations et les nombreux déchirements qu'elles provoquent, c'est finalement toute la dualité des luttes nationale et sociale qui réapparaît… En voulant adapter au plus près de la réalité sa stratégie tiers-mondiste, ETA subira un effet boomerang inattendu : cette réalité va la sommer de se rendre à l'évidence. Le Pays Basque n'est pas plus un pays du tiers-monde qu'un peuple-classe affronté à l'impérialisme qui désignerait sa lutte nationale comme intrinsèquement révolutionnaire. En conséquence de quoi… c'est toute la stratégie adoptée par ETA qui se trouve remise en question. [204]

IV- EUSKADI, LATITUDE 43° NORD ET LONGITUDE 2° OUEST , OU LA FIN DE L'ILLUSION TIERS-MONDISTE

IIIe, IVe et Ve Assemblée : les trois coups marquant les trois actes d'une pièce qu'ETA tenta de jouer dans un décor qui n'était finalement pas fait pour. Ici réside, en quelque sorte, tout son « drame ». S'étant trouvé sur une scène encore plongée dans l'obscurité de la *noche negra* de l'après-guerre, ETA n'a pu distinguer que de façon très approximative les contours du décor. En l'absence d'autres éléments de comparaison, ce qu'elle crut en discerner lui rappela immédiatement celui d'une pièce connaissant alors un fort succès, « Révolution du tiers-monde », qu'elle entreprit de jouer sans plus attendre. Ce n'est que lorsque les feux des mouvements sociaux éclairèrent de nouveau suffisamment que l'équivoque apparut. Force fut alors faite aux acteurs de reconnaître leur méprise. Le Pays Basque n'était ni un pays d'Asie, ni un pays d'Afrique soumis à l'impérialisme colonial. C'était un pays européen, du centre.

Si la synthèse socialisme-nationalisme avait été si facilement expérimentée dans les pays du tiers-monde, c'est que leur situation socio-historique était exceptionnelle. Il

---

[74] *Ibidem*.

s'agissait la plupart du temps de pays en plein changement sociétal à la fois provoqué et perverti par les puissances coloniales qui les opprimaient culturellement et politiquement[75].

Face à cette situation, un même mouvement pouvait donc fort bien et vouloir libérer le pays et vouloir en diriger le changement, et donc être à la fois (et ce sans l'ombre d'une contradiction) nationaliste et socialiste. Nationaliste car luttant contre l'occupant pour retrouver une identité culturelle et établir la souveraineté nationale du pays, et socialiste car se prononçant sans équivoque pour son développement suivant [205] des principes anticapitalistes. La principale dimension sociétale (développement perverti) et la principale dimension historique (dépendance nationale) de ces pays provoquaient le plus souvent une force résultante opposée : une lutte nationale dont le but était l'obtention d'un État à travers lequel « le peuple » pourrait à la fois « jouir de sa souveraineté et diriger le développement du pays suivant ses intérêts »[76].

La situation du Pays Basque était bien différente. Pays hautement industrialisé[77], sa principale dimension sociétale n'est pas, comme dans le cas des pays du tiers-monde, le *changement*, le passage d'un type de société à un autre, « marchant » à la mobilisation nationale autour d'un projet développementiste, mais le *fonctionnement* d'un type de société appelant des conflits de classe pour déterminer qui le dirigera et comment. Contrairement aux bourgeoisies *compradores* corrompues des pays colonisés, la bourgeoisie basque n'est pas un appendice servile de la métropole, mais partie intégrante et dynamique de la société basque et même espagnole. La bien facile focalisation faite par ETA sur la fausse équation oligarchie basque = bourgeoisie

---

[75] Perverti car ce changement n'était effectué que dans l'exacte mesure des intérêts de la métropole. Il n'était pas dirigé en vue d'un développement le plus harmonieux possible du pays, mais à seule fin de répondre aux exigences du pays colonial (extraction de matières premières, monoculture, etc.). Ce qui la plupart du temps revenait à déstructurer un type de société (traditionnelle) sans réellement offrir à la population ainsi dégagée la possibilité de s'intégrer dans un nouveau système social équilibré.

[76] Le fait que, dans la majorité des cas, ces pays se transforment, l'indépendance obtenue, en dictatures n'est pas « un autre problème », mais découle au contraire directement des concepts de « peuple-classe » et de « peuple-Sujet » exaltés tout au long de la lutte de libération nationale. En confondant l'unité nationale (historique) du peuple et son unité sociale et politique, en le mobilisant de façon unitaire autour d'un même projet, en se proclamant être à la fois son guide et son médium, le nouvel Etat interdit toute autonomie à la société civile. « Qui peut (alors) protester contre qui, puisque c'est le peuple qui est au pouvoir ? Le peuple ne peut s'opposer à lui-même puisqu'il est au pouvoir. » (Interview télévisée du Colonel Kadhafi 30 juillet 1980).

[77] En 1970, 83,5 % de la population active basque était salariée, 11,5 % autonome et 5 % patron tandis que 51 % était employée dans le secondaire.

compradore ne doit pas conduire à laisser dans l'ombre l'autre partie de la bourgeoisie basque, la plus nombreuse, celle qui détient et dirige tout un réseau de petites et moyennes entreprises industrielles et de services, souvent les plus prospères, [206] *et dans lesquelles plus de 70 % de la population salariée est employée*[78].

Trompée par l'inactivité politique de cette bourgeoisie[79] et abusée par sa propre thèse colonialiste, ETA a totalement sous-estimé les poids et rôle sociologiques de cette classe sociale. Or, contrairement à ceux qui correspondent aux bourgeoisies des pays du tiers-monde, ceux-ci sont très importants. Cette bourgeoisie représente en effet une bonne partie de la classe dirigeante du système social industriel qui définit centralement (sociologiquement parlant) la collectivité basque. Si (historiquement parlant) cette classe n'est pas politiquement dominante, ce n'en est pas moins elle qui, dans la plupart des cas, dirige et décide de l'organisation, de la hiérarchie et des dimensions du travail.

C'est la position centrale et le poids de cette bourgeoisie que les militants du Front Ouvrier découvrent au fur et à mesure de leur participation aux luttes ouvrières : il n'est plus possible de confondre les situations sociologique et historique du Pays Basque. [207]

Sociologiquement, les Basques ne sont pas un « peuple-classe ». C'est au contraire une collectivité dont la structuration majoritaire autour du type de société industrielle appelle non pas l'union mais la division autour d'un enjeu commun qui est celui du contrôle des orientations de ce type de société. Bien que l'expression du conflit central (qui résulte de l'opposition dialectique de forces sociales autour de cet enjeu)

---

[78] Iberplan, *Situacion y perspectivas del Pais Vasco-navarro y Rioja, op. cit.*, p. 4728. En 1971, la distribution des entreprises industrielles, selon le nombre de personnes employées et par province, était la suivante :

	50 à 100		101 à 250		251 à 500		501 à 1 000		> 1 000	
	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.	nb	pers.
Biscaye	274	26 110	190	29 436	68	24 117	22	14 359	13	44 706
Guipuzcoa	258	18 109	151	23 698	60	19 425	14	9 370	12	24 732
Alava	97	6 864	45	6 573	14	4 322	5	3 830	5	10 119
Navarre	118	8 341	72	10 837	27	9 822	9	6 056	4	5 567
total	747	59 424	458	70 544	169	57 686	50	33 615	34	85 124
% pop.active industrielle	10,78		14,46		11,83		6,89		17,45	

61,15 % de ces entreprises appartenait au secteur sidéro-métallurgique, 10,98 % à la chimie, 10,81 % à la construction, 6,22 % à l'alimentation, et 5,82 % au papier (Source : Chambres de commerce et d'industrie de Biscaye, Guipúzcoa, Alava et Navarre).

[79] Qui demeure opposée au régime franquiste sans toutefois avoir la moindre latitude (et parfois réelle motivation…) pour l'exprimer ouvertement.

soit empêchée ou faussée par la situation historique que traverse alors le Pays basque (absence de démocratie), c'est bien de son existence incontournable que font l'expérience les militants du Front Ouvrier.

Historiquement, la situation du Pays Basque tend à unir et à diviser ses habitants en groupes totalement hétérogènes aux classes sociales. D'une part parce que l'absence de démocratie unit majoritairement les Basques autour de la revendication d'ouverture du système politique. D'autre part parce que l'existence d'une question nationale les partage entre partisans de l'indépendance, de l'autonomie et de l'union[80].

Autrement dit, la situation, tant sociologique qu'historique, du Pays Basque tend à rappeler à ETA la dualité fondamentale entre question nationale et mouvements sociaux, et à la réveiller du long rêve d'une simple fusion des deux. Tous les travailleurs, intéressés par le socialisme, ne sont pas nationalistes, loin s'en faut… Et toute la bourgeoisie, intéressée par le maintien de sa direction des orientations de la société industrielle, n'est pas anti-nationaliste et pro-espagnole, loin s'en faut aussi… [209]

V- LA SCISSION DE 1970 : ETA V ET ETA VI

Une fois éloignée l'illusion du peuple-classe, ETA se retrouve dans une situation délicate. Aspirant à être à la fois socialiste et nationaliste, elle ne peut réellement s'aligner sur un pôle sans s'aliéner une partie de l'autre. C'est donc au problème des priorités et des alliances (et non plus fusion) qu'elle se trouve désormais confrontée. Confrontation à laquelle l'unité de l'organisation ne résistera pas. Déjà lézardée par l'abandon implicite des thèses coloniales, elle éclate, courant 1970, en deux grands blocs.

Le premier, regroupant l'immense majorité des militants, décide de poursuivre l'approfondissement de ses relations avec le socialisme, et plus précisément avec la gauche marxiste. Ses dirigeants convoquent la VIe Assemblée générale de

---

[80] La situation décrite ici est celle qui prévaut jusqu'à la fin des années 60. On va voir dans le chapitre suivant comment les frontières départageant les Basques selon leur sensibilité nationale vont très rapidement changer durant les années 70, le nouveau nationalisme basque devenant dès la fin des années 60 (procès de Burgos) le principal mode d'expression du mouvement d'opposition démocratique en Pays Basque, le nationalisme se muant alors en symbole d'union et non plus de division.

l'organisation pour le mois d'août 1970, afin d'y préciser la nouvelle orientation politique d'ETA, nettement plus marxiste qu'avant. L'ensemble de ceux qui assisteront à cette assemblée, c'est-à-dire la quasi-totalité des militants, prendra le nom d'ETA VI.

Le second, alors tout à fait minoritaire, rassemble ceux qui n'acceptent pas cette évolution et qui ne se résignent pas à inféoder la lutte nationale à la lutte de classe. Il s'agit des plus militaires et de ceux qui n'ont pas encore renoncé aux thèses colonialistes. Dans un « Manifeste national », leurs leaders récusent la VIe Assemblée (qualifiée « d'Assemblée de la fraction marxiste-léniniste espagnole d'ETA »), soulignent que « le seul chemin est la lutte active et organisée pour l'obtention de l'indépendance d'Euskadi », et rappellent de façon péremptoire « qu'il n'y a pas de nuances à apporter : celui qui n'est pas pour le Peuple Basque et sa Résistance est contre eux. Il s'agit de choisir entre Euskadi ou la France ou l'Espagne : pour ou contre ». En attendant de convoquer leur propre assemblée, ils décident de rester fidèles aux directives prises au cours de la Ve Assemblée (d'où leur nom d'ETA V).

1- La dérive d'ETA VI et son éclatement

Pendant plus de deux ans, l'histoire d'ETA VI, extrêmement confuse, est celle de sa progressive désagrégation en plusieurs petits groupes d'extrême gauche. Ceux-ci vont se consacrer, chacun de leur côté, à la défense intransigeante de leur [209] nouvelle idéologie : léninisme, trotskisme, maoïsme, dont l'adoption s'accompagne toujours d'une distanciation ou d'un rejet du nationalisme basque, d'un rapprochement ou d'une fusion avec les organisations espagnoles de même idéologie, et d'un abandon de la lutte armée. Des centaines de militants se muent, en l'espace de quelques mois, en trotskistes convaincus, en marxistes-léninistes de choc, en adeptes enthousiastes du Petit Livre Rouge.

Deux facteurs au moins peuvent rétrospectivement expliquer cette brusque apparition du gauchisme en Pays Basque. D'une part, l'urgence faite aux militants d'ETA VI de combler le vide laissé par le nationalisme et l'activisme armé. Une nouvelle communauté, la classe, est alors érigée en totalité à la place de la nation, tandis que des batailles dialectiques remplacent la guérilla nationale. D'autre part, la très grande influence qu'ont sur ce mouvement les réflexions des militants d'ETA réfugiés à l'étranger. Ceux-ci, tout en continuant de maintenir d'étroites relations avec

« l'intérieur » sous forme de lettres, de rapports et de réunions en Pays Basque français, profiteront en effet de leur exil pour « se former théoriquement ». Or, l'ambiance dans laquelle ils se trouvent plongés, essentiellement à Paris et à Bruxelles, est bien différente de celle que les premiers réfugiés d'ETA ont connue au début des années 60. C'est moins le vieil élan de solidarité anticolonialiste qui les porte que la vague d'expansion du gauchisme des années 70. Ainsi, pourquoi le trotskisme dominera-t-il à ETA VI ? Parce que la majorité des réfugiés qui maintenaient alors les contacts les plus étroits avec l'intérieur auront été séduits et convaincus, à Paris, par la Ligue.

A peine un an après la scission, ETA VI annonce sa rupture définitive avec le nationalisme basque : « Une coupure, une rupture vient de se produire à ETA : la coupure avec l'idéologie nationaliste et avec les manifestations de cette idéologie dans la pratique politique (…) et nous n'employons pas le mot « coupure » par hasard. Une critique de notre pratique antérieure à partir des positions actuelles est qualitativement différente [210] de celle que nous pouvions faire, par exemple en 1967, de la politique menée durant les quatre ou cinq années précédentes. Il s'agissait dans ce cas de nous autocritiquer pour certaines erreurs concrètes, pour des fautes plus ou moins conjoncturelles, pour ne pas avoir appliqué les principes sur lesquels nous nous appuyions. Aujourd'hui, il est impossible de critiquer de telles erreurs sans rejeter l'ensemble de ces principes, sans procéder à une réfutation globale. En un mot : sans réfuter la doctrine traditionnelle d'ETA et sa pratique politique concrète. C'est pour cela que nous disons qu'il ne s'agit pas d'un simple pas de plus dans une évolution ininterrompue, mais bien littéralement d'une coupure : la rupture d'ETA avec la nationalisme. »[81]

Cette coupure sera aussi celle d'avec la lutte armée : à la fin de l'été 1971, l'abandon est définitif. Jusqu'à cette date, la décroissance des actions armées d'ETA VI avait été parallèle à celle de son sentiment national. L'accent est par contre mis sur la solidarité de classe, sur l'internationalisme, sur la Révolution socialiste, et sur la nécessité de créer une « véritable avant-garde prolétarienne ». Commence alors la recherche d'une théorie capable de montrer le chemin, et c'est ici qu'intervient le plus fortement l'influence des réfugiés.

---

[81] In *Zutik* (d'ETA VI) n° 53, septembre 1971, pp. 2-3.

L'éclatement d'ETA VI aura lieu au cours de l'été 1972 à l'occasion de la célébration de la seconde partie de sa VIe Assemblée. La grande majorité des militants (paradoxalement appelés « minoritaires » en raison de leur faible représentation à l'Assemblée) optent pour le trotskisme. Le rapprochement avec la Ligue Communiste Révolutionnaire espagnole est dès lors constant et aboutira à la fusion des deux organisations en novembre 1973[82]. Le reste des militants (les « majoritaires ») sont incapables de se regrouper autour d'une idéologie commune et se dispersent, en octobre 1972, pour rejoindre d'autres organisations (l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, le Parti Communiste Marxiste Léniniste, le Mouvement Communiste Espagnol et le Parti Communiste). [211]

2- ETA V, ou le trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle ETA

En optant pour la solidarité de classe contre la solidarité nationale, ETA VI s'était coupée de sa base sociale. À l'origine de cette méprise, le grand développement, au cours de l'année qui précéda la VIe Assemblée, de son front ouvrier qui lui fit croire que « désormais, la massive base sociale ouvrière et l'étude du socialisme révolutionnaire permettaient de définitivement rompre avec la politique vacillante d'ETA et de la situer du côté du futur historique, de la classe ouvrière et de la Révolution socialiste »[83].

ETA V collera au contraire au plus près de la base sociale primitive d'ETA, c'est-à-dire du mouvement de résistance nationale à la répression franquiste. Pendant qu'ETA VI se perd à la recherche de la pureté prolétarienne et se déchire de discussions théoriques en scissions, ETA V fait sauter les symboles franquistes. Pendant qu'ETA VI parle de Révolution socialiste et de Dictature du prolétariat, ETA V clôt ses communiqués par un tonitruant « Euskadi ou la mort ». Pendant que les militants d'ETA VI s'enferment chaque jour davantage dans des idéologies intransigeantes et difficilement assimilables par la majorité de la population, ETA V se restructure autour

---

[82] Cette décision sera prise au cours de la VIIe Assemblée d'ETA VI célébrée par les « minoritaires » en novembre 1973 (voir le n° 61 de *Zutik*, novembre 1973. Il s'agit là de la dernière publication d'ETA VI en tant qu'organisation. A partir du n° 62, *Zutik* devient l'organe de la direction unifiée d'ETA VI—LCR en Pays Basque).

[83] In *Zutik* n° 52, mai 1971, p. 3.

de trois mots d'ordre directement compréhensibles : liberté nationale, démocratie et socialisme.

Pendant plus d'un an, c'est la référence à la nécessité de mener une lutte armée de libération nationale qui unit la poignée de militants d'ETA V. Cette référence apparaît de façon d'autant plus forte qu'ETA VI abandonne dans le même temps le nationalisme et la lutte armée. Bien qu'extrêmement réduite numériquement, ETA V réalise cependant un gros effort de propagande et quelques coups d'éclat (dont l'enlèvement du consul allemand à Saint-Sébastien en plein procès de Burgos) qui lui permettent d'apparaître comme le continuateur le plus fidèle de « l'ancienne ETA ».

En 1971, l'accent n'est cependant plus uniquement mis sur la libération nationale, et les références au socialisme et à la libération sociale se multiplient. Déjà, au mois d'août, un des signataires du « Manifeste » de 1970, l'ultra nationaliste Juan Jose Etxabe, avait dû quitter l'organisation [212] en raison de sa faible sympathie pour le socialisme. Début 1972, l'enlèvement de l'industriel basque Lorenzo Zabala[84] permet à ETA V de préciser sa position : « Pour nous, tous les patrons sont égaux (…) et qu'ils soient basques ou non ne change rien à l'affaire : tous sont nos exploiteurs. On dit que Zabala est basque. Mais il est aussi un exploiteur, au même titre que n'importe quel patron, indépendamment de sa nationalité. »[85] Le binôme lutte nationale — lutte sociale d'avant la scission est ainsi rétabli et momentanément soudé par la lutte armée. Bien que toujours ultra minoritaires par rapport à ceux d'ETA VI, les militants d'ETA V vont cependant réussir, en incarnant le mieux les principes de « l'ancienne ETA », à attirer vers eux la quasi-totalité de la jeunesse basque ayant décidé, après le procès de Burgos, de militer activement. En l'espace de six mois (premier semestre 1972), un demi-millier de militants entrent à ETA V. L'immense majorité provient de l'organisation de jeunesse du PNV, EGI[86].

---

[84] Principal actionnaire de l'entreprise Precicontrol dont les 183 ouvriers venaient d'être licenciés en raison de la grève qu'ils avaient déclenchée pour protester contre le refus de la direction d'augmenter leur salaire. Deux jours après ces licenciements, ETA V enlevait Lorenzo Zabala. Quinze jours après, les travailleurs étaient réintégrés, l'augmentation des salaires accordée et Zabala libéré.

[85] In *Zutik* n° 63, mai 1972.

[86] Celle-ci s'était restructurée en 1969 et développée dans une ambiance ouvertement favorable à ETA (Procès de Burgos) qui contrastait avec l'inactivité du PNV. En l'espace de trois ans, EGI avait recruté environ 500 militants et disposait de onze permanents clandestins. Courant 1971, l'organisation avait décidé de passer, malgré le désaccord du PNV, à la lutte armée (deux de ses militants trouveront la mort

Il est dès lors difficile de continuer de parler d'ETA V. En effet, la quasi-totalité de ses militants sont nouveaux et s'empressent d'abandonner la stratégie tiers-mondiste (basée sur la vision d'une Euskadi colonie de l'Espagne) qui avait jusqu'à ce jour été celle d'ETA V. Dans la mesure où la totalité des groupes issus d'ETA VI renonceront, quelques mois plus tard, à l'appellation d'ETA pour rejoindre d'autres organisations, c'est semble-t-il à juste titre que l'on peut, à partir de cette date, parler d'une « nouvelle ETA ». [213]

VI- LA NOUVELLE ETA

Apparemment, le processus de constitution de la nouvelle ETA semble être identique à celui de l'ancienne : un secteur de la jeunesse nationaliste, directement lié au PNV, mais déçu par son immobilisme, décide de faire scission et de passer à l'action. La réalité est cependant bien différente car, entre les deux, résident presque quinze ans d'histoire. Une histoire largement remplie, en Pays Basque, par la référence à ETA

Nous avons vu combien de pas cette organisation avait fait faire au nationalisme basque durant ces années-là : rupture avec une définition essentialiste de la nation, adoption de la lutte armée, rapprochement avec le mouvement ouvrier, puis passage au socialisme. Ces pas, les militants de la nouvelle ETA n'ont pas à les refaire : ils n'héritent pas seulement du nom d'ETA mais aussi du chemin parcouru.

1- Une nouvelle approche du binôme lutte nationale-lutte sociale

D'entrée, la nouvelle ETA se définit comme « une organisation socialiste révolutionnaire basque de libération nationale. Socialiste parce qu'elle lutte pour les intérêts spécifiques du prolétariat, c'est-à-dire pour une société basque et sans classe. Notre socialisme doit répondre aux nécessités culturelles, politiques, économiques et sociales du Peuple Travailleur Basque. Nous considérons que celui-ci est composé par tous ceux qui vendent leur force de travail en Euskadi et essayent de s'intégrer à la lutte de libération nationale et sociale (…). De libération nationale, parce qu'elle lutte pour la réunification d'Euskadi Nord et d'Euskadi Sud en un même État socialiste basque sans

---

en manipulant une bombe), et s'était très nettement rapproché des idées socialistes. Début 1972, elle rompt ses liens organiques avec le PNV pour, quelques mois plus tard, passer en bloc à ETA V à

classes et indépendant des États français et espagnol. En d'autres mots parce que nous luttons contre l'appareil d'occupation d'Euskadi »[87].

En identifiant aussi clairement sa lutte avec les « intérêts spécifiques du prolétariat basque », ETA renonce de fait à la vision du peuple basque comme peuple-classe combattant l'impérialisme espagnol. Pour peu qu'il s'oppose à la « libération totale » du « peuple travailleur basque », l'adversaire est désormais aussi basque. [214]

Ceci paraît par exemple bien dans le compte rendu de l'enlèvement, évoqué plus haut, de Lorenzo Zabala en février 1972 : « Cette action militaire suppose un changement radical dans l'orientation politique d'ETA. Avec elle, l'organisation confirme sa politique d'élimination des influences petites-bourgeoises et de rapprochement avec la classe ouvrière. En conformité avec ses thèses du nationalisme révolutionnaire, selon lesquelles il faut passer par l'union entre les différentes classes laborieuses (…), ETA propose l'union patriotique et socialiste la plus large possible pour libérer notre peuple, tout en réaffirmant ici sa position de classe. Consciente de cela, la répression vient d'essayer de nous séparer de vastes secteurs patriotiques de notre peuple en soulignant dans sa propagande le caractère basquiste de Zabala. Mais, justement, Zabala fut séquestré entre autres choses pour son basquisme. En tant que Basque, nous n'avons en réalité rien contre lui. Mais en tant qu'exploitant basquisant son rôle est doublement néfaste : d'un côté il exploite les travailleurs, de l'autre il discrédite par sa personne le nationalisme. Avec cette action, nous voulons souligner que l'alliance du prolétariat basque avec les autres classes populaires basques proposée par ETA en vue de la libération nationale se base sur l'acceptation par ces dernières des intérêts du prolétariat et sur l'acceptation de la direction politique de cette lutte par la classe ouvrière. »[88]

Deux ans plus tard, le compte rendu d'une autre action militaire, celle de l'incendie, en juin 1974, de la maison d'un autre industriel basque et « basquisant », Francisco Arozama[89], renouvelle, bien que de façon plus anecdotique, la

---

l'occasion de l'*Aberri Eguna*.

[87] In *Zutik* n° 63, mai 1972.

[88] Editorial de *Hautsi* n° 3, avril 1973, p. 20.

[89] Principal actionnaire de l'entreprise Emua dont les 240 ouvriers étaient en grève et 11 d'entre eux déjà licenciés à la suite de cette action revendicatrice. Quatre jours après l'action d'ETA, les 11 travailleurs étaient réintégrés et les revendications ouvrières accordées.

démonstration : « (…) on lui dit alors de se tenir tranquille, que nous allions brûler sa maison en réponse à sa position de fasciste et d'exploiteur envers les travailleurs de son entreprise. Il nous répondit en *euskera* que lui aussi était *Euskaldun alde* (du côté des Basques)… On lui répondit, toujours en *euskera*, qu'il y avait des Basques exploités et des Basques exploiteurs et que nous étions, nous, du côté des premiers… »[90] [215]

En n'hésitant pas à s'affronter ainsi ouvertement à une classe « basquisante » (la bourgeoisie autonomiste socialement la plus conservatrice), ETA supprimait le principal motif de dissension qui avait jusque-là déchiré l'organisation et provoqué les scissions de 1967 et 1970 : union nationale ou union de classe ? Désormais ETA luttait pour l'union de toutes les classes populaires (composantes du Peuple Travailleur Basque) sous la direction de la classe ouvrière pour instaurer un État socialiste basque. Tous ceux, basques ou pas, qui s'opposaient à cette dynamique étaient ses adversaires.

Au fur et à mesure que cette vision se précise, la stratégie d'ETA devient plus cohérente : une stratégie dans la plus pure tradition léniniste. D'un côté il s'agit de provoquer et d'appuyer par tous les moyens l'union du Peuple Travailleur Basque autour de sa classe ouvrière, de l'autre d'organiser cette classe et de préparer son avant-garde à la direction de l'insurrection révolutionnaire :

- « La classe ouvrière manque d'organisation, d'organisation et d'organisation (…). Un organisme dans chaque usine, atelier ou bureau, une coordination au niveau des zones, une structure provinciale, et une organisation de masse pour toute la classe ouvrière d'Euskadi : telle est notre conception. »[91]

- « Une telle unité sera révolutionnaire (et pas simplement syndicale) si elle a pour objectif de transformer la lutte économique des travailleurs basques en lutte politique et celle-ci en insurrection armée. C'est seulement en combattant depuis une telle perspective que nous nous placerons sur la voie correcte pour en terminer avec toutes les oppressions et résoudre définitivement notre problématique de classe ouvrière basque. »[92]

---

[90] « Tolosa : un mes de lucha aldrededor de Emua », in *Langile* (organe du Front Ouvrier d'ETA) n° 1, juillet 1974, p. 13.

[91] « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », in *Langile* n° 1, juillet 1974, p. 3.

[92] « Balance : cinco meses de lucha obrera en Euskadi », in *Langile* n° 1, p. 7.

La mise en place de cette stratégie globale posera de nombreux problèmes à ETA, mais le plus important fut certainement celui de l'articulation entre mouvement de masse et action de l'avant-garde : comment gérer le désir d'être à la fois « l'avant-garde armée du peuple travailleur basque » et son organisme de masse ? [216]

Une réponse théorique, appuyée par quelques actions armées dites « pédagogiques » est apportée pendant plus de deux ans. « S'appuyer, se baser, et se fondre dans les masses d'un côté, aborder et assumer positivement les questions dérivées de la lutte armée : ces deux tâches constituent les points de référence de toute stratégie authentiquement révolutionnaire (…). Les fondre en un ensemble unique fut et sera toujours un sérieux problème pour les révolutionnaires. La mauvaise compréhension de la nature du processus révolutionnaire et la constante interrelation dialectique entre action de masse et lutte armée a engendré deux tendances gravement néfastes : l'ouvriérisme et le militarisme. Dans les deux cas, l'erreur a une même origine : la priorité exclusive donnée à l'une des deux formes de lutte (…). Opposer action de masse à lutte armée constitue une grave erreur. D'abord parce que l'action de masse a des limites : celles que la violence répressive lui impose. Ensuite parce que l'apport des masses au processus révolutionnaire ne se limite pas à ses formes classiques d'action, parce que l'activité populaire d'appui et de collaboration avec le noyau politico-militaire, indispensable pour ce dernier, est aussi une action de masse. »[oo]

Cependant, en juillet 1974, soit après plus de trois ans de pratique, le problème ne semble toujours pas résolu pour ETA : « La liquidation du mouvement ouvrier basque (par la répression) au cours des années 1967 et 1968 (dont nous sommes en train de payer les conséquences) est le résultat de la tactique suicidaire utilisée par ceux qui contrôlaient alors les organisations de masse de notre classe ouvrière (Commissions Ouvrières). Nous devons adapter nos méthodes d'organisation et de lutte aux conditions que nous impose l'État oppresseur : proposer une structuration ouverte et non clandestine face au fascisme est une très grave erreur. Seul un appareil clandestin

---

[oo] In *Zutik* n° 64, mai 1974. L'enlèvement, en janvier 1973, de l'industriel Felipe Huarte a représenté pour ETA une de ces « actions pédagogiques » : après plus d'un mois de grève pour protester contre le blocage de leur salaire, les 140 ouvriers de l'entreprise Torfinasa venaient d'être licenciés et les leaders du mouvement emprisonnés lorsqu'un commando d'ETA enleva le propriétaire de l'entreprise, Felipe Huarte. Le lendemain, les ouvriers étaient réintégrés, les leaders libérés et l'augmentation accordée (voir le compte rendu de cet enlèvement dans *Hautsi* n° 3, avril 1973, où l'on peut lire p. 52 : « L'action d'ETA ne se substitue pas aux méthodes classiques de lutte ouvrière, mais tend au contraire à les appuyer et à les

permettra de doter le mouvement ouvrier d'organisations de masse stables et permanentes. [217] Mais une telle structure a aussi ses limites : le problème de la garantie d'un contact réel entre avant-garde et masses est la première d'entre elles. Comment regrouper tous les ouvriers combatifs sans perdre en cela la clandestinité ? Comment gagner la confiance et l'appui des masses si celles-ci ne peuvent nous connaître qu'indirectement (par l'intermédiaire de la propagande)? »[93] Ces questions, posées dans un climat de répression sans précédent, et au moment où le Front Militaire de l'organisation prenait une importance primordiale, allaient de nouveau déchirer ETA durant l'été 1974 (voir plus loin).

2- La recrudescence de la lutte armée

En continuité avec ETA V, la nouvelle ETA considéra dès le départ la lutte armée comme un des éléments essentiels de sa stratégie globale. Cependant, ce type de lutte n'est désormais plus pensé comme le moteur de la spirale action-répression-action définie au cours de la Ve Assemblée (1967).

C'est à l'occasion de l'enlèvement de Lorenzo Zabala, début 1972, que la rupture avec le passé est annoncée et le nouveau rôle de la lutte armée précisé : « Désormais, les actions militaires à mener, mises à part celles que le maintien et l'autodéfense de l'organisation nécessitent (…), seront toutes d'appui au mouvement ouvrier. Les objectifs sont de favoriser, de protéger, et d'appuyer l'organisation de la classe ouvrière et du peuple pour que celui-ci, dirigé par celle-là, puisse mener à bien sa lutte de libération nationale et sociale. Dans le même temps, l'activité révolutionnaire s'efforcera de diviser et d'isoler les classes exploiteuses en tentant de radicaliser leurs contradictions internes (…). Ceci n'est pas du terrorisme car nos attaques ne sont pas portées de façon indiscriminée, mais visent toutes des personnes bien définies : celles qui se distinguent par leur appartenance à une classe oppressive ou à l'appareil répressif. »[94]

Dès la fin de l'été 1972, l'appareil militaire de la nouvelle ETA se sent suffisamment fort pour mener une campagne d'attentats [218] et d'actions armées sans

---

compléter. C'est-à-dire là où les ouvriers ne peuvent arriver, leur avant-garde armée parvient. »).

[93] « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », in *Langile* n° 1, juillet 1974, p. 4.

[94] Editorial de *Hautsi* n° 3, avril 1973, p. 23.

précédent. Dans son compte rendu de cette campagne, ETA distingue : les « actions d'appui à la classe ouvrière » (enlèvement d'industriels, attentats contre les bureaux du syndicat vertical, etc.), les « attaques contre les forces répressives et contre les élites collaborationnistes » (attentats contre les commissariats, les casernes de la Guardia Civile, les biens des mouchards, les journaux et radios du Mouvement), les « attentats contre les monuments fascistes », les « réquisitions aux entités bancaires pour le maintien logistique de l'organisation (hold-up) », les « actions de conscientisation du peuple travailleur basque sur ses possibilités révolutionnaires » : lectures de communiqués dans des lieux publics, et enfin les « attentats contre des centres de distraction de l'oligarchie »[95].

Chaque fois, l'organisation s'efforce d'expliquer par de longs communiqués la raison des actions menées, dans le but de « lier le plus étroitement possible lutte de masse et lutte armée », et afin de « radicaliser chaque fois davantage celle-là par le détonateur irremplaçable que constitue celle-ci »[96].

Malgré l'arrestation de près de soixante-dix de ses militants en septembre 1972, et la mort de huit autres (dont celle, le 10 avril 1973, d'Eustaquio Mendizabal, responsable du Front Militaire), ETA développe durant toute l'année suivante (1973) une activité croissante : plus d'une centaine d'interventions armées et d'attentats dont le plus retentissant fut certainement celui qui, le 20 décembre, coûta la vie au tout nouveau président du gouvernement espagnol et successeur désigné du Général Franco, l'Amiral Carrero Blanco.

3- Nouvelles contradictions

Bien qu'en un premier temps, l'activité armée d'ETA permette de souder les militants autour d'une même pratique, son essor va bien vite [219] susciter parmi eux une interrogation mettant directement en cause la stratégie globale adoptée en 1972 : comment une organisation armée dont les militants sont pourchassés et soumis à une répression sans précédent peut-elle réellement développer une action de masse ?

---

[95] « Acciones militares de ETA en 1972 », in *Hautsi* n° 3, avril 1973, pp. 24-25.

[96] In *Zutik* n° 64, mai 1974.

Les premières critiques émanent du Front Militaire[97]. Pour lui, le Front Ouvrier, plus particulièrement chargé du « travail de masse », s'est montré « incapable d'élaborer une politique cohérente et dynamique afin de capitaliser pour le mouvement ouvrier les actions du Front Militaire ». L'absence de retombées politiques après l'action Huarte est citée en exemple. Inversement, les militants du Front Ouvrier sont accusés, « en voulant en faire trop, de faire courir des risques inconsidérés à l'ensemble de l'organisation ».

Mais les critiques les plus dures seront portées par le Front Ouvrier, au fur et à mesure de son développement. L'accent est d'abord mis sur la « militarisation » de l'organisation qui empêche les militants de s'immerger dans le mouvement ouvrier. La répression, chaque jour plus forte, et les actions du Front Militaire, chaque fois plus audacieuses, obligent l'ensemble des *etarrak*, qu'ils soient « militaires » ou pas, à prendre des mesures de sécurité draconiennes. Ces dernières interdisent de fait aux militants du Front Ouvrier d'intervenir ouvertement durant les conflits et les réunions des comités d'entreprise. On arrive ainsi au paradoxe de voir ceux qui étaient théoriquement chargés « d'encadrer les masses », se couper de ces mêmes masses en raison de la nature fondamentalement militaire de l'organisation.

Les critiques deviendront encore plus vives lorsque, après l'attentat contre Carrero Blanco, et en regard de ce qui vient de se passer au Portugal et se passe en Grèce (chute des dictatures), le régime franquiste paraît condamné, comme son *Caudillo*, à une mort imminente. Dans la perspective d'une prochaine démocratisation, le Front Ouvrier pense qu'il « est urgent d'impulser un autre type d'organisation, plus ouvert et plus ample qui permette aux ouvriers basques de mener une lutte patriotique et de classe sans s'exposer à la répression féroce dont sont victimes les militants d'ETA »[98]. [220]

---

[97] Bien qu'ayant totalement abandonné la stratégie tiers-mondiste qui l'avait produite, la nouvelle ETA avait adopté l'ancienne structuration en Fronts. Cependant, « tout le monde faisant de la politique », le Front Politique avait été supprimé, tandis que le Front culturel, malgré sa réorganisation début 1972, était toujours resté marginal. Au cours de l'automne 1972, il sera intégré au Front Ouvrier. A partir de là, l'organisation sera donc structurée autour de deux grands pôles : le Front Ouvrier et le Front Militaire.

[98] *Carta del Frente Obrero al Biltzar Tipia*, juillet 1974.

VII- LES SCISSIONS DE 1974 : LAIA, ETA MILITAIRE ET ETA POLITICO-MILITAIRE

L'unité d'ETA ne résistera pas longtemps à ces critiques : en l'espace de six mois, deux scissions allaient la fractionner en trois. Mais pour la première fois de son histoire, il ne faut pas chercher l'origine de ces scissions dans la gestion de l'articulation entre la lutte nationale et les luttes sociales : les trois nouvelles organisations issues d'ETA partagent les mêmes convictions politiques et luttent pour un même but : la « libération totale (nationale et sociale) du Peuple Travailleur Basque ».

1- La scission du Front Ouvrier : LAIA

Durant l'été 1974, la grande majorité des militants du Front Ouvrier quitte ETA pour fonder immédiatement après le Parti des Travailleurs Patriotes Révolutionnaire LAIA (Langile Abertzale Iraultzaleen Alderdia). Quelques mois plus tard, ils expliquent ainsi leur scission : « Si nous avons choisi de nous structurer hors d'ETA en rejetant les sigles pour lesquels nous avions lutté, ce n'est ni par caprice (…), ni pour des raisons personnelles ou sentimentales (…). La raison qui nous y a poussés fut l'impossibilité de transformer ETA en un appareil capable de développer une politique révolutionnaire qui réponde aux intérêts de la classe ouvrière basque. Nous avons lutté pour renforcer le mouvement ouvrier patriotique basque, seul moyen de parvenir au but que nous nous sommes fixé. L'impossibilité d'y arriver au sein d'ETA, c'est-à-dire l'impossibilité de rompre avec un activisme éloigné des masses et qui nous paralysait, fut à l'origine de notre rupture avec ETA. »[99]

Au cours de sa Première Assemblée constitutive, célébrée en octobre 1974, LAIA se présente comme « une organisation de classe au service du prolétariat d'Euskadi » et déclare entendre « œuvrer par tous les moyens à l'organisation dynamique de la classe ouvrière basque en vue de l'instauration d'une République Populaire d'Euskadi et la création d'un nouvel État au service de la classe ouvrière et des classes populaires (dictature du prolétariat) »[100]. Dans l'immédiat, LAIA crée des Commissions Ouvrières [221] Patriotiques dans chaque usine où il est implanté. Ces

[99] Editorial de *Sugarra*, organe de LAIA , n° 1, février 1975, p. 2.

Commissions se fondent quelques mois plus tard dans le syndicat révolutionnaire LAB. A la sortie du franquisme, LAIA rejoindra la coalition rupturiste Herri Batasuna (voir plus loin).

La quasi-totalité des membres du Front Ouvrier partie, c'est le problème de la structuration même d'ETA en Fronts, et celui de son mode d'articulation avec les mobilisations de masse qui se trouve posé. Les réponses divergentes à ces questions partageront, durant le mois d'octobre 1974, ETA en deux nouvelles organisations qui ne renoncent cependant ni à la libération nationale ni au socialisme, ni au nom d'ETA et ni à la lutte armée : ETA militaire et ETA politico-militaire.

2- ETA militaire

Une minorité des militants restant à ETA après la scission de LAIA pensent que, finalement, l'analyse de ce dernier est juste : une même organisation ne peut à la fois mener un travail de masse et une lutte armée clandestine. Il faut tactiquement séparer les deux sous peine d'une paralysie mutuelle. Ces militants décident alors de s'organiser en une structure exclusivement militaire et totalement autonome (ETA militaire).

Dans un « Manifeste d'ETA » publié en novembre 1974, ils expliquent ainsi leur décision : « (Notre stratégie) ne nous a pas conduits à une situation de guerre populaire de libération mais, conjointement à la lutte du reste des peuples de l'Etat espagnol, aux portes d'un processus (de transformation) démocratique bourgeois (…). Euskadi est un pays industrialisé et, bien que l'on traverse aujourd'hui une crise économique aiguë au niveau de l'État, il semble peu probable que l'on ait quelque chance de succès en s'auto marginalisant du système démocratique qui semble se dessiner. Autrement dit, il importe de participer aux diverses institutions démocratiques : partis politiques, syndicats, etc. (…) et dans ce cas, développer une lutte armée au sein d'une même organisation ne peut constituer qu'un obstacle à la mise en place de larges et stables organisations capables de mobiliser les masses et de mettre en œuvre un programme politique dans la légalité démocratique (…). À cet effet, ETA se sépare volontairement de l'appareil de masse de l'organisation pour, tactiquement, limiter ses fonctions au développement de la lutte armée et à l'explication de ses positions politiques [222] selon

[100] « Nuestros objectivos estratégicos », in *Sugarra* n° 2, janvier 1976, pp. 4-5.

les exigences du moment. Cela dans le double but : d'une part de soustraire ledit appareil de masse aux effets de la répression, lui permettant ainsi de se développer et de se renforcer et lui laissant une plus grande liberté de manœuvre quant à l'élaboration de compromis politiques, et d'autre part de se sentir libre de tout engagement afin de garantir la réalisation des objectifs finaux qu'a jusqu'alors défendus ETA, c'est-à-dire la constitution d'un État socialiste Basque. »[101]

Dès lors, toute l'activité d'ETA militaire sera déployée dans le but de « forcer par tous les moyens, le Gouvernement espagnol à opérer une rupture démocratique qui lui permette de discuter ouvertement et sans *a priori*, des cinq points KAS avec l'ensemble des forces patriotiques basques, y compris ETA »[102]. [223]

3- ETA politico-militaire

À l'inverse d'ETA militaire, et tant que le passage à la démocratie ne sera pas irréversible, la majorité des *etarrak* pensent qu'il demeure indispensable de lier organiquement les activités politiques à la lutte armée par une même structure politico-militaire (d'où leur nom d'ETA politico-militaire).

À l'origine de cette décision, la crainte de voir tomber ETA, dès lors qu'elle décide de se consacrer uniquement à la lutte armée, dans « un activisme élitiste qui ne

---

[101] « Estrategia de ETA », in *Eta-ren agiria,* novembre 1974, pp. 24-25.

[102] La KAS (Coordination Patriotique Socialiste), mise sur pied au lendemain de la mort du dictateur, regroupe l'ensemble des forces indépendantistes et socialistes basques jusqu'aux élections de juin 1977. A partir de cette date, et jusqu'à nos jours, elle ne rassemblera plus que ceux qui considèrent qu'aucune rupture démocratique n'a eu lieu en Pays Basque. Les cinq points KAS sont les suivants :

1) Amnistie pour tous les prisonniers politiques basques.

2) Liberté démocratique permettant la légalisation de tous les partis politiques indépendantistes sans que ceux-ci soient obligés de changer leurs statuts.

3) Expulsion d'Euskadi de la Guardia Civile, de la Police, de l'Armée et du corps Général de la Police.

4) Amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires et spécialement pour la classe ouvrière.

5) Statut d'autonomie dans les conditions suivantes :

- extension simultanée de ce statut aux quatre provinces basques,
- reconnaissance de la souveraineté nationale d'Euskadi,
- droit à l'autodétermination incluant le droit à la création d'un Etat propre et indépendant,
- reconnaissance des liens nationaux existants entre Euskadi Sud et Euskadi Nord,
- les forces de défense du citoyen qui remplaceront des forces répressives actuelles seront créées et uniquement contrôlées par le Gouvernement basque,
- les forces armées postées en Euskadi seront sous le contrôle du Gouvernement basque,
- le peuple basque sera doté des pouvoirs suffisant pour pouvoir opter à chaque moment pour les structures économiques, sociales et politiques qu'il considérera les plus pertinentes pour assurer son progrès et son bien-être,
- l'*euskera* sera langue officielle et prioritaire en Euskadi.

corresponde pas à la réalité du Peuple » : « Si nous coupons toute coordination entre l'activité militaire et le travail de conscientisation et d'organisation des masses, nous courons le grave risque de ne plus comprendre les besoins de ces masses, et de mener des types d'actions (armées) que ces mêmes masses ne sont pas prêtes à accepter ou n'appuient pas (…). Nous courons aussi le grave danger de mener une activité militaire complètement déconnectée du travail des organisations de masse et donc de porter préjudice à ce travail avec quelques actions militaires inconsidérées. Par exemple, en exerçant des actions à contretemps d'une lutte concrète de masse, nous pouvons faire avorter son développement (…). »[103]

Afin d'éviter ces dangers, et « l'histoire s'étant chargée de démontrer que le principe des fronts séparés n'était pas viable, ETA décide d'adopter une nouvelle structuration de type unitaire et politico-militaire » : « La solution consiste à laisser l'indépendance d'action aux anciens fronts, mais avec un même responsable politico-militaire au niveau des zones de manière à coordonner le mieux possible les deux tâches de l'organisation. De cette façon, n'importe quelle action menée dans n'importe quel terrain de lutte prendra toujours en compte, au niveau de la zone, le contexte, c'est-à-dire l'incidence favorable ou pas qu'elle pourrait avoir sur le développement d'autres terrains de lutte dans la même zone. Ainsi, avant de programmer une action militaire dans sa zone, le responsable politico-militaire devra d'abord étudier l'ensemble des différents secteurs de lutte que l'organisation maintient dans cette zone afin de prévoir si les conséquences de cette action [224] agiront de façon positive ou négative sur le déroulement de la lutte dans ces différents secteurs. »[104] Il s'agit pour les politico-militaires « d'éviter l'autonomisation de la lutte armée », et « l'apparition d'une logique armée indépendante des aspirations populaires »[105].

Mais ETA politico-militaire paiera très cher ce désir de ne pas voir la lutte armée se couper des mobilisations populaires. Début 1975, elle crée en effet des organismes

---

[103] « La separacion tactica grupo militar-organismo de masas o el peligro de caer en un activismo elitista que no se responde a la realidad del pueblo », in *Kemen* (bulletin interne d'ETA politico-militaire) n° 5, avril 1975, colonne 31.

[104] « Necesidad de una estructura para ETA y adopcion de una nueva estructura de la organizacion politico-militar », in *Kemen* n° 5, avril 1975, colonnes 9-11.

[105] « Las implicaciones politicas de la lucha armada de ETA », in *Kemen* n° 5, *op. cit.*, s. p.

destinés à encadrer celles-ci : le syndicat révolutionnaire LAB[106], l'organisation de jeunesse IAM[107], le mouvement populaire urbain Hauzo Batzarrak[108] et le mouvement culturel EKT[109]. Chaque fois, les militants politico-militaires y jouent un rôle prépondérant. Même s'ils ne font pas, la plupart du temps, partie des commandos militaires et n'ont donc rien à se reprocher en dehors de leur travail d'agitation et d'organisation, il est aisé à la police, grâce aux infiltrations et aux mouchards, de remonter jusqu'à leur responsable politico-militaire et, tenant ce dernier, de démanteler l'ensemble de l'appareil de zone. Ainsi, durant l'été 1975, plusieurs dizaines de politico-militaires, appartenant à différentes zones du territoire basque, sont arrêtés ou tués par la police.

Courant 1976, il apparaît désormais aux yeux de tous que le rétablissement de la démocratie en Espagne ne saurait tarder. Pour les politico-militaires aussi, « la situation a radicalement changé » : « Si, en novembre 1974, nous affirmions la nécessité d'une organisation politico-militaire et d'une structure politico-militaire, c'était parce que nous considérions que, dans les conditions qui étaient alors celles d'un régime fasciste dans lequel toutes les luttes populaires étaient clandestines, elles étaient la forme la plus correcte de garantir la coordination lutte armée-lutte de masses. Mais aujourd'hui, bien que le fascisme se maintienne, les conditions politiques ont changé. »[110] [225]

Une idée commence alors de cheminer parmi eux : celle de créer un parti politique révolutionnaire basque, capable de s'intégrer au jeu démocratique, afin de capitaliser les vingt ans de nationalisme révolutionnaire d'ETA. Durant l'été, un vaste débat a lieu parmi les militants. Plusieurs rapports circulent. Dans celui de la direction de l'organisation on peut lire : « Il est nécessaire de se poser la question centrale : ETA peut-elle aujourd'hui exercer la direction politique du mouvement de la gauche patriotique ? Et celle qui l'accompagne : le mouvement de la gauche patriotique peut-il être une force hégémonique dans l'ensemble des forces patriotiques basque sans une

---

[106] Langile Abertzale Batzordea : Syndicat des Travailleurs Patriotiques.

[107] Ikasle Abertzaleen Mugimendua : Mouvement des Etudiants Patriotiques.

[108] Hauzo Batzarrak : Comités de Quartier.

[109] Euskal Kultur Taldeak : Groupes de Culture Basque.

[110] *El partido de los trabajadores vascos : una necessidad urgente en la conjonctura actual*, Juillet 1976, p. 6.

ferme direction politique ? Dans les deux cas la réponse est non (…). Il est donc nécessaire de procéder à la reconversion politique d'ETA ou, plutôt, à la reconversion de l'organisation de la lutte politique qu'ETA a jusqu'ici portée. Dans ce sens, notre proposition est la suivante : l'unique solution viable dans la situation actuelle est la séparation organique entre la lutte politique et la lutte armée. Concrètement, nous proposons la création d'un Parti d'avant-garde de la classe ouvrière et de tout le Peuple Basque, de caractère indépendantiste, et l'incorporation en son sein de toute l'activité de masse qu'ETA a jusqu'ici portée (…). Nous affirmons donc que l'organisation qui doit, dans la phase de démocratie bourgeoise dont nous approchons, exercer la direction politique du processus révolutionnaire basque doit être une organisation exclusivement politique, doit être un parti qui ne pratique pas la lutte armée. »[111] Finalement, une Assemblée Générale d'ETA politico-militaire, la VIIe, est convoquée pour le mois de septembre[112].

Le dédoublement de l'organisation y est majoritairement voté. Dans un *Manifeste à tout le Peuple Basque*, ETA politico-militaire, explique ainsi sa décision : « Au cours de la nouvelle phase de la Révolution basque qui s'ouvre aujourd'hui, étant donné les nouvelles conditions dans lesquelles va désormais se dérouler la lutte des masses populaires, enfin, tenant compte de l'impérieuse nécessité d'une direction politique ferme au sein de la gauche patriotique et de l'ensemble du peuple travailleur basque, force nous est de reconnaître qu'il est impossible de mener à bien cette direction politique à partir d'une organisation utilisant simultanément la lutte des masses et la lutte des armes. [226] ETA se voit donc contraint de disjoindre ces deux activités et de confier chacune d'elles à deux structures organiquement différentes. Par conséquent, ETA a décidé de promouvoir, en collaboration avec d'autres secteurs de la gauche patriotique, la création d'un instrument politique, d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière basque, capable d'en assumer la direction politique. »[113]

---

[111] *Ibidem*, pp. 5-6 et p. 8.

[112] La VIe Assemblée générale d'ETA (issue d'ETA V et encore unie) avait eu lieu en août 1973. Aucune nouveauté n'y avait été décidé par rapport à la stratégie définie en 1972.

[113] *Euskal Herri guztiari ETA-ren VII-garren Biltzar Nagusiaren agiria*, Septembre 1976, s. p.

Une grande partie des politico-militaires quittent alors ETA pour former le Parti pour la Révolution Basque EIA (*Euskal Iraultzarako Alderdia*)[114].

« ETA continue cependant d'exister en tant qu'organisation révolutionnaire à laquelle reste fixé comme objectif la lutte armée. »[115] Une minorité de l'organisation, pensant que le moment était venu de transformer ETA politico-militaire en une organisation purement militaire de « professionnels », expulse alors tous ceux, dont la direction, qui ne sont pas d'accord avec eux. Il s'agit des *Komando Bereziak* les commandos spéciaux de l'organisation jusqu'alors chargés d'accomplir les actions de haute technicité. Après quelques mois de fonctionnement autonome, ils rejoindront finalement tous ETA militaire.

Le reste de l'organisation, fidèle aux principes politico-militaires, définit alors les principales tâches de la lutte armée : « Répondre aux attaques de l'ennemi, en ayant soin de laisser le temps aux masses populaires pour qu'elles se manifestent avec antériorité et plénitude. Appuyer les revendications assumées et suffisamment exprimées par le peuple dans ses luttes. Créer un état psychologique de façon à ce que le peuple se sente protégé et appuyé dans ses luttes, et l'ennemi en danger permanent. Garantir le maintien et la consolidation des conquêtes populaires face aux méthodes déstabilisatrices de l'oligarchie. Dissuader, montrer et rappeler à l'ennemi l'existence d'une force militaire. Attaquer le système capitaliste en vue de sa déstabilisation, à partir de la perspective de la stratégie de la Révolution Socialiste Basque. [227] Enfin, procéder à des actions d'approvisionnement et d'information, tant pour la propre organisation que pour les luttes populaires. »[116]

Attentive aux remarques du parti qu'elle a créé (EIA), ETA politico-militaire déclare unilatéralement, en janvier 1981, une trêve indéfinie. Cependant, une partie de l'organisation « vu les changements dans la situation politique (virage à droite, reculs démocratiques et autonomiques) qui ont empêché de fait la matérialisation de la

---

[114] Immédiatement après, EIA encourage la formation, puis anime une coalition de la gauche patriotique, Euskadiko Ezkerra, dans le but de participer aux premières élections libres de l'après franquisme (juin 1977). Plus tard, en octobre 1981, EIA se dissoudra pour fusionner avec différentes forces de la gauche basque, dont le secteur majoritaire du Parti Communiste d'Euskadi, et pour ériger Euskadiko Ezkerra en parti (voir plus loin).

[115] *Euskal Herri guztiari..., op. cit.*, s.p.

[116] « Nuestra concepcion sobre la funcion de la lucha armada », in *Hautsi* n° 15, juillet 1977, p. 40.

dynamique de négociation appuyée par le cessez-le-feu »[117], décide, un an plus tard (janvier 1982), de rompre la trêve et célèbre une VIIIe Assemblée Générale. Peu de temps après, ceux qui n'ont pas accepté les résolutions de cette assemblée abandonnent définitivement la lutte armée. [228]

[117] *Manifeste de la VIIIe Assemblée générale d'ETA au peuple basque*, février 1982, p. 3.

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE III

LA FABRICATION DES REBELLES (1960-1977)

Si l'audience et la popularité d'ETA deviennent aussi fortes au moment même (1970-1971) où son organisation est en pleine crise, c'est que ses dimensions dépassent de beaucoup sa propre existence organisationnelle. ETA n'est en effet que la partie visible d'un iceberg que le gel et le froid du franquisme n'ont cessé de former tout au long de ces trente ans (1940-1970). Un iceberg d'opposition et de protestation sourde face à la répression de la dictature. Plus le froid de celle-ci se faisait mordant, et plus celui-là devenait solide.

En imposant une répression aveugle et généralisée au sein des provinces basques, le pouvoir soudait ses habitants en un même bloc d'opposition. En discriminant ces mêmes provinces en regard des autres provinces espagnoles, le franquisme faisait parler cette répression : le langage de la différence. Une différence qui n'avait plus besoin d'être cherchée dans la pureté de la race, la langue, dans ces traits différenciateurs derrière lesquels les premiers nationalistes, obsédés par leur vision essentialiste et empirique de la nation, avaient tellement couru. La différence était quotidienne, transcendante, stigmate de cette loi d'exception et de répression permanente que le franquisme imprimait partout en Pays Basque. Dans les rues, les lieux publics, les centres de travail et d'apprentissage, et jusque sur le corps des torturés, elle marquait chaque jour en lettres de sang sa vérité qui allait devenir historique : tu souffres parce que tu habites ici, tu souffres parce que tu es basque. [229]

Sans le savoir, le franquisme était ainsi en train de créer les conditions d'apparition d'un nationalisme totalement inédit. Le dégagement de celui-ci fut d'abord lent, puis s'accéléra durant les années 60, pour devenir évident aux yeux de tous à partir du début des années 70. *En permettant à tous les habitants du Pays basque de pouvoir se penser symboliquement Un face à la loi spécifique qui leur était infligée et qui les désignait tous comme basques, le franquisme allait forger une identité basque nouvelle. Une identité transgressive.*

Peu à peu, les symboles basques, pourchassés avec acharnement, vont en effet en venir à borner la société civile basque. Une société souterraine qui vit face à la mort du pouvoir répressif. Une société clandestine faite de mille transgressions, utopies et débats, mais avant tout et surtout de désir de liberté. *C'est en devenant la voix (et non le texte) de ce désir de liberté que le nationalisme basque mue totalement*. Cessant d'être motif de division, la nation basque devient au contraire symbole d'union, territoire libéré où se croisent tout un ensemble d'espoirs contenus. C'est cette forme d'existence inédite du national basque que nous nommons globalement ici nouveau nationalisme basque.

I- UNE REPRESSION GENERALE ET NON DISCRIMINATOIRE AU SEIN DES PROVINCES BASQUES

Curieusement, lorsqu'on interroge les Basques (habitants des provinces basques donc) sur la répression dont ils furent les victimes durant toutes ces années, ceux-ci restent évasifs, comme s'il n'y avait rien à dire. Les soixante-treize personnes que nous avons interviewées et les dizaines d'autres avec lesquelles nous avons parlé ont paru étonnées de nos questions. Était-il étonnant que l'on s'intéresse à ce qui les avait si durement et quotidiennement frappées pendant tant d'années, et pour beaucoup marquées à jamais ? Le paradoxe n'est qu'apparent. La majorité de ces personnes savait que nous-mêmes avions connu cette répression. L'affaire était donc entendue : elle était évidente. [230]

Et c'est bien là la principale dimension de la répression en Pays Basque : *elle était pour tous une évidence sociale*. Elle n'avait pas à être démontrée ou dite. Elle était. Ce qui explique peut-être l'absence quasi totale de travaux sur ce sujet. Les très rares textes existants sont significativement, soit l'œuvre d'organismes internationaux (Amnesty International, Croix-Rouge Internationale), soit quelques illustrations ou témoignages contenus dans des appels à la solidarité internationale : donc provenant de, ou dirigés vers l'étranger[1]. Hormis un livre de témoignages sur l'état d'exception de

[1] En français, voir *Batasuna, la répression au Pays Basque*, Paris, 1970, Ed. Maspero.

1975[2] et trois petits opuscules publiés par les Editions Euskual Elkargoa de Saint-Jean-de-Luz[3], il n'existe à notre connaissance aucun ouvrage consacré à la répression franquiste en Pays Basque, phénomène pourtant central dans l'explication du développement du nouveau nationalisme.

La principale cause de cette absence a selon nous déjà été énoncée : une évidence n'a pas besoin d'être démontrée. Une seconde cause, à laquelle nous avons directement été confrontés au moment d'entreprendre ce travail, tient en ce que tenter de cerner cette répression pour en rendre compte se révèle être une tâche particulièrement difficile. En effet, comment « montrer » une répression à quelqu'un qui ne l'a pas connue ?

Cette question est souvent revenue au cours de nos interviews. Lorsque nous demandions à la personne interrogée de tenter de « montrer » cette répression, elle se heurtait très rapidement à des limites : en dehors de son propre cas, de celui des membres de sa famille, de compagnons de travail, de voisins ou d'amis, en dehors donc de cas personnels, il lui était impossible d'en donner une dimension globale.

Et comment aurait-il pu en être autrement lorsque, par exemple, le Ministère de l'Intérieur « déclare matière réservée (en clair, la censure totale sur) toutes les informations et tous les commentaires relatifs au déroulement de l'ordre public (…), à l'action des Forces de l'Ordre, et en général à l'ensemble des nouvelles pouvant concerner l'état l'exception dans les provinces affectées (Pays basque) ». Censure, loi du silence, impossibilité de s'exprimer : la situation basque avait finalement été de celles qui constituent le terrible lot commun de toutes les dictatures et de tous les régimes [231] totalitaires. Plus la répression est forte et étendue, et moins on peut la dénoncer, la cerner, la « chiffrer ».

Nous pouvons malgré tout avancer quelques données quantitatives : celles de « l'oppression légale ». Par oppression légale, nous entendons celle que les propres lois du régime totalitaire contraignent de reconnaître, par exemple le nombre de jugements

---

[2] *Euskadi : el ultimo estado de excepcion de Franco*, Paris, 1975, Ed. Ruedo ibérico.

[3] *La otra cara de Euskadi*, 1975, *Euskadi 1975*, 1976, *Euskadi ala hil*,1976.

et celui d'années de prison qui y sont imposées. Voici donc quelques chiffres sur la répression légale en Pays Basque durant les dernières années du régime franquiste[4] :

	1968	1969	1970	1972	1973	1974	1975	1976
Tués par la Guardia Civile ou par la police au cours de contrôles, perquisitions ou manifestations	1	3	3	4	3	4	18	16
Blessés par balles par la Guardia Civile ou par la police au cours de contrôles, perquisitions ou manifestations	?	?	16	22	14	30	38	21
Prisonniers politiques condamnés à des peines de réclusion après jugement	189	862	396	328	316	315	632	230
Détenus sans jugement	343	1953	831	616	572	1116	4625	515
Exilés : demandes d'asile politique	38	342	128	?	?	320	518	285
Années de prison infligées aux condamnés politiques basques	?	786	1104	226	635	386	?	825

[232]

Si on extrapole ces chiffres à partir de 1960, on s'aperçoit qu'entre 1960 et 1976, en l'espace donc de 16 ans, près d'un habitant basque sur 100 (tous âges et origines confondus) a été arrêté puis détenu par la police[5]. *Ce qui veut dire qu'il est quasiment impossible de rencontrer un Basque dont un membre de sa famille, un ami, un habitant du quartier ou un compagnon de travail n'ait pas été détenu*[6].

---

[4] Ces chiffres ont été obtenus par Anai Artea (Association d'Entraide aux Réfugiés Basques) grâce au concours de nombreux avocats basques. Seuls les cas ayant été défendus par ces avocats figurent ici. Il est donc tout à fait évident que les chiffres réels excèdent ceux qui sont avancés dans ce tableau. Ces données ont été reprises dans les trois petits opuscules publiés par les Editions Euskual Elkargoa (voir note 3). Les données concernant l'année 1971 n'ont pas pu être rassemblées. Les exécutions des militants d'ETA Juan Paredes Manot, fusillé à Barcelone, et Angel Ataegui Etxeberria, fusillé a Burgos, sont incluses dans le nombre de tués de 1975. Par contre, ces données ne tiennent évidemment pas compte du nombre des militants d'ETA morts ou tués par la police au cours d'actions armées (15 entre 1970 et 1976).

[5] Moyenne annuelle des détentions entre 1968 et 1976 : 1 332. Extrapolation à partir de 1960 = 21 312 détentions entre 1960 et 1976. Population moyenne de référence = [pop. de 1960] + [(pop. de 1975 - pop. de 1960) : 2] = [1 778 696] + [(2 534 953 – 1 778 696) : 2] = 2 156 824. Quota = (21 312 x 100) : 2 156 824 = 0,988

[6] Ce que nos 73 interviewés confirment sans aucune exception.

En étant aussi massives les détentions ne peuvent pas être sélectives. Dans la plupart des cas, les individus ne sont pas arrêtés parce qu'ils ont quelque chose à se reprocher (par exemple une appartenance à un parti politique), mais pour le simple fait de s'être trouvé là. Là, dans une rue subitement bloquée, là dans un bar investi, là dans un quartier bouclé par la police. Ce qui compte au moment de l'arrestation, ce n'est pas le fait d'être nationaliste ou pas, d'être basque avec les quatre noms de famille ou pas, mais celui de se trouver là, autrement dit d'habiter quelque part en Pays Basque[7]. Ce simple fait peut vous valoir un bon coup de matraque, généralement assorti d'un « sale basque » ou une nuit au poste. « Le simple fait de vivre en Pays Basque comportait indéniablement un risque. De cela tout le monde était parfaitement conscient. »[8]

Cet arbitraire de la répression au sein du territoire basque est d'autant plus aveugle que, dans la quasi-totalité des cas, les membres des forces de l'ordre [233] sont étrangers au pays et, pour la plupart, y résident depuis peu. En effet, le pourcentage de Basques dans la Guardia Civile et dans la police est infime tandis que le taux de remplacement des compagnies postées en Pays Basque, surtout durant les dernières années du franquisme, est très élevé. Phénomène qui se traduit la plupart du temps par une méconnaissance de la part des forces de l'ordre, de la subtile géographie sociale des quartiers, rues, bars, etc. *Au lieu de cela, c'est l'ensemble du territoire, et donc l'ensemble de sa population, qui est visé*. Pour la police, tout le monde est basque, potentiellement suspect, séparatiste, terroriste. Durant les états d'exception (voir plus loin), ce phénomène est encore plus manifeste : des convois entiers de renforts, venant de Burgos, Saragosse ou Santander arrivent en Pays Basque avec la claire mission de le « mettre au pas », de le « mater ». Ignorant totalement les significations sociales des différentes zones et lieux du territoire (ceci est particulièrement valable dans les grandes villes), ces renforts font alors régner de façon uniforme la terreur, investissant de manière tout aussi brutale un quartier dont la population est essentiellement autochtone

---

[7] Bien que nous ne leur prêtons aucune valeur statistique, nos interviews confirment ici aussi ce phénomène : sur les 73 personnes interrogées, 29 avaient été arrêtées dont 12 n'avaient, au moment de leur détention, absolument rien à se reprocher, si ce n'est le fait « d'avoir été là ».

[8] *I 60* (Juan Maria Bandres, avocat au procès de Burgos, ancien député au Parlement espagnol pour le parti Euskadiko Ezkerra), Saint Sébastien, novembre 1981.

qu'un quartier à dominante immigrée, les cites dortoirs ouvrières que les lieux de résidence bourgeois[9].

Du même coup, l'arrestation et l'emprisonnement perdent le caractère dépréciatif qui les accompagne généralement dans les pays démocratiques. Au contraire, ils se chargent ici d'un certain prestige et suscite surtout (et de plus en plus à mesure qu'on s'approche de la fin du franquisme) un *double mouvement de solidarité*.

- Une *infra-solidarité* : face à une répression généralisée qui peut toucher n'importe qui, et qui les désigne donc indirectement comme tous égaux, les habitants vont en venir à se sentir solidaires. Une nouvelle identité apparaît : celle d'un « nous » (nous, les victimes potentielles de la répression), se dégage face à un « eux » (eux, les forces de l'ordre).

- Une *extra-solidarité* : tissage d'un vaste réseau de solidarité (morale et économique) envers ceux sur qui la répression s'est abattue avec [234] le plus de force (prisonniers politiques et leurs familles)[10].

Nous avons jusqu'ici évoqué la seule répression légale, celle qui se solde par des arrestations, détentions et emprisonnements que le pouvoir ne peut que reconnaître (offrant ainsi la possibilité de les comptabiliser). Mais cette répression légale n'est que la partie officiellement visible de l'oppression dont pâtit la population basque, l'arbre qui cache la forêt. Une forêt faite de mille menaces et dangers quotidiens (la *répression quotidienne*) et dont la pénombre enveloppe mal le malheur de ses habitants parmi lesquels, de temps en temps, une meute de chasseurs aveugles vient semer terreur et désolation (la *sur-répression*).

Par *répression quotidienne*, nous entendons les multiples entraves aux libertés individuelles et collectives auxquelles se heurtent quotidiennement les habitants basques. Tenter d'en dresser la liste pour en cerner les principales formes serait une tâche dont les dimensions dépasseraient les limites du présent travail. Contentons-nous donc de prendre un seul exemple : celui des barrages routiers et fouilles policières. Ceux-ci font intégralement partie du paysage et du vécu quotidien des habitants

---

[9] Commettant en cela d'énormes bavures, comme par exemple en mai 1975 le bouclage et passage « au peigne fin » (c'est-à-dire à tabac systématique des personnes interpellées) d'une partie du quartier où seule la haute bourgeoisie réside…

[10] Cette solidarité prendra durant les dernières années du franquisme, des proportions gigantesques à travers la lutte pour l'amnistie : grèves générales, manifestations, etc. (voir plus loin).

basques. Il suffit d'avoir passé ne serait-ce que deux jours en Pays Basque durant ces années-là pour être définitivement convaincu de leur omniprésence. Le scénario est toujours le même : attente pendant dix minutes, un quart d'heure ou plus dans la queue formée en raison du contrôle[11], ordres agressifs, descente de voiture, les bras levés sur le toit, [235] une mitraillette dans le dos, des mains qui touchent votre corps[12] et un « *vaya !* » en guise d'excuse[13].

Par *sur-répression*, nous entendons la répression subie par les habitants basques en plus de celle qui vient d'être désignée comme quotidienne. Le nom par lequel le pouvoir lui-même désigne cette sur-répression est tout à fait significatif : état d'exception. Aux yeux d'un régime pour qui la répression permanente et l'entrave quotidienne des libertés constituent la situation normale, celle qu'il provoquera neuf fois en l'espace de treize ans en Pays basque[14], lui apparaît en effet exceptionnelle. Ce qui laisse deviner le degré de répression atteint au cours de ces états d'exception… La légalité fasciste elle-même est supprimée[15]. Autrement dit, absolument plus aucune entrave juridique ne peut alors freiner l'action de la police sur le territoire ainsi désigné : tout est bon, tout est permis pour le « mater ».

---

[11] Qui peut mesurer le taux de rancœur (pour employer un euphémisme) ainsi accumulée envers les forces de l'ordre ? *I 28* semble, lui, prendre la chose avec la philosophie amère ou l'humour sarcastique, on ne sait plus, des populations soumises à un totalitarisme : « De la même façon qu'à Paris tu comptes une demie -heure de métro, ici (à Bilbao), tu comptes un quart d'heure de trajet plus un quart d'heure de contrôle. Si le temps passé pour se rendre de son domicile à son travail est un indicateur de progrès social, nous sommes sur la bonne voie : on est en train de rattraper l'Europe… » (Bilbao, octobre 1980).

[12] Les témoignages de deux de nos interviewées sont à ce propos tristement éloquents.

[13] La quotidienneté de ces contrôles ne fait oublier à personne que ceux qui y procèdent ne sont pas armés pour rien. Une touriste allemande, méconnaissant la nervosité des policiers postés en Pays Basque paiera ainsi de sa vie, le 1° juin 1976, le fait d'avoir ralenti un peu trop tard en vue d'un barrage policier.

[14] Soit 4 ans 2 mois d'état d'exception (voir plus loin la liste, l'étendue territoriale et la durée de ces états d'exception).

[15] Les articles généralement supprimés sont les suivants :
- Art. 12 : « Tout Espagnol peut exprimer librement ses idées tant qu'elles n'attentent pas aux Principes fondamentaux de l'Etat. »
- Art. 13 : « L'Etat garantit la liberté et le secret de la correspondance au sein du territoire national. »
- Art. 14 : « Les Espagnols ont le droit de fixer librement l'endroit de leur résidence. »
- Art. 15 : « Personne ne peut entrer dans le domicile d'un Espagnol ni y effectuer de perquisition sans son consentement, sans y être autorisé par l'Autorité compétente dans les cas et suivant la forme prescrite par la loi. »
- Art. 16 : « Les Espagnols peuvent se réunir et s'associer librement dans des buts licites et en accord avec la loi. »
- Art. 18 : « Aucun Espagnol ne peut être détenu en dehors des cas et suivant la forme prescrite par la loi. Tout détenu sera remis en liberté dans un délai de 72 heures ou remis à l'Autorité judiciaire. »

Le dernier état d'exception décrété par le régime franquiste ayant affecté les provinces basques durant les mois de mai, juin et juillet 1975 fut peut-être le plus terrible. En l'espace d'un mois (du 25 avril au 27 mai), il y eut environ 3200 détenus, 380 emprisonnés (jugement), 350 réfugiés, 18 blessés par balles et 6 morts, tandis que, durant la même période, 45 personnes étaient hospitalisées dans des états désespérés [236] à la suite de tortures[16]. Lorsque l'on sait que ces hospitalisations n'eurent lieu qu'en dernier recours, on peut s'imaginer le nombre de tortures dans les commissariats basques[17]... Les prisons et commissariats basques sont tellement pleins que des centres spéciaux de détention sont alors aménagés. Par exemple les arènes de Bilbao où plus de 400 personnes furent enfermées pendant l'état d'exception. Sans aucun motif apparent (manifestations ou rassemblement de personnes) des brigades anti-émeutes chargent des personnes dans les rues. [237]

Voici deux témoignages :

- « Les rues de Soméra, Licenciado Poza, Rodriguez Arias, les places Jado et d'Espagne, les alentours de la Mairie, la place Zabalburu, Iturribide[18] furent investies, les maisons et appartements perquisitionnés, les bars vidés. Au cours de ces expulsions,

---

[16] Voir le rapport d'Amnesty International, *Informe de Amnistia internacional, mision à España, Julio de 1975*, Londres, 1975, Amnesty International Publications. Pour ce qui est des tortures, nous renvoyons aux rapports annuels d'Amnesty International sur l'Espagne et aux témoignages recueillis par Eva Forest (*Testimonios de lucha y de resistencia*, Hendaye, 1977, Ed. Mugalde) et par l'équipe rédactionnelle de Noticias del Pais Vasco (*Euskadi : el ultimo estado de excepcion de Franco*, Paris, 1975, Ed. Ruedo iberico), ainsi qu'à ceux qui figurent dans *Batasuna, la répression au Pays Basque*, Paris, 1970, Ed. Maspero. Voir aussi en annexes les témoignages de six personnes ayant été torturéees.

[17] Dans *Euskadi ala hil, op. cit.,* et pour la même période, le nombre de 500 torturés est avancé (p. 66). De son côte Amnesty International parle d'un minimum de 250 torturés : « La mission reçut la solide et convaincante évidence de l'application systématique de tortures contre un minimum de 250 détenus basques, et très certainement beaucoup plus dont les enquêteurs de la mission n'ont pas pu prendre connaissance, dans les provinces de Biscaye et Guipuzcoa durant l'état d'exception, et de son usage fréquent dans les provinces d'Alava et de Navarre. Toutes les victimes interrogées par la mission avaient été soumises à un minimum d'une séance d'interrogation et de tortures par jour, et quelques-unes jusqu'à cinq fois par jour. Les séances duraient entre une demi-heure et approximativement six heures. Une des victimes souffrit 30 séances de tortures en 21 jours consécutifs de détention. » (*Informe de Amnistia International…, op. cit.*, p. 4). En fait, on peut affirmer que la quasi-totalité des détenus remis à disposition des autorités judiciaires ont été torturés, et qu'une bonne partie du reste des détenus puis relachés sans jugement furent maltraités. Voir par exemple le cas du prêtre Eustasio Erkizia qui, sans qu'il fut accusé du moindre délit - il sera par la suite remis en liberté - fut pendant deux jours sauvagement torturé (empalé par l'anus avec le manche d'un balai, ce qui provoqua la rupture des intestins et roué de coups avec toutes sortes d'objets, ce qui paralysa totalement le fonctionnement de ses reins, à tel point qu'on craignit pour sa vie durant une semaine et qu'il dut rester près de deux mois hospitalisé), et celui du curé Jesus Lasa, qui fut lui ausi torturé pendant plus de 10 jours pour être ensuite relâché sans la moindre inculpation.

les gens étaient obligés de sortir les mains en l'air, puis de s'aligner contre les murs (…). Toutes les personnes qui n'avaient pas sur elles leur carte d'identité étaient conduites dans des véhicules de la police aux arènes. »

- « Je fus conduit à l'autobus (de la police) et quand il fut plein, on nous amena aux arènes. Les gens étaient dans les gradins et des policiers se mélangeaient à eux. De temps en temps, elle choisissait au hasard trois ou quatre personnes pour qu'elles les accompagnent. Elles étaient amenées à l'infirmerie des arènes transformée en salle d'interrogation. Les personnes qui y passèrent furent nombreuses et, en plus d'être interrogées, furent toutes durement frappées. Quand ce fut mon tour, et à peine rentré dans la salle, je fus roué de coups. »[19]

Mieux que des témoignages ou des statistiques, la désolation des rues et quartiers vides, habituellement si animés en cette fin de printemps (mai-juin), parle d'elle-même. Le travail terminé, personne ne songe à flâner, à faire un *paseo* ou le *poteo*[20] : la terreur policière a investi les rues, elle peut toucher n'importe qui, n'importe où, sans aucun motif, si ce n'est celui de s'y trouver.

II- UNE REPRESSION DISCRIMINATOIRE EN REGARD DES AUTRES REGIONS DE L'ÉTAT ESPAGNOL

Il peut paraître indécent de vouloir établir des différences dans le degré d'application de la répression dans un pays aussi totalitaire que l'Espagne franquiste. Mais il est des différences dont l'énormité interpelle et conduit à s'interroger. Pourquoi une telle différence ? [238] Lorsqu'on cherche à répondre à cette question, rassemblant pour cela un maximum de données comparatives sur la répression, on s'aperçoit vite que les différences quantitatives ne sont en fait que la partie visible de différences qualitatives de départ. Si le degré de répression n'est pas le même en Pays Basque que dans le reste des provinces de l'État espagnol, c'est principalement parce que les formes et le but de cette répression ne sont pas les mêmes ici et là.

---

[18] Centre de la ville de Bilbao.

[19] *Euskadi : el ultimo…, op. cit.*, P. 35-36.

[20] Traditionnelle promenade (*paseo*) et tournée des bars (*poteo*) avant le dîner : à la fois moyen de détente, de rencontre, de discussion et, particulièrement pendant le franquisme, moyen d'information (voir

Nous avons déjà évoqué comment les provinces basques furent, à la fin de la Guerre Civile, déclarées « traîtres ». Le fond de l'affaire réside en ce que les provinces basques ne sont pas, pour le pouvoir franquiste, des provinces comme les autres. Provinces rouges, séparatistes, traîtres, récalcitrantes, terroristes, elles méritent un traitement distinct, « spécial ».

Traitement « spécial » en effet que celui qui sera infligé à leur population, traitement d'exception ! Sur les onze états d'exception décrétés au cours de toute la durée du régime franquiste, tous sauf un, ont touché le Pays Basque et cinq ont exclusivement concerné une, plusieurs ou totalité de ses provinces.

Caractéristiques de l'ensemble des états d'exception décrétés durant le régime franquiste[21].

Ordre chronologique	Date du décret	Durée (en mois)	Territoire affecté	Articles du Fuero des Espagnols suspendus
1°	10/02/1956	3	Ensemble de l'État	14 et 18
2°	14/03/1958	4	Asturies	14,15 et 18
3°	4/05/1962	3	Biscaye, Guipuzcoa et Asturies	12,13,14,15,16 et 18
4°	8/06/1962	24	Ensemble de l'État	14
5°	21/04/1967	3	Biscaye	14,15 et 18
6°	3/08/1968	3	Guipuzcoa	14,15 et 18
7°	31/10/1968	3	Guipuzcoa	14,15 et 18
8°	24/01/1969	2	Ensemble de l'État	12, 14, 15, 16 et 18
9°	4/12 1970	3	Guipuzcoa	14, 15, 16 et 18
10°	14/12/1970	6	Ensemble de l'État	18
11°	25/04/1975	3	Biscaye et Guipuzcoa	12,14,15,16 et 18

Si l'on prend seulement en compte la période 1960-1975, c'est-à-dire celle de l'apparition et du développement du nouveau nationalisme basque, [239] on s'aperçoit que la durée des états d'exception ayant exclusivement concerné une, plusieurs ou totalité des provinces basques est de quinze mois, alors que celle qui correspond aux états d'exception ayant exclusivement concerné une, plusieurs ou totalité des autres provinces de l'État est de zéro mois. *Ce qui donne donc un indice de répression discriminatoire infini*.

---

plus loin).

[21] Source : Jorge de Esteban et Luis Lopez Guerra, *La crisis del estado franquista*, Barcelona, 1977, Ed.

Au cours des années 1974 et 1975[22], 38 personnes furent tuées sur l'ensemble du territoire de l'État espagnol par des forces de l'ordre au cours de contrôles, perquisitions ou manifestations. Sur ces 38 personnes, 24 furent tuées en Pays Basque, ce qui représente un quota (pour 10 000 habitants) de 9,46 contre 0,42 pour le reste des provinces de l'État, et *donc un indice de répression discriminatoire de 22,52*.

Si l'on compare maintenant le nombre d'années de prison infligées aux prisonniers politiques basques avec celui qui correspond aux prisonniers politiques du reste des provinces de l'État espagnol, et si l'on rapporte ces chiffres au nombre d'habitants des territoires respectifs, on obtient :

Labor, p. 147.

[22] Nous n'avons pas pu obtenir les chiffres se rapportant à l'ensemble des autres provinces pour les autres années.

- En décembre 1973, 8 heures 8 minutes de prison par habitant basque contre 17 minutes de prison par habitant du reste des provinces, *soit un indice de répression discriminatoire de 29,04*[23] [240][24]

- En août 1975, cette proportion était de 12 heures et 50 minutes contre 25 minutes, *soit un indice de répression discriminatoire de 30,57*[25].

- Enfin, en novembre 1976, donc après l'amnistie de juillet 1976, de 4 heures et 2 minutes contre 3 minutes, *soit un indice de répression discriminatoire de 80,60*[26].

[23] Calculs effectués à partir des chiffres fournis par le CISE, *1973*, Paris, 1973, Documentation CISE. La distribution territoriale de cette répression est la suivante :

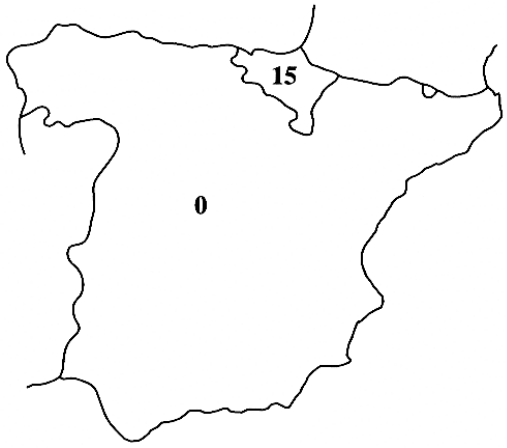
Territoire	Années de prison	Population en milliers (1970)	Heures de prison par habitant	Indice de répression discriminatoire
Pays Basque	2 221	2 388	8,14	29,04
Asturies	64	1 053	0,53	1,00
Nouvelle Castille	224	5 303	0,37	
Catalogne	176	5 258	0,29	
Murcie	29	1 170	0,21	
Vieille Castille et Leon	79	3 322	0,20	
Galice	61	2 574	0,20	
Andalousie	120	6 117	0,17	
Canaries	23	1 187	0,16	
Valence	28	3 141	0,07	
Baléares	5	572	0,07	

[24] Pas de note

[25] Calculs effectués à partir des chiffres fournis par Xigutz, « Lo que viene de Madrid », in *Punto y hora* n° 29, 31/03/1977, p. 22.

[26] *Ibidem*.

1) Nombre de mois d'état d'exception ayant exclusivement concerné une ou plusieurs provinces basques et une ou plusieurs autres provinces de l'Etat (1960-1975)



Indice de répression discriminatoire : ∞

2) Quota pour 10 000 habitants de personnes tuées par les forces de l'ordre au cours de contrôles, perquisitions ou manifestations (1974-1975)

Indice de répression discriminatoire : 22,52

3) Temps de prison par habitant (déc. 1973)

Indice de répression disciminatoire : 29,04

4) Temps de prison par habitant (nov. 1973)

Indice de répression disciminatoire : 80,60

La représentation graphique de ces indices est directement inspirée de celle que Luis Nuñez a adoptée dans son livre *La sociedad vasca actual*, Ed. Txertoa, San Sebastian, 1977, p. 132.

[242]

Par ailleurs, un court travail mené auprès d'avocats basques et madrilènes nous a permis de montrer comment, pour un délit similaire, les peines prononcées contre les Basques étaient très significativement (plus de la moitié des cas étudiés) bien plus

lourdes que celles qui étaient infligées aux Madrilènes (jusqu'à dix fois plus élevées). Un seul exemple : dans la nuit du 13 au 14 août 1968, trois jeunes, après s'être assurés qu'il n'y avait personne dedans[27], mettent le feu à la maison du maire fasciste de Lazcano (Guipúzcoa). Pour ce seul délit, ils seront condamnés (chacun) à 48 ans de prison[28] ! Au mois de juin de la même année, deux jeunes anarchistes mettent le feu au palais San Bernardo qui abrite la bibliothèque de la Faculté de droit de Madrid. Un délit donc en tout point similaire à celui de Lazcano, si ce n'est plus important (atteinte au patrimoine national). Ils furent pour cela condamnés de 2 à 4 ans de prison.

Par ailleurs, ces avocats nous faisaient remarquer qu'un nombre proportionnellement énorme d'affaires judiciaires, relevant normalement des tribunaux d'ordre public (juridiction civile) étaient traitées par des tribunaux militaires, réputés pour leur dureté. Nous ne disposons de chiffres que pour 1972 et 1973 : 42 % des jugements prononcés contre des prévenus politiques basques le furent par des tribunaux militaires, les inculpés basques en venant ainsi à représenter, au niveau de l'État, la majeure partie du volume des affaires jugées par ces tribunaux.

Dès le début des années 60, les prisonniers basques sont systématiquement répartis dans les prisons éloignées des provinces basques. Le traitement discriminatoire des habitants basques qui, dans la plupart des cas, les amène à être condamnés à des peines de prison bien supérieures à la moyenne en vigueur dans le reste de l'Etat espagnol, les poursuit donc jusqu'au fond de leur prison. Outre l'éloignement, les Basques ont là aussi, droit à un « traitement spécial » : interdictions de colis, visites, promenades, etc.[29]

---

[27] La famille était alors en vacances.

[28] Le procureur avait été jusqu'à demander trois peines de mort ! Trois semaines auparavant, le 25 juillet 1968, la Guardia Civile était rentrée dans l'église du même village, pistolet mitrailleur au poing pour y déloger ceux qui étaient en train d'assister à une messe célébrée, comme dans la plupart des villages et villes basques, pour le repos de l'âme de Xabier Etxebarrieta, premier militant d'ETA tué par la police quelques jours auparavant. Tandis que ses hommes chargeaient les fidèles et en amenaient six pris au hasard, leur commandant criait « espèces de cons, sales porcs : criez vive l'Espagne, vive l'Espagne ! ». Le maire, sous prétexte qu'un drapeau basque avait été accroché au clocher de l'église, approuva l'intervention de la Guardia Civile. Le 4 août, l'état d'exception était décrété pour toute la province. (*Interviews 37, 38, 39, 40 et 41*, entretien collectif, Lazcano, janvier 1981).

[29] Voir à ce sujet l'éloquent document d'Amnesty International *Situacion actual de las carceles españolas*, Londres, 1973, Amnesty International Publications, en particulier pp. 30-34.

Une étude plus approfondie montrerait certainement d'autres dimensions de cette discrimination[30]. Mais nous pensons que les chiffres avancés ici suffisent : ils parlent par eux-mêmes. Nous les illustrerons cependant de deux témoignages.

- Celui d'*Interview 25*, sociologue, ayant vécu jusqu'à l'âge de 25 ans à Madrid et résidant en Pays Basque depuis 1975 : « On m'avait dit qu'ici la répression était terrible. Mais jamais je n'avais imaginé ce que depuis j'ai vu et entendu (…). D'entrée j'ai été mise dans le bain, et la façon dont ça s'est passé a fait de moi une révoltée contre cette barbarie (…) c'était révoltant (…) et j'espère aussi que ça a fait de moi une Basque à part entière (...). Une semaine seulement après mon arrivée ici (Saint Sébastien), j'ai été matraquée par la police dans la rue. Je n'avais absolument rien fait ! Je revenais (…) (de chez un ami). Ils matraquaient indistinctement tout le monde sur leur passage : jeunes, vieux, hommes ou femmes. À quelques-uns [243] nous nous sommes alors réfugiés dans un magasin. Ils se sont mis à la sortie et nous ont obligés à passer dans le couloir qu'ils avaient formé et donc de nous prendre des coups. À Madrid, je n'avais jamais vu ça. La police chargeait aussi, mais des étudiants, des manifestants, pas les passants ! »[31]

- Celui d'*Interview 66*, journaliste, Madrilène étant plusieurs fois venu en Pays basque : « C. avait coutume de me dire « amène tes tennis », et c'était bien vrai. Ça ne m'étonne pas que les Basques soient toujours les meilleurs au marathon : avec tout ce qu'ils ont couru devant les flics ! Ici, les tennis, on les mettait quand on allait aux manifs. En Pays Basque, il fallait les mettre tous les jours… »[32]

La répression franquiste ne se contente donc pas d'être exceptionnellement dure en Pays Basque. *Elle parle*. Elle parle le langage de la différence, celle qui fait du Pays Basque un territoire « spécial », « autre » et de ses habitants des habitants « spéciaux », « différents ». Indistinctement appréhendés comme récalcitrants, ils doivent tous être « mis au pas ». La répression n'est pas, comme à Madrid, Valence ou Séville, dirigée vers les opposants au régime, vers les partis clandestins, vers les manifestants. Elle est destinée à « mater » une population prise uniformément. Ce langage différenciateur de

---

[30] Comme par exemple l'obligation qui fut faite en 1975 aux habitants des provinces basques de faire refaire leur passeport s'ils voulaient sortir du territoire espagnol, ou le traitement « spécial » des jeunes Basques durant leur service militaire (affectation presque systématique dans des bataillons réputés pour leur dureté).

[31] *Interview 25*, 32 ans, Saint Sébastien, octobre 1980.

[32] *Interview 66*, 30 ans, Madrid, novembre 1981.

la répression est audible et compréhensible à au moins deux niveaux. D'une part par son existence même : nous avons vu comment, dans son « être » même, cette répression est discriminatoire, marquant ainsi une différence. D'autre part, par sa forme : la répression ne se contente pas d'investir de façon « exceptionnelle » le territoire basque, déterminant et fixant ainsi ses habitants dans une altérité nouvelle (« nous » les victimes face à « eux », les corps répressifs et ceux qui les commandent), mais ne cesse aussi de leur signifier cette différence et de la nommer (vous autres les Basques, peuple perdu, terroriste, etc.). Élocution répressive et différenciatrice allant des « sale basque », « fils de pute basque » accompagnant les coups de matraque dans la rue au « nous vous exterminerons tous » couvrant les cris des torturés. Comme si l'augmentation du degré de répression signifiait l'emballement de l'élocution anti-basque. [244]

III- UNE SOCIETE SOUTERRAINE

Mais face à la mort du pouvoir répressif, la société basque continue pourtant de vivre. *Société clandestine* face à l'interdiction qui est faite aux forces qui la composent de pouvoir s'exprimer librement, et *société transgressive* dans son désir de liberté qui heurte de plein fouet les dogmes du pouvoir franquiste.

1- Une société clandestine

La fin de la Guerre Civile a signifié le musellement de la société basque. Ses forces les plus vives et représentatives, mouvement ouvrier, socialistes, bourgeoisie autonomiste, nationalistes, ont été réduites au silence de la manière que l'on sait. Un espace officiel et rigide a remplacé l'espace public, la propagande a étouffé le débat et la diversité.

Vouloir vivre sans pour cela renoncer à ses idées, à ses engagements, à sa façon de voir les choses revenait donc *ipso facto* à le faire clandestinement. D'abord confiné dans le cercle restreint de la famille, car imperméable à la grêle du pouvoir, le fait de parler librement et d'agir suivant ses idées va vite s'étendre par des canaux souterrains à l'ensemble de la société. Le cercle d'amis, celui de la *cuadrilla*[33], des compagnons de

[33] Groupe d'amis du même âge et du même quartier soudé à l'adolescence et auquel les membres demeurent fidèles jusqu'à leur mort. Vestige de la communauté dans la société, l'existence de la *cuadrilla*

travail, de *poteo*, du *txoko*[34], des *peñas*[35], des sorties [245] en montagne pour les jeunes[36], de celles que le curé organise[37], etc., en viennent à constituer le vaste réseau d'irritation de vie, de débat et d'espoir d'une véritable société civile souterraine.

Partout l'impression est la même : il s'agit de lieux qui échappent au regard du pouvoir, de territoires et de temps libérés. Il est difficile de rendre compte des incessants passages auxquels, entre lieux et temps « officiels » (conformes aux règles totalitaires) et lieux et temps « libérés » (société souterraine), se livre alors la population. C'est pourtant de cette subtile polymorphie qu'est fait son quotidien, « instituant » ainsi une société souterraine, clandestine, faite de désir de liberté face à une société officielle et répressive[38].

2- Une société transgressive

En interdisant toute expression de la vie civile qui ne soit pas conforme à son idéologie, qui ne soit donc pas « officielle », et en réprimant systématiquement toute altérité à sa légalité, le pouvoir franquiste ne contraignait pas seulement toute expression autonome et « non conforme » de la société civile basque à la clandestinité.

---

donne lieu à de nombreuses rencontres, à des repas, sorties, etc.

[34] Sociétés culinaires très fermées réunissant un groupe d'amis (exclusivement masculins) se rencontrant périodiquement (environ deux ou trois fois par mois) pour faire de la cuisine (en général dans un local leur appartenant) puis pour déguster le produit de leur labeur… Les *txokos* (et la cuisine en général) sont une des dimensions « essentielles » de la culture traditionnelle basque.

[35] Sociétés récréatives regroupant une dizaine à plusieurs centaines de membres dont l'activité centrale demeure l'apprentissage et l'interprétation de danses, airs et chansons traditionnelles. Les *peñas* les plus connues sont certainement celles de Pampelune qui, chaque année, organisent et animent les célèbres *San Fermines* (fêtes de Pampelune). Les *peñas* sont généralement plus structurées et fermées que les *bandas* qui ont toutefois un caractère permanent que ne possèdent pas les *comparsas* uniquement formées à l'occasion des fêtes.

[36] Les sorties en montagne représentaient alors une des principales occupations dans les loisirs des jeunes en Pays Basque (pays très montagneux). Ces sorties ont été traditionnellement le moyen (autorisé) d'échapper à la vigilance des parents, et, entre autre, de *ligar* (faire connaissance et… plus avec des jeunes du sexe opposé). Ces sorties, avec les *peñas* et *bandas*, constitueront un des principaux modes de recrutement de jeunes militants pour ETA.

[37] Bien souvent ces sorties sont prétextes à un véritable catéchisme nationaliste, ou tout au moins à des débats autour de la question nationale basque.

[38] Deux exemples : « (Durant le *poteo*), quand quelqu'un d'entre nous reconnaissait (voyait) un flic rentrer (dans le bar où nous nous trouvions), il criait « à la santé de Paco! » (Paco : diminutif de Francisco - Franco-), et tout le monde se taisait, ou alors finissait (sa consommation) et sortait un à un du bar » : la vie, la parole, le débat s'arrêtent lorsqu'un membre des forces de l'ordre, du pouvoir donc, apparaît (*Interview 11*, 29 ans, Saint Sébastien, septembre 1980). « Il y avait des lieux où, automatiquement, on se taisait : quand on croisait des flics, dans les administrations, etc. On y faisait même pas attention, c'était devenu un réflexe. » (*Interview 4*, Gallarta, septembre 1980).

Il chargeait aussi les formes d'expression (quelles qu'elles fussent) de cette société [246] d'une dimension intrinsèquement transgressive. La seule véritable société civile qui ait existé durant le franquisme en Pays Basque fut une société transgressive, basée sur un subtil réseau clandestin de relations et d'échanges dont la matière première était avant tout le désir de liberté de toute une population, désir heurtant de plein fouet les dogmes du pouvoir répressif.

La construction de cette société, à la fois clandestine et transgressive, ne se fit pas du jour au lendemain. Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, elle se développa à partir de cercles fermés (famille, amis) pour peu à peu s'étendre à l'ensemble de la population. Deux phénomènes jouèrent un grand rôle dans cette extension. D'une part le dégagement d'une nouvelle génération ayant grandi dans un climat de transgression et de polymorphie de la vie sociale (officielle-légale/clandestine-transgressive). C'est cette génération qui transformera la résistance passive faite de mille petites transgressions individuelles et privées de leurs aînés en une résistance active. D'autre part, la répression devenant de plus en plus arbitraire et généralisée, c'est bientôt l'ensemble de la population qui va s'intégrer, d'une façon ou d'une autre, à cette société transgressive. Lorsqu'on sait que le simple fait d'avoir oublié ses papiers d'identité durant un état d'exception pouvait vous valoir d'être torturé, ou celui de « s'être trouvé là » vous coûter quelques bons coups de matraque, c'était en définitive celui même d'exister, de vivre en Pays Basque qui devenait transgressif.

En effet, la notion de transgression est directement liée à celle d'interdit. Aller au-delà des limites du permis (transgresser), c'est s'exposer à des sanctions (répression). Lorsque ces sanctions tombent sur vous de façon tout à fait arbitraire et continuelle sans que vous n'ayez rien à vous reprocher, ce sont les frontières mêmes séparant le permis de l'interdit qui s'estompent. Ce n'est alors pas vous qui aurez fait le pas transgressif : c'est le pouvoir qui, en vous réprimant, vous aura enfermé dans le « camp des transgresseurs ». Or… il n'y a que le premier pas qui compte. [247]

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE IV

LE NOUVEAU NATIONALISME BASQUE

I- LA POSSIBILITE D'APPARITION D'UNE FORME D'EXISTENCE INEDITE DU NATIONAL BASQUE

En voulant préserver l'unité de l'État par la force et la contrainte, le pouvoir franquiste allait en définitive aboutir à un résultat totalement inverse. La répression discriminatoire du territoire basque, loin de fondre celui-ci dans le moule d'une Espagne *Una, grande y Libre*, était au contraire en train de le charger d'une signification particulière : celle d'être un territoire dont tous les habitants étaient soumis à une même loi spécifique (loi d'exception, de répression permanente) pour le simple fait d'y résider.

Et il s'agissait bien d'une véritable loi, car personne, quand bien même l'aurait-il voulu, ne pouvait y échapper. Le fait qu'un habitant basque décide de « ne pas être basque » (autrement dit de ne pas être réprimé en tant que basque, de s'extraire donc de l'emprise de la loi) ne changeait absolument rien a sa « condition de Basque » : le lendemain de sa décision, il pouvait très bien se faire matraquer dans la rue et se faire traiter de « sale Basque », exactement de la même façon que tous ceux qui se seraient trouvés là à cet instant. La loi était valable pour tous, et tous étaient égaux devant elle.

Mais, ce faisant, le pouvoir franquiste était sans s'en apercevoir en train de sécréter une possibilité tout à fait nouvelle de se penser basque. Pour la première fois de l'histoire (si l'on excepte [248] la très éphémère période d'application du premier statut d'autonomie basque de 1936), *l'ensemble des habitants des provinces basques, toutes origines confondues, étaient redevables d'une même loi qui les désignait tous comme « Basques »*. Plus la répression devenait forte et généralisée et plus une détermination transcendante de la « basquitude » les marquait.

Apparaissait donc du même coup une possibilité inédite de concevoir la nation basque. Une nation non plus basée sur des traits différenciateurs, mais sur le partage et l'expérience commune d'une même loi spécifique. La répression franquiste était en

somme indirectement en train d'ouvrir le passage d'une définition essentialiste à une définition politico-institutionnelle de la nation basque.

Pouvant désormais faire face à une entité fondamentale (État franquiste) qui le désignait quotidiennement (élocution différenciatrice de la répression discriminatoire) dans son altérité même, le « peuple basque » n'avait plus besoin de s'abîmer dans l'incessante recherche de son essence et mise à vue de ses fondements empiriques pour « prouver » l'existence et l'originalité de la nation basque. *Pour la première fois de sa courte histoire, celle-ci pouvait être pensée autrement que comme communauté ethnique*. Se débarrassant des vieux oripeaux de sa première forme d'existence, le national basque pouvait désormais apparaître sous un jour totalement nouveau. C'est cette forme d'existence inédite que nous nommons globalement ici « nouveau nationalisme basque ».

Dans ces conditions, il semble évident que perdre de vue la répression discriminatoire des provinces basques, sa généralité, son arbitraire et son élocution différenciatrice revient à s'interdire de comprendre les causes d'apparition et de développement de ce nouveau nationalisme.

Mais cela ne veut absolument pas dire que cette répression détermine ou provoque (dans le sens d'une séquence de cause à effet) l'éclosion du nouveau nationalisme. De la même façon qu'intrinsèquement l'existence de l'ethnie basque n'explique pas le dégagement du premier nationalisme, celle de la répression ne rend par elle-même absolument pas compte de l'apparition du nouveau nationalisme. L'ethnie basque existait bien il y a cinq cents ans, le nationalisme basque non. La répression discriminatoire et généralisée du Pays Basque existait bien au lendemain de la Guerre Civile, le nouveau nationalisme non. [249] Et s'il en est ainsi, c'est parce qu'une situation, quelle qu'elle soit, n'explique jamais par elle-même la conduite des acteurs qu'elle enveloppe[1].

Le sens et l'explication du nouveau nationalisme n'apparaîtra qu'à partir du moment où, délaissant toute vision essentialiste, déterministe ou au contraire purement

---

[1] Il ne faut pas tomber dans l'erreur inverse : la conduite des acteurs sociaux ne saurait être ramenée à de pures intentions ou simples interventions volontaristes. Ainsi, pas plus que le premier nationalisme ne fut le pur produit de « l'inspiration spontanée de Sabino Arana Goiri », le « Maestro », « la voix par laquelle le génie de la race basque a parlé » (Aranzadi), les quelques fondateurs d'ETA ne seront *Deus ex machina* créant de toute pièce, dans la *noche negra* du franquisme, le nouveau nationalisme.

historiciste et volontariste, il sera rapporté au système d'action qui l'origine, autrement dit à l'ensemble des relations sociales et historiques dont il émane et dont il s'agira donc de déterminer la structure[2]. [250]

II- UNE IDENTITE NOUVELLE, UNE IDENTITE TRANSGRESSIVE

Les relations sociales dont les conduites nationalistes constituent une des extrémités visibles appartiennent toutes et sans exception à la « société souterraine » dont il a été question dans le chapitre précédent. Pas de conduite nationaliste décelable en dehors de cette société dont deux des principales caractéristiques sont, on l'a vu, la clandestinité et la transgression. Il faut maintenant en ajouter une troisième, directement liée aux deux autres : cette société est basque.

Au début du siècle, nous n'aurions pas véritablement pu parler de « société basque ». Il s'agissait bien plutôt d'une collectivité basque (délimitation géographique) dont une partie se sentait basque et une autre espagnole. À la fin du franquisme, la situation a, si les indications électorales signifient bien quelque chose, totalement changé : *ce n'est plus une partie de la population habitant le territoire basque qui « se sent basque » mais la quasi-totalité*[3]. Cette fantastique extension quantitative, marquant

---

[2] Bien que dans des termes différents, la démarche d'Otto Bauer, qui appréhendait, il y a quelque 80 ans de cela, la nation comme « phénomène social » et dont l'approche devait démasquer « son prétendu caractère social » pour au contraire le rapporter aux « événements qu'il reflète » (p. 137 de *La cuestion de las nacionalidades y la social-democracia*, Mexico, 1979, Ed. Siglo XXI -1° édition en allemand en 1907), développait une perspective similaire (ouvrant ainsi une courte mais extrêmement riche parenthèse dans la pensée marxiste vis-à-vis de la question nationale. Parenthèse que Lénine et la social-démocratie du début du siècle refermeront presque aussitôt. Bauer ne fut finalement qu'une des rares exceptions confirmant la règle marxiste envers la question nationale). Le plus grand mérite de Bauer fut peut-être, en opposant « communauté de caractère » (statuts, situations, sorts communs) à « communauté de destin » (« volonté collective de se construire une histoire dans un échange constant et une interaction continuelle »), d'avoir permis d'appréhender la nation comme production sociale dont l'étude renvoyait moins à celle de situations, de données, et encore moins d'essences, qu'à celle de rapports sociaux. Ainsi (et nous nous servirons plus loin de ces mêmes termes), « ce n'est pas l'identité de destin, mais uniquement le fait de vivre et de subir la communauté de destin qui engendre la nation (…). C'est seulement le destin vécu dans l'interaction réciproque profonde et en rapport mutuel constant qui engendre la nation. Car communauté de destin ne signifie pas soumission à un même sort, mais expérience commune du même sort, dans un échange constant et une interaction continuelle » (*ibid*. pp. 121-122).

[3] Par « se sentir basque », nous entendons être suffisamment sûr de son identité nationale pour être partisan de l'autodétermination du Pays Basque. Au début du siècle, seul le PNV s'était prononcé pour. A la fin du franquisme, la totalité des partis politiques à représentation basque, excepté Alianza

l'instauration d'une société basque (totalité sociale historique particulière à travers laquelle les acteurs sociaux pensent et vivent prioritairement leur insertion et leur appartenance globale à « la société »), n'est compréhensible qu'au regard du non moins fantastique bouleversement qualitatif dans la définition (perception) de l'identité basque. Mieux : ce n'est que dans la mesure où le contenu de cette identité a changé que cette extension a, selon nous, eu lieu.

Si les deux relèvent bien du même principe qui est à la base de tout « national » (sentiment d'appartenance, et production d'un « soi » [251] social historique à la fois particulier et semblant ramasser en lui seul l'universalité de l'action humaine), l'identité basque du début du siècle et l'identité basque de la fin du franquisme recouvrent des réalités bien différentes.

Une observation superficielle conclurait certes à la similitude de ces deux identités dans la mesure où les conduites, par exemple l'apprentissage ou la valorisation de l'*euskera* (pratique identificatoire par excellence), visant à les affirmer et les réifier pour les montrer, sont souvent identiques. Leur apparente similitude et continuité semblent même spontanément faire signe vers une essence de l'identité basque. Mais, et pour continuer avec l'exemple de l'*euskera*, vouloir apprendre ou pratiquer le basque en 1975 ne signifie plus du tout, dans la majorité des cas, la même chose qu'en 1910 : il faut donc aller au-delà des conduites directement observables (apprentissage de la langue) pour faire apparaître (et c'est là tout le travail du sociologue) l'ensemble des relations et représentations sociales qui les originent. Or, ces relations et représentations sont, à la fin du franquisme, bien différentes de celles qui prévalaient au début du siècle.

Nous avons vu comment l'identité basque exprimée par le premier nationalisme était avant tout une identité refuge dans laquelle les premiers nationalistes fuyaient un présent qui ne leur offrait qu'incertitudes, crises et conflits. Ne disposant pas d'altérité fondamentale dans laquelle elle aurait pu se mirer pour se dire et s'actualiser, l'identité basque va « fonctionner » à l'immanence. Apparentées à une essence, toutes ses

---

Popular (3,3 % de l'électorat basque aux dernières législatives de mars 1979) et l'Union del Centro Democratico (parti gouvernemental, 13,2 % aux mêmes élections), se prononçaient sans équivoque pour ce droit (le PC au cours de son VIII^{e} congrès (1974), et le PSOE au cours de son XXXII^{e} congrès (1976) (sur le revirement complet, à ce propos et deux ans plus tard, de ce dernier parti (PSOE), voir plus loin).

dimensions expressives sont rapportées à un substrat, une donnée empirique apparemment incontournable, la race[4].

Ce qui importe ici, au moment de définir le nouveau nationalisme, ce n'est pas la persistance d'un tel mécanisme identificatoire, mais le fait qu'il se soit, tout au long du franquisme, peu à peu effacé (au point de devenir tout à fait minoritaire) devant une façon inédite de concevoir l'identité basque, et par là même la nation basque. [252]

Pour employer la terminologie d'Otto Bauer, la nouvelle identité basque n'est pas née de la « soumission à un même sort » (la répression discriminatoire), mais de « l'expérience commune du même sort, dans un échange constant et une interaction continuelle » (société souterraine). Ce n'est pas parce que le pouvoir franquiste les désignait tous comme « Basques » que les habitants des provinces basques en sont venus à se sentir basques. C'est parce que, dans leur opiniâtreté à vivre et à être face à la mort et la négation du pouvoir répressif, ils se sont servis des symboles basques pour borner, pour nommer la société souterraine qu'ils étaient ainsi en train de former.

Trois étapes peuvent être distinguées dans le dégagement et le fonctionnement de ce nouveau mécanisme identificatoire.

1) La première correspond, *grosso modo*, aux « vingt ans » (1940-1960) décrits plus haut. Cette période sera celle de la répression systématique de tous les symboles basques, de tout ce qui pouvait rappeler une quelconque existence différentielle basque. Brutalement chassés de la surface visible (contrôlable par le pouvoir) du social, ces symboles vont se réfugier dans la profondeur de sphères privées très étroites (familles, *txokos*, *cuadrillas*, etc.). Ils perdent ainsi leur caractère public, et du même coup la principale fonction sociale dont les avait progressivement chargés le premier nationalisme : l'actualisation publique de l'identité raciale-nationale basque. Dispositif qui jusqu'alors se soldait par la scission de la population basque en deux : la communauté basque et la communauté espagnole, recoupant pour une large part la distinction autochtones/immigrés. Ces vingt ans seront ceux de la mise en disponibilité sociale des symboles basques.

Mais ces vingt ans seront aussi, parallèlement, ceux du dégagement parmi les habitants du territoire basque du sentiment, collectif mais encore diffus, d'être

---

[4] « La langue est la pensée de la Race, les coutumes et les Institutions sont les actions de la Race, et le territoire est le milieu dans lequel la Race se meut. » (Aranzadi, *La nacion vasca*, 1918, *op. cit.*, p. 22).

globalement différents, « autres » face à un pouvoir qui les désigne ainsi. Ils ont chaque fois plus la sensation d'être embarqués sur un même bateau. Un bateau qui, au fur et à mesure que la répression discriminatoire devient une évidence aux yeux de tous, semble s'éloigner chaque jour davantage des côtés de l'unité de la nation espagnole. Comme le note bien Alfonso Perez Agote, « la discrimination du territoire (basque) est sentie et vécue par les habitants de ce territoire, ce qui délégitime l'unité du territoire de l'État (espagnol) et légitime (c'est-à-dire donne une signification sociale) ce territoire différencié [253] en termes d'unité et de différence »[5].

D'un côté donc, disparition des symboles basques de la surface du social et, par voie de conséquence, non-expérience par les nouvelles générations de leur fonction discriminatoire et ségrégationniste d'avant-guerre. De l'autre, dégagement progressif d'un sentiment d'appartenance nouveau, lié à la répression discriminatoire. Alors que la fonction des premiers, qui divisait la collectivité basque en deux, tend à disparaître, le second, qui unit chaque jour davantage cette même collectivité, ne cesse de se développer.

2) La seconde étape s'étire du début des années soixante jusqu'à la fin du franquisme, avec une accélération constante au fur et à mesure que celle-ci approche. C'est celui de l'instauration de ce que nous appelons la « société souterraine basque ». Seule une monographie minutieuse des pratiques autour desquelles s'articule cette société permettrait de montrer comment ses membres en sont venus à adopter les symboles basques pour la borner et pour la dire. Mais un même phénomène global semble être à l'origine d'un tel choix : cette société est essentiellement l'œuvre de la nouvelle génération (née après 1935[6], celle qui n'a jamais vécu la principale « frappe sociale » des symboles basques sur la collectivité basque d'avant-guerre : borner une communauté-refuge ségrégationniste.

Il faut ici souligner la dimension totalement inédite du mode d'approche, puis d'adoption, de ces symboles par cette nouvelle génération (car seule la mesure de cet inédit permet, en fin de compte, de parler d'un nouveau nationalisme). Nos interviews,

---

[5] « Problemas de legitimacion des Estado franquista en el Pais Vasco », in *Estudios de historia contemporanea des Pais Vasco*, ouvrage collectif, coordinateur Juan Carlos Jimenez de Aberasturi, San Sebastian, 1982, Ed. Haramburu.

[6] Qui, en 1975 représentait 65 % de la population totale basque, constituant ainsi la majeure partie de ses forces vives.

les multiples témoignages relatifs à cette période, et l'ensemble de nos observations, font tous apparaître un même processus : les symboles basques sont d'abord pratiqués de façon clandestine au sein du cercle privé et très fermé de la famille basque. Clandestinité et confinement bien repérables dans par exemple les recommandations faites aux enfants de « ne pas dire à l'extérieur » que le basque est parlé à la maison, qu'on y écoute « Radio Euskadi », qu'un drapeau basque y est religieusement conservé, etc. (en filigrane : la transformation, obligée et totalement déterminée par le franquisme, de pratiques culturelles en pratiques politiques transgressives, [254] et la conscience généralisée, chez les acteurs sociaux, de cette transformation). Puis, lorsque, quelques années plus tard, ces mêmes enfants forment leurs *cuadrillas*, se rencontrent au sein des *peñas* et des *txokos*, ou au cours des *poteos* et sorties en montagnes, la connaissance de ces mêmes symboles se mue en une sorte de monnaie d'échange de secrets, de choses défendues et, en même temps, en signe de reconnaissance marquant le dégagement d'un « même » tout à fait inédit : espace semi-public, encore clandestin mais déjà transgressif, lieu de convergence où se mêlent désormais de façon indissociable culture et politique.

C'est dans ce subtil passage (investissement suivant un mode transgressif des symboles basques au sein de sphères privées puis fonctionnement semi-public de ces mêmes symboles dans leur efficience transgressive) que réside selon nous la genèse et l'explication du développement du nouveau nationalisme. Il est arrivé un moment où, pour la jeunesse basque, ces symboles sont devenus des symboles-révolte face au pouvoir et à ses normes répressives, des symboles-défi dont la pratique « (était) sans conteste la meilleure façon de dire merde a tous ces fachos qui nous empêchaient de respirer »[7].

On s'aperçoit ici, en regard de la fonction de l'*euskera* au début du siècle (premier nationalisme), combien une même pratique (celle d'apprendre ou de valoriser la langue basque) peut renfermer des significations différentes. À la fin du franquisme (nouveau nationalisme), et sous quelque angle qu'on l'aborde, le fait que des dizaines de milliers de personnes, et avant tout des jeunes, se mettent à clandestinement apprendre le basque, cette langue isolée, si peu parlée et, semble-t-il, tellement difficile, demeure,

---

[7] *Interview 26*, 27 ans, Saint-Sebastien, octobre 1980.

suivant les dogmes de notre modernité (rationalité instrumentale, efficience technique, rentabilité économique), difficilement explicable, pour ne pas dire totalement incompréhensible. Et s'il en est ainsi, c'est que la valorisation de sa pratique obéit à un principe étranger à ces dogmes : *son pouvoir performatif n'est pas instrumental mais symbolique*. Autrement dit, réside dans sa faculté à figurer un « même » dont tous ceux qui en posséderont une partie pourront se reconnaître et s'en sentir les membres (étymologie du mot symbole). Or, quelle est alors (période franquiste), et aux yeux de ceux qui décident d'apprendre l'*euskera*, la principale efficience sociale de cette langue, [255] si ce n'est, avant tout, de marquer et d'exprimer une irréductibilité rebelle à un pouvoir négateur et répressif ?[8] Foin de la non-rentabilité économique de son emploi ! Foin de son « anachronisme technique », de son « irrationalité instrumentale » ! Dans l'ambiance et la temporalité qui sont alors celles de la vie en Pays Basque, l'*euskera* acquiert une importance qui a bien peu de choses à voir avec celles que les canons de notre rationalité technico-instrumentale désignent. À mesure qu'elle se constitue et se consolide, la société souterraine basque va faire de l'*euskera* un des principaux symboles autour desquels elle s'institue en un terrain chaque jour plus perdu pour le pouvoir franquiste[9].

On pourrait repérer et suivre ce même processus pour la quasi-totalité des symboles basques. Par exemple, mais à un niveau tout autre, au sujet et de l'*ikurriña* (drapeau basque). Interdit au lendemain de la Guerre-Civile[10], la réunion même de ses couleurs (rouge, vert et blanc) ira jusqu'à être proscrite, à tel point que certains pêcheurs seront obligés de repeindre leur bateau[11] ! Pendant au moins vingt ans, disparition totale donc de l'*ikurriña* de l'espace public, et désinvestissement parallèle et progressif de sa signification d'avant-guerre (premier nationalisme). Puis, sa découverte et sa « pratique » suivant un mode inédit, essentiellement privé et transgressif, par la

---

[8] La nature des connaissances en *euskera* les plus souvent employées par les non-bascophones est à ce propos significative. Il s'agit, la plupart du temps de mots ou d'expressions directement liés à des thèmes d'ordre revendicatif. Qui, en Pays Basque, ne sait pas dire liberté en basque (*askatasuna*)?

[9] L'*euskera* continue encore à l'heure actuelle (1982) de revêtir, pour ceux qui désirent l'apprendre, cette dimension fondamentalement rebelle. Mais on peut s'interroger sur la persistance d'une telle identification au moment où cette langue devient obligatoire à l'école, moyen de sélection pour rentrer dans l'administration autonome, etc.

[10] Contrairement au drapeau catalan qui, bien que non officiel, était toléré.

[11] Interview 1, 47 ans, Ondarroa, septembre 1979.

nouvelle génération. Enfin, son emploi public et massif, à la fin du franquisme, dû à son adoption unanime et à son « incorporation »[12] comme symbole de liberté en Pays Basque. [256]

3) C'est ici qu'il faut dégager une troisième étape dans l'instauration de la « nouvelle identité basque ». Celle de l'extension de ce code à l'ensemble de la population basque suivant la formulation de « nous la vie, nous les rebelles, nous les Basques », face à « eux la mort, eux la répression, eux la terreur » de telle façon que le nom même d'Euskadi se mue chaque jour davantage en synonyme expressif des notions de liberté et de démocratie. Cela ne veut pas mécaniquement dire que tous ceux qui aspiraient à la liberté et à la démocratie aient alors exprimé ce désir par la pratique des symboles basques, mais qu'a un moment donné, tous les habitants basques ont, d'une façon ou d'une autre, ressenti la corrélation entre les deux.

Et c'est sans conteste au fur et à mesure que cette corrélation est devenue de plus en plus forte qu'un nouveau « nous » basque est clairement apparu (ce phénomène devient patent à partir du procès de Burgos en 1970). Il s'agissait d'un « nous » qui n'a plus grand-chose à voir avec le « nous » basque d'avant-guerre. Un « nous » sur lequel n'importe quel habitant basque, quelle que soit son origine sociale ou ethnique, peut se brancher et du même coup faire sien, sans autre détermination que sa volonté et sa subjectivité.

Volonté et subjectivité dont il faut chercher les origines (et donc « l'explication ») dans la polymorphie de la vie sociale en Pays Basque, et avant tout dans ce nouvel espace public clandestin, chaque fois plus vaste, qui était en train de se nouer autour d'une opposition frontale à la répression franquiste.

Cette explication ne referme pas un cercle tautologique, mais suit au contraire le mouvement spiral de ce nouveau nationalisme né d'une perception nouvelle de l'identité basque, d'abord vécue sous un mode privé, puis collectif, enfin public. Mouvement dont la mesure de l'excentricité, touchant des secteurs de la population chaque fois plus

---

[12] On raconte à Bilbao l'histoire de trois jeunes gens arrêtés par une patrouille de police alors qu'ils faisaient leur *poteo*. L'un d'entre eux portait un foulard aux couleurs basques. Il eut le choix : soit le fouler au sol, soit l'avaler. Les trois jeunes décidèrent alors de se partager cette inhabituelle *tapa* (amuse-gueule que l'on prend en faisant le *poteo*). Nous n'avons pas directement pu vérifier la véracité de cette histoire, mais le fait qu'elle soit connue de tous pointe bien, encore que de façon caricaturale, le choix qui fut imposé, un jour ou l'autre, d'une manière ou d'une autre, à chaque habitant basque : « incorporer » les symboles basques ou les rejeter.

éloignés du centre fondateur (les familles nationalistes), doit être recherchée dans celle de la force centrifuge créée par les formes de réaction et de solidarité de plus en plus intenses et étroites des habitants basques face à une répression discriminatoire. [257]

III- L'EFFET ETA[13]

Comment expliquer qu'une organisation, née d'une poignée de militants tentant d'appliquer une stratégie totalement inadaptée à la situation réelle du Pays Basque et employant un moyen de lutte (violence) jusqu'alors étranger au mouvement national basque, ait pu susciter, en moins de quinze ans, une telle adhésion populaire[14] ? Comment expliquer qu'environ 350 000 personnes (soit plus de 13 % de la population basque) puissent, en l'espace de deux jours, se mobiliser et manifester pour réclamer la libération de « terroristes »[15] ? Et qu'enfin, quelques années plus tard, les deux coalitions électorales, créées ou directement appuyées par ces mêmes « terroristes », [258] puissent obtenir 26 % des suffrages à des élections[16] ? En définitive, comment

---

[13] Le mot « effet » est ici pris dans son acception « d'impression produite par quelqu'un ou quelque chose sur quelqu'un », le mot impression renvoyant quant à lui à une position plus affective et subjective qu'intellectuelle. Par « effet ETA », nous entendons l'adhésion affective et l'élan de sympathie qu'ETA a pu susciter dans la population basque, et les conséquences d'une telle « impression » a pu produire, avant tout la radicalisation de la revendication basque.

[14] Les thèmes des plus grandes mobilisations et manifestations qu'a jamais connu le Pays Basque sont directement ou indirectement liés à ETA. Soit pour protester contre l'exécution (Txiki et Otaegui en 1975) ou la mort de ses militants et sympathisants par la police (la liste serait trop longue), soit pour exiger la liberté (amnistie) de tous les prisonniers politiques basques (dont 90 % appartiennent à ETA). Par exemple, les huit grandes grèves générales ayant sporadiquement paralysé l'activité en Pays Basque entre l'été 1975 et l'automne 1977 ont toutes été, sans exception, convoquées sur ces thèmes.

[15] Manifestations des 2 et 3 septembre 1977 pour la libération inconditionnelle des derniers prisonniers basques, tous d'ETA (voir *Le Monde* du 6 septembre 1977). L'ampleur de la mobilisation fut telle que les partis (PNV, PSOE et UCD) n'ayant pas appelé aux manifestations des 2 et 3 septembre en convoquèrent une nouvelle pour le 8 sous le même thème de l'amnistie générale, autrement dit pour la libération de ceux que ces mêmes partis qualifieront quelques mois plus tard de terroristes. Mais ce qui importe ici ne sont pas les futures positions de ces partis envers ETA, mais le fait qu'en cette fin du franquisme, la quasi-totalité des forces politiques à représentation basque (y compris le tout nouveau parti gouvernemental, l'UCD) reconnaissent ainsi (en réclamant la libération inconditionnelle de ses derniers militants emprisonnés) le caractère politique du combat d'ETA et implicitement le bien fondé, ou tout au moins le caractère non délictueux, de ses actions durant le franquisme.

[16] Ce pourcentage se rapporte aux dernières élections ayant, à ce jour (été 1982), eu lieu en Pays Basque (convoquées le 9 mars 1980 pour désigner les députés du tout nouveau Parlement basque). Herri Batasuna, appuyée par ETA militaire, a obtenu 16,35 % des voix, et Euskadiko Ezkerra, appuyée par ETA politico-militaire, 9,67 %, ce qui donne un total de 26,02 % des voix à l'ensemble de la gauche radicale et indépendantiste (ces élections ne concernaient pas la Navarre, écartée du processus autonomiste basque par le gouvernement central (voir plus loin le chapitre consacré à la période post-

expliquer l'effet ETA, phénomène certainement unique en Europe, d'appui, ou tout au moins d'adhésion affective, à une violence politique portée par une organisation qualifiée de terroriste ?

Beaucoup crurent y voir l'œuvre de quelques exaltés manipulés par le KGB, l'Organisation Terroriste Internationale, les Palestiniens, Kadhafi, etc.[17] Certains y discernèrent la « machiavélique intelligence » des dirigeants d'ETA, et d'autres le résultat de sa logique de terreur[18]. Ne voulant pas être de reste, un journaliste « prit le problème à la racine » et n'hésita pas à diagnostiquer une « irruption névrotique (d'un) fanatisme ethnique refoulé »[19]! Si ces explications paraissent burlesques, c'est que la plupart, au moment de déterminer les ressorts d'une telle adhésion, déconnectent avec la réalité, et en particulier avec les dimensions de la société [259] dans laquelle cette adhésion a lieu, pour se replier sur la seule organisation ETA. La clandestinité de celle-ci permet alors les supputations les plus extravagantes dont toutes ont pour point commun de confondre ce qui relève de forces historiques et sociales avec la psychologie de ce qui ressemble alors à quelques héros échappés de mauvais romans policiers. Une connaissance minimale d'ETA permet pourtant vite de s'apercevoir que sa puissance de feu, ses relations internationales et sa propagande, quelque importantes qu'elles fussent, ne pouvaient à elles seules rendre compte de son effet : *sa dimension dépassait de très loin son organisation*[20].

---

franquiste).

[17] Une partie (et non la moindre) de la presse espagnole abonde de ce genre « d'information exclusive ». Le plus affligeant de l'affaire réside peut-être en ce que ces élucubrations explicatives soient bien souvent prises pour monnaie courante par les lecteurs et parfois par la presse étrangère (et notamment française) qui n'hésite pas à les citer comme des « sources sûres ».

[18] Il ne s'agit pas de prendre ici parti pour ou contre ETA, mais de constater : ce n'est pas ETA que la population craignait mais la police. Un sondage réalisé à la demande du quotidien madrilène *El Pais* en 1979 (soit après la démocratisation et une vaste campagne de dénigrement envers ETA) rend bien compte de cet état de choses. Ce sondage est national (Etat espagnol) et concerne « l'état de préoccupation des Espagnols ». Au niveau de l'ensemble de l'Etat, et dans l'ordre de classement des principales préoccupations, c'est le terrorisme (ETA) qui vient en seconde position (21 %), après le chômage (52 %) tandis qu'au niveau du Pays Basque, donc à celui où le terrorisme devrait théoriquement le plus « préoccuper » les habitants (95 % des actions d'ETA ont lieu en Pays Basque), celui-ci obtient le plus petit indice de préoccupation de tout l'Etat espagnol (8 %) Voir *El Pais* du 6 février 1979, p. 12. Il s'agissait d'un questionnaire fermé ; le comportement des forces de l'ordre n'était pas proposé comme « préoccupation ».

[19] L'anthologie de tels morceaux de bravoure professionnelle serait hélas fournie.

[20] À preuve l'énorme augmentation de son « effet » au cours des années 1970 et 1971, alors que l'organisation était exsangue et réduite à sa plus simple expression.

Le pourquoi de cet effet ne doit pas être recherché dans les couloirs du Kremlin ou à Tripoli, mais dans le quotidien en Pays Basque durant ces années-là. Un quotidien, on l'a vu fait d'une répression permanente dont l'étendue n'avait pour mesure que son arbitraire. Dans cette situation où toute expression de mécontentement, toute expression identitaire basque, toute contestation étaient interdites par un pouvoir qui ne bénéficiait en Pays Basque d'aucune légitimation, il fallait s'attendre à ce qu'une violence s'insurgeant contre lui suscite de la sympathie et une adhésion affective. La violence était de fait la seule possibilité expressive que laissait un pouvoir aussi totalitaire, tant aux mouvements sociaux qu'à la revendication nationale. Situation que traduit bien Alfonso Perez Agote lorsqu'il écrit que « la violence a ici (Pays Basque) supposé un langage expressif du silence social imposé par l'État (franquiste) »[21].

Dans le morne silence de la *noche negra* franquiste, les premiers coups de feu d'ETA résonnèrent en effet pour beaucoup comme le claquement d'un cri longtemps contenu. Les actions d'ETA eurent d'entrée, parmi la population basque, un écho totalement disproportionné à leur envergure réelle. En s'attaquant systématiquement aux symboles du pouvoir franquiste, [260] les *etarrak* allaient bientôt devenir « ceux qui faisaient ce que tout le monde rêvait de faire en Pays Basque »[22].

Pour une certaine jeunesse, celle qui vivait de façon la plus transgressive son appartenance à la société clandestine, ce courant de sympathie va vite se transformer en une véritable identification[23]. Cette identification explique peut-être qu'ETA n'eut jamais, à partir de la seconde moitié de la décennie 60, de problème de recrutement (son « problème » était au contraire de former des nouveaux militants inexpérimentés et chaque fois plus nombreux).

---

[21] « Problemas de legitimacion del Estado franquista en el Pais Vasco », in *Estudios de historia..., op. cit.*, p. 297.

[22] *Interview 52*, 37 ans, Saint Sébastien, octobre 1981. C'est ce même phénomène que Juan Aranzadi, dans un article très décrié (« Milenarismo vasco y antisemitismo democratico », in *El viejo Topo* n° 30, 1979, p. 16), et en des termes analytiques quelque peu hermétiques, a tenté de décrire : « ETA fut l'expression viscérale et anarchique de l'immense agressivité accumulée en Euskadi contre les forces de police, et de l'orgueilleuse conviction en la capacité basque d'auto-organisation. ETA fut et est la catharsis du peuple basque, son explosive expression libidinale (…). Les actions d'ETA sont la compensation sublimée des frustrations individuelles et collectives du peuple basque. »

[23] *Interview 26*, 27 ans, Saint Sébastien, octobre 1980, nous expliquait comment les membres de sa *cuadrilla* et lui-même « s'amusaient à faire des listes d'*ekintzak* (actions militaires) qu'ETA devrait exécuter », et ajoutait que « si nous avions eu la possibilité de lui faire parvenir des lettres, nous lui aurions certainement envoyé (ces listes) » (quelques années plus tard, *Interview 26*rentrera à ETA).

Ce n'est qu'après le Procès de Burgos que l'existence d'ETA sera connue à travers le monde. Mais trois ans auparavant, il était déjà impossible d'habiter en Pays Basque et de ne pas connaître ETA. La réaction que suscita la mort de Txabi Etxebarrieta, premier militant d'ETA tué par la police (le 7 juin 1968), fut certainement la première manifestation massive de « l'effet ETA ». À partir de cette date, les *etarrak* sont chaque fois plus perçus par la population basque comme « les nôtres ». Pour certains (essentiellement la jeunesse) des « héros », pour d'autres des « enfants terribles » (sympathiquement appelés *los chicos*), mais pour tous, en fin de compte et au-delà des divergences idéologiques, ils sont « des nôtres ».

« Les nôtres » par rapport à qui ? « À la police », « au pouvoir », « à ceux qui semaient la terreur dans les rues » répondent à l'unanimité nos interviewés. Dans la configuration stratifiée du terrain social basque [261] d'alors (souterrain clandestin et superficie bétonnée par la répression qui empêchait tout mouvement social d'éclore à l'air libre de l'espace public et de s'y développer), la violence d'ETA fait figure de geyser, capable de peu à peu canaliser une grande partie des courants sociaux souterrains qui parcouraient la société clandestine basque.

C'est dans cette temporalité faite de répression, de vie sociale clandestine et d'expression violente d'un vouloir être, que le second aspect de « l'effet ETA doit être abordé : celui de catalyseur d'une radicalisation de la revendication nationale basque. En opposant systématiquement une « Euskadi libre et socialiste » à « la répression », à « l'exploitation » et « au capitalisme »[24], ETA va précipiter un processus qui était déjà à l'œuvre dans la société souterraine basque : la projection dans une future Euskadi libre, de tout un ensemble de désirs, de projets et d'utopies.

Dans l'espace de répression qu'est alors le Pays Basque, pas le moindre recoin pour que des mouvements sociaux puissent se nouer autour d'enjeux partagés [262] par des adversaires. L'altérité et la contestation sont au contraire sauvagement réprimées, et les échanges, débats et oppositions, étouffés par l'insupportable poids du pouvoir. C'est précisément ensevelis sous cette chape bétonnée de silence imposé et de répression, que beaucoup vont en venir à imaginer, à « rêver », l'autre côté du mur : un terrain perdu par

---

[24] Voir par exemple les célèbres *Gora Euskadi askatuta !* et *Gora Euskadi sozialista !* (Vive le Pays Basque-libre ! Vive le Pays Basque socialiste !) qui, depuis bientôt vingt ans, closent invariablement les communiqués d'ETA.

le pouvoir, où l'exploitation prendrait fin, les projets forme, et les utopies racine, un terrain qui s'appellerait Euskadi.

Une apparente similitude du nouveau nationalisme avec l'ancien pousse ici à confondre les deux : comme le premier nationalisme, le nouveau valorise les mêmes symboles ; comme lui, il projette dans l'avènement de la nation basque tout un ensemble de désirs et de projets dont un présent hostile empêche la réalisation ; comme lui, il hallucine parfois une Euskadi réceptacle d'une société enfin en accord avec elle-même dans la transparence de son organisation, une Euskadi sans classes.

Mais, pour peu qu'on se donne la peine d'aller au-delà de ces similitudes, tout un ensemble de différences fondamentales apparaît.

1) Les nouveaux nationalistes ne se rapportent plus à un temps mythique (l'Euskadi primitive, égalitaire et heureuse) pour fonder la légitimité de leur revendication. Celle-ci émane désormais du quotidien même dans lequel ils vivent : c'est face au pouvoir franquiste qui les désigne et les « marque » dans une altérité nouvelle qu'ils en viennent à imaginer une Euskadi libre.

2) Cette altérité nouvelle *n'est plus une altérité ethnique, liée à la perception d'une essence, mais une altérité volontaire, liée à la perception d'une loi*. Ce n'est plus une altérité qui fonctionne à l'immanence mais à la transcendance : celle de la loi d'exception qui investit tous les habitants basques sous un mode différentiel.

3) Que la forme expressive de cette altérité, de cette identité nouvelle, se noue autour de symboles majoritairement puisés dans le capital symbolique différentiel basque du premier nationalisme, ne doit pas conduire à mécaniquement penser que la pratique de mêmes symboles renferme *ipso facto* une même signification sociale. Nous avons vu au contraire comment ces symboles avaient été réinvestis sous un mode inédit, essentiellement transgressif. La communauté basque du premier nationalisme [263] et la société souterraine basque qui se dégage durant le franquisme n'ont, en dehors du partage trompeur de mêmes symboles, que peu de choses à voir ensemble.

4) En retour, la pratique transgressive des symboles basques va charger la revendication nationale d'une dimension nouvelle : son radicalisme social. Pour beaucoup (et c'est là que « l'effet ETA » joue à plein), Euskadi apparaît comme une terre brûlée, irrécupérable par le pouvoir. Cette vision draine alors au nouveau nationalisme tout un ensemble de revendications, contestations et luttes sociales, chaque

fois plus radicales dans leur impossibilité de pouvoir s'exprimer. Tandis que la corrélation radicalisme social — premier nationalisme était extrêmement faible, celle qui correspond au nouveau nationalisme est au contraire très élevée (voir plus loin). [264]

L'INTEGRATION DES IMMIGRES ET LEUR PARTICIPATION AU MOUVEMENT NATIONAL

> « Le Maketo, voici notre ennemi ! Il est nécessaire de l'isoler dans toutes les dimensions de la vie sociale. »
>
> Arana Goiri, 1899[1]

> « Il y a en Euskadi des milliers d'ouvriers venus d'Espagne, et cela ne nous rend nullement racistes. C'est simple : les habitants actuels d'Euskadi, qu'ils soient ethniquement basques ou pas, sont pour nous les futurs citoyens basques. »
>
> ETA, 1964[2]

Un des aspects les plus novateurs et peut-être le plus intéressant du nouveau nationalisme est, qu'en renonçant définitivement à toute vision essentialiste de la nation, il permet l'intégration nationale des immigrés qui représentent désormais, au sens strict du terme[3], le tiers de la population basque. [265]

I- UN CHANGEMENT D'ATTITUDES

1- Des nationalistes envers les immigrés

Contre son fondateur, Sabino Arana Goiri, qui affirmait que « peuple et nation sont des concepts qui se réfèrent à la race »[4] et contre la quasi-totalité de ses principaux idéologues d'avant-guerre, comme par exemple de Aranzadi qui écrivait en 1931

---

[1] « Extranjerizacion », in *El Correo vasco* n° 67, 10/08/1899, *Obras completas,* p. 1761, et « Nuestros moros », in *Bizkaitarra* n° 4, 17/12/1893, *Obras completas,* p. 196.

[2] « Hemos aprendido historia », in *Zutik* n° 18, 17/12/1964

[3] Personnes nées en dehors du Pays Basque.

[4] « Efectos de la invasion », in *Baserritara* n° 11, 11/07/1897.

« avant tout et surtout, la nation nous parle de naissance, d'origine et de sang »[5], le PNV déclarait solennellement en 1977 que « le principal critère d'appartenance à un peuple n'est ni le sang ni la naissance, mais la volonté d'intégration, l'assimilation culturelle et la contribution au développement de toutes les dimensions de la vie sociale »[6].

Entre temps, plusieurs voix s'étaient certes élevées pour condamner cette vision étroitement raciale de la nation, surtout après que le nazisme eut donné la connotation que l'on sait au concept de race. Mais il fallut attendre l'éclosion du nouveau nationalisme pour qu'une définition nouvelle de la nation basque, basée non plus sur un être (essence), mais sur un vouloir être (volonté ou identification affective)[7] permette un réel changement d'attitude envers les immigrés. C'est ETA qui systématisera le mieux ce changement :

1) La proportion des immigrés dans la population basque ne cesse d'augmenter. Dans le cas de nombreuses villes, ils sont même en passe [266] de devenir majoritaires[8].

2) Bien que leur présence influe négativement sur la conservation da la langue et de la culture basques[9], ces immigrés ne peuvent cependant pas être tenus pour responsables de leur disparition, ou tout au moins de leur recul alarmant : « Notre idéologie rejette de façon catégorique les attitudes racistes et discriminatoires que certains noyaux de notre pays maintiennent encore envers les travailleurs immigrés. Les immigrés ne sont responsables ni de la perte de l'*euskera* ni de l'oppression que nous

---

[5] *La nacion Vasca, op. cit.*, p. 20.

[6] « Ponencia de plateamiento politico », in *Documentos de la Asemblea Nacional, marzo de 1977*, p. 19 (cité par Corcuera et Garcia, « Sistema de partidos, instituciones y communidad nacionalista en Euskadi », in *Revista de politica comparada* n° 2, p. 178).

[7] Voir supra.

[8] Il ne faut cependant pas croire que les positions qui suivent (main tendue vers les immigrés) soient le fruit d'une espèce d'opportunisme arithmétique. Les militants d'ETA, bien que très sensibles à l'augmentation du nombre des immigrés, étaient en fait loin de penser (en l'absence quasi totale de divulgation des statistiques officielles) qu'elles atteignait de telles proportions. Témoins de cela, les chiffres avancés par Beltza (alors un des principaux idéologues et chercheur d'ETA) : 400.000 immigrés, soit 18 % de la population en 1970 (repris dans *Nacionalismo y clases sociales*, San Sebastian, 1976, Ed. Txertoa, p. 155). A l'époque, ces chiffres parurent déjà énormes. Le nombre réel des immigrés, toujours en 1970, était en fait de 688 104, soit 29,48% de la population.

[9] Et soit parfois même dénoncée comme une des facettes de la politique franquiste « visant l'assimilation forcée du peuple basque » (donc référence ethnique…).

subissons actuellement. Ils sont victimes, comme nous, de structures capitalistes, qu'ensemble nous devons remplacer par d'autres, socialistes. »[10]

3) La tâche des nationalistes, au lieu de rejeter ces immigrés et de les accabler de tous les maux, doit au contraire viser à faciliter leur intégration à la société et à la culture basques.

4) Cette intégration sera d'autant plus facile que la situation d'Euskadi (« pays prolétaire ») donne une dimension éminemment révolutionnaire au combat national basque, ce qui se traduit réciproquement par le fait « qu'en Euskadi, la lutte pour le socialisme fait du travailleur immigré un combattant de la lutte de libération nationale »[11].

2- Des immigrés envers les natifs et les nationalistes

Quel pouvait être, au début du siècle, le pourcentage d'immigrés qui, résidant en Pays Basque depuis moins de cinq ans, se seraient prononcés soit [267] pour l'indépendance totale du Pays Basque (création d'un État séparé), soit pour sa quasi-indépendance (statut d'autonomie très large reconnaissant le droit à l'autodétermination) ? Nous ne pensons pas commettre quelque hérésie sociologique en affirmant (au regard de ce qui a été exposé en première partie) que ce pourcentage devait avoisiner zéro. Combien ce même pourcentage atteint-il en 1980 ? 37,8 % ![12] [268]

---

[10] In *Zutik* n° 31, juillet 1965, p. 6.

[11] *Ibidem*.

[12] Ce pourcentage provient des résultats d'une enquête effectuée en Pays Basque durant l'été 1980 par EMOPUBLICA (échantillon, 1 300 personnes de plus de 16 ans) sur l'identification « basquiste » et nationaliste de la population basque. Les principaux résultats de cette enquête sont exposés et commentés par José A. Garmendia, *Abertzales y vascos*, ouvrage collectif, Madrid, 1982, Ed. Akal.

La question était la suivante : « Quelle est, des alternatives suivantes, celle qui, en réalité, convient selon vous le mieux au Pays Basque ?

- Un gouvernement fort depuis Madrid.
- Un statut d'autonomie en évitant tout dangereux glissement vers l'indépendance.
- Un statut d'autonomie équivalent à une quasi-indépendance.
- La création d'un l'Etat basque indépendant.

Voici les réponses en pourcentage :

	Madrid	Autonomie modérée	Quasi indépendance	Indépendance
Natifs	4,3	28,3	36,0	31,4
Immigrés	16,6	43,5	21,9	17,9
Total	8,1	32,9	31,7	27,9

Ventilation des réponses des immigrés suivant la date de leur arrivée en Pays Basque :

Date d'arrivée	Madrid	Autonomie modérée	Quasi indépendance	Indépendance

Ce bouleversement dans la position des immigrés envers la question nationale basque, et donc envers les nationalistes, est accompagné d'un changement non moins radical de l'image qu'ils se font des autochtones. Nous sommes ici aussi, en l'absence totale de statistiques concernant l'opinion des immigrés envers les natifs au début du siècle, réduit à faire des suppositions. Mais, vu les positions raciales et ségrégationnistes des premiers nationalistes qui ne cessaient de parler au nom de tous les Basques, vu les très nombreux témoignages sur l'animosité (qui dégénérait bien souvent en bagarres) entre ouvriers autochtones et ouvriers immigrés, vu l'institutionnalisation de cette scission conflictuelle à travers l'affrontement de la STV (syndicat « des autochtones ») avec l'UGT (syndicat « des immigrés »), vu enfin les prises de position du PSOE, principal représentant politique de ces immigrés, ne cessant de dénoncer l'égoïsme des autochtones, la bestialité des patrons (qui étaient autochtones) et le racisme des nationalistes (qui étaient autochtones), il ne nous paraît pas hasardeux d'avancer que le pourcentage d'immigrés qui auraient répondu « mépris », « raciste » et « supériorité » à la question « comment qualifiez-vous, de façon générale, le comportement de ceux qui sont d'ici (autochtones) envers ceux qui viennent d'autres régions (immigrés)? », n'aurait en rien été négligeable, mais qu'au contraire ces trois mots auraient majoritairement traduit, dans l'ambiance qui était celle du Pays Basque en ce début de siècle, l'opinion des immigrés envers les autochtones. Or, combien ce pourcentage atteint-il en 1980 ? 6 % ![13] [269]

Quel pouvait être, au moment où Sabino Arana Goiri écrivait : « Grand dommage font à la patrie cent *maketos* qui ne savent pas l'*euskera*, mais plus grand dommage encore lui fait un seul *maketo* qui le sait »[14] la proportion d'immigrés dans

Moins de 5 ans	7,4	38,8	25,8	28,0
De 5 à 10 ans	19,4	39,9	25,7	14,4
De 10 à 20 ans	13,9	50,4	22,1	13,6
Plus de 20 ans	17,3	42,3	21,2	19,2

Le pourcentage indiqué dans le texte (37,8) ne correspond pas à celui du tableau (25,0 + 28,0). Nous l'avons calculé non pas, comme dans le compte rendu de l'enquête, en excluant les sans réponses, mais au contraire en les prenant en compte. Le pourcentage de ces derniers est de 19,4 pour les autochtones et de 37,3 pour les immigrés (inférieure à 5 ans = 29,7 % ; de 5 à 10 = 44,5 % ; de 10 à 20 = 42,4 % et supérieure à 20 = 25,6 %).

[13] Même source que la note 12. La distribution des réponses des immigrés est la suivante : aimable, 57 % ; supériorité, 2 % ; hospitalier, 12 % ; mépris, 1 % ; correct, 13 % ; raciste, 3 % ; indifférent, 5 % ; sans réponse, 2 %.

[14] « La Patria », in *Baseritara* n° 8, 20 juin 1897, *Obras Completas*, p. 1307.

l'ensemble des personnes qui apprenaient alors l'*euskera* ? Ici aussi, sans crainte de se tromper : voisine de zéro. Quelle est cette proportion en 1978 ? 35 % ![15]

II- LE NATIONALISME, RACCOURCI POUR UNE ADAPTATION GRATIFIANTE ET EXPRESSION D'UN MECONTENTEMENT DIFFUSE

Bien qu'extrêmement important, le changement d'attitude des nationalistes envers les immigrés ne peut à lui seul rendre compte du non moins profond et radical changement de position des immigrés envers la question nationale. Le bouleversement dans la définition de la nation basque permet aux immigrés de se rapprocher et même de rejoindre le mouvement national, mais n'explique pas ce rapprochement. Ici aussi, ce n'est pas une situation qui peut révéler le sens d'une action, mais le système d'action qui l'origine (armature des relations sociales dans l'espace d'orientations culturelles vécues).

Mais, avant de tenter une explication de ce rapprochement, essayons d'abord de le cerner pour en déterminer les principales caractéristiques et en mesurer l'importance. Pour ce faire, nous nous baserons sur les résultats de l'enquête Garmendia (voir note 12). Un des points les plus intéressants de cette enquête est d'avoir établi une distinction entre l'attitude nationaliste [270] des personnes interrogées[16] et leur « basquisme » subjectif[17]. En effet, tous ceux qui se sentent Basque ne sont pas obligatoirement nationalistes, et tous les nationalistes ne sont pas obligés de se sentir Basques.

Si le premier cas de figure semble évident, le second est loin de tomber sous le sens : qui peut bien, en Pays Basque, être nationaliste basque et, en même temps, ne pas

---

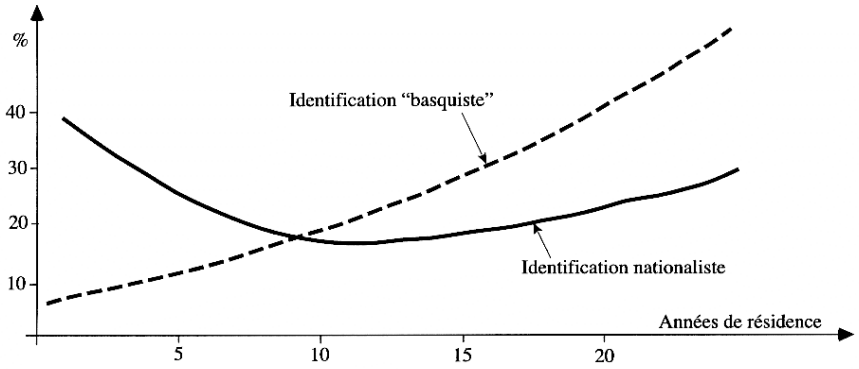
[15] Ce chiffre est fourni par le Gipuzkoako Euskal Eskolen Batzordea (organisme non officiel coordonnant alors l'ensemble des cours du soir pour adultes au niveau du Guipuzcoa) et correspond au cours 1978-1979. Sur les 8 387 élèves immatriculés à ces cours, la proportion d'immigrés était de 20 % dans le canton (traduction approximative de *comarca*, unité géographique de base au niveau d'une province) d'Urola, de 47 % dans celui du Haut Urola, de 22 % dans celui de la Bidassoa, de 20 % dans celui d'Eibar, de 30 % dans celui de la Vallée de Leniz, de 24 % dans celui de la Costa et de 15 % à Saint-Sebastien et Renteria (Cité par Inaki Martinez de Luna in *Abertzales y vascos*, op. cit., p. 15O).

[16] Attitude déterminée par les réponses à une question sur l'avenir politique et institutionnel souhaité pour le Pays Basque (indépendance, autonomie, etc. : voir note 12).

[17] « Basquisme » déterminée par les réponses à la question : « Vous considérez-vous comme basque ? ». 70,7 % des personnes se considèrent comme basques, 16,3 % ne se considèrent pas comme basques, 5,8 % plus ou moins et 7,2 % ne savent pas ou ne répondent pas.

se sentir Basque ? L'enquête apporte la réponse que l'on devine : les immigrés, et spécifie : essentiellement ceux qui résident depuis peu de temps en Pays Basque[18].

Les tableaux des notes 12 (identification nationaliste) et 18 (identification « basquiste ») peuvent être visualisés ainsi :



Au regard de ces courbes, nous pouvons avancer que l'identification « basquiste » des immigrés, quasi nulle à leur arrivée, progresse régulièrement au fur et à mesure que la durée de leur résidence en Pays Basque augmente. Que leur identification nationaliste, élevée durant leurs premières années de résidence en Pays Basque, décroît ensuite régulièrement jusqu'à environ 15 ans de résidence. Au-delà, elle progresse de nouveau à un rythme sensiblement égal à celui qui correspond à l'augmentation de leur identification « basquiste ». Et enfin que le nationalisme des immigrés résidant en Pays Basque depuis moins de 10 ans exprime autre chose que leur « basquisme ». [271]

Cherchant à savoir si l'identification « basquiste » des immigrés était un bon indicateur de leur adaptation et de leur satisfaction de vivre en Pays Basque (ce qui démontrerait en retour que le nationalisme des immigrés récemment arrivés exprime

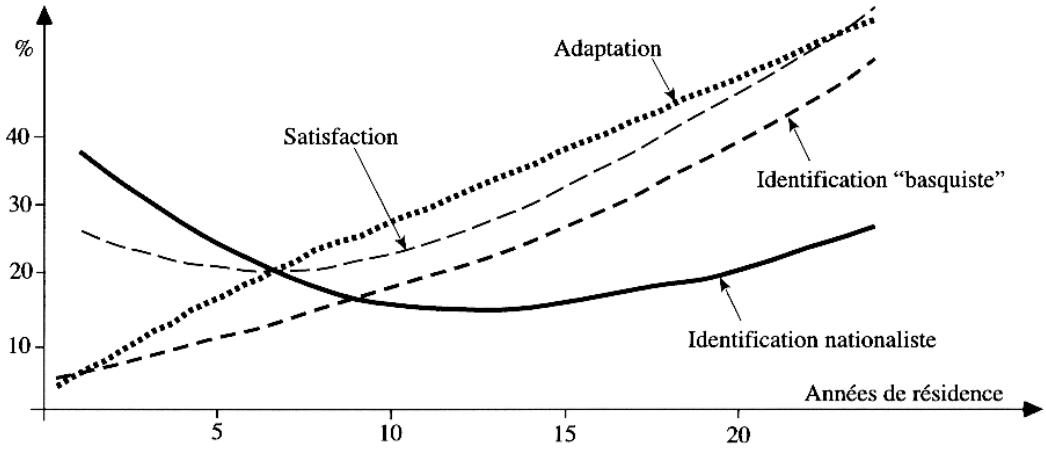
---

[18] 91,4 % des autochtones se considèrent comme basques alors que ce pourcentage n'atteint que 37 points chez les immigrés. Ventilées suivant les dates d'arrivée des immigrés, leurs réponses à la question « vous sentez-vous basque ? » s'ordonnent ainsi (comme pour le tableau de la note 12, ces pourcentges excluent les sans réponse (moins de 5 ans = 13,5 % ; de 5 à 10 ans = 7,9 % ; de 10 à 20 ans = 4,9 % et supérieur à 20 ans = 0 %) :

Date d'arrivée	Non	Plus ou moins	Oui
Moins de 5 ans	79,7	8,2	12,2
De 5 à 10 ans	74,5	13,3	12,2
De 10 à 20 ans	44,3	14,8	40,9
Supérieur à 20 ans	28,5	15,7	55,9

pour une large part de l'inadaptation), l'enquête réservait une série de questions visant à mesurer ces deux dernières.

Les résultats, ventilés suivant la durée de résidence, peuvent plus ou moins être visualisés ainsi.



[272]

Confirmant ce que ces courbes laissent entendre, la mise en corrélation mathématique identification « basquiste » - identification nationaliste - satisfaction - adaptation, montre en particulier que l'identification « basquiste » est un excellent indicateur d'adaptation, et que, si l'identification nationaliste tend à devenir un bon indicateur d'adaptation des immigrés à partir de 15 ans de résidence, elle rentre, en deçà, en corrélation chaque fois plus négative avec leur adaptation et leur satisfaction de vivre en Pays Basque[19]. D'où la conclusion de l'enquête : « le nationalisme des immigrés récemment arrivés en Pays Basque reflète, pour une large part, leur inadaptation et leur insatisfaction. Plus celles-ci sont fortes et plus celui-là devient radical. Pour rompre le cercle d'isolement, beaucoup choisissent la fuite en avant, la

[19] Voir les résultats exacts et le calcul des corrélations dans le compte rendu de l'enquête, *op. cit.*, pp. 54-66.

radicalisation d'attitudes et de comportements nationalistes. »[20] Mais ce que l'enquête ne nous dit pas, c'est pourquoi et en quoi le nationalisme représente, aux yeux des immigrés, un excellent moyen de réduire leur inadaptation et leur insatisfaction. Il y a 80, 50 ou même 30 ans, les immigrés étaient tout aussi perdus à leur arrivée en Pays Basque. Ils étaient cependant loin d'adopter des attitudes nationalistes, et encore moins des attitudes nationalistes radicales.

Le nouveau nationalisme *permet* et même souhaite l'intégration des immigrés, l'enquête *constate* ce rapprochement et en donne les dimensions. Mais ni l'un ni l'autre *n'explique* pourquoi et comment ce rapprochement et cette intégration ont lieu. Entre l'ouverture du nationalisme aux immigrés et l'adhésion puis l'action de certains d'entre eux, réside toute l'épaisseur d'une décision que seule la structure des relations sociales, des expériences concrètes et du vécu quotidien dans lesquels ils s'insèrent peut rendre compte.

Ces immigrés, ceux de la seconde vague (1955-1975) arrivent, tout comme leurs prédécesseurs du début du siècle, en pleine expansion expressive de l'identité basque. Mais celle-ci n'est plus liée à la construction d'un « nous Basques » face à « eux les immigrés, les maketos, ce ramassis de bâtardise ». [273] La collectivité basque des années 1960-1970 n'est plus déchirée en deux. Elle se regroupe au contraire chaque fois plus, au fur et à mesure que la fin du franquisme approche, autour d'un « nous la société civile » face à « eux les forces de l'ordre et ceux qui les commandent ».

D'entrée, les immigrés récemment arrivés perçoivent, dans l'expérience concrète de leur quotidien, l'existence de cette société civile basque qualifiée plus haut de souterraine. Mais perception ne veut pas dire adaptation et encore moins intégration. Cette société est, on l'a vu, clandestine, faite de mille réseaux, codes, signes dont la connaissance ne peut être que le fruit de subtiles approximations puis pratiques nées d'un quotidien partagé. La répression est omniprésente. Pour vivre, cette société doit résister et donc se prémunir de tout danger d'infiltration, de noyautage, par tout un ensemble de défenses.

C'est précisément contre ces défenses que bute le nouvel arrivé. Pas moyen de s'intégrer réellement à cette société sans appartenir à un des multiples canaux

---

[20] *Ibidem*, p. 56.

clandestins qui l'irriguent, et donc pas moyen d'y appartenir sans être reconnu et accepté par ceux qui y transitent. Reconnaissance que le nouvel arrivé n'est pas un *chivato*[21], un membre de la *txakurrada*[22] ou tout simplement un franquiste ou un pro-franquiste.

C'est en ne perdant pas de vue cette exigence de reconnaissance que l'important phénomène d'adhésion, si rapide et radicale, des immigrés récemment arrivés au nationalisme basque devient explicable. Se proclamer nationaliste et surtout agir en conséquence revient à chausser des bottes de sept lieux pour rejoindre la société souterraine. D'entrée, c'est se situer à son cœur même, dont les battements ne cessent d'impulser des pratiques transgressives.

Or, quoi de plus transgressif et de plus rebelle que d'être nationaliste ? Et lorsque nous écrivons nationaliste, l'affaire est claire pour ces immigrés : dans l'ambiance des années 1960-1970, se proclamer nationaliste, [274] c'est se prononcer pour l'indépendance d'Euskadi et adopter une attitude pro-ETA. Le principal moyen, à la fois le plus rapide et le plus gratifiant[23] par lequel les immigrés rejoignent la société civile basque est avant tout d'ordre transgressif et radical[24].

Il ne faut cependant pas croire que cette attitude soit purement « opportuniste » :

1) Dans une large mesure, ce ralliement au nationalisme radical exprime aussi un mécontentement diffus que rien n'avait jusqu'alors permis d'épancher. D'abord les années précédant le départ, la plupart du temps des années semées d'embûches :

---

[21] Indicateur, délateur, en espagnol.

[22] « Meute de chiens » en *euskera* : terme par lequel la police et les forces de l'ordre sont désignées en Pays Basque.

[23] D'entrée l'immigré nouvellement nationaliste est gratifié de son appartenance au peuple travailleur basque qui, comme ne cesse de le répéter ETA, « est composé de tous ceux qui vendent leur force de travail en Euskadi et qui tentent de s'intégrer à la lutte de libération nationale et sociale » (*Zutik* n° 63, mai 1972). L'emploi incertain des quelques mots et expressions basques qu'il connaît à peine ne suscite pas de la moquerie et encore moins du rejet, mais des encouragements et de la sympathie extrêmement gratifiants.

[24] Les résultats électoraux reflètent bien ce processus : la corrélation immigrés - nationalisme radical (EE et HB) est, en regard de la corrélation immigrés - nationalisme modéré (PNV) extrêmement importante (pour le calcul de ces corrélations pour l'ensemble des 448 sections électorales du Guipuzcoa, voir l'étude de Luis Nuñez « Sectores sociales que han votado a cada partido », in *Punto y Hora* n° 126, 25/05/1979, pp. 14-15). A tel point qu'on peut affirmer que la quasi totalité des immigrés nouvellement nationalistes appartiennent aux formations les plus radicales (et même à ETA : le 27 septembre 1975, deux de ses militants, Angel Otaegui et Juan Paredes Manot étaient fusillés. Le premier, né à Nuarbe (Guipuzcoa) était un *Vasco de toda la vida* (Basque depuis toujours); le second, né à Zalamea de la Serena (Badajoz) et résidant depuis tout juste 10 ans en Pays Basque deviendra le symbole de l'intégration des immigrés au combat national basque).

chômage, difficultés financières, etc., celles qui ont motivé la décision de quitter le pays. Puis le traumatisme du départ. Enfin une arrivée dans des conditions généralement désastreuses : un travail pénible, un logement *de los sesentas*[25], et la difficulté de s'intégrer à une société à la fois omniprésente et insaisissable (clandestine). Bien souvent, l'adhésion nationaliste signifie aussi l'explosion de ce mécontentement accumulé que l'on peut, sans risque de se tromper, assimiler à de pures conduites de crise. [275]

2) Ces immigrés, dès leur arrivée en Pays Basque, subissent aussi, en tant que Basques, la répression générale et arbitraire. Souvent, quelques semaines après leur installation, ils en sont très directement les victimes[26]. Ce qui peut susciter deux types de réaction : celle de se démarquer par tous les moyens « des Basques » pour ne plus souffrir de la répression ou, au contraire, celle de s'identifier au maximum avec eux dans le partage d'un même quotidien et d'une même protestation.

À moins de rentrer dans la police, la première ne sert à rien : outre le fait qu'une personne ayant décidé de « ne pas être Basque » peut se faire matraquer, comme tout le monde, le lendemain de sa décision, elle est sûre qu'agir ainsi revient à renoncer définitivement à s'insérer dans la société basque, sans compter le risque de se voir refuser d'être servie dans un magasin, de subir le silence pesant dans les bars où elle rentre, d'être mise à l'index par ses voisins, etc.

La seconde réaction peut être très rapide, quasi immédiate, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes. De quel côté, en effet, ces jeunes immigrés, assistant par exemple à une bataille de rue opposant des jeunes de leur âge à la police espagnole (qui, quelques temps auparavant les aura peut-être frappés en les traitant de « sales Basques »), de quel côté vont-ils se ranger ? Et que vont-ils avoir envie de crier alors que tout le monde crie *askatasuna*, *amnistia* ou même *ETA herria zurekin*[27] ?

Les témoignages d'*Interview 54* et d'*Interview 20* illustrent bien ce qui vient d'être exposé.

---

[25] Des années 60 : ceux qui furent construits à la hâte durant les années du second boom industriel et démographique, sans le moindre souci d'esthétique, d'isolation, etc.

[26] Voir par exemple *supra* le témoignage de *Interview 25*.

[27] Liberté, amnistie et ETA, le peuple est avec toi. Voir en annexe une description du climat dans lequel se trouvaient plongés les jeunes immigrés dès leur arrivée à Renteria.

- « Je suis devenu Basque... (C'est quoi être Basque ?) Je sais pas… aller aux manifs… être avec les gens d'ici, emmerder les flics. Bon, ça au début. Maintenant j'apprends le basque avec des copains (...). Je n'ai pas voté, ça sert à rien. Sinon, j'aurais voté Herri Batasuna. »[28]

- « On est arrivé en 1972 (…). Au début c'était dur, on ne connaissait personne. Puis peu à peu, les voisins, les copains à l'usine (...). Au début j'étais contre (les nationalistes). Je ne sais pas pourquoi... Peut-être parce que j'avais toujours [276] entendu que les Basques étaient des brutes et des séparatistes. En 1975, il y a eu les grèves et les manifestations. Juste avant, il y avait eu l'état d'exception. J'ai vu la répression (....). Ça m'a beaucoup changé (...) et puis il y a eu 1976 : ma femme a été blessée par la police dans la rue (...) les voisins sont venus, et même des gens qu'on ne connaissait pas. Tout le monde venait aux nouvelles, tout le monde était avec nous (...). Ce jour-là, J'ai réellement senti qu'on était d'ici. »[29]

3) Les 18 interviews approfondies que nous avons réalisées auprès d'immigrés ont permis de dégager un facteur d'intégration auquel nous n'avions même pas pensé. Par la suite, des entretiens avec d'autres immigrés confirmeront l'importance de ce facteur : l'identité de Basques dont ces immigrés sont taxés lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine et les conséquences que cela entraîne.[30] Dans bien des cas, les immigrés se sont sentis pour la première fois basques *non pas en Pays Basque, mais dans leur pays d'origine*. 15 des 18 interviews signalent que cette identification apparaît suite à une référence à la « question basque » (nationalisme). Dans la plupart des cas, il y a incompréhension du milieu d'origine ou solidarité de circonstance. Mais ce milieu « ne sent pas le problème comme nous on le sentait déjà au bout de six mois de résidence ici (Pays Basque) » (Interview 57). De la perception de ce décalage naît souvent « l'identité nouvelle » de ces immigrés.

Le témoignage d'Interview 62 (31 ans, Renteria, novembre 1981) illustre bien ce phénomène : « La première fois que je suis retourné à Badajoz, j'ai retrouvé mes amis,

---

[28] 23 ans, Renteria, octobre 1981.

[29] 46 ans, Baracaldo, octobre 1980.

[30] De son côté, *Interview 57* (Hernani, 3 février 1982), animateur et pendant deux ans responsable de l'Association des Immigrés en Guipuzcoa, souligne l'importance de ce phénomène qui « pour des milliers et des milliers d'immigrés a joué un grand rôle dans leur identification et leur désir d'intégration au Pays Basque ».

ceux du collège, du quartier. Ils ont commencé à m'appeler « le Basque » et par la suite en firent mon surnom. Cela ne me faisait ni chaud ni froid. Je suis retourné trois fois comme cela en moins de six mois. Tous mes amis étaient là-bas et j'aurais bien voulu y rester (I 62 est arrivé en 1969 à Renteria à l'âge de 18 ans). Ensuite il y eut le procès de Burgos. Je crois que ça a été très important pour moi. Les manifestations étaient impressionnantes, pendant deux jours il y eut des barricades dans le centre (de Renteria). Je connaissais alors un ami et j'ai été aux manifestations avec lui, un peu par aventure peut-être (...) par curiosité aussi. Instinctivement je me rangeais du côté de ceux qui manifestaient. [277] De toute façon sauver les six (condamnés à mort) me paraissait juste (...). Trois mois après, à Pâques, je suis retourné à Badajoz. Je retrouvais alors mes amis et la question d'ETA vint sur le tapis. Ils dirent qu'ils l'avaient bien cherché avec l'assassinat de Manzanas, que c'étaient des fous, que si on nous donnait l'indépendance, on crèverait de faim, qu'on aurait que du fer et des sapins à manger (...). Je dis alors que moi aussi j'avais été aux manifestations, qu'à Renteria tout le monde y avait été, que les gens n'étaient pas des mauviettes, qu'ils n'hésitaient pas à faire grève et perdre leur paye par solidarité et que si mon père avait été obligé d'immigrer ce n'était pas parce qu'on crevait de faim en Pays Basque mais à Badajoz (...) On se fâcha et ils m'insultèrent. Je dus alors m'échapper en courant. Je m'en rappelle encore car, par cette course, je m'éloignais définitivement de là-bas et je rejoignais définitivement ici. C'est après cela que j'ai réellement eu envie de m'intégrer ici ».

Dans bien des cas, il y a même radicalisation de cette incompréhension Ainsi, Interview 57 nous signale comment plusieurs immigrés eurent leurs pneus de voiture crevés lorsqu'ils rentraient chez eux. Inversement, Interview 64 nous dit comment il accroche exprès le drapeau basque à la maison maternelle (près de Palencia) « pour emmerder le voisin » (avec lequel il s'est fâché à propos de la « question basque »).

III- RENTERIA

Une étude plus partielle mais plus précise, celle de l'attitude des immigrés envers le mouvement national basque à Renteria, permet de confirmer ces conclusions. Nous avons choisi la ville de Renteria (Guipúzcoa) car elle constitue l'exemple typique de ces villes basques qui, entre 1955 et 1975, ont vu leur population doubler, tripler et parfois

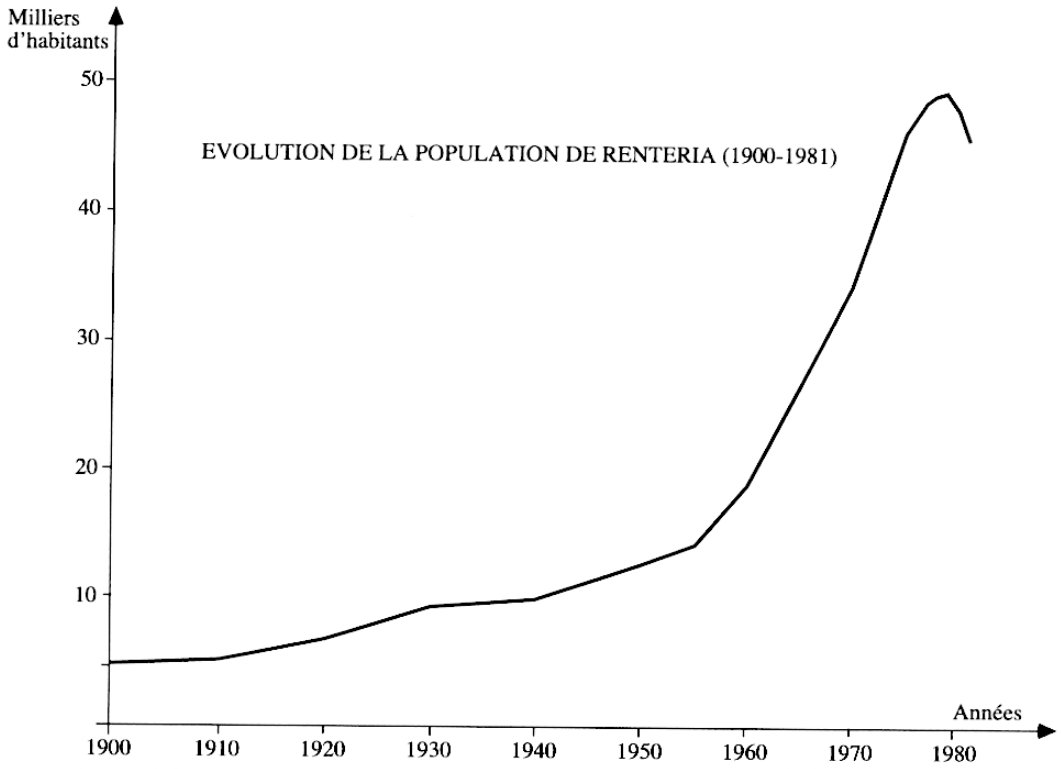
même quadrupler sous l'effet d'une fantastique immigration attirée par le second boom économique, et parce que, malgré cette immigration, le sentiment et le mouvement national n'ont pas cessé de s'y développer. Ville à très forte immigration et à attitude nationaliste très vive, Renteria nous est apparue comme un excellent lieu pour étudier les relations entre les immigrés et le nationalisme. De plus, avec environ 60 % de sa population active employée dans le secondaire, [278] Renteria fait aussi figure d'archétype de la ville industrielle[31]. Enfin, la municipalité ayant commandé en 1970 et 1981 deux études socio-économiques et démographiques, nous disposions de suffisamment de données statistiques (denrée plutôt rare en Pays Basque) pour vérifier nos hypothèses et compléter les conclusions exposées dans le paragraphe précédent[32].

« Il n'y a jamais eu tant d'immigrés à Renteria et pourtant, tu vois, il n'y a jamais eu non plus tant de nationalistes. » Cette réflexion d'Interview 58[33] résume bien la situation. À partir de 1955, la courbe d'évolution démographique de Renteria se redresse brusquement.

[31] 58,2 % en 1981. Entre 1965 et 1976, ce pourcentage dépassait les 65 %.

[32] La première de ces études fut effectuée par Gaur (*El pueblo de Renteria en 1970*, inédit) et la seconde par Talde (*Estudio socio-economico de las normas subsidiarias de planeamiento del municipio de Renteria - Informe urbanistico*, inédit).

[33] 27 ans, Renteria, octobre 1981.



[279]

Attirés par les très nombreux postes de travail que l'industrie locale ne cesse de créer, des immigrés, chaque fois plus nombreux, vont suppléer la main-d'œuvre locale incapable de les occuper tous. En 1981, seulement 19,5 % de la population était née à Renteria[34]! Près de 80 % de ces immigrés sont arrivés après 1961, soit en pleine période de développement du nouveau nationalisme[35].

Dans le même temps, le poids des nationalistes ne cesse d'augmenter. Ainsi (nous ne disposons que de ce seul moyen de comparaison), alors qu'ils avaient obtenus 36,1 % des voix aux dernières élections d'avant-guerre (le 16 février 1936), ils obtinrent 51,3 % en 1979[36]. Le détail des voix nationalistes est profondément significatif du changement du nationalisme : alors que le PNV, représentant la totalité des nationalistes

---

[34] 39,6 % étaient nés dans le reste du Guipuzcoa, 5 % dans une des trois autres provinces basques, 34,6 % dans le reste de l'Etat espagnol et 1,3 % à l'étranger (source : Recensement de 1901-Talde). Par immigrés nous entendons seulement ceux qui proviennent du reste de l'Etat espagnol et de l'étranger (soit ici 35,9 %).

[35] Dates d'arrivée des immigrés à Renteria : 1950, 7 %; de 1951 à 1960, 12,8 %; de 1961 à 1970, 40,9 % et de 1971 à 1980, 38,3 % (source : recensement de 1981-Talde).

[36] Les dernières élections confirment cette poussée : 57,8 % des voix.

d'avant-guerre obtenait donc 36,1 % des voix en 1936, il n'obtient plus, en 1979, que 16,9 points : le développement du nationalisme est exclusivement dû aux deux coalitions du nationalisme radical appuyées par ETA. Herri Batasuna obtient 21,2 % et Euskadiko Ezkerra 13,1 %. Ce qui, *a priori* semble confirmer l'hypothèse selon laquelle les nouveaux venus, lorsqu'ils adhèrent au nationalisme, le font sous un mode radical (pro-ETA).

Un épluchage des fichiers des partis politiques aurait peut-être fourni de précieuses informations, mais il ne nous a pas été possible d'y procéder. Nous avons cependant atteint un but sensiblement identique par d'autres voies : en mettant en corrélation le pourcentage d'immigrés par quartier avec le nombre des voix obtenues par chaque parti dans ces mêmes quartiers[37]. Renteria est divisé en 13 quartiers principaux. La répartition de leurs habitants [280] suivant les lieux de naissance est la suivante[38] :

	Lieu de naissance des habitants de Renteria				
Quartiers	Renteria	Reste Pays Basque	Reste Espagne	Etranger	Total absolu = 100 %
Centro	33,3	44,5	21,0	1,2	8 982 h.
Galtzaraborda	14,5	40,7	43,6	1,2	8 626 h.
Beraun	7,4	48,8	42,2	1,5	7 724 h.
Iztieta	16,2	46,7	36,1	0,9	5 095 h.
Agustinas	26,9	32,3	40,0	0,8	2 915 h.
Capuchinos	6,1	53,0	39,9	0,9	2 800 h.
Alaberga-Versaille	25,9	47,0	26,3	0,7	2 042 h.
Olibet-Casas nuevas	19,7	50,0	29,4	0,9	1 948 h.
Gabierrota	19,0	44,9	35,0	1,1	1 897 h.
Pontika	16,2	43,8	38,8	1,2	1 536 h.
Gaztano	42,5	34,8	19,7	2,9	826 h.
Larzabal	28,8	41,1	25,3	4,5	312 h.
Zone rurale	50,6	45,9	5,1	0,4	532 h.
Total Renteria	19,5	44,6	34,6	1,3	45 235 h.

Ne voulant pas encombrer ce travail de chiffres, nous ne prendrons ici que quatre quartiers : ceux où le pourcentage d'immigrés est le plus faible (Centro et Gaztano), et

[37] On ne vote pas par quartier mais par *mesas électorales* (bureaux de vote). Nous remercions Juan Carlos Jimenez de Aberasturi de nous avoir aidé à situer et répartir exactement ces *mesas* suivant les quartiers.

[38] Source : Recensement 1981-Talde.

ceux où il est le plus fort (Beraun et Galtzaraborda)[39]. La répartition des voix électorales y est la suivante[40] :

Quartiers	% d'immigrés	PSOE	UCD	PNV	HB	EE
Gaztano	19,7	15,7	7,9	26,1	27,2	10,2
Centro	21,0	15,8	10,9	25,7	23,5	13,3
Beraun	42,2	40,7	12,4	6,2	14,0	12,0
Galtzaraborda	43,6	39,1	13,9	6,7	14,1	13,9

[281]

En regard de ces résultats, nous pouvons affirmer que plus le pourcentage d'immigrés augmente et plus celui qui correspond aux voix nationalistes baisse (tandis que celui du PSOE augmente), et que plus le pourcentage d'immigrés augmente et plus le rapport nationalisme radical/nationalisme modéré devient élevé, passant de 1,4 dans le quartier de plus faible immigration à 4,2 dans celui ou celle-ci est la plus forte[41].

Ces résultats très concrets confirment donc notre hypothèse selon laquelle l'attitude nationaliste des immigrés récemment arrivés est une attitude radicale et transgressive[42]. Cependant, rien ne nous empêche de formuler à cet endroit une contre-hypothèse : dans quelle mesure les voix nationalistes obtenues dans les quartiers d'immigrés ne proviennent-elles pas uniquement ou en quasi-totalité des « autochtones » (nés en Pays Basque) ? Le radicalisme de ce vote n'est-il pas dans ce cas l'expression d'un rejet envers les immigrés, un peu comme la première vague d'immigration de la fin du XIXe avait radicalisé le premier nationalisme ?

Quatre données nous permettent de repousser sans appel cette vision et donc de valider définitivement l'hypothèse centrale.

1) L'idéologie et surtout la pratique du nouveau nationalisme, loin d'avoir une approche ségrégationniste des immigrés encouragent et privilégient au contraire leur

---

[39] Nous excluons la zone rurale constituée par des fermes isolées car ses habitants ne relèvent pas, comme la quasi-totalité de la population de Renteria, de la société industrielle et urbaine. Ses résultats électoraux sont un bon reflet de ceux qu'obtiennent les partis politiques en zone rurale. Les nationalistes obtiennent 85 % des voix dont plus de la moitié vont au PNV, le PSOE, 0 % et la droite (UCD et A.) 7,5 %.

[40] Elaboré à partir des certificats de scrutin des différents bureaux de vote de Renteria aux élections législatives du 1/03/1979, archives municipales.

[41] Dans les dix quartiers intermédiaires, la progression de ce rapport est directement proportionnelle à l'augmentation du pourcentage d'immigrés, ce qui confirme cette loi.

[42] 92,1 % des immigrés de Baraun et 83,6 % de ceux de Galtzaraborda sont arrivés après 1961 (source : Talde).

intégration, condamnant dans le même temps toute vision raciale du mouvement national. Il se peut même fort bien que ce soit exactement le processus inverse à celui de la contre hypothèse qui se soit produit. A savoir que les immigrés en provenance des autres provinces basques (40,7 % à Galtzaraborda et 48,8 % à Beraun) et votant auparavant (dans leur village d'origine) PNV aient, dans leurs contacts et expérience d'un même quotidien avec les immigrés espagnols (respectivement 43,6 % et 42,2 %), reporté leurs voix sur le nationalisme radical et le PSOE, plus aptes à leurs yeux à exprimer et formuler leurs problèmes et leur révolte[43]. [282]

2) L'enquête effectuée par Gaur montre clairement que les relations entre immigrés et autochtones sont bonnes, le contraire faisant figure d'exception. Ainsi, les réponses (données ici en pourcentage) à la question « Pensez-vous que dans cette ville les relations entre les personnes nées ici et celles qui proviennent d'autres provinces soient bonnes ? » s'ordonnaient ainsi (en pourcentage) :

Réponses	Nés en Pays Basque	Immigrés	Total
Très bonnes	3	4	4
Bonnes	67	73	70
Normales	27	21	24
Mauvaises	3	2	2
Très mauvaises	0	0	0

Pour la très grande majorité de la population (les 3/4) les relations entre immigrés et autochtones sont donc bonnes. Le très faible pourcentage des mécontents (2 %) montre bien qu'il n'existe aucune dissension notable entre eux. Les réponses à une autre question (« selon vous, et en général, pensez-vous que ceux qui viennent d'autres provinces aient, dans leurs relations avec les gens, des désavantages par rapport à ceux qui sont d'ici ? ») confirment cet état de chose (pourcentage) :

Réponses	Nés en Pays Basque	Immigrés	Total
Non, mêmes conditions	70	89	83
Quelques désavantages	15	6	8
Beaucoup de désavantages	5	3	4
Seulement ceux qui viennent d'arriver	7	2	3
Des avantages	5	0	2

[43] « Ici tout le monde est nouveau, ici tout le monde est à la même enseigne : la monstruosité du quartier, sa débilité architecturale, le manque de transports en commun, d'isolation, d'espace vert. Ici il n'y a pas des « gens d'ici » et des « immigrés », on est tous des immigrés, et donc aussi tous d'ici. » (*Interview 57*, Renteria, octobre 1981).

Le fait d'être immigré influe donc peu dans les relations avec les gens. À l'inverse, que les personnes nées en Pays Basque pensent notablement plus que les immigrés que ces derniers aient quelques désavantages semble trahir un certain « complexe d'hospitalité ». Si désavantage réel il y avait eu, ce serait les immigrés qui, au premier chef, l'auraient noté et non les autochtones.

3) Notre « sociologie participante » confirme ces résultats : l'ensemble des conversations que nous avons eu avec les habitants de Renteria vont dans ce sens. Aucun n'a fait état de tensions réelles entre autochtones et immigrés. Si des différences culturelles sont relevées, celles-ci n'entraînent jamais un sentiment raciste ou de haine. [283] A noter que ces différences ont quasi exclusivement été signalées par des personnes dont l'âge dépassait la quarantaine. Beaucoup ont au contraire souligné l'union immigrés-autochtones face à la répression, aux problèmes d'urbanisme et dans les revendications ouvrières. Sauf deux cas, l'ensemble des immigrés qui participent directement au mouvement national et avec lesquels nous avons pu parler (une vingtaine environ dont 9 ont été interviewés) avaient moins de trente ans[44]. Ils militaient tous au sein de la gauche nationaliste et tous ont signalé la réaction face à la répression comme une des principales lignes conductrices les ayant conduits au nationalisme[45].

4) Enfin, le dépouillement des 854 fiches d'inscription des élèves aux cours d'*euskera* pour adultes organisés tous les soirs à Renteria confirme définitivement la participation des immigrés au mouvement basque. 47 % des élèves sont immigrés[46]. Lorsque l'on sait que 68,5 % des habitants de Renteria n'ont aucune connaissance de l'*euskera* et que ce chiffre atteint 72 % dans la région de Saint Sébastien-Renteria-Pasajes-Irun, il apparaît évident que la volonté d'approcher l'*euskera* ne doit pas être recherchée dans la valeur instrumentale de cette langue. On n'apprend pas l'*euskera* comme on apprend le français ou même le catalan. Pour l'immigré, ces langues sont des langues usuelles dont la connaissance est indispensable pour pouvoir vivre dans le pays d'accueil. En Pays Basque, la situation est différente. On peut très bien y vivre sans

---

[44] Dans les deux cas, il s'agissait de parents dont les enfants militaient dans des partis indépendantistes. La mère de l'un d'eux fut retenue en otage par la police jusqu'à ce que son fils se présente à la police.

[45] Voir en annexe un aperçu de cette répression : « une semaine à Renteria ».

[46] Nous remercions l'*Euskaltegi* (Centre d'apprentissage du basque par les adultes) de Renteria pour nous avoir permis de travailler sur son fichier. 86 % des élèves ont moins de trente ans.

savoir l'*euskera*. La motivation doit être, dans la majorité des cas, cherchée ailleurs[47]. Essentiellement dans le pouvoir symbolique de l'*euskera* à signifier l'appartenance basque. Appartenance la plupart du temps vécue sous un mode transgressif ou alternatif au pouvoir. [284]

Au total, l'étude partielle de l'attitude des immigrés envers le mouvement national basque à Renteria permet de confirmer :

- Que les relations immigrés-autochtones sont, dans l'immense majorité des cas, bonnes et, qu'à l'inverse de ce qui se passait avec le premier nationalisme, les dissensions immigrés-nouveaux nationalistes sont très rares.

- Qu'au contraire, une importante minorité d'immigrés participe directement au mouvement national basque.

- Qu'il s'agit, dans la quasi-totalité des cas, de jeunes immigrés récemment arrivés.

- Que l'intégration de ces jeunes immigrés au mouvement national se fait essentiellement sous un mode radical et transgressif par le biais de leur participation au processus de dégagement d'une identité basque nouvelle face à la répression. Identité basque qu'ils ressentent bien souvent pour la première fois dans leur expérience concrète du décalage entre la perception que leurs milieux d'origine continuent d'avoir du « problème basque » et celle qui, produit de leur quotidien, est désormais la leur.

- Que cette perception, puis participation, se traduisent, entre autres, par une pratique politico-culturelle, notamment l'apprentissage de l'*euskera*, essentiellement perçu comme une langue-symbole. [285]

---

[47] Dans quelques rares zones l'*euskera* domine nettement. Mais ce sont pour l'essentiel des zones rurales qui n'attirent donc que peu les immigrés.

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE VI

A LA CROISEE DES CHEMINS : L'APRES-FRANQUISME EN PAYS BASQUE

I- REPERES SOCIOLOGIQUES

Après le décollage industriel de la Navarre et la consolidation de celui de l'Alava, la quasi-totalité de la collectivité basque se retrouve, au début des années 60, structurée autour du type de société industrielle. Entre 1962 et 1982, autrement dit durant toute la période d'éclosion et de développement du nouveau nationalisme basque, plus de 50 % de la population active basque est employée dans le secteur secondaire : parler de rapports de classes et de mouvements sociaux en Pays Basque au cours de cette période revient avant tout et surtout à parler de luttes de classe ouvrière et de mouvement ouvrier.

Cela ne doit pas empêcher d'être attentif à un phénomène qui va prendre une ampleur grandissante au cours des années 70 : l'apparition de luttes sociales inédites liées au dégagement de nouveaux mécanismes de domination, ceux que les grands appareils technocratiques ne cessent désormais de sécréter. Cette domination n'est plus, comme celle que continue d'exercer la classe capitaliste industrielle, circonscrite dans le cadre des lieux de travail, à l'usine ou à l'atelier. Elle les déborde largement pour se répandre dans tous les domaines de la vie sociale, allant jusqu'à dicter les règles de l'intime en envahissant la sphère privée. Elle n'est plus la marque d'une volonté d'organiser et de gérer le travail en fonction d'intérêts privés, mais celle d'imposer des modèles de conduite [286] et de forger des besoins et des attentes adaptées aux scénarios du futur qu'une nouvelle classe de décideurs, les technocrates, choisie en fonction d'impératifs dictés par la soif de rentabilité et de puissance des grandes organisations. Il s'agit désormais de mouler la demande du public sur l'offre que ces organisations déterminent et modèlent à leur gré.

C'est face à cette domination qui, concrètement, se traduit par l'imposition de modes de vie, face à cette « colonisation du quotidien » (Habermas), qu'apparaissent de *nouvelles luttes sociales*. Luttes que portent non plus, comme dans le cas des luttes de classe ouvrière, une classe « réelle », c'est-à-dire définie par un statut professionnel et plus ou moins repérable culturellement, mais un ou des publics qui ne se résolvent pas à jouer le rôle de récepteurs muets des productions culturelles et matérielles des appareils de pouvoir que deviennent les grandes entreprises et organisations à direction technocratique.

Ces luttes peuvent se borner à être défensives : mouvements de repli sur une identité menacée ou conduites de crise face à une dépossession. Elles peuvent aussi s'enfermer dans la construction d'une utopie visant à dépasser le chaos d'un présent agressif et donc refuser la relation avec l'adversaire. Elles peuvent encore dégénérer en de simples pressions institutionnelles dans l'espoir que la puissance publique sache rétablir les équilibres rompus. Mais ces luttes peuvent aussi « contre-attaquer », c'est-à-dire cesser d'avoir un mouvement de recul face aux conséquences de la domination, aller au-delà de la fuite, ou même de la contestation de ses effets, et rompre l'ordre nouveau pour faire apparaître le type de relation sociale qui le produit, et donc en venir à désigner un adversaire social. C'est alors que ces luttes peuvent se révéler être porteuses d'un mouvement social. Mouvement social parlant au nom de tous ceux qui contestent le pouvoir, que s'arrogent chaque jour davantage les technocrates, de déterminer, au nom du « savoir » (interprétation des « évidences » auxquelles mèneraient la rationalité instrumentale et les exigences de la croissance économique), quels doivent être les besoins de chacun.

Mouvement social s'opposant au « kidnapping technocratique » des modes de vie singuliers, à leur laminage au feu des seuls intérêts des grands appareils de production et de gestion, et à leur monotone découpe en attentes et demandes conformes à l'offre de ces mêmes appareils. Mouvement social visant en définitive la « resocialisation » de ces besoins et de ces demandes par la réapparition du débat public là où un savoir privé faisait taire la masse en sous-entendant son ignorance. Mouvement social faisant émerger de la confrontation là où l'adversaire n'était pas reconnu, [287] et aussi des rapports de force là où la notion même de pouvoir semblait s'évanouir dans l'ordre des choses. La difficulté à penser l'unité de ce mouvement vient essentiellement

de la diversité des domaines de la vie sociale dans lesquels le pouvoir technocratique intervient et impose ses règles. L'identité et l'unité de l'acteur de classe de ce mouvement ne peuvent finalement être repérées qu'en regard de celles de son adversaire, et par la reconnaissance du type de relation sociale qui les détermine, à la fois lieu de pouvoir et enjeu du mouvement[1].

C'est au début des années 60 qu'il faut chercher, au niveau de l'État espagnol, les prémisses de l'apparition de telles luttes et donc, en pointillé, de celle de nouveaux mouvements sociaux. Ces années-la sont en effet celles de l'accession au pouvoir d'une « nouvelle classe dirigeante » : celle des *wonder boys* espagnols frais émoulus de la Harvard Business School, pour ne citer qu'elle. D'extraction généralement « modeste » (classe moyenne supérieure), ils ne doivent leur pouvoir qu'a leur connaissance[2]. Ils se démarquent en cela de la classe dominante issue de la guerre civile qui ne devait le sien qu'à ses prises de position politique ultra conservatrices. À la fin des années 50, le bilan économique espagnol, fruit de la direction défensive et rétrograde de l'oligarchie, est catastrophique. L'aide américaine s'est volatilisée en crédits gratuits aux industries traditionnelles ou les méthodes de travail et de gestion deviennent archaïques, la réforme agraire tarde, le budget est déséquilibré par une dépense militaire disproportionnée, etc. [288]

L'ouverture du marché espagnol aux capitaux étrangers, et donc indirectement à des méthodes de programmation et de gestion nouvelles, les « recommandations » accompagnant le prêt de 1959 (544 millions de dollars) des puissances occidentales à l'Espagne, et les injonctions à plus de « rationalité » de la BIRD en 1952, vont amener Franco à faire de plus en plus souvent appel aux jeunes technocrates de l'Opus qui ne parlent que d'efficacité et de rentabilité, seul langage que les nouveaux bailleurs de fonds internationaux de l'Espagne comprennent. Le sérieux « apolitique » des « jeunes

---

[1] Cf. A. Touraine, « Les nouveaux conflits sociaux », *Sociologie du travail* n° 1, 1975.

[2] Le canal de recrutement, de formation et plus tard de... placement le plus important pour ces futurs dirigeants fut sans conteste l'Opus Dei. Ses membres sont sélectionnés en fonction de leurs résultats scolaires ; les plus doués bénéficient de bourses d'étude à l'étranger. Les maîtres mots de l '» Oeuvre » sont religion et efficacité, ordre et rationalité. En faisant des exigences que dicte le développement de l'Espagne moderne (efficacité et rentabilité) les meilleures façons de servir les valeurs de l'Espagne traditionnelle (ordre et religion), l'Opus des années 60, a la fois lieu de religion et d'incubation d'un pouvoir technocratique, allait rapidement se convertir en la synthèse dirigeante espagnole la plus performante de ces années (pour un aperçu descriptif de l'accession des membres de l'Opus aux postes clefs de l'Etat, cf. « La prodigiosa aventura del Opus Dei. Génesis y desarrollo de la Santa Mafia » de

loups », leur sens des responsabilités et de l'ordre, leur obsession pour les courbes ascendantes, vont en faire les interlocuteurs privilégiés des directions technocratiques des grandes firmes multinationales avec lesquelles ils propulseront l'État espagnol, en réalisant des « coups » souvent audacieux, a la dixième place dans le classement des puissances industrielles mondiales[3].

Peu à peu, l'inertie de l'oligarchie corrompue est remplacée par le dynamisme de cette nouvelle classe dirigeante qui ne dissimule plus sa soif de pouvoir. La tendance naturelle semble la porter à rejeter les oppositions (de quelque côté qu'elles viennent) a ses projets dans la sphère de l'irrationalité et même de l'ignorance, antithèses du progrès. En cette période d'expansion exceptionnelle (1960-1975), un certain dédain envers les modes de vie traditionnels espagnols, que défendent des populations agressées par ses programmes de développement, perce même à travers ses déclarations. Que peut en effet penser un jeune technocrate, sortant de la Business School et de deux ans de stage chez Westinghouse, de l'opposition antinucléaire des paysans de Caceres ? La connaissance et l'information, c'est lui qui les a ; le reste, ce sont les Canuts contre les machines a tisser. Mais, par là même, c'est la discussion de projets concernant des ensembles chaque fois plus vastes de populations, et aux conséquences souvent irréversibles, qui est ainsi escamotée, ensevelie sous une avalanche de rapports d'experts en regard desquels les « consommateurs » font figure de sauvages qui n'ont plus qu'à se taire.

L'Espagne fut certainement un des pays qui subit avec le plus de violence l'accession de cette nouvelle classe dirigeante aux affaires, et plus fondamentalement de cette nouvelle forme de domination sociale. Non seulement parce que les mouvements d'opposition aux conséquences les plus immédiates des choix technocratiques furent, dans la quasi-totalité des cas, traités par le mépris [289] et rejetés avec dédain comme mouvements rétrogrades, ce qui est en soi une forme de violence ; mais aussi parce que, lorsque cela s'avéra nécessaire, l'appareil d'État franquiste intervint directement pour brutalement imposer les projets et réprimer les mouvements de contestation. Ce mépris et cette répression contribuèrent à rendre encore plus difficile le déchiffrement du nouveau type de domination sociale qui, derrière cette violence, se mettait en place :

Jesus Ynfante, Paris, 1970, Ed. Ruedo ibérico).

[3] Entre 1960 et 1970, le taux moyen de croissance industrielle de l'Espagne est de 9,5 %...

pour la plupart, l'ordre demeurait celui de l'Etat franquiste et celui « du Système », ce qui retardait d'autant l'apparition de nouveaux mouvements sociaux.

Il ne faut pas s'étonner que ceux-ci, contestant non plus seulement l'État répressif et les effets les plus déstabilisateurs de l'application des programmes technocratiques, mais plus directement la prétention des nouveaux décideurs de déterminer quels devaient être les besoins de la population, soient apparus dans les régions où une « connaissance alternative » pouvait le mieux se dégager : la Catalogne, Madrid et le Pays Basque. C'est en effet ici que les informations sur lesquelles se basent les technocrates pour choisir leur stratégie de développement, et que les techniques employées pour les mettre en œuvre, sont connues du plus grand nombre. La contestation peut dès lors remonter beaucoup plus facilement le long des effets des décisions technocratiques pour dénoncer l'existence et la forme même de la domination sociale qui en est l'origine.

En Pays Basque, la lutte qui mobilisa, et continue de mobiliser le plus de personnes, au point de prendre le leadership de la contestation sociale au mouvement ouvrier, est, de loin, la lutte antinucléaire. C'est donc essentiellement à travers elle que sera recherchée la figure d'un éventuel mouvement social de contestation anti-technocratique, et qu'il sera donc question au moment de parler des rapports entre les nouveaux mouvements sociaux et le mouvement national basque (cf. infra, chap. VIII).

3) Même s'ils s'appuient sur quelques données historiques, les deux repères précédents sont sociologiques : ils parlent avant tout de systèmes et de changements sociaux. L'étude des rapports entre mouvements sociaux et question nationale nous amène maintenant à « redescendre » vers l'ensemble historique et géographique concret qu'est la collectivité basque pour voir comment l'historique influe sur le social pour en déterminer la réalité. [290]

II- REPERES HISTORIQUES

Lorsqu'en novembre 1975 le dictateur meurt, bien peu sont les Espagnols qui donnent quelques chances à Juan Carlos (alors surnommé « Le Bref ») de réformer le régime à partir de ses propres lois dans le sens d'une ouverture démocratique. L'ensemble de l'opposition démocratique continue de penser que seule une rupture,

voire une révolution, pourrait mettre fin au régime totalitaire. La rapidité avec laquelle la Réforme (La réforma) est entreprise partage cependant bien vite les opposants en deux camps : les « rupturistes » et les « réformistes ». Mais, devant les progrès démocratiques atteints par le gouvernement Suarez, et hormis une minorité, les deux acceptent bientôt le Consensus (*el consenso*). Les principaux partis politiques sont légalisés, les premières élections libres de l'après-guerre organisées en juin 1977 et, un an et demi plus tard, l'immense majorité du peuple espagnol plébiscite une des constitutions les plus démocratiques de la planète Bien que « surveillée » (*vigilada*) par l'armée, qui fera pendant quelque temps encore peser la menace d'un coup d'État, la jeune démocratie espagnole a réussi à imposer une nouvelle image de la légalité à laquelle bien peu croyaient parvenir aussi vite quelques années plus tôt.

Tel n'est pas le cas en Pays Basque. Alors que partout en Espagne les partis politiques cherchent à s'infiltrer dans les fissures du régime, ils sont obligés, en Pays Basque, de suivre les impressionnantes mobilisations populaires réclamant une rupture démocratique. Alors que seulement 22,6 % du corps électoral espagnol s'abstient au référendum du 15 décembre 1976 convoqué pour approuver la « Loi de Réforme Politique » (visant le passage a une monarchie parlementaire à partir des propres lois du régime), ce même pourcentage atteint en Pays Basque 42,8 % (le Guipúzcoa et la Biscaye étant respectivement la première et la deuxième des provinces abstentionnistes de l'État). Ici, la notion de démocratie est indissolublement liée a l'accomplissement de quatre exigences forgées dans la lutte anti-répressive : l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques, la légalisation de tous les partis politiques, la reconnaissance du droit a l'autodétermination (pour les plus modérés, l'autonomie) du Pays Basque, et le démantèlement (pour les plus modérés, l'épuration) des forces de l'ordre public.

Lorsque les élections de juin 1977 sont convoquées, aucune de ces revendications n'est satisfaite. Plus grave, la répression continue sous les [291] mêmes formes que durant le franquisme : il suffit de rappeler la tuerie du 3 mars 1976 à Vitoria[4], les deux semaines sanglantes du 12 au 18 mai 1977[5] et du 8 au 14 juillet 1978[6],

[4] Ce jour-là, la police brisa les vitraux de l'église Saint François (Vitoria) pour lancer des grenades fumigènes à l'intérieur afin d'en déloger des travailleurs en grève qui s'y étaient réunis en assemblée générale. C'est lorsque ceux-ci, asphyxiés par la fumée, sortirent dans la rue que la police tira, à bout portant et sans sommation, dans le but évident de tuer. Il y eut quatre morts et des dizaines de blessés. Absolument aucune provocation n'avait eu lieu de la part des travailleurs, si ce n'est le fait de faire grève et de se réu-

ou encore les 44 personnes qui, au total, auront été tuées en Pays Basque par la police durant les trois ans de la Réforme (1976-1978). Il est, à nos yeux, impossible de comprendre ce qui est désormais devenu [292] pour beaucoup le « problème basque » (c'est-à-dire, essentiellement, la persistance d'un important secteur « rupturiste » au sein de la population basque) si l'on perd de vue cette donnée fondamentale : une grande partie de la population basque qui, pendant près de 40 ans a dû subir les affres d'une répression discriminatoire, « ne se résout pas » à nommer « démocratie » un régime qui continue d'employer exactement les mêmes méthodes de répression que le franquisme. Alors que partout en Espagne, les symptômes de la « guérison démocratique » font oublier les séquelles du « mal franquiste », il semble bien qu'en Pays Basque, ce soit l'inverse qui se produise. Ici, les tortionnaires sont toujours à l'œuvre, les chefs des forces de l'ordre qui ont ordonné de tirer sur la foule continuent en toute impunité d'exercer leur fonction, la plupart des manifestations sont interdites ou brutalement dispersées, etc.

---

nir, avec l'autorisation du curé et des prêtres de la paroisse, dans cette église. La réponse populaire fut immédiate et massive : les quatre provinces basques entrèrent en grève générale. Pendant deux jours, le pays fut totalement paralysé. Les mobilisations (manifestations, pétitions, enfermements collectifs dans les églises, etc.), sans précédent depuis celles qui, 6 mois plus tôt avaient eu lieu en protestation contre l'exécution de deux militants d'ETA, ne firent que renforcer la répression. Celle-ci fut proportionnelle à l'ampleur du mouvement. Des contingents entiers de renforts de police en provenance de Logroño, Valladolid et Saragosse intervinrent, ainsi que l'armée dans certains cas. Il y eut une nouvelle victime, plusieurs centaines de blessés et près d'un demi-millier d'arrestations.

[5] Semaine de mobilisations pro-amnistie. La répression fera cinq morts et plusieurs dizaines de blessés. Pour protester contre ces morts, une grève générale aura lieu dans les quatre provinces basques le 13 mai, soit un mois avant les premières élections libres.

[6] Le 8 Juillet, en pleines fêtes de Pampelune, la police fit brutalement son apparition dans les arènes de la ville ou plus de 20 000 personnes venaient d'assister à une corrida. L'unique raison apparente de cette intervention fut l'existence d'une pancarte, tenue par des jeunes qui réclamaient l'amnistie. La police chargea indistinctement tous ceux qui se trouvaient sur son passage, lança des grenades lacrymogènes et, devant l'indignation des spectateurs (qui se manifesta par des jets d'objets divers sur la police), commença à tirer à feu réel sur la foule. L'action de la police s'étendit aussitôt après à l'ensemble de la ville, faisant un mort et plusieurs centaines de blessés. Une fois encore, la population basque réagit immédiatement en manifestant contre les événements de Pampelune. C'est au cours d'une de ces manifestations (à Saint-Sébastien) que la police tira, faisant une nouvelle victime et plusieurs dizaines de blessés. Pour la dixième fois depuis 1975, une grève générale de protestation contre la répression, et réclamant le départ de la police, paralysa le Pays Basque. Quelques jours plus tard, alors que le calme revenait, une compagnie de la police armée, dans le but évident de « châtier » la population d'une des villes les plus combatives du Pays Basque, et alors qu'il n'y avait aucune manifestation et que tout le monde était en train de déjeuner (14 h), prit d'assaut le centre de Renteria, brisant les devantures des magasins, saccageant les balcons et entrées des maisons qui arboraient un drapeau basque en signe de deuil, mettant le feu à des voitures et renversant le contenu d'un camion dans la rivière (il existe de nombreuses photos témoignant de cette expédition punitive et montrant notamment des policiers en train de piller des magasins).

Parallèlement à cette répression, aucun représentant basque n'est invité à participer à la commission chargée d'élaborer le projet de la nouvelle constitution espagnole[7] ; et, lorsque les députés du PNV et d'Euskadiko Ezkerra tenteront, au cours des débats aux Cortès en vue de son approbation, d'y faire reconnaître les droits nationaux du peuple basque, aucun de leurs amendements ne sera retenu. Le 25 novembre, le texte définitif de la Constitution est voté par l'unanimité des députés, sauf par celui d'Euskadiko Ezkerra (qui vote contre) et par les huit du PNV (qui quittent l'hémicycle avant le vote). Son article II stipule « l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols ». Le PSOE qui, comme le PC, s'était deux ans plus tôt clairement prononcé pour le droit à l'autodétermination du Pays Basque sacrifie celui-ci sur l'autel de la Réforme devant « l'urgence de trouver une formulation qui satisfasse tout le monde »[8]. Le 26 mars 1978, et à l'occasion du premier [293] *Aberri Eguna* (jour de la Patrie basque) toléré depuis plus de 40 ans, 100 000 personnes à Bilbao, 40 000 à Saint-Sébastien, 30 000 à Pampelune et 20 000 à Vitoria, manifestent pour rappeler « le droit inaliénable du peuple basque à l'autodétermination ».

Alors que dans tout le reste de l'État espagnol (y compris en Catalogne) le référendum constitutionnel clôture en apothéose les trois ans de réforme, il marque en Pays Basque, et de façon on ne peut plus explicite, l'échec de cette même réforme à avoir su sentir et traduire, en les prenant en compte constitutionnellement, les aspirations par lesquelles la société civile basque pensait la notion même de démocratie et de changement. *Tandis que la nouvelle constitution est plébiscitée par 61,47 % des électeurs inscrits dans le reste de l'État espagnol (62,33 % en Catalogne), elle n'est*

---

[7] Cette commission, formée le 15 Juin 1977, comptait trois représentants de l'UCD, un du PSOE, un du PC un de l'AP et un Catalan.

[8] Le 4 octobre, veille de l'approbation définitive de la constitution par les Cortès, Aguiriano, député du PSOE, résumait ainsi cette volte-face : « C'est vrai qu'au cours de notre XXVIIe Congres (1976), les socialistes nous sommes prononcés pour ce droit (à l'autodétermination). D'un point de vue socialiste (ce droit) peut servir pour détruire un Etat profondément centralisateur et clairement dictatorial, comme l'a été l'Etat espagnol durant les quarante dernières années. Mais depuis, la situation a changé, s'est améliorée... Alors, pourquoi continuer à, aujourd'hui, réclamer ce droit à l'autodétermination ? Celui-ci n'est plus désormais porté que par des positions utopiques qui pensent plus à construire des sociétés idylliques et impossibles qu'à instaurer une société démocratique » (rapporté par Ortzi, *El no vasco a la reforma*, San Sebastian, 1979, Ed. Txertoa, tome I, pp 118-119).

acceptée en Pays Basque que par 34,95 %, soit par tout juste plus d'un tiers de ses habitants[9].

Ces résultats qui, partout en Espagne, ouvrent la période post-franquiste proprement dite, résument à eux seuls ce sur quoi cette dernière reposera en Pays Basque : un différend originel incontournable, tant que la constitution ne sera pas révisée, entre la population basque et l'État espagnol. Le « pacte » par lequel les citoyens espagnols viennent de sceller leur unité en se reconnaissant dans un même État, et en lui déléguant certaines de leurs libertés individuelles en échange de l'assurance qu'il n'agira que dans l'exacte mesure que lui octroie la nouvelle constitution, ce pacte-là, force est de le reconnaître, n'est pas partagé par les Basques. Constatation qui soulève ipso facto la question de la légitimité de cet État en Pays Basque.

C'est pour éviter que cette question ne se transforme rapidement en problème trop épineux que des conversations entre représentants de l'État central et élus basques sont immédiatement entamées dans le but de trouver un « accord » sur la base d'un statut d'autonomie du Pays Basque. Après maintes péripéties, celui-ci sera signé le 18 Juillet 1979 à Guernica[10]. Outre le transfert d'une grande partie des compétences de l'administration centrale à l'administration autonome, [294] le statut prévoit entre autres choses : le rétablissement des Conciertos Economicos d'avant-guerre (le gouvernement autonome lève les impôts et verse chaque année un *cupo* (quote-part) pour « rembourser » les dépenses effectuées par le gouvernement central en Pays Basque), l'établissement d'une police basque dans le but de progressivement remplacer la police de l'État central, le bilinguisme, etc.

Cependant, deux problèmes de fond demeurent. Ce statut, bien que prévoyant l'intégration de la Navarre au Pays Basque, la laisse pour l'instant en dehors du processus autonomique. D'autre part, l'ensemble des prérogatives et compétences du Gouvernement basque doit entrer dans le cadre de la Constitution espagnole.

---

[9] Le Guipúzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre étant (dans cet ordre) les quatre premières provinces de l'Etat dans le classement provincial des votes négatifs (pourcentage trois fois plus élevé que dans le reste de l'Etat).

[10] Trois mois plus tard, le 25 octobre 1979, 53,1 % du corps électoral basque approuve ce statut (90,2 % de oui parmi les votants). Tous les partis politiques avaient appelé à voter oui, sauf les indépendantistes d'Herri Batasuna qui préconisaient le boycott.

Les différentes prises de position face à ces deux problèmes définissent la situation politique telle qu'elle demeure encore de nos jours (juin 83) :

- Les partis étatiques (nommés « succursalistes » par les nationalistes) : les PSOE, UCD, AP et PC (respectivement 3e, 5e, 6e et 7e forces électorales dans les trois provinces autonomes) qui ont rédigé et plébiscité la nouvelle constitution, considèrent le statut de Guernica comme la bonne et définitive solution au « problème basque ».

- Les nationalistes modérés du PNV (première force électorale), bien qu'opposés à la constitution (essentiellement en raison de son article II), « l'acceptent dans le souci de ne pas provoquer l'irréparable » (Xabier Arazallus, dirigeant du PNV) sans pour cela renoncer à l'autodétermination (« Qu'il soit ou non dans la constitution, nous nous réservons le droit de sécession », X. Arazallus). Dans l'immédiat, il cherche à consolider au maximum le statut en vigueur et dirige en solitaire le premier gouvernement autonome basque du post-franquisme (formé en mars 1980).

- Une partie de la gauche patriotique, indépendantiste et ayant rejeté la constitution, appuie cependant le statut d'autonomie, le considérant comme « le dernier train pour la solution aux problèmes d'Euskadi ». Il s'agit d'Euskadiko Ezkerra (4e force électorale) dont la quasi-totalité des militants est issue du parti EIA, créé par ETA politico-militaire en 1976[11], et d'une scission du PC basque. ETA politico-militaire appuie de son côté cette politique en essayant, par la lutte armée ou par sa « dissuasion », « d'étendre les prérogatives du statut ». [295]

- Enfin, l'autre partie de la gauche patriotique, majoritaire, indépendantiste, et ayant bien entendu voté contre la constitution, rejette aussi le statut : essentiellement parce que, entrant dans le strict cadre de la constitution espagnole, celui-ci ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination du peuple basque et laisse la Navarre à l'écart. Il s'agit d'Herri Batasuna, à l'heure actuelle seconde force électorale dans les trois provinces autonomes. Son programme électoral est constitué par les cinq points du KAS[12]. Ses élus, fidèles à leur logique « rupturiste », refusent de siéger, tant aux Cortès espagnoles qu'au Parlement basque. HB bénéficie de l'appui déclaré d'ETA militaire (et vice-versa). La répression qui, pendant la réforme, était encore indiscriminatoire en Pays Basque,

---

[11] Cf. supra, p. 227.

[12] Cf. supra, p. 223, note 102.

devient chaque jour plus discriminatoire envers ce secteur rupturiste, le confortant ainsi dans sa vision selon laquelle « rien n'a changé »[13]. [296]

[13] Sur cette répression, extrêmement brutale (il n'y a qu'à se rappeler de la mort, le 13 février 1981, de Joseba Arregui sous les tortures de la police), cf. Miguel Castells Arteche, *Radiografia de un modelo represivo*, San Sebastian, 1982, Ed. Vascas, ainsi que les dossiers *Represion en Euskadi*, publication trimestrielle d'HB (n° 1 : janvier 1982).

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE VII

QUESTION NATIONALE ET MOUVEMENT OUVRIER

I- LE MOUVEMENT OUVRIER BASQUE DURANT LE FRANQUISME

1- Quatre types de lutte

Le choc de la répression franquiste brisa d'un coup le mouvement ouvrier d'avant-guerre, puis son poids ne cessa de l'étouffer. D'abord totalement incapable de se relever (1940-1955), il va cependant peu à peu réapparaître sous différentes formes d'action, comme pour mieux échapper et résister à la répression. *Il faut considérer les luttes qui correspondent à chacune de ces formes d'action comme les éclats du mouvement social ouvrier rendu impossible par la répression*. Quatre grands types de lutte peuvent être dégagés puis distingués selon que leurs enjeux se limitent à la condition ouvrière ou se réfèrent aussi à la société globale[1]:

1- Les pressions institutionnelles - spécificité ouvrière (l'enjeu est constitué par une décision institutionnelle qui affecte directement la condition ouvrière. Ni l'acteur ni l'adversaire, qui luttent pour que la décision aille le plus possible dans le sens de leurs intérêts, ne sont obligés [297] de se situer entièrement dans le champ institutionnel. Mais celui-ci est accepté de part et d'autre comme lieu de lutte). Si surprenant que cela puisse paraître, des actions répondant a ce type de lutte ont existé dans l'Espagne franquiste : elles correspondent à celles que le « versant légal » des Commissions Ouvrières exerça à travers les délégués d'entreprise et *jurados* dans le cadre des *jurados de empresas*, institution légale où étaient discutées et prises des décisions affectant directement les conditions de travail ; l'enjeu était évidemment la place et le poids des délégués du personnel face à la direction et aux *mandos*. La possibilité d'existence de ce type de lutte, que l'on ne s'attendait évidemment pas à rencontrer dans un pays totalitaire, est née de la « faille » de la *linea electiva* des Syndicats verticaux.

---

[1] Nous renvoyons à Touraine pour les définitions (que nous reprenons ici) des types de luttes auxquelles ces actions correspondent le plus (cf. le chapitre IV de la première partie de *La voix et le regard, op. cit.*).

Les Syndicats verticaux mis en place par le pouvoir combinaient en effet deux sortes de responsables : ceux qui étaient directement désignés par le pouvoir (filière hiérarchique : *linea de mandos*) et les délégués élus dans les entreprises (filière électorale : *linea electiva*).

Jusqu'à la fin des années 50, l'immense majorité des ouvriers boycottèrent et rejetèrent ces élections perçues comme de purs plébiscites à l'organisation totalitaire et verticale des syndicats : seuls les phalangistes et les partisans du régime y participaient. Mais bientôt, sous l'impulsion des militants du PC (qui venaient de renoncer à l'illusion de renverser le régime par une lutte armée), la question fut posée : « et si l'on profitait de ces institutions légales pour se faire entendre ? ». Rien en effet n'empêchait d'élire de « vrais » représentants qui défendraient les intérêts réels des travailleurs. À cette fin des commissions (d'où le nom de Commissions Ouvrières pour désigner ce syndicat clandestin) se réunissent. On y discute clandestinement des revendications ouvrières, et des délégués y sont désignés. Délégués qui se présentent ensuite aux élections d'entreprise auxquelles participent les travailleurs. Une fois élus, ces délégués peuvent défendre légalement des positions prises par des assemblés illégales desquelles ils dépendent. Toute l'histoire des Commissions Ouvrières tourne autour de cette dialectique et des tensions qu'elle suscitera.

Ce type d'action se heurte cependant très vite à des limites : bien souvent la direction et les *mandos* ne respectent même pas la légalité des institutions franquistes que sont les *Jurados*. La totalité [298] est alors rompue, les délégués emprisonnés ou renvoyés[2]. C'est à ce niveau qu'une distinction parmi la classe capitaliste industrielle en Pays Basque peut être utile : à la fin de la première partie de ce travail, nous avons quitté une société industrielle essentiellement implantée en Biscaye et en Guipúzcoa, dirigée par deux grands blocs de la bourgeoisie : l'oligarchie et la petite et moyenne bourgeoisie industrielle. Pendant près de trente ans, la première va se complaire dans le rôle qui était déjà le sien avant la guerre : celui d'une classe dominante, confinée dans ses privilèges à l'abri d'un État policier avec lequel elle semble ne faire qu'un. C'est

[2] Ce thème ne cesse d'être celui de discussions et de dissensions au sein des Commissions : présenter des délégués aux élections revient à ouvertement désigner les leaders ouvriers les plus combatifs, et donc à les exposer à la répression. La participation aux discussions des Jurados vaut-elle ce prix ?

essentiellement la seconde qui dirigera et profitera du second boom industriel[3]. Bien que chassée de la direction politique, celle-ci fera preuve d'un grand dynamisme et d'un esprit d'initiative industriel constant. Malgré des exceptions de taille, on peut grosso modo cerner la première dans son rôle de reproduction et de domination et la seconde dans son rôle de production et de direction. Ceci est par exemple bien repérable dans les méthodes et outils de travail que l'une et l'autre mettent en œuvre : alors que ceux qui correspondent aux industries tenues par l'oligarchie (industrie lourde, construction navale) ne cessent de vieillir (ses produits n'ayant rien à craindre de la concurrence étrangère car bénéficiant d'un monopole au sein de l'État espagnol), ceux qu'emploie la petite et moyenne bourgeoisie industrielle développementiste sont (en général) continuellement transformés et améliorés en vue d'une modernisation de la production.

Les formes que revêt le mouvement ouvrier ne sont pas étrangères à cette distinction : plutôt défensif dans les grandes usines tenues par l'oligarchie, il devient souvent offensif dans les petites et moyennes entreprises, surtout dans celles qui connaissent le plus fort développement. Alors que dans le premier cas, des conduites de rupture et de révolte éclatent face à la domination totale de l'oligarchie, face à son dédain et à sa négation scandaleuse [299] des revendications ouvrières, il semble qu'une opposition plus constructive (dans la mesure ou l'adversaire de classe est reconnu) se noue autour d'un enjeu commun (forme du développement, dimensions et direction de la production, etc.) dans les entreprises du second type où il n'est pas rare que les *jurados* soient de véritables lieux de négociations[4].

2- Revendications organisationnelles - spécificité ouvrière (l'enjeu est ici l'amélioration de la position relative de l'acteur au sein d'une organisation. Il s'oppose en cela à ceux qui gèrent et commandent l'échelle hiérarchique sur laquelle il se situe). Ce type d'action est courant dans les usines et ateliers et vise la modification concrète des conditions de travail. Sans vouloir en cela ouvrir une polémique, on peut dire que ce

---

[3] En moins de vingt ans (1950-1970), un nombre impressionnant de petits ateliers (essentiellement du secteur métal) qui n'employaient avant la guerre que quelques ouvriers se transformeront en petites (50-100 employés) ou moyennes (100-500 employés) entreprises ; plusieurs entreprises de taille moyenne se muant dans le même temps en grosses entreprises (56 en 1971).

[4] Bien sûr, les deux grands blocs de la bourgeoisie ne recouvrent pas exactement cette distinction. Il existe de nombreux petits patrons qui nient le droit des travailleurs à ouvrir la bouche ; inversement, on peut discerner dans quelques entreprises appartenant à l'oligarchie une certaine propension à reconnaître l'adversaire. Peut-être même que la distinction entre entreprises modernes et en expansion, et vieilles

type d'action fut souvent porté par des immigrés surtout durant les années 60. La prise en considération de ces revendications par les petits patrons ne fera que renforcer leur côté paternaliste et les échelles hiérarchiques ; leur rejet sans appel (si ce n'est à la police) au sein des grosses entreprises renforcera à l'opposé les conduites révolutionnaires.

3- Actions révolutionnaires - référence à la société globale (même si il la subit, l'acteur ne se place plus ici dans la même totalité que son adversaire. Celle-ci lui apparaît en effet comme un espace de pure domination dont l'ordre rentre non seulement en totale contradiction avec ses intérêts de classe, mais plus largement avec le progrès et « le sens de l'histoire ». L'action vise donc à renverser l'adversaire - parasite pour détruire l'ordre social de départ et en construire un nouveau, entièrement orienté par l'identité et l'action de classe de l'acteur sensé incarner la marche de l'histoire. Le conflit ne peut être qu'idéologique ou militaire). Il fallait évidemment s'attendre à rencontrer ce type d'action dans un pays où la parfaite collusion entre État totalitaire et classe dominante poussait les ouvriers à la révolte et à la rupture. Dans ce type de lutte, l'État franquiste [300] est clairement défini comme l'État de la bourgeoisie que la révolution prolétarienne doit renverser. Sur ses décombres sera instauré l'État socialiste, annonçant l'avènement d'une société sans classe et débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Sans pour autant en diminuer la portée, il faut cependant noter que les conduites révolutionnaires n'eurent pas l'envergure qu'on leur prêta alors. L'explication du « gonflement » de leur importance réside peut-être dans le fait que seules des organisations clandestines bien structurées et soudées par l'espoir de la révolution (modèle léniniste) pouvaient réellement développer un travail de propagande. Le silence imposé par la répression conduit à confondre volume de propagande et importance des forces sociales portant ces organisations.

4- Luttes pour la démocratie. On peut être opposé à la répression, à l'absence des libertés politiques, syndicales et culturelles, et même à la domination capitaliste, sans pour cela vouloir instaurer un Etat socialiste et imposer la dictature du prolétariat. C'est ce grand mouvement qui visait à libérer la société basque de l'État franquiste sans pour cela souhaiter prendre le pouvoir qui constitue le quatrième type de lutte. Ce

---

entreprises traditionnelles serait-elle plus adéquate et opératoire ?

mouvement n'est évidemment pas porté par la seule classe ouvrière : presque toutes les catégories de la population y participent (cf. plus loin). Mais il importe de noter qu'une grande partie de la classe ouvrière s'y reconnaît en tant que classe : lutter pour le dégagement de la société de l'État, c'est lutter pour la libre existence et expression syndicale ; lutter pour l'autonomie de la société, c'est lutter pour celle du mouvement ouvrier. Acculée à « pervertir » les syndicats verticaux (fruits viciés d'un pouvoir obligé de reconnaître l'existence des classes sociales sans le dire), la classe ouvrière basque a eu le temps de réfléchir sur les résultats d'une confusion entre pouvoir politique et mouvement social. D'aucuns trouveront « réformiste » sa lutte pour le rétablissement d'institutions permettant et garantissant l'autonomie du mouvement ouvrier en regard du pouvoir. Mais ce fut sans conteste cette exigence de liberté et d'autonomie, poussée par une mobilisation et un espoir grandissant au fur et à mesure que la fin du franquisme approchait, qui fut le reflet le plus fidèle du mouvement social ouvrier en Pays Basque. [301]

Aucun de ces quatre grands types de lutte n'est empiriquement observable à l'état pur. Mais chacun permet de lire l'ensemble des luttes concrètes menées par la classe ouvrière basque durant le franquisme et d'y discerner la figure absente du mouvement social ouvrier rendu impossible par la répression. Un des traits les plus marquants et dynamiques de cet ensemble est le fait que les luttes des types 3 et 4 (les plus ouvertes à la société globale) ne cessent de « tirer » à elles les luttes des types 1 et 2 (qui ont tendance à s'enfermer sur la spécificité ouvrière). Ce mouvement, de prime importance au moment d'étudier les relations entre mouvement ouvrier et mouvement national (leur liaison ne pouvant se faire qu'en référence à la société globale), est par exemple bien repérable [302] au sein des Commissions Ouvrières. Leur « versant légal », qui n'existe qu'en référence à la spécificité ouvrière et aux revendications plus ou moins immédiates qui en découlent, n'est pas séparable de leur « versant illégal » qui ne cesse de rappeler et de réintroduire dans les débats les problèmes de la société globale[5]. Ainsi, les Commissions Ouvrières biscaïennes feront dépendre leur participation aux élections syndicales de 1963 de la levée des sanctions (détentions, licenciements, amendes, etc.) prises par le gouvernement à l'encontre de tous ceux

[5] On verra plus loin comment un de ces principaux problèmes est précisément la question nationale basque.

(ouvriers ou pas) qui s'étaient élevés contre l'état d'exception de l'année précédente. Devant l'inflexibilité du gouvernement, elles boycotteront les élections.

2- Classe et nation (1) : ETA ou le mirage d'une rupture révolutionnaire

L'utopie la plus forte, celle qui aura suscité le plus d'espoir et mobilisé le plus d'énergie durant ces vingt dernières années en Pays Basque est certainement celle que personnalisa ETA : celle d'une rupture radicale et définitive avec l'exploitation capitaliste et l'oppression nationale par une même lutte révolutionnaire.

Dans leur commune volonté de rupture avec le franquisme, les luttes ouvrières et nationale s'affrontent à un même ennemi : l'oligarchie et l'État qui la soutient. C'est en se situant sur ce terrain commun qu'ETA développera sa théorie du nationalisme révolutionnaire qui débouche sur l'équation : à la collusion oligarchie - État espagnol - oppression nationale, répond la « combinaison chimique de nature explosive et révolutionnaire nationalisme - lutte ouvrière »[6] dont le but est l'instauration d'un État socialiste basque. [303]

Face à une domination aussi totale, un seul moyen peut, selon ETA, arriver à rompre tant avec l'exploitation capitaliste qu'avec l'oppression nationale : une insurrection armée appuyée par le peuple. « Nous croyons que l'on peut faire la révolution socialiste seulement si le peuple en armes est capable de vaincre l'appareil militaire répressif (...). Le peuple en armes sera la forme la plus aiguë et la plus efficace de la lutte révolutionnaire, unissant la lutte pour le socialisme avec la lutte pour l'indépendance nationale (...). Aujourd'hui, tous ceux qui en Euskadi pratiquent la répression institutionnelle ou spécifique, capitalistes, caciques et maires, policiers, fonctionnaires et mouchards sont menacés par notre dispositif militaire. Demain, ce sera le peuple en armes qui détruira le pouvoir oppresseur et commencera la construction de la nouvelle société basque sans classes »[7].

---

[6] F. Sarrailh, *Nacionalismo revolucionario, op. cit.*, p. 29.

[7] « La lucha armada » in *Hautsi* nº 2, janvier 1973, p. 18. Huit mois plus tard, dans l'éditorial de son *Hautsi* nº 4, octobre 1973, ETA rappelait une fois encore que « notre libération nationale et sociale passera nécessairement par l'insurrection révolutionnaire de notre peuple » (p. 4).

Deux grandes périodes peuvent être dégagées dans l'expression de cette « lutte de libération totale » qui constitue une des faces de ce que nous appellerons plus loin le « mouvement basque » :

1) La première s'achève avec les années soixante. Elle est caractérisée par la dominance des thèses tiers-mondistes à travers lesquelles la fusion de la lutte nationale avec la lutte de classe est pensée. Bien qu'appuyant les mobilisations ouvrières ETA, n'intervient pas directement en tant qu'organisation. Ses militants cherchent plutôt à s'intégrer aux organismes existants (CD, Comités, etc.) de façon à y systématiser la nécessaire union question nationale-lutte de classe. Dans cette optique, leur plus beau succès fut certainement la déclaration de principes adoptée en 1966 par la Commission Ouvrière Provisoire du Guipúzcoa (CDPG) dans laquelle « est reconnu sans réserve le droit du Peuple basque à l'indépendance nationale »[8].

2) La seconde commence avec la recomposition de la « nouvelle ETA » après l'éclatement de 1970 (Cf. supra, chap. II) et est caractérisée par l'intervention de plus en plus fréquente d'ETA, en tant qu'organisation, dans le déroulement des luttes ouvrières. Les thèses tiers-mondistes sont officiellement abandonnées. L'union lutte de classe-lutte nationale n'est plus recherchée [304] dans une quelconque « surdétermination historique » (Euskadi, colonie de l'impérialisme espagnol rendant la lutte nationale nécessairement révolutionnaire), mais dans la réalité quotidienne des travailleurs basques : « celle d'une classe exploitée dans un contexte de peuple opprimé ». « De la même façon que nous ne sommes pas basques de façon abstraite mais sommes des Basques exploités en tant que travailleurs, nous ne sommes pas des travailleurs tout court. Notre exploitation ne se réalise pas dans un champ abstrait : nous sommes des travailleurs exploités dans une communauté nationale différenciée »[9].

Nous avons vu comment l'approche par ETA du mouvement ouvrier était guidée par l'optique d'une révolution. Toute autre conception de la lutte ouvrière, et en particulier celle que renferme le type de lutte 4 (volonté de libérer la société sans pour cela prendre le pouvoir) lui apparaît « réformiste » ou « liquidationniste » dans la mesure où « l'élan révolutionnaire est arrêté » : « Fixer comme but du prolétariat la

---

[8] Cf. en annexe l'intégralité de cette déclaration. La CDPG sera démantelée par la répression fin 1967 - début 1968.

[9] « Por un movimiento obrero vasco y abertzale » in *Langile* nº 1, juillet 1974, p. 2.

simple chute de la dictature franquiste à travers une lutte quasi légale et ne pas accompagner une telle consigne par celle de la destruction du système d'exploitation capitaliste par le moyen d'un combat clandestin revient à réduire les objectifs révolutionnaires de notre classe à ceux des grands bourgeois « libéraux » et à liquider ainsi traîtreusement nos possibilités de libération comme travailleurs »[10]. « Réduire les organisations de masse à des appareils quasi syndicaux suppose éliminer les possibilités de libération du prolétariat et accrocher le mouvement ouvrier à la remorque de la bourgeoisie et de son alternative « démocratique ». La classe travailleuse ne résoudra pas son exploitation économique sans détruire les structures politiques qui la rendent possible, sans s'affronter à tout le système capitaliste. Et réduire toute la lutte ouvrière basque à un simple syndicalisme signifie aussi liquider un aspect vital de son combat politique : sa libération en tant que Peuple. Unir la lutte économique à la lutte politique, ne suppose donc pas seulement de l'intercaler avec des objectifs anti-capitalistes ; cela signifie aussi mobiliser la classe ouvrière d'Euskadi contre l'oppression nationale dont elle est l'objet »[11].

Il est donc ici clairement indiqué que c'est le thème même de la révolution qui unit le mouvement national et le mouvement ouvrier en une même lutte. La révolution fait en effet sortir la classe ouvrière du champ des rapports sociaux [305] pour la constituer en acteur historique. Rôle que la répression ne cesse de sécréter et qu'ETA ne cesse de « tirer » vers le haut, c'est-à-dire vers l'insurrection armée et la prise du pouvoir. « Assumer une voie révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier exige, en plus de combattre toute tendance réformiste, d'aborder notre oppression en tant que peuple d'un point *abertzale* (patriotique basque), et donc de transmettre aux masses travailleuses d'Euskadi une authentique conscience patriotique[12]. En juillet 1974, ETA pense encore que la révolution « pose le problème immédiat de l'armement des travailleurs basques comme unique voie pour résoudre notre problématique de classe et

---

[10] Ibidem, pp. 2-3.
[11] Ibidem, p. 4.
[12] « Por un movimiento obrero vasco y abertzale », op. cit., p. 3.

de peuple et pour stimuler la création d'unités de combat militaire dans chaque usine d'Euskadi »[13].

Pour la première fois, nous sommes ici en présence d'un *mouvement basque véritablement « total » qui intègre très fortement une composante historique (le nationalisme), une composante sociale (le mouvement ouvrier), et une composante politique (la révolution)*. Dans la situation répressive qui est alors celle du Pays Basque, la lutte armée représente l'expression la plus forte de ce mouvement. Le Procès de Burgos marque certainement la véritable date de naissance du mouvement basque. Jusqu'en 1970, celui-ci, encore en gestation, n'était en effet pas suffisamment intégré pour empêcher certaines de ses composantes de parfois lui échapper. Les multiples scissions ouvriéristes qu'a connues ETA jusqu'à cette date sont là pour nous le rappeler : chaque fois, un divorce était prononcé entre mouvement historique (national) et mouvement social (ouvrier)[14]. Par contre, l'absence de scissions chez la « nouvelle ETA » indique une intégration réussie[15].

Il semble dès lors que le mouvement basque ne pouvait que continuer à se renforcer, et c'est bien là le sentiment qu'avaient les etarras, et certainement une bonne partie de la population basque, à la veille de la mort de Franco. Mais la stratégie révolutionnaire d'ETA, qui devait conduire à une insurrection générale sonnant l'heure de l'avènement d'un État socialiste basque, à la fois libérateur de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste, n'a pas abouti. [306]

On peut y voir la déficience de l'organisation armée, ses hésitations au moment de choisir une tactique permettant d'opérer la liaison avant-garde masses, les effets de la répression, puis la rapidité de la Réforme qui, en ouvrant un espace politique et en rendant son autonomie à la société civile, désamorça le potentiel révolutionnaire de l'aspiration à la liberté, enfin, l'importance de la bourgeoisie autonomiste qu'ETA, trompée par le silence de celle-ci, avait complètement sous-estimé et dont l'habileté politique et les penchants technocratiques se révéleront prépondérants dans le post-franquisme[16].

---

[13] Ibidem, pp. 4-5.

[14] Le fait que le mouvement se reconstitue toujours à partir de sa composante nationale montre bien que c'est celle-ci qui englobe les autres (cf. supra, chap. IV).

[15] Les scissions de 1974 se font sur un tout autre ordre de problème (cf. supra, chap. II).

[16] C'est cette bourgeoisie qui contrôle actuellement la direction du PNV et tient les rênes du nouveau

Mais il faut surtout y voir la prédominance de l'autre face (cachée) du mouvement basque.

3- Classe et nation (II) : pour une libération de la société basque, ou la face cachée du mouvement basque

L'incontestable appui populaire dont ont bénéficié les guérilleros d'ETA a souvent conduit les observateurs (et acteurs eux-mêmes...) à une erreur : celle de confondre cet appui avec une adhésion à l'idéologie d'ETA Dans le silence imposé par le franquisme, ETA a certes incarné le seul mode d'expression qui restait aux mouvements populaires : la violence et l'action clandestine, devenant ainsi en quelques années le symbole dynamique d'une volonté d'être, de vivre et de lutter en Euskadi. Seule voix possible de cette volonté, ETA n'en est cependant pas le seul texte. Lutter contre l'oppression franquiste et contre l'exploitation capitaliste ne signifie pas nécessairement lutter pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour la dictature du prolétariat dans un État basque indépendant. Si ETA est bien la seule expression du mouvement basque face à la répression, elle n'en constitue pas pour autant la totalité.

Les grandes grèves et mobilisations populaires des années 1976-1977, en tentant d'élargir au maximum le nouvel espace politique que la Réforme ouvre péniblement, vont permettre de vérifier que la grande aspiration qui traversait le mouvement basque sous le franquisme visait moins à s'emparer [307] de l'État que de s'en affranchir. Ce n'est pas à un mouvement insurrectionnel auquel on assiste alors, mais à de vastes mobilisations pacifiques réclamant la libération de la société de la mainmise du pouvoir étatique. Pour tous ceux qui souffrent quotidiennement de l'omniprésence d'un État répressif, la revendication principale n'est pas « le pouvoir » mais la limitation de son territoire et son contrôle par tout un ensemble d'institutions capables d'assurer l'autonomie de la société civile basque.

C'est dans cette exigence de démocratie que le mouvement ouvrier et le mouvement national basque se rejoindront pour fonder la base la plus vaste et la plus solide du mouvement basque. Comme pour sa partie visible (ETA), c'est à partir du

---

pouvoir autonome basque. En juillet 1974, dans son *Hautsi* n° 5, ETA écrivait (p. 12) que « l'hégémonie de la droite (au sein du nationalisme basque) est en train de toucher à sa fin (...) et si certains n'acceptent pas de reconnaître que l'authentique gauche basque, révolutionnaire et patriote, surtout matérialisée par ETA, est en train de prendre la tête du Mouvement National Basque, tant pis pour eux (...) ils marchent à

national, et totalement enfouie dans la société souterraine, qu'elle va intégrer ses composantes :

a) L'histoire des luttes ouvrières basques, durant les dernières années du franquisme, est celle de leur politisation croissante. Les revendications spécifiquement ouvrières, qui se heurtent chaque fois plus à une répression qui est générale, se muent rapidement en des luttes anti-répression dont l'enjeu devient la liberté d'expression et la possibilité de s'organiser de façon autonome[17]. Entre 1973 et 1977, la majorité des grèves ouvrières sont politiques : aucune des huit grèves générales ayant paralysé l'activité du Pays Basque au cours des années 1975-1977 ne fut déclenchée pour des raisons d'ordre économique ou spécifiquement ouvrières. Toutes furent politiques, plus concrètement en faveur de l'amnistie générale et contre la répression.

b) Or, impossible de faire abstraction de la nature de cette répression qui soude les habitants du territoire basque en un même sentiment d'appartenance (Cf. supra, chap. IV). Il est par exemple significatif que l'étendue territoriale des huit grandes grèves signalées plus haut se soit limitée aux seules provinces basques. Les manifestations anti-répression sont autant d'expressions de l'affirmation nationale basque : les mots d'ordre sont en euskera, alors que cette langue n'est connue que par une minorité, les couleurs basques y sont arborées, le thème des libertés et de l'autodétermination basques constamment rappelé, etc. [308]

II- LE MOUVEMENT OUVRIER BASQUE DANS L'APRES-FRANQUISME

Cette fusion du mouvement ouvrier avec le mouvement national en un même mouvement basque « total », anti-répressif et démocratique, sera cependant de courte durée. Très vite, les raisons qui ont conduit le mouvement social ouvrier à se transformer en mouvement historique et politique vont peu à peu disparaître : les syndicats libres sont tolérés puis reconnus en avril 1977, les comités d'entreprise protégés par la loi, les premières élections syndicales libres convoquées fin 1978, le droit de grève reconnu par la nouvelle législation, les premières conventions collectives signées, etc. Le mouvement historique ouvrier (lutte du type 4) a finalement obtenu ce

---

pas de géant vers leur suicide politique »...

[17] Cf. supra la représentation de cette dynamique par le tableau de la p. 302.

pourquoi il luttait : la libération de la société de l'emprise de l'État. Le mouvement ouvrier dispose désormais d'un espace d'expression et de lutte propre qui lui permet d'exister pleinement en tant que mouvement social.

Dès lors, c'est toute la dichotomie entre mouvement social et mouvement historique qui réapparaît, et c'est moins en terme de fusion que d'alliance qu'il s'agit alors de penser les relations entre mouvement ouvrier et mouvement national (à moins de continuer de se situer dans le type de lutte à : action révolutionnaire).

Dans ces relations, et durant la période post-franquiste, trois faits marquants doivent être mentionnés :

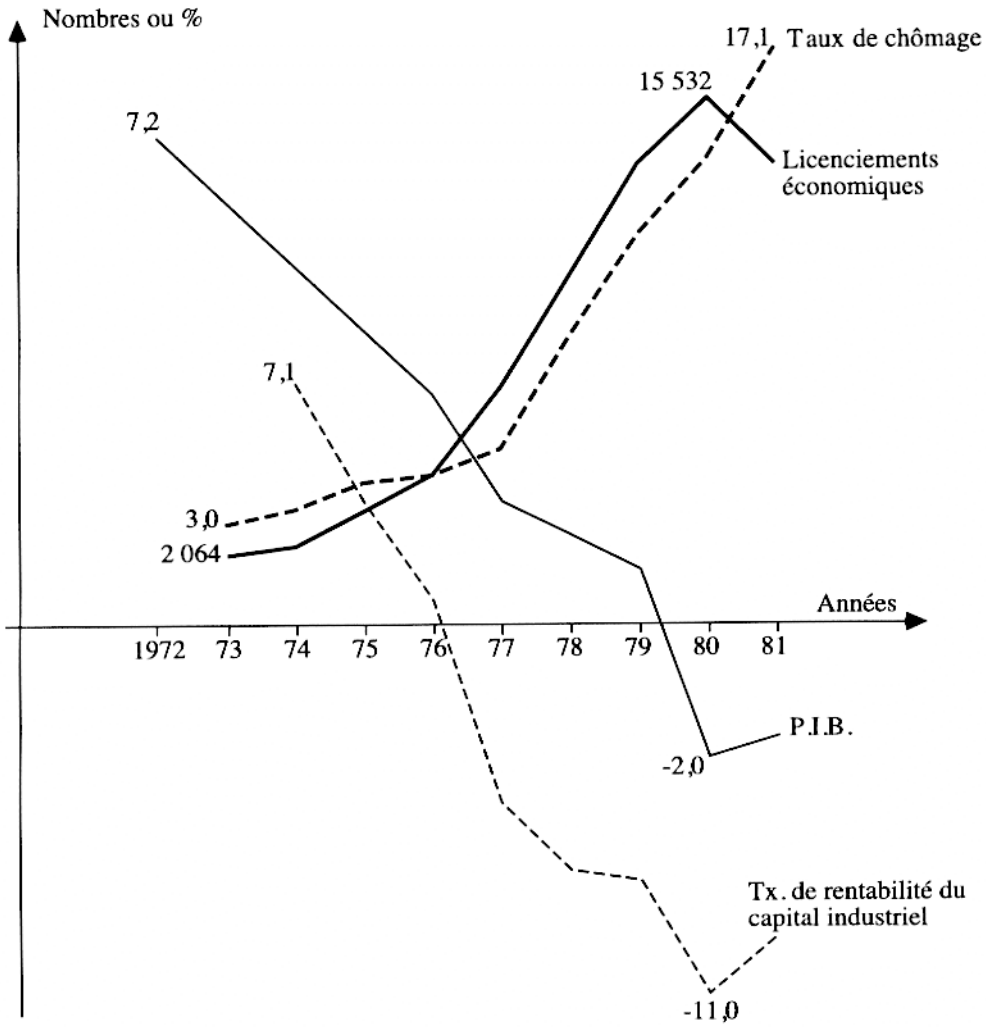
a) La marginalisation (relative si on prend pour comparaison les autres pays européens) des organisations ouvrières révolutionnaires, essentiellement repérable par le faible score du syndicat indépendantiste et rupturiste LAB (5,87 % des voix aux dernières élections syndicales résultats concernant les quatre provinces basques). L' « assembléarisme » des comités clandestins d'entreprise fait très rapidement place aux syndicats de type traditionnel et a l'institutionnalisation du mouvement ouvrier. À la sortie du franquisme, on assiste en Pays Basque ni à une insurrection ouvrière, ni à la poursuite (bien que quelques cas existent) de l' « assembléarisme », mais a une volonté manifeste de profiter de la légalité et de consolider les institutions qui se mettent en place (comités d'entreprise, conventions collectives, etc.). Les trois syndicats majoritaires sont : ELA (28,77 % des voix aux dernières élections syndicales au niveau des quatre provinces basques), l'UGT (21,98 %) et les Commissions Ouvrières (16,92 %). [309]

b) Face à l'extrême gravité de la crise économique en Pays Basque et à ses conséquences désastreuses pour l'emploi[18], l'action des syndicats majoritaires est chaque

[18] Evolution annuelle (1973-1981) du nombre d'employés licenciés pour raison économique, du taux de chômage, du Produit Intérieur Brut, et du taux de rentabilité du capital industriel en Pays Basque (établi d'après les chiffres fournis par les chambres de commerce et d'industrie des quatre provinces basques, l'I.N.E. et le département d'études de la Caja Laboral Popular).

fois plus défensive, et donc de moins en moins encline à convoquer des mobilisations sur des thèmes qui ne relèvent pas directement de la condition ouvrière (en particulier donc autour de la question nationale)[19]. [310]

c) La scission des syndicats majoritaires entre ceux qui appuient directement et explicitement la revendication nationale basque : c'est le cas d'ELA, premier syndicat basque, et ceux qui ne font aucune référence à ce sujet : avant tout l'UGT, second syndicat. Après l'entrée massive, en octobre 1981, des militants du PC à Euskadiko Ezkerra, les Commissions Ouvrières, jusqu'alors contrôlées par le PC, se prononcent clairement, en Guipúzcoa, pour le droit à l'autodétermination du Pays Basque ; celles



[19] Il ne faut pas perdre de vue que l'extrême politisation du mouvement ouvrier basque à la fin du franquisme, et sa fusion avec le mouvement national, se sont produit alors que les effets de la crise économique étaient encore inexistants en Pays Basque.

d'Alava et de Navarre sont encore partagées, tandis que celles de Biscaye, restées aux mains du PC, s'en tiennent au Statut d'autonomie. [311]

DEUXIEME PARTIE, CHAPITRE VIII

QUESTION NATIONALE ET NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX LE CAS DE LA LUTTE ANTINUCLEAIRE

L'étude de l'apparition et du développement en Pays Basque de ce qu'il est désormais convenu d'appeler les « nouveaux mouvements sociaux » (écologiste, féministe, urbains, etc.) dépasserait de beaucoup le cadre de ce travail. Aussi, ne sera-t-il ici question que de la seule lutte antinucléaire, de loin le plus important et le plus mobilisateur, en Pays Basque, de ces « nouveaux mouvements sociaux ». Son approche ne sera tentée que dans la seule optique de cerner en quoi et comment le mouvement national a pu influer sur la nature de cette lutte et sur l'image qu'elle a, à un moment donné, su donner du mouvement basque.

I-HISTORIQUE

Rapportée aux démographies respectives des différents pays européens, la lutte antinucléaire basque fut, sans conteste et de loin, celle qui mobilisa le plus de personnes. Ce fut hélas aussi celle qui fit le plus de victimes : 10 morts à ce jour (été 1982). Ce fut enfin toujours elle qui réussit à retarder le plus longtemps l'ouverture d'une centrale : commencés en 1972 en prévision d'une mise en service courant 1977, les travaux de la très controversée centrale nucléaire de Lemoniz (Biscaye), à plusieurs reprises interrompus, ne sont à l'heure actuelle toujours pas achevés... Aux dernières nouvelles, la centrale ne deviendrait opératoire, et dans le meilleur des cas, qu'en 1985... [312]

Le 23 mai 1972, la Direction Générale du Ministère de l'Industrie concède à Iberduero S.A.[1] une autorisation de principe pour procéder à la construction de deux réacteurs nucléaires de 900 KWe chacun à Lemoniz[2]. Le 27 septembre 1973, la même société sollicite de nouvelles autorisations pour la construction de trois autres centrales

[1] En Espagne, la production et la distribution de l'électricité sont assurées par des compagnies privées. Une des plus importantes d'entre elles, Iberduero S.A., bénéficie d'un monopole de fait dans tout le nord de l'Etat espagnol, et par conséquent en Pays Basque.

[2] Cette autorisation de principe deviendra ferme et définitive le 14/03/74.

nucléaires en Pays Basque : la première, de deux réacteurs de 1000 KWe chacun à Ea (Biscaye) ; la seconde, de deux réacteurs de 1000 KWe chacun aussi à Deva (Guipúzcoa), et la troisième enfin, avec un réacteur de 1 000 KWe à Tudela (Navarre).

Devant la protestation immédiate et unanime des habitants de Deva, la Députation de Guipúzcoa charge la société américaine Dames and Moore d'une étude sur le projet. Prenant en compte les conclusions très négatives auxquelles mène cette étude, elle interdit sans plus attendre la construction de la centrale de Deva. La Députation de Navarre agira de même avec le projet de Tudela. Restent les deux centrales prévues pour la Biscaye. Si l'on ne parle plus de celle d'Ea, les travaux « provisoires »[3] de celle de Lemoniz sont entrepris : en 1976, le mouvement antinucléaire basque devient un mouvement anti-Lemoniz.

La protestation est d'abord purement locale et défensive (Cf. plus loin § II). Elle s'organise bientôt (février 76) en une *Commission de Défense d'une Côte Basque Non Nucléaire* regroupant diverses associations locales. En moins de trois mois, la Commission réunit plus de 150 000 signatures (accompagnées du numéro de la carte d'identité des signataires ce qui, en 1976, n'était pas évident). Le 29 août de la même année, elle organise la première grande manifestation antinucléaire en Pays Basque à Plencia-Lemoniz (de 30 000 à 70 000 personnes suivant les sources). C'est à partir des répercussions de cette manifestation (dont l'ampleur surprendra tout le monde, y compris les organisateurs[4]) que *la lutte antinucléaire cesse d'être locale pour devenir nationale (basque)*, passant dans le même temps d'une position défensive à une [313] dynamique de plus en plus offensive. Même si les thèmes de la peur et du danger des effets du nucléaire sont toujours fortement présents dans la lutte, c'est désormais moins lui qui anime et motive les grandes mobilisations et manifestations antinucléaires qu'une protestation démocratique et une exigence de souveraineté populaire et nationale (Cf. plus loin § III).

Durant cette grande période offensive de la lutte antinucléaire basque (1977-1980), il faut relever :

---

[3] La municipalité de Lemoniz n'ayant pas donné son accord, c'est par cet adjectif qu'Iberduero S.A. désigna alors la nature des travaux...

[4] I 68 (José Allende Landa, fondateur et principal animateur de la Commission de Défense), Bilbao, janvier 1982.

- La création, à partir du début 1977, et sur tout le territoire basque, de *Comités Antinucléaires*. Ils se fédéreront plus tard en une *Coordination Nationale (basque) des Comités Antinucléaires*. Ce sont désormais essentiellement eux qui mobiliseront l'opinion publique au niveau national.

- Mars 1977 : le PNV se prononce pour la convocation d'un référendum sur Lemoniz. Il ne changera pas de position jusqu'à la fin 1981.

- 12-14/03/77 : le Parti Socialiste Basque - PSOE se prononce, au cours de son premier congrès, pour la paralysie immédiate de Lemoniz dans l'attente d'un débat public en vue d'un référendum. Il ne changera pas de position jusqu'au début 1982 (la pétition de paralysie immédiate est cependant abandonnée en février 1981). La position du PC est identique. À cette date, l'ensemble des forces patriotiques de gauche se sont, elles, définitivement prononcées contre le projet.

- Fin juin 77 : le Gouverneur Civil de Biscaye interdit une manifestation antinucléaire prévue pour le 30 juin à Bilbao ; elle est finalement autorisée pour la date estivale du 14 juillet.

- 14/07/77 : de 80 000 à 150 000 personnes (suivant les sources) manifestent à Bilbao contre l'imposition du projet de Lemoniz. Il s'agit de la plus grande manifestation de l'après-guerre en Pays Basque et aussi, à l'époque, de la plus grande manifestation antinucléaire en Europe.

- Été 77 : « devant le refus réitéré, tant de l'Etat que d'Iberduero S.A. », ETA militaire prévient qu'elle « répondra désormais au terrorisme d'Iberduero S.A. ».

- 18/12/77 : ETA militaire attaque la centrale. Au cours de l'assaut, un de ses militants, J.D. Alvarez, est blessé. Il mourra le 15/01/78.

- 12/03/78 : de 60 000 à 150 000 personnes manifestent à Lemoniz.

- 17/03/78 : une bombe, introduite par ETA militaire dans la centrale, explose, coûtant la vie à deux ouvriers. Les travaux sont momentanément interrompus.

- Fin mars : un « Organisme unitaire pro-paralysie de Lemoniz », regroupant l'ensemble de la gauche *abertzale*, le syndicat L.A.B., la Commission [314] de Défense et les Comités anti-nucléaires, est créé. Suite à des dissensions politiques, il sera dissous à la fin 1978.

- 14/01/79 : manifestation à Lemoniz interdite.

- Fin janvier 79 : de nombreuses manifestations antinucléaires sont interdites et dispersées avec violence par la police (Saint-Sébastien, Pampelune, Mungia, etc.)

- 25/04/79 : le Conseil Général Basque se prononce pour un « référendum populaire et démocratique sur Lemoniz » après qu'un « large débat, ou chacun pourra s'exprimer, aura eu lieu ».

- 27/04/79 : de 40 000 à 100 000 personnes défilent sous une pluie battante à Bilbao contre Lemoniz.

- 16/05/79 : au cours d'un débat aux Cortès sur le Plan Energétique National, le PSOE se prononce « pour la paralysie immédiate des travaux (de Lemoniz) pour éviter que soient encore investis 50 000 millions de pesetas de plus dans une centrale nucléaire dont l'emplacement est absolument indéfendable et dont la décision de construction n'a pu être prise qu'en pleine période franquiste, en marge de tout critère de rationalité et de toute rigueur »[5].

- 3/06/79 : lors d'un rassemblement antinucléaire à Tudela (Navarre)[6], la Guardia Civile tire sur la foule. Une manifestante écologiste, Gladys Del Estal, meurt sur le coup. Deux jours plus tard, les quatre provinces basques sont paralysées par une grève générale en signe de protestation.

- 13/06/79 : ETA m. réussit à introduire une bombe de forte puissance au sein de la Centrale ; son explosion coûtera la vie à un ouvrier et retardera la construction de plusieurs mois.

- Fin juin 79 : le PC, le PSOE et EE réitèrent leur demande d'arrêt immédiat des travaux de Lemoniz.

- 12/08/79 : à l'occasion d'une marche entreprise depuis différentes villes d'Euskadi sur Lemoniz, la Commission de Défense et les Comités Antinucléaires lancent à Iberduero S.A. et à l'État un « appel à la raison et à la conscience démocratique », rappelant que « toutes les voies possibles et imaginables que permet la loi avaient été suivies sans aucun résultat », et que « personne ne devrait désormais s'étonner des conséquences tragiques auxquelles cette absence de démocratie pourrait conduire ». [315]

---

[5] Déclaration de Txiki Benegas, secrétaire général du PSE-PSOE. qui sera reformulée avec la même véhémence le 28 Juillet de la même année au cours d'un autre débat aux Cortès.

[6] Manifestation se situant dans le cadre de la journée d'action internationale contre l'énergie nucléaire.

- 28 et 29/11/79 : les municipalités de Mungia et de Lemoniz (lieu d'implantation de la centrale) ordonnent l'arrêt immédiat des travaux.

- 17/12/79 : le Gouverneur Civil de Biscaye casse la décision des deux municipalités.

- 28/12/79 : le Conseil des ministres ratifie l'acte du Gouverneur Civil.

- Début mai 80 : dès sa formation, le Gouvernement basque se prononce contre toute entrée d'uranium à Lemoniz tant qu'une enquête, effectuée par l'O.I.E.A., et un référendum populaire n'auront pas eu lieu.

- 25/05/80 : Pedro Arietio, Président du conseil d'administration d'Iberduero S.A. déclare que « la centrale nucléaire de Lemoniz sera terminée, et sa première phase rentrera en fonctionnement l'an prochain, et cela quoi qu'il advienne ».

- 13/06/80 : les députés des PNV, PSOE, PC et E.E. votent, au nouveau Parlement Basque, une motion demandant au Gouvernement Central de convoquer un référendum sur l'avenir de la centrale de Lemoniz.

- Décembre 80 : au cours d'un voyage en Euskadi, Adolfo Suarez, Président du Gouvernement espagnol, déclare : « Le Gouvernement parie fermement pour l'énergie nucléaire. Nous sommes contre toute forme de consultation populaire sur cet aspect ». Carlos Garakoietxea, Président du Gouvernement basque, réplique aussitôt que « le Gouvernement central portera l'entière responsabilité de ne pas convoquer ce référendum ».

- 29/01/81 : ETA militaire enlève Jose Maria Ryan Estrada, ingénieur en chef de la centrale de Lemoniz, et donne « une semaine de délai pour qu'Iberduero S.A. et le Gouvernement central ordonnent la démolition de la centrale ». Dans le cas contraire, ETA se déclare « libre de tout engagement et agira en conséquence » (communiqué du 30/01/81).

- 4/02/81 : la Commission de défense qualifie l'enlèvement de « violation des droits de l'homme » et « d'acte de violence »[7]. Dans le même communiqué, elle rappelle cependant que, vu la violence et le mépris avec lesquels Iberduero S.A. et le Gouvernement central ont traité les revendications démocratiques du peuple basque

[7] Cf. en annexes l'intégralité de ce communiqué.

(débat et référendum), personne n'a le droit de s'étonner aujourd'hui qu'il y ait un « cas Ryan ».

- 6/02/81 : le délai expiré, Ryan est tué par ETA. Le même jour, la Commission se déclare « consternée » et pense que « le problème a atteint des niveaux étrangers à (ses) modes d'action »[8]. [316]

- 7/02/81 : Iberduero S.A. abandonne « jusqu'à nouvel ordre » les travaux de la Centrale nucléaire de Lemoniz.

- 9/02/81 : pour la première fois en Pays Basque, une grève générale est convoquée pour protester contre une action d'ETA. Plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent ce jour-là dans les quatre capitales basques en signe de deuil et de condamnation. À partir de cette date, ouvrant une nouvelle période dans la lutte antinucléaire en Pays Basque, le « problème de Lemoniz » va très rapidement, et à nos yeux radicalement, changer pour ne plus sembler se résumer qu'à l'équation extrêmement simplificatrice et « insensée » (du point de vue d'un mouvement social) : « Pour ou contre Lemoniz = pour ou contre ETA » :

- 12/02/81 : sur proposition conjointe du PNV et du PSOE, l'ensemble des groupes parlementaires basques, excepté EE, votent une motion demandant à Iberduero S.A. de reprendre les travaux de construction de la centrale. Le PSOE. explique ainsi sa démarche : « Si on paralyse Lemoniz, cela signifiera qu'on aura cédé au chantage (d'ETA) » (Txiki Benegas).

- 30/03/81 : la Commission de Défense « lance un cri désespéré pour entrevoir et consolider une rationnelle et démocratique solution au contentieux de Lemoniz » par « la tenue d'un référendum dans des conditions démocratiques de respect de la vérité, d'égalité de possibilités pour les positions en présence, de profonde information et de débat au sein de notre peuple, et de respect sans équivoque du résultat de la consultation », « avant que les frustrations et l'exaspération ne provoquent de nouvelles catastrophes pour notre peuple frustré, vexé et désabusé dans cette longue et dramatique lutte ».

- 31/03/81 : le Gouvernement central, par la bouche de son président, Calvo Sotelo, déclare qu'il « ne convoquera jamais un référendum sur Lemoniz ».

---

[8] Ibidem

- Fin mai 82 : une enquête révèle que 78 % des personnes interrogées sont favorables à la convocation d'un référendum sur Lemoniz (8 % sont contre, 12 % ne savent pas). Dans le cas où ce référendum aurait lieu, 37 % se prononceraient pour la paralysie immédiate et définitive de la centrale, 29 pour son éventuelle mise en marche si de réelles conditions de sécurité étaient garanties, 8 % pour son fonctionnement immédiat et sans condition ; 22 % ne savaient pas[9].

- Été et automne 81 : le Gouvernement basque insiste sur la nécessité de convoquer ce référendum. [317]

- 2/02/82 : le Gouvernement central, exaspéré par l'insistance du Gouvernement basque, déclare « son refus total et définitif de convoquer un référendum sur la centrale nucléaire de Lemoniz ».

- Mars avril 82 : des conversations tripartites (les deux gouvernements et Iberduero S.A.) ont lieu dans le but de confier au Gouvernement basque la gestion publique de la centrale.

- 18/03/82 : dans un communiqué conjoint, le Gouvernement central et le Gouvernement basque « manifestent leur irrévocable volonté politique de voir fonctionner la centrale nucléaire de Lemoniz ».

- 7/04/82 : le Gouvernement basque crée par décret une Société de Gestion de la centrale nucléaire de Lemoniz, dont le but est « d'assurer le fonctionnement et le contrôle public de la centrale ».

- 5/05/82 : Angel Pascual, Directeur du projet de Lemoniz est tué par ETA militaire. Le Président du Gouvernement basque déclare que ce dernier « ramassera le gant de ce défi ».

- 10/05/82 : l'ensemble des techniciens de Lemoniz refusent de réintégrer leurs postes.

- 11/05/82 : le Porte-parole du Gouvernement basque, R. Labayen, déclare que « Lemoniz sera terminée, quoi qu'il arrive », tandis que le Gouvernement central affirme que, « dans la lutte politique qui s'est établie entre le Gouvernement et une organisation terroriste, l'Etat n'a pas le droit de s'effacer ».

---

[9] Enquête réalisée en mai et juin 1981 par L'institut Azterka sur un échantillon de 1577 personnes dans les quatre provinces basques.

- 13/05/82 : le Conseil d'Administration d'Iberduero S.A. suspend les travaux de la centrale « jusqu'à ce que les actuelles circonstances cessent ».

- 14/05/82 : alors qu'ils s'apprêtaient à la déposer dans une station d'Iberduero S.A., une bombe explose dans les mains de deux militants d'ETA ; ils sont tués sur le coup.

- 17/05/82 : le Gouverneur civil de Biscaye interdit une concentration antinucléaire devant avoir lieu le 22 à Bilbao.

- 22/05/82 : cette concentration est dispersée par la police qui charge violemment les manifestants. [318]

Au vu de ces évènements, et de tous ceux qui, depuis maintenant près de huit ans, ont contribué à donner au « problème Lemoniz » l'ampleur que l'on sait, trois périodes peuvent être distinguées dans la lutte antinucléaire en Pays Basque :

1) Celle qui commence fin 1974 avec les premières manifestations très locales et défensives à Deva et Lemoniz, et s'achève avec la grande concentration d'août 1976.

2) Celle qui s'étend depuis cette date jusqu'à l'enlèvement puis la mort de J. Ryan (février 1981).

3) Celle enfin qui commence alors.

Nous voudrions maintenant tenter de montrer dans quelle mesure et comment la question nationale basque a influé sur la ou les significations sociales centrales de la lutte antinucléaire en Pays Basque au cours de ces trois périodes.

II- 1974-1976 ; « EZ, EZ, EZ ! » : UN MOUVEMENT DE DEFENSE LOCALE[10]

Les premières mobilisations antinucléaires basques eurent lieu, courant 1974, à Ea, Deva, puis Lemoniz. Portées par les habitants des trois sites concernés, elles ne rencontrèrent au départ aucun écho dans le reste du pays. Le tout premier sentiment des intéressés est celui de perplexité plutôt négative face à quelque chose d'inconnu, à la monstruosité des chiffres avancés (investissement, production, etc.) et à la disproportion apparente des contreparties proposées. Une poignée d'écologistes se chargera bien vite

[10] « Ez, ez, ez ! » Zentral nuklearrik ez ! » (« Non, non, non ! Pas de centrale nucléaire ! ») : slogan des premières manifestations et affiches antinucléaires.

de transformer cette perplexité en hostilité, en mettant l'accent sur les graves dangers que l'implantation d'une centrale nucléaire pouvait entraîner pour ses riverains.

Le mouvement qui définit le mieux la nature de la lutte antinucléaire basque au cours de ses deux premières années d'existence est certainement celui d'une opposition négative, arc-boutée sur une défense locale, et essentiellement dominée par un sentiment de peur et une sensation de danger. Durant cette période, les animateurs de la Commission de Défense se consacrent à démontrer, études techniques et chiffres à l'appui, « l'absurdité potentiellement meurtrière » du projet nucléaire d'Iberduero S.A. Les trois centrales, situées en bord de mer, menacent directement la vie aquatique du Golfe de Biscaye, [319] et par là même l'avenir des milliers de marins pêcheurs basques[11] ; pour ne prendre que l'exemple de Lemoniz (le pire), près d'un million cent mille personnes vivent dans un rayon de moins de 20 km (densité : 860 ht /Km2), rendant impossible tout plan d'évacuation immédiate ; etc. Fin juin 1976, on peut dire que la Commission de Défense, désormais secondée par des scientifiques, a déjà avancé l'ensemble des arguments techniques contre les trois centrales, et en particulier celle de Lemoniz[12]

Même si elle n'est jamais présentée et formulée en tant que telle, la dimension nationale de la lutte antinucléaire basque est d'entrée présente dans ses premières manifestations. Le mouvement antinucléaire basque naît au plus fort de la répression franquiste (1974-1975) dans trois villages à 100 % *euskaldun* (parlant basque) et nationalistes ; il se développe entièrement au sein de la « société souterraine » dont il a été question plus haut. Les premières réunions sont clandestines, les premières manifestations interdites et réprimées ; c'est sciemment que la Commission de Défense porte un nom édulcoré[13]. L'ensemble des photos prises au cours de ces réunions et manifestations montrent que, chaque fois, un *ikurriña* (drapeau basque, alors interdit) préside l'assemblée, que les slogans sur les banderoles sont en euskera, etc.

---

[11] La Confrérie de ceux-ci sera une des premières associations à appuyer les résolutions de la Commission de Défense.

[12] Ceux-ci seront synthétisés en huit points (« Quelques raisons pour lesquelles nous nous opposons aux projets nucléaires sur la Côte basque ») dans le premier « Appel urgent à la Communauté Basque » de la Commission de Défense (distribué à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, juin 1976).

[13] *I 68, op. cit.*

Si l'incidence du mouvement national sur l'éclosion de la lutte antinucléaire demeure très faible au cours de cette première période, elle va se révéler être extrêmement forte et de prime importance sur son développement postérieur, et surtout sur son passage d'une position défensive à une dynamique offensive. C'est en effet en devenant nationale qu'elle va atteindre aussi rapidement l'ampleur et le dynamisme qui la caractériseront désormais (cf. § II) et changer de nature (cf. § IV).

III- DU LOCAL AU NATIONAL OU « L'EXPLOSION » DE LA LUTTE ANTINUCLEAIRE EN PAYS BASQUE

Pourquoi les murs de Saint-Sébastien et de Pampelune, respectivement situés à 78 et 125 km de Lemoniz, sont-ils couverts d'inscriptions et d'affiches [320] réclamant la paralysie de cette centrale nucléaire et pas ceux de Santander, ville de même importance, se trouvant, elle, à 70 km de Lemoniz ? Pourquoi les villes de Tolosa, Irun, Tafalla, etc., respectivement situées à 77, 94 et 141 km de Lemoniz, ont-elles des comités antinucléaires actifs, et pas celle de Laredo qui se trouve à moins de 45 km de Lemoniz ?

Parce que, force est de le constater, même si cela dérange encore, les premières sont basques et les autres, appartenant à la province de Santander (limitrophe avec la Biscaye), non. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas quelques écologistes à Santander, Laredo ou autre, mais que les luttes antinucléaires en province de Santander d'un côté, et en provinces d'Alava, Guipúzcoa et Navarre de l'autre, ne soutiennent pas la comparaison. Ces quatre provinces se trouvent pourtant à la même distance moyenne de Lemoniz, et leurs populations réciproques subiraient donc les mêmes conséquences dans le cas où un éventuel accident y surviendrait.

La force et le dynamisme de la lutte antinucléaire en Pays Basque, et plus particulièrement sa très rapide implantation et sa grande vitalité en des points de la géographie basque suffisamment éloignés de Lemoniz pour être à l'abri de tout « danger

nucléaire », demeurent à nos yeux totalement inexplicables si on perd de vue la dimension nationale de cette lutte. *C'est en se fondant dans « l'espace communicationnel basque », ailleurs défini comme « société souterraine », en empruntant ses « canaux de propagation », et en se muant donc ainsi en « affaire nationale », que la lutte antinucléaire acquiert toute son ampleur.*

La généalogie de son essor et de sa vigueur nous mène en effet au printemps 1976 au cours duquel, pour la première fois, la Commission de Défense « en appelle au Peuple Basque » et « à la Communauté Basque ». Outre le titre, déjà signalé, de son manifeste de juin et celui de sa « Convocation de la Communauté Basque » à la manifestation du 29 août, les termes de « Peuple Basque », « Communauté Basque », et plus tard « Euskadi », remplacent peu à peu ceux « d'habitants de Lemoniz », « voisins de Deva », etc., pour désigner le « public » et les potentielles victimes des centrales nucléaires. De locale, la lutte semble devenir nationale.

Change-t-elle pour cela de nature ?

Tant que l'identification de l'acteur antinucléaire au peuple basque demeure le fait des agitateurs de la Commission de Défense, non. [321] Apparemment sémantique, ce glissement de vocabulaire n'est en effet, du point de vue de la signification sociale de la lutte, qu'un changement de termes équivalents : sa nature, fondamentalement défensive, reste toujours la même. La protestation locale Lemoniz-Ea-Deva devient simplement la protestation « locale » Biscaye-Guipuzcoa-Alava-Navarre. Il s'agit toujours de s'opposer à un projet en raison du seul danger qu'il représente. En agitant la menace d'une « extermination du peuple basque »[14] (et en la présentant comme non dépourvue d'arrières pensées politiques du côté de Madrid), la Commission touche certes la corde sensible des Basques, faisant ainsi vibrer leur sentiment communautaire et national en se doutant bien que cela provoquera leur clameur antinucléaire. Mais d'un point de vue social, absolument aucune nouveauté n'apparaît.

Par contre, et au fur et à mesure que, d'idéologique et verbale, l'identification acteur anti-nucléaire-peuple basque devient concrète et effective, autrement dit à partir

---

[14] « Un grave accident à Lemoniz équivaudrait à un génocide, à la disparition totale et absolue du peuple basque » : lecture aux Cortès espagnoles, par Francisco Letamendia (Député E.E.), d'un texte rédigé par la Commission de Défense.

du moment où d'amples secteurs de la population basque font réellement leur la lutte antinucléaire, oui, la nature sociale de cette dernière va profondément changer[15]. [322]

Bien que ceci reste à démontrer empiriquement, il semble bien que ce changement doive avant tout être mis à l'actif des militants antinucléaires les plus « périphériques », autrement dit les plus éloignés, que ce soit géographiquement ou mentalement, de la centrale de Lemoniz. *C'est en effet bien moins la peur d'un accident nucléaire qui anime leur mobilisation qu'une protestation contre la manière avec laquelle la centrale et le choix nucléaire sont imposés*. Position qu'*I. 56* et qu'*I. 32* résument à leur façon : « Personnellement, Lemoniz peut péter dix fois, je ne m'en (porterais pas plus mal) ; ici, (Renteria), cela n'aurait aucune conséquence. Je milite par solidarité (...) et aussi parce qu'il s'agit d'un véritable attentat contre le peuple basque. On nous traite comme des débiles, incapables de décider ce qu'on veut et ce qu'on ne veut pas »[16]. « Je ne suis pas plus antinucléaire que toi, peut-être même que sous certaines conditions, c'est valable. Ce n'est pas cela qui m'accroche, mais Iberduero S.A.

---

[15] Pourquoi, dès l'instant où elle en appelle au peuple basque, et prend ainsi une dimension nationale, cette lutte connaît-elle aussi rapidement (printemps-été 1976), un tel essor ? La réponse à cette question relève beaucoup moins, selon nous, d'une analyse stratégique (chère aux politologues espagnols) sur le « pouvoir performatif » et « l'impact » du « message émis » par la Commission suivant la séquence codage-transmission-décodage (sur laquelle travailleront par la suite les technocrates d'Iberduero S.A. pour tenter d'émettre des « bruits » et des « dissonances » afin d'en enrayer la diffusion), que d'une problématique de la communication telle que l'a définie J. Habermas, c'est-à-dire capable de théoriquement ressituer la « communauté inter subjective », fondement de tout échange social, dans le but d'en faire ressortir les dimensions historiques et socioculturelles (inter subjectivité que les démarches empirico-analytiques évacuent totalement ; cf. l'œuvre de J. Habermas, et en particulier *La technique et la science comme idéologie*, Paris, 1973, Ed. Gallimard ; *L'espace public, op.cit.* ; et *Communication and the evolution of society*, Boston, 1979, Ed. Beacon Press ; ainsi que sa discussion par Louis Quéré dans *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, 1982, Ed. Aubier). Dans notre cas, il faudrait certainement mettre l'accent sur :
1) Les modes d'actualisation de l'unité intersubjective basque (qui ont été évoqués à travers l'étude du nouveau nationalisme).
2) Le « déficit empirique » dans lequel se trouvait alors (1976) l'expression socialement productive de cette unité (bien que ressentie, vécue et historiquement exprimée, cette dernière ne comportait pas, à proprement parler, de véritable projet social : l'identification mouvement ouvrier-socialisme-nationalisme basque venait en effet de trépasser, et rien ne parvenait à véritablement la remplacer).
3) Afin de montrer comment le « problème Lemoniz » va précisément devenir le point de focalisation empirique autour duquel le mouvement basque va nouer l'expression de son désir d'une société différente, et l'amener ainsi à formuler et préciser un projet social (cf. plus loin § IV) auquel, par la suite, son unité ne résistera du reste pas (cf. § V).

[16] I. 56, 27 ans, Renteria, octobre 1981.

On leur a dit que non. Ils continuent, se fichent totalement de ce qu'on peut penser. *Même si j'étais pro-nucléaire, je serais contre Lemoniz* »[17].

Si on ne perd pas de vue que ces militants se sont, en un premier temps, mobilisés à cause de la dimension nationale qu'était en train d'acquérir la lutte, l'importance primordiale de la question nationale dans son développement apparaît d'elle-même[18]. Ce grand tour de roue peut être comparé aux quatre temps d'un moteur à explosion :

1° temps, admission : la centrale est décidée, une lutte d'opposition purement défensive et locale apparaît. [323]

2° temps, compression : les recours de type institutionnels étant rapidement épuisés et inutiles, le mouvement antinucléaire en appelle à la solidarité nationale.

3° temps, explosion : l'affaire Lemoniz devient le point d'ancrage et d'expression d'une exigence de souveraineté nationale et populaire. La mobilisation atteint des proportions que personne n'aurait pu imaginer quelques mois auparavant.

4° temps : échappement, à partir de sa périphérie, de la lutte vers des directions nouvelles, essentiellement celle d'une protestation démocratique exigeant que toutes les décisions d'importance, comme celle d'opter pour l'énergie nucléaire et d'implanter des centrales, soient soumises au débat et au contrôle public.

Sans l'étincelle nationale, apparue à la fin du deuxième temps, les deux derniers (temps) n'auraient certainement jamais eu lieu.

---

[17] I. 32, 30 ans, Bilbao, novembre 1980 (souligné par nous).

[18] Les questions ouvrant ce paragraphe peuvent ici être renversées : pourquoi la population de l'Alava, et plus particulièrement les habitants de Vitoria, se mobilisent-ils contre Lemoniz, qui se trouve à plus de 75 km, alors qu'ils étaient restés impassibles face à la construction et la mise en marche de la centrale nucléaire de Santa Ana de Garrona (province de Burgos) située à moins de 45 km ?

IV- 1977-1980 ; « LEMONIZ ALA EUSKADI ! » : UN MOUVEMENT OFFENSIF DE PROTESTATION DEMOCRATIQUE, ET UNE EXIGENCE DE SOUVERAINETE NATIONALE ET POPULAIRE[19]

« Nous ne prétendons ni « nous passer d'énergie », ni « renoncer au progrès »[20]. Nous aspirons simplement à produire et à consommer de l'énergie de façon rationnelle ; à ce que la communauté participe au dessin de son futur ; à ce que l'alternative choisie soit compatible avec les nécessités et les demandes formulées par la population (...) ; à ce que ce soit le progrès défini par le peuple, et non pas l'interprétation du « progrès » faite par une entreprise privée avec des critères éloignés des intérêts populaires, qui prévale ; et, en définitive, à ce qu'une bonne fois pour toutes, ce soit la volonté populaire qui s'accomplisse ».Ce communiqué (20/06/78), conjointement signé par la Commission de Défense et la Coordination Nationale des comités Antinucléaires d'Euskadi, résume bien l'enjeu qui, en cette année 1978, définit désormais la lutte [324] antinucléaire en Pays Basque : le contrôle démocratique sur un choix vécu et présenté comme primordial pour l'avenir d'Euskadi.

La force de cette protestation démocratique (cf. l'historique de la lutte) provient selon nous de la confluence exceptionnelle de trois types de mouvements :

1 - Un mouvement historique : celui d'une exigence de souveraineté nationale. L'acteur antinucléaire parle ici au nom de la nation (Euskadi, le Peuple Basque...) contre ceux qui lui imposent Lemoniz (l'Etat central, Madrid, l'impérialisme espagnol...) et pour une indépendance de décision que seule l'autodétermination (autonomie, indépendance...) pourrait lui accorder.

Cette dimension de la lutte apparaît par exemple bien dans l'appel de la Coordination des Comités Antinucléaires d'Euskadi lu le 8 octobre 1978 à la concentration d'Itziar : « Vues les graves complications que la centrale nucléaire peut entraîner pour la santé, la sécurité et le projet politique de notre peuple, et avec ses connotations économiques, sociales, éthiques, écologiques et par conséquent politiques

---

[19] « Lemoniz ou Euskadi ! » : principal slogan antinucléaire durant cette période (repris par la Commission de défense pour intituler son second livre, Bilbao, 1979, Ed. Lur).

[20] Allusion aux déclarations qu'Areitio, Président d'Iberduero S.A., avaient faites quelques jours auparavant (16-06-78), et où il affirmait que « le refus de l'énergie nucléaire revient aujourd'hui à refuser tout développement ».

inacceptables, Lemoniz devient le problème fondamental de la lutte populaire d'Euskadi pour son émancipation et pour sa liberté[21]. La lutte pour la paralysie de Lemoniz englobe et renforce le reste des luttes populaires que porte actuellement notre peuple. Euskadi ne permettra jamais que l'on passe outre sa volonté populaire, systématiquement et massivement exprimée durant ces dernières années ».

Nous pourrions multiplier les déclarations faisant de Lemoniz le point d'ancrage d'une exigence de souveraineté nationale. Ainsi, les communiqués de la Commission de Défense :

- Celui du 16 février 79 : « Lemoniz symbolise la plus grande mobilisation populaire contre l'imposition d'un projet centralisateur et fasciste ; Lemoniz représente la revendication massive par un peuple de son droit à la souveraineté ; pour un environnement d'espoir et de dignité, pour que cesse cette rapine déshumanisante d'un capital apatride et exploiteur ».

- Celui du 1er août 79, intitulé « Lemoniz : la lutte d'un peuple contre l'imposition frauduleuse et la répression », où l'on peut lire : « L'oligarchie et l'État centralisateur sont particulièrement intéressés par la [325] nucléarisation d'Euskadi. La défense du projet nucléaire de Lemoniz par l'UCD depuis le gouvernement central et par les caciques basco-espagnolistes depuis Euskadi est à ce propos significative. Si malgré les illégalités et les irrégularités qui les accompagnent, les travaux de la centrale de Lemoniz étaient achevés, celle-ci hypothéquerait définitivement, et ce qui est plus grave, irréversiblement, le futur politique d'Euskadi (...). La mise en fonction de Lemoniz supposerait la consécration du terrorisme d'État et celle d'un régime centralisateur et policier ; la dépendance et la vulnérabilité d'Euskadi seraient portées à leurs extrêmes ; et une barrière infranchissable entraverait le projet politique d'Euskadi (...) ».

- Ou encore celui qui fut lu le jour de la concentration finale de la marche sur Lemoniz (le 12 août 79) : « Euskadi ne veut pas de Lemoniz, Euskadi ne peut admettre sa nucléarisation. Euskadi ne permettra jamais qu'à travers Lemoniz triomphe la violence institutionnelle et le terrorisme d'État. Nous lutterons jusqu'au bout pour la participation publique au dessin de notre développement, pour la réalisation d'une

[21] Souligné dans le texte.

société à l'échelle humaine faite pour l'homme et par l'homme, et pour une Euskadi libre et en paix (...). C'est pour cela qu'aujourd'hui, nous sommes de nouveau ici, conscients qu'un peuple qui est capable de répondre comme le nôtre vient de le faire durant cette longue marche derrière l'objectif de l'immédiate paralysie de Lemoniz, est un peuple destiné à triompher ».

2 - Un mouvement politique : celui d'une exigence démocratique. L'acteur antinucléaire parle ici au nom des droits de l'homme et du citoyen (à l'information, au débat et au libre choix, ainsi qu'à l'organisation et à la libre représentation) contre ceux (politiciens corrompus, gouvernement et institutions fascistes) qui sont un obstacle à l'expression de ces droits, et pour que la démocratie, qui permettrait de réellement décider sur le nucléaire, soit instaurée en Pays Basque.

L'accent est d'abord mis sur le caractère illégal du projet Lemoniz en regard des propres lois du système franquiste. L'argument se situe au niveau strictement juridique, la protestation ayant recours aux tribunaux et aux différentes institutions du régime (ministères, gouvernements civils, députations, etc.). Le mépris avec lequel cette protestation est accueillie[22] provoque, si besoin était, la condamnation du système qui ne respecte [326] même pas sa propre légalité.

La lutte antinucléaire mobilise alors[23] contre le système même et pour des institutions réellement représentatives. Cette action, qui pousse pour que les nouvelles institutions qui se constituent (nous sommes alors (1977-1979) en pleine Réforme) soient les véritables canaux d'irrigation et d'expression de la volonté populaire, va faire de Lemoniz le point de focalisation de l'exigence démocratique en Pays Basque. C'est à travers le problème de Lemoniz que de vastes secteurs de la population basque vont concrètement exprimer leur désir de démocratie : « droit au débat », « droit à ce que chacun puisse s'exprimer », « droit à des institutions qui représentent véritablement la société civile », « droit, en définitive, à une consultation ouverte et populaire sur ce thème »[24].

---

[22] Cf. à ce propos la volumineuse compilation des requêtes et pétitions de la Commission de Défense, et la violence dédaigneuse des réponses qu'elles suscitent : *Euskadi o Lemoniz, op. cit.*, pp. 61-211.

[23] Cette distinction est moins chronologique qu'analytique.

[24] Termes extraits d'un document remis par la Commission de Défense au Parlement basque, le 31 mars 1980.

3 - Enfin, bien qu'à une moindre intensité, un mouvement social anti-technocratique. Celui-ci n'est jamais, contrairement aux deux précédents, repérable à l'« état pur » dans la lutte antinucléaire basque. Mais son image n'en est pas moins présente. Il faut la chercher au plus loin des réactions défensives animées par la peur ou le rejet instinctif des nouvelles techniques. Par exemple, chez certains militants (le plus souvent techniciens, ingénieurs ou enseignants) qui affirment ouvertement « ne pas être convaincus que le nucléaire soit une si mauvaise chose »[25].

La figure d'un adversaire non plus national, ni politique, mais social peut alors apparaître : les technocrates d'Iberduero S.A. qui imposent un choix et un type de développement et de consommation énergétique [327] en fonction des seuls impératifs de rentabilité et de puissance de l'entreprise. L'accent est alors mis sur la manipulation de l'information à laquelle celle-ci se livre pour imposer à la population ses scénarios de croissance et les nouveaux « besoins » qu'ils entraînent[26].

C'est à l'apogée de ses mobilisations, soit en 1979, que la lutte antinucléaire basque intègre le mieux ces trois types de mouvement par la revendication : « Le peuple basque veut disposer de ses propres institutions, représentatives et démocratiques, afin de décider de son futur, et en particulier de sa politique énergétique ». La lutte contre Lemoniz devient alors l'expression la plus forte, le symbole du mouvement basque qui unit encore fermement action démocratique et revendication nationale (cf. supra, chap. III et IV).

Mais aucun mouvement aussi « total » ne peut durer longtemps : son hétérogénéité réapparaît toujours bien vite. Dans le cas de la lutte antinucléaire basque, et plus largement dans celui du mouvement basque, le poids de la question nationale, en

---

[25] Les « trois points » de la Commission de Défense, adoptés dès 1977, ne rejettent en rien l'énergie nucléaire. Ils ne font que réclamer le libre débat et le libre choix de ses éventuels utilisateurs : « Outre le fait qu'il renferme de graves irrégularités, tant juridico-administratives que socio-économiques, on prétend imposer le projet de Lemoniz derrière le dos du peuple, en ignorant totalement l'opinion de la communauté affectée. Nous entendons qu'il dépend de la communauté basque de décider sur la convenance ou non de cette centrale. Le problème devrait être posé et débattu à trois niveaux :
1) L'acceptation ou non de cette technologie (problème éthique et politique).
2) La convenance ou pas de l'alternative nucléaire pour Euskadi, et,
3) Dans le cas ou la réponse est affirmative, le meilleur choix d'emplacement des centrales dans le cadre d'une politique publique rationnelle ».

[26] Cf. en particulier le communiqué du 12 janvier 1979 de la Commission de Défense sur la « manipulation et la désinformation malintentionnée d'Iberduero S.A.» qui « au nom d'une prétendue rationalité cherche à imposer Lemoniz dans son seul intérêt d'entreprise capitaliste ».

devenant un rapport de force historique chaque jour plus dense, allait faire éclater l'action démocratique et étouffer le mouvement social.

V- 1980-1982 ; « LEMONIZ, EZ ! ETA, BAI ! GOMA DOS, MAS ! » : DU MOUVEMENT TOTAL AU RAPPORT DE FORCE HISTORIQUE[27]

« Quoi qu'il advienne, la centrale nucléaire de Lemoniz sera terminée et entrera en fonctionnement », « Nous sommes contre toute forme de consultation populaire sur Lemoniz ». Ces déclarations[28], et les pratiques qu'elles dénotent, contribueront directement à fermer la contestation démocratique et à empêcher le mouvement social de se nouer. Les appels angoissés [328] que lance la Commission de Défense sont à ce propos éloquents : « La Commission de Défense et les Comités Antinucléaires d'Euskadi ont été, tout au long de ces dernières années, un modèle d'expression responsable et pacifique, informant jusqu'à satiété lorsque l'appareil d'État le permettait, lançant des appels, etc. On dispose d'un volumineux dossier des documents de ce déjà long processus d'actions juridico-administratives, rapports techniques, socio-économiques, etc. La réponse à cette longue action de réflexion, de dénonciation, de rationalisation du débat, qui devrait enorgueillir n'importe quel peuple, a été une réponse par le silence et le dédain. L'attitude de civisme et de participation dont a fait preuve notre peuple durant ces dernières années autour du problème de Lemoniz, a été systématiquement rejetée » (24/10/78). « Si les manifestations et actes antinucléaires sont systématiquement interdites (...), si nos protestations se perdent dans les canaux juridico-administratifs, si les organes politiques basques s'inhibent : quel chemin reste-t-il au peuple ? Que personne ne crie ensuite au scandale et se sente abusé, car on ne pourra jamais accuser (le mouvement antinucléaire) de ne pas avoir, en représentation de vastes secteurs de notre peuple, épuisé tous les chemins imaginables » (16/02/79).

Le dédain et souvent la violence institutionnelle ont sans aucun doute directement conduit à la fermeture et au durcissement du mouvement antinucléaire.

---

[27] « Lemoniz, non ! ETA, oui ! Goma II (explosif généralement utilisé par ETA), encore plus ! » : slogan des dernières manifestations antinucléaires.

[28] La première de Pedro Areitio, Président du Conseil d'administration d'Iberduero S.A., le 25/05/80, et la seconde d'Adolfo Suarez, Président du Gouvernement espagnol, le 6/12/80.

Mais seule la radicalisation de sa composante nationale permet, selon nous, d'expliquer son éclatement et la transformation du « problème Lemoniz » en un pur rapport de force historique.

Dès l'été 1977, ETA militaire avait prévenu qu'elle ne « permettrait pas la prolongation de l'attentat Lemoniz contre le Peuple basque » et qu'elle « répondrait au terrorisme d'Iberduero S.A. » En juin 1979, elle précise ses positions et déclare que « l'heure a sonnée où nous comprenons tous qu'Euskadi ne veut pas de Lemoniz, ni d'aucun autre projet nucléaire et que les travailleurs basques, les forces révolutionnaires et ETA sommes disposés à empêcher sa réalisation »[29]. En 1977, ETA réalise quatre actions contre Lemoniz et Iberduero S.A. ; en 1978-1979, cinq ; en 1980, quinze ; en 1981, 142 dont l'enlèvement (qui se soldera par la mort) de l'ingénieur en chef de la centrale ; et durant ces six premiers mois de 1982, 33 dont l'assassinat du directeur du projet de Lemoniz[30] : dès la fin de l'été 1380, le « problème Lemoniz » devient une « affaire d'Eta(t) ». [329]

D'acteurs, les militants antinucléaires deviennent spectateurs[31]. Spectateurs du choc frontal de deux forces historiques opposées. Les « supporters » de chaque camp ne se répartissent dès lors plus suivant leurs convictions sociales ou politiques, mais purement nationales. Les nationalistes radicaux, appuyant ETA, sont tous « antinucléaires », tandis que les autres cessent de participer aux mobilisations ou en viennent même (comme les socialistes) à se prononcer pour ce qu'ils condamnaient la veille « afin de ne pas céder au chantage d'ETA ».

Si l'intervention d'ETA a définitivement (à ce jour) empêché la mise en marche de la centrale, c'est, en dernière analyse, au détriment du mouvement lui-même, en le dépossédant de son enjeu. Avec l'intervention d'ETA, celui-ci cesse d'être l'expression concordante d'un désir de souveraineté nationale, d'une exigence démocratique, et d'un mouvement anti-technocratique, pour se muer en pur objectif historique et militaire. Il convient dès lors de poser la question : avec la fermeture de Lemoniz, les acteurs du

---

[29] Communiqué d'ETA militaire du 15/06/1979.

[30] Cf. la liste de ces actions dans les numéros 7 (avril 1981), 11 (août 1981) et 12-23 (septembre 1981-août 1982) de *Zuzen* (organe d'ETA militaire).

[31] Ce qu'un des leaders de la Commission de Défense nous exprimait ainsi : « Nous avons été contraints, par la répression, à mettre la clef sous le paillasson. ETA nous l'a prise et maintenant, on ne peut plus rentrer chez nous... » (*I. 68*).

mouvement antinucléaire basque des années 1978-1979 ont-ils réellement obtenu ce pour quoi ils luttaient ? [330]

CONCLUSION

L'ECLATEMENT DU MOUVEMENT BASQUE

Au moment où nous terminons ce travail, les socialistes espagnols viennent de remporter de façon éclatante les dernières élections législatives (octobre 1982). Après plus de 40 ans de totalitarisme, l'Espagne renouvelle donc le choix électoral qui fut le sien en 1936. En Pays Basque aussi, la situation semble se reproduire : un statut d'autonomie, laissant, comme celui de 1936, la Navarre à l'écart, a été voté ; le nationalisme continue à être la principale force mobilisatrice et électorale du pays[1] ; les disputes entre les nationalistes basques et les socialistes espagnols ont repris de plus belle, etc. De l'avis même de certains militants, « ce pays, qui fait certainement partie de ceux qui ont le plus remué durant ces 40 dernières années, demeure paradoxalement celui où les choses et les mentalités ont le moins changé »[2]

Nous espérons que ce travail aura contribué à démontrer le contraire

- Alors que le premier nationalisme basque (produit de la rencontre d'un nationalisme primitif porté par des couches sociales moyennes, xénophobes et déstabilisées par une brusque industrialisation, et d'un régionalisme autonomiste porté par une grande partie d'une nouvelle petite et [331] moyenne bourgeoisie industrielle) est avant tout un nationalisme ethnique, lié à la perception d'une essence, le nouveau nationalisme, apparu au cours des années soixante, est beaucoup plus un nationalisme politique lié à la perception d'une loi.

- Cette loi est, durant tout le franquisme, celle d'un état d'exception qui investit et réprime de façon non discriminatoire les habitants basques sous un mode différentiel en regard des autres provinces de l'Etat espagnol. Face à cette loi, se dégage peu à peu ce que nous avons nommé *la société souterraine basque* qui va adopter les symboles basques pour se dire et s'ériger en terrain perdu pour le pouvoir in du franquisme, il faut

---

[1] Aux dernières élections, et alors que le nombre d'électeurs a diminué, les nationalistes ont globalement gagné, au niveau des quatre provinces basques, plus de 44 000 voix par rapport aux précédentes élections législatives de 1979 (le P.N.V. passe de 360 819 à 395 656 et E.E de 78 260 à 100 326, tandis qu'H.B. régresse légèrement de 223 146 à 210 601 voix).

[2] *I.52*, Saint-Sébastien, octobre 1981.

parler, à propos de cette société souterraine, d'une véritable société civile nationale basque fortement transgressive au pouvoir.

- Le nouveau nationalisme que porte cette société n'est pas, contrairement au premier nationalisme, exclusif mais ouvert et englobant. Ceci est particulièrement repérable par son effort constant pour intégrer du social dans sa lutte, essentiellement le mouvement ouvrier, et par son attitude inédite envers les immigrés. Ces derniers ne sont plus rejetés et accusés, comme au début du siècle, de tous les maux dont pâtissent les Basques, mais considérés comme des alliés potentiels de la lutte nationale basque et, dans tous les cas, comme de futurs citoyens basques.

- Mais la principale nouveauté, liée aux points déjà évoqués, de ces vingt dernières années, est celle de l'apparition d'un *mouvement basque*.

Contrairement à la plupart des commentateurs du « problème basque », qui parlent du mouvement basque en pensant au nationalisme basque en général, nous avons donné à ce terme un sens bien précis. Nous ne l'avons en effet employé qu'à deux reprises. La première en décrivant le « mouvement total » des années 1970-1976 dans lequel se rencontrèrent le mouvement de libération nationale basque, une protestation démocratique anti-franquiste (et dans une certaine mesure un mouvement révolutionnaire) et le mouvement ouvrier. La seconde, en parlant du mouvement anti-nucléaire basque qui réussit, durant les années 1978-1980, à fortement intégrer une exigence de souveraineté nationale, une exigence démocratique, et un mouvement anti-technocratique. Nous n'employons donc le terme *mouvement basque* que dans sa seule acception de : mouvement total intégrant un mouvement de type historique (national), de type politique (action démocratique ou révolutionnaire) et de type social (mouvement ouvrier ou anti-technocratique). Après avoir étudié sa généalogie et montré sa force, il convient, au terme de ce travail, de porter une réflexion sur ce qu'est devenu ce mouvement basque. [332]

Un mouvement aussi total ne peut exister sans un effort, sans un travail constant d'intégration des multiples composantes qui le définissent. Ce travail peut être extérieur ou intérieur au mouvement. Dans le cas du mouvement basque des années 1970-1976, le travail est double. D'un côté, l'action extérieure de la répression franquiste qui soude et unit, et de l'autre, l'action intérieure d'ETA qui exprime le mieux cette unité. C'est à

travers cette dialectique qu'il convient en particulier d'appréhender ce que nous avons appelé l'*effet ETA*.

L'étude des relations entre question nationale et mouvement ouvrier nous a permis de montrer comment la période de la Réforme fut celle de l'éclatement de la face cachée du mouvement basque, autrement dit de sa base la plus vaste sur laquelle se rencontraient jusqu'alors mouvement ouvrier, mouvement national et protestation démocratique.

L'ouverture démocratique, en permettant au mouvement ouvrier de se réorganiser de façon autonome, a en effet fait réapparaître le clivage fondamental entre lutte ouvrière et lutte nationale. D'un côté, les syndicats nouvellement réapparus, qu'ils prennent ou non la défense de la nation basque dans leurs statuts, sont peu enclins, dans la période de crise économique aiguë que connaît le Pays Basque, à mobiliser sur autre chose que sur des revendications spécifiquement ouvrières. De l'autre, le parti nationaliste majoritaire, le PNV, nettement polyclassiste et peu défini socialement (bien que mené par une partie de la classe dirigeante basque), ne peut mobiliser sur des thèmes propres à la classe ouvrière. Lorsqu'on sait que l'immense majorité de la classe ouvrière basque se reconnaît dans les trois syndicats majoritaires (E.L.A., U.G.T. et C.O.), et que la première force électorale basque est le PNV, on mesure le « taux de désintégration » du mouvement basque.

Mais celui-ci n'en disparaît pas pour autant. Il va en effet continuer sous la forme qui l'exprimait jusqu'alors : ETA, et ressusciter immédiatement après sous une nouvelle forme : le mouvement anti-nucléaire basque. [333]

Il fallait s'attendre à ce que la première ne disparaisse pas avec le processus, très lent en Pays Basque, de démocratisation : nous avons vu qu'ETA intégrait ses multiples composantes avec le thème de la révolution nationale. Or, cette révolution n'a pas eu lieu. Pour employer un terme en vogue au Pays Basque : il n'y a pas eu de rupture. Pour le mouvement révolutionnaire basque, on n'a assisté qu' à des aménagements formels d'une situation d'oppression : les forces de l'ordre, commandées par les mêmes responsables que durant le franquisme, continuent à réprimer et à torturer ; le centralisme de Madrid ne respecte même pas (L.O.A.P.A., etc.) le « petit statut

d'autonomie qui, jeté comme un os à un chien affamé »[3] et laissant la Navarre à l'écart, « se moque bien des libertés basques soldées par le PNV et EE »[4] ; les partis indépendantistes continuent à être interdits ; un demi-millier de détenus politiques basques sont toujours en prison, etc.

Ce mouvement est loin d'être minime : son côté semi-légal, la coalition électorale Herri Batasuna (HB) vient d'obtenir, au niveau des quatre provinces basques, 14 % des suffrages exprimés aux dernières élections d'octobre 1982. Et ce résultat prend une toute autre dimension si on sait que l'ensemble de sa campagne électorale fut articulée autour d'un appui inconditionnel à la lutte armée d'ETA militaire[5]. Au-delà de l'incidence de ses actions, cette dernière joue un rôle primordial au sein du mouvement : elle continue en effet à intégrer très fortement ses dimensions de l'intérieur. Il faut peut-être voir dans la récente recrudescence des actions armées d'ETA[6] la nécessité vitale pour le mouvement de compenser la diminution de sa force d'intégration externe (démocratisation, répression plus ciblée) par sa force d'expression et d'intégration interne. [334]

La seconde forme du mouvement qui « ressuscite » en 1978 est celle du mouvement anti-nucléaire basque. Plus qu'une simple protestation anti-nucléaire, nous avons vu qu'il s'agissait en fait de la reconduction, sous une autre forme, du mouvement basque total apparu sous le franquisme. Sa grande originalité réside certainement dans le fait que sa composante sociale n'a plus trait au mouvement ouvrier (dont le versant démocratique s'organise désormais de façon autonome par rapport au mouvement national), mais à des thèmes nettement post-industriels dans lesquels il faut lire l'amorce d'un mouvement social anti-technocratique. Par ailleurs, sa composante politique vise désormais moins l'ouverture démocratique que son approfondissement à travers la mise en place immédiate d'institutions véritablement représentatives et garantes des libertés de la société civile basque. La longue polémique du mouvement avec le Conseil Général basque d'abord, puis le Gouvernement basque, est là pour nous le rappeler. Pour nous

---

[3] Herri Batasuna (tract de la dernière campagne électorale)

[4] Ibidem.

[5] Ce qui fait de ce mouvement un cas unique (hormis le Sinn Fein irlandais) en Europe. Ses dirigeants sont du reste à peu près tous poursuivis aujourd'hui pour apologie du terrorisme.

[6] 158 actions en 1982 (dont 41 attentats meurtriers, 2 enlèvements et 7 attaques au bazooka).

rappeler aussi que, pour ce mouvement, l'obtention d'un degré supérieur d'auto-gouvernement basque est synonyme d'une plus grande démocratie et d'un meilleur contrôle de la population sur les agissements des grandes organisations industrielles et de gestion. Ici aussi, c'est à partir de la dimension nationale que les thèmes politiques et sociaux sont intégrés.

La force et la détermination exceptionnelle avec laquelle la population basque portera, pendant près de trois ans, ce mouvement (constituant ainsi le mouvement anti-nucléaire le plus mobilisateur de la planète), s'estomperont devant, d'un côté la violence de la fermeture institutionnelle, et de l'autre l'intervention d'ETA. La conjonction de ces deux phénomènes pervertira le mouvement au point de le désintégrer et de le réduire à n'être plus qu'un pur rapport de forces historiques. Le thème de la violence réapparaît ici de lui-même dans toute son acuité, et l'on ne peut conclure sans l'évoquer.

Contre une solution de facilité, il faut` réaffirmer ici que la violence en Pays Basque n'est pas unique (celle des terroristes), mais double. D'une part, la violence institutionnelle et policière de l'État, et de l'autre celle d'E.T.A. Les excès quotidiens de la première doivent être condamnés avec véhémence. [335] Il est inadmissible que, sous un régime démocratique, et désormais socialiste, les commissariats soient encore équipés en Pays Basque, de baignoires et d'électrodes ; qu'Amnesty International soit encore contrainte de rappeler chaque année le cas de centaines de militants basques torturés ; qu'une « loi anti-terroriste » permette d'arrêter (sans mandat d'inculpation et à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit) et de maintenir au secret pendant dix jours n'importe quel citoyen ; que des journalistes et parlementaires soient emprisonnés pour délit d'opinion ; que certaines manifestations soient systématiquement réprimées, etc. Il est par ailleurs inacceptable que le statut d'autonomie, signé il y a déjà plus de quatre ans, ne soit toujours pas appliqué dans son intégralité et constamment menacé d'être restreint.

Se fermer les yeux face à cette violence sous prétexte qu'elle peut « définitivement en finir avec le problème basque » serait la plus grande erreur que le nouveau gouvernement Gonzalez puisse faire. Ce serait en effet faire totalement fi de l'histoire basque des vingt dernières années et directement contribuer à reproduire ce qui donna précisément naissance à ce « problème », c'est-à-dire à une contre-violence politique.

Durant le franquisme, la violence d'ETA apparut aux yeux de tous comme une contre-violence. Une contre-violence d'autant plus légitime qu'elle était à la fois l'expression et le symbole du vaste mouvement basque des années 1970-1976. À la fin du franquisme, et bien qu'ayant chaque fois plus d'autonomie d'expression, il est difficile aux différentes composantes, désormais éclatées, de ce mouvement de condamner un type d'action (lutte armée) et un sigle (E.T.A) dans lesquels elles se sont reconnues pendant tant d'années. Condamnation d'autant plus difficile que les nouveaux moyens d'expression de ces composantes sont rendus précaires par une démocratisation en dents de scie et par une répression qui n'a pas cessé.

C'est manifestement à travers la composante nationale que le continuum entre la signification initiale de la lutte armée et son actualité est le plus fort. Le thème de la révolution prolétarienne n'aurait certainement jamais permis à ETA de maintenir une lutte armée. [336] La vitesse et l'ampleur avec laquelle les comités clandestins d'entreprise se transforment, durant la Réforme, en lieux de conflits institutionnalisés et majoritairement portés par des syndicats de type traditionnels, ainsi que le faible score du syndicat révolutionnaire LAB[7] l'indiquent bien. Si on ajoute à cela sa difficulté à continuer d'incarner, ou tout au moins de porter, dans la conjoncture actuelle, le thème démocratique, il semble bien qu'ETA, s'éloignant chaque jour de la figure initiale du mouvement basque qu'elle représentait sous le franquisme, se réduise à n'être plus qu'une pure organisation armée de libération nationale.

C'est peut-être pour échapper à cette réduction qu'ETA cherche à apparaître dans les principaux conflits sociaux du pays. Son intervention dans la lutte anti-nucléaire est à ce propos paradigmatique. Paradigmatique aussi la façon dont le mouvement basque, que cette lutte avait réussi à « ressusciter », s'est aussitôt après cette intervention transformée en un pur rapport de forces historique et militaire.

La sensation, désormais largement partagée, de crise, tant industrielle que du mouvement ouvrier, la vague des *pasotas*[8] recouvrant le reflux des nouveaux mouvements sociaux de la fin des années soixante-dix, la pauvreté du débat politique

---

[7] Il faut de plus indiquer qu'une bonne partie de ce score (5,87 % aux dernières élections syndicales) est certainement due au caractère indépendantiste de LAB, ce qui renforce encore notre remarque.

[8] Terme par lequel sont désignés les jeunes qui « se fichent désormais de tout », en particulier des mouvements sociaux et du nationalisme.

totalement perverti par l'obsédante « question du terrorisme », concourent à rendre encore plus visible l'éclatement du mouvement basque tel que nous l'avons défini plus haut. Gageons cependant que sa dispersion actuelle n'est que passagère, et qu'il saura puiser suffisamment de forces d'innovation dans ses composantes nationale, sociale et politique pour se recomposer autour d'un projet capable de porter l'avenir de ce pays. [331]

ANNEXES

I - DISCOURS DE J. M. DE AREILZA, NOUVEAU MAIRE DE BILBAO (1937)

II- LA TORTURE EN PAYS BASQUE : CINQ TÉMOIGNAGES (1975-1982)

III- HISTORIOGRAMME D'ETA (1958-1982)

IV- DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA COMMISSION OUVRIÈRE PROVISOIRE DE GUIPUZCOA (1966)

V- UNE SEMAINE A RENTERIA (1977)

VI- ETA FACE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1977

VII- LA COMMISSION DE DEFENSE D'UNE COTE BASQUE NON NUCLÉAIRE FACE A L'ENLEVEMENT PUIS LA MORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE LEMONIZ (1981)

VIII- RESULTATS DES CINQ ELECTIONS GENERALES DE L'APRES FRANQUISME EN PAYS BASQUE

ANNEXE 1

DISCOURS DU 8 JUIN 1937 DE JOSE MARIA DE AREILZA, NOUVEAU MAIRE DE BILBAO DESIGNE PAR FRANCO[1]

Soldats d'Espagne ! Volontaires de la patrie !

Est ici présent le peuple de Bilbao, par sa représentation la plus nombreuse et la plus choisie, pour vous rendre le tribut spontané d'un remerciement profond.

Soldats d'Espagne ! Volontaires de la Patrie ! C'est la ville entière qui vient vous dire avec ferveur : merci. La ville de Bilbao entière, soumise durant onze mois à la plus abominable tyrannie de tous les temps, et dont il est difficile de dire ce qui était le plus répugnant en elle : la férocité criminelle des rouges, avec ses stigmates de barbarie asiatique, ou l'hypocrisie raffinée des nationalistes basques, avec tout son cortège pharisien de soutanes et d'eau bénite. On ne sait pas quel était le spectacle le plus dégradant et déshonorant pour notre peuple : celui de voir ses hommes les meilleurs, ses hommes les plus représentatifs, assassinés dans les prisons et dans les bateaux, ou celui de voir, le lendemain de la tuerie, le président Aguirre, entouré des conseillers de son parti, aller solennellement à la messe pour tromper le peuple religieux et semer la confusion dans les consciences.

Armée d'Espagne et Milices nationales : vous nous avez sauvés de cette impressionnante alliance entre la sauvagerie bestiale et la fourbe malice.

Vous nous avez sauvés par la conquête, par la force ; en un mot : à coup de fusils et de canons. Et il est nécessaire de le proclamer et de le crier aux quatre vents, pour que le monde entier le sache, et surtout pour que ces nombreux rongeurs qui sont restés ici, à Bilbao, dans leurs terriers, et qui commencent déjà à chuchoter, répandant la phrase convenue : « Bilbao s'est rendue » ou bien cette autre : « Les gudaris furent ceux qui, en rendant Bilbao, la sauvèrent », se le mettent bien dans la tête. Qu'une fois pour toutes la vérité soit connue : Bilbao ne s'est pas rendue mais a été conquise par l'armée et les milices avec le sacrifice de beaucoup de vie. Bilbao est une ville qui a été rachetée par le sang. Ce ne sont pas les gudaris qui sauvèrent notre ville mais les soldats d'Espagne,

---

[1] Rapporté par F. GARCIA de CORTAZAR et M. MONTERO in *Historia contemporanea del pais vasco*, *op. cit.* pp. 174-176.

les phalangistes et les requetés, à force d'efforts héroïques, de journées sanglantes, de courage inégalé, à force enfin de centaines de morts. [annexes, p. 2]

Que ce soit bien clair : Bilbao fut conquise par les armes, pas de pactes et de remerciements posthumes. Loi de guerre, dure, virile, inexorable. Il y a eu, et comment non ! des vainqueurs et des vaincus. L'Espagne une, grande et libre a triomphé, c'est-à-dire l'Espagne de la Phalange traditionaliste. Est tombé vaincu, anéanti à jamais, cet horrible cauchemar sinistre et atroce qui s'appelait Euskadi et qui résultait du socialisme prietiste[2] d'un côté et de l'imbécillité bizkaïtarra de l'autre.

À jamais tu es tombé toi, misérable dirigeant des syndicats Ugetistes, qui pendant tant d'années a spéculé avec l'évidente injustice sociale d'un état de choses qui effectivement était inhumain pour beaucoup de travailleurs manuels ; mais que tu ne voulus jamais réellement sortir d'embarras en améliorant les conditions de vie, préférant les lancer dans une lutte armée féroce et suicidaire contre l'Armée et le meilleur du peuple espagnol pour que, pendant ce temps, ceux de ton espèce, les chefs et les petits chefs, profitiez des prébendes de l'arrière-garde, servant en passant les troubles intérêts des agents étrangers de la révolution communiste. À jamais tu es tombé toi, rastaquouère du nationalisme basque, mesquin, rancunier, hypocrite et misérable, qui jouas au grand personnage pendant que les pauvres gudaris, chassés comme des quadrupèdes dans les vallées, laissaient leur peau dans les montagnes de Biscaye, mourant sans savoir pourquoi, peut-être convaincus, dans leur rustre ignorance, qu'ils étaient en train de lutter pour la cause de Dieu. À jamais aussi (il faut tout dire) disparaît de notre terre ce clergé séculaire ou régulier qui donnait, durant ces dernières années, le lamentable spectacle de la trahison de la Patrie depuis les degrés sacro-saints de l'autel ou depuis les hauteurs doctorales de la chaire. La grande honte du clergé séparatiste s'est elle aussi arrêtée à jamais.

À la place, l'Espagne neuve a triomphé. Sur les décombres des fausses idoles délogées de leurs piédestaux par les baïonnettes de nos soldats s'élèvera l'édifice du nouvel État, cimenté à sa base par l'unité interne, la justice sociale et l'indépendance extérieure. Unité interne indiscutable et sans appel, avec une discipline militaire et un service

---

[2] De Indalecio Prieto, principal leader du socialisme (PSOE) en Biscaye et ministre sous la Seconde République espagnole.

rigoureux de l'intérêt commun. Jusqu'à maintenant, amis, les polémistes pouvaient discuter et se perdre en dialectiques stériles sur les prétendus droits de la Biscaye à s'auto déterminer et à avoir un gouvernement propre. À partir de maintenant, il y a une raison qui supplante toutes les arguties historiques et plaidoiries paperassières : la raison du sang versé. La Biscaye est de nouveau un simple morceau d'Espagne par pure et simple conquête militaire. [annexes, p. 3] L'épée de Franco a définitivement résolu le basochien litige du bizkaitarrisme et l'a fait en accord avec l'authentique sentiment biscaïen, en accord avec la véritable tradition biscaïenne, en accord, ne l'oubliez pas, avec la profonde et intense opinion de la Biscaye espagnole, formée par quelques poignées d'hommes et de femmes patriotes exaltés qui, non depuis le 18 juin mais depuis le 14 avril, luttèrent en notre terre de toutes leurs forces pour défendre la sacro-sainte unité de la Patrie.

La justice sociale est un autre de nos impératifs fondamentaux. Ce n'est pas un régime de privilège qui a triomphé mais un système de profond et d'authentique sentiment humain, dans lequel le travail est la première des valeurs dans l'échelle de la hiérarchie sociale. L'Espagne qui a triomphé saura soumettre les classes au plus strict service de l'intérêt national. Plus de grèves mais aussi plus de spéculateurs sans conscience. Plus d'ouvriers au service de la Russie mais aussi plus de financiers sans patrie, au service du veau d'or.

Finalement, notre indépendance extérieure. Attention avocaillons de Genève, maçons et évêques communistes de l'Église protestante ! Attention, Front Populaire français et Kominterm de Moscou. Nous avons coupé à coup de hache les griffes de votre pouvoir sur l'Espagne. Il ne vous sera désormais plus possible de rêver de faire d'Euskadi une colonie et de la Catalogne un protectorat pour vos invasions criminelles. L'Espagne a retrouvé sa pleine souveraineté. En vertu de cela, elle proclame bien haut son amitié envers ces grands pays européens qui, en ces heures tragiques de croisade nationale sont avec nous : l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Oliviera Salazar. Le Caudillo Franco déjà averti en toute loyauté la France et l'Angleterre : qu'elles ne soient pas surprises si demain notre politique extérieure ferme ses portes à ceux qui, aux heures décisives firent preuve d'antipathie.

Soldats d'Espagne. Volontaires de la Patrie ! Face à la mémoire de ceux qui tombèrent pour féconder à jamais de leur sang la terre et les monts de Biscaye, le peuple de Bilbao jure loyauté éternelle à la nouvelle Espagne et à sa Révolution Nationale.

VIVE FRANCO !

VIVE L'ESPAGNE !

[annexes, p. 4]

ANNEXE 2

LA TORTURE EN PAYS BASQUE
CINQ TEMOIGNAGES

IXASU, 20 ANS[3]

Ils m'arrêtèrent le 7 avril (1976) à Bilbao et m'amenèrent directement à la Jefatura[4]. Ils me dirent alors que si je parlais, je serais de retour chez moi le soir même. Je ne savais absolument rien de ce qu'ils me demandaient. Ils m'amenèrent alors pour attendre. Il y avait des gens dans tous les coins, et comme les cellules étaient toutes pleines, ils m'attachèrent dans le couloir. Deux autres étaient dans la même situation que moi. Ils (les policiers) m'avaient fait beaucoup de menaces : qu'ils me conduiraient à la Police Armée qui employait de pires méthodes, qu'ils me feraient la baignoire, etc. J'étais effrayée. Peu après, ils vinrent me chercher pour un nouvel interrogatoire et me menacèrent encore. Je remarquais alors qu'ils parlaient entre eux : « tout est prêt », « tu as préparé cela et cela ? » J'étais persuadée qu'ils préparaient quelque chose d'affreux. Ils me ramenèrent de nouveau dans le couloir en me disant de bien réfléchir.

J'étais chaque fois plus terrorisée. Quand pour la troisième fois ils vinrent me chercher, la peur me paralysait. Ils me montèrent au troisième étage. On entra dans une pièce grande aux fenêtres fermées. Un grand projecteur éclairait une table d'opération située au fond. Il y avait trois individus en blouse blanche et le visage dissimulé : un avec un passe-montagne, un autre avec un foulard avec deux trous pour les yeux et un autre couvert avec quelque chose d'autre. Ils me menacèrent de ce qu'ils allaient faire : « des choses qui ne laissent pas de traces, des interventions qui ensuite ne se voient pas. » Ils insistaient pour que je réfléchisse bien… Comme je ne disais rien, ils me mirent alors sur la table. Ils m'attachèrent avec des courroies les cuisses, les chevilles, les poignets et le cou. Ils me bandèrent les yeux avec du sparadrap. Ils étaient en train de

---

[3] Rapporté par Eva Forest in Testimonios de lucha y resistencia, op. cit. pp. 146-148.

[4] Commissariat principal.

parlementer entre eux pour savoir quelle sorte de torture ils allaient employer. J'étais paralysée. J'entendis que la porte s'ouvrait et que d'autres approchaient. Je sentis alors qu'on me mettait comme une espèce de pince ronde avec des pointes sur les seins. Je reçus alors la première décharge électrique, assez faible. Ce que je craignais le plus était qu'ils me déshabillent. La pudeur… Peut-être aussi parce que j'avais entendu ce qu'ils avaient déjà fait à d'autres filles. Pendant qu'ils faisaient cela, ils parlaient et riaient, faisaient des commentaires… [annexe, p. 5] Je sentis une nouvelle décharge, plus forte. Ensuite ils baissèrent la fermeture éclair de mon pantalon et firent passer le courant sur le bas du ventre, puis plus bas. Ils disaient qu'ils allaient me brûler le sexe, et firent passer de nouvelles décharges, puis sur les cuisses, et encore plus haut. J'étais paniquée, sans réaction. À un moment donné, ils me prirent la tension : « elle tient le coup, allez-y ». Chaque fois, les décharges étaient plus fortes. Maintenant la douleur et l'attente étaient insupportables. Je criais beaucoup. Ils me mirent alors un morceau de serviette dans la bouche. Ce fut alors qu'un autre arriva, il dit que des putains comme moi ne lui inspiraient aucune pitié, que j'étais une assassine, et que tout cela n'était que le début des réjouissances, et que j'allais sortir folle d'ici. Pendant qu'il me terrorisait ainsi, il tirait la courroie qui attachait mon cou à la table. Je m'asphyxiais. Ils m'enlevèrent alors les courroies des poignets et m'attachèrent celles-ci dans le dos, dans une position très douloureuse. Ils me menaçaient, riaient, faisaient des commentaires obscènes. Je m'attendais, terrorisée, à ce qu'ils me violent, qu'ils me tuent… Je ne peux pas dire combien tout cela dura, ça me paraît une éternité. Je voyais bien que cela ne se terminerait jamais car ils voulaient que je parle, et moi je ne savais absolument rien de ce qu'ils me demandaient. Par moments, j'aurais voulu réellement savoir quelque chose pour pouvoir le dire, mais je n'arrivais même pas à imaginer quoi que ce soit. Je vis alors qu'ils me violaient.

Ils me laissèrent ensuite de nouveau dans le couloir, sans rien pour dormir ou me reposer. Les heures furent peut-être les plus horribles car ils me menaçaient constamment, en passant, de m'amener de nouveau. En plus tout ce que je voyais était terrible. Je vis un garçon le visage tuméfié, presque marron, les yeux exorbités, attaché par derrière et qui gémissait : « s'il te plaît, maman, maman… » Ils le ramenaient d'un interrogatoire. À un autre, qui était aussi dans le couloir, ils l'empêchaient de dormir. Chaque fois qu'il fermait les yeux, ils le battaient. Plus tard, je l'entendis crier d'une

manière horrible alors qu'on « l'interrogeait » de nouveau (…). Je restais ainsi six jours et six nuits, attendant qu'ils me fassent le pire. Quand ils m'amenèrent en prison, j'ai eu envie de pleurer de joie. Je crois que je n'ai toujours pas compris ce qui m'est arrivé… [annexe, p. 6]

2 -I 53[5]

Je fus arrêté le 27 Août 1975. Vers 5 h du matin, je fus éveillé par les coups que la police donnait sur la porte d'entrée. Ils n'attendirent même pas que j'ouvre : ils enfoncèrent la porte. Armés de pistolets-mitrailleurs, ils me demandèrent immédiatement mon nom. Dès que je le dis, ils commencèrent à me frapper à coup de poing, de pied et avec la crosse de leurs pistolets. J'étais en slip et ils me sortirent ainsi dans la rue. Devant les cris d'une voisine, ils me remontèrent alors pour que je m'habille. Ils en profitèrent pour continuer à me frapper, et ce devant un cousin qui avait 7 ans et ma femme. Ils ne l'emmenèrent pas parce que nous venions d'avoir un enfant (2 mois).

Sitôt arrivés au commissariat principal de Saint-Sébastien, ils me montèrent dans un bureau et sans même me questionner, ils recommencèrent à me frapper. Ils n'arrêtaient pas de m'insulter (…). Ils m'allongeaient par terre et s'amusaient à sauter sur le ventre ; je devais constamment résister. Ensuite, et à partir de là tout devient horrible, ils mirent une chaise à chaque bout de la pièce ; sur chacune d'elle était assis un policier, Je devais aller à quatre pattes d'une chaise à l'autre. Quand j'arrivais à uns, je devais lever la tête et le policier qui était assis dessus me rouait de coups, de gifles et de coups de pied, je devais ensuite repartir vers l'autre chaise pour « chercher à manger » et ainsi de suite jusqu'à ce que je perde connaissance. La sensation de détresse physique et morale qui s'empare alors de toi est indescriptible. Tu as vraiment l'impression de n'être plus rien du tout.

Je repris connaissance dans un couloir. Tous les cachots étaient pleins et nous étions trois dans le couloir. Un était complètement marron, et les yeux hagards. Je crois que l'un comme l'autre, on a dû se faire peur. C'est alors qu'ils vinrent de nouveau me chercher. Cette fois-ci ils m'interrogèrent et chaque fois les coups redoublaient. Ils s'assirent sur moi et commencèrent à me frapper la plante des pieds avec une règle, puis

tout le corps. À un moment donné, j'ai dû pousser des hurlements horribles : ils étaient en train de me frapper les testicules. C'était le mois d'août et il faisait très chaud et ils avaient laissé la fenêtre ouverte. Un policier monta et leur dit qu'on m'entendait depuis la rue[6]. Ils me mirent alors un chiffon dans la bouche qu'ils fixèrent avec du sparadrap ; ils purent alors continuer en toute quiétude (…). Je m'évanouis de nouveau. [annexe, p. 7]

Ensuite ils m'obligèrent à lire une revue clandestine que les *Gestora pro amnistia*[7] avaient publiée. On y relatait les tortures que les prisonniers basques subissaient. Arrivé a un moment, ils me firent cesser en me rouant de coups et m'obligèrent alors à manger la revue. Je vomis, ils me rouèrent de nouveau de coups, puis je perdis connaissance.

Je me réveillais dans le couloir, je m'étais vomi dessus et avais aussi uriné. Je n'avais plus du tout la notion du temps. Je ne savais pas si j'étais là depuis 4 h ou 4 jours (…). Au bout d'un certain temps ils vinrent encore me chercher. Je ne pouvais plus marcher ni bouger, j'étais incapable d'articuler un mot. Ils me prirent alors par les bras et me traînèrent dans l'escalier. Là-haut, ils m'obligeaient à me tenir debout en me maintenant par les cheveux (plus tard les médecins constateront que j'avais le cuir chevelu décollé) (…). Je me rappelle avoir pensé qu'un homme ne pouvait pas faire ce qu'ils étaient en train de faire. Je pensais aussi à ceux qui avaient tenté de se tuer pour échapper à la torture. Ensuite ils me menacèrent de me torturer devant ma femme ou elle devant moi. Je pensai alors à elle. Je perdis définitivement connaissance.

Je me réveillai ensuite dans ce qui devait être un centre de la Croix-Rouge. Je me rappelle que le médecin ou l'infirmier de garde demandait aux policiers si j'étais étranger. J'appelai alors ma mère en basque et il dit « ha ! c'est un Basque ». Je perdis de nouveau connaissance. Lorsque je me suis définitivement réveillé, j'étais à l'hôpital provincial de Saint-Sébastien (…). Plus tard, j'ai su que j'étais resté plusieurs heures dans un état de coma. Dès qu'il fut confirmé que je ne risquais plus de mourir, les flics voulurent de nouveau m'emmener, mais les médecins s'y opposèrent. Je suis resté plusieurs jours sans pouvoir parler, avec plusieurs hémorragies internes, et 73 jours

---

[5] *I 53*, Renteria, octobre 1981.

[6] La Jefatura est isolée par plus de 50 mètres de la première rue…

hospitalisé. Là-bas tout le personnel se solidarisa avec moi et, dès que je pus réaliser, ils défilèrent tous un par un pour me faire part de leur solidarité (plus tard ils participèrent à la grande grève de septembre contre l'exécution de Txiki et Otaegui). Devant mon émotion, ils durent arrêter (…). Je n'oublierai jamais cela. La version officielle fut que j'étais tombé dans un escalier en tentant de m'échapper… Je sortis de là en liberté provisoire et par la suite ne fus même pas jugé… Par contre j'ai déposé une plainte qui, bien sûr, n'aboutit à rien. [annexe, p. 8]

3-HIPOLITO BUSTINZA ARTABE, 69 ANS[8]

Pour des raisons uniquement humanitaires, j'ai aidé un garçon blessé qui s'approchait de chez moi, le genou en sang. Très vite, plus de 200 guardia civils arrivèrent et, bien que le garçon n'ait pas tiré, car il n'était pas armé, ils le tuèrent à bout portant, ici même. Je ne savais même pas qu'il était d'ETA et ce qui venait de se passer à Guernica[9]. Ils nous emmenèrent immédiatement, Valentin Inchausti (47 ans) qui passait par là, et moi-même, à la caserne de la guardia civile de Guernica. Sans plus d'explication, ils commencèrent à nous maltraiter, d'abord en déplorant de ne pas nous avoir tués ainsi que tous les habitants du quartier, puis à coups de poing et de pied. Ils m'enfoncèrent le canon d'un fusil dans l'estomac et dans les côtes tout en menaçant de tirer et de me tuer. Je ne voulus pas faire constater les mauvais traitements au tribunal car cela n'aurait servi à rien (…). En arrivant à la prison de Basauri, on me fit des radiographies qui révélèrent que j'avais deux côtes cassées. [annexe, p. 9]

---

[7] Groupements de base visant à coordonner les actions en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques.

[8] Rapporté dans *El ultimo estado de excepcion de Franco, op. cit.*, p. 62.

[9] Quelques minutes plus tôt, une fusillade avait éclaté entre deux militants d'ETA encerclés dans leur appartement et la Guardia Civile. Le militant dont il est ici question avait réussi à s'échapper en sautant par une fenêtre. Sitôt la fusillade terminée, le voisin de palier sortit en criant, les mains en l'air, qu'il n'y avait personne chez lui, de ne pas tirer. Il fut immédiatement criblé de balles. Sa femme, voyant cela, voulut porter secours. Constatant qu'il était mort, elle cria alors « assassins ! assassins ! » La guardia civile la fit taire de deux balles dans la tête. Soudés en un même « nous » face à la guardia civile et à la répression (les jours suivants, la ville fut littéralement prise d'assaut), les habitants de Guernica furent unanimes dans leur protestation (*El ultimo estado de excepcion de Franco, op. cit.*, pp 46-47 et I 29, Guernica, Octobre 1980).

4- MARIA DE SOLEDAD INXAUSTI ARRUTI, 18 ANS[10]

Ils m'arrêtèrent le 30 avril, à 10 heures du soir. Alors que je rentrais chez moi, deux guardias civiles en civil m'interpellèrent. Lorsqu'ils me firent monter à l'appartement, 9 ou 10 autres étaient déjà en train de le fouiller. Avant de terminer, ils nous emmenèrent, moi et mon frère, à la commandancia[11]. Ils nous mirent dans une voiture, tandis que deux autres nous escortaient, au cas où nous nous échapperions en sautant de la voiture. Après un moment, ils m'emmenèrent dans un bureau où il y avait déjà deux (guardias civiles) ; pendant que l'un m'interrogeait, l'autre me donnait des gifles et des coups dans le dos ; mais tout de suite ils me dirent « Allez, au sous-marin, pour te laver la tête ». Alors qu'ils me descendaient, nous en croisâmes un autre qui riait : « Quoi, quoi ? Elle va se laver la tête ? » et ils plaisantèrent (…). Lorsque je rentrai, il y avait déjà une dizaine (de guardias civiles), tous jeunes… L'un d'entre eux chantait. Il se dirigea vers moi en chantant, sur un air populaire « Qu'est-ce qu'on peut faire avec une fille de Saint-Sébastien ? Qu'est-ce qu'on peut faire, qu'est-ce qu'on va lui faire ? », et les autres répondaient en chœur : « Il faut la baigner, il faut la baigner ». Plus tard, je me rendis compte que, chaque fois qu'un nouveau entrait, ils lui chantaient la même chose, seul le nom du village changeait : « Qu'est-ce qu'on peut faire avec un garçon de Legazpia ? ou de Tolosa ? », etc. Ils commencèrent alors à m'expliquer qu'au premier bain, j'allais gagner un scaphandre, qu'au second, ils me donneraient des palmes, et au troisième une licence de plongée. Ce sont des choses qu'aujourd'hui je peux raconter et dont je peux même rire, mais ce fut peut-être pire que la baignoire elle-même… C'était terrible… Tu te rends compte, qu'alors qu'ils vont peut-être te tuer, un est en train de rire, un autre en train de fumer, un autre en train d'applaudir… Ces moments sont à jamais gravés dans ma mémoire. L'impuissance totale, cela aussi… Ils m'avaient lié les mains derrière le dos avec des chiffons. Ils me firent tomber sur un matelas mouillé et m'enroulèrent dedans. Je ressentis une grande angoisse. Dans cette position, ils m'interrogèrent à nouveau. Alors que je niai, on m'attrapa par les cheveux et me fit baisser le visage jusqu'à l'eau. Avec la figure dans l'eau, ils continuèrent de

---

[10] Rapporté par Eva Forest, *op. cit.*, pp. 153-158.

[11] Il s'agit de la caserne principale de la guardia civil à Saint Sébastien (quartier Antiguo).

m'interroger, et, à la fin, m'immergèrent totalement jusqu'au fond. Le temps ne peut être mesuré, la sensation de mort te fait ouvrir la bouche, et tu avales et avales de l'eau [annexe, p. 10] ; alors tu commences à suffoquer et ils te relèvent. Puis toujours la tête près de l'eau, ils t'interrogent de nouveau et recommencent à t'immerger. Ainsi de suite plusieurs fois… Comme tu luttes et que tu te sens tellement impuissante, tu te raidis toute. Alors ils te prennent par les pieds, te donnent des coups sur les genoux. Comme tu souffres, tu veux crier et alors tu t'étouffes encore plus. Plusieurs fois j'allai jusqu'au fond (de la baignoire) et ils me frappèrent la tête. Moi-même je faisais des efforts pour en finir, perdre connaissance au moins, c'était un supplice horrible. Je me rappelle que j'avalais beaucoup de cheveux, le fond de la baignoire était plein de cheveux, sûrement arrachés, comme à moi, ou des poils de barbe, parce qu'aux hommes, ils leur tirent la barbe…Tout cela se traduit en nausées, et je vomis dedans (…). À la fin, ils cessèrent. Comme il n'y avait plus de place, ils me laissèrent dans un couloir. À côté de moi, il y avait un amas d'ordures qui sentait très mauvais. Ils me donnèrent une couverture et je restai ainsi deux jours et deux nuits, attachée à un tuyau, sans pouvoir changer de position. Cela t'épuise. Mais le pire est l'ambiance qui t'entoure, ce que tu vois : des gens qui continuellement vont à la baignoire, leurs cris, leurs halètements d'asphyxiés… Aussi, chaque fois qu'un (guardia civil) passe en te menaçant de t'amener une autre fois encore à la baignoire, tu es dans une telle situation que tu crois tout ce qu'on te dit. Ils me dirent par exemple que mon ami était mort dans un affrontement, et je le crus, jusqu'à ce que je le revoie. La torture, c'est cela, tu entends des courses, les coups qui sont donnés, des menaces, des rires… Je tombai plusieurs fois sur les ordures, et mes poignets ligotés me faisaient très mal. Le pire fut peut-être lorsqu'ils torturèrent mon ami, entendre sa respiration s'asphyxier… et ensuite ses cris, des cris de douleur qui n'étaient pas dus à l'asphyxie mais à autre chose qu'ils devaient lui faire. C'était aussi insupportable d'entendre la scie marcher[12], tu t'imagines je ne sais quoi… Le deuxième jour, ils m'emmenèrent de nouveau à la baignoire. Ils étaient deux, un vieux qui m'interrogeait avec rage et me tirait les cheveux en disant qu'il pourrait être mon grand-père, et un jeune qui, lorsque le vieux m'arracha une

[12] Autre torture « classique » en Pays Basque qui consiste à rapprocher très lentement la tête du torturé d'une scie circulaire en marche.

mèche de cheveux et me jeta au sol me dit qu'il était un guérillero du Cristo Rey[13]. Il prit un marteau et me le mit sur la tête. [annexe, p. 11] « Vous cherchiez les guérilleros du Cristo Rey, n'est-ce pas ? » et ensuite, il me frappa avec le manche du marteau. Ils voulurent commencer la baignoire, mais un autre avertit que le match de football allait commencer. Ils s'en allèrent en me disant que si l'Atletic (de Madrid) perdait, je n'aurais pas fini… Ce sont ces choses-là, qui paraissent des idioties, des plaisanteries, les plus dures et angoissantes… Je fus ainsi deux heures à attendre la baignoire. Les tortures psychiques n'arrêtèrent pas. Ils me menacèrent d'aller chercher mes parents et de les amener à la baignoire. Ceci pendant sept jours, jusqu'à ce qu'en définitive ils le fassent réellement. Cette nuit-là ils me dirent que mon frère s'était étouffé. Et je le crus. C'était l'ambiance. Au début tu ne sais pas, puis ils te racontent tout avec des détails, tu doutes, et ensuite tu le crois… C'est que là-bas, tout pouvait se passer. Ensuite ils m'emmenèrent dans une chambre où il y avait déjà une autre fille. Les menaces n'arrêtaient pas. Une fois, ils vinrent très nerveux, en disant que cela commençait à bien faire et qu'il fallait en finir une bonne fois pour toutes, qu'ils allaient nous amener à la montagne et nous tuer là-bas, qu'ils nous couperaient la tête pour que personne ne nous reconnaisse, et qu'ils les feraient disparaître. Il était impossible de s'apaiser. Ils venaient continuellement nous réveiller (…). Une nuit trois ou quatre vinrent et me demandèrent de leur faire une place sur le matelas, que j'étais bien là alors qu'eux devaient travailler. Ils s'assirent près de moi et me demandèrent si je voulais aller dans une discothèque. Je ne savais que dire. Si tu dis oui, ils se moquent de toi, si tu dis non, ils te frappent. C'étaient des scènes similaires à celles-là toutes les nuits, impossible de les raconter (…). Ils me menaçaient aussi de me torturer à l'électricité : « avec ça, tu fais un bond jusqu'au plafond… ». Une nuit, un vint me chercher. Il me fit faire des flexions. Au bout d'un moment, il m'ordonna d'enlever mon pantalon, lui faisait les cent pas, très sérieux. Puis d'enlever mon slip. « Tu es fatiguée, tu veux que je te fasse des massages ? » Par la suite, à la prison de Martutene, j'appris qu'ils avaient fait la même chose, avec la « séance de massage », à une fille de 17 ans (…). Un jour ils en amenèrent une, dont le fiancé était mort dans une explosion. Elle n'arrêtait pas de pleurer, et le soir ils

[13] Groupe terroriste paramilitaire d'ultra droite

vinrent lui montrer les photos de la tête de son fiancé, de son corps disloqué, de ses jambes sectionnées. Ils disaient des choses horribles pendant qu'ils les lui montraient. Raconter cette horreur est impossible (…).

J'entendis des séances de torture très très longues, des cris déchirants, des rires et des plaisanteries… Je compris à ce qu'ils disaient [annexe, p. 12] que c'était un curé. Une scène qui revenait souvent était la suivante : « dominus vobiscum » criait l'un. « Amen », répondaient les autres. Et ils commençaient à décompter de 30 à 0 : 29, 28, 27… comme s'il s'agissait de quelque chose de spectaculaire. Lorsque venait le zéro, l'un criait « immersion ! », et on entendait alors parfaitement le bruit de l'eau, les étouffements quand il vomissait… C'est cela qui te traumatise le plus… Ce sont les scènes de terreur… Cela, ils le répétaient encore et encore. Je ne le vis qu'une seule fois. Son aspect émacié et son extrême détresse m'impressionnèrent. Ensuite je sus que c'était le curé de Zaldibia, Jesus Lasa. Lorsque, au bout de 10 jours je sortis de là, ils continuaient à lui faire la baignoire. Plus tard, on sut qu'ils lui jetaient de la sciure dans l'eau… horrible… Et, rends-toi compte, de là, il sortit en liberté… Une autre chose fut l'arrivée massive d'une cinquantaine ou soixantaine de personnes. Ce fut juste après l'explosion de Legazpia. Ils ne trouvaient pas les auteurs et arrêtèrent indistinctement les gens du village. Ils portaient une pancarte accrochée qui disait « affaire Legazpia ». Ils les interrogèrent en les frappant, presque tous passèrent à la baignoire et le jour suivant, ils les relâchèrent tous. Il n'y a pas de paroles pour décrire cela. Partout il y avait des gens, dans les chambres, les bureaux, les couloirs, partout attachés à des conduites d'eau, des radiateurs… des gens détruits.

À mon ami, ils lui firent sauter deux dents d'un coup ; ils lui firent des tortures horribles (…). Je pourrais raconter beaucoup de scènes, beaucoup. Mais je voudrais insister sur le fait que, pour moi, le plus terrible fut l'ambiance, tout ce qui entoura la baignoire fut plus horrible encore que la baignoire elle-même, bien que ce soit une terrible torture.

V- LETTRE D'UNE JEUNE FILLE TORTUREE

Je fus détenue le 12 mai 1975, 18 jours après le début de l'état d'exception (…) Ils m'emmenèrent immédiatement à la caserne de la guardia civile de Bermeo. Plusieurs heures après, le capitaine Hidalgo se présenta accompagné du lieutenant-colonel de la

garde civile ainsi que de 5 policiers. Ils venaient de la Salve avec un camarade afin que celui-ci m'identifie. [annexe, p. 13] Dès qu'ils me virent, sans rien me demander et en m'insultant violemment, ils me bandèrent les yeux, me placèrent du coton dans la bouche, me la fermèrent avec le morceau d'un caleçon qu'ils collèrent avec du sparadrap afin qu'il ne se détache pas. Puis ils me bouchèrent les oreilles et me mirent les menottes.

Sans la possibilité de voir, ni d'entendre, ni de crier, je me sentis désespérée et sans défense. C'est alors que je commençai à sentir des coups sur tout le corps, sur la tête, sur le dos, sur les fesses… Je sentis qu'on utilisait quelque chose de dur et de fin, un bâton ou peut-être un fouet. Quelqu'un me donna des coups de poing dans les yeux.

Au moment où je perdis connaissance, on m'enleva les vêtements que je portais et l'on me plaça sur quelque table haute. Les coups et les piqûres, je les sentais maintenant dans les genoux mais de façon plus forte et plus douloureuse sous la plante des pieds. Je crois qu'ils me piquaient avec des aiguilles.

Je voulais crier, pleurer, me défendre. Ce qui était angoissant, c'était de penser qu'ils me torturaient par sadisme ; sinon pourquoi ? Pourquoi ne m'interrogeaient-ils pas ?

Je sentis ensuite qu'ils me tiraient la tête hors de la table, une espèce de table de salle d'opération. Ils m'attrapèrent par les cheveux et me frappèrent avec la crosse d'un fusil (d'après ce que je vis plus tard).

Ensuite, toujours toute nue, un poids brutal s'amassa sur mon estomac, c'était celui de quelque tortionnaire. Le sang me venait à la bouche et je commençais à le rejeter. On m'enleva le bandeau des yeux et je vis qu'ils me frappaient avec la crosse d'une mitraillette et avec un fouet. Mon œil droit saignait et je ne voyais plus beaucoup. Le tampon que j'avais dans l'oreille glissa.

On m'enleva de la « table d'opération » (et c'est bien peu pour la nommer) on me laissa là, gisant au sol. Voyant mon état et mis au courant que je souffrais de l'estomac, ils ordonnèrent à quelqu'un d'aller chercher quelques médicaments pour m'assister. Ils me criaient « terroriste » comme de véritables fous. J'étais quasiment sans connaissance. Je ne savais même pas pourquoi j'étais incarcérée. Je ne connaissais personne auparavant qui ait été détenu lorsque je me trouvais dans mon village.

Quand je repris connaissance, je vis ma sœur à côté de moi, elle me suppliait en basque de tout dire car ils l'avaient menacée de mort. [annexe, p. 14] Moi, je crois que je criai que la meurtrière qu'ils cherchaient ou soupçonnaient, c'était moi et qu'ils libèrent ma sœur. Elle avait les menottes aux poignets, à genoux avec 5 mitraillettes dans le dos. Ce fût le premier jour de torture…

Plus tard je sus que le capitaine Hidalgo avait déclaré que ma sœur était innocente et qu'elle pouvait être remise en liberté. Mais, voyant l'état dans lequel je me trouvais le mieux était qu'elle restât pour me soigner. C'est pourquoi elle fit quinze jours de détention de plus.

Quand je me réveillai, j'avais perdu la notion du temps. Ils me menacèrent pour que j'écrive. Dès que j'entendais leurs pas ou le bruit de fer de la porte de la cellule, j'entrais dans une véritable panique. Le fait de les voir me rendait folle. J'avais peur de la nuit et j'aurais voulu qu'elle ne réapparaisse jamais. Mais elle revint, et revinrent les bourreaux, ceux qui m'avaient emmenée menottes aux poignets à la salle de torture. Ils me bandèrent de nouveau les yeux et je ne voyais plus rien. Les tortures eurent cette fois lieu dans une espèce de fauteuil, les pieds en dehors et attachés. Les coups furent si brutaux que je perdis connaissance rapidement. Selon ce que me dit plus tard ma sœur, (qu'ils appelaient après m'avoir torturée), je disais des choses incohérentes, absurdes. Ils voulurent appeler un médecin, j'étais dans un tel état que je ne le sus même pas. Pour finir, ils me traînèrent sur le sol jusqu'au cachot, et me mirent dans le lit.

Je ne sais combien de temps s'écoula, mais ils revinrent et me ramenèrent à la salle de torture. Je ne pouvais pas marcher car j'avais les genoux enflés et ils m'avaient remis les menottes. Cette fois, ils me piquèrent sous les ongles avec quelque chose comme des aiguilles, mes doigts saignaient. La douleur était si forte et si aiguë que je ne pus la supporter. « Ou tu dis la vérité, ou nous continuons » « écris ! » me disaient-ils. Ma sœur écrivit pour moi que quelqu'un avait dormi chez moi et que j'avais laissé ma voiture à des inconnus. Ceci ne leur convint pas, et ils recoururent à la torture du « stylo » : ils m'incrustèrent une sorte de fer allongé entre les doigts. Je pensais qu'ils me brisaient les mains. Je criais, je criais, jusqu'à l'instant où ils me bâillonnèrent. Ils me bouchèrent aussi les oreilles afin que je ne reconnaisse pas leurs voix (les bourreaux étaient nouveaux).

Plusieurs fois, on me plaça sur la « table d'opération » et dévêtue, on me frappa sur la poitrine et le ventre. La douleur était insupportable [annexe, p. 15] et plus encore par le fait que je me trouvais indisposée. Ils me donnèrent des coups sur le ventre et sur les organes génitaux, en me tirant les poils du pubis. À la douleur physique, s'ajoutait la pudeur, la honte, devant tant d'assassins qui en définitive étaient des hommes. Non contents de m'infliger toutes sortes de tortures, ils commencèrent à s'attaquer à ma moralité comme si j'avais été une fille perdue, ils s'intéressèrent à ma vie intime en usant de mots grossiers et en faisant ce qu'ils voulaient avec mon corps, me touchant partout. Ils s'obstinèrent à savoir si j'étais vierge, et me menacèrent de m'examiner pour le savoir. En vérité, je ne sais s'ils le firent parce que je perdis connaissance. Je me souviens que c'était eux-mêmes qui me mettaient les serviettes hygiéniques et, une fois, j'aperçus deux serviettes souillées sous la « table d'opération ». Je ressentis une véritable honte.

Ils se moquaient de moi en m'accusant d'avoir couché avec des militants d'ETA. Ils faisaient des plaisanteries sur ma virginité en me traitant comme une prostituée, de même parce que j'étais indisposée. Dans ce désespoir, je demandai qu'on me tue, alors ils répondirent qu'ils en avaient bien l'intention s'il arrivait qu'un de mes camarades tue encore un garde civil de plus. Puis ils m'alignèrent contre le mur simulant une exécution, un pistolet plaqué contre mon ventre.

C'est alors que j'ai donné les noms des militants que j'avais vus avec une fille. Ils firent venir la fille en question, et nous fûmes frappées brutalement, les flics formèrent un cercle autour de nous, et nous fûmes jetées de bras en bras, empoignées par les cheveux qu'ils tiraient, faisant cogner sa tête contre la mienne. La fille niait, et moi aussi je commençais à nier. Elle n'était impliquée en rien. Elle finit par dire que je lui avais passé de la propagande et elle donna le nom d'amis ; mais tous, elle compris, furent remis en liberté.

Traumatisée par les coups sur la tête, je disais des choses absurdes. J'ai subi un tel bouleversement que même maintenant, après le temps qui s'est écoulé, il y a des moments où je n'arrive pas à raisonner normalement. Au quinzième jour, ils me photographièrent, et pour cela m'obligèrent à me laver la tête avec du shampooing sec (ne pouvant le faire avec de l'eau) et me tamponnèrent la figure avec des cosmétiques. [annexe, p. 16]

Un jour ou une nuit, je les entendis dire qu'ils allaient me brûler la poitrine. Je déclarai alors que des gens avaient dormi chez moi et qu'ils avaient utilisé la voiture qui est au nom de mon père et qu'à l'heure qu'il était, ils ne devaient pas encore l'avoir restituée.

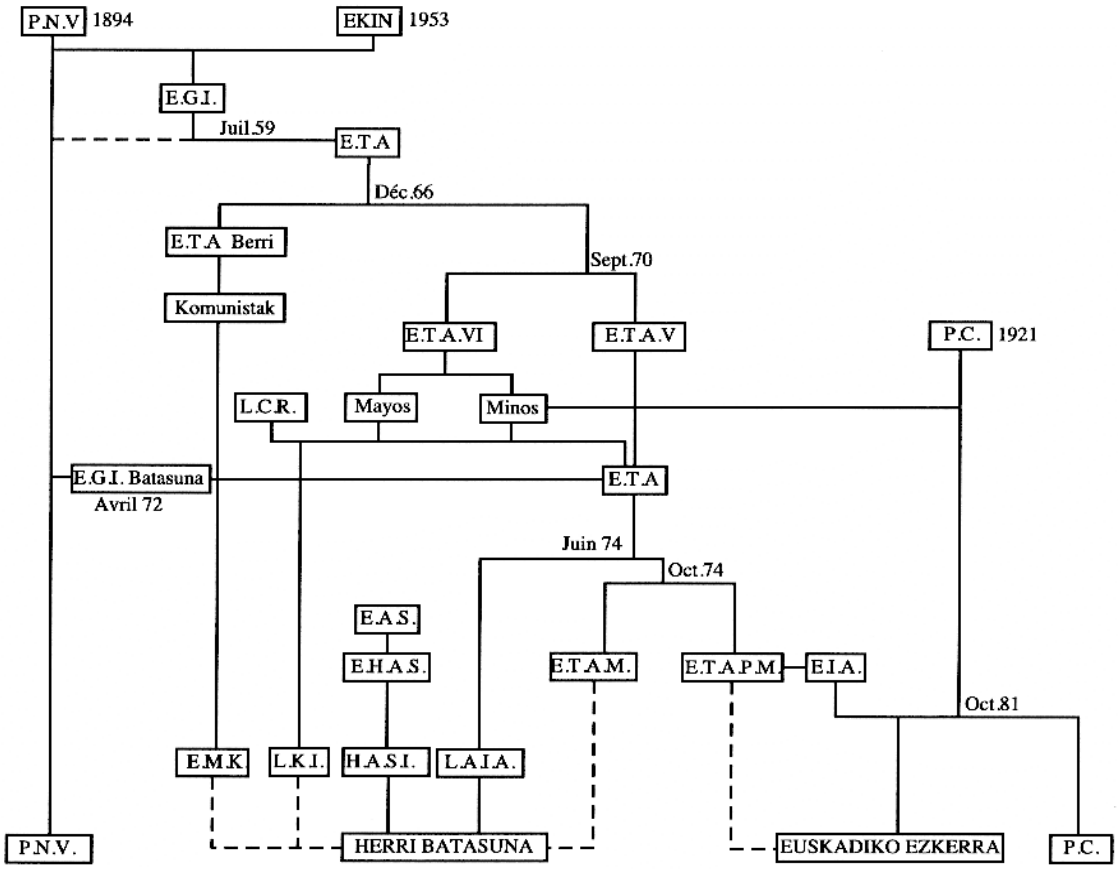
Quand je repris connaissance, j'étais baignée de sueur et mon gros tricot avait un trou brûlé ainsi que mon sous-pull. Menacée d'être gardée pendant les trois mois de l'état d'exception dans cette prison pour être ensuite transférée à celle de la Salve, il m'était devenu impossible de manger. C'est pourquoi ils m'appelèrent « la fille de la tisane » car j'en consommais en grande quantité. En l'absence de ma sœur, ils m'amenaient eux-mêmes aux toilettes car je ne pouvais y aller seule.

Pendant ce temps, l'inquiétude grandissait à la maison. La police de Marquina fit savoir à mes parents que leurs deux filles se trouvaient détenues à la prison de Bermeo. Mon père eut une attaque cardiaque et ma mère une poussée de tension. Aux cris de ma mère, les voisins descendirent et leur proposèrent de les emmener à la prison. On les reçut en les injuriant pour être les parents d'une terroriste. Encore aujourd'hui ma mère me demande ce que tout cela signifie. Ils ne les laissèrent pas nous voir, nous entendîmes leurs cris. Mais, par l'inattention d'un garde, nous nous vîmes pourtant un moment, juste le temps de leur dire : « je suis bien » et dans la nervosité leur dire aussi qu'ils ne m'avaient pas frappée, sans savoir ce que je disais.

Désaxée et presque à moitié folle, je fus transférée à la prison de Basauri, après avoir passé 24 jours dans les mains de la garde civile et spécialement dans celles du capitaine Hidalgo. [annexe, p. 17]

ANNEXE 3

HISTORIOGRAMME D'ETA (1958-1982)



ANNEXE 4

DECLARATION DE PRINCIPES DE LA COMMISSION OUVRIERE PROVISOIRE DE GUIPUZCOA (1966)[14]

1) La commission ouvrière Provisoire du Guipúzcoa (C.O.P.G.) prétend, comme fin ultime, éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme en réalisant la libération nationale du peuple basque. Elle considère que l'unité ouvrière est indispensable pour parvenir à ce but car, sans cette unité, la lutte contre les classes dominantes et contre l'État restera inefficace.

2) L'unité ouvrière préconisée par la C.O.P.G., et basée sur les principes ici exposés, ne renvoie pas une uniformité idéologique, politique, confessionnelle, etc., mais à une base d'accord permettant à tous les travailleurs d'Euskadi d'agir ensemble. Ce n'est donc pas en concurrence ou contre la ligne de partis politiques ou mouvements syndicaux qu'est recherchée cette unité de tous les travailleurs d'Euskadi. De même, toute personne, quelle que soit sa tendance et aussi minoritaire que celle-ci paraisse, doit pouvoir y participer.

3) La C.O.P.G. estime que la démocratie interne, obtenue sur la base d'une représentativité authentique, est indispensable pour que cette unité soit possible. Le principe de représentativité exige que les nominations aux postes de responsabilité soient faites de bas en haut ; ainsi, chaque Commission élira, en commençant par le bas, les membres qui doivent la représenter à l'échelon supérieur. La base aura pour prérogative de révoquer les responsables sans conditions préalables. Par un système de roulement, elle essaiera que le plus grand nombre possible de travailleurs participe aux postes de responsabilité.

4) La C.O.P.G. insiste sur son caractère provisoire, caractère qu'elle maintiendra jusqu'à ce que les travailleurs du Guipúzcoa eux-mêmes veuillent et puissent lui donner une configuration plus large et plus représentative.

---

[14] Rapporté dans le *Zutik* nº 47 d'ETA Berri, mai 1967, pp. 10-11.

5) La C.O.P.G. affirme sa condition de groupement de travailleurs d'un peuple, celui d'Euskadi, opprimé à tous les niveaux. Une telle oppression fonde la ligne stratégique suivante :

- La C.O.P.G. luttera pour que le peuple basque puisse s'autogouverner par la victoire sur l'oppression nationale dont il pâtit aujourd'hui.
- La C.O.P.G., en tant que Commission Ouvrière basque, se proclame indépendante de toute Commission Ouvrière extérieure à Euskadi.
- La C.O.P.G. exprime son désir d'élaborer une Fédération des Commissions Ouvrières d'Euskadi. [annexes, p. 19]
- La C.O.P.G. se prononce clairement pour la collaboration internationaliste entre les travailleurs des différents peuples de la Péninsule. Elle pose pour condition à cette collaboration le respect de l'indépendance des Commissions Ouvrières basques, l'égalité des C.O. des différents peuples, et la reconnaissance sans réserve du droit du peuple basque à l'indépendance nationale. Cette conception de la collaboration internationaliste signifie donc que l'action menée ensemble ne peut naître que de relations établies sous le régime de confédération entendue dans le strict sens du terme.
- La C.O.P.G, considère comme membre de la classe ouvrière basque tout travailleur qui vend sa force de travail en Euskadi. [annexes, p. 20]

ANNEXE 5

UNE SEMAINE A RENTERIA (1977)[15]

À plusieurs reprises déjà, Renteria avait été à la pointe du combat basque : en décembre 1970 (procès de Burgos), la ville se convertit en un véritable champ de bataille où les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre » furent très violents, des barricades furent tenues pendant plusieurs heures, le nombre de blessés impressionnant. Des mobilisations et affrontements chaque fois plus importants eurent lieu à l'occasion des grèves générales déclenchées en Pays basque pour protester contre la mort de militants d'ETA et pour l'amnistie générale (août, septembre et décembre 1975, mars et septembre 1976, mars 1977). La semaine ici décrite (du 11 au 18 mai 1977) correspond à la semaine pro amnistie organisée dans les quatre provinces basques pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques basques.

- Mercredi 11 : Six mille personnes environ participent à une « Assemblée du Peuple »[16]. Après un long débat sur l'Amnistie (libération des prisonniers politiques et des travailleurs condamnés pour délits de grève, suppressions des peines discriminatoires envers les femmes (avortements) et les homosexuels, etc.), le thème du mouvement ouvrier et de la grève générale est abordé. L'opinion majoritaire est : « si la zone fait grève, nous aussi ». Puis la totalité de l'Assemblée vote une motion d'appui à la grève générale pour l'Amnistie. Il y a ensuite un débat sur les forces de répression et l'attitude à employer face à elles. Sans que le débat soit approfondi, on vote pour savoir si le thème devait être « forces de répression, dissolution ! » ou « forces de répression, au poteau ! » Vu le ballottage, il est décidé d'employer les deux. La nécessité de ce que la municipalité se prononce en faveur de l'amnistie conduit à souligner le caractère anti-démocratique de celle-ci ; sa démission est votée à l'unanimité et le principe de convoquer une Assemblée du Peuple pour débattre de ce sujet est adopté. L'Assemblée

---

15 Sources : Commission pro amnistie de Renteria, juin 1977 et *I 55, I 56, I 58, I 59, I 61, I 62, I 63, I 64 et I 65,* Renteria, octobre et novembre 1981.

16 Les « Assemblées du Peuple », réunissant les habitants d'un village ou des quartiers d'une ville, sont spontanément apparues à la fin 1976 pour débattre des affaires municipales, bien souvent dans une situation de vacance du pouvoir municipal due à la démission en chaîne (à laquelle ETA n'est pas étrangère) des maires nommés par le régime franquiste alors agonisant.

part ensuite en manifestation en criant : « les prisonniers, dans la rue », « c'est vous, les fascistes, qui êtes les terroristes », « forces de l'ordre, dissolution (au poteau) », « liberté », « amnistie ».

- Jeudi 12 : le matin, sauf quelques rares exceptions, toute la zone vient d'entrer en grève générale. Les travailleurs des grosses entreprises (Luzuriaga, Contadores de Bidebieta, etc.) sortent des usines en manifestant. [annexes, p. 21] À midi, 6 000 à 7 000 personnes se réunissent face à la mairie pour réaliser une Assemblée du Peuple. Les informations arrivent : la grève est totale. Le débat se centre ensuite sur le contenu à donner à l'amnistie. Pour la première fois, des prisonniers venant de bénéficier de l'*indulto* participent au débat et mettent l'accent sur la nécessité de continuer les mobilisations jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucun prisonnier politique basque. On apprend alors que les travailleurs de l'entreprise Orbegozo à Lezo (village contigu à Renteria) ne sont pas encore en grève. Il est décidé de s'y rendre en manifestation pour leur faire voir que la grève est générale. En pleine rue Viteri, la manifestation qui se déroulait calmement est chargée par deux jeeps de la guardia civile. Seul le réflexe des manifestants, s'ouvrant sur leur passage, évite une boucherie. L'indignation est grande devant cette action qui aurait pu tuer plusieurs personnes (les jeeps ne réduisirent absolument pas leur vitesse, le but était manifestement d'écraser des manifestants). Des barricades sont immédiatement montées, contre lesquelles la guardia civile tire des grenades lacrymogènes. Les manifestants répliquèrent par des pierres et des cris « flics, assassins ! » C'est à ce moment que la guardia civile commença à tirer à bales réelles et de façon indiscriminée. Plusieurs personnes, atteintes par les balles, tombèrent alors. Chacun pensait qu'il y aurait des dizaines de morts, et le chiffre de six blessés par balles ne reflète pas ce qui aurait pu advenir si les manifestants ne s'étaient immédiatement retirés « alors que leurs cœurs leur disaient de rester ».

La guardia civile occupa alors tout le centre de la ville, interdisant toute manifestation et chargeant systématiquement les groupes de plus de trois personnes. Puis la nouvelle se répandit comme une traînée de poudre : Rafael Gomez Jauregui, âgé 78 ans, venait de mourir, atteint par une balle de la guardia civile. Tout le monde se demanda comment cela avait pu arriver (il n'y avait aucune manifestation à ce moment-là). On sut plus tard que la guardia civile avait commencé à tirer depuis le pont du

Panier Fleuri (centre de Renteria) sur tout ce qui bougeait. Rafael Gomez Jauregui et Candido Peña furent alors atteints d'une balle.

Les gens voulurent sortir dans la rue pour protester, mais c'était absolument impossible, la guardia civile occupait tout le centre de la ville. En signe de deuil et de protestation, ils accrochèrent à leurs fenêtres et balcons des drapeaux basques avec un crêpe noir. La coordination nommée par l'Assemblée du Peuple précédente appela à ce que la grève générale soit poursuivie jusqu'au samedi. Vers minuit, la guardia civile (qui occupait toujours le centre de la ville) ouvrit, aux yeux de tous, des bouteilles de champagne sur la Place des Fueros et tirèrent en l'air pour montrer leur satisfaction. [annexes, p. 22]

- Vendredi 13 : Grève générale. À midi, une Assemblée du Peuple réunissant environ 7 000 personnes a lieu. Des nouvelles concernant tant la zone de Renteria que le reste d'Euskadi sont lues. Une pétition, exigeant que les responsables de la fusillade de la veille et de la mort de Gomez Jauregui soient punis, est rédigée. En pleine assemblée, la guardia civile arrive et charge la population. Les ambulances emmènent plus de vingt blessés. Sont alors montées des barricades, la route nationale est coupée et le vieux quartier isolé. Renteria se transforme alors en un authentique champ de bataille. La guardia civile tire de nouveau et l'on dénombre alors cinq nouveaux blessés par balles, dont un dans un état désespéré. Vers 10 h du soir, alors qu'il était à son balcon, Gregoria Marichalar (62 ans) reçoit une balle et meurt sur le coup. On apprend au même moment qu'une autre personne vient d'être tuée par balle à Pampelune. L'indignation est totale.

- Samedi 14 : La police armée se joint à la guardia civile pour occuper Renteria. C'est dans cette ambiance qu'ont lieu les funérailles de Gomez Jauregui. À la sortie de l'église, la police charge de nouveau. Peu après une camionnette de la police parcourt les rues de Renteria appelant la population au calme en disant dans le même temps que « ce qui était arrivé avait été mérité » !… Plus tard ils iront au poste de la Croix-Rouge et exigeront que les noms des blessés leur soient communiqués. Devant le refus de l'infirmier, ils le frappent. Le soir, la police tire des rafales de mitraillettes en l'air.

- Dimanche 15 : La police armée et la guardia civile occupent tous les coins de rue. Certains montent aux balcons pour arracher les drapeaux basques, d'autres tentent

d'imposer aux tenanciers de bars de laisser leurs commerces ouverts. Il est impossible de se réunir.

- Lundi 16 : Le centre de Renteria continue d'être occupé par la police armée qui demande leurs pièces d'identité aux passants. Une assemblée réussit à se réunir à Beraun (quartier assez éloigné du centre). On y apprend la mort d'un autre manifestant d'Ortuella. À huit heures du soir, les funérailles du troisième mort, auxquelles participent plus de 6 000 personnes, ont lieu à l'air libre dans le quartier Beraun. Une manifestation est ensuite organisée. Elle parcourt les quartiers Beraun et Galtzaraborda. Alors qu'elle se dirigeait vers le centre, elle est brutalement chargée par la police armée. Les échauffourées continuent jusque tard dans la nuit et de très nombreux blessés sont hospitalisés. [annexes, p. 23]

ANNEXE 6

ETA FACE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1977

1 -COMMUNIQUE D'ETA MILITAIRE DEUX MOIS AVANT LES ELECTIONS

Après 40 ans de domination personnelle absolue, meurt le dernier dictateur d'Europe. Franco nous laissera comme héritage d'innombrables morts, torturés, prisonniers et exilés : un peuple, le nôtre, qui au bord même du génocide, pleure à grands cris sur les cendres ; une légalité politique sans partis, sans syndicats ni libertés d'aucun type ; un Monarque par la grâce divine et non celle du peuple ; et un Parlement qui, ne représentant personne, sinon une oligarchie, décide du destin non seulement du peuple espagnol, mais d'autres comme le nôtre dont il ne reconnaît même pas l'existence. Ce sera ce Parlement qui approuvera, non sans de graves difficultés internes, la nouvelle loi de Réforme Politique de l'État.

Le Peuple basque, une fois de plus, montrera l'inexistence de la prétendue unité de l'Espagne. En défendant son droit à décider de son destin, il refusera de reconnaître l'autorité de la chambre législative espagnole et fasciste, par l'abstention la plus forte au référendum.

La loi de réforme politique décidera les nouveaux organes législatifs, se réservant le droit, au dernier moment, de concrétiser la loi électorale qui indique les voies pour la participation populaire aux élections du Congrès et du Sénat.

Les élections se rapprochent et ETA comme toutes les forces politiques d'Euskadi doit donner son opinion à leur sujet.

Le Gouvernement Suarez prétend nous faire croire qu'il s'agit d'élections démocratiques par le seul fait d'admettre le suffrage universel secret et direct. Les différences entre ces élections qui approchent et celles d'un régime démocratique sont évidentes, du moins en Euskadi ; la Monarchie ne peut être remise en question ; certains membres du Sénat sont directement désignés par Juan Carlos ; les partis représentant la ligne abertzale socialiste ne sont pas légalisés, leur action publique n'est pas tolérée ; les syndicats sont illégaux ; notre langue demeure interdite sans la reconnaissance de son identité ; le Peuple basque continue à être politiquement institutionnalisé ; les

prisonniers et les exilés continuent loin de leur famille et de leur pays ; les organisations populaires sont brutalement réprimées dans leur manifestation publique ; les détentions et les emprisonnements continuent à se produire de façon arbitraire ; la torture, bien que [annexes, p. 24] de façon plus sélective qu'à certains moments antérieurs, continue à être pratiquée dans des commissariats et des casernes de la Guardia Civil ; les forces répressives espagnoles continuent à occuper notre territoire rendant impossible la moindre garantie de sécurité pour les militants abertzale-socialistes et une quelconque formule de coexistence pacifique.

Le Gouvernement Suarez a tenté avec un certain succès l'intégration du peuple espagnol dans son plan de réforme politique. En Euskadi, cette tentative échoua et aujourd'hui il la répète par l'intermédiaire des élections.

Le Peuple basque veut la paix. Cela exige la création de voies démocratiques minimum au travers desquelles puissent se matérialiser ses aspirations sans nécessité de recourir à la violence. Ces voies ne peuvent être autres que la solution positive aux négociations exposées auparavant ; solutions qui, selon nous, sont données dans le programme d'alternative de KAS.

En supposant que ce programme ne puisse aujourd'hui être offert par le Gouvernement Suarez, il existe au moins deux points qu'on ne peut ajourner parce que sans eux, les promesses du gouvernement espagnol de commencer à marcher sur le chemin de la démocratie n'offrent aucune crédibilité. Ces deux points sont :

1) L'Amnistie totale. Mais attention, il ne suffit pas de sortir les prisonniers des prisons. On entend parler avec insistance d'un projet du Gouvernement selon lequel les prisonniers basques accusés d'exécutions seraient exilés ou relégués dans quelque endroit reculé de l'Etat espagnol. Nous voulons qu'il soit bien clair que cette solution n'est pas valable. Le Peuple basque a beaucoup lutté pour la liberté de ses militants et la relation des forces dans la conjoncture actuelle lui est clairement favorable.

L'AMNISTIE TOTALE SUPPOSE LE DROIT DE TOUS LES PRISONNIERS ET EXILES DE REVENIR DANS LEURS FOYERS AVEC TOUS LEURS DROITS DE CITOYENS. Et, s'il vous plaît, qu'on ne nous dise pas que le gouvernement ne peut pas garantir leur sécurité. Si c'est là le problème, nous leur offrons une solution : qu'ils retirent d'Euskadi la Guardia civil, la Police armée et le Corps général de police, et le peuple basque créera lui-même des corps chargés de la défense des citoyens.

2) Des libertés démocratiques minimales, comme l'absolue liberté de réunion, d'association et d'expression de toutes les tendances politiques existant en Euskadi ; le droit à la manifestation et à l'égalité d'accès de toutes les forces politiques basques aux moyens de communication de masse officiels et à la subvention d'État. [annexes, p. 25]

Sans ces conditions minimales, le Peuple basque ne peut considérer ouvert, ni même entrouvert, le chemin vers la démocratisation de l'État. Il ne peut non plus légitimer par son vote un régime qui se maintient par l'unique force des armes.

Si le gouvernement ne satisfaisait pas à ces conditions au plus tard un mois avant la date prévue pour les élections, ETA appelle le Peuple Basque à l'abstention et proclame sa volonté de relancer la lutte armée jusqu'au succès du programme d'alternative du K.A.S.

Le Peuple basque veut la paix, mais celle-ci exige la liberté.

Si le gouvernement refuse d'ouvrir le chemin qui y mène, que personne n'accuse ETA ni le Peuple basque de recourir à d'autres chemins comme celui de la lutte armée.

Il est possible que certains partis basques, s'abritant derrière mille excuses (il y a toujours des raisons même pour la trahison) se sentent tentés de se rendre aux élections législatives sans la réalisation des deux conditions fixées, se réfugiant derrière les privilèges que leur offre la défense d'intérêts étrangers à ceux des couches populaires basques dans le but de rechercher le pouvoir : qu'ils sachent qu'ils le font en marge du consensus populaire librement exprimé, qu'ils soient conscients qu'ils se convertiraient non seulement en ennemis de la liberté mais aussi en supports d'une monarchie fondamentalement dictatoriale et en agents continuateurs de la répression que notre peuple supporte depuis déjà trop de temps. Et que ces Basques-là qui aideraient ces partis sachent qu'avec leur vote ils aident au maintien d'une dictature qui, pendant presque un demi-siècle, a essayé par les moyens les plus sanglants d'en finir avec notre peuple et de perpétuer l'exploitation des travailleurs, *arrantzales* (pêcheurs), *baserritarra* (paysans), techniciens, employés, petits commerçants, etc., de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre gagnent leur pain à la sueur de leur front.

AUX ELECTIONS OUI, MAIS AVEC UNE AMNISTIE TOTALE ET DES LIBERTES DEMOCRATIQUES.

SANS ELLES NON.

VIVE L'EUSKADI LIBRE ! VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

2) COMMUNIQUE D'ETA MILITAIRE UNE SEMAINE AVANT LES ELECTIONS

L'amnistie totale n'a pas été accordée ; quelques prisonniers politiques basques ont choisi l'exil ; d'autres sont encore en prison ; onze réfugiés sont relégués dans une île à la demande du gouvernement espagnol, et pendant ce temps, une vague de contrôles et de perquisitions se déchaîne sur tous les autres. Le niveau de liberté démocratique atteint a été mis en évidence par les six morts et les centaines de blessés [annexes, p. 26] de la semaine pro-amnistie. Ce que la monarchie espagnole prétend perpétuer aujourd'hui, c'est la dictature militaire instaurée par le soulèvement du 18 juillet, sous une façade parlementaire incapable d'éviter qu'on devine derrière elle les toutes-puissantes forces armées qui défendent les Oriol, Careaga, Ybarra. En raison de tout cela, et en dépit de la déclaration de ceux qui se définissent comme le *biltzar ttipia*[17] d'ETA et qui ne sont autres qu'un groupe de personnes expulsées de l'organisation politico-militaire (fait déjà connu des forces basques qui ont utilisé cette déclaration dans un meeting célébré à Saint-Sébastien pour appuyer leur position en faveur de la participation), l'organisation militaire, socialiste et révolutionnaire basque de libération nationale ETA, réaffirme sa position en faveur du boycott actif de ces élections et sa volonté de poursuivre la lutte armée d'une manière offensive tant que ne sera pas réalisée l'alternative

VIVE L'EUSKADI LIBRE !

VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

VIVE L'EUSKADI UNIE !

3- COMMUNIQUE D'ETA POLITICO-MILITAIRE UNE SEMAINE AVANT LES ELECTIONS

Une fois encore, nous nous adressons à la classe ouvrière et à tout le peuple d'Euskadi. La lutte populaire a de nouveau réussi à arracher une poignée d'otages politiques basques à l'oligarchie centraliste et à son gouvernement. Pour cela, Euskadi s'est encore teinte du sang de ses fils.

Les conclusions que nous devons tirer de cette expérience sont encore une fois les mêmes : le caractère totalitaire et anti-démocratique de notre ennemi et le fait que chaque victoire ne s'obtient qu'à travers la lutte de tout le peuple. Il reste encore des détenus basques en prison ; il reste aussi encore des exilés politiques qui ne peuvent pas revenir chez eux. La revendication de leur retour, totalement assumée par notre peuple, n'est pas assimilable par les héritiers du franquisme qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. Nous devons être conscients que la lutte pour l'amnistie totale entre dans le même contexte que la lutte pour le statut d'autonomie et que son obtention ne se produira qu'après une véritable rupture démocratique, c'est-à-dire qu'avec la disparition des séquelles et de l'héritage du franquisme.

Les prochaines élections du 15 juin se produisent dans une situation dépourvue de garanties démocratiques, mais cela ne doit pas étonner. Ceux qui manient les manettes du pouvoir sont les fils du franquisme et leur objectif est le maintien des privilèges et des caractères fondamentaux de ce système. [annexes, p. 27]

La participation des partis révolutionnaires à des élections démocratiques bourgeoises ne signifiera jamais un appui à ce système, mais l'utilisation de voies et méthodes qui, directement combinées avec les méthodes de la lutte révolutionnaire, aident à l'affaiblissement de l'ennemi, au renforcement des organisations du Peuple et de la classe ouvrière, et, en définitive, nous rapproche de la révolution.

La polémique qui, aujourd'hui, partage la gauche patriotique sur la participation ou non aux prochaines élections ne se résoudra pas à l'aide d'argumentations simples et élémentaires. La décision doit être fonction des prévisions du futur de notre lutte.

Au niveau le plus immédiat, notre objectif est l'obtention d'un premier degré d'auto-gouvernement pour Euskadi et du statut d'autonomie.

L'élaboration de ce statut reviendra aux députés et aux sénateurs, ainsi qu'aux maires qui seront démocratiquement élus lors des prochaines élections municipales. Mais ce statut devra fondamentalement être le produit des débats qui se dérouleront dans les assemblées d'usines, de villes et de villages.

- Nous pensons aujourd'hui que ce qui est important n'est pas tant ce qu'il adviendra le 15 juin, mais que toute la gauche patriotique et ses organisations d'avant-garde sache bien qu'elle devra être la politique à suivre à partir du 16. Dans la mesure

---

[17] Direction.

où nous pensons que le fait d'avoir des représentants dans certaines institutions officielles peut aider au développement de la lutte pour notre premier auto-gouvernement, lutte fondamentalement basée sur l'organisation et la mobilisation populaire, nous considérons comme positive la participation aux prochaines élections.

ETA a permis la création de ce que nous pensons devoir devenir le parti de l'avant-garde révolutionnaire basque. Ce parti se prononce aujourd'hui pour la participation électorale. Nous pensons avec confiance qu'EIA saura exercer avec brio la direction politique de la lutte pour le statut d'autonomie ; et qu'il saura aussi profiter de sa participation aux élections pour obtenir cette fin comme appui à des méthodes de lutte réellement populaires et révolutionnaires en vue de la construction d'un État socialiste basque indépendant.

Dans ce processus, tant l'organisation politique d'avant-garde que tout le peuple d'Euskadi, peuvent compter sur l'appui de l'organisation armée d'avant-garde, c'est-à-dire sur l'appui d'ETA

VIVE L'EUSKADI LIBRE !

VIVE LA CLASSE OUVRIERE BASQUE !

VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

LE PEUPLE ARME, JAMAIS NE SERA VAINCU !

[annexes, p. 28]

ANNEXE 7

LA COMMISSION DE DEFENSE D'UNE COTE BASQUE NON NUCLEAIRE FACE A L'ENLEVEMENT PUIS LA MORT DE JOSE MARIA RYAN , INGENIEUR EN CHEF DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE LEMONIZ

1- COMMUNIQUE DU 4 FEVRIER 1981 (PENDANT L'ENLEVEMENT)

Les jours se sont écoulés avec l'espoir, qu'une fois l'orage des premiers moments passés, les eaux retrouveraient leur cours et qu'il se produirait au sein du « corpus » politique et institutionnel, cette analyse et cette sereine réflexion qu'exigent des situations telles que celle que nous connaissons aujourd'hui. Honnêteté, objectivité, réalisme et esprit constructif. Cette attente a été vaine, nous nous sommes trompés et cela laisse présager un futur tragique pour Euskadi. En effet il est extrêmement grave que le « cas Ryan » soit manipulé jusqu'aux extrêmes atteints actuellement, par une entreprise privée super puissante : Iberduero, qui n'hésite pas à se servir du Gouvernement basque, du Parlement et de la plupart des organes institutionnels, ainsi que d'un large éventail du spectre politique et syndical. Cela confirme d'autre part l'importance primordiale du projet nucléaire de Lemoniz pour certains groupes de pression et partis politiques, qui sont capables de monter une campagne jamais vue dans le passé, et ce, malgré les évènements tragiques survenus en Euskadi comme les séquestrations, les morts, les attentats sanglants, etc.

Nous ne sommes pas surpris par l'indignation soulevée par l'évènement au sein des institutions politiques, professionnelles, etc. Non. Cette indignation est juste et légitime, car il s'agit là d'une violation des droits de l'homme et d'un acte de violence. Mais le contenu et l'amplitude de la réponse institutionnelle nous surprennent et nous indignent pour deux raisons :

1) Des violations des droits de l'homme d'une envergure et d'une importance bien plus grandes, comme l'utilisation de la violence physique et institutionnelle, sont des faits qui, malheureusement, se produisent avec une fréquence inusitée en Euskadi,

sans que l'on n'ait jamais observé une campagne de condamnation aussi violente et aussi bien orchestrée.

2) On remarque dans cette réponse une tentative nette et déplorable d'éluder l'origine du problème et de repousser la réflexion qui s'impose sur ses causes. Ceci est préoccupant, étant donné qu'une grande partie de ces institutions semble sérieusement mêlée au contentieux de Lemoniz, soit par action, soit par omission. [annexes, p. 29]

Notre analyse repose sur plus de sept années de tentatives de rationalisation de la controverse, épuisant ainsi tous les moyens que la dictature, auparavant, et la démocratie, maintenant, nous offrent. Et malgré tant d'années de lutte ouverte, tenace et franche, menée par de vastes secteurs populaires, les travaux de Lemoniz suivent leur cours tout en prenant une ampleur particulière par la violence institutionnelle qu'ils impliquent.

« Envers et contre tout Lemoniz marchera », affirmait récemment le président de Iberduero, devant le silence de tous les partis politiques, les syndicats, le Gouvernement et le Parlement basques. Le président Suarez arrive en Euskadi et déclare : « Le Gouvernement mise de manière décisive sur l'énergie nucléaire. Nous sommes contre toute consultation populaire ». Et de nouveau c'est le silence du côté de la majeure partie du corps politique, syndical et institutionnel. Seule se fait entendre la timide voix du président du Gouvernement basque qui, humilié par la position du Gouvernement central, déclare « Empêcher la réalisation de cette consultation relèvera de la responsabilité du gouvernement central ». « Quelle voie laisse-t-on au peuple dans sa tentative de règlement raisonné de la controverse ? » avons-nous demandé mille et une fois. Cela fait sept ans que les organismes populaires essaient de régler le conflit à ses différents niveaux. Et conscients, comme nous le sommes en Euskadi, qu'il existe deux groupes armés (ETA politico-militaire et ETA militaire) opposés au projet Lemoniz, qui peut s'étonner maintenant de l'apparition d'un « cas Ryan » après sept ans passés à réclamer le dialogue et à demander de faire l'expérience d'une véritable démocratie ? Les organismes populaires ont pratiquement épuisé toutes les ressources susceptibles de constituer une issue raisonnable au conflit. Jamais nous ne nous sommes opposés à un référendum. Davantage même : si on examine l'histoire avec objectivité, on peut noter que les premiers à l'avoir proposé, ce sont précisément les organismes populaires. Mais un référendum qui serait honnête, impartial, objectif, et qui présenterait des conditions

et des chances égales pour chacune des parties prenant part au conflit. Un référendum dont le contexte, la régularité et les garanties d'objectivité seraient clairement définis. Un référendum qui aurait lieu après un gel du projet, si les résultats de l'enquête ouverte et complète sur sa construction, le problème de l'illégalité et des irrégularités réglé, un débat approfondi et une discussion au sein de notre communauté justifient sa réalisation. Cela fait des années que nous réclamons cette procédure et cependant les travaux du projet sont poursuivis et arrivent presque à leur terme. [annexes, p. 30] On a continué à investir des milliards de pesetas et Lemoniz apparaît comme un cas supplémentaire de politique du fait accompli. Autant les gouvernements que le gros du « corpus » politique ont renoncé, de connivence avec Iberduero, à ce système plus objectif et impartial consistant à arrêter les travaux avant de terminer le projet, cela étant une démarche préalable à l'organisation d'un éventuel référendum.

En effet, l'objectivité et la neutralité d'un référendum peuvent-elles être les mêmes dans le cas où dix milliards sont investis, et dans celui où le projet est presque achevé et où 130 milliards sont investis ? Par exemple, le Gouvernement basque rejette la proposition de rester neutre dans la procédure d'enquête ; et Suarez déclare : « Nous sommes contre toute consultation populaire sur ce point. ». Telle était la situation jusqu'à ces derniers jours, après de nombreuses années de lutte pendant lesquelles tous les moyens permis par la démocratie ont été utilisés :

- Nous sommes allés au Parlement de Madrid pour solliciter de façon raisonnable le gel du projet afin de procéder à un référendum, si son principe était retenu.

- Le Conseil Général basque nous a convoqués. Nous y sommes allés. Mais il nous a dupés et il en reste une preuve historique.

- Nous avons été à Guernica à la séance constitutive du Parlement basque. Nous y avons remis un document contenant un programme de travail raisonné et raisonnable. On ne nous a même pas répondu.

- Nous avons utilisé tous les moyens juridico-administratifs possibles et imaginables. Nous avons sept procès en cours devant les instances judiciaires.

Nous avons organisé des manifestations massives pour appuyer la procédure souhaitée, en expliquant de nombreuses fois qu'elle devait débuter par le gel du projet.

- Nous avons été à la base de déclarations émanant de municipalités, d'assemblées générales, des élus, des organismes et des entités urbaines, etc.

- Nous avons soutenu des délibérations prises par les municipalités directement concernées, qui ordonnaient le gel des travaux. Efforts qui sont restés vains, car le Gouvernement civil se chargeait immédiatement de ne donner aucune suite à de telles décisions.

- Nous avons suscité des prises de position, comme récemment, celle d'un important collectif du monde des Arts et de la Culture d'Euskadi, qui exigeait le gel immédiat du projet, etc. [annexes, p. 31]

Tout s'est révélé vain. Le président d'lberduero et Suarez ont été assez expéditifs dans leurs interventions.

C'est dans ce contexte que se situe le « cas Ryan » : cas de séquestration ou de privation de liberté d'un homme ; un technicien hautement qualifié, formé pendant de nombreuses années pour diriger l'exploitation de Lemoniz. M. Ryan n'est pas n'importe quel travailleur. C'est un spécialiste difficilement remplaçable. Les personnes capables aujourd'hui, dans notre État de diriger un projet de cette envergure, sont rares. Nous regrettons et nous déplorons cet évènement. Cela fait des années que nous luttons pour éviter de tels faits. La Commission et les Comités sont en train d'épuiser depuis des années tous les moyens envisageables : ceci est d'ailleurs de notoriété publique. Mais… personne ne peut vraiment s'étonner de ce qui est arrivé ! Et c'est là que prend racine la grande tragédie qui frappe Euskadi de plein fouet aujourd'hui. On ne doit pas analyser le « cas Ryan » d'une façon isolée et superficielle comme un compartiment étanche dans la situation socio-politique complexe et conflictuelle de notre peuple. Agir ainsi équivaut à tourner le dos à la réalité, à se retrancher cyniquement derrière la condamnation des droits de l'homme, condamnation que nous approuverions tous en Euskadi. Agir de la sorte revient à ignorer les racines et le contexte dans lequel cet évènement a été engendré. Est-il juste et légitime d'analyser cet évènement en se référant exclusivement aux droits de l'homme ? Quelque chose d'étrangement démesuré se déroule en ce qui concerne ce cas. Il nous semble normal que les organismes, les institutions, les partis politiques, et les centrales syndicales condamnent la privation de liberté d'un être humain, et cela, qu'il soit bon ou mauvais, travailleur ou non, politique ou apolitique, basque ou non basque. Ce qui apparaît immoral, pharisien et cynique, est

de prétendre isoler le fait hors de son contexte et du cadre dans lequel il a lieu. Il nous semble surprenant qu'on mette sur pied une campagne jamais vue auparavant, même lorsque cinq gardes civils sont tués, ou encore deux citoyens abattus à Hendaye. Il nous semble inadmissible qu'on ignore ou qu'on dissimule sciemment les causes qui sont à l'origine, et le degré de responsabilité des institutions qui élèvent la voix aujourd'hui. On reste perplexe devant le fait que maintenant, et juste maintenant, sous l'influence d'Iberduero, le gouvernement basque qualifie l'action de « criminelle et résolument fasciste ». Voilà des paroles que le Gouvernement n'avait jamais prononcées jusqu'alors, malgré les graves évènements survenus. Par ailleurs, bien entendu, des évènements extrêmement graves [annexes, p. 32] sur lesquels la lumière reste toujours à faire dans le domaine de la lutte antinucléaire (morts de David Alvarez, Gladys del Estal, Jaime Chivite, etc.) n'ont jamais engendré autant de verbiage que cette dernière affaire. Qui parmi ceux qui haussent la voix aujourd'hui s'est soucié de la répression permanente contre les mouvements antinucléaires ? Qui a condamné les arrestations ou la violation systématique des droits de l'homme que notre peuple endure depuis des années ? Personne n'ignore que la violence institutionnelle et le terrorisme d'état ont traditionnellement accompagné la lutte pour la paralysie de Lemoniz. Le 18 janvier dernier a été un nouvel exemple de violence non sélective de la part des F.O.P. : arrestations, matraquages, tir de balles de gomme, etc. Ceci est d'ailleurs passé sous silence par les mass médias, le Gouvernement basque et la majeure partie des groupes politiques. C'est pour cette raison que personne ne peut s'étonner en Euskadi, qu'on ait recours à la violence, quand celle-ci est systématiquement utilisée par les plus hautes instances. Personne ne peut être scandalisé parce qu'on viole les droits de l'homme. Cela arrive presque quotidiennement avec les institutions qui portent atteinte aux libertés démocratiques et aux droits de l'individu. Si ceux qui élèvent la voix aujourd'hui l'avaient fait en temps voulu, avec la même emphase et le même intérêt, pour l'arrêt des travaux de Lemoniz, en raison de l'atteinte aux droits de l'homme et du peuple qu'il représente, il n'y aurait pas de cas Ryan aujourd'hui. À présent il est peut-être un peu tard pour régler cette controverse. Si on se fie au pharisianisme constaté ces derniers jours, le futur d'Euskadi semble terriblement obscur. Pourvu que nous nous trompions Pourvu que Jose Maria Ryan retrouve vite les siens et que la construction de Lemoniz soit arrêtée ! Pourvu que le Gouvernement Basque, la Commission des Droits de

l'Homme, les centrales syndicales réagissent avec la même indignation contre la violation constante des droits de l'homme en Euskadi. Cette commission de Défense lance un appel pressant à Iberduero et à ETA militaire afin qu'ils évitent à tout prix un dénouement tragique du cas Ryan; elle prie également les mass-médias de ne pas manipuler cette lettre ouverte.

2- COMMUNIQUE DU 6 FEVRIER 1981 (LE JOUR DE LA MORT DE J.M. RYAN)

Nous sommes consternés par ce qui est arrivé. De nouveau nous connaissons la tristesse et la rage devant une nouvelle mort pourtant évitable, alors que nous sommes justement les organismes populaires à nous être le plus engagés afin d'éviter le déroulement d'évènements de cette nature. [annexes, p. 33] La mort de Ryan et les circonstances qui l'ont entourée, ont provoqué un choc profond chez les membres de cette Commission de Défense. La situation ainsi créée nous oblige à reconsidérer notre action et notre rôle dans le tragique conflit de Lemoniz. Le problème a pris des dimensions qui dépassent totalement nos manières d'agir.

Réaffirmant la valeur et l'honnêteté des principes qui ont toujours animé notre effort, nous espérons seulement qu'enfin, la force de la raison règne, et que l'histoire juge implacablement les huit années d'une lutte tenace, pacifique et désintéressée, d'un vaste secteur de notre communauté.

ANNEXE 8

RESULTATS DES CINQ ELECTIONS GENERALES DE L'APRES-FRANQUISME EN PAYS BASQUE[18]

1- ÉLECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 15 JUIN 1977

- Abstention : 22,58 %

- Herri Batasuna n'existait pas ; Euskadiko Ezkerra ne se présentait pas en Navarre, et E.S.B. y appuyait le P.N.V. ; l'U.C.D. ne se présentait pas en Guipúzcoa.

	PSOE	P.N.V.	U.C.D.	A.P.	E.E.	P.C.	E.S.B.	total
Biscaye	24,56	30,03	15,93	6,45	5,27	5,23	2,63	90,10
Guipúzcoa	28,04	30,86	-	8,16	9,44	3,66	5,52	85,68
Alava	28,33	17,33	30,62	6,32	2,09	3,11	2,21	90,01
Navarre	13,99	4,62	19,47	5,88	-	1,62	-	45,58
total	25,05	24,34	15,87	7,25	4,97	4,05	2,80	84,33
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

2- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 1ER MARS 1979

- Abstention : 33,33 %

- Le parti E.S.B. a disparu (ses membres se répartissent entre E.E. et H.B)

- En Navarre, le P.N.V. fait alliance avec E.E. sous le nom de Nacionalistas Vascos. Nous attribuons ici l'ensemble des voix de cette coalition au P.N.V.

	PSOE	P.N.V.	U.C.D.	A.P.	E.E.	P.C.	H.B.	total
Biscaye	18,61	28,45	15,52	4,15	5,68	5,66	14,34	92,41
Guipuzcoa	17,86	26,00	15,08	1,01	12,62	3,00	17,26	92,83
Alava	21,34	23,00	25,55	6,23	4,69	3,31	10,00	94,12
Navarre	21,62	8,28	32,50	10,90	-	2,17	8,74	84,21
total	19,27	22,72	19,73	4,88	6,80	4,05	13,58	91,03
Rang	3	1	2	6	5	7	4	

[annexes, p. 34]

[18] En pourcentage sur le total des suffrages exprimés.

3- ELECTTIONS DU 3 AVRIL 1978 AUX JUNTAS GENERALES DE BIZCAYE, GUIPUZCOA ET ALAVA, ET AU PARLEMENT FORAL DE NAVARRE

- Abstention : 37,79 %

- Alliance Populaire ne se présentait ni en Biscaye, ni en Guipúzcoa.

- En Navarre, le P.N.V. fait alliance avec E.E. sous diverses dénominations suivant les *meridades* (cantons). Nous attribuons ici l'ensemble des voix obtenues par ces coalitions locales au P.N.V. ; par ailleurs, H.B. se présentait aussi sous diverses dénominations suivant les *meridades*, nous attribuons ici à H.B. l'ensemble des voix obtenues par ces différentes candidatures populaires.

	P.N.V.	H.B.	PSOE	U.C.D.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	38,43	19,49	15,43	10,98	5,42	5,48	-	95,23
Guipuzcoa	35,05	21,63	15,35	8,53	11,32	3,18	-	95,06
Alava	32,37	12,53	17,49	27,95	5,98	0,09	3,50	99,91
Navarre	9,05	15,58	19,02	26,80	-	2,45	16,05	88,95
total	30,14	18,64	16,30	15,11	6,53	3,78	3,69	94,19
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

4- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT BASQUE) DU 9 MARS 1980

- Abstention : 39,16 %
- La Navarre, écartée du processus d'autonomie basque, ne votait pas.

	P.N.V.	H.B.	PSOE	U.C.D.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	39,53	16,21	14,25	6,62	7,67	4,74	5,70	94,72
Guipúzcoa	36,93	17,42	13,64	7,49	13,33	2,98	2,64	94,43
Alava	29,81	13,94	13,84	19,42	9,10	2,98	5,62	94,71
Navarre	-	-	-	-	-	-	-	-
total	37,58	16,35	14,00	8,36	9,66	3,97	4,70	94,62
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

5- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 28 OCTOBRE 1982

- Abstention : 20,26 %
- Le C.D.S. (Centro Democrata Social) est un nouveau parti impulsé par le Premier ministre, Adolfo Suarez, à la suite de l'éclatement de l'U.C.D.
- Ce qui reste de cette dernière en Pays Basque fait alliance avec A.P. en Biscaye, Guipúzcoa et Alava, et se présente seule en Navarre où elle obtient 10,19 % des suffrages.
- En Navarre, A.P. fait alliance avec la droite locale, l'U.P.N. (Union du Peuple Navarrais).

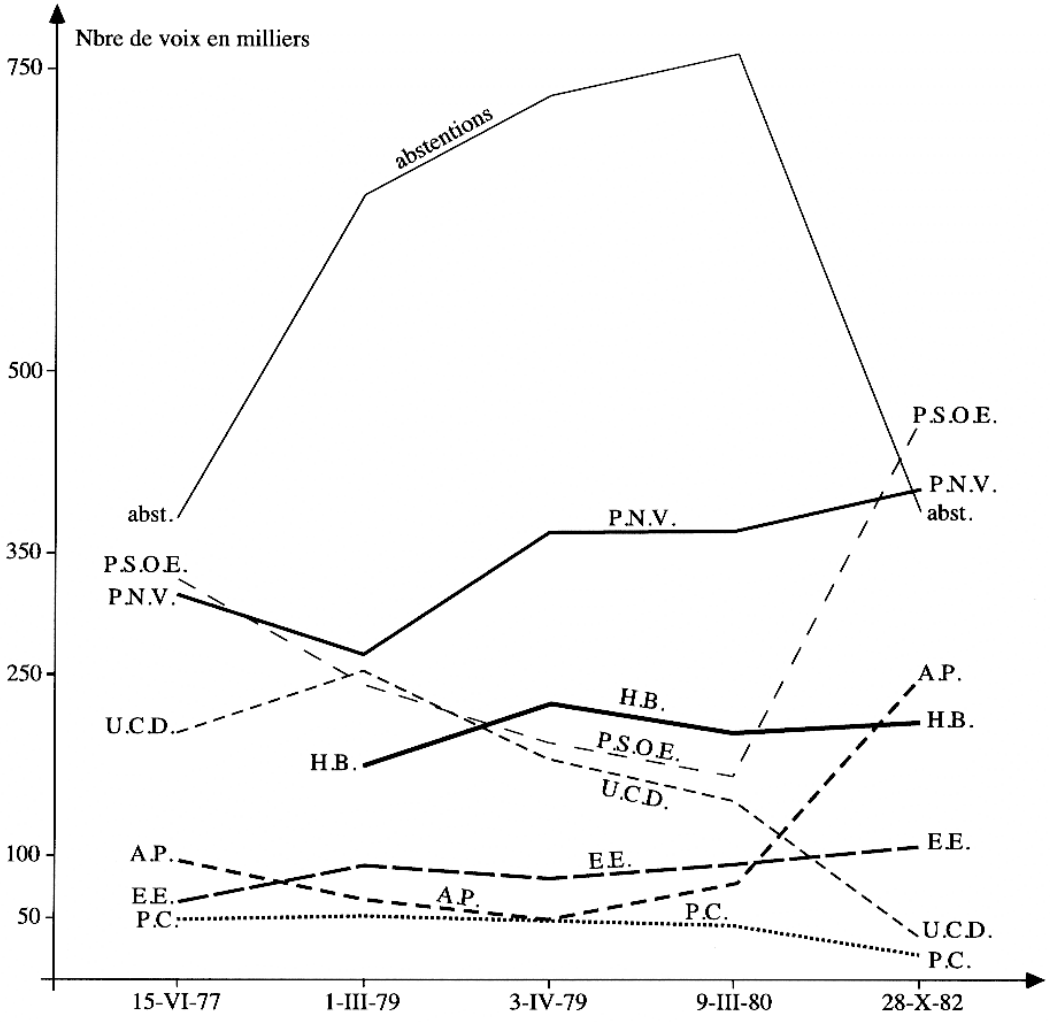
	P.N.V.	H.B.	PSOE	C.D.S.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	32,65	12,82	28,99	1,44	6,41	2,14	11,75	96,20
Guipúzcoa	32,04	18,96	25,55	1,63	9,75	1,23	8,00	97,16
Alava	21,51	9,74	34,62	3,75	6,82	1,05	18,74	96,23
Navarre	5,34	11,34	36,61	4,00	2,74	0,69	24,89	85,61
total	25,92	13,80	30,19	2,23	6,57	1,51	16,16	96,38
Rang	2	4	1	6	5	7	3	

[annexes, p. 35]

6- EVOLUTION, EN NOMBRE DE VOIX OBTENUES, DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES EN PAYS BASQUE (1977-1982)

	abst.	P.N.V.	PSOE	UCD-AP	H.B.	E.E.	P.C.
15/06/77	375 999	313 741	322 848	297 958	-	64 126	52 261
01/03/79	642 704	292 133	247 736	316 464	174 646	87 486	52 184
03/04/79	727 394	360 819	195 175	225 258	223 146	78 260	45 339
09/03/80	763 616	365 420	178 880	230 607	191 989	98 137	43 283
28/10/82	387 923	395 656	460 746	246 648	210 601	100 326	23 098

7- PROJECTION GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION, EN NOMBRE DE VOIX OBTENUES, DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES EN PAYS BASQUE


Nbre de voix en milliers
750
500
350
250
100
50
abstentions
abst.
P.S.O.E.
P.N.V.
U.C.D.
H.B.
A.P.
E.E.
P.C.
15-VI-77
1-III-79
3-IV-79
9-III-80
28-X-82

[annexes, p. 36]